territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 juin 2026

ADMINISTRATION GENERALE :

Délibération N° 24062026/D01 : Election du secrétaire de séance et du secrétaire de séance Adjoint

Délibération N° 24062026/D02 : Approbation du compte-rendu du Comité du 24/04/2026

Délibération N° 24062026/D03 : Présentation du Rapport d'activités 2025

Délibération N° 24062026/D04 : Composition du Bureau

Délibération N° 24062026/D05 : Composition du Bureau – Election d'un nouveau membre du Bureau

Délibération N° 24062026/D06 : Représentation du TE Flandre à l'AGUR - Désignation de deux représentants à l'Assemblée Générale

Délibération N° 24062026/D07 : Règlement intérieur

Délibération N° 24062026/D8 : Etat des travaux de la CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux) en 2025

Délibération N° 24062026/D9 : Participation au salon des Maires Ruraux

Délibération N° 24062026/D25 : Informations sur les décisions

COMPETENCE D'AUTORITE ORGANISATRICE DE LA DISTRIBUTION (AOD) ELECTRICITE :

Délibération N° 24062026/D10 : Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et enfouissement des réseaux basse tension (Travaux Article 8 et travaux coordonnés) - 2026

COMPETENCE D'AUTORITE ORGANISATRICE DE LA DISTRIBUTION (AOD) GAZ :

***Délibération N° 24062026/D11* :** Présentation des Comptes-Rendus Annuel du Concessionnaire (CRAC) 2025 par GRDF

FINANCES ET MARCHES PUBLICS :

***Délibération N° 24062026/D12* :** Règlement Budgétaire et Financier applicable au mandat 2026

***Délibération N° 24062026/D17* :** FCTVA 2024 – Reversement aux collectivités

***Délibération N° 24062026/D18* :** Contrôle des factures d'énergie – Etat de suivi de la mission au 13/06/2026

FINANCES PUBLIQUES :

***Délibération N° 24062026/D13* :** Compte de Gestion 2025

***Délibération N° 24062026/D14* :** Compte Administratif 2025

***Délibération N° 24062026/D15* :** Affectation du Résultat 2025

***Délibération N° 24062026/D16* :** Budget supplémentaire 2026

COMPETENCE IRVE :

***Délibération N° 24062026/D19* :** Actualisation du programme travaux 2026

COMPETENCE ECLAIRAGE PUBLIC :

***Délibération N° 24062026/D20* :** Actualisation du programme travaux EP et Feux tricolores2026

COMPETENCE ECLAIRAGE TERRAINS DE SPORTS EXTERIEURS :

Délibération N° 24062026/D21 : Actualisation du programme travaux 2026

TRANSITION ENERGETIQUE :

Délibération N° 24062026/D22 : Suivi et projets des opérations d'Auto Consommation Collective (ACC) 2026

TRANSITION ENERGETIQUE ET MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENRGIE :

Délibération N° 24062026/D23 **:** Programme ACTEE : Actualisation déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne saisons 1 à 6 –Aide spécifique pour les frais de Maitrise d'œuvre et Assistance

Délibération N° 24062026/D24 **:** Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les Conseils en Orientation Énergétique de la Commune d'Estaires

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D01-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D01 – Administration générale – Election du secrétaire de séance et du secrétaire de séance Adjoint

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D01-DE

M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D01-DE

M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D01-DE

Délibération N° 24062026 / D01 – Administration générale – Election du secrétaire de séance et du secrétaire de séance Adjoint

Exposé et proposition :

Le quorum étant atteint, le Président déclare la séance ouverte.

Conformément aux dispositions des articles L 2121-15 et L 5211-1 du CGCT, le Comité Syndical procède à la désignation d'un secrétaire de séance ainsi que d'un secrétaire de séance Adjoint parmi ses membres présents.

Sur proposition du Président,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE :

de désigner Monsieur Sylvain PETITPREZ en qualité de secrétaire de séance et Monsieur Rodrigue BOURNONVILLE en qualité de secrétaire de séance adjoint.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 16/07/2026 à 00:03:02 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:43:25 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D01**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 - Délibération N°24062026/D01 : Administration Générale - Election du secrétaire de séance et du secrétaire de séance**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.2 - Fonctionnement des assemblees
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D01-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	981 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D01 _ AG _ D__signation secr__taire de s__ance.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D01-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	380.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	20 juillet 2026 à 17h24min25s	Dépôt initial
En attente de transmission	20 juillet 2026 à 17h24min28s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	20 juillet 2026 à 17h24min28s	Transmis au MI
Acquittement reçu	20 juillet 2026 à 17h24min48s	Reçu par le MI le 2026-07-20

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D02-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D02 – Administration générale – Approbation du compte-rendu du Comité du 24/04/2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D02-DE

M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D02-DE

M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D02-DE

Délibération N° 24062026 / D02 – Administration générale – Approbation du compte-rendu du Comité du 24/04/2026

Exposé et proposition :

Le compte rendu du Comité syndical du 24 avril 2026 a été transmis à l'ensemble des délégués. Il est également téléchargeable sur le site internet du Syndicat www.teflandre.fr.

Il est demandé au comité de se prononcer sur son adoption.

Adoption :

Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 16/07/2026 à 00:03:40 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:44:31 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D02**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D02 - Administration Générale - Approbation du compte-rendu du Comité du 24/04/2026**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalite
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D02-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	965 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D02 _ AG _ Approbation du dernier compte_rendu.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D02-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	379.8 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	20 juillet 2026 à 17h29min13s	Dépôt initial
En attente de transmission	20 juillet 2026 à 17h29min15s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	20 juillet 2026 à 17h29min16s	Transmis au MI
Acquittement reçu	20 juillet 2026 à 17h29min37s	Reçu par le MI le 2026-07-20

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D03 – Administration générale –
Présentation du Rapport d'activités 2025

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Délibération N° 24062026 / D03 – Administration générale – Présentation du Rapport d'activités 2025

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc DEBERT, Vice-Président :

Vu le code général des collectivités territoriale et notamment son article L 5211-39,
Vu le projet de rapport d'activité,

Considérant que le rapport d'activité a pour objet de dresser le bilan de l'activité du Syndicat pour l'année écoulée et d'apporter une information à l'ensemble des Conseils municipaux des Communes membres,

Il est proposé au Comité d'adopter le rapport d'activité 2025.

Il est précisé que le rapport sera entièrement dématérialisé, il sera adressé aux Maires des Communes membres. Le rapport fera l'objet d'une communication par le Maire au Conseil municipal en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la Commune au Comité syndical seront entendus.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 16/07/2026 à 00:02:22 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:38:44 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE



RAPPORT ANNUEL 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

MOT DU PRÉSIDENT

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Hazebrouck, le 5 mai 2026,

Cher(e)s collègues, cher(e)s partenaires,

A la lecture de ce rapport annuel 2025 et de ses chiffres, nous pouvons constater l'envergure du travail accompli et des projets menés avec rigueur pour le Territoire d'Énergie Flandre, traduisant notre volonté d'offrir un avenir durable à nos communes.
L'année 2025 est marquée par un nombre record de points lumineux rénovés, la mise en service de la station BIO GNV de Wormhout et le développement de boucles d'autoconsommation collective, qui représentent qu'une première étape vers un avenir énergétique plus raisonnable, responsable et performant.

La poursuite d'actions telles que l'optimisation et l'amélioration de l'éclairage public, le développement de la mobilité électrique, l'assistance aux familles en situation de précarité énergétique, ou encore l'accompagnement à la rénovation du patrimoine public bâti, témoigne de la détermination du Territoire d'Énergie Flandre à s'affirmer comme un territoire exemplaire en matière d'énergies renouvelables.

Je tiens à saluer l'investissement des représentants aux comités et bureaux syndicaux, et à remercier chaleureusement l'engagement et le professionnalisme de l'ensemble des agents qui œuvrent chaque jour davantage pour la transition énergétique.
Ensemble, nous accélérerons la transition énergétique, nous poursuivrons l'engagement en matière d'enfouissement des réseaux et de rénovation de l'éclairage public pour faire de la Flandre, un territoire envié et reconnu pour son modèle énergétique, au bénéfice de nos collectivités, de nos habitants et de nos entreprises.

Avec toute ma reconnaissance,

Jean-Luc Cleenewerck
Président du TE FLANDRE et
Maire de Rexpoëde



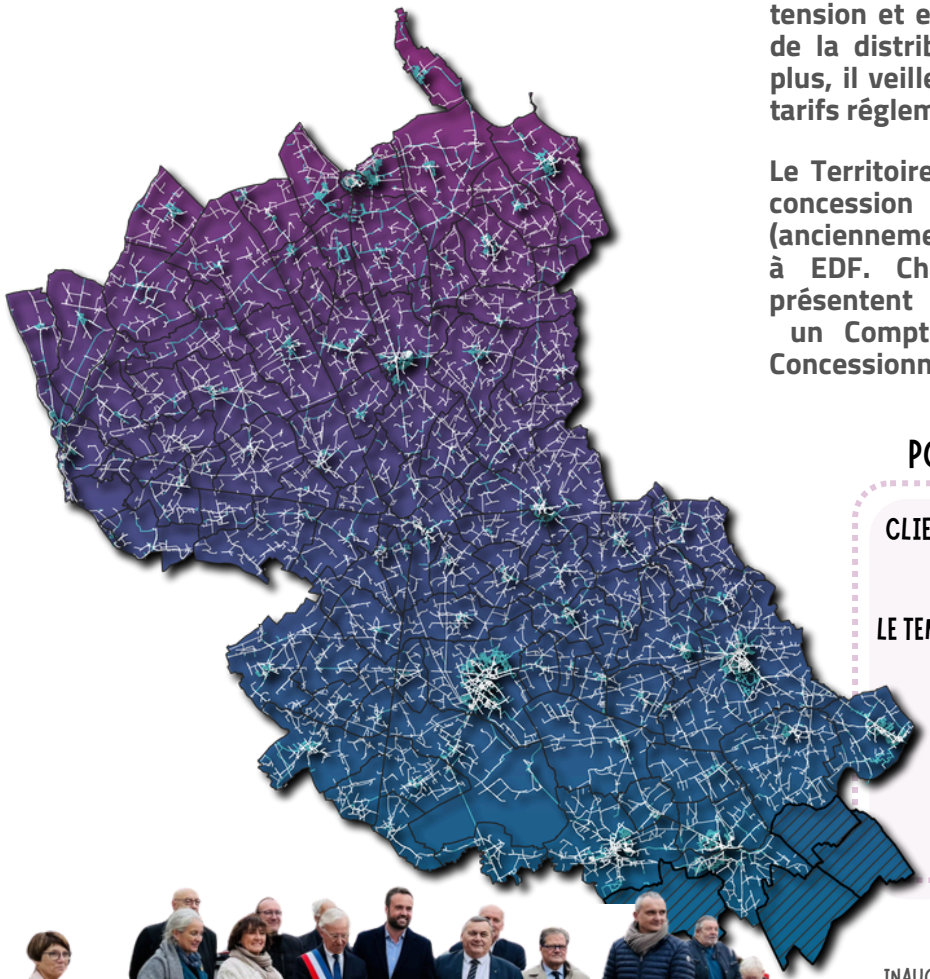
SOMMAIRE

3 LA CONCESSION D'ÉLECTRICITÉ
4 LA CONCESSION GAZ
5 LA MÉTHANISATION
6 LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE
7 ECLAIRAGE PUBLIC
9 LA MOBILITÉ PROPRE ET LE SCHÉMA DIRECTEUR DES IRVE
10 TELECOM FIBRE
11 STATION BIO GNV
12 L'EFFICACITÉ ENÉRGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS
14 PROGRAMME ÉCOPOUSSE
15 RÉSEAUX DE CHALEUR URBAINS
16 PROJETS SOLAIRES EN AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE
17 L'ACHAT GROUPÉ D'ÉNERGIE – LES CEE
18 FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT
20 TROMBINOSCOPE
21 L'ANNÉE 2025 EN IMAGES

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

3 CONCESSION ÉLECTRICITÉ

CARTE DE LA CONCESSION D'ÉLECTRICITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2025



Le Territoire d'Énergie Flandre est propriétaire des réseaux basse et moyenne tension et est responsable de l'organisation de la distribution publique d'électricité. De plus, il veille à la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés sur son territoire.

Le Territoire d'Énergie Flandre a attribué la concession de la distribution à ENEDIS (anciennement ERDF) et celle de la fourniture à EDF. Chaque année, ENEDIS et EDF présentent
un Compte Rendu Annuel d'Activité du Concessionnaire (CRAC).

Le TE Flandre s'assure de la bonne application du cahier des charges de la concession, avec pour objectif d'améliorer la qualité du service public de l'électricité dans les communes adhérentes.

Il supervise les projets de mise en souterrain et de suppression des réseaux électriques (ARTICLE 8) pour toutes les communes. Lors de ces chantiers, le Territoire d'Énergie Flandre coordonne les travaux liés aux réseaux basse tension, télécom et éclairage public.

Seuls le Territoire d'Énergie Flandre et ENEDIS sont autorisés à intervenir sur les lignes basse tension.

POUR LA CONCESSION AU 1ER JANVIER 2025

CLIENTS : 90 772 CONSOMMATION : 996 745 690 KWH

PRODUCTION D'ÉNERGIE : 119 732 263 KWH

LE TEMPS DE COUPURE MOYEN SUR L'ANNÉE (CRITÈRE B) = 60 MIN

POUR LES TRAVAUX D'EFFACEMENT ET D'ENFOUISSEMENT EN 2025

08 CHANTIERS RÉALISÉS

3.53 KM DE RÉSEAUX BT ENFOUIS

DONT 1.62 KM DE RÉSEAUX FILS NUS SUPPRIMÉS







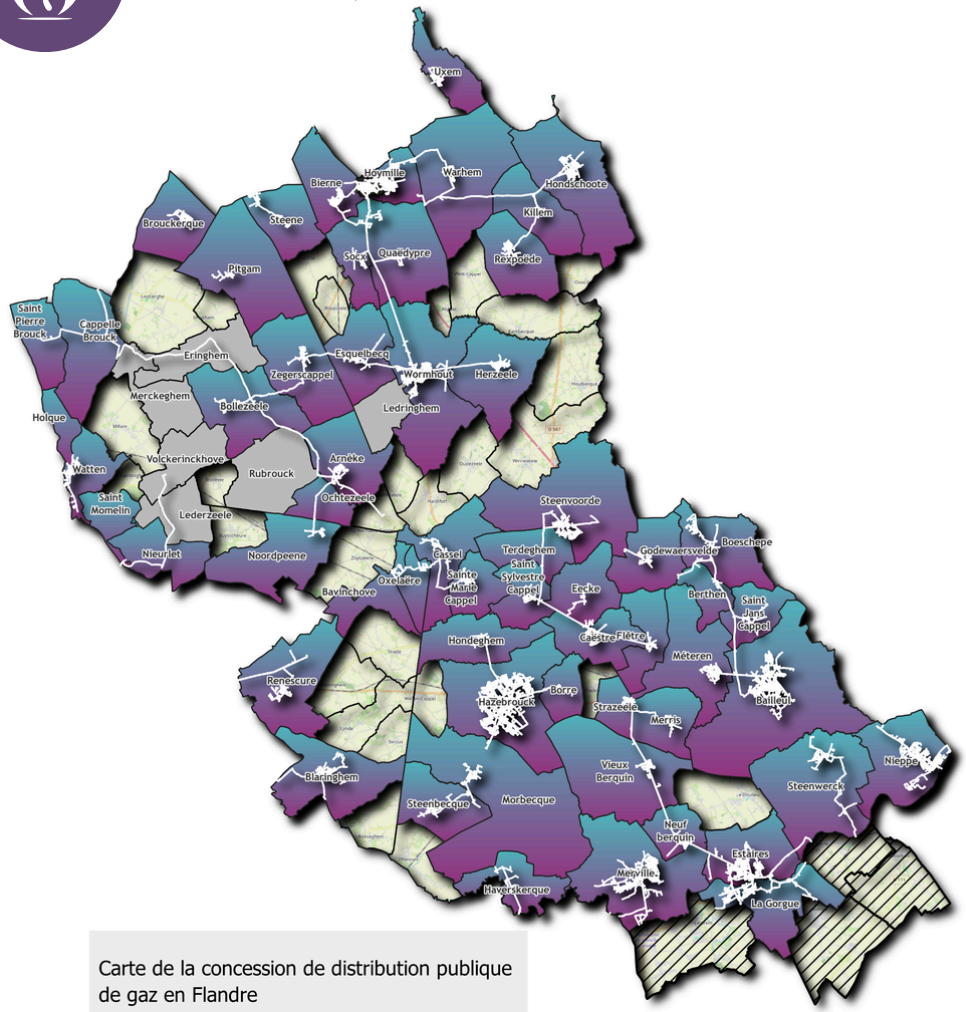


INAUGURATION À STEENWERCK DE LA LIAISON BOURG / GARE TE FLANDRE, MAÎTRE D'OUVRAGE DU PROJET RELATIF AUX RÉSEAUX SECS, A PILOTÉ L'EFFACEMENT DES RÉSEAUX (BASSE TENSION, TÉLÉCOM, FIBRE, ÉCLAIRAGE PUBLIC) ET L'INSTALLATION D'UN ÉCLAIRAGE LED AVEC GRADATION DE PUISSANCE, POUR UNE MEILLEURE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE ET UN CADRE DE VIE VALORISÉ.

4 CONCESSION GAZ

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

CARTE DE LA CONCESSION DE GAZ AU 31 DÉCEMBRE 2025



Carte de la concession de distribution publique de gaz en Flandre
- communes concernées
- communes traversées mais non desservies
- Communes du Pas-de-Calais
- conduites de distribution

Le Territoire d'Énergie Flandre est propriétaire des réseaux basse et moyenne pression, il est la collectivité organisatrice de la distribution publique de gaz. Il veille également à la fourniture de gaz aux tarifs réglementés sur son territoire.

Le TE Flandre a délégué la concession historique et la gestion du service public à GRDF. Chaque année, GRDF présente un Compte Rendu Annuel d'Activité du Concessionnaire (CRAC).

Le syndicat s'assure de la bonne application du cahier des charges de la concession, avec pour objectif d'améliorer la qualité du service public du gaz dans les communes adhérentes. Le TE Flandre vise également à promouvoir la production locale de gaz renouvelable par les agriculteurs du territoire.

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

5 MÉTHANISATION

CARTE DES UNITÉS DE MÉTHANISATION AU 31 DÉCEMBRE 2025



Les installations de méthanisation offrent une solution doublement bénéfique : elles produisent une énergie renouvelable locale tout en contribuant à la gestion durable des déchets organiques. Intégrées au sein des exploitations agricoles ou des collectivités, ces installations promeuvent une économie circulaire de proximité.

Le Territoire d'Énergie Flandre soutient les porteurs de projets en facilitant le dialogue entre les différents acteurs et en fournissant un appui technique.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

MÉTHANISATION

- 10 UNITÉS DE MÉTHANISATION DONT :
  - 4 UNITÉS EN INJECTION DE GAZ
  - 5 UNITÉS EN COGÉNÉRATION
  - 1 UNITÉ EN MIX INJECTION + COGÉNÉRATION
- MÉTHANISATION EN GAZ : PRODUCTION TOTALE DE 90,7 GWH/AN, ÉQUIVALENT À LA CONSOMMATION ANNUELLE EN CHALEUR DE 21 070 PERSONNES (SOIT 9 800 FOYERS)

PARTICIPATION AU JURY DE MÉTH'AGIR CAMP



VISITE UNITÉ DE MÉTHA IOOS WEMAERS CAPPEL



6 LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Dans le cadre de ses compétences en électricité et gaz, le Territoire d'Énergie Flandre offre un service de lutte contre la précarité énergétique et de médiation pour les usagers de la concession.

Cette permanence se tient à Hazebrouck ainsi que dans 8 autres lieux d'accueil décentralisés à travers le territoire. Ces permanences sont ouvertes aux habitants de Flandre pour tous les problèmes liés à l'électricité et au gaz naturel (facturation, consommation, précarité énergétique, chèque énergie...)

De plus, le TE Flandre a participé au salon du développement durable le 29 novembre 2025 à Hazebrouck.







LES CHIFFRES CLÉS 2025

- 525 FAMILLES ACCOMPAGNÉES
- 196 DOSSIERS EN ÉLECTRICITÉ
- 120 DOSSIERS EN GAZ ET 1 DOSSIER EN PROPANE
- 208 DOSSIERS RELATIFS À L'UTILISATION DU CHÈQUE ÉNERGIE

CARTE DES PERMANENCES

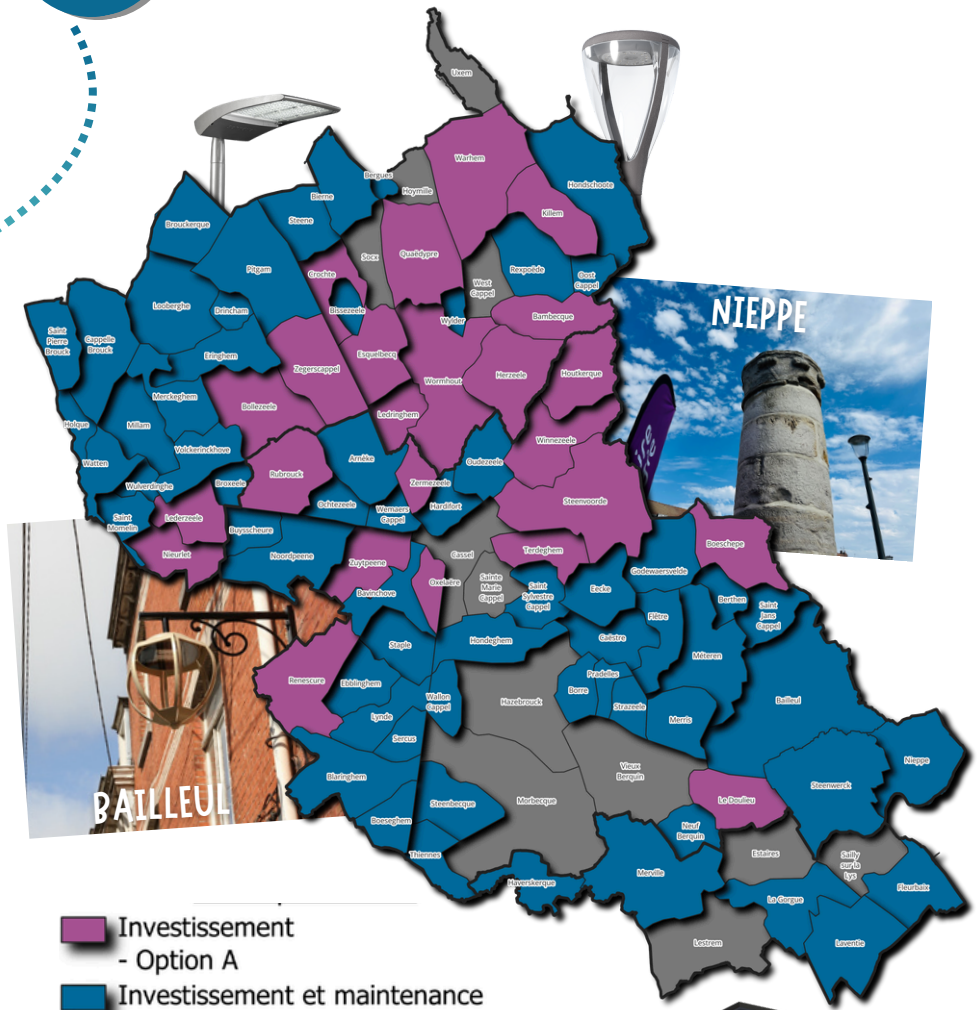


7

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

CARTE DES COMMUNES AYANT TRANSFÉRÉ LA COMPÉTENCE EP AU 1ER JANVIER 2025



Le Territoire d'Énergie Flandre effectue des travaux de rénovation et/ou d'extension de l'éclairage public dans les communes adhérentes à cette compétence. Ces travaux visent à offrir un éclairage de meilleure qualité, plus précis, plus économique et sécurisé.

Le TE Flandre assure également la maintenance pour les communes qui lui ont délégué cette option. Pour assurer une bonne communication et un suivi efficace, des fiches bilans de maintenance ont été envoyées aux communes concernées.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

- 83 COMMUNES ADHÉRENTES À LA COMPÉTENCE ÉCLAIRAGE PUBLIC INVESTISSEMENT. DONT 59 COMMUNES EN INVESTISSEMENT ET MAINTENANCE
- 3 222 POINTS LUMINEUX RÉNOVÉS
- 26 134 POINTS LUMINEUX GÉORÉFÉRENCÉS
- 4 747 RÉPONSES AUX DT DICT
- 372 INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

BILANS DE CONSOMMATION RÉALISES SUITE AUX TRAVAUX DE RENOVATION DE L' ECLAIRAGE PUBLIC

Nombre d'études réalisées en 2025	Économies moyennes (kWh sur 10 mois)	Économies d'énergie moyennes (%)	Économies moyennes (€ sur 10 mois)	Économies financières moyennes (%)
2	125 427	-45%	20 086	-38%

RETROUVEZ TOUTES LES VIDEOS DU TE FLANDRE SUR L'ÉCLAIRAGE PUBLIC



8 ÉCLAIRAGE PUBLIC

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

INSTALLATION DE FEUX TRICOLORES

Le Territoire d'Énergie Flandre assiste les communes dans la rénovation ou la création de signalisation luminaire tricolore (SLT), c'est-à-dire de feux tricolores. Cette initiative est prise par le syndicat, à la demande des communes adhérentes à la compétence éclairage public, dans le but de contribuer à la protection des piétons.
Dans ce cadre, il entreprend des travaux de rénovation ou de création pour ces feux tricolores pour sécuriser les passages piétons et réguler la vitesse.

L'installation de feu vert de récompense en section courante :
En fonctionnement normal, le feu est rouge. Lors de l'approche d'un véhicule, si la vitesse est respectée, le feu passe au vert.
Autrement, les usagers de la route devront marquer un temps d'arrêt.

L'installation de feux microrégulés en carrefour ou sur un passage piéton :
Lorsqu'un piéton déclenche un appel, le feu routier passe au rouge pour une durée limitée, laissant l'accès au piéton.
Normalisation du feu avec signal sonore pour les personnes mal voyantes. Ce signal complète le feu et sécurise son passage.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

- 4 CRÉATIONS DE FEUX TRICOLORES (1 À OCHTEZEELE, 1 À BERTHEN, ET 2 À STEENBECQUE)
- 1 RÉNOVATION D'UN FEU TRICOLORE (LAVENTIE)







ÉCLAIRAGE DES TERRAINS DE SPORTS EXTÉRIEURS

Le Territoire d'Énergie Flandre assiste les communes dans la rénovation ou la création d'éclairage des terrains de sports extérieurs, à travers la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.
Dans ce cadre, il entreprend des travaux de rénovation ou de création pour rendre l'éclairage plus efficace, optimisé et respectueux de la biodiversité, tout en étant parfaitement adapté aux besoins des usagers.



EN 2025

À BAILLEUL, 3 TERRAINS DE SPORTS ONT ÉTÉ ACCOMPAGNÉS

9 LA MOBILITÉ PROPRE ET LE SCHÉMA DIRECTEUR DES IRVE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Le Territoire d'Énergie Flandre poursuit le déploiement des bornes IRVE conformément au Schéma Directeur d'Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique.

A ce jour, le TE Flandre a installé des bornes IRVE dans 61 communes, avec un total de 294 points de charge dans 94 stations.

A noter les bornes installées sur les 8 communes de la CCFL sont gérées directement par la CC. Elles sont accessibles dans les mêmes conditions que celles du TE Flandre.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

NOMBRE DE CHARGES : 26 833

DURÉE MOYENNE DE STATIONNEMENT :

- BORNES NORMALES : 04H09
- BORNES RAPIDES : 02H47

DURÉE TOTALE DE STATIONNEMENT :
619 SEMAINES 10 HEURES ET 5 MINUTES

ÉNERGIE MOYENNE DÉLIVRÉE :

- BORNES NORMALES : 23.25 KWH
- BORNES RAPIDES : 24.62 KWH

ÉNERGIE TOTALE DÉLIVRÉE : 631 469. 11 KWH

NOMBRE DE KM PARCOURUS EN VE :
4 204 086 KM

DEPUIS LE 1ER AVRIL 2025, DE NOUVEAUX TARIFS POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES SONT ENTRÉS EN VIGUEUR POUR LES BORNES DE RECHARGE PASS PASS.

Type de charge	Abonné	Non abonné
Normale	0,32€/kWh + 3h offert puis 0,04€/min (7h-21h) et 0,01€/min (21h-7h) Plafond de 1,20€ entre 21h et 7h	0,38€/kWh + 3h offert puis 0,08€/min (7h-21h) et 0,02€/min (21h-7h)
Rapide	0,44€/kWh + 1h30 offert puis 0,20€/min	0,51€/kWh + 1h30 offert puis 0,40€/min
Ultra rapide	0,44€/kWh + 45min offert puis 0,20€/min	0,51€/kWh + 45min offert puis 0,40€/min
Stationnement longues durées (P+R, covoiturage...)	0,32€/kWh + 14h offert puis 0,10€/h	0,38€/kWh + 14h offert puis 0,20€/h

RETROUVEZ TOUTES LES VIDÉOS DU TE FLANDRE SUR LES IRVE



CARTE DES BORNES IRVE EN SERVICE SUR LE TERRITOIRE DU TE FLANDRE AU 31 DÉCEMBRE 2025



10

TÉLÉCOM – FIBRE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

La fermeture progressive du réseau cuivre d'Orange, utilisé pour la téléphonie, l'internet et la télévision, est engagée jusqu'en 2030. Ces réseaux sont remplacés par la fibre optique.

Cette transition accompagne les besoins croissants en débit, la fibre étant devenue la technologie de référence.

Le Territoire d'Énergie Flandre est co-financeur et facilitateur terrain pour les raccordements à la fibre numérique. Le réseau fibre est géré par le Syndicat mixte Fibre numérique 59/62. L'exploitation est assurée par une délégation de service public attribuée à Axione.

La fermeture s'effectue par groupes de communes (en lots), en deux phases :

1. UNE FERMETURE COMMERCIALE : AUCUNE NOUVELLE SOUSCRIPTION ADSL (POUR TOUS LES OPÉRATEURS) À PARTIR DE JANVIER 2026
2. UNE FERMETURE TECHNIQUE : ARRÊT DES SERVICES SUR LES LIGNES EXISTANTES (COUPURE DU RÉSEAU) DEPUIS JANVIER 2025

Les lots 1, 3, 6 et 7 correspondent à des lots de villes hors du territoire du TE Flandre. : seuls les lots 2, 4 et 5 concernent le Territoire d'Énergie Flandre.

EN CAS DE QUESTIONS CONTACTEZ :
FIBRE@TEFLANDRE.FR
OU
LE NUMÉRO VERT GRATUIT DE CAP FIBRE
0 800 159 162.



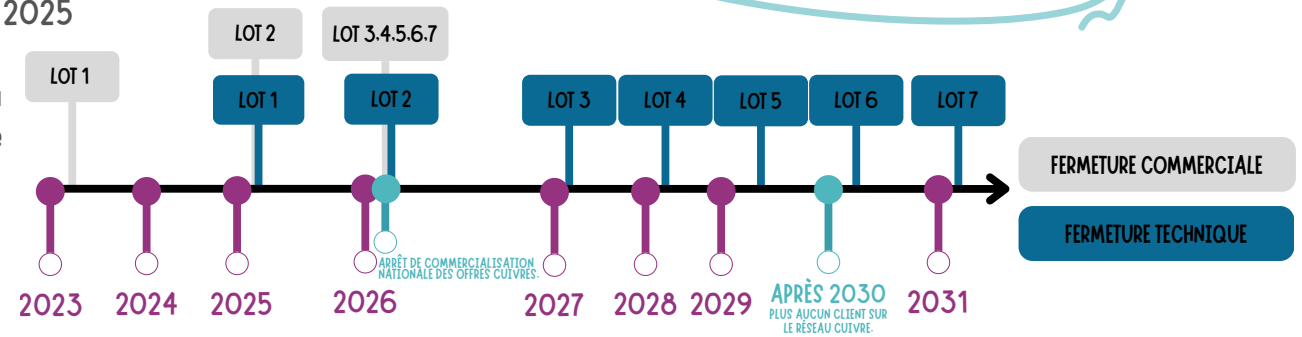
LES CHIFFRES CLÉS 2025

- ?? DE PRISES DÉPLOYÉES DONT ?? EN 2025
- 15 APPELS ET MAILS CONCERNANT LA FIBRE PAR SEMAINE

Les communes du lot 2 ont été concernées par la fermeture commerciale depuis le 27 janvier 2025.

COMMUNES DU LOT 2

BORRE, HAZEBROUCK, HONDEGHEM, MORBECQUE, PRADELLES, SAINTE-MARIE-CAPPEL, STRAZEELE, WALLON-CAPPEL.



11

STATION BIO GNV

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Le Territoire d'Énergie Flandre accompagne les acteurs du territoire dans le développement de bornes de recharge GNV et bioGNV. Cette compétence s'inscrit dans une démarche globale de soutien à la mobilité décarbonée, en facilitant l'accès à ces infrastructures.

Les actions du TE Flandre portent notamment sur :

- **L'accompagnement des projets**
- **La promotion du BioGNV**
- **La sensibilisation et l'information**

L'année 2025 est marquée par la construction au printemps puis la mise en service en juillet de la première station Bio GNV de Wormhout. Elle correspond à une station de charge rapide avec deux pistes, deux distributeurs permettant l'avitaillement de deux véhicules simultanément (véhicule léger et poids lourd) et un compresseur 350 bars.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

DE JUILLET À DÉCEMBRE 2025

- VOLUME TOTAL : 35.5 TONNES (99% DU VOLUME REPRÉSENTANT LE SIROM)
- VOLUME DU TERRITOIRE D'ÉNERGIE FLANDRE : 128 KILOS
- MOYENNE MENSUELLE : 5.9 ET 6.9 TONNES (HORS MOIS D'OUVERTURE)
- UNE FRÉQUENTATION HOMOGÈNE LA SEMAINE DE TRAVAIL : DE 9H À 11H ET DE 15H À 18H AVEC UNE POINTE À 10H ET 17H
- TAUX DE DISPONIBILITÉ DE LA STATION : >99%



PLANS DE LA FUTURE STATION EN 2024



TRAVAUX AU PRINTEMPS 2025



TRAVAUX AU PRINTEMPS 2025



INAUGURATION EN JUILLET 2025

12

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE





RÉUNION MDE

Dans le cadre de la transition énergétique, le Territoire d'Énergie Flandre poursuit son soutien aux communes au travers des actions de Maîtrise de la Demande en énergie.
Cette action s'articule autour de plusieurs dispositifs d'aide à savoir :

1. **Le fonds de concours Maitrise de la Demande en Énergie (MDE). Ce financement subventionne le surinvestissement de travaux visant à réduire les consommations énergétiques des bâtiments publics.**

En 2025, 7 bâtiments ont été retenus dans le cadre de l'appel à projet MDE. Ces travaux seront aidés techniquement et financièrement par le Territoire d'Énergie Flandre.

2. **L'appel à projet « Du Solaire en Flandre », s'est concrétisé par des aides aux installations photovoltaïques : étude de pré faisabilité par les agents du syndicat, et subventions pour la réalisation de 3 projets d'autoconsommation collective (Boeschèpe, Sercus, Oxelaëre).**

3. **Les services du Territoire d'Énergie Flandre sont également à disposition des collectivités du territoire, pour les accompagner en valorisant les Certificats d'Économie Énergie (CEE) provenant des projets de rénovation énergétique.**

LES CHIFFRES CLÉS 2025

- 7 BÂTIMENTS AIDÉS DANS LE CADRE DE LA MDE
- 3 PROJETS SOLAIRES DANS LE CADRE DE LA MDE
- 20 COMMUNES AIDÉES DANS LE CADRE DÉCRET TERTIAIRE

13

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES BATIMENTS PUBLICS

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Le Territoire d'Énergie Flandre en partenariat avec le SE 60, TE 80, le SIDEC TE Cambrésis et le SIDEN SIAN NOREADE est lauréat des appels à projets ACTEE+ Chêne saison 1, 2, 3 et 4.
Cet appel à projet fait suite aux précédents appels à projets ACTEE 2 (Sequoia 1, Sequoia 3, Peuplier et SCHEM'ACTE) dont le TE Flandre est également lauréat.

L'objectif du groupement est de favoriser une rénovation énergétique globale et performante ainsi qu'une amélioration de la qualité de l'air intérieur pour les bâtiments communaux par le biais d'audits précis et complet.

Le programme soutient également financièrement les frais de maîtrise d'œuvre ainsi que le recrutement d'économes de flux.

Grâce au programme ACTEE + Chêne saison 1, 2, 3 et 4 avec l'action du TE Flandre, ce sont :

- 12 AUDITS POUR 7 COMMUNES DU TERRITOIRE
- 3 ÉTUDES DU CHANGEMENT DE MODE DE CHAUFFAGE POUR 3 COMMUNES DU TERRITOIRE



INAUGURATION DE L'ESPACE RÉGIS BAILLEUL À VIEUX-BERQUIN, BÂTIMENT DÉDIÉ À L'APPRENTISSAGE DE LA MUSIQUE ET À L'HARMONIE MUNICIPALE

CARTE DES ETUDES ET AUDITS DU PROGRAMME ACTEE + CHÊNE

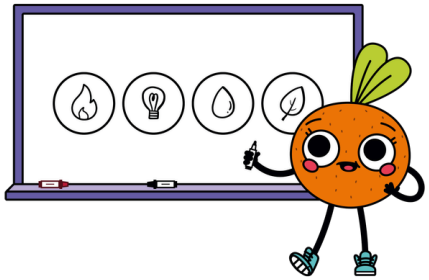


PROGRAMME ÉCOPOUSSE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Le programme “ECOPOUSSE” est un programme national qui vise à promouvoir la transition écologique. Le dispositif consiste, à travers 3 ateliers par classe par an, à sensibiliser les enfants aux problématiques de la transition énergétique. Ces ateliers pédagogiques sont animés par un intervenant spécialisé offrant une approche ludique et éducative aux élèves en classe élémentaire et maternelle pour découvrir, entre autres, les écogestes.

Après le succès de la première saison en 2025, le Territoire d’Énergie Flandre et GRDF ont décidé de poursuivre leurs engagements en faveur de la sensibilisation des jeunes générations à la transition énergétique.



LE 19 NOVEMBRE 2025, GRDF ET LE TE FLANDRE ONT SIGNÉ UNE CONVENTION POUR DÉPLOYER LE PROGRAMME ÉCOPOUSSE EN FLANDRE

Au cours de l'année scolaire 2024/ 2025 :

- 131 CLASSES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME ÉCOPOUSSE SOUS LA FORME DE 3 ATELIERS DE SENSIBILISATION AUX ÉCOGESTES PAR CLASSE EN FLANDRE

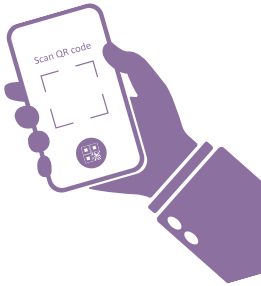
REMISES DES PRIX DU PROGRAMME ÉCOPOUSSE







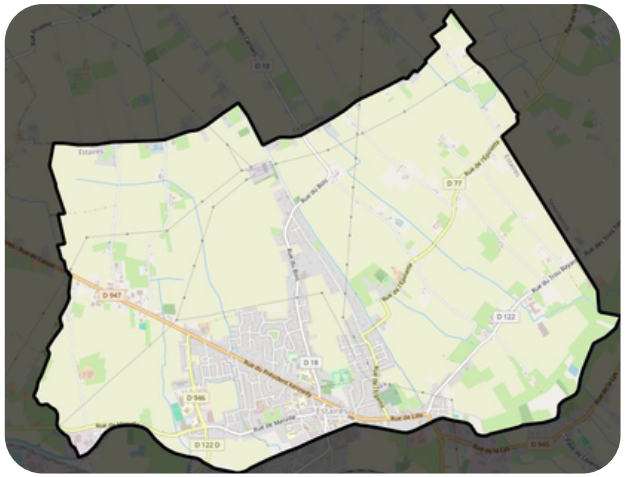
RETROUVEZ DAVANTAGE D'INFORMATIONS SUR LES ATELIERS ÉCOPOUSSE



15 RÉSEAUX DE CHALEUR URBAINS

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Au cour de l'année 2025, une étude a été réalisée pour la Communauté de Communes Flandre Lys concernant la réalisation d'un réseau de chaleur intercommunal aux abords de la piscine communautaire située à Estaires.
Le rendu final de cette étude s'est déroulé en septembre 2025 à Estaires.

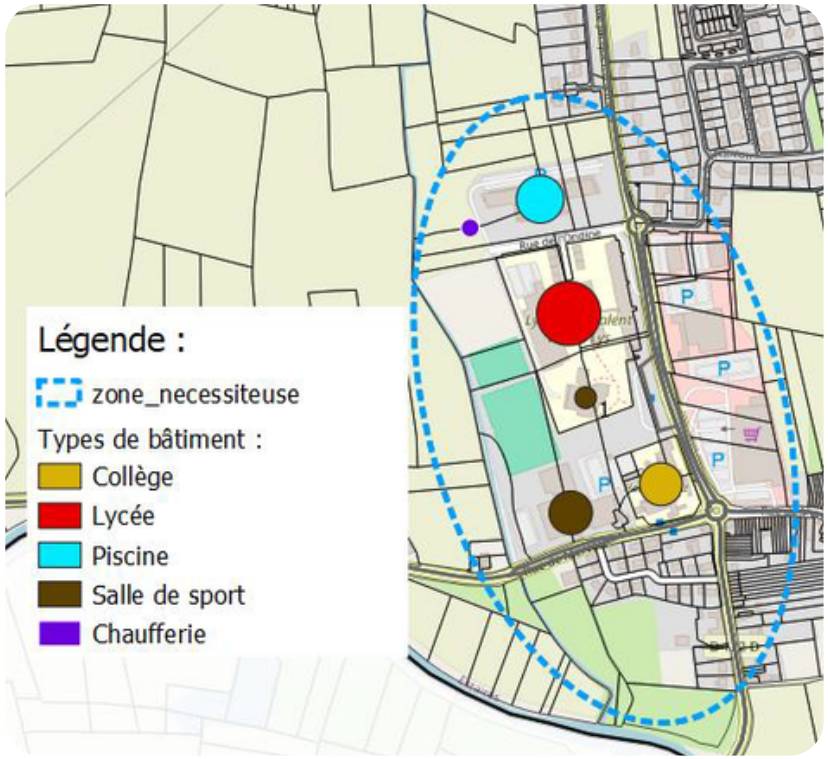


PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE DE L'ÉTUDE

Les besoins énergétiques ont été recensés sur l'ensemble de la commune d'Estaires :

- **Des besoins de chauffage,**
- **Des besoins d'Eau Chaude Sanitaire (ECS).**

Les caractéristiques des systèmes de production ont été également investiguées.



CARTOGRAPHIE PAR TYPOLOGIE DE BATIMENTS

ILS ONT ÉTÉ CLASSÉS PAR TYPE DE PRODUCTION (COLLECTIF, INDIVIDUEL), PAR GESTIONNAIRE, ETC...

16

PROJETS SOLAIRES EN AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Les projets d'Autoconsommation collective permettent de consommer de l'électricité verte produite localement, de soutenir une initiative du territoire et de participer collectivement à la transition énergétique.

L'année 2025 est marquée par de nombreuses études d'opérations d'autoconsommation collective.

CARTE DES PROJETS D'ACC SUR LE TERRITOIRE DU TE FLANDRE AU 31 DÉCEMBRE 2025





Légende

ACC
- EN SERVICE
- EN COURS
- EN ETUDE

EPCI ACC EN COURS

PERSONNE MORALE ORGANISATRICE

La personne morale organisatrice signe la convention d'autoconsommation collective et tout autre document contractuel, elle choisit et/ou transmets les clés de répartition, elle reçoit chaque mois les données énergétique et communique les entrées et sorties des participants de l'association.

QUI PEUT ADHÉRER À LA PMO ?

- Les porteurs publics de projets solaires souhaitant revendre leur électricité en ACC en Flandre
- Les collectivités ayant des infrastructures publiques consommatrices dans le périmètre des 2 km d'une installation solaire participant à l'opération (ou plus si dérogation)

COMMENT Y ADHÉRER ?

- les collectivités peuvent adhérer à la PMO par une ***délibération***.

LANCEMENT OFFICIEL DU CHANTIER D'INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE COEUR DE FLANDRE AGGLO. POINT DE DÉPART À LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE BOUCLE D'AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE



17

L'ACHAT GROUPÉ D'ÉNERGIE – LES CEE

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

Le Territoire d'Énergie Flandre coordonne l'achat groupé de gaz naturel, d'électricité, de gaz propane et de fioul pour le compte des acheteurs publics ou exerçant des missions de service public en Flandre, dans le but d'optimiser la commande publique et la maîtrise de budget.

En 2025, le groupement d'achat d'énergie rassemble plus de 100 adhérents et alimente plus de 344 sites en gaz, représentant une consommation de plus de 24 473 MWh et 2600 sites en électricité pour une consommation de 29 069 MWh.

En juin 2024, le Territoire d'Énergie Flandre a attribué le marché d'achat groupé d'énergie pour les années 2025, 2026 et 2027 pour les communes et collectivités du territoire ainsi que pour le SIAN SIDEN Noréade.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

- 107 MEMBRES
- 5893 POINTS DE LIVRAISON EN ÉLECTRICITÉ ET 340 POINTS DE LIVRAISON EN GAZ RÉPARTIS SUR LE NORD, LE PAS-DE-CALAIS, LA SOMME ET L'AISNE
- ÉLECTRICITÉ : ≈ 95.148 GWH/AN
- GAZ : ≈ 24.473 GWH/AN

COMMENT ADHÉRER AU GROUPEMENT POUR DE LA FOURNITURE AU 1ER JANVIER 2028 ?

Chaque membre adhère au groupement suivant un processus décisionnel conforme à ses propres règles (délibération, décision du conseil d'administration, ...).

En adhérant au groupement, le membre accepte les modalités de la convention constitutive régissant le groupement de commandes.

QUI PEUT ADHÉRER ?

L'ensemble des personnes morales de droit public. Les établissements privés d'utilité publique, les sociétés publiques locales.

Le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) est un outil mis en place par les pouvoirs publics pour encourager la réduction de la consommation énergétique.
En pratique, les travaux visant à économiser de l'énergie génèrent un certain volume de CEE, qui peuvent ensuite être revendus à des acteurs soumis à des obligations d'économies d'énergie.

Le Territoire d'Énergie Flandre agit en tant que mandataire pour les collectivités, les accompagnant dans l'identification d'opportunités d'amélioration de l'efficacité énergétique, notamment pour la valorisation de leurs bâtiments, les travaux d'éclairage public et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (IRVE).

CEE Les certificats D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

LES CHIFFRES CLÉS 2025

EDF
94 983,83€
RÉPARTIS EN 18 TITRES DE RECETTES



ECO CO2
83 716€
RÉPARTIS EN 18 TITRES DE RECETTES

FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

COMPTE ADMINISTRATIF 2025

SECTION D'INVESTISSEMENT		
Résultat de l'année		-426 380.33€
Résultat antérieur		1 788 422.43€
Résultat cumulé		**1 362 042.10€**
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
Résultat de l'année		1 156 936.14€
Résultat antérieur		1 485 634.87€
Part affectée à l'investissement (1068)		816 251.88€
Résultat cumulé		**1 826 319.13€**
BESOIN DE FINANCEMENT		
Résultat cumulé de la section d'investissement		1 362 042.10€
Restes à réaliser en recettes		3 158 659.21€
Dépenses engagées non mandatées		4 142 375.74€
Montant à prendre en compte pour l'affectation		378 325.57€
Besoin de financement réel (1068)		**0.00€**

AUTORISATIONS D'URBANISME

Le Territoire d'Énergie Flandre réalise les dossiers de demandes d'autorisation d'urbanisme obligatoires pour les projets situés dans le périmètre de monuments historiques répertoriés.

Il s'agit de dossiers "Déclaration Préalable", en 2025 : 6 dossiers pour implantation de bornes IRVE ont été déposés (4 à Wormhout, 1 à Rubrouck, 1 à Bambecque) et 2 dossiers pour la création d'ombrière photovoltaïque (une déclaration préalable pour Blaringhem et un permis de construire pour Hoymille).
Un dossier spécifique a été déposé pour la banderole fibre avec autorisation pour 8 mois.

LE COMITÉ SYNDICAL S'EST RÉUNI À 5 REPRISES

- **5 janvier 2025 à Oudezeele**
- **26 mai 2025 à Bollezeele**
- **16 septembre 2025 à Morbecque**
- **27 novembre 2025 à Vieux-Berquin**
- **4 décembre 2025 à Hazebrouck**

LE BUREAU SYNDICAL S'EST RÉUNI À 10 REPRISES

- **13 janvier 2025 à Ledringhem**
- **20 janvier 2025 à Hazebrouck**
- **11 mars 2025 à La Gorgue**
- **12 mai 2025 à Hazebrouck**
- **26 mai 2025 à Bollezeele**
- **19 août 2025 à Hazebrouck**
- **4 septembre 2025 à Hazebrouck**
- **16 septembre 2025 à Morbecque**
- **3 novembre 2025 à Hazebrouck**
- **27 novembre 2025 à Vieux-Berquin**



Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

19 FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

LES MARCHÉS EN 2025

N° consultation	Nature	Intitulé marché	Allotissement	Titulaire
2025/01	Services	Placement et gestion d'un programme d'assurance pour les besoins de TE FLANDRE	Lot 01 : Dommages aux Biens immobiliers et mobiliers	SARL ASSURANCES DES VALLEES / MMA IARD
			Lot 02 : Responsabilité Civile	EXPERA ASSURANCES / NEXUS-QBE
			Lot 03 : Assurance des véhicules terrestres à moteur	SARL ASSURANCES DES VALLEES / MMA IARD
			Lot 04 : Protection Juridique et Défense pénale des agents et des élus	2C COURTAGE / GROUPAMA PROTECTION JURIDIQUE
			Lot 05 : RC des mandataires sociaux	SARRE ET MOSELLE
2025/02	Travaux	Ombrières photovoltaïques à Blaringhem		EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - NORD
2025/03	Travaux	Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte (art. 8)	Lot 01 : Secteur NORD du territoire	CITEOS SANTERNE NPI / FLASH ENERGIES / STPS
			Lot 02 : Secteur CENTRE du territoire	SATELEC / RAMERY RESEAUX
			Lot 03 : Secteur SUD du territoire	CITEOS SANTERNE NPI / FLASH ENERGIES / STPS
2025/04	Travaux	Ombrière photovoltaïque à Hoymille		BLOT ELECTRICITE
2025/05	Travaux	Éclairage des terrains de sports extérieurs		FLASH ENERGIES Citeos Santerne NPI SATELEC

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

20

TROMBINOSCOPE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2025



BAUDE Isabelle
Assistante Administrative
Pôle Administration Générale Concessions et Usagers

MISSIONS :
Administration générale / suivi administratif de l'achat groupé d'énergie / référent assurances

IBAUDE@TEFLANDRE.FR



BEAUVARLET Emilie
Directrice Adjointe / Suivi ACTEE
Pôle Ressources

MISSIONS :
Dossiers de subventions /TVA/FCTVA, RH / CEE EP et IRVE / fibre numérique / DPO

EBEAUVARLET@TEFLANDRE.FR



BLAU DURIEUX Laura
Assistante Administrative
Pôle Ressources

MISSIONS :
Accueil physique et téléphonique / secrétariat de direction / Suivi des dossiers Fibre numérique / télécom et RODP

LBLAU@TEFLANDRE.FR
FIBRE@TEFLANDRE.FR



BOSCO-RAOUT Nathalie
Précarité Énergétique
Pôle Administration Générale Concessions et Usagers

MISSIONS :
Lutte contre la précarité / service de proximité aux usagers des concessions / référent dispositif signalement

NRAOUT@TEFLANDRE.FR



DECOOL Agnès
Pôle Transition Énergétique

MISSIONS :
AAP MDE et solaire / suivi PMO solaire / dossiers urbanisme / CEE Bâtiments / Référent bâtiment TE Flandre / dossiers ACTEE

ADECOOL@TEFLANDRE.FR



DEBRU Léa
Économe de Flux
Pôle Technique (mutualisé avec le Pôle Transition)

MISSIONS :
Travaux bornes IRVE / Suivi travaux gaz et méthanisation / assistant de prévention /Projets solaires et ACC / dossiers ACTEE

LDEBRU@TEFLANDRE.FR



CLEENEWERCK Amélie
Assistante
Pôle Ressources

MISSIONS :
Suivi de l'inventaire et des biens concédés / renfort administration générale et finances

ACLEENEWERCK@TEFLANDRE.FR



CADART Jean-Louis
Responsable
Pôle Technique

MISSIONS :
Travaux effacement et enfouissement réseaux – Procédure ENEDIS - Travaux éclairage public et sportif / Bornes IRVE / Astreinte EP/IRVE / suivi concession électricité

JLCADART@TEFLANDRE.FR



HAUWEN Agnès
Assistante administrative
Pôle Technique

MISSIONS :
Suivi administratif et financier des dossiers techniques / binôme accueil

AHAUWEN@TEFLANDRE.FR



HEU Marie-Pierre
Gestionnaire budgétaire et comptable
Pôle Finances

MISSIONS :
Mandats / Titres / Comptes de tiers

MPHEU@TEFLANDRE.FR



KEDZIORA Grégoire
Économe de Flux / Suivi ACTEE
Pôle Transition Énergétique

MISSIONS :
Référent technique ACTEE / Référent audits énergétiques / Référent réseau de chaleur / Suivi conso énergétiques et achat groupé / SD immobilier

GKEDZIORA@TEFLANDRE.FR



LAMANT Jordan
Chargé de projets cartographie, géoréférencement et communication
Pôle Technique

MISSIONS :
Cartographie des réseaux / DT/DICT / Suivis SDAL et Lum'ACTEE / Communication / archivage numérique / référent informatique

JLAMANT@TEFLANDRE.FR



TAILHADES Louis
Apprenti
Pôle Transition Énergétique

MISSIONS :
Apprenti efficacité énergétique
Suivi conso énergétiques / dossiers ACTEE

LTAILHADES@TEFLANDRE.FR



PIETERSOONE Nathalie
Responsable
Pôle Finances

MISSIONS :
Orientations budgétaires, élaboration et suivi budget (BP, BS, DM) TCFE, P503 pilotage et stratégie financière / suivi trésorerie et dette

NPIETERSOONE@TEFLANDRE.FR



LECERF-NOEL Natacha
Directrice Générale des Services

MISSIONS :
Direction
Concessions et DSP Assemblée délibérante et bureau, communication

NLECERF@TEFLANDRE.FR



LAVIEU Stéphane
Technicien Réseaux Secs
Pôle Technique

MISSIONS :
Maintenance EP et IRVE, travaux neufs éclairage public et sportif / DT-DICT / astreinte EP et IRVE

SLAVIEU@TEFLANDRE.FR

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

21 L'ANNÉE 2025 EN IMAGES



5 JANVIER
REMISE DU TROPHÉE TERRE D'INNOVATION À LA VILLE DE WORMHOUT PAR MICHEL DECOOL

18 FÉVRIER
VISITE DE CHANTIER ARTICLE 8 A LA GORGUE





20 MARS
MISE EN SERVICE DE 28 BORNES IRVE AU PÔLE D'ÉCHANGE DE LA GARE D'HAZEBROUCK

22 MARS
INAUGURATION DE LA RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC EN LED ET L'INSTALLATION DE BORNES IRVE À LE DOULIEU





24 MARS
2ÈME ATELIER DU PROGRAMME ÉCOPOUSSE À L'ÉCOLE FERDINAND BUISSON. À HAZEBROUCK



17 AVRIL
ACCUEIL DE DEUX ÉTUDIANTS DE SCIENCES PO PARIS POUR UNE JOURNÉE D'ÉTUDE



28 AVRIL
RÉUNION D'INFORMATION SUR L'ARRÊT PROGRESSIF DU RÉSEAU CUIVRE



19 MAI
PRÉSENTATION DU PROGRAMME ÉCOPOUSSE À LA PRESSE PAR GRDF ET TE FLANDRE

L'ANNÉE 2025 EN IMAGES

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE



27 MAI
REMISE DES PRIX DU PROGRAMME ÉCOPOUSSE

3 JUIN
VISITE DU CHANTIER ENEDIS DE RÉNOVATION PROGRAMMÉE À OXELAËRE ET HONDEGHEM





10 JUIN
PARTICIPATION DU TE FLANDRE À LA JOURNÉE DU LAB. ORGANISÉE PAR L'ÉCOLE URBAINE DE SCIENCES PO PARIS

JUIN
TRAVAUX DE LA STATION GNV DE WORMHOUT





23 JUIN
CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX DU PROGRAMME ÉCOPOUSSE À WORMHOUT ET STE-MARIE-CAPPEL



24 ET 25 JUIN
INTERVENTION DU TE FLANDRE AUX ASSISES EUROPÉENNES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE À STRASBOURG



25 JUIN
INAUGURATION DE LA MAISON DU STEENHACKER À BOESCHÈPE



30 JUIN
INTERVENTION DU TE FLANDRE AU FLEX READY ORGANISÉE À LILLE PAR THINKSMARTGRID.

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE

23 L'ANNÉE 2025 EN IMAGES



1ER JUILLET
INAUGURATION DE LA FIN DE DEUX CHANTIERS (RÉNOVATION EP ET EFFACEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS) À BAILLEUL

JUILLET
SIGNATURE DU RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION "LES GÉNÉRATEURS" AVEC ADEME ET CD2E





JUILLET
UN TRANSFORMATEUR HTA/BT RELOOKE EN OEUVRE D'ART À WATTEN

8 JUILLET
LANCEMENT OFFICIEL DU CHANTIER D'INSTALLATION PHOTOVOLTAÏQUE COEUR DE FLANDRE AGGLO





1ER AOÛT
INAUGURATION DU PÔLE JEUNESSE À LOOBERGHE



26 AOÛT
INAUGURATION DE LA RÉNOVATION COMPLÈTE DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC 100% LED À NIEPPE



28 AOÛT
INAUGURATION DE LA STATION BIO GNV DE WORMHOUT



29 AOÛT
EXAMEN DES CRAC 2024 PAR LA CCSPL

L'ANNÉE 2025 EN IMAGES

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE



26 SEPTEMBRE
INAUGURATION DU PROJET DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET PATRIMONIALE DU MOULIN DE L'ENFANCE À WARHEM

30 SEPTEMBRE
ACCUEIL D'UNE FORMATION SUR LA SIGNALISATION LUMINEUSE. ORGANISÉE PAR LA FNCCR. DANS LES LOCAUX DU TE FLANDRE





7 NOVEMBRE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE TERRITOIRE D'ÉNERGIE FLANDRE SOLAIRE

7 NOVEMBRE
INAUGURATION DE LA PLACE DU SACRÉ-COEUR À HAZEBROUCK AVEC L'INSTALLATION DE BORNES IRVE





8 NOVEMBRE
INAUGURATION DE LA LIAISON BOURG/GARE À STEENWERCK POUR L'EFFACEMENT DES RÉSEAUX ET L'INSTALLATION D'UN ÉCLAIRAGE LED

12 NOVEMBRE
COMMENCEMENT DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'ÉCLAIRAGE AU STADE DE RUGBY DE BAILLEUL





17 NOVEMBRE
PARTICIPATION DU TE FLANDRE AU CHALLENGE MÉTH'AGRI CAMP. À L'INSTITUT AGRICOLE D'HAZEBROUCK

19 NOVEMBRE
SIGNATURE ENTRE GRDF ET LE TE FLANDRE D'UNE CONVENTION POUR DÉPLOYER LE PROGRAMME ÉCOPOUSSE EN FLANDRE



25 L'ANNÉE 2025 EN IMAGES

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE



24 NOVEMBRE
INAUGURATION DE L'ESPACE RÉGIS BAILLEUL À VIEUX-BERQUIN

27 NOVEMBRE
VISITE DES ÉQUIPES DE L'AGUR À L'UNITÉ DE MÉTHANISATION IOOS À WEMAERS-CAPPEL





29 NOVEMBRE
SALON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

2 DÉCEMBRE
GROUPE DE TRAVAIL MOBILITÉ DE L'ENTENTE TERRITOIRE D'ÉNERGIE HAUTS-DE-FRANCE





17 DÉCEMBRE
RÉUNION DE L'ENTENTE TERRITOIRE D'ÉNERGIE HAUTS-DE-FRANCE

territoire d'énergie
HAUTS-DE-FRANCE

LE TE FLANDRE EST MEMBRE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS CONCÉDANTES ET RÉGIES. IL S'ENGAGE ÉGALEMENT AUX CÔTÉS DES SYNDICATS DE L'AISNE, DU CAMBRÉSIS, DE L'OISE ET DE LA SOMME AU SEIN DU TERRITOIRE D'ÉNERGIE HAUTS-DE-FRANCE.

Envoyé en préfecture le 20/07/2026
Reçu en préfecture le 20/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D03-DE







30 RUE LOUIS WAREIN
59190 HAZEBROUCK

03.28.43.44.45

CONTACT@TEFLANDRE.FR

WWW.TEFLANDRE.FR

SIÈGE EN MAIRIE D'HAZEBROUCK

@ENERGIEFLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:39:00 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D03**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 - Administration Générale : Présentation du Rapport d'activités**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalite
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D03-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D03 _ AG _ Pr__sentation du Rapport d_activit__s 2025.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D03-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	390.7 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D03 _ Rapport d_activit__s 2025.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D03-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	126.8 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	20 juillet 2026 à 17h34min49s	Dépôt initial
En attente de transmission	20 juillet 2026 à 17h37min17s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	20 juillet 2026 à 17h37min36s	Transmis au MI
Acquittement reçu	20 juillet 2026 à 17h38min32s	Reçu par le MI le 2026-07-20

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D04-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D04 – Administration générale –
Composition du Bureau

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D04-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D04-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D04-DE

Délibération N° 24062026 / D04 – Administration générale – Composition du Bureau

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Président :

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Bureau d'un EPCI comprend le Président, des Vice-Présidents et éventuellement d'autres membres.

Le nombre de ces membres a été fixé lors du comité syndical du 24 avril 2026.
À la suite d'une proposition du Président et à un avis favorable du Bureau du 16 juin 2026, il et proposé de créer un membre supplémentaire au sein du Bureau.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 06/07/2026 à 11:40:29 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:35:36 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D04**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D04 - Administration Générale - Composition du Bureau**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.1 - Election executif
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D04-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	935 o
Nom métier :		
Document principal (Délibération)	application/pdf	387.9 Ko
Nom original : D__lib N__24062026 D04 _ AG _ Composition Bureau.pdf		
Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D04-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	7 juillet 2026 à 11h20min02s	Dépôt initial
En attente de transmission	7 juillet 2026 à 11h20min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	7 juillet 2026 à 11h20min12s	Transmis au MI
Acquittement reçu	7 juillet 2026 à 11h20min37s	Reçu par le MI le 2026-07-07

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D05-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D05 - Administration générale -
Composition du Bureau - Election d'un nouveau membre du Bureau

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D05-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D05-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D05-DE

Délibération N° 24062026 / D05 – Administration générale – Composition du Bureau – Election d'un nouveau membre du Bureau

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Président :

Au cours de la présente séance, le Comité syndical a adopté la délibération n° 24062026/D04 portant modification de la composition du Bureau syndical, par la création d'un poste supplémentaire de membre du Bureau, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et aux statuts du Syndicat.

Il convient désormais de procéder à l'élection du membre appelé à occuper ce nouveau siège.
Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, les membres du Bureau sont élus par le Comité syndical parmi ses membres.

Le Président invite les membres du Comité syndical à présenter leur candidature.
Est candidat(e) :

- Mme DOBIGNY Laure, déléguée de la commune de BAILLEUL.

Aucune autre candidature n'étant présentée, il est procédé au vote.
Le Comité syndical décide, **à l'unanimité**, de ne pas recourir au scrutin secret, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux établissements publics de coopération intercommunale.

Résultat du vote :

- Votants : 142
- Voix obtenues : 142

Mme **DOBIGNY Laure** est proclamée élue membre du Bureau syndical. Cette élection prend effet immédiatement et pour la durée du mandat en cours, sauf renouvellement de la composition du Bureau dans les conditions prévues par les textes.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 06/07/2026 à 11:39:40 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:33:25 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D05**
Objet :	**Comité syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D05 - Administration Générale - Composition du Bureau - Election d'un nouveau membre**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.1 - Election executif
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D05-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	976 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D05 _ AG _ Compo Bureau _ Election nouveau membre Bureau.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D05-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	413.8 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	7 juillet 2026 à 11h22min32s	Dépôt initial
En attente de transmission	7 juillet 2026 à 11h22min36s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	7 juillet 2026 à 11h22min36s	Transmis au MI
Acquittement reçu	7 juillet 2026 à 11h22min53s	Reçu par le MI le 2026-07-07

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D06-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D06 – Administration générale –
Représentation du TE Flandre à l'AGUR - Désignation de deux représentants à l'Assemblée Générale

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D06-DE

M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D06-DE

M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D06-DE

Délibération N° 24062026 / D06 – Administration générale – Représentation du TE Flandre à l'AGUR – Désignation de deux représentants à l'Assemblée Générale

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Président :

Le Territoire d'Energie Flandre est membre de l'Agence d'Urbanisme Flandre Dunkerque (AGUR), lors du comité d'installation du 24 avril 2026, il a été désigné un membre au bureau.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de l'AGUR ;
Considérant que le TE Flandre est membre de l'AGUR et qu'il convient de désigner deux représentants appelés à siéger à son Assemblée générale ;

Après en avoir délibéré, le Comité syndical décide de désigner les membres suivants pour représenter le TE Flandre à l'Assemblée générale de l'AGUR :

- Monsieur Hervé DELVA, Vice-Président,
- Madame Martine LORPHELIN, Vice-Présidente,

Les représentants désignés exerceront leur mandat conformément aux statuts de l'AGUR et représenteront le TE Flandre lors des Assemblées générales jusqu'à leur remplacement ou la fin de leur mandat, dans les conditions prévues par les statuts de l'association.

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération et de sa transmission à l'AGUR.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ	**Jean-Luc CLEENEWERCK**
Secrétaire de Séance	**Président du TE Flandre**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 06/07/2026 à 11:37:58 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:31:16 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D06**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D06 - Administration Générale - Représentation du TE Flandre à l'AGUR - Désignation de deux représentants à l'Assemblée Générale**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.3 - Designation de representants
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D06-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	1 Ko
Nom métier :		
Document principal (Délibération)	application/pdf	412 Ko
Nom original : D__lib N__24062026 D06 _ AG _ Repr__s. __ l_AGUR.pdf		
Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D06-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	7 juillet 2026 à 11h25min33s	Dépôt initial
En attente de transmission	7 juillet 2026 à 11h27min53s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	7 juillet 2026 à 11h27min56s	Transmis au MI
Acquittement reçu	7 juillet 2026 à 11h28min18s	Reçu par le MI le 2026-07-07

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D07 – Administration générale –
Règlement Intérieur

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

Délibération N° 24062026 / D07 – Administration générale – Règlement Intérieur

Exposé et proposition – Rapport de M Rodrigue BOURNONVILLE, Vice-Président :

Conformément à l'article L.2121-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT) :
"Dans les communes de 3500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif"

L'article L.5211-1, 2ème alinéa, du CGCT étend cette obligation aux EPCI.

Le règlement intérieur a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du Comité syndical et du Bureau syndical.

Il est proposé au Comité Syndical d'adopter le règlement intérieur annexé à la présente.

Adoption :

Le règlement intérieur est adopté à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 06/07/2026 à 11:37:07 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:27:44 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE



REGLEMENT INTERIEUR DU TERRITOIRE D'ÉNERGIE FLANDRE

COMITE DU 24 JUIN 2026

territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

REGLEMENT INTERIEUR

—

Règlement intérieur présenté au Comité Syndical le 24 JUIN 2026

Conformément à l'article L.2121-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT) : "Dans les communes de 3500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif"

L'article L.5211-1, 2ème alinéa, du CGCT étend cette obligation aux EPCI.

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du Comité syndical et du Bureau syndical.

Chapitre PREMIER – ORGANISATION GENERALE

Article 1 – Périodicité des Séances

Le Comité syndical se réunit en principe quatre fois par an, sauf circonstance exceptionnelle.

Toutefois, le Président peut réunir le Comité syndical chaque fois qu'il le juge utile.

En tout état de cause, Le Président est tenu de convoquer le Comité syndical dans un délai maximum de trente jours quand la demande motivée lui en est faite, soit par le représentant de l'Etat dans le département, soit par le tiers au moins des membres du Comité syndical en exercice.

Sur la demande de cinq membres ou du Président, le Comité syndical peut décider, sans débat et à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos.

Le Bureau Syndical tient au minimum une séance par trimestre.

Le Président peut réunir le Bureau syndical chaque fois qu'il le juge utile.

Article 2 – Compétences du Bureau

Conformément à l'article L 5211-10 du CGCT :

« Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif / Compte financier unique ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ».

Article 3 – Convocations

Le Président, ou à défaut en cas d'absence ou d'empêchement, le Vice-président ayant reçu délégation à cet effet, convoque le Comité syndical ou le Bureau syndical au moins cinq jours francs avant la séance prévue, par voie dématérialisée conformément au CGCT.

Pour les réunions du Comité Syndical, la convocation est adressée aux délégués titulaires par mail à l'adresse expressément choisie. Une copie dématérialisée est adressée pour information aux communes adhérentes et à tous les Conseillers municipaux des Communes membres, en application du CGCT. Les Maires des Communes adhérentes sont chargées de transmettre les adresses mails de conseillers municipaux de leur commune respective et de faire part au TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE de toute actualisation ou modification.

Pour les réunions du Bureau Syndical, la convocation est adressée aux membres du Bureau syndical par voie dématérialisée.

La convocation comprend obligatoirement l'ordre du jour mentionnant l'ensemble des affaires devant être soumises à l'examen du Comité syndical ou du Bureau syndical.

Lors des Comités et des Bureaux syndicaux, pour chaque affaire soumise à délibération, une note explicative de synthèse si nécessaire est adressée aux délégués, note qui peut prendre la forme d'un projet de délibération.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou du marché accompagné de l'ensemble des pièces peut être consulté dans les locaux du TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE TE Flandre (30 rue Warein à Hazebrouck) par tout délégué en exercice.

Article 4 – Ordre du Jour

L'ordre du jour est établi par le Président ou celui qui le remplace.

Le Comité syndical et le Bureau syndical peuvent refuser de délibérer sur un objet qui n'a pas été inscrit à l'ordre du jour porté sur la convocation.

Sous la rubrique «questions diverses» (quand elle est prévue à l'ordre du jour), ne peuvent être étudiées par le Comité syndical et le Bureau syndical, que des questions d'importance mineure.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

Article 5 – Accès aux dossiers

Durant les 5 jours précédents la séance et le jour de la séance, les délégués peuvent consulter les dossiers dans les locaux du syndicat aux jours ouvrables (Locaux situés au 30 rue Warein à Hazebrouck).

Chapitre DEUXIEME - La TENUE des SEANCES

Article 6 – Lieu et déroulement des Séances

Les séances se déroulent dans un lieu choisi parmi les communes adhérentes.

En fonction des conditions, il peut être recouru à la visio-conférence. Dans ce cas, les modalités de connexion sont transmises, préalablement à la séance, aux élus concernés.

Article 7 – Quorum

Le Comité syndical, ou le Bureau syndical, ne peuvent délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

A défaut, quand après une première convocation régulièrement faite ladite assemblée ne s'est pas réunie en nombre suffisant, la délibération prise après une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle est valable sans condition de quorum.

Article 8 – Empêchement

En cas d'empêchement, le délégué titulaire peut se faire remplacer au Comité syndical par son suppléant sans qu'il soit nécessaire de lui donner procuration.

Un membre du Bureau syndical absent à la faculté de donner pouvoir écrit de voter en son nom à un autre membre du Bureau syndical. Chaque membre du Bureau syndical ne peut être porteur de plus d'un seul pouvoir.

Les séances du Comité Syndical et du Bureau Syndical sont publiques.

Article 9 – Présidence et Police de l'Assemblée

Le Président, ou à défaut celui qui le remplace, préside le Comité syndical et le Bureau syndical. Il dirige les débats, ouvre et lève les séances, et maintient l'ordre dans l'Assemblée.

Il peut, en tant que besoin, faire expulser de l'auditoire toute personne qui trouble le déroulement de la séance.

En début de séance, le Comité syndical et le Bureau syndical désignent pour chacune de leurs séances, un ou plusieurs secrétaires choisis parmi leurs membres.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

Chapitre TROISIEME - DEBATS et VOIX

Article 10 – Examen des Affaires

Les affaires sont soumises à l'examen du Comité syndical en suivant l'ordre du jour. Seules les questions mentionnées à l'ordre du jour peuvent être débattues, sauf cas d'urgence qui nécessite une délibération immédiate. Dans ce dernier cas, le Comité syndical autorise l'examen de l'affaire en cause sur proposition du Président.

Article 11 – Le Débat d'Orientations Budgétaires

Dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget, une séance du Comité syndical est consacrée au débat sur les orientations générales du budget de l'exercice à venir.

Le débat d'orientation budgétaire s'effectue dans les conditions applicables à toute séance du Comité Syndical et fait l'objet d'une délibération distincte de celle du budget.

Article 12 – Prise de parole

Tout délégué désireux de prendre la parole doit la demander au Président. La parole est donnée dans l'ordre des demandes.

Sur propositions du Président, le Comité syndical et le Bureau syndical peuvent décider, sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour, de fixer une durée limite pour sa discussion. Dans ce cas, la prise de parole est limitée à une fraction proportionnelle au nombre de délégués ayant sollicité une intervention.

Le Président décide seul si les agents du TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE, présents en séance, peuvent être entendus.

Lorsque la parole n'est plus demandée, ou lorsque la durée limite fixée pour la discussion est expirée, le Président déclare la discussion close.

Tout membre du Comité syndical ou du Bureau syndical peut demander une suspension de séance. Le Président la soumet au vote. Toute demande de suspension de séance sollicitée par le tiers au moins des délégués présents est accordée de plein droit.

Article 13 – Votes

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le vote a lieu à main levée. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou représentation. Dans ce dernier cas, après deux tours de scrutin, si aucun des candidats n'a atteint la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection à lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Il est possible de recourir à des boitiers de vote électronique.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D07-DE

Article 14 – Motions et Vœux

Le Comité syndical ou le Bureau syndical peuvent émettre des vœux ou motions adressés aux représentants de l'Etat. Ceux-ci sont strictement limités à l'objet syndical.

Les motions ou vœux proposés par les délégués, sont remis au Président par écrit. Elles sont inscrites d'office à l'ordre du jour de la prochaine séance. Le texte des motions ou vœux est communiqué aux délégués en même temps que l'ordre du jour.

Article 15 – Questions orales

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour, les délégués peuvent poser toutes questions ayant trait aux affaires du TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE.

Le Président y répond de suite sauf s'il s'avère nécessaire de procéder à une recherche ou une étude particulière. Dans ce cas, il y est répondu à la réunion suivante. La procédure des questions orales ne donne pas lieu à débat.

Chapitre Cinquième - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 – Comptes rendus des Débats et Décisions

Le compte-rendu des séances du Comité syndical et du Bureau syndical retrace sous une forme synthétique les délibérations prises. Le compte-rendu de la réunion du Comité syndical est envoyé à tous les délégués du Comité syndical et aux maires des communes adhérentes. Le compte-rendu de la réunion du Bureau syndical est envoyé à ses membres.

Les seuls délégués présents lors de la réunion peuvent demander que soit portée une rectification au compte-rendu de ladite réunion.

Le budget et les comptes du syndicat sont mis à la disposition du public sur le site internet de TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE. Le rapport d'activités est adressé chaque année aux Maires des communes adhérentes après adoption en Comité syndical.

Article 17 – Modification du Règlement

Le présent règlement entrera en vigueur dès que la délibération décidant son adoption sera devenue exécutoire.

Une révision, ou des modifications pourront intervenir, soit sur proposition du Président, ou au moins d'un tiers des membres en exercice du Comité syndical, soit par suite de la publication dispositions législatives ou réglementaires nouvelles au présent règlement, qui se contraires à certaines clauses de ce dernier.

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 16/07/2026 à 00:01:40 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Article 18 – Contestation

Conformément à la réglementation, les recours éventuels contre le présent règlement relèv du Tribunal Administratif et doivent être déposés dans les délais légaux de recours conten

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:51:07 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D07**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 - Délibération N°24062026/D07 : Administration Générale - Règlement Intérieur**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.2 - Fonctionnement des assemblees
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D07-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D07 _ AG _ R__glement Int__rieur.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D07-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	391.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D07 _ R__glement Int__rieur.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D07-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	304.9 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 08h31min51s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 08h31min55s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 08h31min55s	Transmis au MI

Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 08h32min16s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D08-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D08 – Administration générale –
Etat des travaux de la CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux) en 2025

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D08-DE

M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D08-DE

M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D08-DE

Délibération N° 24062026 / D08 – Administration générale – Etat des travaux de la CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux) en 2025

Exposé et proposition – Rapport de M Rodrigue BOURNONVILLE, Vice-Président :

L'Article L 1413-1 du CGCT, prévoit que le Président de la CCSPL présente chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Au cours de l'année 2025, la CCSPL s'est réunie :

- le 29 août 2025, elle a pris connaissance des CRAC concernant la concession de distribution publique d'électricité, et la concession et les DSP gaz.

Le Comité est invité à prendre acte des travaux de la CCSPL pour l'année 2025.

Adoption :

Le Comité prend acte de l'état des travaux.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 06/07/2026 à 11:36:09 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:24:55 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D08**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D08 - Administration Générale - Etat des travaux de la CCSPL en 2025**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalite
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D08-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	950 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D08 _ AG _ Etat Trvx CCSPL 2025.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D08-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	413.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	7 juillet 2026 à 11h29min06s	Dépôt initial
En attente de transmission	7 juillet 2026 à 11h31min31s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	7 juillet 2026 à 11h31min34s	Transmis au MI
Acquittement reçu	7 juillet 2026 à 11h31min55s	Reçu par le MI le 2026-07-07

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D09-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D09 - Administration générale -
Participation au salon des Maires Ruraux

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D09-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D09-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 07/07/2026
Reçu en préfecture le 07/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D09-DE

Délibération N° 24062026 / D09 – Administration générale – Participation au salon des Maires Ruraux

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Président :

Le Territoire d'Energie Flandre, avec le TE Cambrésis et la SEM Energies Hauts de France, souhaite participer au Congrès des Maires Ruraux du Nord du 25 juin 2026 afin de promouvoir leurs actions.

Pour optimiser les coûts et renforcer leur visibilité, il et proposé d'acheter un stand commun via une convention de partenariat.

L'assemblée est ainsi invitée à approuver cette convention et à autoriser le Président à la signer ainsi que les documents associés.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 06/07/2026 à 11:35:12 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 06/07/2026 à 11:13:38 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D09**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D09 - Administration Générale - Participation au salon des Maires Ruraux**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D09-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	955 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D09 _ AG _ Participation Salon Maires Ruraux.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D09-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	388 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	7 juillet 2026 à 11h31min59s	Dépôt initial
En attente de transmission	7 juillet 2026 à 11h33min32s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	7 juillet 2026 à 11h33min32s	Transmis au MI
Acquittement reçu	7 juillet 2026 à 11h33min48s	Reçu par le MI le 2026-07-07

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D10-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D10 – Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ELECTRICITE - Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et enfouissement des réseaux basse tension (Travaux Article 8 et travaux coordonnés) - 2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D10-DE

M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D10-DE

M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D10-DE

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Délibération N° 24062026 / D10 – Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ELECTRICITE – Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et enfouissement des réseaux basse tension (Travaux Article 8 et travaux coordonnés) - 2026

Exposé et proposition – Rapport de M Laurent VANPOUILLE, Vice-Président :

La présente délibération s'inscrit dans le cadre de l'actualisation du programme de travaux 2026 du Territoire d'Énergie Flandre (TE Flandre), adopté par délibération du 16 septembre 2025.

Vu les délibérations du Comité syndical fixant les modalités de participations des communes aux travaux d'enfouissement des réseaux : délibération du 27 septembre 2018 (travaux effacement et enfouissement des réseaux éclairage public et télécom concomitants ou non aux travaux dits d'Article 8) et délibération du 12 février 2026 (travaux Article 8),

Il est proposé au Comité syndical :

- ✓ D'adopter l'actualisation du programme prévisionnel de travaux pour l'année 2026, selon le tableau en annexe,
- ✓ D'autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions avec les Communes concernées.

Adoption :

Les délégués des communes qui n'adhèrent pas à la compétence AODE électricité ne prennent pas part au vote.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:41:51 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 18:53:45 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D10-DE

Actualisation programme travaux ART.8 - Comité du 24/06/2026

Commune	Adresse	Programmation prévisionnelle (date démarrage travaux)	Délibération	TOTAL prévisionnel (BT – EP – FT) Montants actualisés en HT
BAVINCHOVE	Eglise	a 2026	définitive	10 147,50 €
BERGUES	Rue d'Hondschoote	mai-26	définitive	153 000,00 €
WEMAERS-CAPPEL	Route de l'Ange, route de Watten	sept-26	définitive	380 000,00 €
HAZEBROUCK	Route de BORRE	sept-26	définitive	539 600,00 €
REXPOËDE	Rue de West-Cappel	févr-26	définitive	220 000,00 €
REXPOËDE	Rue des Frères Neuville	févr-26	définitive	328 000,00 €
RENESCURE	Rue André Coo	mai-26	définitive	331 555,90 €
LE DOULIEU	Grand Rue	avr-26	définitive	432 000,00 €
OXELAËRE	Rue Nationale	juin-26	définitive	180 727,60 €
STEENVOORDE	Rue d'Hazebrouck	2026/2027	définitive	237 500,00 €
STEENVOORDE	Travaux coordonnés EP ET TELECOM rue de la Mandelette (travaux coordonnés avec Enedis)	2026/2027	En attente de la commune	22 000,00 €
METEREN	Rue du Commandant Clemmer	01-févr-26	définitive	109 912,65 €
MERVILLE	Rue des Capucins avec Travaux supplémentaires	sept-26	définitive	387 000,00 €
LA GORGUE	RUE DE BETHUNE hors programme ART 8 RESTE A CHARGE 100 % pour la commune en HT	juil-26	En attente de la commune	19 508,00 €
ESTAIRES	rue du Président Kennedy, rue Jules Ferry, rue de Merville et Place Foch	févr-26	définitive	432 000,00 €
TOTAL TRAVAUX 2026				3 782 951,65 €

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 18:53:50 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D10**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 - Délibération N°24062026/D10 - Compétence AOD Electricité - Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et enfouissement des réseaux basse tension - Article 8 et travaux coordonnés 2026**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D10-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.2 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D10 _ Comp AOD Electricit__ _ Actualisation des trvx Art 8 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D10-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	415.5 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D10 _ Tableau trvx Art 8.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D10-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	256.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 08h41min48s	Dépôt initial

En attente de transmission	21 juillet 2026 à 08h41min51s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 08h41min52s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 08h42min11s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D11-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D11 – Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) GAZ – Présentation des Comptes-Rendus Annuel du Concessionnaire (CRAC) 2025 par GRDF

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D11-DE

M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D11-DE

M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D11-DE

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Délibération N° 24062026 / D11 – Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) GAZ – Présentation des Comptes-Rendus Annuel du Concessionnaire (CRAC) 2025 par GRDF

Exposé et proposition – Rapport de M Christian DELASSUS, Vice-Président :

Le TE Flandre dispose de 3 contrats de concession avec GRDF pour la distribution publique de gaz.

==> Par un contrat de concession, en date du 31 décembre 2003, signé pour une durée de 30 ans, le TE Flandre a confié à GRDF la distribution publique de gaz naturel pour les communes suivantes :
Arnèke, Bailleul, Bavinchove, Bergues, Berthen, Bierne, Blaringhem, Boeschepe, Bollezeele, Borre, Brouckerque, Cassel, Eecke, Esquelbecq, Estaires, Hazebrouck, Holque, Hondschoote, Hoymille, Killem, La Gorgue, Merville, Nieppe, Noordpeene, Ochtezeele, Oxelaere, Pitgam, Quaëdypre, St Sylvestre Cappel, Steene, Steenvoorde, Steenwerck, Terdeghem, Uxem, Warhem, Watten, Wormhout et Zegerscappel.
Par différents avenants, les communes de Flêtre, Godewaersvelde, Ste Marie Cappel, Socx et Vieux Berquin ont été ajoutées à ce contrat de concession dit contrat historique.
Les Communes de Caëstre, Méteren, Morbecque, Neuf Berquin, Renescure, Rexpoëde, St Jans Cappel, Steenbecque ont transféré leur compétence avec effet au 1er janvier 2014, elles sont donc intégrées au contrat historique par avenant.
Un avenant à ce contrat historique a été signé le 27 avril 2023, pour tenir compte du nouveau modèle national de contrat de concession FNCCR/ France Urbaine/ GRDF.

==> Par un contrat de délégation de service public en date du 6 juillet 2009, signé pour une durée de 30 ans, le TE Flandre a confié à GRDF la distribution publique de gaz naturel pour les communes suivantes : Haverskerque, Herzeele, Hondeghem, Merris, Nieurlet, St Momelin et Strazeele

==> Par un contrat de délégation de service public en date du 7 avril 2022, signé pour une durée de 2 ans de travaux et 30 ans d'exploitation, le TE Flandre a confié à GRDF la distribution publique de gaz naturel pour les communes suivantes : Cappelle-Brouck et St Pierre Brouck.

Conformément à l'article L1411-3 du code général de collectivités territoriales, GRDF a adressé au TE Flandre, 3 comptes rendus d'activité pour l'année 2025.
Vu la réunion de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 16 juin 2026, durant laquelle les CRAC 2025 ont été présentés,
Après avoir entendu la présentation de GRDF, le Comité est invité à prendre acte des CRAC 2025.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D11-DE

Adoption :
Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Gaz ne prennent pas part au vote

A l'unanimité, le Comité prend acte des CRAC 2025.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:55:37 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:36:01 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D11**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 - Délibération N°24062026/D11 : Compétence AOD Gaz - Présentation des CRAC 2025 par GRDF**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.2 - Délégation de service public
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D11-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.7 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D11 _ Comp AOD GAZ _ Pr__sentration des CRAC 2025 par GRDF.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	515.3 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D11 _ CRAC 2025 Contrat historique.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	16.4 Mo
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D11 _ CRAC 2025 DSP 2009.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_3.pdf	application/pdf	16 Mo
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D11 _ CRAC 2025 DSP 2022.pdf	application/pdf	14.5 Mo

Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_4.pdf		
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D11 _ Synth__se Contrat Historique.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_5.pdf	application/pdf	3.4 Mo
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D11 _ Synth__se DSP 2022.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_6.pdf	application/pdf	3.2 Mo
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D11 _ Syntth__se DSP 2009.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D11-DE-1-1_7.pdf	application/pdf	3.8 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 09h42min50s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 09h46min22s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 09h58min35s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 09h58min46s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D12 – Finances et Marchés Publics : Règlement Budgétaire et Financier applicable au mandat 2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

Délibération N° 24062026 / D12 – Finances et Marchés Publics : Règlement Budgétaire et Financier applicable au mandat 2026

Exposé et proposition – Rapport de M David CALCOEN, Vice – Président :

Le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) fixe les règles de préparation, d'exécution et de contrôle du budget d'une collectivité ou d'un organisme public.

Il précise notamment les procédures comptables, les modalités de gestion des dépenses et recettes, ainsi que les responsabilités des acteurs financiers.

Il est proposé au Comité :

- D'approuver le projet de règlement budgétaire et financier ci-annexé pour la durée de la mandature ;
- Le cas échéant, il évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires et de l'adaptation des règles de gestion, par délibération du Comité syndical.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:54:37 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:25:49 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

territoire d'énergie
FLANDRE

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

MANDAT 2026

COMITE DU 24 JUIN 2026

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

SOMMAIRE

PREAMBULE 4
TITRE 1 – LE CADRE BUDGETAIR 5
1. Les grands principes budgétaires 5
1.1. Le principe de l'annualité budgétaire 5
1.2. Le principe de l'universalité budgétaire 5
1.3. Le principe de l'unité budgétaire 5
1.4. Le principe de spécialité budgétaire 6
1.5. Le principe de sincérité et d'équilibre budgétaire 6
1.6. Le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable 6
1.7. Le principe de la permanence des méthodes 6
2. Le budget et le cycle budgétaire 6
2.1 Définition et éléments généraux concernant le budget 6
2.2 Le débat d'orientation budgétaire (DOB) 7
2.3 Le budget primitif 8
2.3.1 La présentation du budget primitif 8
2.3.2 Le contenu du budget primitif 8
2.3.3 Le vote du budget primitif 8
2.4 Les décisions modificatives 9
2.5 Le budget supplémentaire 9
2.6 Le compte administratif et le compte de gestion 9
2.6.1. Le compte administratif 9
2.6.2. Le compte de gestion 10
3. Présentation du budget et niveau de vote 10
3.1. Présentation du budget 10
3.2. Mode et niveau de vote 11
3.2.1. Vote par nature, fonction ou opération 11
3.2.2. Vote par chapitre ou article 11
3.2.3. Vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement 11
TITRE 2 – L'EXECUTION DU BUDGET 12
1 - L'exécution des dépenses 12
1.1. La comptabilité d'engagement 12
1.1.1. L'engagement juridique 12
1.1.2. L'engagement comptable 12
1.1.3. L'annulation d'un engagement 12
1.2. La liquidation et le mandatement 12
1.3. Les délais de paiement 13
1.4. Les écritures de régularisation 13

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

1.5. La dématérialisation de la chaîne comptable 14
2- L'exécution des recettes 14
2.1. La comptabilité d'engagement 14
2.2. La liquidation et l'ordonnancement 14
2.3. Le recouvrement 14
2.4. Les écritures de régularisation 15
2.5. La limite au recouvrement 15
3– Les provisions et dépréciations 15
4– Les opérations de fin d'exercice 16
4.1. La journée complémentaire 16
4.2. Le rattachement des charges et produits 16
4.3. Les restes à réaliser 16
TITRE 3 – LA GESTION PLURANNUELLE DES CREDITS 18
TITRE 4 – LA GESTION DU PATRIMOINE 20
1- Le recensement des immobilisations 20
2- Les amortissements 20

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

PREAMBULE

Depuis le 1er janvier 2024, le référentiel M57 est le référentiel de droit commun pour les collectivités.

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 nécessite que l'assemblée se dote d'un règlement budgétaire et financier (RBF).

Ce règlement précise les principales règles auxquelles la collectivité doit se conformer, notamment les modalités de gestion des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, en particulier les règles relatives à leur caducité, les modalités de report des crédits de paiement y afférents, et d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice (article L.5217-10-8 du CGCT).
D'une manière générale, il vise à préciser le cadre de l'ensemble de la gestion budgétaire et financière de la collectivité. Le règlement a également pour finalité de faciliter l'appropriation des règles par l'ensemble des acteurs de la collectivité (agents et élus), et de promouvoir une culture de gestion commune.
Le présent règlement ne se substitue en aucun cas à la législation et à la réglementation nationales en matière de finances publiques. Il a uniquement pour vocation d'en rappeler les grandes lignes (tout en ayant en aucun cas vocation à le faire de manière exhaustive), et de la préciser et l'adapter lorsque cela est possible.

Le présent règlement est adopté pour la durée de la mandature, jusqu'au prochain renouvellement du comité syndical.
Le cas échéant, il évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires et de l'adaptation des règles de gestion, par délibération du comité syndical.

Dans le présent document, le Territoire d'énergie est dit « TE Flandre » ou syndicat.

Les ✋ permettent d'identifier les choix politiques du Syndicat ou ses spécificités.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

TITRE 1 – LE CADRE BUDGETAIRE

1. LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES

Les budgets des collectivités locales doivent respecter des grands principes budgétaires.
Ces principes sont à la fois des règles de fond et de forme. Ils doivent faire l'objet d'une application stricte. Cependant, la plupart d'entre eux comporte une ou plusieurs dérogations qui visent à simplifier les procédures ou à améliorer la gestion budgétaire.
De manière générale, ces principes sont les garants de la démocratie locale, à travers le rôle de l'assemblée délibérante. Ils permettent à l'assemblée d'avoir une connaissance détaillée et transparente du budget proposé au vote. *A posteriori*, ils facilitent le contrôle et assurent que le budget voté soit effectivement exécuté. Enfin, ces principes garantissent l'autonomie financière des collectivités locales.

1.1. Le principe de l'annualité budgétaire

Le budget prévoit les recettes et autorise les dépenses d'un exercice pour chaque année civile sur la période du 1er janvier au 31 décembre.
Le budget peut toutefois être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte (ou jusqu'au 30 avril en cas de renouvellement du conseil syndical).
Il existe également plusieurs dérogations à ce principe d'annualité, parmi lesquelles, entre autres :
- **la journée complémentaire**, c'est-à-dire la journée comptable du 31 décembre N prolongée jusqu'au 31 janvier N+1 pour permettre :
(a) l'émission des mandats correspondant à des services faits et des titres correspondant à des droits acquis au 31 décembre N pour la section de fonctionnement,
(b) la comptabilisation des opérations d'ordre ;
- **les reports de crédits** : les dépenses engagées vis-à-vis d'un tiers, mais non mandatées en fin d'année, peuvent être reportées sur l'exercice suivant pour permettre le paiement de ces dépenses.
- **la gestion en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en investissement et en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) en fonctionnement** qui permet de programmer des engagements dont le financement et la réalisation sont exécutés sur plusieurs années.

1.2. Le principe de l'universalité budgétaire

Le principe d'universalité budgétaire, selon lequel l'ensemble des recettes du budget couvre l'ensemble des dépenses, se décompose en deux règles :
- la règle de non-compensation, qui interdit la compensation / contraction de dépenses et de recettes ;
- la règle de non-affectation, qui interdit l'affectation d'une recette à une dépense déterminée.
Il existe toutefois plusieurs dérogations à ce principe, parmi lesquelles, notamment :
- les recettes affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou règlementaires. Un état annexe de la maquette règlementaire du budget liste et affiche les affectations.
- les subventions d'équipement affectées au financement d'un équipement ;
- les recettes qui financent une opération pour compte de tiers (opérations sous mandat).

1.3. Le principe de l'unité budgétaire

L'ensemble des dépenses et recettes de la collectivité doit figurer dans un document unique.

Toutefois, des exceptions existent à ce principe :
- La possibilité pour le budget initial d'être modifié au cours de l'exercice par d'autres décisions budgétaires (décisions modificatives) ;
- La possibilité, voire l'obligation, de créer des budgets annexes, qui concernent des activités qui produisent des biens ou procurent des services.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

1.4. Le principe de spécialité budgétaire

Les dépenses et les recettes ne sont autorisées que pour un objet particulier.
Les crédits sont ouverts et votés par chapitres ou par articles. Les dépenses et les recettes sont ainsi classées, dans chacune des sections, par chapitres et par articles.

1.5. Le principe de sincérité et d'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du CGCT pose le principe selon lequel les collectivités territoriales doivent voter leurs actes budgétaires en équilibre réel.
Le budget est en équilibre réel si les conditions suivantes sont réunies :

- Les deux sections doivent être votées respectivement en équilibre.
- Les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère, sans omission, majoration, ni minoration.
- Le remboursement en capital des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice doit être exclusivement couvert par des ressources propres de la section d'investissement, éventuellement des dotations aux comptes d'amortissement et de provisions ainsi que du prélèvement complémentaire sur les recettes de la section de fonctionnement.
- Exceptions :
- Ne sont pas considérés comme étant en déséquilibre, les budgets :
- dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent et dont la section d'investissement est en équilibre réel, après reprise pour chacune des sections des résultats apparaissant au compte administratif de l'exercice précédent.
- dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision de l'assemblée délibérante ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigée.

1.6. Le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable

L'ordonnateur est le Président du Syndicat. Il est chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses et les recettes avec l'appui des services internes du syndicat.
Le comptable est un agent des Finances Publiques qui contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement.
Il est chargé d'exécuter le recouvrement des recettes ainsi que le paiement des dépenses de la collectivité, dans la limite des crédits régulièrement ouverts au budget.

1.7. Le principe de la permanence des méthodes

Le principe de permanence des méthodes permet la comparabilité des comptes dans le temps : les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes doivent être maintenues d'un exercice à l'autre.
Seules des changements de méthode imposés par une norme comptable ou par des dispositions législatives ou réglementaires permettent d'y déroger.

2. Le budget et le cycle budgétaire

2.1 Définition et éléments généraux concernant le budget

Le budget de l'entité est l'acte par lequel l'entité prévoit et autorise les dépenses et les recettes de l'exercice.
Le budget comprend une partie destinée au vote des dépenses et des recettes de l'entité et une partie destinée à l'information de l'assemblée délibérante.
Les documents budgétaires prévisionnels comprennent :

- le budget primitif ;

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

- le budget supplémentaire (le cas échéant) ;
- éventuellement une ou plusieurs décisions modificatives.

Les éventuels budgets annexes, bien que distincts du budget principal proprement dit, sont votés dans les mêmes conditions par l'assemblée délibérante.
La constitution de budgets annexes (ou/et de régies) résulte le plus souvent d'obligations légales, et a pour objet de regrouper les services dont l'objet est de produire ou d'exercer des activités qu'il est nécessaire de suivre dans une comptabilité distincte. Il s'agit essentiellement de certains services publics locaux spécialisés (industriels et commerciaux ou administratifs).
En dépenses, les crédits votés sont limitatifs. Les engagements ne peuvent pas être créés et validés sans crédits votés préalablement.
En recettes, les prévisions sont évaluatives. Les recettes réalisées peuvent, par conséquent, être supérieures aux prévisions.
Le budget est prévu pour la durée d'un exercice, débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre. Son élaboration ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrées par les échéances légales. L'élaboration proprement dite du budget est précédée d'une étape préalable obligatoire constituée par le débat d'orientation budgétaires.

2.2 Le débat d'orientation budgétaire (DOB)

Le débat d'orientation budgétaire est une obligation légale pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, ainsi que dans les départements (articles L2312-1, L5211-36 et L3312-1 du CGCT). Il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer, de manière effective, son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.
Il doit être tenu par l'organe délibérant dans les deux mois précédant l'examen du budget, et ne pas avoir lieu :

- ni lors de la même séance que celle concernant le vote du budget ;
- ni lors d'une séance précédant, le même jour celle du vote du budget (il doit se tenir dans un délai suffisant avant le vote du budget pour permettre aux élus de prendre connaissance, suffisamment en amont, des éléments utiles au vote).

Ce débat s'appuie sur un rapport d'orientation budgétaire qui présente les orientations générales du budget de l'exercice à venir, ainsi que les engagements pluriannuels envisagés et l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la collectivité.
La loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 précise qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale, ou groupement de collectivités territoriales, présente ses objectifs concernant :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette ;
- ces éléments prenant en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

Le rapport susvisé comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
L'article L.2311-1-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit que l'exécutif présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.
L'article L.2311-1-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit également que l'exécutif présente un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable.
Conformément aux dispositions prévues par la loi NOTRé, le rapport sur les orientations budgétaires fait l'objet d'un débat. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique du comité syndicalprenant acte du débat.
Suite à cette délibération, et après transmission à la Préfecture, le rapport d'orientation budgétaire est mis en ligne sur le site Internet du TE FLANDRE.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

2.3 Le budget primitif

2.3.1 La présentation du budget primitif

Les documents budgétaires se présentent toujours selon une structure identique :
* La première partie du budget comprend des informations générales (des informations statistiques et fiscales et des ratios relatifs à la situation financière de l'entité).
* La deuxième partie est une présentation générale destinée à l'information.
* La troisième partie du budget comporte les éléments soumis au vote de l'assemblée.
Que le budget soit voté par nature ou par fonction, cette partie du budget présente, pour chacune des deux sections :

- les modalités de vote ;
- la récapitulation des chapitres votés, intitulée « Vue d'ensemble » ;
- le détail de chacun des articles qui composent les chapitres.

* La quatrième partie comprend diverses annexes destinées à l'information des élus et des tiers portant sur:

- la situation patrimoniale de l'entité ;
- les engagements donnés ou reçus par l'entité ;
- divers états d'information : état du personnel, présentation consolidée avec les budgets annexes, état relatif au produit fiscal voté et à la fixation des taux d'imposition ;
- la signature du budget et les conditions de sa transmission.

2.3.2 Le contenu du budget primitif

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement (dite « section d'exploitation » dans le cadre des budgets annexes de services publics industriels et commerciaux) et la section d'investissement.
Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.
Les opérations de la section d'investissement correspondent à des modifications de la valeur ou de la structure des biens immobilisés ou immeubles, et des créances et des dettes à long ou moyen terme. Sont également inscrites à la section d'investissement certaines dépenses dont le volume constituerait une charge trop importante pour être imputé à la section de fonctionnement en un seul exercice (frais d'aliénation, frais d'émission des emprunts, frais d'études et de recherche). Elle se compose d'opérations relatives à l'équipement, d'opérations financières et d'opérations pour le compte de tiers qui doivent être détaillées.

La section de fonctionnement comprend les dépenses et les recettes annuelles et permanentes qui peuvent être regroupées en deux catégories :

- la première retrace les dépenses et les recettes liées à l'activité des services de l'entité,
- la seconde regroupe les dépenses et les recettes financières.

Certaines opérations budgétaires se traduisent par une dépense dans l'une des deux sections, compensée par une recette de même montant dans l'autre section, sans se traduire par un encaissement ou un décaissement. Ces opérations, dites « Opérations d'ordre de section à section », sont toujours équilibrées en dépenses et en recettes. Elles n'influent pas en conséquence sur l'équilibre global du budget, mais seulement sur l'équilibre de chaque section. Celles qui se traduisent par une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement contribuent à dégager un autofinancement ; celles qui se traduisent par une recette de fonctionnement et une dépense d'investissement ont pour effet de réduire l'autofinancement.

2.3.3 Le vote du budget primitif

Le projet de budget primitif est préparé par le président du conseil syndical. Le comité syndical est seul compétent pour se prononcer sur le budget primitif présenté par l'exécutif.
Le budget doit être voté en équilibre réel. Les ressources propres définitives doivent impérativement permettre le remboursement de la dette. En vertu de cette règle, la section de fonctionnement doit avoir un solde nul ou positif. Le syndicat ne peut pas couvrir ses charges de fonctionnement par le recours à

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

l'emprunt.
Le budget peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique. Par dérogation, le délai est repoussé au 30 avril, notamment lors des années de renouvellement des assemblées délibérantes.
Toujours dans l'hypothèse où le budget de l'année N n'est pas voté avant le 1er janvier N, l'exécutif peut néanmoins, en début d'année N, et jusqu'au vote du budget primitif N :

- mettre en recouvrement les recettes ;
- engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite des crédits inscrits au budget précédent ;
- engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits l'année précédente sur autorisation de l'assemblée délibérante *(article L.1612-1 du CGCT)*.

Lorsque la section d'investissement ou la section de fonctionnement du budget comporte soit des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP), soit des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP), le président peut, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'à son règlement en cas de non-adoption du budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption ou de son règlement. Le comptable public est en droit de payer les mandats émis dans ces conditions.
En outre, afin d'être exécutoire, le budget doit être transmis au contrôle de légalité.

2.4 Les décisions modificatives

Des impératifs juridiques, économiques et sociaux, difficiles à prévoir dans leurs conséquences financières, peuvent obliger l'entité à voter des dépenses nouvelles et les recettes correspondantes qui sont dégagées, soit par des ressources nouvelles, soit par des suppressions de crédits antérieurement votés.
Ces votes interviennent dans le cadre de décisions modificatives ; les documents qui les décrivent ne comprennent que les chapitres et articles modifiés.
Les décisions modificatives qui peuvent être votées en cours d'année résultent des virements de crédits nécessaires, de l'emploi des recettes non prévues au budget primitif, ou de dépenses ou recettes nouvelles à y inscrire.
Le budget supplémentaire fait partie des décisions modificatives ; il a pour particularité de reprendre les résultats de l'exercice clos.

2.5 Le budget supplémentaire

Le budget supplémentaire a pour objet de reprendre les résultats de l'exercice précédent et, éventuellement, de décrire des opérations nouvelles, si les résultats n'ont pas déjà fait l'objet d'une reprise anticipée au budget primitif.

Il ne peut être adopté qu'après le vote du compte administratif de l'exercice précédent dont il intègre les résultats.

2.6 Le compte administratif et le compte de gestion

L'existence de ces deux documents comptables résulte du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable public.
L'ordonnateur et le comptable public sont chargés, ensemble mais chacun dans son rôle, de l'exécution du budget du syndicat.
L'ordonnateur demande l'exécution des recettes et des dépenses.
Le comptable public, seul chargé du maniement et de la conservation des fonds publics, en assure le recouvrement ou le paiement, après avoir exercé, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, les contrôles visant à constater la régularité de ces recettes ou de ces dépenses, sans examiner leur opportunité.

2.6.1. Le compte administratif

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

Le compte administratif traduit la comptabilité et le bilan financier de l'ordonnateur. Il rapproche les prévisions des réalisations effectives, et présente les résultats d'exécution du budget pour une année.
Les recettes/produits du compte administratif comprennent les titres émis sur l'exercice sur chaque section ainsi que les crédits inscrits en « restes à réaliser » en investissement qui sont reportés sur l'exercice suivant.
Les dépenses/charges du compte administratif retracent les mandats émis sur l'exercice ainsi que les crédits inscrits en « restes à réaliser » en investissement qui sont reportés sur l'exercice suivant.

Le syndicat ne pratique pas les restes à réaliser en section de fonctionnement, ni en dépenses ni en recettes.

Le compte administratif constate ainsi le solde de chacune des sections et les restes à réaliser.
Le comité syndical adopte le compte administratif au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice considéré.
Conformément aux dispositions prévues par l'article 107 de la loi NOTRé du 7 août 2015, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.
L'ensemble des documents de présentation du compte administratif, ainsi que la maquette budgétaire correspondante, sont mis en ligne sur le site internet du TE FLANDRE après l'adoption de la délibération portant sur le vote dudit compte.

2.6.2. Le compte de gestion

Selon les instructions budgétaires et comptables, avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le comptable public établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes le cas échéant).
Dans un souci de bonne gestion, les opérations comptables de clôture de l'exercice sont menées de pair entre le comptable public et le syndicat avec pour objectif l'établissement du compte de gestion de la collectivité pour le 15 mars de l'année n+1.
Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.
Il comporte :
▫ Une balance générale de tous les comptes tenus par le comptable public (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité).
▫ Le bilan comptable qui décrit de manière synthétique son actif et son passif.
Le compte de gestion est soumis au vote du Comité syndical lors de la séance du vote du compte administratif, ce qui permet de constater la stricte concordance entre les deux documents.
Le vote du compte de gestion doit intervenir préalablement à celui du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

3. PRESENTATION DU BUDGET ET NIVEAU DE VOTE

3.1. Présentation du budget

Pour chaque exercice N, le budget du TE FLANDRE se compose du budget primitif (BP) qui reprend notamment le résultat de l'exercice précédent, et d'autant de décisions modificatives (DM) que nécessaire.

Au 1er janvier 2024, la structure budgétaire du TE FLANDRE comporte :

- 1 budget principal soumis à la nomenclature M57 ;
- 2 services soumis à TVA dans le BP :

* Concession de distribution publique d'électricité (assujettissement des compétences distribution d'électricité à la TVA),
* Compétence infrastructure de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE)

Le syndicat n'a pas recours aux budgets annexes. Par délibération, la compétence optionnelle IRVE est qualifiée de service public administratif (SPA).

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

Le syndicat a fait le choix de pratiquer une comptabilité analytique « *pour information* » qui vise à simplement à retracer les mouvements considérés comme relevant de l'administration générale, et les mouvements pouvant être fléchés vers les compétences du Syndicat. Lorsque les mouvements ne peuvent pas être strictement identifiés comme relevant intégralement de telle ou telle compétence, Monsieur le Président du syndicat leur applique une clé de répartition selon les grandes orientations débattues à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

3.2. Mode et niveau de vote

3.2.1. Vote par nature, fonction ou opération

Le budget du syndicat peut être voté soit par nature, soit par fonction (*article L.5217-10-5 du code général des collectivités territoriales*).
Si le budget est voté par nature, il comporte, en outre, une présentation croisée par fonction ; s'il est voté par fonction, il comporte une présentation croisée par nature. La nomenclature par nature et la nomenclature par fonction sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget.
De plus, la nomenclature M57 prévoit la possibilité d'un vote par opération d'équipement en dépenses d'investissement.
Concernant ces différents modes de vote :

- dans le cas d'un vote par nature : les crédits sont classés selon la nature économique de la dépense ou de la recette, en référence au Plan Comptable Général de 1982. Le vote intervient sur les catégories de dépenses et de recettes : achats généraux, prestations de service, subventions, charges de personnel, dette, etc… ;
- dans le cas d'un vote par fonction : les crédits sont affectés selon la destination des dépenses ou l'origine des recettes, en référence à la NFA -Nomenclature Fonctionnelle des Administrations.
- dans le cas du vote d'une opération d'équipement : l'opération est constituée par un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et de frais d'études y afférents aboutissant à la réalisation d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages de même nature. Cette opération peut également comprendre des subventions d'équipement versées.

Le choix du mode de vote est pris par délibération du conseil syndical.

Le TE FLANDRE vote son budget par nature, assorti d'une présentation croisée par fonction. La section d'investissement du budget principal ne fait pas l'objet d'un vote par opération.

3.2.2. Vote par chapitre ou article

L'article L. 5217-10-6 du CGCT dispose que les crédits sont votés par chapitre et, si l'assemblée délibérante en décide ainsi, par article.
Dans ces deux cas, l'assemblée délibérante peut cependant spécifier que certains crédits sont spécialisés par article.

Le TE FLANDRE vote le budget par chapitre.

Conformément à l'alinéa 3 de ce même article, ainsi qu'à l'instruction budgétaire et comptable M57, le comité syndical peut déléguer au président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, le président informe le comité de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Le TE FLANDRE va acter l'application de cette délégation dans la limite de 7,5% par délibération

3.2.3. Vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement

Conformément à l'article L.5217-10-7 du CGCT, les crédits inscrits en dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

De la même manière, les crédits inscrits en dépenses de fonctionnement peuvent comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).
La gestion budgétaire en AP/CP et en AE/CP permet de combiner des autorisations annuelles de dépenses avec une gestion pluriannuelle des engagements.

TITRE 2 – L'EXECUTION DU BUDGET

1 - L'EXECUTION DES DEPENSES

1.1. La comptabilité d'engagement

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement comme d'investissement constitue une obligation règlementaire pour l'ordonnateur *(article L.5217-12-4 du CGCT*).
Les engagements sont effectués par les services opérationnels.

1.1.1. L'engagement juridique

L'engagement juridique est un acte par lequel la Collectivité crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge ; il s'agit notamment des documents suivants : bons et lettres de commande, marchés, contrats, conventions, arrêtés de nomination, décisions portant attribution de subvention, actes de vente, délibérations de l'Assemblée, décisions de justice, etc.

Il doit rester dans la limite des autorisations budgétaires et ne peut être pris que par une personne habilitée. Seul le président, ou toute personne habilitée par délégation de signature, peut engager juridiquement le syndicat.

1.1.2. L'engagement comptable

L'engagement comptable précède ou est concomitant à l'engagement juridique.
Il permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que le syndicat s'apprête à conclure, en vue de réaliser une future dépense.
Il est constitué obligatoirement, et *a minima*, de trois éléments :

- un montant prévisionnel de dépenses ;
- un tiers concerné par la prestation ;
- une imputation budgétaire (chapitre et article, *fonction*).

1.1.3. L'annulation d'un engagement

En cas d'annulation d'un engagement, les crédits sont rendus disponibles et viennent abonder le montant des crédits de paiement disponibles pour un nouvel engagement avant la fin de l'exercice en cours.

1.2. La liquidation et le mandatement

Après avoir fait l'objet d'un engagement comptable et juridique, les obligations de payer doivent être liquidées puis mandatées.

(a) La liquidation

Elle a pour objet de vérifier la réalité de la dette de la collectivité et d'arrêter le montant de la dépense. Elle comporte des opérations étroitement liées :

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

▫ La constatation du service fait
▫ Le mandatement/ordonnancement

La certification (ou constatation) du service fait est une procédure qui consiste à vérifier que le créancier a bien assuré la prestation commandée par le syndicat, ou réalisé l'opération subventionnée par cette dernière dans les conditions prévues.

La liquidation en elle-même a pour objet de vérifier :

- les éléments financiers et comptables de la facture ou de la demande de paiement ;
- leur conformité par rapport à la commande ou à l'opération ;
- la disponibilité sur l'engagement ;
- l'exactitude des calculs effectués par le créancier ;
- la validité du tiers.

La liquidation est rattachée à l'engagement initial. Si ce dernier se révèle insuffisant, son abondement préalable est impératif.

Si la dépense est inférieure à l'engagement initial et couvre l'intégralité du coût, et qu'aucune nouvelle dépense ne fera l'objet d'une liquidation sur l'engagement concerné, alors ce dernier sera soldé.

(b) Le mandatement

Le mandat est l'acte administratif donnant, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre de payer la dette au créancier.

Cet ordre de payer est accompagné des pièces justificatives prévues par l'annexe I mentionnée à l'article D.1617-19 du CGCT.

En dehors des procédures spécifiques de paiement sans ordonnancement préalable autorisées par le comptable public (prélèvements, remboursement de dette, ...), aucune dépense ne peut être acquittée si elle n'a pas été préalablement ordonnancée/mandatée.

Le mandatement s'effectue sous la responsabilité de la direction des finances. Elle procède pour cela à la vérification de la cohérence et de l'exhaustivité des pièces justificatives obligatoires.

Les mandats émis, accompagnés des pièces justificatives et des bordereaux journaux signés par le président, ou toute personne ayant reçu délégation de signature, sont adressés au comptable public.

▫ Le paiement est ensuite effectué par le Comptable du Service de Gestion Comptable de Cambrai.

Le Comptable effectue les contrôles de régularité suivants :

▫ Qualité de l'ordonnateur ou de son délégué ;
▫ Disponibilité des crédits budgétaires ;
▫ Exacte imputation comptable de la dépense ;
▫ Validité de la créance, matérialisée par la justification du service fait et l'exactitude des calculs de la liquidation ;
▫ Caractère libératoire du règlement.

1.3.Les délais de paiement

Le TE FLANDRE et son comptable public sont soumis au respect d'un délai de paiement pour tout achat public ayant donné lieu à un marché formalisé ou non, y compris pour les délégations de services publics.

Le délai global de paiement est fixé par voie réglementaire.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, ce délai ne peut aujourd'hui excéder 30 jours calendaires, qui se répartissent en 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai démarre à la date de réception de la facture, ou du service fait lorsque celui-ci est postérieur à la réception de la facture, et cesse à la date du virement bancaire opéré par le comptable.

En sont exclues les participations et subventions, les conventions de financement, de mandat, les contrats financiers, les frais de déplacement.

1.4.Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de dépenses ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles. Afin de déterminer le traitement comptable approprié, il convient de distinguer la période au cours de laquelle intervient la rectification.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient sur l'exercice en cours, elle fait l'objet d'un mandat d'annulation. Le mandat rectificatif vaut alors ordre de reversement et peut être rendu exécutoire dans les mêmes conditions qu'un titre de recettes.
- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient sur un exercice clos, elle fait l'objet d'un titre de recettes.

1.5.La dématérialisation de la chaîne comptable

Les bordereaux des mandats et des titres ainsi que l'ensemble des pièces justificatives mises à l'appui sont transmises au comptable public de façon dématérialisée.

2- L'EXECUTION DES RECETTES

2.1. La comptabilité d'engagement

L'engagement n'est pas obligatoire en recettes.
Toute recette identifiée peut faire l'objet d'un engagement comptable lorsqu'elle est certaine.

2.2. La liquidation et l'ordonnancement

(a) La liquidation

La liquidation des recettes permet de vérifier l'existence de la recette du syndicat, et d'en déterminer le montant précis dès que la créance est exigible.
Elle se matérialise généralement par un appel de fonds auprès du tiers (avis de somme à payer, etc.).

(b) L'ordonnancement

Cette opération consiste, conformément aux résultats de la liquidation, à transmettre un ordre de recouvrement (titre de recettes) au comptable public pour toute recette exigible, accompagné des pièces justificatives nécessaires.

2.3. Le recouvrement

Le recouvrement des créances relève exclusivement de la responsabilité du comptable public.
Les titres de recettes sont exécutoires dès leur émission et seul le comptable public est habilité à accorder des facilités de paiement sur demande motivée du débiteur.
L'action en recouvrement des comptables publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.
Le comptable public a l'obligation de recouvrer les créances dans les meilleurs délais. À défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux en mettant en œuvre les voies de recours dont il dispose. Le seuil de recouvrement est prévu par décret ministériel (actuellement 15 euros).
Le recouvrement peut avoir lieu après émission de titre : après avoir effectué ses contrôles, le comptable public procède au recouvrement des titres de recettes s'il n'a détecté aucune anomalie. Dans le cas contraire, il rejette les titres concernés et retourne les pièces justificatives aux services de l'ordonnateur.
Le recouvrement peut également avoir lieu avant émission de titre : le comptable public porte alors en compte d'attente les recettes perçues avant émission des titres et en informe le syndicat au moyen d'un état du compte d'attente. Ce n'est qu'après réception des titres et contrôle des pièces justificatives associées, que le comptable pourra procéder à la comptabilisation des recettes dans les comptes définitifs et apurer les comptes d'attente.

Le TE FLANDRE souhaite que le comptable public l'informe avant de procéder à un recouvrement

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

contentieux. En effet, le TE FLANDRE participe aux relances utiles auprès du débiteur de manière à favoriser un recouvrement amiable, ou signifie au comptable public les points de blocage rencontrés par le débiteur n'ayant pas permis le recouvrement dans les délais.

2.4. Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de titres ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles.
Le traitement comptable diffère selon la période au cours de laquelle intervient la rectification :

- si l'annulation ou la réduction du titre de recette porte sur un exercice en cours, la régularisation se matérialisera par un titre d'annulation ou de réduction ;
- si elle porte sur un exercice déjà clos, le document rectificatif sera un mandat.

2.5. La limite au recouvrement

▫ L'admission en non-valeur
Le comptable public doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour parvenir au recouvrement des titres de recettes émis par l'ordonnateur. À défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux.
Lorsqu'une créance sur les exercices antérieurs est estimée irrécouvrable par le comptable public, elle est soumise à l'approbation du conseil syndical, qui peut décider de l'admettre en non-valeur au vu des justifications produites (insolvabilité ou disparition des débiteurs et caducité des créances).

▫ La remise gracieuse
Le Comité syndical peut accorder la remise gracieuse d'une créance à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette. Le demande de remise gracieuse est toujours examinée à la vue d'un rapport d'évaluation sociale.

▫ Les créances éteintes
Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'un jugement qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

3- LES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif. Le montant de la provision/dépréciation doit être enregistré dans sa totalité sur l'exercice au cours duquel le risque ou la perte de valeur est constaté.
Traitement budgétaire et comptable des provisions et dépréciations :

Le TE FLANDRE applique le régime de droit commun : les provisions et dépréciations sont semi-budgétaires.

On distingue les provisions pour dépréciation d'élément d'actif et les provisions pour risque et charge sans lien avec un élément d'actif :
▫ Les provisions pour risque et charge sont constituées dès la constatation d'un risque dont la réalisation est incertaine, mais que des évènements survenus ou en cours rendent probables ou d'un risque certain mais dont le montant exact n'est pas connu ;
▫ Les provisions pour dépréciation d'élément d'actif procèdent de la constatation d'un amoindrissement non irréversible de la valeur d'un élément d'actif. Elles peuvent être constituées pour les immobilisations dès que des moins-values comptables peuvent être raisonnablement évaluées et, pour les comptes de tiers, dès l'ouverture d'une procédure collective.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

Les provisions ont un caractère provisoire et leur reprise doit être effectuée dans un délai raisonnable après la survenance du sinistre ou en cas de disparition du risque.
Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.
Les provisions pour créances douteuses s'effectuent sur la base d'un état partagé avec le comptable public.
Une délibération de l'Assemblée délibérante est nécessaire pour la constitution, la modification et la reprise de provision.
La production au budget d'un état des dépréciations et provisions constituées à la date du 1er janvier de l'exercice est obligatoire. Cet état est destiné à permettre à l'assemblée délibérante d'apprécier l'opportunité de maintenir, compléter ou reprendre les provisions déjà constituées en fonction de l'existence et du niveau du risque ou de la dépréciation provisionnée.
Un second tableau présente les nouvelles provisions constituées (leur nature, leur objet et leur montant).

4– LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE

Les opérations de fin d'exercice constituent un élément de la description patrimoniale des comptes.
Le calendrier de clôture budgétaire est établi chaque année par la direction des finances après échanges et articulation avec le comptable public. Il vise à fluidifier les opérations de clôture et une reprise rapide de l'exécution budgétaire en N+1.

4.1. La journée complémentaire

La période de la journée complémentaire est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire.
Elle permet jusqu'au 31 janvier N+1 de terminer les paiements de la section de fonctionnement de l'exercice précédent, dès lors que la facture a été reçue et que l'engagement et la prestation ont régulièrement été effectués sur l'année N.
De même, il est encore possible, jusqu'au 21 janvier, d'effectuer une décision modificative concernant le fonctionnement ou les écritures d'ordre.
Il n'existe pas de journée complémentaire pour les écritures d'investissement (mandats et titres), lesquelles doivent être impérativement passées avant le 31 décembre N.

Afin de permettre une prompte clôture des comptes pour une connaissance rapide des résultats de l'exercice, le TE FLANDRE s'attache à limiter, autant que possible, l'usage de la journée complémentaire.

4.2. Le rattachement des charges et produits

Les instructions budgétaires et comptables imposent le principe d'indépendance des exercices comptables.
La procédure de rattachement consiste à intégrer dans le résultat annuel toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés en raison, notamment pour les dépenses, de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative. Le rattachement des charges ne peut être effectué que si les crédits nécessaires ont été inscrits au budget et s'ils ont fait l'objet d'un engagement comptable et/ou juridique.
De ce fait, le rattachement suppose deux conditions :
▫ Le service doit être fait au 31 décembre de l'année N ;
▫ Justifier juridiquement de la nécessité de rattachement.
Le rattachement donne lieu à mandatement (ou titre de recette) au titre de l'exercice N et contrepassation à l'année N+1 pour le même montant.
Le rattachement est obligatoire s'il a une incidence significative sur le résultat de l'exercice N.

Le TE FLANDRE utilise les rattachements de charges et de produits à l'exercice. Il procède, en amont, à l'annulation des engagements devenus sans objet. Il n'a pas fixé de seuil de rattachement.

4.3. Les restes à réaliser

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

Les restes à réaliser (RAR) correspondent :

▫En investissement, pour des crédits de paiement non compris dans une autorisation de programme, aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre de l'exercice N telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements. Les RAR en dépenses sont justifiés par un état détaillé des dépenses engagées non mandatées établi au 31 décembre de l'année N ;

En recettes, ils sont justifiés par un état faisant apparaître les recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission de titres.

L'ordonnateur joint un exemplaire de cet état au compte administratif pour justifier le solde d'exécution de la section d'investissement à reporter. Les RAR constatés au compte administratif N doivent être repris à l'identique dans le budget supplémentaire *(s'il y en a un)* en même temps que les résultats budgétaires cumulés de l'année N.

Ils sont pris en compte dans l'affectation des résultats. En effet, le besoin de financement de la section d'investissement intègre les RAR en dépenses et en recettes.

▫ En fonctionnement, les dépenses engagées n'ayant pas donné lieu à un rattachement en raison d'une absence de service fait au 31 décembre de l'exercice N ou d'une faible incidence sur le résultat de l'exercice. Le syndicat ne pratique pas les restes à réaliser en section de fonctionnement, ni en dépenses ni en recettes.

En recettes, ils correspondent aux recettes certaines au 31 décembre N et non mises en recouvrement à l'issue de la journée complémentaire.

▫ Le montant des RAR en section d'investissement comme en section de fonctionnement, est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement.

La définition des RAR s'applique indifféremment que les crédits de paiement soient ou non compris dans une autorisation d'engagement ou une autorisation de programme.

Dans un cadre pluriannuel, la constitution des RAR porte sur les crédits de paiement afférents à une autorisation de programme ou d'engagement votée, affectée et engagée (adossés à un engagement juridique). En principe, les crédits de paiement compris dans une autorisation d'engagement ou une autorisation de programme non engagés en fin d'exercice doivent être réinscrits au budget suivant.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

TITRE 3 – LA GESTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS

Définition et cadre général

La nomenclature budgétaire et comptable prévoit la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programmes pour les dépenses d'investissement.
Cette modalité de gestion permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

(a) AP/CP

Les Autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées ou annulées.
Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement (CP) représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.
Les Crédits de Paiements correspondent à la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées sur un exercice budgétaire, dans le cadre d'une autorisation de programme. Les crédits de paiements sont obligatoirement déterminés par année budgétaire. S'ils sont adoptés dans le courant de l'année, la durée de validité des premiers crédits ne peut dépasser la fin de l'exercice budgétaire considéré.
Le recours aux AP/CP est strictement limité aux dépenses d'investissement. Une autorisation de programme donne donc lieu obligatoirement à un ou plusieurs crédits de paiement car seuls les crédits de paiement font l'objet d'une inscription budgétaire.
L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.
La somme de ces CP annuels doit être égale à tout moment au montant de l'AP et le CP de l'année N représente alors la limite maximale de liquidations autorisée au titre de N.
Les AP sont décidées et modifiées par le comité syndicalà l'occasion de l'adoption du budget et/ou de décisions modificatives. Elles sont toutefois délibérées indépendamment de la délibération du budget.
Seul le montant global de l'AP fait l'objet du vote ; l'échéancier de CP des exercices postérieurs à l'année en cours est indicatif.
Par ailleurs, une annexe budgétaire retrace le suivi pluriannuel de ces autorisations.

Une autorisation de programme est définie par :
- programme, opération ;
- montant, durée ;
- répartition prévisionnelle des Crédits de Paiements.

(b) AE/CP

Les dotations affectées aux dépenses de fonctionnement peuvent comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).
Les Autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.
Cette faculté est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles le TE FLANDRE s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers. Toutefois les frais de personnel et les subventions versées aux organismes privés ne peuvent faire l'objet d'une AE.
L'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

Le TE FLANDRE ne gère actuellement pas d'AE/CP. Les charges/produits liées à des engagements pluriannuels impactent l'exercice N, et font l'objet de rattachement pour la part non réalisée (exemple : contrats d'assurance dont la période est à cheval sur deux exercices, contrat d'honoraires, contrat d'entretien et de maintenance, …).

(c) Cycle de vie des AP/AE

Les différents types d'AP/AE selon leur objet et la nature des investissements :

- Les AP de projet : L'objet est constitué d'une opération d'envergure ou d'un périmètre financier conséquent. Elles ont une durée de vie déterminée selon le projet.
- Les AP d'intervention : Elles concernent plusieurs projets présentant une unité fonctionnelle ou géographique.
- Les AP/AE programme : Elles correspondent à un ensemble d'opérations financières en lien avec une programmation.

Les AP/AE sont présentées pour vote au Comité syndical et font l'objet d'une délibération distincte de celle du budget.

La délibération précise l'objet de l'AP/AE, l'échéancier prévisionnel de réalisation des dépenses d'investissements et de consommation de crédits de paiement.

Le cycle de vie d'une AP/AE repose sur plusieurs étapes importantes et nécessaires.

Le vote d'une AP/AE : Le vote d'une AP/AE, obligatoirement soumis à la décision du Conseil syndical, intervient lors du budget primitif, voire à l'occasion des décisions modificatives. Les AP/AE sont millésimées en fonction de l'année de leur vote.

L'augmentation d'une AP/AE votée : Une AP/AE votée peut-être abondée (augmentation du montant de l'AP/AE) uniquement au cours de sa période d'affectation. Cette modification est une décision qui relève également de la seule compétence de l'assemblée délibérante lors d'une étape budgétaire.

L'affectation d'une AP/AE : L'affectation est la décision de la collectivité (délibération) de mettre en réserve un montant de crédits destinés à la réalisation d'une opération d'investissement/de fonctionnement identifiée et financièrement évaluée. L'affectation est préalable à l'engagement et autorise l'engagement des dépenses.

L'engagement d'une AP/AE : Les engagements de dépenses s'effectuent par référence à l'affectation sur l'AP/AE. Il est rappelé que dans le cadre de dépenses gérées en AP/AE, il n'y a jamais d'engagement sur CP. Les engagements comptables sur AP/AE sont effectués préalablement ou concomitamment aux engagements juridiques.

Les révisions et la clôture des AP/AE : Les décisions de révision et/ou d'annulation d'une AP/AE relèvent uniquement de l'assemblée délibérante. Ces travaux d'ajustement sont effectués annuellement et sont formalisés par une délibération. Les révisions concernent les AP/AE ne pouvant plus être affectées et/ou ni engagées sur l'exercice. Lorsque l'AP/AE est complètement mandatée ou lorsque aucun mouvement ne pourra plus intervenir, celle-ci est alors clôturée.

La fongibilité des CP des AP/AE : La fongibilité des crédits **dans la limite de 7,5%** telles que sera délibérée **par le Comité syndical s'applique.**

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

TITRE 4 – LA GESTION DU PATRIMOINE

Les immobilisations (corporelles, incorporelles et financières), doivent obligatoirement faire l'objet d'un inventaire permettant de connaître la situation du patrimoine du Syndicat.
La responsabilité du suivi des immobilisations incombe, de manière conjointe, à l'ordonnateur et au comptable :
▫ l'ordonnateur recense et identifie les biens, il tient l'inventaire physique et comptable,
▫ le comptable est chargé du suivi et de l'enregistrement des biens dans l'état de l'actif du bilan.

1- LE RECENSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine.
Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :
Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ;
Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;
Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.
Les services rassemblent l'ensemble de ces mouvements relatifs aux immobilisations et constituent l'inventaire comptable à l'aide d'un logiciel dédié. Cet inventaire répond aux objectifs suivants :
▫ **comptables, pour l'établissement de l'amortissement ;**
▫ **financiers, pour l'évaluation de l'actif ;**
▫ **budgétaires, pour les obligations légales de présentation.**

Le TE FLANDRE affecte un numéro d'inventaire comptable rappelé lors des mouvements patrimoniaux les affectant (cession, mise à disposition, réforme, destruction, don, …). Les biens, même complètement amortis, restent inscrits à l'inventaire jusqu'à leur sortie.

2- LES AMORTISSEMENTS

* La durée d'amortissement
La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.
En effet, conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité.
L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement. Dans ce cadre, il est procédé à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d'art, terrains, frais d'études suivis de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...).
Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Le TE FLANDRE dispose d'une délibération qui précise les durées applicables d'amortissement. Cette délibération est complétée par une délibération du Comité syndicat prise le 5 septembre 2023.

* L'amortissement des réseaux et installations de voirie
Les communes et leurs établissements publics ont la possibilité d'amortir, sur option, les réseaux et

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

installations de voirie.

• Les travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité et de gaz : Par délibération relative à l'amortissement des ouvrages de la concession de distribution publique d'électricité et de gaz n'est pas modifiée. Ces biens, qu'ils soient sous MOA ENEDIS, MOA GRDF ou TE FLANDRE, ne sont pas amortis.
Ils apparaissent à l'inventaire du patrimoine respectivement d'ENEDIS ou GRDF et du TE FLANDRE, chacun pour ce qui concerne les travaux réalisés sous sa MOA. *Des études et expérimentations sont en cours de manière à savoir dans quelles mesures il pourrait être procédé à la reprise du patrimoine sous concession dans l'état d'inventaire du TE FLANDRE. Il sera alors nécessaire de procéder à l'abrogation de la délibération susmentionnée*.

• Les travaux sur le réseau d'éclairage public et de déploiement des infrastructures de recharge électrique sont amortis.

* Le calcul de l'amortissement avec application du prorata temporis
La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis.
Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, *le TE FLANDRE calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1er janvier N +1.*
L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine.
Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.
L'amortissement commence à la date de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui lui sont attachés. Cette date correspond à la date de mise en service. Par mesure de simplification, il est proposé de retenir la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, sauf cas particulier, car le mandat suit effectivement le service fait. Ainsi, la date de début d'amortissement d'un bien acquis par deux mandats successifs sera celle du dernier mandat.
La règle du prorata temporis peut être aménagée sous certaines conditions et lorsque l'impact sur la production de l'information comptable n'est pas significatif.

Toutefois, au regard des effectifs du TE FLANDRE, il ne paraît pas judicieux de complexifier l'application des règles en y insérant des dérogations qui risqueraient de générer des erreurs.

* La comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient :
L'instruction M57 pose le principe de la comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient. Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble de ces éléments.
Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément ou composant est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Un numéro d'inventaire propre à chaque composant est ainsi attribué.
La méthode de comptabilisation par composants est appréciée au cas par cas par la collectivité et elle ne s'impose que lorsqu'un composant représente une forte valeur unitaire, une part significative du coût de l'actif considéré et si sa durée d'amortissement est significativement différente du composant principal de l'immobilisation. Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

Le TE FLANDRE retient la méthode de comptabilisation par composants au cas par cas et dès lors que les enjeux le justifient tels que précisés ci-dessus.

* L'amortissement HT ou TTC :
Le calcul de l'amortissement est opéré sur la valeur TTC de l'immobilisation lorsque les activités ne sont

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D12-DE

pas assujetties à la TVA ; et sur la valeur HT pour les activités assujetties à la TVA.

* La reprise des subventions d'investissements rattachées aux actifs amortissables :

Les subventions d'investissement (compte 131) et des fonds affectés à l'équipement (compte 133) sont reçus par la collectivité pour financer un bien ou une catégorie de biens amortissables. Leur reprise au compte de résultat qui s'effectue au même rythme que l'amortissement du bien permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements de ces biens.

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:25:54 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D12**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 - Délibération N°24062026/D12 : Finances et Marchés Publics - Règlement Budgétaire et Financier applicable au**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D12-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D12 _ FP _ R__glement Budg__taire et Financier 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D12-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	408.7 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D12 _ RBF 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D12-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	669.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 09h51min26s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 09h51min49s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 09h51min57s	Transmis au MI

Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 09h52min07s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
DELIBERATION N° 24062026/D13
FINANCES PUBLIQUES : Compte de Gestion 2025

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

DELIBERATION N°24062026/D13 - FINANCES PUBLIQUES : Compte de Gestion 2025

Exposé et proposition – Rapport de M David CALCOEN – Vice-Président chargé des finances

Le Comité syndical est invité à prendre connaissance du Compte de gestion 2025,

Il est proposé à l'Assemblée de :

- Constater les identités de valeur avec les indications du Compte Adminsitratif relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'Exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- de déclarer que le Compte de Gestion dressé par le Comptable n'appelle de sa part ni observation ni réserve.

Adoption :
La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du Territoire d'Energie Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 26/06/2026 à 18:32:50 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 26/06/2026 à 14:46:35 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC HAZEBROUCK
N° CODIQUE 059418
Date Edition : 25/02/2026
Compte : DEFINITIF

TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2025

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M CHRISTOPHE PAWLAK

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2025 AU 25/02/2026

Population 203541
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 19
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 25
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 31
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 32
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 55
4EME PARTIE : Page des signatures 56

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
ETAT : I-1 -

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	49 870,19
Subventions d'investissement versées	2 347,15	Neutralisations et régularisations	-130,99
Autres immobilisations incorporelles	58,75	Réserves	21 306,00
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	669,38
Terrains	0,07	Résultat de l'exercice	1 156,94
Constructions	451,69	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	1 779,68
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**74 651,21**
Réseaux divers	32 603,94	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	991,64	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées	41 214,36	**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	56,64	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	2 161,24	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	8 762,60
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	31,41
Immobilisations financières (nettes)	71,29	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**8 794,01**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**79 956,77**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	731,23
Stocks		Autres dettes non financières	3 077,69
Créances	4 433,14	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**3 808,92**
Trésorerie	2 865,06	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**7 298,20**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**12 602,93**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	0,83
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**87 254,97**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**87 254,97**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BILAN (en Euros)

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

ACTIF	NOTE	Exercice 2025			Exercice 2024
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		4 018 124,42	1 670 976,74	2 347 147,68	2 490 419,26
Autres immobilisations incorporelles		317 230,88	258 478,45	58 752,43	24 028,13
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		66,08		66,08	66,08
Constructions		668 867,35	217 180,00	451 687,35	473 938,35
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers		36 749 714,25	4 145 769,96	32 603 944,29	16 575 746,59
Installations techniques, agencements et matériel		1 130 432,41	138 793,75	991 638,66	456 903,16
Immobilisations mises en concessions ou affermées		41 214 363,28		41 214 363,28	41 214 363,28
Autres		329 091,13	272 448,29	56 642,84	72 254,34
Immobilisations corporelles en cours		2 161 235,87		2 161 235,87	9 262 902,14
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		71 290,00		71 290,00	540,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**86 660 415,67**	**6 703 647,19**	**79 956 768,48**	**70 571 161,33**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BILAN (en Euros)

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

ACTIF	NOTE	Exercice 2025			Exercice 2024
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		951 047,62		951 047,62	265 805,09
Créances sur les redevables et comptes rattachés		17 192,40		17 192,40	15 805,68
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		3 345 871,94		3 345 871,94	1 639 288,67
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		119 031,45		119 031,45	4 400,85
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**4 433 143,41**		**4 433 143,41**	**1 925 300,29**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		2 865 055,16		2 865 055,16	4 739 365,05
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**2 865 055,16**		**2 865 055,16**	**4 739 365,05**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**93 958 614,24**	**6 703 647,19**	**87 254 967,05**	**77 235 826,67**

ETAT : I-2
059418

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BILAN (en Euros)

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		8 909 960,29	8 909 960,29
Fonds globalisés		2 969 717,71	2 111 358,52
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		14 379 559,03	10 987 017,67
Rattachées à un actif non amortissable		23 610 952,84	23 335 621,69
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-130 985,79	-130 985,79
RÉSERVES		21 306 004,61	20 489 752,73
REPORT A NOUVEAU		669 382,99	99 026,41
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 156 936,14	1 386 608,46
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		1 779 678,82	1 779 678,82
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**74 651 206,64**	**68 968 038,80**

ETAT : I-2
059418

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BILAN (en Euros)

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2025	Exercice 2024
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		8 762 596,95	4 781 912,42
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		31 408,50	
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**8 794 005,45**	**4 781 912,42**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		731 231,16	221 981,07
Dettes fiscales et sociales		217,02	732 886,34
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		3 077 198,06	1 746 975,47
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		276,80	731 237,99
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**3 808 923,04**	**3 433 080,87**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**12 602 928,49**	**8 214 993,29**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		831,92	52 794,58
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**87 254 967,05**	**77 235 826,67**

ETAT : I-3
059418

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2025

En Milliers d'Euros

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

POSTES	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	71,40	60,29
Participations	325,62	312,32
Compensations, autres attributions et autres participations	54,39	54,39
Dons et legs		
Impôts et taxes	3 202,32	3 214,05
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	245,85	209,13
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	404,92	393,95
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif	469,84	465,76
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**4 774,32**	**4 709,88**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	809,51	839,49
Charges de personnel	705,97	738,98
Indemnités des élus (et membres du CESR)	114,29	112,76
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	20,21	32,55
Impôts et taxes	13,60	9,57
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 713,52	1 494,12
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**3 377,10**	**3 227,47**

ETAT : I-3
059418

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2025

En Milliers d'Euros

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

POSTES	Exercice 2025	Exercice 2024
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**1 397,22**	**1 482,41**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**240,28**	**95,81**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-240,28**	**-95,81**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 156,94**	**1 386,61**

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

POSTES	NOTE	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		71 397,27	60 292,60	11104.67
Participations		325 615,20	312 319,20	13296.00
Compensations, autres attributions et autres participations		54 386,00	54 386,00	
Dons et legs				
Impôts et taxes		3 202 320,22	3 214 051,63	-11731.41
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		245 845,88	209 127,31	36718.57
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		404 917,00	393 946,80	10970.20
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif		469 837,39	465 757,20	4080.19
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**4 774 318,96**	**4 709 880,74**	**64438.22**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		809 508,76	839 488,54	-29979.78
Charges de personnel		705 969,87	738 978,94	-33009.07
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		427 677,81	487 371,75	-59693.94
Dont charges sociales		278 292,06	251 607,19	26684.87
Indemnités des élus (et membres du CESR)		114 286,72	112 759,84	1526.88
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		20 214,22	32 550,46	-12336.24
Impôts et taxes		13 600,55	9 570,27	4030.28
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 713 519,43	1 494 118,39	219401.04
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**3 377 099,55**	**3 227 466,44**	**149633.11**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

POSTES	NOTE	Exercice 2025	Exercice 2024	Variation
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**1 397 219,41**	**1 482 414,30**	**-85194.89**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		240 283,27	95 805,84	144477.43
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**240 283,27**	**95 805,84**	**144477.43**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-240 283,27**	**-95 805,84**	**-144477.43**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 156 936,14**	**1 386 608,46**	**-229672.32**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-102			79 240,80		79 240,80	
4582-102				79 240,80		79 240,80
4581-104			3 258,00		3 258,00	
4582-104				3 258,00		3 258,00
4581-107			71 619,29		71 619,29	
4582-107				71 619,29		71 619,29
4581-108			28 070,86		28 070,86	
4582-108				28 070,86		28 070,86
4581-502	196 089,59		27 417,01		223 506,60	
4582-502		223 506,60				223 506,60
4581-503	402 657,23		385 087,96		787 745,19	
4582-503		787 745,19				787 745,19
4581-701			1 410,00		1 410,00	
4582-701				1 410,00		1 410,00
4581-88			496 653,00		496 653,00	
4582-88				496 653,00		496 653,00
4581-89	3 485,00		1 000,00		4 485,00	
4582-89		4 485,00				4 485,00
4581-91			218 112,13		218 112,13	
4582-91				218 112,13		218 112,13
4581-93			268 222,01		268 222,01	
4582-93				268 222,01		268 222,01

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-103			17 077,50		17 077,50	
4582-103				3 805,50		3 805,50
4581-401	90 705,00				90 705,00	
4582-401		18 896,92				18 896,92
4581-501	173 340,60				173 340,60	
4582-501		36 112,69				36 112,69
4581-52	28 848,00				28 848,00	
4582-52		792,00				792,00
4581-601	67 505,69				67 505,69	
4582-601		30 110,12				30 110,12
4581-66	35 406,54				35 406,54	
4582-66		30 889,74				30 889,74
4581-69	23 348,48				23 348,48	
4582-69		19 731,88				19 731,88
4581-77	457 727,97		77 481,88		535 209,85	
4582-77		535 209,85		60 204,00		595 413,85
4581-87	56 695,20				56 695,20	
4582-87		36 176,28				36 176,28
4581-98	103 479,37		53 640,00	21 707,17	135 412,20	
4582-98		23 319,20		99 627,00		122 946,20

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Résultats budgétaires de l'exercice

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	22 824 886,50	8 984 776,99	31 809 663,49
Titres de recette émis (b)	14 638 722,05	7 973 319,46	22 612 041,51
Réductions de titres (c)	132 015,89	14 190,58	146 206,47
Recettes nettes (d = b - c)	14 506 706,16	7 959 128,88	22 465 835,04
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	22 824 886,50	8 984 776,99	31 809 663,49
Mandats émis (f)	14 933 086,49	7 550 886,81	22 483 973,30
Annulations de mandats (g)		748 694,07	748 694,07
Dépenses nettes (h = f - g)	14 933 086,49	6 802 192,74	21 735 279,23
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		1 156 936,14	730 555,81
(h - d) Déficit	426 380,33		

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2024	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2025	RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2025
I - Budget principal					
Investissement	1 788 422,43		-426 380,33		1 362 042,10
Fonctionnement	1 485 634,87	816 251,88	1 156 936,14		1 826 319,13
TOTAL I	**3 274 057,30**	**816 251,88**	**730 555,81**		**3 188 361,23**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**3 274 057,30**	**816 251,88**	**730 555,81**		**3 188 361,23**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		192 400,00	192 400,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	1 200 000,00	436 500,00	1 636 500,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 900,00	127 300,00	171 200,00
204	Subventions d'équipement versées	185 000,00	203 595,01	388 595,01
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	764 500,00	320 390,60	1 084 890,60
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 433 120,00	5 683 423,14	14 116 543,14
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS	99 000,00		99 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 000,00		1 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**10 726 520,00**	**6 963 608,75**	**17 690 128,75**
4581102	Opération pour compte tiers n° 4581102		82 428,40	82 428,40
4581103	Opération pour compte tiers n° 4581103	20 000,00		20 000,00
4581104	Opération pour compte tiers n° 4581104		3 258,00	3 258,00
4581107	Opération pour compte tiers n° 4581107	300 000,00	100 000,00	400 000,00
4581108	Opération pour compte tiers n° 4581108		50 000,00	50 000,00
4581109	Opération pour compte tiers n° 4581109		6 500,00	6 500,00
4581111	Opération pour compte tiers n° 4581111		20 000,00	20 000,00
4581112	Opération pour compte tiers n° 4581112		125 000,00	125 000,00
4581113	Opération pour compte tiers n° 4581113		85 000,00	85 000,00
4581502	Opération pour compte tiers n° 4581502		27 417,01	27 417,01
4581503	Opération pour compte tiers n° 4581503		385 087,96	385 087,96
4581701	Opération pour compte tiers n° 4581701	30 000,00		30 000,00
458177	Opération pour compte tiers n° 458177	80 000,00	157 583,88	237 583,88
458179	Opération pour compte tiers n° 458179	5 000,00		5 000,00
458188	Opération pour compte tiers n° 458188		496 707,60	496 707,60
458189	Opération pour compte tiers n° 458189	10 000,00	1 000,00	11 000,00
458191	Opération pour compte tiers n° 458191	100 000,00	218 112,13	318 112,13
458192	Opération pour compte tiers n° 458192	410 000,00	20 000,00	430 000,00
458193	Opération pour compte tiers n° 458193	995 000,00	211 542,77	1 206 542,77
458198	Opération pour compte tiers n° 458198	200 000,00	41 928,00	241 928,00
458298	Opération pour compte tiers n° 458298		3 192,00	3 192,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**2 150 000,00**	**2 034 757,75**	**4 184 757,75**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**12 876 520,00**	**8 998 366,50**	**21 874 886,50**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	500 000,00	450 000,00	950 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**500 000,00**	**450 000,00**	**950 000,00**
TOTAL GENERAL		**13 376 520,00**	**9 448 366,50**	**22 824 886,50**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	192 400,00				192 400,00
16	1 636 500,00	1 635 832,08		1 635 832,08	667,92
20	171 200,00	74 470,59		74 470,59	96 729,41
204	388 595,01	134 052,16		134 052,16	254 542,85
21	1 084 890,60	557 361,12		557 361,12	527 529,48
23	14 116 543,14	10 262 492,71		10 262 492,71	3 854 050,43
26	99 000,00	70 750,00		70 750,00	28 250,00
27	1 000,00				1 000,00
SOUS-TOTAL	**17 690 128,75**	**12 734 958,66**		**12 734 958,66**	**4 955 170,09**
4581102	82 428,40	79 240,80		79 240,80	3 187,60
4581103	20 000,00	17 077,50		17 077,50	2 922,50
4581104	3 258,00	3 258,00		3 258,00	
4581107	400 000,00	71 619,29		71 619,29	328 380,71
4581108	50 000,00	28 070,86		28 070,86	21 929,14
4581109	6 500,00				6 500,00
4581111	20 000,00				20 000,00
4581112	125 000,00				125 000,00
4581113	85 000,00				85 000,00
4581502	27 417,01	27 417,01		27 417,01	
4581503	385 087,96	385 087,96		385 087,96	
4581701	30 000,00	1 410,00		1 410,00	28 590,00
458177	237 583,88	77 481,88		77 481,88	160 102,00
458179	5 000,00				5 000,00
458188	496 707,60	496 653,00		496 653,00	54,60
458189	11 000,00	1 000,00		1 000,00	10 000,00
458191	318 112,13	218 112,13		218 112,13	100 000,00
458192	430 000,00				430 000,00
458193	1 206 542,77	268 222,01		268 222,01	938 320,76
458198	241 928,00	53 640,00		53 640,00	188 288,00
458298	3 192,00				3 192,00
SOUS-TOTAL	**4 184 757,75**	**1 728 290,44**		**1 728 290,44**	**2 456 467,31**
TOTAL	**21 874 886,50**	**14 463 249,10**		**14 463 249,10**	**7 411 637,40**
040	950 000,00	469 837,39		469 837,39	480 162,61
TOTAL	**950 000,00**	**469 837,39**		**469 837,39**	**480 162,61**
TOTAL GENERAL	**22 824 886,50**	**14 933 086,49**		**14 933 086,49**	**7 891 800,01**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	775 000,00	899 611,88	1 674 611,88
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 016 235,00	3 184 986,04	6 201 221,04
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	5 000 000,00	628 936,00	5 628 936,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	5 000,00		5 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**8 796 235,00**	**4 713 533,92**	**13 509 768,92**
4581401	Opération pour compte tiers n° 4581401		25 000,00	25 000,00
4581501	Opération pour compte tiers n° 4581501		54 000,00	54 000,00
4581601	Opération pour compte tiers n° 4581601		18 000,00	18 000,00
458198	Opération pour compte tiers n° 458198			
4582102	Opération pour compte tiers n° 4582102		82 428,40	82 428,40
4582103	Opération pour compte tiers n° 4582103	20 000,00		20 000,00
4582104	Opération pour compte tiers n° 4582104		3 258,00	3 258,00
4582107	Opération pour compte tiers n° 4582107	300 000,00	100 000,00	400 000,00
4582108	Opération pour compte tiers n° 4582108		50 000,00	50 000,00
4582109	Opération pour compte tiers n° 4582109		6 500,00	6 500,00
4582111	Opération pour compte tiers n° 4582111		20 000,00	20 000,00
4582112	Opération pour compte tiers n° 4582112		125 000,00	125 000,00
4582113	Opération pour compte tiers n° 4582113		85 000,00	85 000,00
4582401	Opération pour compte tiers n° 4582401		75 000,00	75 000,00
4582501	Opération pour compte tiers n° 4582501		85 000,00	85 000,00
4582601	Opération pour compte tiers n° 4582601		21 400,00	21 400,00
4582701	Opération pour compte tiers n° 4582701	30 000,00		30 000,00
458277	Opération pour compte tiers n° 458277	80 000,00	80 102,00	160 102,00
458279	Opération pour compte tiers n° 458279	5 000,00		5 000,00
458288	Opération pour compte tiers n° 458288		496 707,60	496 707,60
458289	Opération pour compte tiers n° 458289	10 000,00		10 000,00
458291	Opération pour compte tiers n° 458291	100 000,00	146 905,39	246 905,39
458292	Opération pour compte tiers n° 458292	410 000,00	20 000,00	430 000,00
458293	Opération pour compte tiers n° 458293	995 000,00	211 542,77	1 206 542,77
458298	Opération pour compte tiers n° 458298	200 000,00	43 485,00	243 485,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**2 150 000,00**	**1 749 329,16**	**3 899 329,16**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**10 946 235,00**	**6 462 863,08**	**17 409 098,08**
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	930 285,00	497 080,99	1 427 365,99
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 500 000,00	700 000,00	2 200 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**2 430 285,00**	**1 197 080,99**	**3 627 365,99**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 788 422,43	1 788 422,43

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	1 674 611,88	1 674 611,07		1 674 611,07	0,81
13	6 201 221,04	4 269 725,79	132 015,89	4 137 709,90	2 063 511,14
16	5 628 936,00	5 628 936,00		5 628 936,00	
27	5 000,00				5 000,00
SOUS-TOTAL	**13 509 768,92**	**11 573 272,86**	**132 015,89**	**11 441 256,97**	**2 068 511,95**
4581401	25 000,00				25 000,00
4581501	54 000,00				54 000,00
4581601	18 000,00				18 000,00
458198		21 707,17		21 707,17	-21 707,17
4582102	82 428,40	79 240,80		79 240,80	3 187,60
4582103	20 000,00	3 805,50		3 805,50	16 194,50
4582104	3 258,00	3 258,00		3 258,00	
4582107	400 000,00	71 619,29		71 619,29	328 380,71
4582108	50 000,00	28 070,86		28 070,86	21 929,14
4582109	6 500,00				6 500,00
4582111	20 000,00				20 000,00
4582112	125 000,00				125 000,00
4582113	85 000,00				85 000,00
4582401	75 000,00				75 000,00
4582501	85 000,00				85 000,00
4582601	21 400,00				21 400,00
4582701	30 000,00	1 410,00		1 410,00	28 590,00
458277	160 102,00	60 204,00		60 204,00	99 898,00
458279	5 000,00				5 000,00
458288	496 707,60	496 653,00		496 653,00	54,60
458289	10 000,00				10 000,00
458291	246 905,39	218 112,13		218 112,13	28 793,26
458292	430 000,00				430 000,00
458293	1 206 542,77	268 222,01		268 222,01	938 320,76
458298	243 485,00	99 627,00		99 627,00	143 858,00
SOUS-TOTAL	**3 899 329,16**	**1 351 929,76**		**1 351 929,76**	**2 547 399,40**
TOTAL	**17 409 098,08**	**12 925 202,62**	**132 015,89**	**12 793 186,73**	**4 615 911,35**
021	1 427 365,99				1 427 365,99
040	2 200 000,00	1 713 519,43		1 713 519,43	486 480,57
TOTAL	**3 627 365,99**	**1 713 519,43**		**1 713 519,43**	**1 913 846,56**
001	1 788 422,43				1 788 422,43

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
TOTAL GENERAL		**13 376 520,00**	**9 448 366,50**	**22 824 886,50**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
TOTAL GENERAL	**22 824 886,50**	**14 638 722,05**	**132 015,89**	**14 506 706,16**	**8 318 180,34**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	870 000,00	89 700,00	959 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 040 000,00		1 040 000,00
014	Atténuations de produits	2 930 000,00		2 930 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	140 000,00	8 000,00	148 000,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	250 000,00	4 000,00	254 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	10 000,00		10 000,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS		15 711,00	15 711,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**5 240 000,00**	**117 411,00**	**5 357 411,00**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	930 285,00	497 080,99	1 427 365,99
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 500 000,00	700 000,00	2 200 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**2 430 285,00**	**1 197 080,99**	**3 627 365,99**
TOTAL GENERAL		**7 670 285,00**	**1 314 491,99**	**8 984 776,99**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
ETAT : IT-3 - Page droite 22

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	959 700,00	812 286,04	5 163,36	807 122,68	152 577,32
012	1 040 000,00	991 187,34	358,32	990 829,02	49 170,98
014	2 930 000,00	3 646 539,40	730 602,00	2 915 937,40	14 062,60
65	148 000,00	130 652,94	151,00	130 501,94	17 498,06
66	254 000,00	252 702,66	12 419,39	240 283,27	13 716,73
67	10 000,00	3 999,00		3 999,00	6 001,00
68	15 711,00				15 711,00
TOTAL	**5 357 411,00**	**5 837 367,38**	**748 694,07**	**5 088 673,31**	**268 737,69**
023	1 427 365,99				1 427 365,99
042	2 200 000,00	1 713 519,43		1 713 519,43	486 480,57
TOTAL	**3 627 365,99**	**1 713 519,43**		**1 713 519,43**	**1 913 846,56**
TOTAL GENERAL	**8 984 776,99**	**7 550 886,81**	**748 694,07**	**6 802 192,74**	**2 182 584,25**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	150 000,00		150 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	210 000,00		210 000,00
731	Fiscalité locale	5 769 659,00	469 828,00	6 239 487,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	608 626,00	-274 719,00	333 907,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	420 000,00		420 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS	2 000,00		2 000,00
77	PRODUITS SPECIFIQUES	10 000,00		10 000,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**7 170 285,00**	**195 109,00**	**7 365 394,00**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	500 000,00	450 000,00	950 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**500 000,00**	**450 000,00**	**950 000,00**
002	Résultat de fonctionnement reporté		669 382,99	669 382,99
TOTAL GENERAL		**7 670 285,00**	**1 314 491,99**	**8 984 776,99**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	150 000,00	268 872,52		268 872,52	-118 872,52
70	210 000,00	260 036,46	14 190,58	245 845,88	-35 845,88
731	6 239 487,00	6 118 257,62		6 118 257,62	121 229,38
74	333 907,00	451 398,47		451 398,47	-117 491,47
75	420 000,00	404 917,00		404 917,00	15 083,00
76	2 000,00				2 000,00
77	10 000,00				10 000,00
TOTAL	**7 365 394,00**	**7 503 482,07**	**14 190,58**	**7 489 291,49**	**-123 897,49**
042	950 000,00	469 837,39		469 837,39	480 162,61
TOTAL	**950 000,00**	**469 837,39**		**469 837,39**	**480 162,61**
002	669 382,99				669 382,99
TOTAL GENERAL	**8 984 776,99**	**7 973 319,46**	**14 190,58**	**7 959 128,88**	**1 025 648,11**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE — Exercice 2025

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	1 635 832,08		1 635 832,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**1 635 832,08**		**1 635 832,08**
2031	Frais d'études	21 707,17		21 707,17
2033	Frais d'insertion	2 916,00		2 916,00
2051	Concessions et droits similaires	49 847,42		49 847,42
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**74 470,59**		**74 470,59**
2041412	Bâtiments et installations	76 042,16		76 042,16
2041582	Bâtiments et installations	58 010,00		58 010,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**134 052,16**		**134 052,16**
21538	Autres réseaux	540 716,22		540 716,22
21838	Autre matériel informatique	16 516,67		16 516,67
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	128,23		128,23
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**557 361,12**		**557 361,12**
2315	Installations, matériel et outillage techniques	10 262 492,71		10 262 492,71
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**10 262 492,71**		**10 262 492,71**
261	Titres de participation	70 750,00		70 750,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	**PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS**	**70 750,00**		**70 750,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**12 734 958,66**		**12 734 958,66**
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	1 728 290,44		1 728 290,44
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**1 728 290,44**		**1 728 290,44**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**14 463 249,10**		**14 463 249,10**
13911	État et établissements nationaux	36 780,00		36 780,00
13913	Départements	40 015,00		40 015,00
139148	Autres communes	352 516,00		352 516,00
139158	Autres groupements	9 272,00		9 272,00
13918	Autres	3 730,39		3 730,39
139362	Dotation de soutien à l'investissement local	27 524,00		27 524,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**469 837,39**		**469 837,39**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**469 837,39**		**469 837,39**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**14 933 086,49**		**14 933 086,49**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

ETAT : II-4 -

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	858 359,19		858 359,19
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	816 251,88		816 251,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**1 674 611,07**		**1 674 611,07**
1311	État et établissements nationaux	440 788,46		440 788,46
1313	Départements	403 040,60		403 040,60
13148	Autres communes	2 884 845,34	8 239,25	2 876 606,09
13158	Autres groupements	131 242,43	123 776,64	7 465,79
1328	Autres	95 834,45		95 834,45
13362	Dotation de soutien à l'investissement local	134 477,81		134 477,81
1388	Autres	179 496,70		179 496,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**4 269 725,79**	**132 015,89**	**4 137 709,90**
1641	Emprunts en euros	5 628 936,00		5 628 936,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**5 628 936,00**		**5 628 936,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**11 573 272,86**	**132 015,89**	**11 441 256,97**
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	21 707,17		21 707,17
4582	Opération pour compte de tiers n° 4582	1 330 222,59		1 330 222,59
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**1 351 929,76**		**1 351 929,76**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**12 925 202,62**	**132 015,89**	**12 793 186,73**
28031	Frais d'études	8 132,00		8 132,00
28033	Frais d'insertion	1 773,00		1 773,00
28041412	Bâtiments et installations	91 316,94		91 316,94
28041482	Bâtiments et installations	930,80		930,80
28041582	Bâtiments et installations	185 076,00		185 076,00
2805	Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	29 841,29		29 841,29
281318	Autres bâtiments publics	22 251,00		22 251,00
281534	Réseaux d'électrification	159 952,00		159 952,00
281538	Autres réseaux	1 128 267,00		1 128 267,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	87,00		87,00
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	53 636,00		53 636,00
281828	Autres matériels de transport	12 779,96		12 779,96
281838	Autre matériel informatique	14 940,89		14 940,89
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	417,45		417,45
28185	Matériel de téléphonie	1 964,92		1 964,92
28188	Autres	2 153,18		2 153,18
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 713 519,43**		**1 713 519,43**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 713 519,43**		**1 713 519,43**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE — Exercice 2025

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**14 638 722,05**	**132 015,89**	**14 506 706,16**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60611	Eau et assainissement	287,63		287,63
60612	Énergie - Électricité	123 844,11	350,94	123 493,17
60613	Chauffage urbain	5 408,28		5 408,28
60622	Carburants	5 121,75		5 121,75
60631	Fournitures d'entretien	746,41		746,41
60632	Fournitures de petit équipement	2 738,65		2 738,65
6064	Fournitures administratives	2 387,34		2 387,34
6068	Autres matières et fournitures.	44,99		44,99
61358	Autres	2 708,21		2 708,21
615221	Bâtiments publics	4 116,19		4 116,19
615232	Réseaux	406 519,05		406 519,05
61551	Matériel roulant	7 233,88		7 233,88
6156	Maintenance	26 019,13		26 019,13
6161	Multirisques	32 528,12		32 528,12
6182	Documentation générale et technique	238,80		238,80
6184	Versements à des organismes de formation	7 392,24		7 392,24
6188	Autres frais divers	106 221,45		106 221,45
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	4 716,00	4 716,00	
62268	Autres honoraires, conseils...	11 556,00		11 556,00
6228	Divers	1 987,50		1 987,50
6232	Fêtes et cérémonies	4 864,51		4 864,51
6234	Réceptions	6 726,48		6 726,48
6236	Catalogues et imprimés	1 644,00		1 644,00
6238	Divers	1 384,48		1 384,48
6251	Voyages, déplacements et missions	11 163,90	52,86	11 111,04
6261	Frais d'affranchissement	663,26		663,26
6262	Frais de télécommunications	9 667,29	43,56	9 623,73
627	Services bancaires et assimilés.	5 000,00		5 000,00
6281	Concours divers (cotisations...)	16 676,47		16 676,47
6284	Redevance pour services rendus	2 046,00		2 046,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	633,92		633,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**812 286,04**	**5 163,36**	**807 122,68**
6218	Autre personnel extérieur	3 020,00		3 020,00
6331	Versement mobilité	4 576,83		4 576,83
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	399,00		399,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	7 990,80		7 990,80

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
64111	Rémunération principale	380 787,99		380 787,99
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	2 403,09		2 403,09
64113	NBI	9 060,54		9 060,54
64118	Autres indemnités.	252 009,25		252 009,25
64131	Rémunérations	9 849,05	358,32	9 490,73
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	1,90		1,90
64138	Primes et autres indemnités	1 241,58		1 241,58
6417	Rémunérations des apprentis	25 896,75		25 896,75
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	62 489,00		62 489,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	140 196,29		140 196,29
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	265,00		265,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	54 721,70		54 721,70
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	3 966,00		3 966,00
6478	Autres charges sociales diverses	32 312,57		32 312,57
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**991 187,34**	**358,32**	**990 829,02**
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	3 646 539,40	730 602,00	2 915 937,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**3 646 539,40**	**730 602,00**	**2 915 937,40**
65311	Indemnités de fonction	93 725,88		93 725,88
65313	Cotisations de retraite	4 840,04		4 840,04
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	14 196,00		14 196,00
65315	Formation	1 675,80	151,00	1 524,80
65888	Autres	16 215,22		16 215,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**130 652,94**	**151,00**	**130 501,94**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	221 294,16		221 294,16
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	31 408,50	12 419,39	18 989,11
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**CHARGES FINANCIÈRES**	**252 702,66**	**12 419,39**	**240 283,27**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 999,00		3 999,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES SPECIFIQUES**	**3 999,00**		**3 999,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**5 837 367,38**	**748 694,07**	**5 088 673,31**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	1 713 519,43		1 713 519,43
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 713 519,43**		**1 713 519,43**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 713 519,43**		**1 713 519,43**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**7 550 886,81**	**748 694,07**	**6 802 192,74**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	253 214,02		253 214,02
6479	Remboursements sur autres charges sociales	15 658,50		15 658,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**268 872,52**		**268 872,52**
70388	Autres redevances et recettes diverses	237 716,84	14 190,58	223 526,26
70878	par des tiers	22 319,62		22 319,62
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**260 036,46**	**14 190,58**	**245 845,88**
73111	Impôts directs locaux	2 975 070,00		2 975 070,00
73118	Autres contributions directes	4 858,00		4 858,00
73141	Accise sur lélectricité	3 136 232,62		3 136 232,62
7318	Autres	2 097,00		2 097,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**6 118 257,62**		**6 118 257,62**
744	FCTVA	71 397,27		71 397,27
74741	Communes membres du GFP	283 906,60		283 906,60
74748	Autres communes	8 500,00		8 500,00
74751	GFP de rattachement	31 708,60		31 708,60
747888	Autres	1 500,00		1 500,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	54 386,00		54 386,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**451 398,47**		**451 398,47**
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	259 091,00		259 091,00
75888	Autres	145 826,00		145 826,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**404 917,00**		**404 917,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**7 503 482,07**	**14 190,58**	**7 489 291,49**
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	469 837,39		469 837,39
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**469 837,39**		**469 837,39**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**469 837,39**		**469 837,39**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**7 973 319,46**	**14 190,58**	**7 959 128,88**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		8 909 960,29						8 909 960,29		8 909 960,29
10222	F.C.T.V.A.		2 111 358,52				858 359,19		2 969 717,71		2 969 717,71
1022	**Sous Total compte 1022**		**2 111 358,52**				**858 359,19**		**2 969 717,71**		**2 969 717,71**
102	**Sous Total compte 102**		**11 021 318,81**				**858 359,19**		**11 879 678,00**		**11 879 678,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		20 489 752,73				816 251,88		21 306 004,61		21 306 004,61
106	**Sous Total compte 106**		**20 489 752,73**				**816 251,88**		**21 306 004,61**		**21 306 004,61**
10	**Sous Total compte 10**		**31 511 071,54**				**1 674 611,07**		**33 185 682,61**		**33 185 682,61**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		99 026,41	816 251,88	1 386 608,46			816 251,88	1 485 634,87		669 382,99
11	**Sous Total compte 11**		**99 026,41**	**816 251,88**	**1 386 608,46**			**816 251,88**	**1 485 634,87**		**669 382,99**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		1 386 608,46	1 386 608,46				1 386 608,46	1 386 608,46		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**1 386 608,46**	**1 386 608,46**				**1 386 608,46**	**1 386 608,46**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		551 729,90				440 788,46		992 518,36		992 518,36
1313	Départements		1 289 153,14				403 040,60		1 692 193,74		1 692 193,74
13148	Autres communes		9 747 380,32			8 239,25	2 884 845,34	8 239,25	12 632 225,66		12 623 986,41
1314	**Sous Total compte 1314**		**9 747 380,32**			**8 239,25**	**2 884 845,34**	**8 239,25**	**12 632 225,66**		**12 623 986,41**
13158	Autres groupements		321 818,41			123 776,64	131 242,43	123 776,64	453 060,84		329 284,20
1315	**Sous Total compte 1315**		**321 818,41**			**123 776,64**	**131 242,43**	**123 776,64**	**453 060,84**		**329 284,20**
1318	Autres		3 730,39						3 730,39		3 730,39
131	**Sous Total compte 131**		**11 913 812,16**			**132 015,89**	**3 859 916,83**	**132 015,89**	**15 773 728,99**		**15 641 713,10**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux		4 669 468,06						4 669 468,06		4 669 468,06
1323	Départements		1 812 699,00						1 812 699,00		1 812 699,00
13241	Communes membres du GFP		303 378,83						303 378,83		303 378,83
13248	Autres communes		642 368,67						642 368,67		642 368,67
1324	**Sous Total compte 1324**		**945 747,50**						**945 747,50**		**945 747,50**
1326	Autres établissements publics locaux		61 630,00						61 630,00		61 630,00
13278	Autres fonds européens		21 802,27						21 802,27		21 802,27
1327	**Sous Total compte 1327**		**21 802,27**						**21 802,27**		**21 802,27**
1328	Autres		12 153 457,91				95 834,45		12 249 292,36		12 249 292,36
132	**Sous Total compte 132**		**19 664 804,74**				**95 834,45**		**19 760 639,19**		**19 760 639,19**
13362	Dotation de soutien à l'investissement l		567 192,51				134 477,81		701 670,32		701 670,32
1336	**Sous Total compte 1336**		**567 192,51**				**134 477,81**		**701 670,32**		**701 670,32**
133	**Sous Total compte 133**		**567 192,51**				**134 477,81**		**701 670,32**		**701 670,32**
1383	Départements		898 649,30						898 649,30		898 649,30
1388	Autres		2 772 167,65				179 496,70		2 951 664,35		2 951 664,35
138	**Sous Total compte 138**		**3 670 816,95**				**179 496,70**		**3 850 313,65**		**3 850 313,65**
13911	État et établissements nationaux	136 623,00				36 780,00		173 403,00		173 403,00	
13913	Départements	157 284,00				40 015,00		197 299,00		197 299,00	
139148	Autres communes	1 085 416,00				352 516,00		1 437 932,00		1 437 932,00	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13914	**Sous Total compte 13914**	**1 085 416,00**				**352 516,00**		**1 437 932,00**		**1 437 932,00**	
139158	Autres groupements	64 904,00				9 272,00		74 176,00		74 176,00	
13915	**Sous Total compte 13915**	**64 904,00**				**9 272,00**		**74 176,00**		**74 176,00**	
13918	Autres					3 730,39		3 730,39		3 730,39	
1391	**Sous Total compte 1391**	**1 444 227,00**				**442 313,39**		**1 886 540,39**		**1 886 540,39**	
139362	Dotation de soutien à l'investissement l	49 760,00				27 524,00		77 284,00		77 284,00	
13936	**Sous Total compte 13936**	**49 760,00**				**27 524,00**		**77 284,00**		**77 284,00**	
1393	**Sous Total compte 1393**	**49 760,00**				**27 524,00**		**77 284,00**		**77 284,00**	
139	**Sous Total compte 139**	**1 493 987,00**				**469 837,39**		**1 963 824,39**		**1 963 824,39**	
13	**Sous Total compte 13**	**1 493 987,00**	**35 816 626,36**			**601 853,28**	**4 269 725,79**	**2 095 840,28**	**40 086 352,15**		**37 990 511,87**
1641	Emprunts en euros		4 769 493,03			1 635 832,08	5 628 936,00	1 635 832,08	10 398 429,03		8 762 596,95
164	**Sous Total compte 164**		**4 769 493,03**			**1 635 832,08**	**5 628 936,00**	**1 635 832,08**	**10 398 429,03**		**8 762 596,95**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		12 419,39	12 419,39				12 419,39	12 419,39		0,00
16888	Intérêts sur autres emprunts et dettes a				31 408,50				31 408,50		31 408,50
1688	**Sous Total compte 1688**		**12 419,39**	**12 419,39**	**31 408,50**			**12 419,39**	**43 827,89**		**31 408,50**
168	**Sous Total compte 168**		**12 419,39**	**12 419,39**	**31 408,50**			**12 419,39**	**43 827,89**		**31 408,50**
16	**Sous Total compte 16**		**4 781 912,42**	**12 419,39**	**31 408,50**	**1 635 832,08**	**5 628 936,00**	**1 648 251,47**	**10 442 256,92**		**8 794 005,45**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		5 500,00						5 500,00		5 500,00
193	Autres neutralisations et régularisation	136 485,79						136 485,79		136 485,79	

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
19	**Sous Total compte 19**	**136 485,79**	**5 500,00**					**136 485,79**	**5 500,00**	**130 985,79**	
	Total classe 1	**1 630 472,79**	**73 600 745,19**	**2 215 279,73**	**1 418 016,96**	**2 237 685,36**	**11 573 272,86**	**6 083 437,88**	**86 592 035,01**	**2 100 310,18**	**82 608 907,31**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	89 863,20						89 863,20		89 863,20	
2031	Frais d'études	7 500,00			1 800,00	21 707,17		29 207,17	1 800,00	27 407,17	
2033	Frais d'insertion	3 780,00			864,00	2 916,00		6 696,00	864,00	5 832,00	
203	**Sous Total compte 203**	**11 280,00**			**2 664,00**	**24 623,17**		**35 903,17**	**2 664,00**	**33 239,17**	
2041412	Bâtiments et installations	1 324 569,42				76 042,16		1 400 611,58		1 400 611,58	
204141	**Sous Total compte 204141**	**1 324 569,42**				**76 042,16**		**1 400 611,58**		**1 400 611,58**	
2041482	Bâtiments et installations	13 962,00						13 962,00		13 962,00	
204148	**Sous Total compte 204148**	**13 962,00**						**13 962,00**		**13 962,00**	
20414	**Sous Total compte 20414**	**1 338 531,42**				**76 042,16**		**1 414 573,58**		**1 414 573,58**	
2041582	Bâtiments et installations	2 545 540,84				58 010,00		2 603 550,84		2 603 550,84	
204158	**Sous Total compte 204158**	**2 545 540,84**				**58 010,00**		**2 603 550,84**		**2 603 550,84**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**2 545 540,84**				**58 010,00**		**2 603 550,84**		**2 603 550,84**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**3 884 072,26**				**134 052,16**		**4 018 124,42**		**4 018 124,42**	
204	**Sous Total compte 204**	**3 884 072,26**				**134 052,16**		**4 018 124,42**		**4 018 124,42**	
2051	Concessions et droits similaires	144 281,09				49 847,42		194 128,51		194 128,51	
205	**Sous Total compte 205**	**144 281,09**				**49 847,42**		**194 128,51**		**194 128,51**	
20	**Sous Total compte 20**	**4 129 496,55**			**2 664,00**	**208 522,75**		**4 338 019,30**	**2 664,00**	**4 335 355,30**	

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	**Libellé de compte**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**
2111	Terrains nus	66,08						66,08		66,08	
211	**Sous Total compte 211**	**66,08**						**66,08**		**66,08**	
21318	Autres bâtiments publics	668 867,35						668 867,35		668 867,35	
2131	**Sous Total compte 2131**	**668 867,35**						**668 867,35**		**668 867,35**	
213	**Sous Total compte 213**	**668 867,35**						**668 867,35**		**668 867,35**	
21534	Réseaux d'électrification	6 149 400,86		7 119 385,20				13 268 786,06		13 268 786,06	
21538	Autres réseaux	13 283 896,69		9 656 315,28		540 716,22		23 480 928,19		23 480 928,19	
2153	**Sous Total compte 2153**	**19 433 297,55**		**16 775 700,48**		**540 716,22**		**36 749 714,25**		**36 749 714,25**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	1 305,42						1 305,42		1 305,42	
2156	**Sous Total compte 2156**	**1 305,42**						**1 305,42**		**1 305,42**	
2158	Autres installations, matériel et outill	540 668,49		588 458,50				1 129 126,99		1 129 126,99	
215	**Sous Total compte 215**	**19 975 271,46**		**17 364 158,98**		**540 716,22**		**37 880 146,66**		**37 880 146,66**	
21828	Autres matériels de transport	107 376,18						107 376,18		107 376,18	
2182	**Sous Total compte 2182**	**107 376,18**						**107 376,18**		**107 376,18**	
21838	Autre matériel informatique	105 447,41				16 516,67		121 964,08		121 964,08	
2183	**Sous Total compte 2183**	**105 447,41**				**16 516,67**		**121 964,08**		**121 964,08**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	37 996,82				128,23		38 125,05		38 125,05	
2184	**Sous Total compte 2184**	**37 996,82**				**128,23**		**38 125,05**		**38 125,05**	
2185	Matériel de téléphonie	2 287,92						2 287,92		2 287,92	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	59 337,90						59 337,90		59 337,90	
218	**Sous Total compte 218**	**312 446,23**				**16 644,90**		**329 091,13**		**329 091,13**	
21	**Sous Total compte 21**	**20 956 651,12**		**17 364 158,98**		**557 361,12**		**38 878 171,22**		**38 878 171,22**	
2315	Installations, matériel et outillage tec	9 262 902,14			17 364 158,98	10 262 492,71		19 525 394,85	17 364 158,98	2 161 235,87	
231	**Sous Total compte 231**	**9 262 902,14**			**17 364 158,98**	**10 262 492,71**		**19 525 394,85**	**17 364 158,98**	**2 161 235,87**	
23	**Sous Total compte 23**	**9 262 902,14**			**17 364 158,98**	**10 262 492,71**		**19 525 394,85**	**17 364 158,98**	**2 161 235,87**	
2411	Réseaux	41 214 363,28						41 214 363,28		41 214 363,28	
241	**Sous Total compte 241**	**41 214 363,28**						**41 214 363,28**		**41 214 363,28**	
2491	Mises en concession ou en affermage		1 779 678,82						1 779 678,82		1 779 678,82
249	**Sous Total compte 249**		**1 779 678,82**						**1 779 678,82**		**1 779 678,82**
24	**Sous Total compte 24**	**41 214 363,28**	**1 779 678,82**					**41 214 363,28**	**1 779 678,82**	**39 434 684,46**	
261	Titres de participation					70 750,00		70 750,00		70 750,00	
26	**Sous Total compte 26**					**70 750,00**		**70 750,00**		**70 750,00**	
275	Dépôts et cautionnements versés	540,00						540,00		540,00	
27	**Sous Total compte 27**	**540,00**						**540,00**		**540,00**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		89 863,20						89 863,20		89 863,20
28031	Frais d'études		1 650,00	1 800,00			8 132,00	1 800,00	9 782,00		7 982,00
28033	Frais d'insertion		720,00	864,00			1 773,00	864,00	2 493,00		1 629,00
2803	**Sous Total compte 2803**		**2 370,00**	**2 664,00**			**9 905,00**	**2 664,00**	**12 275,00**		**9 611,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041412	Bâtiments et installations		467 098,00				91 316,94		558 414,94		558 414,94
2804141	**Sous Total compte 2804141**		**467 098,00**				**91 316,94**		**558 414,94**		**558 414,94**
28041482	Bâtiments et installations		11 167,00				930,80		12 097,80		12 097,80
2804148	**Sous Total compte 2804148**		**11 167,00**				**930,80**		**12 097,80**		**12 097,80**
280414	**Sous Total compte 280414**		**478 265,00**				**92 247,74**		**570 512,74**		**570 512,74**
28041582	Bâtiments et installations		915 388,00				185 076,00		1 100 464,00		1 100 464,00
2804158	**Sous Total compte 2804158**		**915 388,00**				**185 076,00**		**1 100 464,00**		**1 100 464,00**
280415	**Sous Total compte 280415**		**915 388,00**				**185 076,00**		**1 100 464,00**		**1 100 464,00**
28041	**Sous Total compte 28041**		**1 393 653,00**				**277 323,74**		**1 670 976,74**		**1 670 976,74**
2804	**Sous Total compte 2804**		**1 393 653,00**				**277 323,74**		**1 670 976,74**		**1 670 976,74**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e		129 162,96				29 841,29		159 004,25		159 004,25
280	**Sous Total compte 280**		**1 615 049,16**	**2 664,00**			**317 070,03**	**2 664,00**	**1 932 119,19**		**1 929 455,19**
281318	Autres bâtiments publics		194 929,00				22 251,00		217 180,00		217 180,00
28131	**Sous Total compte 28131**		**194 929,00**				**22 251,00**		**217 180,00**		**217 180,00**
2813	**Sous Total compte 2813**		**194 929,00**				**22 251,00**		**217 180,00**		**217 180,00**
281534	Réseaux d'électrification		159 958,50				159 952,00		319 910,50		319 910,50
281538	Autres réseaux		2 697 592,46				1 128 267,00		3 825 859,46		3 825 859,46
28153	**Sous Total compte 28153**		**2 857 550,96**				**1 288 219,00**		**4 145 769,96**		**4 145 769,96**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		957,00				87,00		1 044,00		1 044,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28156	**Sous Total compte 28156**		**957,00**				**87,00**		**1 044,00**		**1 044,00**
28158	Autres installations, matériel et outill		84 113,75				53 636,00		137 749,75		137 749,75
2815	**Sous Total compte 2815**		**2 942 621,71**				**1 341 942,00**		**4 284 563,71**		**4 284 563,71**
281828	Autres matériels de transport		82 070,49				12 779,96		94 850,45		94 850,45
28182	**Sous Total compte 28182**		**82 070,49**				**12 779,96**		**94 850,45**		**94 850,45**
281838	Autre matériel informatique		72 867,85				14 940,89		87 808,74		87 808,74
28183	**Sous Total compte 28183**		**72 867,85**				**14 940,89**		**87 808,74**		**87 808,74**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		37 696,91				417,45		38 114,36		38 114,36
28184	**Sous Total compte 28184**		**37 696,91**				**417,45**		**38 114,36**		**38 114,36**
28185	Matériel de téléphonie		323,00				1 964,92		2 287,92		2 287,92
28188	Autres		47 233,64				2 153,18		49 386,82		49 386,82
2818	**Sous Total compte 2818**		**240 191,89**				**32 256,40**		**272 448,29**		**272 448,29**
281	**Sous Total compte 281**		**3 377 742,60**				**1 396 449,40**		**4 774 192,00**		**4 774 192,00**
28	**Sous Total compte 28**		**4 992 791,76**	**2 664,00**			**1 713 519,43**	**2 664,00**	**6 706 311,19**		**6 703 647,19**
	Total classe 2	**75 563 953,09**	**6 772 470,58**	**17 366 822,98**	**17 366 822,98**	**11 099 126,58**	**1 713 519,43**	**104 029 902,65**	**25 852 812,99**	**86 660 415,67**	**8 483 326,01**
4011	Fournisseurs		1 900,27	1 828 966,82	1 827 695,71			1 828 966,82	1 829 595,98		629,16
401	**Sous Total compte 401**		**1 900,27**	**1 828 966,82**	**1 827 695,71**			**1 828 966,82**	**1 829 595,98**		**629,16**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		220 080,80	13 657 795,14	13 437 714,34			13 657 795,14	13 657 795,14		0,00
404	**Sous Total compte 404**		**220 080,80**	**13 657 795,14**	**13 437 714,34**			**13 657 795,14**	**13 657 795,14**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
408	Fournisseurs - Factures non parvenues				730 602,00				730 602,00		730 602,00
40	**Sous Total compte 40**		**221 981,07**	**15 486 761,96**	**15 996 012,05**			**15 486 761,96**	**16 217 993,12**		**731 231,16**
411	Redevables	13 772,64		571 585,34	571 359,98			585 357,98	571 359,98	13 998,00	
4161	Créances douteuses	2 033,04		9 727,78	8 566,42			11 760,82	8 566,42	3 194,40	
416	**Sous Total compte 416**	**2 033,04**		**9 727,78**	**8 566,42**			**11 760,82**	**8 566,42**	**3 194,40**	
41	**Sous Total compte 41**	**15 805,68**		**581 313,12**	**579 926,40**			**597 118,80**	**579 926,40**	**17 192,40**	
421	Personnel - Rémunérations dues			515 481,82	515 481,82			515 481,82	515 481,82		0,00
429	Déficits et débets des comptables et rég			3 310,87	3 310,87			3 310,87	3 310,87		0,00
42	**Sous Total compte 42**			**518 792,69**	**518 792,69**			**518 792,69**	**518 792,69**		**0,00**
431	Sécurité sociale			161 367,83	161 367,83			161 367,83	161 367,83		0,00
437	Autres organismes sociaux		2 284,34	289 759,11	287 691,79			289 759,11	289 976,13		217,02
43	**Sous Total compte 43**		**2 284,34**	**451 126,94**	**449 059,62**			**451 126,94**	**451 343,96**		**217,02**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	144 808,58		3 016 087,77	2 540 976,48			3 160 896,35	2 540 976,48	619 919,87	
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	36 573,60		201 566,75	172 139,84			238 140,35	172 139,84	66 000,51	
441	**Sous Total compte 441**	**181 382,18**		**3 217 654,52**	**2 713 116,32**			**3 399 036,70**	**2 713 116,32**	**685 920,38**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			33 797,45	33 797,45			33 797,45	33 797,45		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**33 797,45**	**33 797,45**			**33 797,45**	**33 797,45**		**0,00**
44311	Dépenses		176 997,00	183 041,00	6 044,00			183 041,00	183 041,00		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**		**176 997,00**	**183 041,00**	**6 044,00**			**183 041,00**	**183 041,00**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44341	Dépenses		552 653,80	1 521 043,36	968 389,56			1 521 043,36	1 521 043,36		0,00
44342	Recettes - Amiable			292 406,60	292 406,60			292 406,60	292 406,60		0,00
44346	Recettes - Contentieux			52 205,80	52 205,80			52 205,80	52 205,80		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**		**552 653,80**	**1 865 655,76**	**1 313 001,96**			**1 865 655,76**	**1 865 655,76**		**0,00**
44351	Dépenses			1 088 509,00	1 088 509,00			1 088 509,00	1 088 509,00		0,00
44352	Recettes - Amiable			53 415,77	53 415,77			53 415,77	53 415,77		0,00
44356	Recettes - Contentieux			11 178,00	11 178,00			11 178,00	11 178,00		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**			**1 153 102,77**	**1 153 102,77**			**1 153 102,77**	**1 153 102,77**		**0,00**
44361	Dépenses			300,00	300,00			300,00	300,00		0,00
4436	**Sous Total compte 4436**			**300,00**	**300,00**			**300,00**	**300,00**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**		**729 650,80**	**3 202 099,53**	**2 472 448,73**			**3 202 099,53**	**3 202 099,53**		**0,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations			744 350,24	744 350,24			744 350,24	744 350,24		0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services		10,09	30 383,91	30 408,58			30 383,91	30 418,67		34,76
44567	Crédit de T.V.A. à reporter			733 882,00	733 882,00			733 882,00	733 882,00		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**		**10,09**	**1 508 616,15**	**1 508 640,82**			**1 508 616,15**	**1 508 650,91**		**34,76**
44571	T.V.A. collectée			40 809,66	40 809,66			40 809,66	40 809,66		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**40 809,66**	**40 809,66**			**40 809,66**	**40 809,66**		**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	84 433,00		733 882,00	553 153,00			818 315,00	553 153,00	265 162,00	
4458	**Sous Total compte 4458**	**84 433,00**		**733 882,00**	**553 153,00**			**818 315,00**	**553 153,00**	**265 162,00**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
445	**Sous Total compte 445**	**84 433,00**	**10,09**	**2 283 307,81**	**2 102 603,48**			**2 367 740,81**	**2 102 613,57**	**265 127,24**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim			2 663,34	2 663,34			2 663,34	2 663,34		0,00
4486	Autres charges à payer		730 602,00	730 602,00				730 602,00	730 602,00		0,00
448	**Sous Total compte 448**		**730 602,00**	**730 602,00**				**730 602,00**	**730 602,00**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**	**265 815,18**	**1 460 262,89**	**9 470 124,65**	**7 324 629,32**			**9 735 939,83**	**8 784 892,21**	**951 047,62**	
4581102	Dépenses (à subdiviser par mandat)					79 240,80		79 240,80		79 240,80	
4581103	Dépenses (à subdiviser par mandat)					17 077,50		17 077,50		17 077,50	
4581104	Dépenses (à subdiviser par mandat)					3 258,00		3 258,00		3 258,00	
4581107	Dépenses (à subdiviser par mandat)					71 619,29		71 619,29		71 619,29	
4581108	Dépenses (à subdiviser par mandat)					28 070,86		28 070,86		28 070,86	
4581401	Dépenses (à subdiviser par mandat)	90 705,00						90 705,00		90 705,00	
4581501	Dépenses (à subdiviser par mandat)	173 340,60						173 340,60		173 340,60	
4581502	Dépenses (à subdiviser par mandat)	196 089,59				27 417,01		223 506,60		223 506,60	
4581503	Dépenses (à subdiviser par mandat)	402 657,23				385 087,96		787 745,19		787 745,19	
458152	Dépenses (à subdiviser par mandat)	28 848,00						28 848,00		28 848,00	
4581601	Dépenses (à subdiviser par mandat)	67 505,69						67 505,69		67 505,69	
458166	Dépenses (à subdiviser par mandat)	35 406,54						35 406,54		35 406,54	
458169	Dépenses (à subdiviser par mandat)	23 348,48						23 348,48		23 348,48	
4581701	Dépenses (à subdiviser par mandat)					1 410,00		1 410,00		1 410,00	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458177	Dépenses (à subdiviser par mandat)	457 727,97				77 481,88		535 209,85		535 209,85	
458187	Dépenses (à subdiviser par mandat)	56 695,20						56 695,20		56 695,20	
458188	Dépenses (à subdiviser par mandat)					496 653,00		496 653,00		496 653,00	
458189	Dépenses (à subdiviser par mandat)	3 485,00				1 000,00		4 485,00		4 485,00	
458191	Dépenses (à subdiviser par mandat)					218 112,13		218 112,13		218 112,13	
458193	Dépenses (à subdiviser par mandat)					268 222,01		268 222,01		268 222,01	
458198	Dépenses (à subdiviser par mandat)	103 479,37				53 640,00	21 707,17	157 119,37	21 707,17	135 412,20	
4581	**Sous Total compte 4581**	**1 639 288,67**				**1 728 290,44**	**21 707,17**	**3 367 579,11**	**21 707,17**	**3 345 871,94**	
4582102	Recettes (à subdiviser par mandat)						79 240,80		79 240,80		79 240,80
4582103	Recettes (à subdiviser par mandat)						3 805,50		3 805,50		3 805,50
4582104	Recettes (à subdiviser par mandat)						3 258,00		3 258,00		3 258,00
4582107	Recettes (à subdiviser par mandat)						71 619,29		71 619,29		71 619,29
4582108	Recettes (à subdiviser par mandat)						28 070,86		28 070,86		28 070,86
4582401	Recettes (à subdiviser par mandat)		18 896,92						18 896,92		18 896,92
4582501	Recettes (à subdiviser par mandat)		36 112,69						36 112,69		36 112,69
4582502	Recettes (à subdiviser par mandat)		223 506,60						223 506,60		223 506,60
4582503	Recettes (à subdiviser par mandat)		787 745,19						787 745,19		787 745,19

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE
S²LO
Soldes

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total			
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458252	Recettes (à subdiviser par mandat)		792,00						792,00		792,00
4582601	Recettes (à subdiviser par mandat)		30 110,12						30 110,12		30 110,12

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458266	Recettes (à subdiviser par mandat)		30 889,74						30 889,74		30 889,74
458269	Recettes (à subdiviser par mandat)		19 731,88						19 731,88		19 731,88
4582701	Recettes (à subdiviser par mandat)						1 410,00		1 410,00		1 410,00
458277	Recettes (à subdiviser par mandat)		535 209,85				60 204,00		595 413,85		595 413,85
458287	Recettes (à subdiviser par mandat)		36 176,28						36 176,28		36 176,28
458288	Recettes (à subdiviser par mandat)						496 653,00		496 653,00		496 653,00
458289	Recettes (à subdiviser par mandat)		4 485,00						4 485,00		4 485,00
458291	Recettes (à subdiviser par mandat)						218 112,13		218 112,13		218 112,13
458293	Recettes (à subdiviser par mandat)						268 222,01		268 222,01		268 222,01
458298	Recettes (à subdiviser par mandat)		23 319,20				99 627,00		122 946,20		122 946,20
4582	**Sous Total compte 4582**		**1 746 975,47**				**1 330 222,59**		**3 077 198,06**		**3 077 198,06**
458	**Sous Total compte 458**	**1 639 288,67**	**1 746 975,47**			**1 728 290,44**	**1 351 929,76**	**3 367 579,11**	**3 098 905,23**	**268 673,88**	
45	**Sous Total compte 45**	**1 639 288,67**	**1 746 975,47**			**1 728 290,44**	**1 351 929,76**	**3 367 579,11**	**3 098 905,23**	**268 673,88**	
466	Excédents de versement			58 508,17	58 508,17			58 508,17	58 508,17		0,00
46711	Autres comptes créditeurs		1 587,19	1 562 095,38	1 560 784,99			1 562 095,38	1 562 372,18		276,80
4671	**Sous Total compte 4671**		**1 587,19**	**1 562 095,38**	**1 560 784,99**			**1 562 095,38**	**1 562 372,18**		**276,80**
46721	Débiteurs divers - Amiable	3 457,49		1 511 928,08	1 400 837,48			1 515 385,57	1 400 837,48	114 548,09	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	943,36		222 809,52	219 269,52			223 752,88	219 269,52	4 483,36	
4672	**Sous Total compte 4672**	**4 400,85**		**1 734 737,60**	**1 620 107,00**			**1 739 138,45**	**1 620 107,00**	**119 031,45**	

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467	**Sous Total compte 467**	**4 400,85**	**1 587,19**	**3 296 832,98**	**3 180 891,99**			**3 301 233,83**	**3 182 479,18**	**118 754,65**	
46	**Sous Total compte 46**	**4 400,85**	**1 587,19**	**3 355 341,15**	**3 239 400,16**			**3 359 742,00**	**3 240 987,35**	**118 754,65**	
47131	Versements sur contributions directes			6 116 885,00	6 116 885,00			6 116 885,00	6 116 885,00		0,00
47133	Fonds d'emprunt			5 628 936,00	5 628 936,00			5 628 936,00	5 628 936,00		0,00
47138	Autres			2 656 371,13	2 656 371,13			2 656 371,13	2 656 371,13		0,00
4713	**Sous Total compte 4713**			**14 402 192,13**	**14 402 192,13**			**14 402 192,13**	**14 402 192,13**		**0,00**
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		50 268,92	62 507,17	12 551,13			62 507,17	62 820,05		312,88
47141	**Sous Total compte 47141**		**50 268,92**	**62 507,17**	**12 551,13**			**62 507,17**	**62 820,05**		**312,88**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			121,00	121,00			121,00	121,00		0,00
4714	**Sous Total compte 4714**		**50 268,92**	**62 628,17**	**12 672,13**			**62 628,17**	**62 941,05**		**312,88**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra		2 524,41	72 189,00	69 664,59			72 189,00	72 189,00		0,00
4717	**Sous Total compte 4717**		**2 524,41**	**72 189,00**	**69 664,59**			**72 189,00**	**72 189,00**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser			160,32	678,32			160,32	678,32		518,00
471	**Sous Total compte 471**		**52 793,33**	**14 537 169,62**	**14 485 207,17**			**14 537 169,62**	**14 538 000,50**		**830,88**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			418 900,05	418 900,05			418 900,05	418 900,05		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**418 900,05**	**418 900,05**			**418 900,05**	**418 900,05**		**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser			89 323,09	89 323,09			89 323,09	89 323,09		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**508 223,14**	**508 223,14**			**508 223,14**	**508 223,14**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		1,25	1,28	1,07			1,28	2,32		1,04

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
478	**Sous Total compte 478**		**1,25**	**1,28**	**1,07**			**1,28**	**2,32**		**1,04**
47	**Sous Total compte 47**		**52 794,58**	**15 045 394,04**	**14 993 431,38**			**15 045 394,04**	**15 046 225,96**		**831,92**
	Total classe 4	**1 925 310,38**	**3 485 885,54**	**44 908 854,55**	**43 101 251,62**	**1 728 290,44**	**1 351 929,76**	**48 562 455,37**	**47 939 066,92**	**4 433 178,17**	**3 809 789,72**
515	Compte au Trésor	4 739 365,05		19 406 542,68	21 280 852,57			24 145 907,73	21 280 852,57	2 865 055,16	
51	**Sous Total compte 51**	**4 739 365,05**		**19 406 542,68**	**21 280 852,57**			**24 145 907,73**	**21 280 852,57**	**2 865 055,16**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			2 183 356,82	2 183 356,82			2 183 356,82	2 183 356,82		0,00
584	Encaissement par lecture optique			312,88	312,88			312,88	312,88		0,00
588	Autres virements internes			69 462,00	69 462,00			69 462,00	69 462,00		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**2 253 131,70**	**2 253 131,70**			**2 253 131,70**	**2 253 131,70**		**0,00**
	Total classe 5	**4 739 365,05**		**21 659 674,38**	**23 533 984,27**			**26 399 039,43**	**23 533 984,27**	**2 865 055,16**	
60611	Eau et assainissement					287,63		287,63		287,63	
60612	Énergie - Électricité					123 844,11	350,94	123 844,11	350,94	123 493,17	
60613	Chauffage urbain					5 408,28		5 408,28		5 408,28	
6061	**Sous Total compte 6061**					**129 540,02**	**350,94**	**129 540,02**	**350,94**	**129 189,08**	
60622	Carburants					5 121,75		5 121,75		5 121,75	
6062	**Sous Total compte 6062**					**5 121,75**		**5 121,75**		**5 121,75**	
60631	Fournitures d'entretien					746,41		746,41		746,41	
60632	Fournitures de petit équipement					2 738,65		2 738,65		2 738,65	
6063	**Sous Total compte 6063**					**3 485,06**		**3 485,06**		**3 485,06**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	**Libellé de compte**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**
6064	Fournitures administratives					2 387,34		2 387,34		2 387,34	
6068	Autres matières et fournitures.					44,99		44,99		44,99	
606	**Sous Total compte 606**					**140 579,16**	**350,94**	**140 579,16**	**350,94**	**140 228,22**	
60	**Sous Total compte 60**					**140 579,16**	**350,94**	**140 579,16**	**350,94**	**140 228,22**	
61358	Autres					2 708,21		2 708,21		2 708,21	
6135	**Sous Total compte 6135**					**2 708,21**		**2 708,21**		**2 708,21**	
613	**Sous Total compte 613**					**2 708,21**		**2 708,21**		**2 708,21**	
615221	Bâtiments publics					4 116,19		4 116,19		4 116,19	
61522	**Sous Total compte 61522**					**4 116,19**		**4 116,19**		**4 116,19**	
615232	Réseaux					406 519,05		406 519,05		406 519,05	
61523	**Sous Total compte 61523**					**406 519,05**		**406 519,05**		**406 519,05**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**410 635,24**		**410 635,24**		**410 635,24**	
61551	Matériel roulant					7 233,88		7 233,88		7 233,88	
6155	**Sous Total compte 6155**					**7 233,88**		**7 233,88**		**7 233,88**	
6156	Maintenance					26 019,13		26 019,13		26 019,13	
615	**Sous Total compte 615**					**443 888,25**		**443 888,25**		**443 888,25**	
6161	Multirisques					32 528,12		32 528,12		32 528,12	
616	**Sous Total compte 616**					**32 528,12**		**32 528,12**		**32 528,12**	
6182	Documentation générale et technique					238,80		238,80		238,80	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6184	Versements à des organismes de formation					7 392,24		7 392,24		7 392,24	
6188	Autres frais divers					106 221,45		106 221,45		106 221,45	
618	**Sous Total compte 618**					**113 852,49**		**113 852,49**		**113 852,49**	
61	**Sous Total compte 61**					**592 977,07**		**592 977,07**		**592 977,07**	
6218	Autre personnel extérieur					3 020,00		3 020,00		3 020,00	
621	**Sous Total compte 621**					**3 020,00**		**3 020,00**		**3 020,00**	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					4 716,00	4 716,00	4 716,00	4 716,00		0,00
62268	Autres honoraires, conseils...					11 556,00		11 556,00		11 556,00	
6226	**Sous Total compte 6226**					**16 272,00**	**4 716,00**	**16 272,00**	**4 716,00**	**11 556,00**	
6228	Divers					1 987,50		1 987,50		1 987,50	
622	**Sous Total compte 622**					**18 259,50**	**4 716,00**	**18 259,50**	**4 716,00**	**13 543,50**	
6232	Fêtes et cérémonies					4 864,51		4 864,51		4 864,51	
6234	Réceptions					6 726,48		6 726,48		6 726,48	
6236	Catalogues et imprimés					1 644,00		1 644,00		1 644,00	
6238	Divers					1 384,48		1 384,48		1 384,48	
623	**Sous Total compte 623**					**14 619,47**		**14 619,47**		**14 619,47**	
6251	Voyages, déplacements et missions					11 163,90	52,86	11 163,90	52,86	11 111,04	
625	**Sous Total compte 625**					**11 163,90**	**52,86**	**11 163,90**	**52,86**	**11 111,04**	
6261	Frais d'affranchissement					663,26		663,26		663,26	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	**Libellé de compte**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**
6262	Frais de télécommunications					9 667,29	43,56	9 667,29	43,56	9 623,73	
626	**Sous Total compte 626**					**10 330,55**	**43,56**	**10 330,55**	**43,56**	**10 286,99**	
627	Services bancaires et assimilés.					5 000,00		5 000,00		5 000,00	
6281	Concours divers (cotisations...)					16 676,47		16 676,47		16 676,47	
6284	Redevance pour services rendus					2 046,00		2 046,00		2 046,00	
628	**Sous Total compte 628**					**18 722,47**		**18 722,47**		**18 722,47**	
62	**Sous Total compte 62**					**81 115,89**	**4 812,42**	**81 115,89**	**4 812,42**	**76 303,47**	
6331	Versement mobilité					4 576,83		4 576,83		4 576,83	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					399,00		399,00		399,00	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					7 990,80		7 990,80		7 990,80	
633	**Sous Total compte 633**					**12 966,63**		**12 966,63**		**12 966,63**	
6378	Autres impôts, taxes et versements assim					633,92		633,92		633,92	
637	**Sous Total compte 637**					**633,92**		**633,92**		**633,92**	
63	**Sous Total compte 63**					**13 600,55**		**13 600,55**		**13 600,55**	
64111	Rémunération principale					380 787,99		380 787,99		380 787,99	
64112	Supplément familial de traitement et ind					2 403,09		2 403,09		2 403,09	
64113	NBI					9 060,54		9 060,54		9 060,54	
64118	Autres indemnités.					252 009,25		252 009,25		252 009,25	
6411	**Sous Total compte 6411**					**644 260,87**		**644 260,87**		**644 260,87**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64131	Rémunérations					9 849,05	358,32	9 849,05	358,32	9 490,73	
64132	Supplément familial de traitement et ind					1,90		1,90		1,90	
64138	Primes et autres indemnités					1 241,58		1 241,58		1 241,58	
6413	**Sous Total compte 6413**					**11 092,53**	**358,32**	**11 092,53**	**358,32**	**10 734,21**	
6417	Rémunérations des apprentis					25 896,75		25 896,75		25 896,75	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						253 214,02		253 214,02		253 214,02
641	**Sous Total compte 641**					**681 250,15**	**253 572,34**	**681 250,15**	**253 572,34**	**427 677,81**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					62 489,00		62 489,00		62 489,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					140 196,29		140 196,29		140 196,29	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					265,00		265,00		265,00	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					54 721,70		54 721,70		54 721,70	
6456	Versement au F.N.C du supplément familia					3 966,00		3 966,00		3 966,00	
645	**Sous Total compte 645**					**261 637,99**		**261 637,99**		**261 637,99**	
6478	Autres charges sociales diverses					32 312,57		32 312,57		32 312,57	
6479	Remboursements sur autres charges social						15 658,50		15 658,50		15 658,50
647	**Sous Total compte 647**					**32 312,57**	**15 658,50**	**32 312,57**	**15 658,50**	**16 654,07**	
64	**Sous Total compte 64**					**975 200,71**	**269 230,84**	**975 200,71**	**269 230,84**	**705 969,87**	
65311	Indemnités de fonction					93 725,88		93 725,88		93 725,88	
65313	Cotisations de retraite					4 840,04		4 840,04		4 840,04	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					14 196,00		14 196,00		14 196,00	
65315	Formation					1 675,80	151,00	1 675,80	151,00	1 524,80	
6531	**Sous Total compte 6531**					**114 437,72**	**151,00**	**114 437,72**	**151,00**	**114 286,72**	
653	**Sous Total compte 653**					**114 437,72**	**151,00**	**114 437,72**	**151,00**	**114 286,72**	
65888	Autres					16 215,22		16 215,22		16 215,22	
6588	**Sous Total compte 6588**					**16 215,22**		**16 215,22**		**16 215,22**	
658	**Sous Total compte 658**					**16 215,22**		**16 215,22**		**16 215,22**	
65	**Sous Total compte 65**					**130 652,94**	**151,00**	**130 652,94**	**151,00**	**130 501,94**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					221 294,16		221 294,16		221 294,16	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					31 408,50	12 419,39	31 408,50	12 419,39	18 989,11	
6611	**Sous Total compte 6611**					**252 702,66**	**12 419,39**	**252 702,66**	**12 419,39**	**240 283,27**	
661	**Sous Total compte 661**					**252 702,66**	**12 419,39**	**252 702,66**	**12 419,39**	**240 283,27**	
66	**Sous Total compte 66**					**252 702,66**	**12 419,39**	**252 702,66**	**12 419,39**	**240 283,27**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					3 999,00		3 999,00		3 999,00	
67	**Sous Total compte 67**					**3 999,00**		**3 999,00**		**3 999,00**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 713 519,43		1 713 519,43		1 713 519,43	
681	**Sous Total compte 681**					**1 713 519,43**		**1 713 519,43**		**1 713 519,43**	
68	**Sous Total compte 68**					**1 713 519,43**		**1 713 519,43**		**1 713 519,43**	
	Total classe 6					**3 904 347,41**	**286 964,59**	**3 904 347,41**	**286 964,59**	**3 886 255,34**	**268 872,52**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70388	Autres redevances et recettes diverses					14 190,58	237 716,84	14 190,58	237 716,84		223 526,26
7038	**Sous Total compte 7038**					**14 190,58**	**237 716,84**	**14 190,58**	**237 716,84**		**223 526,26**
703	**Sous Total compte 703**					**14 190,58**	**237 716,84**	**14 190,58**	**237 716,84**		**223 526,26**
70878	par des tiers						22 319,62		22 319,62		22 319,62
7087	**Sous Total compte 7087**						**22 319,62**		**22 319,62**		**22 319,62**
708	**Sous Total compte 708**						**22 319,62**		**22 319,62**		**22 319,62**
70	**Sous Total compte 70**					**14 190,58**	**260 036,46**	**14 190,58**	**260 036,46**		**245 845,88**
73111	Impôts directs locaux						2 975 070,00		2 975 070,00		2 975 070,00
73118	Autres contributions directes						4 858,00		4 858,00		4 858,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**2 979 928,00**		**2 979 928,00**		**2 979 928,00**
73141	Accise sur lélectricité						3 136 232,62		3 136 232,62		3 136 232,62
7314	**Sous Total compte 7314**						**3 136 232,62**		**3 136 232,62**		**3 136 232,62**
7318	Autres						2 097,00		2 097,00		2 097,00
731	**Sous Total compte 731**						**6 118 257,62**		**6 118 257,62**		**6 118 257,62**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen					3 646 539,40	730 602,00	3 646 539,40	730 602,00	2 915 937,40	
739	**Sous Total compte 739**					**3 646 539,40**	**730 602,00**	**3 646 539,40**	**730 602,00**	**2 915 937,40**	
73	**Sous Total compte 73**					**3 646 539,40**	**6 848 859,62**	**3 646 539,40**	**6 848 859,62**		**3 202 320,22**
744	FCTVA						71 397,27		71 397,27		71 397,27
74741	Communes membres du GFP						283 906,60		283 906,60		283 906,60

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74748	Autres communes						8 500,00		8 500,00		8 500,00
7474	**Sous Total compte 7474**						**292 406,60**		**292 406,60**		**292 406,60**
74751	GFP de rattachement						31 708,60		31 708,60		31 708,60
7475	**Sous Total compte 7475**						**31 708,60**		**31 708,60**		**31 708,60**
747888	Autres						1 500,00		1 500,00		1 500,00
74788	**Sous Total compte 74788**						**1 500,00**		**1 500,00**		**1 500,00**
7478	**Sous Total compte 7478**						**1 500,00**		**1 500,00**		**1 500,00**
747	**Sous Total compte 747**						**325 615,20**		**325 615,20**		**325 615,20**
74833	État - Compensation au titre des exonéra						54 386,00		54 386,00		54 386,00
7483	**Sous Total compte 7483**						**54 386,00**		**54 386,00**		**54 386,00**
748	**Sous Total compte 748**						**54 386,00**		**54 386,00**		**54 386,00**
74	**Sous Total compte 74**						**451 398,47**		**451 398,47**		**451 398,47**
75813	Redevances versées par les fermiers et c						259 091,00		259 091,00		259 091,00
7581	**Sous Total compte 7581**						**259 091,00**		**259 091,00**		**259 091,00**
75888	Autres						145 826,00		145 826,00		145 826,00
7588	**Sous Total compte 7588**						**145 826,00**		**145 826,00**		**145 826,00**
758	**Sous Total compte 758**						**404 917,00**		**404 917,00**		**404 917,00**
75	**Sous Total compte 75**						**404 917,00**		**404 917,00**		**404 917,00**
777	Recettes et quote-part des subventions d						469 837,39		469 837,39		469 837,39

ETAT : III-1
059418

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77						469 837,39		469 837,39		469 837,39
	Total classe 7					3 660 729,98	8 435 048,94	3 660 729,98	8 435 048,94	2 915 937,40	7 690 256,36
	Total général	83 859 101,31	83 859 101,31	86 150 631,64	85 420 075,83	22 630 179,77	23 360 735,58	192 639 912,72	192 639 912,72	102 861 151,92	102 861 151,92

SGC HAZEBROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2025

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE

Exercice 2025

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT Balance d'entrée	DEBIT Année en cours	DEBIT TOTAL	CREDIT Balance d'entrée	CREDIT Année en cours	CREDIT TOTAL	SOLDES Débiteurs	SOLDES Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF

Page des signatures

26000 - TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE Exercice 2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

AMRAOUI Wassila (1038509219-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DRFiP DE NORD-PAS-DE-CALAIS ...**, le **02/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **TERRITOIRE ENERGIE FLANDRE** pendant l'année **2025** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

PAWLAK Christophe (1003631383-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **HAZEBROUCK**, le **03/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **24/06/2026** par l'organe délibérant.

CLEENEWERCK JEAN-LUC (jcleenewerck1-xt), Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre A **HAZEBROUCK**, le **25/06/2026**

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D13**
Objet :	**COMPTE DE GESTION 2025**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Documents budgétaires et financiers
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D13-BF
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20260624-24062026_D13-BF-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
Annexe (Délibération) Nom original : DELIB TE FLANDRE 24062026_D13 COMPTE DE GESTION 2025 SIGNEE.pdf Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D13-BF-1-1_1.pdf	application/pdf	605.4 Ko
Document principal (Document budgétaire) Nom original : COMPTE DE GESTION 2025 SIGNE.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D13-BF-1-1_2.pdf	application/pdf	298.7 Ko
Annexe (Délibération) Nom original : EMARGEMENTS CS 24 06 2026.pdf Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D13-BF-1-1_3.pdf	application/pdf	9.7 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	1 juillet 2026 à 15h02min12s	Dépôt initial

En attente de transmission	1 juillet 2026 à 15h05min02s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	1 juillet 2026 à 15h07min09s	Transmis au MI
Acquittement reçu	1 juillet 2026 à 15h07min22s	Reçu par le MI le 2026-07-01

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
DELIBERATION N°24062026/D14
FINANCES PUBLIQUES : Compte Administratif 2025

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 141

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DELIBERATION N°24062026/D14 - FINANCES PUBLIQUES : Compte Administratif 2025

Exposé et proposition - Rapport de M David CALCOEN - Vice-Président chargé des finances

En application de l'article L.2121-14 du CGCT, le Comité élit un président chargé de la présente délibération : Monsieur David Calcoen est élu président.
Monsieur Jean-Luc Cleenewerck, Président du TE Flandre, se retire au moment du vote (quitte la salle).

Vu la note de présentation en annexe,

Le Comité syndical est invité à prendre connaissance du Compte Administratif 2025, lequel peut se résumer ainsi

EXERCICE 2025

SECTION D' INVESTISSEMENT

	Résultat de l'année	**-426 380,33 €**
+	**Résultat antérieur**	**1 788 422,43 €**
=	**Résultat cumulé**	**1 362 042,10 €**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Résultat de l'année	**1 156 936,14 €**
+	**Résultat antérieur**	**1 485 634,87 €**
-	**Part affectée à l' investissement (c/ 1068)**	**816 251,88 €**
=	**Résultat cumulé**	**1 826 319,13 €**

BESOIN DE FINANCEMENT

	Résultat cumulé de la section d' investissement	**1 362 042,10 €**
+	**restes a réaliser en recettes**	**3 158 659,21 €**
-	**Dépenses engagées non mandatées**	**4 142 375,74 €**
=	**Montant à prendre en compte pour l'affectation**	**378 325,57 €**
	BESOIN DE FINANCEMENT REEL (1068)	**0,00 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

L'Assemblée est invitée à :

- Approuver le compte administratif 2025,
- Constater les identités de valeur avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'Exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- Reconnaitre la sincérité des restes à réaliser,
- Arrêter les résultats tels qu'indiqués ci-dessus,

Adoption :

M. Jean-Luc CLeenewerck, Président du TE Flandre ne prend pas part au vote.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du Territoire d'Energie Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 29/06/2026 à 21:53:05 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 29/06/2026 à 13:15:35 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Syndicat intercommunal à vocation multiple : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20003689500015

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPALE D'HAZEBROUCK

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 24
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 25
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 26
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 27
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 29
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 33
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 41
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 42
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 45
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 46
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 47
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 50
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 53
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 56
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 57
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 60
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 62
A1.908 - Fonction 8 - Transports 65
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 69
A2.01 - Opérations non ventilables 71
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 72
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 81
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 82
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 83
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 86
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 89
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 92
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 93
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 94
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 97
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 99
A2.938 - Fonction 8 - Transports 102

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 106
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 107
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 112
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 114
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 115
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 117

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 118
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 119
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 120
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 121
B3.1 - Etat des provisions constituées 122
B3.2 - Etalement des provisions 124
B4 - Etat des charges transférées 125
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 126
B6 - Prêts 170
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 171
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 172
B7.3 - Etat des emprunts garantis 173
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 174
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 175
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 176
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 177
B7.8 - Autres engagements donnés 178
B7.9 - Autres engagements reçus 179
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers 180
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes 181
B9 - Etat du personnel 182
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 185
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 186
B11.2 - Liste des établissements publics créés 187
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 188
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées 189
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties 200
B13 - Opérations liées aux cessions 201
B14 - Etat des travaux en régie 202
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 204
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 205

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 206
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 208
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 209
C2.1 - Situation des AP 211
C2.2 - Situation des AE 212
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 213
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 220

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 227
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble 228
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement 232
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement 236
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 240
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 241
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine 243
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées 244
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties 245
D4 - Gestion des fonds européens 246
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 247
D6 - Actions de formation des élus 248
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 249
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement 250
D9 - Identification des flux croisés 251
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 252
D11 - Décisions en matière de taux 254
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 255
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 256
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 258
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 259
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 260

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0,00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0,00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	19,47 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	89,79 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	168,54 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	32,05 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET

B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	21 735 279,23	22 465 835,04	2 457 805,42	A1 3 188 361,23
Investissement	14 933 086,49	14 506 706,16	(2) 1 788 422,43	A2 1 362 042,10
Dont 1068		816 251,88		
Fonctionnement	6 802 192,74	7 959 128,88	(3) 669 382,99	A3 1 826 319,13

	RESTES A REALISER (4)			
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II 4 142 375,74	III + IV 3 158 659,21	B1	-983 716,53
Investissement	I 4 142 375,74	III 3 158 659,21	B2	-983 716,53
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL **A1 + B1**	2 204 644,70
Investissement **A2 + B2**	378 325,57
Fonctionnement **A3 + B3**	1 826 319,13

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	**4 142 375,74**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**153 854,83**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**69 263,84**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**3 080 673,58**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**838 583,49**
4581107	OMBRIERES	223 083,37
4581108	RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE	18 416,38
4581113	TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE	83 546,40
4581701	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL	22 502,64
458177	ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER	60 204,00
458192	RESEAUX CCFL	303 260,54
458193	TERRAINS SPORTS COMMUNES	100 556,16
458198	ACTEE + CHENE 1 A 6	27 014,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**3 158 659,21**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**2 389 868,72**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**768 790,49**
4582103	ETUDE RCU CCFL	13 272,00
4582107	OMBRIERES	223 083,37
4582108	RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE	18 416,38
4582113	TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE	83 546,40
4582701	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL	22 502,64
458292	RESEAUX CCFL	303 260,54
458293	TERRAINS SPORTS COMMUNES	100 556,16
458298	ACTEE + CHENE 1 A 6	4 153,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

II – PRESENTATION GENERALE

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET

II A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	6 802 192,74	G	7 959 128,88
	Section d'investissement	B	14 933 086,49	H	14 506 706,16
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	669 382,99 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 788 422,43 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	21 735 279,23	= G + H + I + J	24 923 640,46
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 142 375,74	L	3 158 659,21
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	4 142 375,74	= K + L	3 158 659,21
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	6 802 192,74	= G + I + K	8 628 511,87
	Section d'investissement	= B + D + F	19 075 462,23	= H + J + L	19 453 787,80
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	25 877 654,97	= G + H + I + J + K + L	28 082 299,67

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

II – PRESENTATION GENERALE

EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT

B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		3 958 213,20
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		5 628 936,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	74 470,59	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	134 052,16	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	557 361,12	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	10 262 492,71	0,00
Total des réalisations d'équipement		**11 028 376,58**	**9 587 149,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	858 359,19
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	179 496,70
16	Emprunts et dettes assimilées	1 635 832,08	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	70 750,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		**1 706 582,08**	**1 037 855,89**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	1 728 290,44	1 351 929,76
Total des réalisations réelles en investissement		I **14 463 249,10**	II **11 976 934,85**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*469 837,39*	*1 713 519,43*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***469 837,39***	*IV* ***1 713 519,43***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**14 933 086,49**	II + IV	**13 690 454,28**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**0,00**	VI	**1 788 422,43**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**816 251,88**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**14 933 086,49**	II + IV + VI + VII	**16 295 128,59**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		**1 362 042,10**		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

II – PRESENTATION GENERALE

EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT

II
B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		807 122,68	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		245 845,88
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		990 829,02	73 Impôts et taxes (sauf 731)		0,00
			731 Fiscalité locale		6 118 257,62
			74 Dotations et participations (1)		451 398,47
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		130 501,94	75 Autres produits de gestion courante (1)		404 917,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		2 915 937,40	013 Atténuations de charges (1)		268 872,52
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		4 844 391,04	Total recettes de gestion des services		7 489 291,49
66 Charges financières		240 283,27	76 Produits financiers		0,00
67 Charges spécifiques (1)		3 999,00	77 Produits spécifiques (1)		0,00
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**5 088 673,31**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**7 489 291,49**
OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*1 713 519,43*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*469 837,39*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***1 713 519,43***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***469 837,39***
TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**6 802 192,74**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**7 959 128,88**
RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	669 382,99
TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**6 802 192,74**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**8 628 511,87**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	1 826 319,13

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

II – PRESENTATION GENERALE
BALANCE GENERALE – DEPENSES

C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*469 837,39*	469 837,39
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 635 832,08	*0,00*	1 635 832,08
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		74 470,59	*0,00*	74 470,59
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		134 052,16	*0,00*	134 052,16
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		557 361,12	*0,00*	557 361,12
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		10 262 492,71	*0,00*	10 262 492,71
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		70 750,00	*0,00*	70 750,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		1 728 290,44	*0,00*	1 728 290,44
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**14 463 249,10**	***469 837,39***	**14 933 086,49**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	807 122,68		807 122,68
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	990 829,02		990 829,02
014	Atténuations de produits	2 915 937,40		2 915 937,40
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	130 501,94	*0,00*	130 501,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	240 283,27	*0,00*	240 283,27
67	Charges spécifiques (9)	3 999,00	*0,00*	3 999,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*1 713 519,43*	1 713 519,43
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**5 088 673,31**	***1 713 519,43***	**6 802 192,74**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

II – PRESENTATION GENERALE
BALANCE GENERALE – RECETTES

C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	858 359,19	*0,00*	858 359,19
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	4 137 709,90	*0,00*	4 137 709,90
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 628 936,00	*0,00*	5 628 936,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	0,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 713 519,43*	1 713 519,43
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 351 929,76	*0,00*	1 351 929,76
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**11 976 934,85**	***1 713 519,43***	**13 690 454,28**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**816 251,88**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**1 788 422,43**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	268 872,52		268 872,52
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	245 845,88		245 845,88
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	6 118 257,62		6 118 257,62
74	Dotations et participations (8)	451 398,47		451 398,47
75	Autres produits de gestion courante (8)	404 917,00	0,00	404 917,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*469 837,39*	469 837,39
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**7 489 291,49**	***469 837,39***	**7 959 128,88**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**669 382,99**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III
A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**22 824 886,50**	**14 933 086,49**	**4 142 375,74**	**3 749 424,27**	**0,00**	**14 933 086,49**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	171 200,00	74 470,59	0,00	96 729,41	0,00	74 470,59
204	Subventions d'équipement versées (7)	388 595,01	134 052,16	153 854,83	100 688,02	0,00	134 052,16
21	Immobilisations corporelles	1 084 890,60	557 361,12	69 263,84	458 265,64	0,00	557 361,12
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 116 543,14	10 262 492,71	3 080 673,58	773 376,85	0,00	10 262 492,71
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**15 761 228,75**	**11 028 376,58**	**3 303 792,25**	**1 429 059,92**	**0,00**	**11 028 376,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	192 400,00	0,00	0,00	192 400,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 636 500,00	1 635 832,08	0,00	667,92		1 635 832,08
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	99 000,00	70 750,00	0,00	28 250,00	0,00	70 750,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 928 900,00**	**1 706 582,08**	**0,00**	**222 317,92**	**0,00**	**1 706 582,08**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	4 184 757,75	1 728 290,44	838 583,49	1 617 883,82	0,00	1 728 290,44
Total des dépenses réelles		**21 874 886,50**	**14 463 249,10**	**4 142 375,74**	**3 269 261,66**	**0,00**	**14 463 249,10**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*950 000,00*	*469 837,39*		*480 162,61*		*469 837,39*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**950 000,00**	**469 837,39**		**480 162,61**		**469 837,39**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**22 824 886,50**	**14 933 086,49**	**4 142 375,74**	**3 749 424,27**	**0,00**	**14 933 086,49**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**21 036 464,07**	**14 506 706,16**	**3 158 659,21**	**3 371 098,70**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 852 614,83	3 958 213,20	2 241 020,63	-346 619,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 628 936,00	5 628 936,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 481 550,83**	**9 587 149,20**	**2 241 020,63**	**-346 619,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 674 611,88	1 674 611,07	0,00	0,81
138	Autres subventions invest. non transf.	348 606,21	179 496,70	148 848,09	20 261,42
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**2 028 218,09**	**1 854 107,77**	**148 848,09**	**25 262,23**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	3 899 329,16	1 351 929,76	768 790,49	1 778 608,91
Total des recettes réelles		**17 409 098,08**	**12 793 186,73**	**3 158 659,21**	**1 457 252,14**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*1 427 365,99*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*2 200 000,00*	*1 713 519,43*		*486 480,57*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***3 627 365,99***	***1 713 519,43***		***1 913 846,56***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***1 788 422,43***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**22 824 886,50**	**16 295 128,59**	**3 158 659,21**	**3 371 098,70**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**22 824 886,50**	**14 933 086,49**	**4 142 375,74**	**3 749 424,27**	**0,00**	**14 933 086,49**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	171 200,00	74 470,59	0,00	96 729,41	0,00	74 470,59
2031	Frais d'études	135 700,00	21 707,17	0,00	113 992,83	0,00	21 707,17
2033	Frais d'insertion	2 500,00	2 916,00	0,00	-416,00	0,00	2 916,00
2051	Concessions, droits similaires	33 000,00	49 847,42	0,00	-16 847,42	0,00	49 847,42
204	Subventions d'équipement versées (9)	388 595,01	134 052,16	153 854,83	100 688,02	0,00	134 052,16
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	238 595,01	76 042,16	153 854,83	8 698,02	0,00	76 042,16
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	150 000,00	58 010,00	0,00	91 990,00	0,00	58 010,00
21	Immobilisations corporelles	1 084 890,60	557 361,12	69 263,84	458 265,64	0,00	557 361,12
21318	Autres bâtiments publics	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	30 000,00	0,00	2 060,00	27 940,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	600 390,60	540 716,22	64 996,20	-5 321,82	0,00	540 716,22
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	285 000,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	25 000,00	16 516,67	0,00	8 483,33	0,00	16 516,67
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	5 000,00	128,23	0,00	4 871,77	0,00	128,23
2185	Matériel de téléphonie	1 000,00	0,00	2 207,64	-1 207,64	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	14 116 543,14	10 262 492,71	3 080 673,58	773 376,85	0,00	10 262 492,71
2315	Install., matériel et outill. technique	14 116 543,14	10 262 492,71	3 080 673,58	773 376,85	0,00	10 262 492,71
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**15 761 228,75**	**11 028 376,58**	**3 303 792,25**	**1 429 059,92**	**0,00**	**11 028 376,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	192 400,00	0,00	0,00	192 400,00		0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	31 400,00	0,00	0,00	31 400,00		0,00
1388	Autres fonds non transférables	161 000,00	0,00	0,00	161 000,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 636 500,00	1 635 832,08	0,00	667,92		1 635 832,08

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations opérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations opérées hors AP
1641	Emprunts en euros	1 636 500,00	1 635 832,08	0,00	667,92		1 635 832,08
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	99 000,00	70 750,00	0,00	28 250,00	0,00	70 750,00
261	Titres de participation	99 000,00	70 750,00	0,00	28 250,00	0,00	70 750,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 928 900,00**	**1 706 582,08**	**0,00**	**222 317,92**	**0,00**	**1 706 582,08**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	4 184 757,75	1 728 290,44	838 583,49	1 617 883,82	0,00	1 728 290,44
4581102	TRAVAUX MONT NOIR DEPARTEMENT	82 428,40	79 240,80	0,00	3 187,60	0,00	79 240,80
4581103	ETUDE RCU CCFL	20 000,00	17 077,50	0,00	2 922,50	0,00	17 077,50
4581104	ADDUCTION DECHETERIE SMICTOM HAZEBROUCK	3 258,00	3 258,00	0,00	0,00	0,00	3 258,00
4581107	OMBRIERES	400 000,00	71 619,29	223 083,37	105 297,34	0,00	71 619,29
4581108	RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE	50 000,00	28 070,86	18 416,38	3 512,76	0,00	28 070,86
4581109	AUDITS ESTAIRES ACTEE+ CHENE1	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00
4581111	AUDITS AIDE GRDF 2025	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
4581112	RESEAUX CCHF POLE GARE ET AIRE DE COVOITURAGE	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00
4581113	TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE	85 000,00	0,00	83 546,40	1 453,60	0,00	0,00
4581502	ACTEE II PORTAGE SE 60	27 417,01	27 417,01	0,00	0,00	0,00	27 417,01
4581503	ACTEE II PORTAGE FDE 80	385 087,96	385 087,96	0,00	0,00	0,00	385 087,96
4581701	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL	30 000,00	1 410,00	22 502,64	6 087,36	0,00	1 410,00
458177	ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER	237 583,88	77 481,88	60 204,00	99 898,00	0,00	77 481,88
458179	CEE COMMUNES	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
458188	RESEAUX HAZEBROUCK	496 707,60	496 653,00	0,00	54,60	0,00	496 653,00
458189	AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF FIOUL GAZ	11 000,00	1 000,00	0,00	10 000,00	0,00	1 000,00
458191	RESEAUX CACF (AVANT CCFI)	318 112,13	218 112,13	0,00	100 000,00	0,00	218 112,13
458192	RESEAUX CCFL	430 000,00	0,00	303 260,54	126 739,46	0,00	0,00
458193	TERRAINS SPORTS COMMUNES	1 206 542,77	268 222,01	100 556,16	837 764,60	0,00	268 222,01
458198	ACTEE + CHENE 1 A 6	241 928,00	53 640,00	27 014,00	161 274,00	0,00	53 640,00
458298	ACTEE + CHENE 1 A 6	3 192,00	0,00	0,00	3 192,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations hors AP
Total des dépenses réelles		**21 874 886,50**	**14 463 249,10**	**4 142 375,74**	**3 269 261,66**	**0,00**	**14 463 249,10**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*950 000,00*	*469 837,39*		*480 162,61*		*469 837,39*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*950 000,00*	*469 837,39*		*480 162,61*		*469 837,39*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*132 000,00*	*36 780,00*		*95 220,00*		*36 780,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*133 900,00*	*40 015,00*		*93 885,00*		*40 015,00*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*590 000,00*	*352 516,00*		*237 484,00*		*352 516,00*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*64 000,00*	*9 272,00*		*54 728,00*		*9 272,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*100,00*	*3 730,39*		*-3 630,39*		*3 730,39*
139362	*Dotation de soutien à l'invest local*	*30 000,00*	*27 524,00*		*2 476,00*		*27 524,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**950 000,00**	**469 837,39**		**480 162,61**		**469 837,39**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III
A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III
A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**21 036 464,07**	**14 506 706,16**	**3 158 659,21**	**3 371 098,70**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 852 614,83	3 958 213,20	2 241 020,63	-346 619,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	914 404,40	440 788,46	424 859,04	48 756,90
1313	Subv. transf. Départements	1 477 912,60	403 040,60	397 677,50	677 194,50
13148	Subv. transf. Autres communes	2 644 806,56	2 876 606,09	907 220,78	-1 139 020,31
13158	Subv. transf. Autres groupements	20 000,00	7 465,79	0,00	12 534,21
1318	Autres subventions d'équipement transf.	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	354 914,45	95 834,45	260 000,00	-920,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	426 576,82	134 477,81	251 263,31	40 835,70
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	5 628 936,00	5 628 936,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	5 628 936,00	5 628 936,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 481 550,83**	**9 587 149,20**	**2 241 020,63**	**-346 619,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 674 611,88	1 674 611,07	0,00	0,81
10222	FCTVA	858 360,00	858 359,19	0,00	0,81
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	816 251,88	816 251,88	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	348 606,21	179 496,70	148 848,09	20 261,42
1388	Autres fonds non transférables	348 606,21	179 496,70	148 848,09	20 261,42
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
276341	Créance Communes membres du GFP	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**2 028 218,09**	**1 854 107,77**	**148 848,09**	**25 262,23**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	3 899 329,16	1 351 929,76	768 790,49	1 778 608,91
Total des recettes réelles		**17 409 098,08**	**12 793 186,73**	**3 158 659,21**	**1 457 252,14**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 427 365,99*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 200 000,00*	*1 713 519,43*		*486 480,57*
28031	*Frais d'études*	*1 800,00*	*8 132,00*		*-6 332,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 000,00*	*1 773,00*		*-773,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*114 000,00*	*91 316,94*		*22 683,06*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*1 000,00*	*930,80*		*69,20*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*168 000,00*	*185 076,00*		*-17 076,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*29 000,00*	*29 841,29*		*-841,29*
281318	*Autres bâtiments publics*	*22 300,00*	*22 251,00*		*49,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*160 000,00*	*159 952,00*		*48,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 410 000,00*	*1 128 267,00*		*281 733,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*1 000,00*	*87,00*		*913,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*258 000,00*	*53 636,00*		*204 364,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*13 000,00*	*12 779,96*		*220,04*
281838	*Autre matériel informatique*	*5 800,00*	*14 940,89*		*-9 140,89*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 100,00*	*417,45*		*1 682,55*
28185	*Matériel de téléphonie*	*1 000,00*	*1 964,92*		*-964,92*
28188	*Autres immo. corporelles*	*12 000,00*	*2 153,18*		*9 846,82*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***3 627 365,99***	***1 713 519,43***		***1 913 846,56***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**8 984 776,99**	**6 040 182,24**	**762 010,50**	**0,00**	**2 182 584,25**	**0,00**	**6 802 192,74**
011	Charges à caractère général (3)	959 700,00	807 122,68	0,00	0,00	152 577,32	0,00	807 122,68
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 040 000,00	990 829,02	0,00	0,00	49 170,98		990 829,02
014	Atténuations de produits	2 930 000,00	2 185 335,40	730 602,00	0,00	14 062,60		2 915 937,40
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	148 000,00	130 501,94	0,00	0,00	17 498,06	0,00	130 501,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 077 700,00**	**4 113 789,04**	**730 602,00**	**0,00**	**233 308,96**	**0,00**	**4 844 391,04**
66	Charges financières	254 000,00	208 874,77	31 408,50	0,00	13 716,73		240 283,27
67	Charges spécifiques (3)	10 000,00	3 999,00	0,00	0,00	6 001,00		3 999,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	15 711,00	0,00			15 711,00		0,00
Total des dépenses financières		**279 711,00**	**212 873,77**	**31 408,50**	**0,00**	**35 428,73**		**244 282,27**
Total des dépenses réelles		**5 357 411,00**	**4 326 662,81**	**762 010,50**	**0,00**	**268 737,69**	**0,00**	**5 088 673,31**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 427 365,99*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*2 200 000,00*	*1 713 519,43*			*486 480,57*		*1 713 519,43*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 627 365,99**	**1 713 519,43**			**1 913 846,56**		**1 713 519,43**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**8 984 776,99**	**6 040 182,24**	**762 010,50**	**0,00**	**2 182 584,25**	**0,00**	**6 802 192,74**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**8 315 394,00**	**7 959 128,88**	**0,00**	**0,00**	**356 265,12**
013	Atténuations de charges (3)	150 000,00	268 872,52	0,00	0,00	-118 872,52
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	210 000,00	245 845,88	0,00	0,00	-35 845,88
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 239 487,00	6 118 257,62	0,00	0,00	121 229,38
74	Dotations et participations (3)	333 907,00	451 398,47	0,00	0,00	-117 491,47
75	Autres produits de gestion courante (3)	420 000,00	404 917,00	0,00	0,00	15 083,00
Total des recettes de gestion des services		**7 353 394,00**	**7 489 291,49**	**0,00**	**0,00**	**-135 897,49**
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits spécifiques (3)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**
Total des recettes réelles		**7 365 394,00**	**7 489 291,49**	**0,00**	**0,00**	**-123 897,49**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*950 000,00*	*469 837,39*			*480 162,61*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**950 000,00**	**469 837,39**			**480 162,61**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**669 382,99**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**8 984 776,99**	**8 628 511,87**	**0,00**	**0,00**	**356 265,12**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**8 984 776,99**	**6 040 182,24**	**762 010,50**	**0,00**	**2 182 584,25**	**0,00**	**6 802 192,74**
011	Charges à caractère général (4)	959 700,00	807 122,68	0,00	0,00	152 577,32	0,00	807 122,68
60611	Eau et assainissement	1 000,00	287,63	0,00	0,00	712,37	0,00	287,63
60612	Energie - Electricité	242 000,00	123 493,17	0,00	0,00	118 506,83	0,00	123 493,17
60613	Chauffage urbain	8 000,00	5 408,28	0,00	0,00	2 591,72	0,00	5 408,28
60622	Carburants	9 000,00	5 121,75	0,00	0,00	3 878,25	0,00	5 121,75
60623	Alimentation	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	800,00	746,41	0,00	0,00	53,59	0,00	746,41
60632	Fournitures de petit équipement	4 500,00	2 738,65	0,00	0,00	1 761,35	0,00	2 738,65
60636	Habillement et vêtements de travail	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	4 000,00	2 387,34	0,00	0,00	1 612,66	0,00	2 387,34
6068	Autres matières et fournitures	400,00	44,99	0,00	0,00	355,01	0,00	44,99
61351	Matériel roulant	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
61358	Autres	3 000,00	2 708,21	0,00	0,00	291,79	0,00	2 708,21
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 500,00	4 116,19	0,00	0,00	-616,19	0,00	4 116,19
615232	Entretien, réparations réseaux	447 000,00	406 519,05	0,00	0,00	40 480,95	0,00	406 519,05
61551	Entretien matériel roulant	4 800,00	7 233,88	0,00	0,00	-2 433,88	0,00	7 233,88
61558	Entretien autres biens mobiliers	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	22 000,00	26 019,13	0,00	0,00	-4 019,13	0,00	26 019,13
6161	Multirisques	25 000,00	32 528,12	0,00	0,00	-7 528,12	0,00	32 528,12
6182	Documentation générale et technique	400,00	238,80	0,00	0,00	161,20	0,00	238,80
6184	Versements à des organismes de formation	9 000,00	7 392,24	0,00	0,00	1 607,76	0,00	7 392,24
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	73 000,00	106 221,45	0,00	0,00	-33 221,45	0,00	106 221,45
62268	Autres honoraires, conseils	7 700,00	11 556,00	0,00	0,00	-3 856,00	0,00	11 556,00
6228	Divers	2 000,00	1 987,50	0,00	0,00	12,50	0,00	1 987,50
6231	Annonces et insertions	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	8 000,00	4 864,51	0,00	0,00	3 135,49	0,00	4 864,51
6234	Réceptions	6 000,00	6 726,48	0,00	0,00	-726,48	0,00	6 726,48
6236	Catalogues et imprimés	2 000,00	1 644,00	0,00	0,00	356,00	0,00	1 644,00
6237	Publications	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	gérées dans le cadre d'une AE	gérées hors AE
6238	Divers	2 000,00	1 384,48	0,00	0,00	615,52	0,00	1 384,48
6241	Transports de biens	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6248	Divers	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	16 000,00	11 111,04	0,00	0,00	4 888,96	0,00	11 111,04
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	663,26	0,00	0,00	1 336,74	0,00	663,26
6262	Frais de télécommunications	12 000,00	9 623,73	0,00	0,00	2 376,27	0,00	9 623,73
627	Services bancaires et assimilés	9 000,00	5 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	5 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	18 000,00	16 676,47	0,00	0,00	1 323,53	0,00	16 676,47
6284	Redevances pour services rendus	3 000,00	2 046,00	0,00	0,00	954,00	0,00	2 046,00
6288	Autres services extérieurs	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	1 000,00	633,92	0,00	0,00	366,08	0,00	633,92
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	1 040 000,00	990 829,02	0,00	0,00	49 170,98		990 829,02
6218	Autre personnel extérieur	25 000,00	3 020,00	0,00	0,00	21 980,00		3 020,00
6331	Versement mobilité	7 000,00	4 576,83	0,00	0,00	2 423,17		4 576,83
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 000,00	399,00	0,00	0,00	601,00		399,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 900,00	7 990,80	0,00	0,00	1 909,20		7 990,80
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		0,00
64111	Rémunération principale titulaires	346 000,00	380 787,99	0,00	0,00	-34 787,99		380 787,99
64112	SFT, indemnité de résidence	5 000,00	2 403,09	0,00	0,00	2 596,91		2 403,09
64113	NBI	8 500,00	9 060,54	0,00	0,00	-560,54		9 060,54
64118	Autres indemnités	230 000,00	252 009,25	0,00	0,00	-22 009,25		252 009,25
64131	Rémunérations	40 000,00	9 490,73	0,00	0,00	30 509,27		9 490,73
64132	SFT, indemnité de résidence	100,00	1,90	0,00	0,00	98,10		1,90
64138	Primes et autres indemnités	15 000,00	1 241,58	0,00	0,00	13 758,42		1 241,58
6417	Rémunérations des apprentis	33 000,00	25 896,75	0,00	0,00	7 103,25		25 896,75
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	83 000,00	62 489,00	0,00	0,00	20 511,00		62 489,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	130 000,00	140 196,29	0,00	0,00	-10 196,29		140 196,29
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 000,00	265,00	0,00	0,00	5 735,00		265,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	55 000,00	54 721,70	0,00	0,00	278,30		54 721,70
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	7 000,00	3 966,00	0,00	0,00	3 034,00		3 966,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00		0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00		0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00		0,00
6478	Autres charges sociales diverses	33 500,00	32 312,57	0,00	0,00	1 187,43		32 312,57
014	Atténuations de produits	2 930 000,00	2 185 335,40	730 602,00	0,00	14 062,60		2 915 937,40
7398	Revers., restitutions et prél. divers	2 930 000,00	2 185 335,40	730 602,00	0,00	14 062,60		2 915 937,40
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	148 000,00	130 501,94	0,00	0,00	17 498,06	0,00	130 501,94
65311	Indemnités de fonction	105 000,00	93 725,88	0,00	0,00	11 274,12	0,00	93 725,88
65313	Cotisations de retraite	6 500,00	4 840,04	0,00	0,00	1 659,96	0,00	4 840,04
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	15 500,00	14 196,00	0,00	0,00	1 304,00	0,00	14 196,00
65315	Formation	500,00	1 524,80	0,00	0,00	-1 024,80	0,00	1 524,80
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
65888	Autres	20 000,00	16 215,22	0,00	0,00	3 784,78	0,00	16 215,22
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 077 700,00**	**4 113 789,04**	**730 602,00**	**0,00**	**233 308,96**	**0,00**	**4 844 391,04**
66	Charges financières	254 000,00	208 874,77	31 408,50	0,00	13 716,73		240 283,27
66111	Intérêts réglés à l'échéance	224 000,00	221 294,16	0,00	0,00	2 705,84		221 294,16
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	30 000,00	-12 419,39	31 408,50	0,00	11 010,89		18 989,11
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	3 999,00	0,00	0,00	6 001,00		3 999,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	3 999,00	0,00	0,00	6 001,00		3 999,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	15 711,00	0,00			15 711,00		0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	15 711,00	0,00			15 711,00		0,00
Total des charges financières et spécifiques		**279 711,00**	**212 873,77**	**31 408,50**	**0,00**	**35 428,73**		**244 282,27**
Total des dépenses réelles		**5 357 411,00**	**4 326 662,81**	**762 010,50**	**0,00**	**268 737,69**	**0,00**	**5 088 673,31**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 427 365,99*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*2 200 000,00*	*1 713 519,43*			*486 480,57*		*1 713 519,43*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*2 200 000,00*	*1 713 519,43*			*486 480,57*		*1 713 519,43*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Réalisations gérées hors AE
Total des dépenses d'ordre		**3 627 365,99**	**1 713 519,43**			**1 913 846,56**		**1 713 519,43**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	18 989,11

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**8 315 394,00**	**7 959 128,88**	**0,00**	**0,00**	**356 265,12**
013	Atténuations de charges (4)	150 000,00	268 872,52	0,00	0,00	-118 872,52
6419	Remboursements rémunérations personnel	147 300,00	253 214,02	0,00	0,00	-105 914,02
6479	Rembourst sur autres charges sociales	2 700,00	15 658,50	0,00	0,00	-12 958,50
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	210 000,00	245 845,88	0,00	0,00	-35 845,88
70388	Autres redevances et recettes diverses	205 800,00	223 526,26	0,00	0,00	-17 726,26
70878	Remb. frais par des tiers	4 200,00	22 319,62	0,00	0,00	-18 119,62
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 239 487,00	6 118 257,62	0,00	0,00	121 229,38
73111	Impôts directs locaux	3 027 487,00	2 975 070,00	0,00	0,00	52 417,00
73118	Autres contributions directes	0,00	4 858,00	0,00	0,00	-4 858,00
73141	Accise sur l'électricité	3 204 000,00	3 136 232,62	0,00	0,00	67 767,38
7318	Autres	8 000,00	2 097,00	0,00	0,00	5 903,00
74	Dotations et participations (4)	333 907,00	451 398,47	0,00	0,00	-117 491,47
744	FCTVA	0,00	71 397,27	0,00	0,00	-71 397,27
74741	Participation communes membres du GFP	283 907,00	283 906,60	0,00	0,00	0,40
74748	Participation autres communes	0,00	8 500,00	0,00	0,00	-8 500,00
74751	Participation GFP de rattachement	50 000,00	31 708,60	0,00	0,00	18 291,40
747888	Autres	0,00	1 500,00	0,00	0,00	-1 500,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	54 386,00	0,00	0,00	-54 386,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	420 000,00	404 917,00	0,00	0,00	15 083,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	270 000,00	259 091,00	0,00	0,00	10 909,00
75888	Autres	150 000,00	145 826,00	0,00	0,00	4 174,00
Total des recettes de gestion des services		**7 353 394,00**	**7 489 291,49**	**0,00**	**0,00**	**-135 897,49**
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
7688	Autres	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
Total des recettes réelles		**7 365 394,00**	**7 489 291,49**	**0,00**	**0,00**	**-123 897,49**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*950 000,00*	*469 837,39*			*480 162,61*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*950 000,00*	*469 837,39*			*480 162,61*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**950 000,00**	**469 837,39**			**480 162,61**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**611 614,42**	**0,00**	**3 206,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	24 515,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	16 644,90	0,00	3 206,88	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	8 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	561 704,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**6 684 355,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	858 359,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	11 716,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	5 628 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	185 343,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**7 573 085,24**	**0,00**	**6 275 342,56**	**0,00**		**14 463 249,10**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	891 636,64	0,00	744 195,44	0,00		1 635 832,08
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	48 227,42	0,00	1 728,00	0,00		74 470,59
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	134 052,16	0,00		134 052,16
21	Immobilisations corporelles	514 710,06	0,00	22 799,28	0,00		557 361,12
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	5 326 256,45	0,00	4 936 236,26	0,00		10 262 492,71
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	62 000,00	0,00		70 750,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	792 254,67	0,00	374 331,42	0,00		1 728 290,44
RECETTES		**3 421 468,20**	**0,00**	**2 687 362,80**	**0,00**		**12 793 186,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	816 251,88	0,00		1 674 611,07
13	Subventions d'investissement	2 629 213,53	0,00	1 496 779,50	0,00		4 137 709,90
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		5 628 936,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	792 254,67	0,00	374 331,42	0,00		1 351 929,76

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 206,88**	**0,00**	**0,00**	**3 206,88**
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	3 206,88	0,00	0,00	3 206,88
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 573 085,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	891 636,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	48 227,42	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	514 710,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	5 326 256,45	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	792 254,67	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 421 468,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	440 788,46	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	270 223,60	0,00	0,00	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	1 783 723,66	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	134 477,81	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	792 254,67	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 573 085,24**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	891 636,64
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 227,42
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	514 710,06
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 326 256,45
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792 254,67
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 421 468,20**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 788,46
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 223,60
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 783 723,66
13362	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 477,81
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792 254,67

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1388	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1388	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 275 342,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 275 342,56**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	744 195,44	0,00	0,00	0,00	744 195,44
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 728,00	0,00	0,00	0,00	1 728,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	76 042,16	0,00	0,00	0,00	76 042,16
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	58 010,00	0,00	0,00	0,00	58 010,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	22 799,28	0,00	0,00	0,00	22 799,28
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	4 936 236,26	0,00	0,00	0,00	4 936 236,26
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	374 331,42	0,00	0,00	0,00	374 331,42
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 687 362,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 687 362,80**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	816 251,88	0,00	0,00	0,00	816 251,88
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	132 817,00	0,00	0,00	0,00	132 817,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 092 882,43	0,00	0,00	0,00	1 092 882,43
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	7 465,79	0,00	0,00	0,00	7 465,79
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	84 914,45	0,00	0,00	0,00	84 914,45
1388	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	178 699,83	0,00	0,00	0,00	178 699,83
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	374 331,42	0,00	0,00	0,00	374 331,42

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**18 989,11**	**4 229 880,96**	**0,00**	**729,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	205 842,41	0,00	729,65	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	990 829,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	2 915 937,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	117 272,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	18 989,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**3 692 960,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	268 872,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	30 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	2 982 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	411 189,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**572 666,95**	**0,00**	**266 406,64**	**0,00**		**5 088 673,31**
011	Charges à caractère général	0,00	406 748,86	0,00	193 801,76	0,00		807 122,68
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		990 829,02
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 915 937,40
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	13 229,81	0,00		130 501,94
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	161 919,09	0,00	59 375,07	0,00		240 283,27
67	Charges spécifiques	0,00	3 999,00	0,00	0,00	0,00		3 999,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**73 450,76**	**0,00**	**3 722 879,89**	**0,00**		**7 489 291,49**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		268 872,52
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	214 973,88	0,00		245 845,88
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	3 136 232,62	0,00		6 118 257,62
74	Dotations et participations	0,00	38 208,60	0,00	2 000,00	0,00		451 398,47
75	Autres produits de gestion courante	0,00	35 242,16	0,00	369 673,39	0,00		404 917,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**18 989,11**
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	18 989,11
RECETTES		**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**4 221 254,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 626,13**
60611	Eau et assainissement	287,63	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 424,41	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	5 408,28	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	3 900,13	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	16,76	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 738,65	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 387,34	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	44,99	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	2 708,21	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 116,19	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	7 233,88	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	17 315,69	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	32 528,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	238,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	7 392,24	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	63 788,45	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	3 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	11 556,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 387,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	99,55	0,00	0,00	0,00	4 764,96
6234	Réceptions	4 027,51	0,00	0,00	0,00	2 698,97
6236	Catalogues et imprimés	864,00	0,00	0,00	0,00	780,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	382,20
6251	Voyages, déplacements et missions	11 111,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	663,26	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	9 623,73	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6331	Versement mobilité	4 576,83	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	399,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 990,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	633,92	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	380 787,99	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	2 403,09	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	9 060,54	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	252 009,25	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	9 490,73	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	1 241,58	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	25 896,75	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	62 489,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	140 196,29	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	265,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	54 721,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	3 966,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	32 312,57	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	93 725,88	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	4 840,04	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	14 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	1 524,80	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	2 985,41	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	2 915 937,40	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 692 960,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	253 214,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	15 658,50	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	16 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	14 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	2 975 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	4 858,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	2 097,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	71 397,27	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	283 906,60	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	54 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1,45	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 229 880,96**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287,63
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 424,41
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 408,28
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 900,13
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,76
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 738,65
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 387,34
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44,99
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 708,21
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 116,19
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 233,88
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 315,69
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 528,12
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,80
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 392,24
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 788,45
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 020,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 556,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 387,50
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 864,51
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 726,48
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 644,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382,20
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 111,04
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	663,26
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 623,73
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	CHAPITRE
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 576,83
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	399,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 990,80
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633,92
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 787,99
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 403,09
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 060,54
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 009,25
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 490,73
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,90
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 241,58
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 896,75
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 489,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 196,29
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 721,70
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 966,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 312,57
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 725,88
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 840,04
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 196,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 524,80
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 985,41
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 915 937,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 692 960,84**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 214,02
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 658,50
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 400,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 472,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 975 070,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 858,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 097,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 397,27
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283 906,60

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	CHAPITRE
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 386,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,45

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**729,65**	**0,00**	**729,65**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	729,65	0,00	729,65
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**571 927,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	402 114,05	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	1 412,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	436,68	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	2 046,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	161 919,09	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	3 999,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 450,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	31 708,60	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	35 242,16	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**739,73**	**0,00**	**0,00**	**572 666,95**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	739,73	0,00	0,00	739,73
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 114,05
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 412,40
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	436,68
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 046,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 919,09
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 999,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 450,76**
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 708,60
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 242,16

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 406,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 406,64**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	121 329,03	0,00	0,00	0,00	121 329,03
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 221,62	0,00	0,00	0,00	1 221,62
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 405,00	0,00	0,00	0,00	4 405,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	8 703,44	0,00	0,00	0,00	8 703,44
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	41 020,60	0,00	0,00	0,00	41 020,60
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	565,60	0,00	0,00	0,00	565,60
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	15 956,47	0,00	0,00	0,00	15 956,47
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	13 229,81	0,00	0,00	0,00	13 229,81
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	59 375,07	0,00	0,00	0,00	59 375,07
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 722 879,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 722 879,89**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	207 126,26	0,00	0,00	0,00	207 126,26
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 847,62	0,00	0,00	0,00	7 847,62
73141	Accise sur l'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	3 136 232,62	0,00	0,00	0,00	3 136 232,62
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	259 091,00	0,00	0,00	0,00	259 091,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	110 582,39	0,00	0,00	0,00	110 582,39

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**12 219 488,90**									
1641 Emprunts en euros (total)					12 219 488,90									
10001980731	Ste CREDIT AGRICOLE	09/07/2021		26/10/2021	750 000,00	F		0,330	0,333		T	X Echéance constante		A-1
10003326139	Ste CREDIT AGRICOLE	20/12/2024		28/03/2025	2 000 000,00	F		2,950	2,990		T	X Echéance constante		A-1
7851879	SA CAISSE D'EPARGNE	20/12/2010		30/06/2011	105 000,00	F		3,480	3,487		A	X Echéance constante		A-1
8167572	SA CAISSE D'EPARGNE	01/11/2020		25/07/2021	56 616,90	F		5,500	7,576		A	X Echéance constante		A-1
99149085030	Ste CREDIT AGRICOLE	18/07/2012		01/10/2013	100 000,00	F		5,570	5,583		A	X Echéance constante		A-1
INTRACTING BAILLEUL T1 119561	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - BANQUE DES TERRITOIRES	26/03/2024		05/07/2025	628 936,00	F		2,000	2,959		A	X Echéance constante		A-1
INTRACTING BAILLEUL T2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - BANQUE DES TERRITOIRES	26/03/2024		01/09/2026	628 936,00	F		2,000	1,997		A	X Echéance constante		A-1
MON536687EUR (AVANT MON534868EUR)	SA CAFFIL	20/11/2020		01/04/2021	950 000,00	F		0,330	0,333		T	X Echéance constante		A-1
MON546565EUR (AVANT MON545772EUR)	SA CAFFIL	29/09/2023		01/02/2024	2 000 000,00	F		4,080	4,168		T	X Echéance constante		A-1
MON552629EUR (AVANT MON551654EUR)	SA CAFFIL	14/04/2025		01/09/2025	5 000 000,00	F		3,160	3,196		T	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Option de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**12 219 488,90**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**8 819 213,86**					**1 635 832,08**	**221 294,16**	**0,00**	**31 408,50**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		8 819 213,86					1 635 832,08	221 294,16	0,00	31 408,50
10001980731		0,00	A-1	113 290,15	0,58	F		0,333	150 618,12	684,64	0,00	66,46
10003326139		0,00	A-1	1 623 161,27	4,00	F		2,990	376 838,73	54 856,75	0,00	399,03
7851879		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,487	8 649,65	300,94	0,00	0,00
8167572		0,00	A-1	18 394,06	1,58	F		7,576	8 484,25	1 478,31	0,00	435,58
99149085030		0,00	A-1	18 461,51	1,83	F		5,583	8 506,82	1 502,14	0,00	254,22
INTRACTING BAILLEUL T1 119561		0,00	A-1	586 093,92	11,58	F		2,959	42 842,08	12 578,72	0,00	5 698,14
INTRACTING BAILLEUL T2		0,00	A-1	628 936,00	11,75	F		1,997	0,00	0,00	0,00	4 227,56
MON536687EUR (AVANT MON534868EUR)		0,00	A-1	47 873,11	0,08	F		0,333	191 097,87	552,29	0,00	38,99
MON546565EUR (AVANT MON545772EUR)		0,00	A-1	1 248 342,76	2,92	F		4,168	383 455,64	60 760,12	0,00	8 347,25
MON552629EUR (AVANT MON551654EUR)		0,00	A-1	4 534 661,08	4,50	F		3,196	465 338,92	88 580,25	0,00	11 941,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**8 819 213,86**					**1 635 832,08**	**221 294,16**	**0,00**	**31 408,50**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV
B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	10	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	8 819 213,86	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

IV
B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		16-09-2013
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2042 Subv. d'équipement versées aux personnes de droit privé	5	16/09/2013
L	204412 Subv nature org publics - Bâtiments et installations	15	16/09/2013
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	16/09/2013
L	2182 Matériel de transport	5	16/09/2013
L	2183 Matériel de bureau et matériel informatique	3	16/09/2013
L	2184 Mobilier	5	16/09/2013
L	2188 Autres immobilisations corporelles	15	16/09/2013

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**15 711,00**	**0,00**	**15 711,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**15 711,00**	**0,00**	**15 711,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FCT COMPTE EPARGNE TEMPS	06/05/2025	0,00	15 711,00	0,00	15 711,00
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	15 711,00	0,00	15 711,00
TOTAL PROVISIONS		0,00	15 711,00	0,00	15 711,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS

IV
B5.2

ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

IV
B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 45801	Intitulé de l'opération : RESEAUX Cappelle Brouck					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**6 784,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 784,78**
458101 Dépenses nouvelles (2)	6 784,78	0,00	0,00	0,00	0,00	6 784,78
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 784,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 784,78**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45802	Intitulé de l'opération : RESEAUX Oost Cappel					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**22 096,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 096,26**
458102 Dépenses nouvelles (2)	22 096,26	0,00	0,00	0,00	0,00	22 096,26
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**22 096,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 096,26**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45802	Intitulé de l'opération : RESEAUX Oost Cappel					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45803	Intitulé de l'opération : RESEAUX St Momelin					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**28 235,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 235,50**
458103 Dépenses nouvelles (2)	28 235,50	0,00	0,00	0,00	0,00	28 235,50
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 235,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 235,50**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45804	Intitulé de l'opération : RESEAUX Renescure					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 511,61**
458104 Dépenses nouvelles (2)	38 511,61	0,00	0,00	0,00	0,00	38 511,61
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 511,61**
RECETTES (b)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 511,61**
458204 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	38 511,61	0,00	0,00	0,00	0,00	38 511,61

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45804	Intitulé de l'opération : RESEAUX Renescure					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 511,61**

N° opération : 45805	Intitulé de l'opération : RESEAUX Ledringhem					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 933,61**
458105 Dépenses nouvelles (2)	25 933,61	0,00	0,00	0,00	0,00	25 933,61
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 933,61**
RECETTES (b)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 933,61**
458205 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	25 933,61	0,00	0,00	0,00	0,00	25 933,61
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 933,61**

N° opération : 45806	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 615,23**
458106 Dépenses nouvelles (2)	27 615,23	0,00	0,00	0,00	0,00	27 615,23
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 615,23**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45806	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
RECETTES (b)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 615,23**
458206 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	27 615,23	0,00	0,00	0,00	0,00	27 615,23
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 615,23**

N° opération : 45807	Intitulé de l'opération : RESEAUX Le Doulieu					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 270,71**
458107 Dépenses nouvelles (2)	24 270,71	0,00	0,00	0,00	0,00	24 270,71
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 270,71**
RECETTES (b)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 270,71**
458207 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	24 270,71	0,00	0,00	0,00	0,00	24 270,71
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 270,71**

N° opération : 45808	Intitulé de l'opération : RESEAUX Eringhem					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 902,24**
458108 Dépenses nouvelles (2)	9 902,24	0,00	0,00	0,00	0,00	9 902,24
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45808	Intitulé de l'opération : RESEAUX Eringhem					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 902,24**
RECETTES (b)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 902,24**
458208 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	9 902,24	0,00	0,00	0,00	0,00	9 902,24
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 902,24**

N° opération : 45809	Intitulé de l'opération : RESEAUX Thiennes					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 794,08**
458109 Dépenses nouvelles (2)	55 794,08	0,00	0,00	0,00	0,00	55 794,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 794,08**
RECETTES (b)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 794,08**
458209 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	55 794,08	0,00	0,00	0,00	0,00	55 794,08
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 794,08**

N° opération : 45810	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 706,74**
458110 Dépenses nouvelles (2)	2 706,74	0,00	0,00	0,00	0,00	2 706,74

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45810	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 706,74**
RECETTES (b)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 706,74**
458210 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	2 706,74	0,00	0,00	0,00	0,00	2 706,74
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 706,74**

N° opération : 458100	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**
4582100 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**

N° opération : 4581001	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 4581001	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**
45811001 Dépenses nouvelles (2)	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45821001 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458101	Intitulé de l'opération : RESEAUX HONDEGHEM					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
4581101 Dépenses nouvelles (2)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
RECETTES (b)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
4582101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**

N° opération : 458102	Intitulé de l'opération : TRAVAUX MONT NOIR DEPARTEMENT					Date de la délibération :
	Cumul des	Sur l'exercice				Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**0,00**	**82 428,40**	**79 240,80**	**0,00**	**3 187,60**	**79 240,80**
4581102 Dépenses nouvelles (2)	0,00	10 000,00	6 812,40	0,00	3 187,60	6 812,40
4581102 (2)	0,00	0,00	72 428,40	0,00	-72 428,40	72 428,40
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581102 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	72 428,40	0,00	0,00	72 428,40	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**10 000,00**	**79 240,80**	**0,00**	**-69 240,80**	**79 240,80**
RECETTES (b)	**0,00**	**82 428,40**	**79 240,80**	**0,00**	**3 187,60**	**79 240,80**
4582102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	82 428,40	79 240,80	0,00	3 187,60	79 240,80
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**82 428,40**	**79 240,80**	**0,00**	**3 187,60**	**79 240,80**

N° opération : 458103 **Intitulé de l'opération : ETUDE RCU CCFL** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**20 000,00**	**17 077,50**	**0,00**	**2 922,50**	**17 077,50**
4581103 Dépenses nouvelles (2)	0,00	20 000,00	17 077,50	0,00	2 922,50	17 077,50
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**20 000,00**	**17 077,50**	**0,00**	**2 922,50**	**17 077,50**
RECETTES (b)	**0,00**	**20 000,00**	**3 805,50**	**13 272,00**	**2 922,50**	**3 805,50**
4582103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	20 000,00	3 805,50	13 272,00	2 922,50	3 805,50
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**20 000,00**	**3 805,50**	**13 272,00**	**2 922,50**	**3 805,50**

N° opération : 458104 **Intitulé de l'opération : ADDUCTION DECHETERIE SMICTOM HAZEBROUCK** **Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**3 258,00**	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**3 258,00**
4581104 Dépenses nouvelles (2)	0,00	3 258,00	3 258,00	0,00	0,00	3 258,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**3 258,00**	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**3 258,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**3 258,00**	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**3 258,00**
4582104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	3 258,00	3 258,00	0,00	0,00	3 258,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**3 258,00**	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**3 258,00**

N° opération : 458107 **Intitulé de l'opération : OMBRIERES** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**400 000,00**	**71 619,29**	**223 083,37**	**105 297,34**	**71 619,29**
4581107 Dépenses nouvelles (2)	0,00	400 000,00	71 619,29	223 083,37	105 297,34	71 619,29
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**400 000,00**	**71 619,29**	**223 083,37**	**105 297,34**	**71 619,29**
RECETTES (b)	**0,00**	**400 000,00**	**71 619,29**	**223 083,37**	**105 297,34**	**71 619,29**
4582107 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	400 000,00	71 619,29	223 083,37	105 297,34	71 619,29
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**400 000,00**	**71 619,29**	**223 083,37**	**105 297,34**	**71 619,29**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 458108	Intitulé de l'opération : RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**50 000,00**	**28 070,86**	**18 416,38**	**3 512,76**	**28 070,86**
4581108 Dépenses nouvelles (2)	0,00	50 000,00	28 070,86	18 416,38	3 512,76	28 070,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**50 000,00**	**28 070,86**	**18 416,38**	**3 512,76**	**28 070,86**
RECETTES (b)	**0,00**	**50 000,00**	**28 070,86**	**18 416,38**	**3 512,76**	**28 070,86**
4582108 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	50 000,00	28 070,86	18 416,38	3 512,76	28 070,86
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**50 000,00**	**28 070,86**	**18 416,38**	**3 512,76**	**28 070,86**

N° opération : 458109	Intitulé de l'opération : AUDITS ESTAIRES ACTEE+ CHENE1					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**
4581109 Dépenses nouvelles (2)	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**
4582109 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**

N° opération : 45811	Intitulé de l'opération : RESEAUX Bierne	Date de la délibération :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 676,29**
458111 Dépenses nouvelles (2)	30 676,29	0,00	0,00	0,00	0,00	30 676,29
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 676,29**
RECETTES (b)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 676,29**
458211 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	24 541,03	0,00	0,00	0,00	0,00	24 541,03
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	6 135,26	0,00	0,00	0,00	0,00	6 135,26
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 676,29**

N° opération : 458111 **Intitulé de l'opération : AUDITS AIDE GRDF 2025** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
4581111 Dépenses nouvelles (2)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
4582111 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 458112 **Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF POLE GARE ET AIRE DE COVOITURAGE** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**
4581112 Dépenses nouvelles (2)	0,00	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**
4582112 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**	**125 000,00**	**0,00**

N° opération : 458113 **Intitulé de l'opération : TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**85 000,00**	**0,00**	**83 546,40**	**1 453,60**	**0,00**
4581113 Dépenses nouvelles (2)	0,00	85 000,00	0,00	83 546,40	1 453,60	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**85 000,00**	**0,00**	**83 546,40**	**1 453,60**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**85 000,00**	**0,00**	**83 546,40**	**1 453,60**	**0,00**
4582113 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	85 000,00	0,00	83 546,40	1 453,60	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**85 000,00**	**0,00**	**83 546,40**	**1 453,60**	**0,00**

N° opération : 45812 **Intitulé de l'opération : RESEAUX Merckeghem** **Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 830,58**
458112 Dépenses nouvelles (2)	50 830,58	0,00	0,00	0,00	0,00	50 830,58
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 830,58**
RECETTES (b)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 830,58**
458212 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	50 830,58	0,00	0,00	0,00	0,00	50 830,58
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 830,58**

N° opération : 45813	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Nieppe**				**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 802,57**
458113 Dépenses nouvelles (2)	106 802,57	0,00	0,00	0,00	0,00	106 802,57
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 802,57**
RECETTES (b)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 802,57**
458213 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	106 802,57	0,00	0,00	0,00	0,00	106 802,57
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 802,57**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Date de la délibération :

N° opération : 45814	Intitulé de l'opération : RESEAUX St Sylvestre Cappel					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**25 383,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 383,51**
458114 Dépenses nouvelles (2)	25 383,51	0,00	0,00	0,00	0,00	25 383,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**25 383,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 383,51**
RECETTES (b)	**1 578,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 578,23**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458114 Annulations sur recettes (d) (3)	1 578,23	0,00	0,00	0,00	0,00	1 578,23
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458201	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2017					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**
4581201 (2)	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
4581201 Dépenses nouvelles (2)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**
RECETTES (b)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**
4582201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 458202	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2018					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
4581202 Dépenses nouvelles (2)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
RECETTES (b)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
4582202 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**

N° opération : 458203	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2019					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 400,00**
4581203 Dépenses nouvelles (2)	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 400,00**
RECETTES (b)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 400,00**
4582203 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 458203	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2019					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 400,00**

N° opération : 45822	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem Phase2					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 353,83**
458122 Dépenses nouvelles (2)	23 353,83	0,00	0,00	0,00	0,00	23 353,83
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 353,83**
RECETTES (b)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 353,83**
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	23 353,83	0,00	0,00	0,00	0,00	23 353,83
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 353,83**

N° opération : 45823	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem Phase3					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 767,81**
458123 Dépenses nouvelles (2)	20 767,81	0,00	0,00	0,00	0,00	20 767,81
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 767,81**
RECETTES (b)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 767,81**
458223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	20 767,81	0,00	0,00	0,00	0,00	20 767,81

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45823	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem Phase3					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 767,81**

N° opération : 45824	Intitulé de l'opération : RESEAUX St Sylvestre Cappel Phase3				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**56 695,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 695,85**
458124 Dépenses nouvelles (2)	56 695,85	0,00	0,00	0,00	0,00	56 695,85
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**56 695,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 695,85**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45825	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort La Trompe				Date de la délibération :	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 342,59**
458125 Dépenses nouvelles (2)	44 342,59	0,00	0,00	0,00	0,00	44 342,59
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 342,59**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45825	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort La Trompe					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
RECETTES (b)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 342,59**
458225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	44 342,59	0,00	0,00	0,00	0,00	44 342,59
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 342,59**

N° opération : 45826	Intitulé de l'opération : RESEAUX Rubrouck					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 475,65**
458126 Dépenses nouvelles (2)	40 475,65	0,00	0,00	0,00	0,00	40 475,65
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 475,65**
RECETTES (b)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 475,65**
458226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	40 475,65	0,00	0,00	0,00	0,00	40 475,65
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 475,65**

N° opération : 458301	Intitulé de l'opération : AIDE CEE REVERSEE AUX COMMUNES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 438,46**
4581301 (2)	38 523,31	0,00	0,00	0,00	0,00	38 523,31
4581301 Dépenses nouvelles (2)	431 915,15	0,00	0,00	0,00	0,00	431 915,15
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 458301	Intitulé de l'opération : AIDE CEE REVERSEE AUX COMMUNES					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 438,46**
RECETTES (b)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 438,46**
4582301 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	470 438,46	0,00	0,00	0,00	0,00	470 438,46
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 438,46**

N° opération : 458303	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 247,00**
4581303 Dépenses nouvelles (2)	9 247,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 247,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 247,00**
RECETTES (b)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 247,00**
4582303 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	8 868,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 868,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	379,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 247,00**

N° opération : 45831	Intitulé de l'opération : RESEAUX Merris					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 433,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 433,70**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45831	Intitulé de l'opération : RESEAUX Merris					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
458131 Dépenses nouvelles (2)	1 433,70	0,00	0,00	0,00	0,00	1 433,70
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 433,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 433,70**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45833	Intitulé de l'opération : RESEAUX Wemaers Cappel/Zermezeele					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 492,86**
458133 Dépenses nouvelles (2)	43 492,86	0,00	0,00	0,00	0,00	43 492,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 492,86**
RECETTES (b)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 492,86**
458233 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	43 492,86	0,00	0,00	0,00	0,00	43 492,86
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 492,86**

N° opération : 45834	Intitulé de l'opération : RESEAUX Steenvoorde Phase2					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au
		Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 855,56**
458134 Dépenses nouvelles (2)	5 855,56	0,00	0,00	0,00	0,00	5 855,56
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 855,56**
RECETTES (b)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 855,56**
458234 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	5 855,56	0,00	0,00	0,00	0,00	5 855,56
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 855,56**

N° opération : 45835 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 341,03**
458135 Dépenses nouvelles (2)	75 341,03	0,00	0,00	0,00	0,00	75 341,03
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 341,03**
RECETTES (b)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 341,03**
458235 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	75 341,03	0,00	0,00	0,00	0,00	75 341,03
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 341,03**

N° opération : 45836 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 614,60**
458136 Dépenses nouvelles (2)	355 614,60	0,00	0,00	0,00	0,00	355 614,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 614,60**
RECETTES (b)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 614,60**
458236 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	355 614,60	0,00	0,00	0,00	0,00	355 614,60
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 614,60**

N° opération : 45837 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX BOLLEZEELE - ROUTE MERCKEGHEM** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 088,01**
458137 Dépenses nouvelles (2)	48 088,01	0,00	0,00	0,00	0,00	48 088,01
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 088,01**
RECETTES (b)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 088,01**
458237 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	48 088,01	0,00	0,00	0,00	0,00	48 088,01
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 088,01**

N° opération : 45838 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX WEST CAPPEL - RUE DU RATTEKOT** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 668,49**
458138 Dépenses nouvelles (2)	31 668,49	0,00	0,00	0,00	0,00	31 668,49
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 668,49**
RECETTES (b)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 668,49**
458238 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	31 668,49	0,00	0,00	0,00	0,00	31 668,49
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 668,49**

N° opération : 45839 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX WATTEN - RUES ST ANTOINE ET DE LA MONTAGNE** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 734,15**
458139 Dépenses nouvelles (2)	18 734,15	0,00	0,00	0,00	0,00	18 734,15
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 734,15**
RECETTES (b)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 734,15**
458239 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	18 734,15	0,00	0,00	0,00	0,00	18 734,15
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 734,15**

N° opération : 458401 — **Intitulé de l'opération : ACTEE** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**90 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 705,00**
4581401 Dépenses nouvelles (2)	90 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 705,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**90 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 705,00**
RECETTES (b)	**18 896,92**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**18 896,92**
4582401 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	18 231,29	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	18 231,29
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	665,63	0,00	0,00	0,00	0,00	665,63
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581401 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 896,92**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**18 896,92**

N° opération : 458402 — **Intitulé de l'opération : ACTEE PORTAGE SE 60** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 973,84**
4581402 Dépenses nouvelles (2)	290 973,84	0,00	0,00	0,00	0,00	290 973,84
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 973,84**
RECETTES (b)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 973,84**
4582402 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	290 973,84	0,00	0,00	0,00	0,00	290 973,84
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 973,84**

N° opération : 458403 — **Intitulé de l'opération : ACTEE PORTAGE FDE 80** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 963,33**
4581403 Dépenses nouvelles (2)	194 963,33	0,00	0,00	0,00	0,00	194 963,33
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 963,33**
RECETTES (b)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 963,33**
4582403 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	194 963,33	0,00	0,00	0,00	0,00	194 963,33
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**194 963,33**

N° opération : 45842 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX CROCHTE - RUE DU COLLEGE** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 727,18**
458142 Dépenses nouvelles (2)	3 727,18	0,00	0,00	0,00	0,00	3 727,18
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 727,18**
RECETTES (b)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 727,18**
458242 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	3 727,18	0,00	0,00	0,00	0,00	3 727,18
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 727,18**

N° opération : 45844 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX NEUF BERQUIN - RUE CHARLES CAPELLE** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 487,30**
458144 Dépenses nouvelles (2)	6 487,30	0,00	0,00	0,00	0,00	6 487,30
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 487,30**
RECETTES (b)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 487,30**
458244 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	6 487,30	0,00	0,00	0,00	0,00	6 487,30
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 487,30**

N° opération : 45845 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX KILLEM - RUE DE LA BRASSERIE** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**21 507,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 507,89**
458145 Dépenses nouvelles (2)	21 507,89	0,00	0,00	0,00	0,00	21 507,89
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**21 507,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 507,89**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45846 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX ESQUELBECQ - RUE DU STADE** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**28 895,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 895,68**
458146 Dépenses nouvelles (2)	28 895,68	0,00	0,00	0,00	0,00	28 895,68
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 895,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 895,68**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458501 — **Intitulé de l'opération : ACTEE II** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**173 340,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 340,60**
4581501 Dépenses nouvelles (2)	173 340,60	0,00	0,00	0,00	0,00	173 340,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**173 340,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 340,60**
RECETTES (b)	**36 112,69**	**139 000,00**	**0,00**	**0,00**	**139 000,00**	**36 112,69**
4582501 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	36 112,69	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00	36 112,69
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581501 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**36 112,69**	**85 000,00**	**0,00**	**0,00**	**85 000,00**	**36 112,69**

N° opération : 458502 — **Intitulé de l'opération : ACTEE II PORTAGE SE 60** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	Sur l'exercice	Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**196 089,59**	**27 417,01**	**27 417,01**	**0,00**	**0,00**	**223 506,60**
4581502 Dépenses nouvelles (2)	196 089,59	27 417,01	27 417,01	0,00	0,00	223 506,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**196 089,59**	**27 417,01**	**27 417,01**	**0,00**	**0,00**	**223 506,60**
RECETTES (b)	**223 506,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 506,60**
4582502 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	223 506,60	0,00	0,00	0,00	0,00	223 506,60
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**223 506,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 506,60**

N° opération : 458503 — **Intitulé de l'opération : ACTEE II PORTAGE FDE 80** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**402 657,23**	**385 087,96**	**385 087,96**	**0,00**	**0,00**	**787 745,19**
4581503 Dépenses nouvelles (2)	402 657,23	385 087,96	385 087,96	0,00	0,00	787 745,19
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**402 657,23**	**385 087,96**	**385 087,96**	**0,00**	**0,00**	**787 745,19**
RECETTES (b)	**787 745,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**787 745,19**
4582503 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	787 745,19	0,00	0,00	0,00	0,00	787 745,19
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**787 745,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**787 745,19**

N° opération : 45851 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX Bambecque** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**47 941,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 941,21**
458151 Dépenses nouvelles (2)	47 941,21	0,00	0,00	0,00	0,00	47 941,21
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 941,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 941,21**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45852 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX Cassel** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**28 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 848,00**
458152 (2)	28 056,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 056,00
458152 Dépenses nouvelles (2)	792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 848,00**
RECETTES (b)	**792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**792,00**
458252 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**792,00**

N° opération : 45854 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX Eringhem** — **Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 575,86**
458154 Dépenses nouvelles (2)	23 575,86	0,00	0,00	0,00	0,00	23 575,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 575,86**
RECETTES (b)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 575,86**
458254 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	23 575,86	0,00	0,00	0,00	0,00	23 575,86
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 575,86**

N° opération : 45857 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX Hoymille** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 365,00**
458157 Dépenses nouvelles (2)	68 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 365,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 365,00**
RECETTES (b)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 365,00**
458257 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	68 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 365,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 365,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Date de la délibération :

N° opération : 45858	Intitulé de l'opération : RESEAUX Meteren					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 931,62**
458158 Dépenses nouvelles (2)	47 931,62	0,00	0,00	0,00	0,00	47 931,62
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 931,62**
RECETTES (b)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 931,62**
458258 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	47 931,62	0,00	0,00	0,00	0,00	47 931,62
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 931,62**

N° opération : 45859	Intitulé de l'opération : RESEAUX Noordpeene					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 111,16**
458159 Dépenses nouvelles (2)	49 111,16	0,00	0,00	0,00	0,00	49 111,16
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 111,16**
RECETTES (b)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 111,16**
458259 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	49 111,16	0,00	0,00	0,00	0,00	49 111,16
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 111,16**

N° opération : 458601	Intitulé de l'opération : ACTEE II PEUPLIER SEQUOIA3 ACTEE	Date de la délibération :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**67 505,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 505,69**
4581601 Dépenses nouvelles (2)	67 505,69	0,00	0,00	0,00	0,00	67 505,69
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**67 505,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 505,69**
RECETTES (b)	**30 110,12**	**39 400,00**	**0,00**	**0,00**	**39 400,00**	**30 110,12**
4582601 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	30 110,12	21 400,00	0,00	0,00	21 400,00	30 110,12
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581601 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 110,12**	**21 400,00**	**0,00**	**0,00**	**21 400,00**	**30 110,12**

N° opération : 45861 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX Oxelaere** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**18 732,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 732,96**
458161 Dépenses nouvelles (2)	18 732,96	0,00	0,00	0,00	0,00	18 732,96
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 732,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 732,96**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Date de la délibération :

N° opération : 45862	Intitulé de l'opération : RESEAUX Rexpoede					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 471,96**
458162 Dépenses nouvelles (2)	46 471,96	0,00	0,00	0,00	0,00	46 471,96
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 471,96**
RECETTES (b)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 471,96**
458262 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	46 471,96	0,00	0,00	0,00	0,00	46 471,96
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 471,96**

N° opération : 45866	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI Pole Gare de Renescure					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**35 406,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 406,54**
458166 (2)	1 294,85	0,00	0,00	0,00	0,00	1 294,85
458166 Dépenses nouvelles (2)	34 111,69	0,00	0,00	0,00	0,00	34 111,69
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**35 406,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 406,54**
RECETTES (b)	**30 889,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 889,74**
458266 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	30 889,74	0,00	0,00	0,00	0,00	30 889,74
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 889,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 889,74**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45869	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI BAILLEUL ZAC					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**23 348,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 348,48**
458169 Dépenses nouvelles (2)	23 348,48	0,00	0,00	0,00	0,00	23 348,48
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 348,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 348,48**
RECETTES (b)	**19 731,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 731,88**
458269 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	19 731,88	0,00	0,00	0,00	0,00	19 731,88
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**19 731,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 731,88**

N° opération : 458701	Intitulé de l'opération : TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**30 000,00**	**1 410,00**	**22 502,64**	**6 087,36**	**1 410,00**
4581701 Dépenses nouvelles (2)	0,00	30 000,00	0,00	22 502,64	7 497,36	0,00
4581701 (2)	0,00	0,00	1 410,00	0,00	-1 410,00	1 410,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**30 000,00**	**1 410,00**	**22 502,64**	**6 087,36**	**1 410,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**30 000,00**	**1 410,00**	**22 502,64**	**6 087,36**	**1 410,00**
4582701 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	30 000,00	1 410,00	22 502,64	6 087,36	1 410,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 458701	Intitulé de l'opération : TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**30 000,00**	**1 410,00**	**22 502,64**	**6 087,36**	**1 410,00**

N° opération : 45872	Intitulé de l'opération : RESEAUX IRVE CCFI SIEGE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 749,03**
458172 Dépenses nouvelles (2)	4 749,03	0,00	0,00	0,00	0,00	4 749,03
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 749,03**
RECETTES (b)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 749,03**
458272 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	4 749,03	0,00	0,00	0,00	0,00	4 749,03
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 749,03**

N° opération : 45877	Intitulé de l'opération : ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**457 727,97**	**237 583,88**	**77 481,88**	**60 204,00**	**99 898,00**	**535 209,85**
458177 Dépenses nouvelles (2)	239 943,04	237 583,88	77 481,88	60 204,00	99 898,00	317 424,92
458177 (2)	217 784,93	0,00	0,00	0,00	0,00	217 784,93
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**457 727,97**	**237 583,88**	**77 481,88**	**60 204,00**	**99 898,00**	**535 209,85**
RECETTES (b)	**535 209,85**	**160 102,00**	**60 204,00**	**0,00**	**99 898,00**	**595 413,85**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45877	Intitulé de l'opération : ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
458277 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	525 421,04	160 102,00	60 204,00	0,00	99 898,00	585 625,04
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	9 788,81	0,00	0,00	0,00	0,00	9 788,81
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**535 209,85**	**160 102,00**	**60 204,00**	**0,00**	**99 898,00**	**595 413,85**

N° opération : 45878	Intitulé de l'opération : EP SMICTOM					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 525,90**
458178 Dépenses nouvelles (2)	64 525,90	0,00	0,00	0,00	0,00	64 525,90
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 525,90**
RECETTES (b)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 525,90**
458278 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	64 525,90	0,00	0,00	0,00	0,00	64 525,90
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 525,90**

N° opération : 45879	Intitulé de l'opération : CEE COMMUNES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**4 001,72**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**4 001,72**
458179 Dépenses nouvelles (2)	4 001,72	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	4 001,72
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45879	Intitulé de l'opération : CEE COMMUNES					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**4 001,72**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**4 001,72**
RECETTES (b)	**4 001,72**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**4 001,72**
458279 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	4 001,72	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	4 001,72
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 001,72**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**4 001,72**

N° opération : 45882	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF 2021					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 053,00**
458182 Dépenses nouvelles (2)	82 053,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 053,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 053,00**
RECETTES (b)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 053,00**
458282 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	82 053,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 053,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 053,00**

N° opération : 45883	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI 2021					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 530,40**
458183 Dépenses nouvelles (2)	78 530,40	0,00	0,00	0,00	0,00	78 530,40
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45883	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI 2021					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 530,40**
RECETTES (b)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 530,40**
458283 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	78 530,40	0,00	0,00	0,00	0,00	78 530,40
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 530,40**

N° opération : 45885	Intitulé de l'opération : ACTEE I OP MAITRISE OEUVRE COMMUNES					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 690,54**
458185 (2)	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
458185 Dépenses nouvelles (2)	234 490,54	0,00	0,00	0,00	0,00	234 490,54
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 690,54**
RECETTES (b)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 690,54**
458285 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	236 690,54	0,00	0,00	0,00	0,00	236 690,54
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 690,54**

N° opération : 45887	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI 2022					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45887	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI 2022					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**103 302,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 302,00**
458187 Dépenses nouvelles (2)	103 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 302,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**103 302,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 302,00**
RECETTES (b)	**82 783,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 783,08**
458287 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	82 783,08	0,00	0,00	0,00	0,00	82 783,08
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**82 783,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 783,08**

N° opération : 45888	Intitulé de l'opération : RESEAUX HAZEBROUCK					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**496 707,60**	**496 653,00**	**0,00**	**54,60**	**496 653,00**
458188 Dépenses nouvelles (2)	0,00	496 707,60	496 653,00	0,00	54,60	496 653,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**496 707,60**	**496 653,00**	**0,00**	**54,60**	**496 653,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**496 707,60**	**496 653,00**	**0,00**	**54,60**	**496 653,00**
458288 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	496 707,60	496 653,00	0,00	54,60	496 653,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**496 707,60**	**496 653,00**	**0,00**	**54,60**	**496 653,00**

N° opération : 45889	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF FIOUL GAZ					Date de la délibération :
	Cumul des	Sur l'exercice				Cumul des

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**3 485,00**	**11 000,00**	**1 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**4 485,00**
458189 Dépenses nouvelles (2)	3 485,00	11 000,00	1 000,00	0,00	10 000,00	4 485,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 485,00**	**11 000,00**	**1 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**4 485,00**
RECETTES (b)	**4 485,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**4 485,00**
458289 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	4 485,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	4 485,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 485,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**4 485,00**

N° opération : 45891 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX CACF (AVANT CCFI)** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**65 689,38**	**318 112,13**	**218 112,13**	**0,00**	**100 000,00**	**283 801,51**
458191 Dépenses nouvelles (2)	65 689,38	318 112,13	218 112,13	0,00	100 000,00	283 801,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**65 689,38**	**318 112,13**	**218 112,13**	**0,00**	**100 000,00**	**283 801,51**
RECETTES (b)	**65 689,38**	**246 905,39**	**218 112,13**	**0,00**	**28 793,26**	**283 801,51**
458291 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	65 689,38	246 905,39	218 112,13	0,00	28 793,26	283 801,51
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**65 689,38**	**246 905,39**	**218 112,13**	**0,00**	**28 793,26**	**283 801,51**

N° opération : 45892 — **Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFL** — **Date de la délibération :**

	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPENSES (a)	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**303 260,54**	**126 739,46**	**0,00**
458192 Dépenses nouvelles (2)	0,00	430 000,00	0,00	126 844,28	303 155,72	0,00
458192 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458192 Restes à réaliser (2)	0,00	0,00	0,00	176 416,26	-176 416,26	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**303 260,54**	**126 739,46**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**303 260,54**	**126 739,46**	**0,00**
458292 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	430 000,00	0,00	303 260,54	126 739,46	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**303 260,54**	**126 739,46**	**0,00**

N° opération : 45893 **Intitulé de l'opération : TERRAINS SPORTS COMMUNES** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**182 633,37**	**1 206 542,77**	**268 222,01**	**100 556,16**	**837 764,60**	**450 855,38**
458193 Dépenses nouvelles (2)	182 633,37	1 206 542,77	268 222,01	100 556,16	837 764,60	450 855,38
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**182 633,37**	**1 206 542,77**	**268 222,01**	**100 556,16**	**837 764,60**	**450 855,38**
RECETTES (b)	**182 633,37**	**1 206 542,77**	**268 222,01**	**100 556,16**	**837 764,60**	**450 855,38**
458293 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	182 633,37	1 206 542,77	268 222,01	100 556,16	837 764,60	450 855,38
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**182 633,37**	**1 206 542,77**	**268 222,01**	**100 556,16**	**837 764,60**	**450 855,38**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45894	Intitulé de l'opération : LUM ACTE REVERST SIDEC SE60 VILLE HAZEBROUCK					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 249,85**
458194 Dépenses nouvelles (2)	109 249,85	0,00	0,00	0,00	0,00	109 249,85
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 249,85**
RECETTES (b)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 249,85**
458294 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	109 249,85	0,00	0,00	0,00	0,00	109 249,85
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**109 249,85**

N° opération : 45896	Intitulé de l'opération : SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 700,00**
458196 Dépenses nouvelles (2)	70 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 700,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 700,00**
RECETTES (b)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 700,00**
458296 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	70 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 700,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45896	Intitulé de l'opération : SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 700,00**

N° opération : 45897	Intitulé de l'opération : EFF'ACTE					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 485,07**
458197 Dépenses nouvelles (2)	18 485,07	0,00	0,00	0,00	0,00	18 485,07
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 485,07**
RECETTES (b)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 485,07**
458297 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	18 485,07	0,00	0,00	0,00	0,00	18 485,07
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 485,07**

N° opération : 45898	Intitulé de l'opération : ACTEE + CHENE 1 A 6					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**103 479,37**	**245 120,00**	**53 640,00**	**0,00**	**191 480,00**	**157 119,37**
458198 Dépenses nouvelles (2)	103 479,37	241 928,00	53 640,00	0,00	188 288,00	157 119,37
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458298 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	3 192,00	0,00	0,00	3 192,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**103 479,37**	**241 928,00**	**53 640,00**	**0,00**	**188 288,00**	**157 119,37**
RECETTES (b)	**23 319,20**	**243 485,00**	**121 334,17**	**0,00**	**122 150,83**	**144 653,37**
458298 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	23 319,20	243 485,00	42 909,00	0,00	200 576,00	66 228,20

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

N° opération : 45898	Intitulé de l'opération : ACTEE + CHENE 1 A 6					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	67 663,00	0,00	-67 663,00	67 663,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458198 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	10 762,17	0,00	-10 762,17	10 762,17
Recettes nettes (b - d)	**23 319,20**	**243 485,00**	**110 572,00**	**0,00**	**132 913,00**	**133 891,20**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS

IV
B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	797 600,00	797 600,00	11 770,31
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**797 600,00**	**797 600,00**											**11 770,31**	**0,00**
BIOGNV WORMHOUT	2025	X Echéance constante	CONTRAT DE PRET BIO GNV WORMHOUT REPRESENTE PAR SEVEN DISTRIBUTION NANTISSEMENT TE FLANDRE	CREDIT COOPERATIF	797 600,00	797 600,00	12,00	M	F		3,700	F		3,700	-		11 770,31	0,00
TOTAL GENERAL					**797 600,00**	**797 600,00**											**11 770,31**	**0,00**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**7 489 291,49**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des délégations de service public				0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV– ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES	B8.1.2

SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES

(Articles L. 4312-11 et L. 3312-5 du CGCT)

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par la collectivité.

(2) Numéro à 9 chiffres.

(3) Détailler le numéro d'article.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**10,00**	**0,00**	**10,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
Adjoint Administratif	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif ppal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif ppal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**13,00**	**0,00**	**13,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Adjoint technique	C	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique ppal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise principal	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Technicien ppal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		23,00	0,00	23,00	15,00	0,00	15,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
AGENT CONTRACTUEL DE REMPLACEMENT		OTR		0,00	A NON POURVU	CDD
APPRENTI		TECH		0,00	A POURVU	A CONTRAT APPRENTI
APPRENTI		TECH		0,00	A NON POURVU	A CONTRAT APPRENTI
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
05/12/2003 - Concession en métropole légal	GRDF REGION NORD OUEST	SA GRDF REGION NORD OUEST		0,00
26/06/2009 - Concession	GRDF REGION NORD OUEST	SA GRDF REGION NORD OUEST		0,00
15/11/2018 - Concession en métropole légal	ENEDIS	ENEDIS		0,00
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

IV
B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

IV
B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV
B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES

B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**11 119 965,98**	**46 002,48**	
Acquisitions à titre onéreux			**11 119 965,98**	**46 002,48**	
01/01/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2019-03-LT03-BC 430 HAZEBROUCK RUE DU VIEUX BERQUIN	2023-111	445 234,10	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2019-03-LT03-BC 430 HAZEBROUCK RUE DU VIEUX BERQUIN	2023-111	83 000,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 580 STEENWERCK PHASE 1-RUE DE LA GARE	2024-253	169 378,15	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 580 STEENWERCK PHASE 1-RUE DE LA GARE	2024-253	2 250,13	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 544 ART8 WATTEN R.COLVE VICTOIRE	2024-458	209 136,50	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 544 ART8 WATTEN R.COLVE VICTOIRE	2024-458	2 515,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 536 ART 8 HOLQUE RUE AA	2024-513	58 211,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 536 ART 8 HOLQUE RUE AA	2024-513	840,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 664 ART8 LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE	2024-673	41 247,60	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 543 WARHEM RUE DE REXPOEDE	2024-674	159 937,10	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 543 WARHEM RUE DE REXPOEDE	2024-674	2 477,10	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 1 RUE DES TILLEULS	2024-681	1 175,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 662 MERVILLE RUE BOURNOVILLE	2024-778	1 600,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 534 FLETRE IMPASSE MONT DES CATS	2024-865	680,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 658 ART8 BAILLEUL RUE DE LILLE	2024-1085	1 140,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG M2024-02-LT01 BC 694 QUAEDYPRE SUR ENSEMBLE COMMUNE	2024-1126	5 292,84	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2022-01-LT02-BC656 EECKE PETITE RTE STEENVOORDE	2024-1283-2025	816,00	54,00	15
01/01/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2019-03-LT03-BC 430 HAZEBROUCK RUE DU VIEUX BERQUIN	2025-72	495 073,40	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2019-03-LT03-BC 430 HAZEBROUCK RUE DU VIEUX BERQUIN	2025-72	3 480,00	0,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 664 ART8 LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE	2025-60	1 552,80	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 664 ART8 LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE	2025-61	33 050,10	0,00	15
01/01/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 682 LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE	2025-64	552,50	0,00	15
01/01/2025	AIDE MDE P2023 SOLDE ST PIERREBROUCK CHAUDIERES ECOLE MAIRIE CANTINE PRESBYTERE	2024-752B	9 047,59	603,00	15
01/01/2025	AIDE MDE PROG 2023 2EM VAGUE SOLDE METEREN ECLAIRAGE LED SALLE DES SPORTS	2025-66	459,94	459,94	1
01/01/2025	AIDE MDE PROG 2024 SANS MO ACPTE 40% STEENWERCK FENETRE ISOLATION MAIRIE	2025-67	3 853,97	257,00	15
01/01/2025	AIDE MDE PROG 2024 ST JANS CAPPEL CHAUFFAGE - ISOLATION LOGT COMMUNAL	2025-68	1 574,73	105,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 544 ART8 WATTEN R.COLMET VICTOIRE	2025-97	1 200,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 544 ART8 WATTEN R.COLMET VICTOIRE	2025-97	105 837,60	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 544 ART8 WATTEN R.COLMET VICTOIRE	2025-99	129 552,22	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 580 STEENWERCK PHASE 1 RUE DE LA GARE	2025-77	75 334,80	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 580 STEENWERCK PHASE 1 RUE DE LA GARE	2025-77	1 200,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 580 STEENWERCK PHASE 1 RUE DE LA GARE	2025-79	58 233,12	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 543 WARHEM RUE DE REXPOEDE	2025-84	116 769,60	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 543 WARHEM RUE DE REXPOEDE	2025-84	1 200,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 543 WARHEM RUE DE REXPOEDE	2025-86	66 522,00	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 536 ART 8 HOLQUE RUE AA	2025-101	12 949,20	0,00	15
01/01/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 536 ART 8 HOLQUE RUE AA	2025-102	30 759,20	0,00	15
01/02/2025	CREATION FEU TRICOLORE BC 597 STEENVOORDE ROUTE BERGERIE	2024-1013	33 435,60	0,00	15
01/02/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG M2022-01-LT01-BC 722 WORMHOUT PHASE 2 DIVERS RUES	2024-1125	22 375,92	0,00	15
01/02/2025	FAUTEUIL BUREAU SPRING LAURA BLAU	2025-132	128,23	117,54	1
01/02/2025	CANDELABRE SOLAIRE LED BC 602 EP HAVERSKERQUE RUE DU MOULIN	2025-220	11 384,03	0,00	15
01/02/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 760 EP BIERNE PHASE 2 DIVERS RUES	2025-221	64 809,60	3 961,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/02/2025	LICENCE PAAS ET LICENCE MOBILITE ET HEBERGEMENT - 01-06-24 AU 31-05-25 SMARTGEO	2025-226	23 488,80	10 765,00	2
01/02/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 778 EP VOLCKERINCKHOVE RUELLE BICHES	2025-235	2 078,40	127,00	15
01/02/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2022-01-LT01-BC 652 BOLLEZEELE RTE MERCKEHEM R.CORNETT	2025-237	34 931,40	2 135,00	15
01/02/2025	PUBLICATION ATTRIBUTION MARCHE TX CONCOURANT A LA TRANSITION ENERGETIQUE 2024/02	2025-238	324,00	297,00	1
01/02/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 668 ST JANS CAPPEL MONT NOIR	2025-264-2026	98 814,80	0,00	0
01/02/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 661 PHASE 1 LA GORGUE RUE GENERAL GAULLE	2025-265-2026	73 163,90	0,00	0
01/02/2025	CANDELABRE SOLAIRE LED LAVENTIE BC 758 RESIDENCE GUYNEMER ALLEE DES MESANGES	2025-276-2026	3 304,32	0,00	0
01/02/2025	INFRASTRUTURE LUMINEUSE BC 728 BAVINCHOVE PASSAGE PIETON PL EGLISE CARREFOUR	2025-277	1 318,80	0,00	15
01/03/2025	RACCORDEMENT ELEC BORNE IRVE LE DOULIEU 331 GRANDE RUE	2024-678	14 412,00	0,00	15
01/03/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 541 ST SYVESTRE CAPPEL R.MOULINS	2024-826	2 060,00	0,00	15
01/03/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 663 NIEPPE RUE VANUXEEM	2024-827	2 060,00	0,00	15
01/03/2025	RACCORDEMENT ELEC FEU TRICOLORE LAVENTIE RUE DU GENERAL DE GAULLE	2024-866	74 311,80	0,00	15
01/03/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BAILLEUL RUE NATHALIS DUMEZ	2024-1068	22 814,50	0,00	15
01/03/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BAILLEUL HAMMEAU STEENT JE - PLUYMSTRAETE	2024-1121	23 147,00	0,00	15
01/03/2025	CANDELABRE SOLAIRE LED BC 602 EP HAVERSKERQUE RUE DU MOULIN	2025-220	8 250,00	0,00	15
01/03/2025	LICENCES MICROSOFT 365 BUSINESS BASIC QUANTITE 18	2025-302	1 620,00	675,00	2
01/03/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 788 LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE PH 2	2025-283-2026	80 306,10	0,00	0
01/03/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02 BC 539 OXELAERE RUE DE LA DREVE	2025-284	41 479,19	0,00	0
01/03/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 594 TX RENOV EP METEREN ENSEMBLE COM	2025-305	104 668,08	0,00	15
01/03/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 767 STEENVOORDE ROUTE DE WATOU	2025-292	576,00	0,00	15
01/03/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 690 QUAEDYPRE CONTOUR DE L EGLISE	2025-293	576,00	0,00	15
01/03/2025	CANDELABRE SOLAIRE ET LANTERNE BC 676 ZUYTPEENE ROUTE DE CASSEL	2025-298	21 180,18	1 177,00	15
01/03/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 422 RENOV EP NIEPPE RTE ARMENTIERES	2025-301	57 918,00	0,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
01/04/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 658 ART8 BAILLEUL RUE DE LILLE	2024-1085	79 879,50	0,00	15
01/04/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 668 ST JANS CAPPEL MONT NOIR	2025-264-2026	3 440,00	0,00	0
01/04/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 658 ART8 BAILLEUL RUE DE LILLE	2025-463	6 285,40	0,00	15
01/04/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 658 ART8 BAILLEUL RUE DE LILLE	2025-464	32 578,20	0,00	15
01/04/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 658 ART8 BAILLEUL RUE DE LILLE	2025-464	1 200,00	0,00	15
01/04/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 648 STEENBECQUE TX RENOV EP ENSEMBLE C	2025-399	52 678,32	0,00	15
01/04/2025	AIDE PROJET SOLAIRE PROG 2024 1ER VAGUE HARDIFORT MAISON COMMUNALE DELASSUS	2025-401	5 000,00	250,00	15
01/04/2025	AIDE PROJET SOLAIRE PROG 2024 2EM VAGUE LE DOULIEU ECOLE YOURCENAR	2025-402	5 000,00	250,00	15
01/04/2025	AIDE PROJET SOLAIRE PROG 2023 2EM VAGUE MERRIS ACC SALLE POLYVALENTE SPORTIVE	2025-403	5 000,00	250,00	15
01/05/2025	RACCORDEMENT ELECTRIQUE BORNE IRVE LEDERZEELE 1 ROUTE DU CHEMIN VERT	2024-679	14 239,50	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 662 MERVILLE RUE BOURNOVILLE	2024-778	85 891,24	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG M2022-01-LT01-BC 722 WORMHOUT PHASE 2 DIVERS RUES	2024-1125	199 706,52	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 717 STEENBECQUE RUE D'AIRE ET EGLISE	2025-441-2026	19 700,78	0,00	0
01/05/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 733 EP HONDSCHOOTE DIVERS RUES	2025-442	60 529,78	0,00	15
01/05/2025	ECRAN INTERACTIF SUPPORT PC CAMERA TRANSMETTEUR HDMI PRESTATION INFORMATIQUE	2025-466	6 120,00	1 360,00	3
01/05/2025	ORDINATEUR+ECRAN+CLAVIER DEBRU - ECRAN+SOURIS BAUDE - 2 ECRANS LAMANT BLAU	2025-467	3 360,00	747,00	3
01/05/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 662 MERVILLE RUE BOURNOVILLE	2025-477	35 267,50	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 662 MERVILLE RUE BOURNOVILLE	2025-477	1 320,00	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 662 MERVILLE RUE BOURNOVILLE	2025-477	1 200,00	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 662 MERVILLE RUE BOURNOVILLE	2025-480	39 364,56	0,00	15
01/05/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 665 WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE	2025-482-2026	55 270,80	0,00	0
01/05/2025	PUBLICATION MARCHETX OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES BLARINGHEM	2025-475	864,00	288,00	2

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 1 RUE DES TILLEULS	2024-681	132 441,90	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 2 RUE DES TILLEULS	2024-702	31 198,65	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 534 FLETRE IMPASSE MONT DES CATS	2024-865	65 742,58	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 742 RENOV EP BAILLEUL PH 2 INTRACTING	2024-1127	296 955,84	0,00	15
01/06/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 682 LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE	2025-64	22 814,50	0,00	15
01/06/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 690 QUAEDYPRE CONTOUR DE L EGLISE	2025-293	23 147,00	0,00	15
01/06/2025	AUDITS CDC REGULARISATION 458-98 RETRACANT LA PART DU TE FLANDRE	2025-448	1 646,17	480,00	2
01/06/2025	AUDITS ECOBAT REGULARISATION 458-98 RETRACANT LA PART DU TE FLANDRE	2025-449	10 945,00	3 193,00	2
01/06/2025	AUDITS SOCOTEC REGULARISATION 458-98 RETRACANT LA PART DU TE FLANDRE	2025-450	9 116,00	2 659,00	2
01/06/2025	MARCHE TX RESEAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02 BC 154 EP WINNEZEELE CHEMIN VERT	2025-489	35 652,84	1 387,00	15
01/06/2025	MARCHE TX RESEAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02 BC154 TELEC WINNEZEELE CHEMIN VERT	2025-490	22 799,28	887,00	15
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 1 RUE DES TILLEULS	2025-529	11 418,00	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 1 RUE DES TILLEULS	2025-530	1 200,00	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 1 RUE DES TILLEULS	2025-530	59 163,72	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 2 RUE DES TILLEULS	2025-536	1 933,20	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 532 ERINGHEM PHASE 2 RUE DES TILLEULS	2025-537	18 021,79	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 753 RENOV EP BAILLEUL PH 3 INTRACTING	2025-540	437 218,80	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 831 RENOV EP BAILLEUL PH 6 HORS INTRA	2025-635	125 970,00	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 776 RENOV EP STEENWERCK CROIX DU BAC	2025-636	86 626,80	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02 BC 660 CASSEL RUE DE BERGUE	2025-644-2026	30 469,99	0,00	0
01/06/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 534 FLETRE IMPASSE MONT DES CATS	2025-646	23 070,74	0,00	15
01/06/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 534 FLETRE IMPASSE MONT DES CATS	2025-647	1 837,80	0,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
01/06/2025	UNITE CENTRALE + SOURIS N PIETERSOONE MP HEU A CLEENEWERCK - ECRAN E BEAUVARLET	2025-652	3 276,70	637,00	3
01/07/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02 BC 539 OXELAERE RUE DE LA DREVE	2025-284	840,00	0,00	0
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 594 TX RENOV EP METEREN ENSEMBLE COM	2025-305	429 135,12	0,00	15
01/07/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 767 STEENVOORDE ROUTE DE WATOU	2025-292	23 147,00	0,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 733 EP HONDSCHOOTE DIVERS RUES	2025-442	10 116,68	0,00	15
01/07/2025	AIDE MDE PROG 2023 1ER VAGUE FLEURBAIX ISOLATION MENUISERIES PAC AIR-EAU VMC ECO	2025-677	11 883,93	396,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 744 RENOV EP ST JANS CAPPEL PHASE 2	2025-662	90 773,40	0,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 744 RENOV EP ST JANS CAPPEL PHASE 2	2025-662	90 773,40	0,00	15
01/07/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 765 STEENWERCK RUE DE LA GARE PH 2	2025-694	64 910,60	0,00	15
01/07/2025	TRAVX NUMERIQUE SYNDICAT MIXTE NPC ANNEE 2024 SEMESTRE 2	2025-703	29 660,00	989,00	15
01/07/2025	CANDELABRE SOLAIRE LED BC 766 CAPPELLE BROUCK PARK IMP PRESBYTERE R.PONT ABESSE	2025-728	2 678,22	0,00	0
01/07/2025	MARCHE TX RX AMEL QUALIT 2022-03-LT02 BC 666 STEENVOORDE R.POPERINGHE ST EXUPERY	2025-729	84 149,57	0,00	0
01/07/2025	PUBLICATION MARCHE TRAVX RESEAUX AMELIOR ESTHET ET QUALITE DE LA DESSERTE	2025-757	864,00	216,00	2
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 726 EP ARNEKE RUES CASSEL MIDI ST OMER	2025-758	13 833,84	0,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2022-01-LT02-BC 651 FLEURBAIX PH 2 ENSEMBLE COMMUNE	2025-759	40 381,50	0,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2022-01-LT02-BC 651 FLEURBAIX PH 2 ENSEMBLE COMMUNE	2025-759	1 528,50	1 397,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 827 EP MERVILLE RUE GENERAL DE GAULLE	2025-761	4 083,60	136,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 798 GODEWAERSVELDE PHASE 1	2025-795	18 855,72	0,00	15
01/07/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 810 GODEWAERSVELDE PHASE 2	2025-796	17 187,00	0,00	15
01/08/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 717 STEENBECQUE RUE D'AIRE ET EGLISE	2025-441-2026	1 658,88	0,00	0
01/08/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 717 STEENBECQUE RUE D'AIRE ET EGLISE	2025-441-2026	1 658,88	0,00	0
01/08/2025	AIDE MDE PROG 2023 2EM VAGUE EECKE ISOLATION VMC LOGT COMMUNAL RUE DU PATRONAGE	2025-799	2 927,45	81,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements antérieurs 31/12/N	Durée en années (2)
01/08/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01 BC 693 EP LOOBERGHE R.MOULIN ROSENDAEL	2025-800	51 624,00	1 434,00	15
01/08/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 770 RENOV EP BAILLEUL PH 4 INTRACTING	2025-816	373 380,00	0,00	15
01/08/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 830 RENOV EP BAILLEUL PH 5 INTRACTING	2025-817	28 486,04	0,00	15
01/08/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT03-BC 759 RV EP BAILLEUL R.LILLE HORS INTRAC	2025-823	89 808,00	0,00	15
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 771 WORMHOUT PLACE GENERAL DE GAULLE	2025-824	576,00	0,00	15
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 772 WORMHOUT ROUTE STEENVOORDE	2025-825-2026	576,00	0,00	0
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 773 WORMHOUT RUE RUBROUCK	2025-826	576,00	0,00	15
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 824 OXELAERE ROUTE ST OMER	2025-827	576,00	0,00	15
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 826 EBBLINGHEM PARKING GARE SDF ROUTE NATIONALE	2025-828-2026	576,00	0,00	0
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 783 FLETRE CONTOUR EGLISE RUE NATIONALE	2025-829-2026	576,00	0,00	0
01/08/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 825 WINNEZEELE PARKING RUE ABBES PERSYN RTE HERZEELE	2025-830	576,00	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 541 ST SYVESTRE CAPPEL R.MOULINS	2024-826	68 350,39	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG M2024-02-LT01 BC 694 QUAEDYPRE SUR ENSEMBLE COMMUNE	2024-1126	111 538,89	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG M2024-02-LT01 BC 694 QUAEDYPRE SUR ENSEMBLE COMMUNE	2024-1126	2 724,15	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 831 RENOV EP BAILLEUL PH 6 HORS INTRA	2025-635	503 922,00	0,00	15
01/09/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 842 HAZEBROUCK RUE SACRE COEUR	2025-880	576,00	0,00	15
01/09/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 842 HAZEBROUCK RUE SACRE COEUR	2025-880	1 382,40	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 789 ESTAIRES R. KENNEDY MERVILLE J.FERRY	2025-969	93 585,00	0,00	0
01/09/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 541 ST SYVESTRE CAPPEL R.MOULINS	2025-983	46 789,44	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX RESAUX AMELIOR QUALIT 2022-03-LT02-BC 541 ST SYVESTRE CAPPEL R.MOULINS	2025-984	60 279,66	0,00	15
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 797 PITGAM RTE SPREY LOT CLOS TILLEULS	2025-985	23 880,00	531,00	15
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 768 LEDERZEELE RENOV EP DIVERS RUES	2025-988	42 276,00	939,00	15
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 684 HONDEGHEM RUES LAURIERS STAPLE	2025-1000	40 183,20	893,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée en années (2)
01/09/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2022-01-LT02-BC 780 STEEVOORDE MISE EN VALEUR EGLISE	2025-1002	17 770,44	395,00	15
01/10/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 663 NIEPPE RUE VANUXEEM	2024-827	255 828,28	0,00	15
01/10/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 663 NIEPPE RUE VANUXEEM	2024-827	3 580,00	0,00	15
01/10/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 757 RENOV EP NIEPPE PHASE 2	2024-1231	219 273,64	0,00	15
01/10/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03-BC 757 RENOV EP NIEPPE PHASE 2	2024-1231	6 723,80	0,00	15
01/10/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 648 STEENBECQUE TX RENOV EP ENSEMBLE C	2025-399	212 239,68	0,00	15
01/10/2025	LICENCE PAAS LICENCE MOBILITE ET HEBERGEMENT - SMARTGEO	2025-1025	24 738,62	3 489,00	2
01/10/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 663 NIEPPE RUE VANUXEEM	2025-1031	68 290,60	0,00	15
01/10/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 663 NIEPPE RUE VANUXEEM	2025-1031	1 200,00	0,00	15
01/10/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 663 NIEPPE RUE VANUXEEM	2025-1033	106 827,12	0,00	15
01/10/2025	TRAVX NUMERIQUE SYNDICAT MIXTE NPC ANNEE 2025 SEMESTRE 1	2025-1049	28 350,00	473,00	15
01/10/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2022-01-LT01-BC 731 ZEGERSCAPPEL RENOV EP ENS COMMUNE	2025-1052	3 424,80	57,00	15
01/10/2025	AIDE MDE PROG 2024 2EM VAGUE SANS MO OXELAERE - RENOV ANCIENNE BOULANGERIE EN SA	2025-1053	5 611,21	94,00	15
01/10/2025	AIDE MDE PROG 2025 HERZELLE SALLE INTER STE CHEMIN DES ARCHERS ISOL PLAFOND ECLA	2025-1054	2 290,31	38,00	15
01/10/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 692 OXELAERE EP PARKING MAISON MEDICAL	2025-1071	21 117,60	352,00	15
01/10/2025	PUBLICATION MARCHE TX OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES HOYMILLE	2025-1098	864,00	108,00	2
01/10/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 786 KILLEM PARKING RUE ST MICHEL	2025-1100	576,00	0,00	0
01/10/2025	AIDE MDE PROG 2025 BUYSSCHEURE SDF ECLAIRAGE LED	2025-1106	2 785,07	47,00	15
28/10/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 810 GODEWAERSVELDE PHASE 2	2025-796	5 259,67	0,00	15
01/11/2025	INFRASTRUTURE LUMINEUSE BC 728 BAVINCHOVE PASSAGE PIETON PL EGLISE CARREFOUR	2025-277	1 318,80	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 733 EP HONDSCHOOTE DIVERS RUES	2025-442	10 416,00	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 733 EP HONDSCHOOTE DIVERS RUES	2025-442	9 558,00	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 733 EP HONDSCHOOTE DIVERS RUES	2025-442	235 551,98	0,00	15

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/11/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 765 STEENWERCK RUE DE LA GARE PH 2	2025-694	177 611,40	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 765 STEENWERCK RUE DE LA GARE PH 2	2025-694	2 500,00	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 726 EP ARNEKE RUES CASSEL MIDI ST OMER	2025-758	54 764,16	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 798 GODEWAERSVELDE PHASE 1	2025-795	75 422,88	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 810 GODEWAERSVELDE PHASE 2	2025-796	68 748,00	0,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 771 WORMHOUT PLACE GENERAL DE GAULLE	2025-824	7 430,34	0,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 773 WORMHOUT RUE RUBROUCK	2025-826	7 421,64	0,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 824 OXELAERE ROUTE ST OMER	2025-827	10 577,58	0,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 825 WINNEZEELE PARKING RUE ABBES PERSYN RTE HERZEELE	2025-830	7 423,84	0,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 842 HAZEBROUCK RUE SACRE COEUR	2025-880	44 766,07	0,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT ELEC FEU TRICOLORE BC 796 OCHTEZEELE RTE ST OMER	2025-1105	1 684,80	0,00	0
01/11/2025	AIDE MDE PROG 2024 1ER VAGUE AVEC MO FLEURBAIX RENOVATION - EXTENSION MAISON DES	2025-1115	14 827,00	165,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 802 OUDEZEELE PARKING RUE DE LA FORGE	2025-1118	576,00	0,00	0
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 785 CROCHTE PARKING SDSPORT R MULLE STRAETE COLLEGE	2025-1122	576,00	0,00	0
01/11/2025	RACCORD BORNE IRVE BC 869 HAZEBROUCK PARKING RUE SOUS PREFECTURE	2025-1140	585,00	0,00	0
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 774 WORMHOUT PARKING ALLEE DES FLEURS	2025-1141	576,00	0,00	0
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 816 HERZEELE PARKING LA PLACE	2025-1142	576,00	0,00	0
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 653 OOST CAPPEL LA PLACE PARKING SALLE	2025-1171	1 730,00	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 653 OOST CAPPEL LA PLACE PARKING SALLE	2025-1171	15 049,60	187,00	15
01/11/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01 BC 835 EP WULVERDINGHE RTE CASSEL	2025-1175	41 754,00	464,00	15
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 826 EBBLINGHEM PARKING SDF RUE DE L EGLISE	2025-1176	576,00	0,00	0
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 819 RUBROUCK PARK NVEAU CIMENTIERES CONT EGLIS	2025-1177	576,00	0,00	0
01/11/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 811 BAMBECQUE PARKING RUE DES IFS	2025-1188	576,00	0,00	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements 31/12/N	Durée en années (2)
01/11/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 765 STEENWERCK RUE DE LA GARE PH 2	2025-1194	46 850,80	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 765 STEENWERCK RUE DE LA GARE PH 2	2025-1194	1 010,00	0,00	15
01/11/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 765 STEENWERCK RUE DE LA GARE PH 2	2025-1196	47 576,40	0,00	15
01/12/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 668 ST JANS CAPPEL MONT NOIR	2025-264-2026	281 187,20	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 668 ST JANS CAPPEL MONT NOIR	2025-264-2026	2 815,00	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 661 PHASE 1 LA GORGUE RUE GENERAL GAULLE	2025-265-2026	174 628,60	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 661 PHASE 1 LA GORGUE RUE GENERAL GAULLE	2025-265-2026	1 750,00	0,00	0
01/12/2025	CANDELABRE SOLAIRE LED LAVENTIE BC 758 RESIDENCE GUYNEMER ALLEE DES MESANGES	2025-276-2026	34 900,80	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 788 LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE PH 2	2025-283-2026	161 254,40	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 788 LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE PH 2	2025-283-2026	1 750,00	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 717 STEENBECQUE RUE D'AIRE ET EGLISE	2025-441-2026	45 048,50	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT02-BC 717 STEENBECQUE RUE D'AIRE ET EGLISE	2025-441-2026	25 118,00	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 665 WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE	2025-482-2026	122 707,95	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 665 WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE	2025-482-2026	1 628,25	0,00	0
01/12/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 772 WORMHOUT ROUTE STEENVOORDE	2025-825-2026	7 255,34	0,00	0
01/12/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 826 EBBLINGHEM PARKING GARE SDF ROUTE NATIONALE	2025-828-2026	9 232,45	0,00	0
01/12/2025	RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 783 FLETRE CONTOUR EGLISE RUE NATIONALE	2025-829-2026	10 913,75	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 668 ST JANS CAPPEL MONT NOIR	2025-1205-2026	51 200,40	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX RX AMEL QTE ESTH 2022-03-LT03-BC 668 ST JANS CAPPEL MONT NOIR	2025-1205-2026	1 200,00	0,00	0
01/12/2025	IMPRIMANTE RAOUT NATHALIE - TABLETTE NOEL LECERF NATACHA - WEBCAM TECHNIQUE	2025-1214-2026	3 759,97	0,00	3
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 665 WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE	2025-1217-2026	51 046,20	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 665 WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE	2025-1217-2026	1 200,00	0,00	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée en années (2)
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT01 BC 665 WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE	2025-1219-2026	61 705,20	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 661 PHASE 1 LA GORGUE RUE GENERAL GAULLE	2025-1223-2026	70 322,40	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 661 PHASE 1 LA GORGUE RUE GENERAL GAULLE	2025-1223-2026	1 200,00	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 661 PHASE 1 LA GORGUE RUE GENERAL GAULLE	2025-1225-2026	65 514,00	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 788 LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE PH 2	2025-1249-2026	31 487,20	0,00	0
01/12/2025	MARCHE TX AMEL QUAL 2022-03-LT03 BC 788 LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE PH 2	2025-1250-2026	157 039,20	0,00	0
01/12/2025	AIDE MDE PROG 2024 SANS MO SOLDE STEENWERCK FENETRE - ISOLATION MAIRIE	2025-67B-2026	5 780,96	0,00	15
01/12/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 186 MERCKEGHEM RTES BOLLEZEELE WATTEN	2025-1254-2026	51 254,40	0,00	15
01/12/2025	MARCHE TX CONC TRANS ENER 2024-02-LT01-BC 186 MERCKEGHEM RTES BOLLEZEELE WATTEN	2025-1254-2026	3 206,88	0,00	15
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES

IV
B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre onéreux							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

IV

B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

IV
B14

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B14

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	7 489 291,49
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT

B15.2

B15.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE

C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 788 422,43**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 604 674,31**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-816 251,88**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**816 251,88**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-816 251,88**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**2 586 500,00**	**2 105 669,47**	**4 142 375,74**	**6 248 045,21**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**4 839 332,20**	**2 751 375,32**	**3 158 659,21**	**5 910 034,53**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 252 832,20**	**645 705,85**	**-983 716,53**	**-338 010,68**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 788 422,43**			**1 788 422,43**
Affectation au 1068 (C)	**816 251,88**	**816 251,88**		**816 251,88**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 604 674,31**			**2 604 674,31**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**2 266 663,63**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**2 586 500,00**	**2 105 669,47**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 636 500,00**	**1 635 832,08**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 636 500,00	1 635 832,08
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**950 000,00**	**469 837,39**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*950 000,00*	*469 837,39*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

IV
C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 839 332,20**	**III 2 751 375,32**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 211 966,21**	**1 037 855,89**
10222	FCTVA	858 360,00	858 359,19
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	348 606,21	179 496,70
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
276341	Créance Communes membres du GFP	5 000,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**3 627 365,99**	**1 713 519,43**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*1 800,00*	*8 132,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 000,00*	*1 773,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*114 000,00*	*91 316,94*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*1 000,00*	*930,80*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*168 000,00*	*185 076,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*29 000,00*	*29 841,29*
281318	*Autres bâtiments publics*	*22 300,00*	*22 251,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*160 000,00*	*159 952,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 410 000,00*	*1 128 267,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*1 000,00*	*87,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*258 000,00*	*53 636,00*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281828	*Autres matériels de transport*	*13 000,00*	*12 779,96*
281838	*Autre matériel informatique*	*5 800,00*	*14 940,89*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 100,00*	*417,45*
28185	*Matériel de téléphonie*	*1 000,00*	*1 964,92*
28188	*Autres immo. corporelles*	*12 000,00*	*2 153,18*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 427 365,99*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV
C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

IV
C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE

IV
C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	134 052,16	76 042,16	0,00	0,00	58 010,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	74 470,59	2 052,00	0,00	0,00	72 418,59	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	540 716,22	500 146,50	0,00	40 569,72	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	16 644,90	0,00	0,00	16 644,90	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 262 492,71	4 698 896,51	261 630,41	5 301 965,79	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	70 750,00	70 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**5 347 887,17**	**261 630,41**	**5 359 180,41**	**130 428,59**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	134 052,16	76 042,16	0,00	58 010,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	74 470,59	2 052,00	0,00	72 418,59	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	540 716,22	500 146,50	40 569,72	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	16 644,90	0,00	16 644,90	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 262 492,71	4 960 526,92	5 301 965,79	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	70 750,00	70 750,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**5 609 517,58**	**5 359 180,41**	**130 428,59**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**134 052,16**	0,00	0,00	0,00	134 052,16
A110	Autres immobilisations incorporelles	**74 470,59**	0,00	0,00	0,00	74 470,59
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**540 716,22**	0,00	0,00	0,00	540 716,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**16 644,90**	0,00	0,00	0,00	16 644,90
A155	Immobilisations corporelles en cours	**10 262 492,71**	0,00	0,00	0,00	10 262 492,71
A165	Immobilisations financières	**70 750,00**	0,00	0,00	0,00	70 750,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 099 126,58**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	134 052,16	0,00	0,00	0,00	134 052,16
A110	Autres immobilisations incorporelles	74 470,59	0,00	0,00	0,00	74 470,59
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	540 716,22	0,00	0,00	0,00	540 716,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	16 644,90	0,00	0,00	0,00	16 644,90
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 262 492,71	0,00	0,00	0,00	10 262 492,71
A165	Immobilisations financières	70 750,00	0,00	0,00	0,00	70 750,00
A225	Opérations pour compte de tiers	70 750,00	0,00	0,00	0,00	70 750,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 099 126,58**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	134 052,16	0,00	0,00	0,00	134 052,16
A110	Autres immobilisations incorporelles	74 470,59	0,00	0,00	0,00	74 470,59
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	540 716,22	0,00	0,00	0,00	540 716,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	16 644,90	0,00	0,00	0,00	16 644,90
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 262 492,71	0,00	0,00	0,00	10 262 492,71
A165	Immobilisations financières	70 750,00	0,00	0,00	0,00	70 750,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 099 126,58**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	134 052,16	0,00	0,00	0,00	134 052,16
A110	Autres immobilisations incorporelles	74 470,59	0,00	0,00	0,00	74 470,59
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	540 716,22	0,00	0,00	0,00	540 716,22
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	16 644,90	0,00	0,00	0,00	16 644,90
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 262 492,71	0,00	0,00	0,00	10 262 492,71
A165	Immobilisations financières	70 750,00	0,00	0,00	0,00	70 750,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 099 126,58**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	134 052,16	0,00	0,00	76 042,16	58 010,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	74 470,59	324,00	0,00	23 435,17	50 711,42
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	540 716,22	500 146,50	40 569,72	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	16 644,90	0,00	16 644,90	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 262 492,71	4 698 896,51	5 563 596,20	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	70 750,00	0,00	0,00	0,00	70 750,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**11 099 126,58**	**5 199 367,01**	**5 620 810,82**	**99 477,33**	**179 471,42**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION

IV
C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	9 074,00	0,00	16 644,90	24 191,17	561 704,35
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	3 206,88	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	5 195 836,13	0,00	645 130,38	48 227,42	792 254,67
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	139 770,16	261 630,41	4 697 405,13	58 010,00	374 331,42
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 827 417,02**	**5 347 887,17**	**261 630,41**	**5 359 180,41**	**130 428,59**	**1 728 290,44**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	9 074,00	16 644,90	24 191,17	561 704,35
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	3 206,88	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	5 195 836,13	645 130,38	48 227,42	792 254,67
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	401 400,57	4 697 405,13	58 010,00	374 331,42
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**12 827 417,02**	**5 609 517,58**	**5 359 180,41**	**130 428,59**	**1 728 290,44**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTION DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	0,00	0,00	0,00	611 614,42
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	0,00	0,00	0,00	3 206,88
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	0,00	0,00	0,00	6 681 448,60
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	0,00	0,00	0,00	5 531 147,12
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 827 417,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 827 417,02**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	0,00	0,00	0,00	611 614,42
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	0,00	0,00	0,00	3 206,88
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	0,00	0,00	0,00	6 681 448,60
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	0,00	0,00	0,00	5 531 147,12
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 827 417,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 827 417,02**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	0,00	0,00	0,00	611 614,42
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	0,00	0,00	0,00	3 206,88
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	0,00	0,00	0,00	6 681 448,60
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	0,00	0,00	0,00	5 531 147,12
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 827 417,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 827 417,02**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	0,00	0,00	0,00	611 614,42
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	0,00	0,00	0,00	3 206,88
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	0,00	0,00	0,00	6 681 448,60
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	0,00	0,00	0,00	5 531 147,12
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 827 417,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 827 417,02**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	611 614,42	324,00	16 644,90	21 707,17	572 938,35
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	3 206,88	3 206,88	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	6 681 448,60	5 195 836,13	645 130,38	0,00	840 482,09
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	5 531 147,12	0,00	4 959 035,54	77 770,16	494 341,42
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**12 827 417,02**	**5 199 367,01**	**5 620 810,82**	**99 477,33**	**1 907 761,86**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

IV

D1.2.1

ELECTRICITE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	981 395,40
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	3 460 116,97	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	1 410,00
Total dépenses réelles et mixtes		**3 460 116,97**	**Total recettes réelles et mixtes**		**982 805,40**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**3 460 116,97**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**982 805,40**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE — D1.2.1

ELECTRICITE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 451,94
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	3 136 232,62
			74	Dotations et participations	104 260,80
			75	Autres produits de gestion courante	259 091,00
014	Atténuations de produits	2 915 937,40	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**2 915 937,40**	**Total recettes réelles et mixtes**		**3 505 036,36**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**2 915 937,40**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**3 505 036,36**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**6 376 054,37**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**4 487 841,76**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

IRVE (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	69 616,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	261 630,41	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	218 803,33	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	218 803,33
Total dépenses réelles et mixtes		**480 433,74**	**Total recettes réelles et mixtes**		**288 419,33**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**480 433,74**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**288 419,33**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE — D1.2.1

IRVE (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	154 652,47	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	7 847,62
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	13 229,81	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	10 250,00
			75	Autres produits de gestion courante	110 582,39
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**167 882,28**	**Total recettes réelles et mixtes**		**128 680,01**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**167 882,28**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**128 680,01**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**648 316,02**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**417 099,34**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

D1.2.2

ELECTRICITE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**3 460 116,97**
2315	Installations, matériel et outillage techniques (en cours)	3 460 116,97
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**3 460 116,97**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**3 460 116,97**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

ELECTRICITE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**981 395,40**
1313	Subv. transf. Départements	132 817,00
13148	Subv. transf. Autres communes	756 198,16
13158	Subv. transf. Autres groupements	7 465,79
1328	Autres subv. d'investissement rattachées aux actifs non amort.	84 914,45
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**1 410,00**
4582701	Opé c./tiers n°4582701	1 410,00
	Total des recettes réelles	**982 805,40**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**982 805,40**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT

D1.2.2

IRVE (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opération)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opération)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opération)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)**	**261 630,41**
2315	Installations, matériel et outillage techniques (en cours)	261 630,41
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**218 803,33**
4581108	Opé c./tiers n°4581108	691,20
458191	Opé c./tiers n°458191	218 112,13
Total des dépenses réelles		**480 433,74**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**480 433,74**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

IRVE (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**69 616,00**
13148	Subv. transf. Autres communes	29 500,00
1388	Autres subventions d'investissement non transférables	40 116,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**218 803,33**
4582108	Opé c./tiers n°4582108	691,20
458291	Opé c./tiers n°458291	218 112,13
Total des recettes réelles		**288 419,33**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**288 419,33**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

D1.2.3

ELECTRICITE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**2 915 937,40**
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	3 646 539,40
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	-730 602,00
Total des dépenses réelles		**2 915 937,40**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**2 915 937,40**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

ELECTRICITE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**5 451,94**
70388	Autres redevances et recettes diverses	5 451,94
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**3 136 232,62**
73141	Accise sur l'électricité	3 136 232,62
74	**Dotations et participations**	**104 260,80**
74741	Participations communes membres du GFP	104 260,80
75	**Autres produits de gestion courante**	**259 091,00**
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	259 091,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**3 505 036,36**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**3 505 036,36**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT

IRVE (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**154 652,47**
60612	Fournitures non stockables - Energie - Electricité	117 124,87
615232	Entretien et réparations sur réseaux	4 405,00
6188	Autres frais divers	32 782,60
6238	Publicité, publications, relations publiques - Divers	340,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**13 229,81**
65888	Autres charges diverses de gestion courante	13 229,81
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**167 882,28**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***

TOTAL DEPENSES	**167 882,28**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

IRVE (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**7 847,62**
70878	Remboursement de frais par des tiers	7 847,62
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**10 250,00**
74741	Participations communes membres du GFP	10 250,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**110 582,39**
75888	Autres produits divers de gestion courante	110 582,39
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**128 680,01**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**128 680,01**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET — D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION

D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

(Montants exprimés en K€)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Autres facturations	0,00
Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».
(2) Total charges = Total charges d'exploitation courante + Total facturations majeures + Total facturations internes.
(3) Excédent brut d'exploitation = Total produits d'exploitation courante – Total charges.
(4) Résultat d'exploitation = Excédent brut d'exploitation – Contribution aux éléments communs de l'entreprise - Total dotations, reprises, transferts et autres.
(5) Résultat courant = Résultat d'exploitation + Résultat financier.
(6) Résultat net = Résultat courant + Résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 3 : PATRIMOINE — D2.3

VOLET 3 – ANNEXE PATRIMONIALE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

MATERIEL ROULANT								
Rame	Matricule (1)	Date de mise en service	Date de fin de potentiel ou durée de vie prévisible	Libellé propriétaire	Mode de financement	Valeur d'origine	Amort. (2)	VNC au 31/12/N-2 (2)
Total séries génériques						0,00	0,00	0,00

(1) Matricule : une référence par voiture ; plusieurs voitures pour une rame.

(2) A compléter pour les biens dont la collectivité est propriétaire.

(3) Série générique : type de rame (génération de rame).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES

D5.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**0,00**	**0,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**0,00**	**0,00**	
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
			0,00	0,00	0
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
			0,00	0,00	0
Affectation			**0,00**	**0,00**	
			0,00	0,00	0
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
			0,00	0,00	0
Divers			**0,00**	**0,00**	
			0,00	0,00	0

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES

IV
D5.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre onéreux							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Affectation							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							**0,00**	**0,00**	
			0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) En application du c) de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, il convient de retracer dans cet état les acquisitions et les cessions réalisées pendant la durée de l'exercice par le concessionnaire d'aménagement.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

IV D5

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV D6

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7

IV
D7

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – COMPTE D'EMPLOI DU FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT (en application de l'article 7 du décret n°2000-992 du 6 octobre 2000)	IV D8

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)

IV
D9

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	22 824 886,50	14 933 086,49	4 142 375,74	3 749 424,27
RECETTES	22 824 886,50	16 295 128,59	3 158 659,21	3 371 098,70
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 984 776,99	6 802 192,74	0,00	2 182 584,25
RECETTES	8 984 776,99	8 628 511,87	0,00	356 265,12

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	22 824 886,50	14 933 086,49	4 142 375,74	3 749 424,27
RECETTES	22 824 886,50	16 295 128,59	3 158 659,21	3 371 098,70
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 984 776,99	6 802 192,74	0,00	2 182 584,25
RECETTES	8 984 776,99	8 628 511,87	0,00	356 265,12

(1) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	22 824 886,50	14 933 086,49	4 142 375,74	3 749 424,27
RECETTES	22 824 886,50	16 295 128,59	3 158 659,21	3 371 098,70
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 984 776,99	6 802 192,74	0,00	2 182 584,25
RECETTES	8 984 776,99	8 628 511,87	0,00	356 265,12
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**31 809 663,49**	**21 735 279,23**	**4 142 375,74**	**5 932 008,52**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**31 809 663,49**	**24 923 640,46**	**3 158 659,21**	**3 727 363,82**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
D11

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D12.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D12.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT

D13.1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

D13.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ÉTATS ANNEXÉS

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU

D14.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

IV – ÉTATS ANNEXÉS	
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D14.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES	
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 196
Nombre de membres présents : 139
Nombre de suffrages exprimés : 141
VOTES :
Pour : 141
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par Le Président (1),
A WORMHOUT, le 24/06/2026

Délibéré par l'assemblée le Comité syndical (2), réunie en session ordinaire
A WORMHOUT, le 24/06/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Comité syndical (2),(3),

.

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 01/07/2026, et de la publication le 01/07/2026
A HAZEBROUCK, le 01/07/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 2041412 - Subv. com. GFP - Bâtiments et installations						**153854.83 €**	
310		AIDE MDE PROG 2025 SIROM WORMHOUT ECLAIRAGE LED	SIROM		758	2928.31 €	310
66		AIDE MDE PROG 2023 2EM VAGUE REXPOEDE RENOV	COMMUNE REXPOEDE		758	16309.50 €	66
65		AIDE MDE PROG 2023 2EM VAGUE MERCKEGHEM	COMMUNE MERCKEGHEM		758	7004.51 €	65
488		AIDE PROJET SOLAIRE PROG 2024 2EM VAGUE	COMMUNE BAVINCHOVE		758	5000.00 €	488
487		AIDE PROJET SOLAIRE PROG 2024 2EM VAGUE BOESCHEPE	COMMUNE BOESCHEPE		758	5000.00 €	487
484		AIDE MDE PROG 2024 2EM VAGUE SANS MO CAPPEL	COMMUNE CAPPELLE BROUCK		758	45225.20 €	484
403		AIDE MDE PROG 2024 1ER VAGUE AVEC MO WEST	COMMUNE WEST CAPPEL		758	7636.80 €	403
371		AIDE MDE PROJET SOLAIRE 2023 1ER VAGUE LESTREM	COMMUNE LESTREM		758	5000.00 €	371
365		AIDE MDE PROG 2023 1ER VAGUE NEUF BERQUIN PAC	COMMUNE NEUF BERQUIN		758	5548.89 €	365
68		AIDE MDE PROG 2023 2EM VAGUE WINNEZEELE	COMMUNE WINNEZEELE		758	7072.20 €	68
309		AIDE PROJET SOLAIRE/ACC PHOTOVOLTAIQUE PROG 2025	COMMUNE OXELAERE		758	5000.00 €	309
308		AIDE PROJET SOLAIRE/ACC PHOTOVOLTAIQUE PROG 2025	COMMUNE SERCUS		758	5000.00 €	308
307		AIDE PROJET SOLAIRE/ACC PHOTOVOLTAIQUE PROG 2025	COMMUNE BOESCHEPE		758	5000.00 €	307
306		AIDE MDE PROG 2025 MORBECQUE MAIRIE	COMMUNE MORBECQUE		758	801.04 €	306
304		AIDE MDE PROG 2025 BAVINCHOVE RENOV SDF	COMMUNE BAVINCHOVE		758	12133.16 €	304
303		AIDE MDE PROG 2025 LE DOULIEU LGT COMMUNAL	COMMUNE LE DOULIEU		758	7969.66 €	303
300		AIDE MDE PROG 2025 ST JANS CAPPEL SALLE SPORTS	COMMUNE ST JANS CAPPEL		758	6019.46 €	300

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

26/01/2026 - 14:26:40

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 2041412 - Subv. com. GFP - Bâtiments et installations						**153854.83 €**	
298		AIDE MDE PROG 2025 LEDRINGHEM REMPLT	COMMUNE LEDRINGHEM		758	3078.80 €	298
369		AIDE MDE PROG 2023 1ER VAGUE MOBECQUE	COMMUNE MORBECQUE		758	2127.30 €	369
Compte : 21534 - Réseaux d'électrification						**2060.00 €**	
182		MISSION SPS CHANTIER ART8 ELEC STEENWERCK RUE DE	Ste GUIGNARD FABRICE		758	2060.00 €	182
Compte : 21538 - Autres réseaux						**64996.20 €**	
287		M2024-02-LT03-BC 847 RENOV EP NIEPPE ENSEMBLE	GRPMT SATELEC RAMERY M2024-02-L03		512	38826.60 €	287
156		M2024-02-LT01 BC 796 EP SLT OCHTEZEELE ROUTE ST	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	26169.60 €	156
Compte : 2185 - Matériel de téléphonie						**2207.64 €**	
334		IPHONE 17 ET ACCESSOIRES N LECERF NOEL L DEBRU ET	Ste ORANGE BUSINESS SERVICE		020	2207.64 €	334

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 2315 - Installations, matériel et outillage techniques (en cours)						**3080673.58 €**	
223		IMPLANT BORNE IRVE BC 869 HAZEBROUCK PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	7430.34 €	223
165		MISSION SPS CHANTIER ART8 ELEC STEENVOORD RUES ST	Ste GUIGNARD FABRICE		758	2180.00 €	165
163		MISSION SPS CHANTIER ART8 ELEC WORMHOUT RUE DE LA	Ste GUIGNARD FABRICE		758	1175.00 €	163
162		MISSION SPS CHANTIER ART8 ELEC LA GORGUE RUE DU	Ste GUIGNARD FABRICE		758	2980.00 €	162
328		M2024-02-LT01 BC 799 EP BERGUES PHASE 2 DIVERSES	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	331396.56 €	328
326		M2024-02-LT01 BC 799 EP BERGUES PHASE 1 DIVERSES	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	386373.74 €	326
261		M2024-02-LT03-BC 875 RENOV EP LA GORGUE ENSEMBLE	GRPMT SATELEC RAMERY M2024-02-L03		512	399938.40 €	261
253		RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 813 WEST CAPPEL	ENEDIS ERDF		758	576.00 €	253
246		RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 809 CAESTRE	ENEDIS ERDF		758	576.00 €	246
220		IMPLANT BORNE IRVE BC 844 ST PIERRE BROUCK PLACE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23065.46 €	220
222		IMPLANT BORNE IRVE BC 868 HAZEBROUCK PARK HOTEL	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23500.70 €	222
362		M2024-02-LT01 BC 881 EP HONDSCHOOTE PHASE 2	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	15475.20 €	362
357		M2024-02-LT03-BC 818 RENOV EP LA GORGUE ENSEMBLE	GRPMT SATELEC RAMERY M2024-02-L03		512	439965.60 €	357
231		IMPLANT BORNE IRVE BC 819 RUBROUCK PARKING NVEAU	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23065.46 €	231
322		RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 844 ST PIERRE	ENEDIS ERDF		758	576.00 €	322
167		M2022-03-LT03 BC 789 ART8 BT/ELEC ESTAIRES R.	SA GRPMT CITEOS FLASH STPS M2022-03		758	281529.00 €	167
252		RACCORDEMENT BORNE IRVE BC 820 WALLON CAPPEL	ENEDIS ERDF		758	576.00 €	252

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 2315 - Installations, matériel et outillage techniques (en cours)						**3080673.58 €**	
642		M2022-03-LT02 BC 539 ART8 TELECOM OXELAERE RUE DE	Etablissement RAMERY RESEAUX		758	42941.67 €	642
356		M2024-02-LT02 BC 828 EP FLETRE EP IMPASSE MONT	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	8428.80 €	356
168		M2022-03-LT03 BC 789 ART8 TELECOM ESTAIRES R.	SA GRPMT CITEOS FLASH STPS M2022-03		758	27826.80 €	168
105		M2024-02-LT01 BC 766 EP CAPPELLE BROUCK PARK IMP	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	35637.60 €	105
105		M2024-02-LT01 BC 766 EP CAPPELLE BROUCK PARK IMP	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	1834.80 €	105
105		M2024-02-LT01 BC 766 EP CAPPELLE BROUCK PARK IMP	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	1507.80 €	105
97		M2022-03-LT02 BC 660 ART8 TELECOM CASSEL RUE DE	Etablissement RAMERY RESEAUX		758	4707.00 €	97
96		M2022-03-LT02 BC 660 ART8 BT/ELEC CASSEL RUE DE	Etablissement RAMERY RESEAUX		758	92511.28 €	96
94		IMPLANT BORNE IRVE BC 785 CROCHTE RUE MULLE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	94
93		IMPLANT BORNE IRVE BC 802 OUDEZEELE RUE DE LA	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	93
33		M2024-02-LT02 BC 596 EP BERTHEN CREATION FEU	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	30973.92 €	33
643		M2022-03-LT02 BC 539 ART8 EP INVEST OXELAERE RUE DE LA	Etablissement RAMERY RESEAUX		512	52847.18 €	643
641		M2022-03-LT02 BC 539 ART8 BT/ELEC OXELAERE RUE DE	Etablissement RAMERY RESEAUX		758	86092.72 €	641
90		IMPLANT BORNE IRVE BC 786 KILLEM RUE ST MICHEL	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	90
177		IMPLANT BORNE IRVE BC 813 WEST CAPPEL ROUTE YSER	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23065.46 €	177
169		M2024-02-LT03-BC 732 RENOV EP LE DOULIEU ENSEMBLE	GRPMT SATELEC RAMERY M2024-02-L03		512	149994.00 €	169
169		M2024-02-LT03-BC 732 RENOV EP LE DOULIEU ENSEMBLE	GRPMT SATELEC RAMERY M2024-02-L03		512	4410.00 €	169
172		IMPLANT BORNE IRVE BC 826 EBBLINGHEM PARKING SDF	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23065.46 €	172

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 2315 - Installations, matériel et outillage techniques (en cours)						**3080673.58 €**	
28		M2024-02-LT02 BC 728 EP BAVINCHOVE PASS PIETON PL	GRPMT CITEOS (SANTERNE) FLASH M2024-02-L01/L02		512	831.60 €	28
176		IMPLANT BORNE IRVE BC 820 WALLON CAPPEL PARKING	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	176
185		M2022-03-LT02 BC 666 ART8 BT/ELEC STEENVOORDE	Etablissement RAMERY RESEAUX		758	185883.58 €	185
186		M2022-03-LT02 BC 666 ART8 TELECOM STEENVOORDE	Etablissement RAMERY RESEAUX		758	80436.00 €	186
187		M2022-03-LT02 BC 666 ART8 EP STEENVOORDE RUES ST	Etablissement RAMERY RESEAUX		512	100421.65 €	187
91		IMPLANT BORNE IRVE BC 809 CAESTRE BEGUINAGE TROIS	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	91
85		IMPLANT BORNE IRVE BC 811 BAMBERQUEPARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	85
87		IMPLANT BORNE IRVE BC 774 WORMHOUT ALLEE DES	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23065.46 €	87
175		IMPLANT BORNE IRVE BC 816 HERZEELE PARKING DE LA	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	23401.62 €	175
Compte : 4581107 - OMBRIERES						**223083.37 €**	
263		MISSION SPS OMBRIERE BLARINGHEM APAVE DEVIS	SASU APAVE EXPLOITATION FRANCE		758	89.10 €	263
355		ETUDE DE SOL RAPPORT G2 AVP POUR OMBRIERE	INGEO		758	6720.00 €	355
290		INSTALLATION OMBRIERE BLARINGHEM DPGF DU	SAS EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD		758	215302.27 €	290
270		MISSION CONTROLE TECHNIQUE DE	SASU APAVE EXPLOITATION FRANCE		758	162.00 €	270
270		MISSION CONTROLE TECHNIQUE DE	SASU APAVE EXPLOITATION FRANCE		758	810.00 €	270
Compte : 4581108 - RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE						**18416.38 €**	
230		IMPLANT BORNE IRVE BC 814 CACF STRAZEELE PARKING	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	18416.38 €	230

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 4581113 - TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE						**83546.40 €**	
217		M2022-03-LT03 BC 789 EP SUITE ART8 ESTAIRES RUES	SA GRPMT CITEOS FLASH STPS M2022-03		512	83546.40 €	217
Compte : 4581701 - TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL						**22502.64 €**	
131		M2022-03-LT02-BC-660 ART8 EP INVEST CASSEL RUE DE	Etablissement RAMERY RESEAUX		512	22502.64 €	131
Compte : 458177 - ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER						**60204.00 €**	
358		SEQUOIA 3 MO CAPELLE-BROUCK	COMMUNE CAPPELLE BROUCK		020	6624.00 €	358
359		SEQUOIA 3 MO WARHEM	COMMUNE WARHEM		020	23478.00 €	359
491		SEQUOIA 3 MO WARHEM	COMMUNE WARHEM		020	23478.00 €	491
490		SEQUOIA 3 MO CAPELLE-BROUCK	COMMUNE CAPPELLE BROUCK		020	6624.00 €	490

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-2406202 6_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 458192 - RESEAUX CCFL						**303260.54 €**	
209		IMPLANT BORNE IRVE BC 865 CCFL FLEURBAIX PARKING 10	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	209
197		IMPLANT BORNE IRVE BC 853 CCFL SAILLY SUR LA LYS	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	197
199		IMPLANT BORNE IRVE BC 854 CCFL SAILLY SUR LA LYS	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	199
200		IMPLANT BORNE IRVE BC 855 CCFL SAILLY SUR LA LYS	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	200
201		IMPLANT BORNE IRVE BC 856 CCFL LA GORGUE PARKING	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	201
202		IMPLANT BORNE IRVE BC 858 CCFL MERVILLE PARKING	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	202
203		IMPLANT BORNE IRVE BC 859 CCFL MERVILLE PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	203
204		IMPLANT BORNE IRVE BC 860 CCFL MERVILLE PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	204
205		IMPLANT BORNE IRVE BC 861 CCFL LESTREM PARKING	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	205
206		IMPLANT BORNE IRVE BC 862 CCFL LESTREM PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	206
324		IMPLANT BORNE IRVE BC 857 CCFL MERVILLE PARKING 9	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	324
208		IMPLANT BORNE IRVE BC 864 CCFL HAVERSKERQUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	208
195		IMPLANT BORNE IRVE BC 843 CCFL LAVENTIE PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	7780.25 €	195
210		IMPLANT BORNE IRVE BC 866 CCFL LA GORGUE AIRE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	21647.13 €	210
211		IMPLANT BORNE IRVE BC 871 CCFL LESTREM PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	10371.65 €	211
212		IMPLANT BORNE IRVE BC 872 CCFL MERVILLE PARKING RUE	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	6004.73 €	212
196		IMPLANT BORNE IRVE BC 852 CCFL LAVENTIE PARKING 199	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	196

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des dépenses engagées non mandatées

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date SF	Désignation	Tiers	Opération pour vote	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 458192 - RESEAUX CCFL						**303260.54 €**	
207		IMPLANT BORNE IRVE BC 863 CCFL LA GORGUE PARKING	SAS SATELEC RHDF MR202312546		758	27678.55 €	207
Compte : 458193 - TERRAINS SPORTS COMMUNES						**100556.16 €**	
331		M2023-01-S782 TX EP TERRAINS SPORTS EXT	SAS SATELEC		512	29397.96 €	331
331		M2023-01-S782 TX EP TERRAINS SPORTS EXT	SAS SATELEC		512	26691.00 €	331
331		M2023-01-S782 TX EP TERRAINS SPORTS EXT	SAS SATELEC		512	44467.20 €	331
Compte : 458198 - ACTEE + CHENE 1-2-3						**27014.00 €**	
366		CHENE 1 ETUDE REVERST A ESTAIRES	COMMUNE ESTAIRES		020	5950.00 €	366
364		CHENE 1 ETUDE MO REVERST A WATTEN	COMMUNE WATTEN		020	4480.00 €	364
329		CHENE 1 ETUDE REVERST A SERCUS	COMMUNE SERCUS		020	3120.00 €	329
382		M2023-03-LT02-BC-00762 ACTEE+ CHENE1 AUDITS	SASU ECOBAT INGENIERIE		020	5376.00 €	382
658		M2023-03-LT02-BC-00805 ACTEE+ CHENE4 AUDITS	SASU ECOBAT INGENIERIE		020	5376.00 €	658
363		M2023-03-LT02-BC-00851 ACTEE+ CHENE4 AUDITS	SASU ECOBAT INGENIERIE		020	2712.00 €	363

Le présent état est arrêté à la somme de : **4142375.74 €**

L'ordonnateur :

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des recettes certaines restant à émettre

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2025

N° engagement	Date DA	Désignation	Tiers	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 1311 - Subv. transf. Etat et établissements nationaux					**424859.04 €**	
121		FNADT 2022 - IMPLANT BORNES IRVE	ETAT	758	247037.10 €	121
55		FONDS VERT POUR L'INTENSIFICATION DE LA	PREFECTURE DU NORD	512	76821.94 €	55
447		FONDS VERT POUR L'INTENSIF DE LA TRANSITION	PREFECTURE DU NORD	512	101000.00 €	447
Compte : 1313 - Subv. transf. Départements					**397677.50 €**	
162		DEPARTEMENT AAP ADVB SOLDE 2023 RENOV EP ST	DEPARTEMENT DU NORD	512	18730.00 €	162
102		DEPARTEMENT AAP ADVB 2025 RENOV EP	DEPARTEMENT DU NORD	512	13918.00 €	102
100		PTS 2025 - RENOV EP BAILLEUL	DEPARTEMENT DU NORD	020	120000.00 €	100
133		MOBILITES INNOVANTES EN MILIEU RURAL 2022	DEPARTEMENT DU NORD	758	30870.00 €	133
91		PTS 2020 - SOLAIRE ET METHANISATION	DEPARTEMENT DU NORD	020	7062.50 €	91
125		DEPARTEMENT AAP ADVB 2024 RENOV EP REXPOEDE	DEPARTEMENT DU NORD	512	42373.00 €	125
123		DEPARTEMENT AAP ADVB 2024 RENOV EP	DEPARTEMENT DU NORD	512	8996.00 €	123
113		DEPARTEMENT AAP ADVB 2024 RENOV EP BERGUES	DEPARTEMENT DU NORD	512	139278.00 €	113
101		DEPARTEMENT AAP ADVB 2025 RENOV EP BROXEELE	DEPARTEMENT DU NORD	512	16450.00 €	101

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des recettes certaines restant à émettre

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date DA	Désignation	Tiers	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 13148 - Subv. transf. Autres communes					**907220.78 €**	
129		PART TRVX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT01 BC 799	COMMUNE BERGUES	512	67210.42 €	129
77		PART TX RESEAUX AMELIOR QUALITE ESTHET	COMMUNE CASSEL	758	3922.50 €	77
130		PART TRVX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03 BC 818	COMMUNE LA GORGUE	512	366638.00 €	130
147		PART TRVX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT01 BC 881	COMMUNE HONDSCHOOTE	512	2299.80 €	147
148		PART TRVX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT01 BC 796	COMMUNE OCHTEZEELE	512	23212.00 €	148
32		PART IMPLANTATION BORNE IRVE BC 774 WORMHOUT	COMMUNE WORMHOUT	758	5500.00 €	32
114		PART IMPLANTATION BORNE IRVE BC 844 ST PIERRE	COMMUNE ST PIERREBROUCK	758	3500.00 €	114
128		PART TRVX CONC TRANS ENERG 2024-02-LT03 BC 875	COMMUNE LA GORGUE	512	333282.00 €	128
77		PART TX RESEAUX AMELIOR QUALITE ESTHET	COMMUNE CASSEL	758	36894.38 €	77
83		PART TX RX AMEL QUALIT ESTH M2022-03-LT03 BC 789	COMMUNE ESTAIRES	758	27067.68 €	83
24		PART IMPLANTATION BORNE IRVE BC 809 CAESTRE	COMMUNE CAESTRE	758	3500.00 €	24
117		PART IMPLANTATION BORNE IRVE BC 819 RUBROUCK PARK	COMMUNE RUBROUCK	758	3500.00 €	117
23		PART IMPLANTATION BORNE IRVE BC 786 KILLEM RUE ST	COMMUNE KILLEM	758	3500.00 €	23
78		PARTIC TRAVX M2024-02-LT02 BC 596 EP BERTHEN	COMMUNE BERTHEN	512	27194.00 €	78
Compte : 1328 - Autres subv. d'investissement rattachées aux actifs non amort.					**260000.00 €**	
152		PARTICIPATION ENEDIS ART8 PROGRAMME 2025	SA ENEDIS ERDF DIRECTION TERRITORIALE NORD	758	260000.00 €	152

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des recettes certaines restant à émettre

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date DA	Désignation	Tiers	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 13362 - Fonds équip. amort. - Dotation soutien à l'investissement local					**251263.31 €**	
120		DSIL 2022 - IMPLANT BORNES IRVE	PREFECTURE DU NORD	758	251263.31 €	120
Compte : 1388 - Autres subventions d'investissement non transférables					**148848.09 €**	
164		PARTIC CEE ADVENIR POUR TX IRVE ANNEE 2024	SAS ECO CO2 (ADVENIR)	758	28897.00 €	164
151		PARTIC FINANC EDF CEE POUR 2024-2025 TX EP	SA EDF DIRECTION COMMERCE NORD OUEST	758	44989.87 €	151
163		PARTIC FINANC EDF CEE POUR 2024 TX EP DIVERSES	SA EDF DIRECTION COMMERCE NORD OUEST	758	35762.22 €	163
84		PARTIC CEE ADVENIR POUR TX IRVE ANNEE 2025	SAS ECO CO2 (ADVENIR)	758	39199.00 €	84
Compte : 4582103 - ETUDE RCU CCFL					**13272.00 €**	
20		PARTIC ETUDE FAISABILITE TECHN JURIDIQUE FINANC	ADEME	020	13272.00 €	20
Compte : 4582107 - OMBRIERES					**223083.37 €**	
88		PARTIC MISSION CONTROLE TECHNIQUE OMBRIERE	COMMUNE BLARINGHEM	758	162.00 €	88
143		PARTIC ETUDE DE SOL OMBRIERE BLARINGHEM	COMMUNE BLARINGHEM	758	6720.00 €	143
86		PARTIC INSTALLATION OMBRIERE BLARINGHEM	COMMUNE BLARINGHEM	758	215302.27 €	86
87		PARTIC MISSION SPS OMBRIERE BLARINGHEM	COMMUNE BLARINGHEM	758	89.10 €	87
88		PARTIC MISSION CONTROLE TECHNIQUE OMBRIERE	COMMUNE BLARINGHEM	758	810.00 €	88
Compte : 4582108 - RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE					**18416.38 €**	
85		PARTICIPATION TRAVX ET RACC IRVE	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION COEUR DE FLANDRE	758	18416.38 €	85
Compte : 4582113 - TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE					**83546.40 €**	
99		PARTIC M2022-03-LT03 BC 789 EP SUITE ART8 ESTAIRES	COMMUNE ESTAIRES	512	83546.40 €	99

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle
BP70189
59524 Hazebrouck

Etat des recettes certaines restant à émettre

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE - 2 025

N° engagement	Date DA	Désignation	Tiers	Fonction	Reste à réaliser	N° engagement N+1
Compte : 4582701 - TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL					**22502.64 €**	
89		PARTIC TRAVX M2022-03-LT02-BC-660 ART8	COMMUNE CASSEL	512	22502.64 €	89
Compte : 458292 - RESEAUX CCFL					**303260.54 €**	
107		DSIL 2022 - IMPLANT BORNES IRVE	PREFECTURE DU NORD	758	40836.69 €	107
105		PART IMPLANT BORNE IRVE CCFL DIVERSES COMMUNES	CCFL COMMUNAUTE DE COMMUNES FLANDRES LYS	758	213666.95 €	105
108		FNADT 2022 - IMPLANT BORNES IRVE	ETAT	758	48756.90 €	108
Compte : 458293 - TERRAINS SPORTS COMMUNES					**100556.16 €**	
97		PARTIC TRAVX M2023-01-S782 EP TERRAINS SPORTS EXT	COMMUNE BAILLEUL	512	29397.96 €	97
97		PARTIC TRAVX M2023-01-S782 EP TERRAINS SPORTS EXT	COMMUNE BAILLEUL	512	44467.20 €	97
97		PARTIC TRAVX M2023-01-S782 EP TERRAINS SPORTS EXT	COMMUNE BAILLEUL	512	26691.00 €	97
Compte : 458298 - ACTEE + CHENE 1-2-3					**4153.00 €**	
110		REALIS AUDITS ACTEE+ CHENE1	COMMUNAUTE D AGGLOMERATION COEUR DE FLANDRE	020	1120.00 €	110
150		REALIS AUDITS ACTEE+ CHENE4	COMMUNE NIEPPE	020	1017.00 €	150
525		REALIS AUDITS ACTEE+ CHENE4	COMMUNE NIEPPE	020	2016.00 €	525

Le présent état est arrêté à la somme de : **3158659.21 €**

L'ordonnateur :

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
S²LO

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026

NOTE DE PRESENTATION COMPTE ADMINISTRATIF 2025



territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Préambule

Afin de renforcer l'information des élus et des citoyens, une note de présentation brève et synthétique doit être jointe au CA et au BP.

Cette note ainsi que le CA 2025 seront téléchargeables sur le site du Syndicat dans un délai 15 jours maximum suivant le vote du CA 2025.

I) Contexte local

A) Situation géographique et institutionnelle : 98 communes adhérentes dont 94 communes dans le Nord et 4 communes dans le Pas de Calais



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

B) Situation démographique

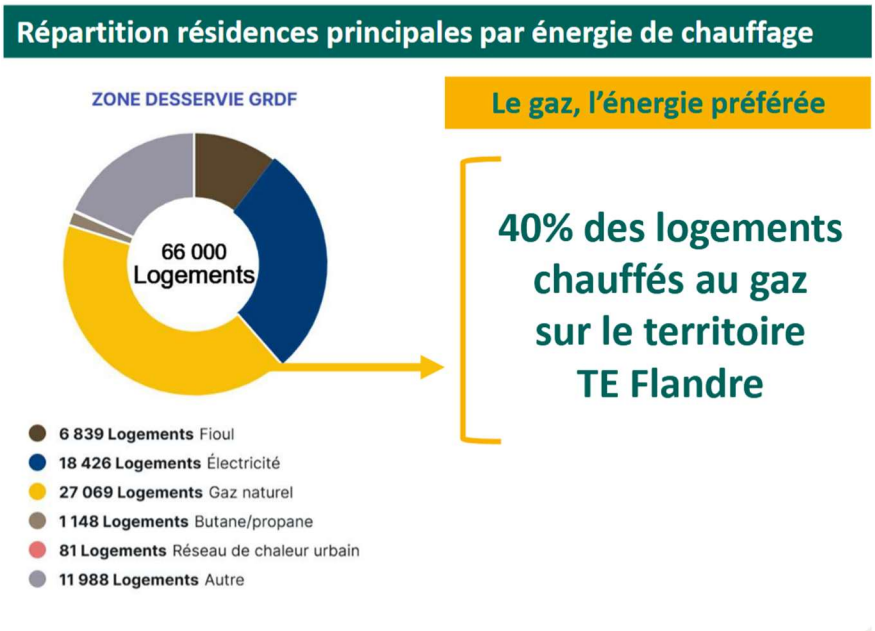
Département le plus peuplé des Hauts de France, le Nord compte 2,6 millions d'habitants. Le Pas de Calais compte lui 1,5 millions d'habitants
Le TE FLANDRE regroupe 94 communes du Département du Nord et 4 communes du Département du Pas de Calais, pour un total de population de 199 706 habitants au 1er janvier 2025

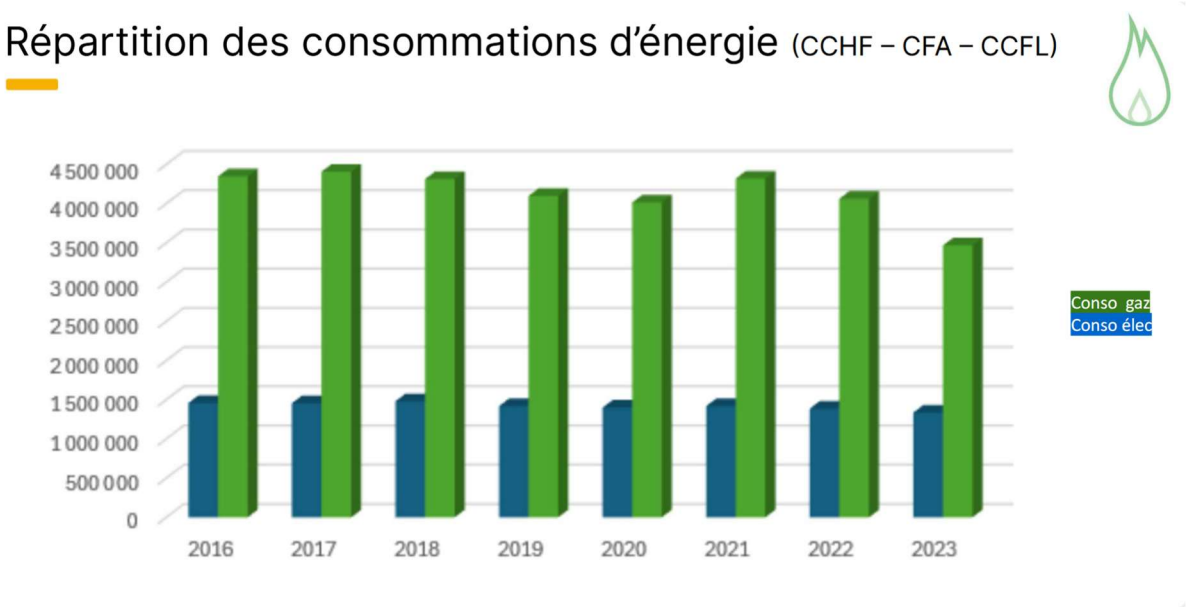
C) Données synthétiques en Flandre



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Source : GRDF – données au 31 12 2024





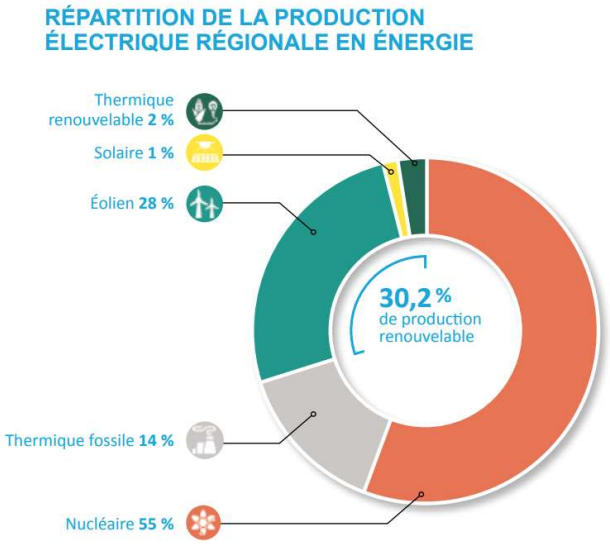
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

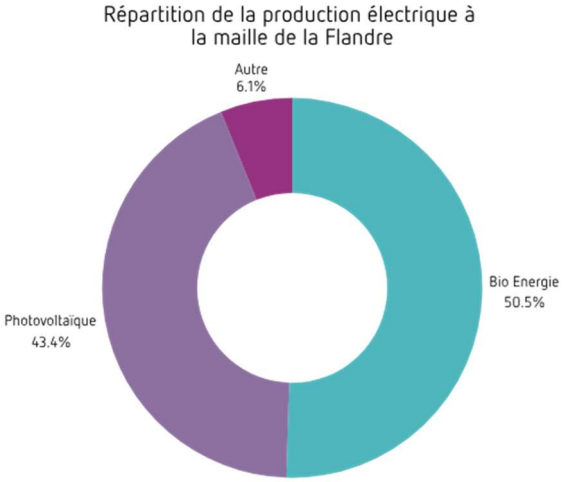
Répartition des consommations d'énergie (CCHF – CFA – CCFL)

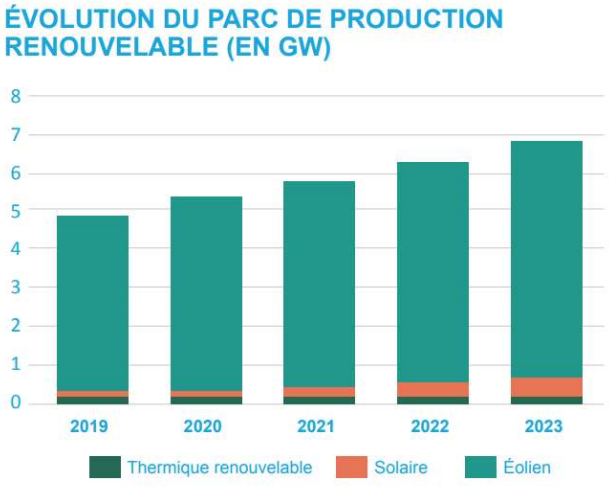


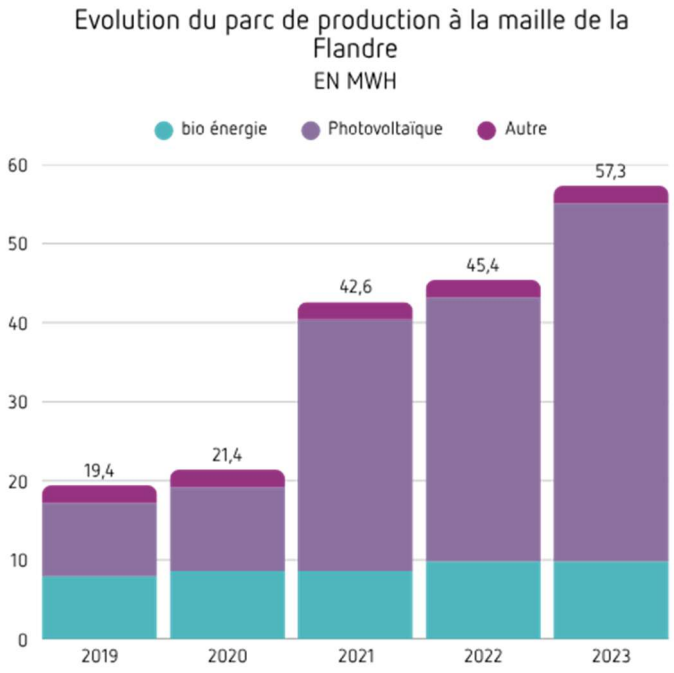
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

L) Production d'électricité verte en région Hauts de France et en Flandre









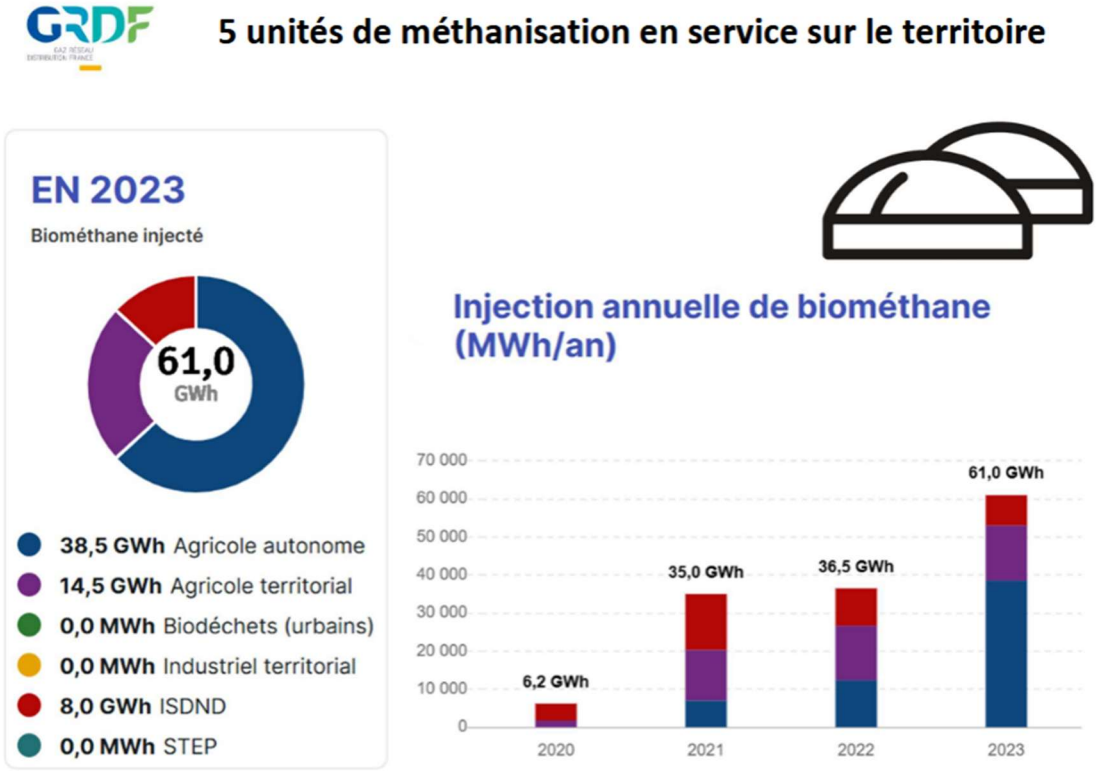
Sources RTE – Rapport HDF 2023

Source : Enedis – Open data 2023

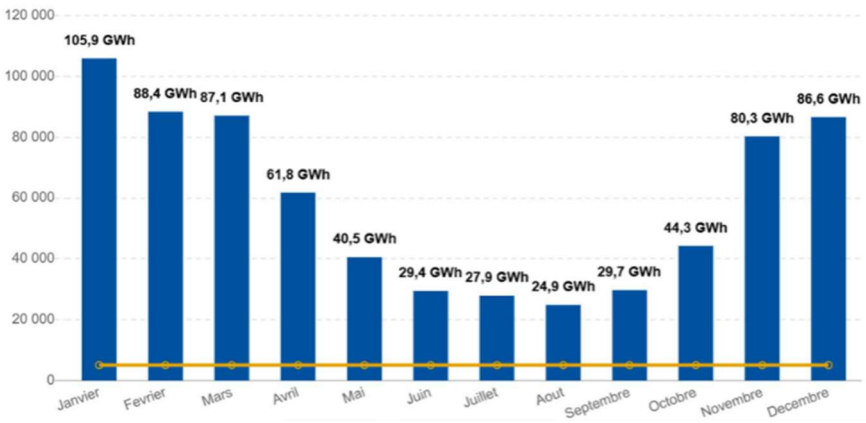
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

M) Production de gaz vert en Flandre

Source : GRDF – données au 31 12 2023







Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

II) Situation par compétences

A) Compétences AODE (Autorité Organisatrice de la Distribution Publique d'Energie) électricité et gaz

1. Septième année du nouveau contrat de concession avec ENEDIS et EDF au titre de la distribution publique d'électricité - Troisième année du nouveau programme pluri -annuel d'investissement (PPI) signé avec ENEDIS

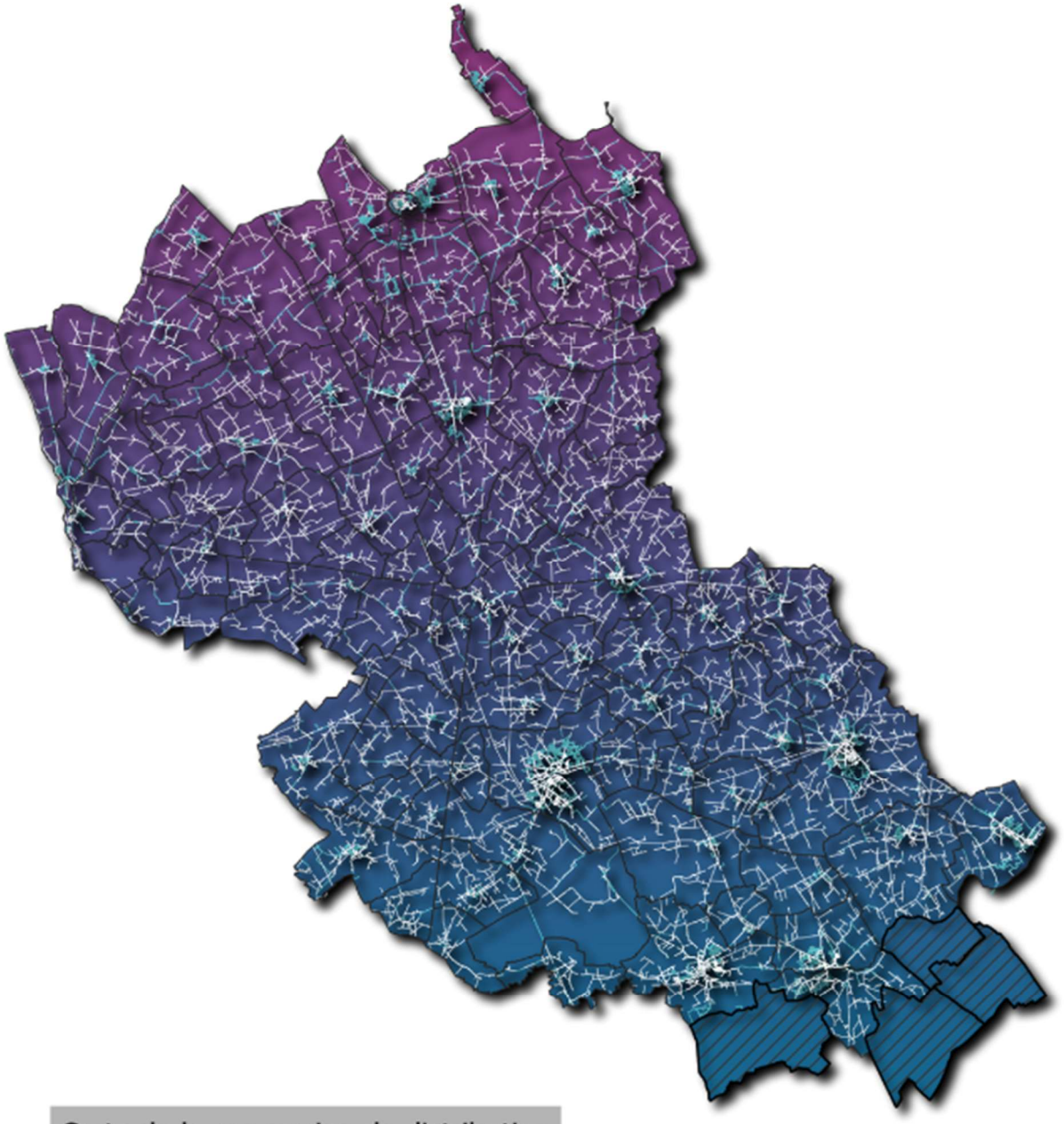
Les négociations entre le TE FLANDRE, ENEDIS et EDF ont abouti fin 2018, avec la signature d'un nouveau contrat pour 30 ans, signé le 21 novembre 2018 avec entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2019. Ce contrat permet depuis 2019, une revalorisation significative de la R1 (redevance de fonctionnement versée par ENEDIS), une pérennisation de la R2 (redevance d'investissement versée par ENEDIS) et **surtout un programme pluri -annuel d'investissement (PPI) décliné par séquence de 4 ans (2023/24/25/26).**

ENEDIS et le TE FLANDRE ont dressé le bilan du premier PPI lors du Comité du 13 octobre 2022. Les objectifs sont atteints coté ENEDIS et coté TE FLANDRE et ont validé la signature du second PPI lors du salon des Maires en novembre 2022.

Depuis le 1er janvier 2019, le **TE FLANDRE assure la maitrise d'ouvrage et la maitrise d'œuvre des travaux d'amélioration du réseau par le biais des travaux dits d'Article 8. Dans ce cadre et en accord avec ENEDIS, la priorité est donnée à la résorption des fils nus afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de la desserte, ainsi qu'aux travaux en périmètre classé et inscrit** (périmètre ABF Architecte des Bâtiments de France).

Ce nouveau contrat a modifié le régime TVA des travaux Article 8 et de la redevance R2.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Carte de la concession de distribution publique d'électricité en Flandre au 31/12/2022

Réseaux HTA et BT aériens
Réseaux HTA et BT souterrains

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2. Travaux réalisés au titre de l'article 8 Programme 2025

Les 10 chantiers ont permis d'enfouir et effacer 3527 mètres linéaires dont 1618 m de fils nus.

Le TE FLANDRE a réalisé le programme de travaux prévus avec ENEDIS.

A noter, le TE FLANDRE récupère la TVA directement auprès des services fiscaux.

3. Etat des relations contractuelles avec le concessionnaire et délégataire GRDF

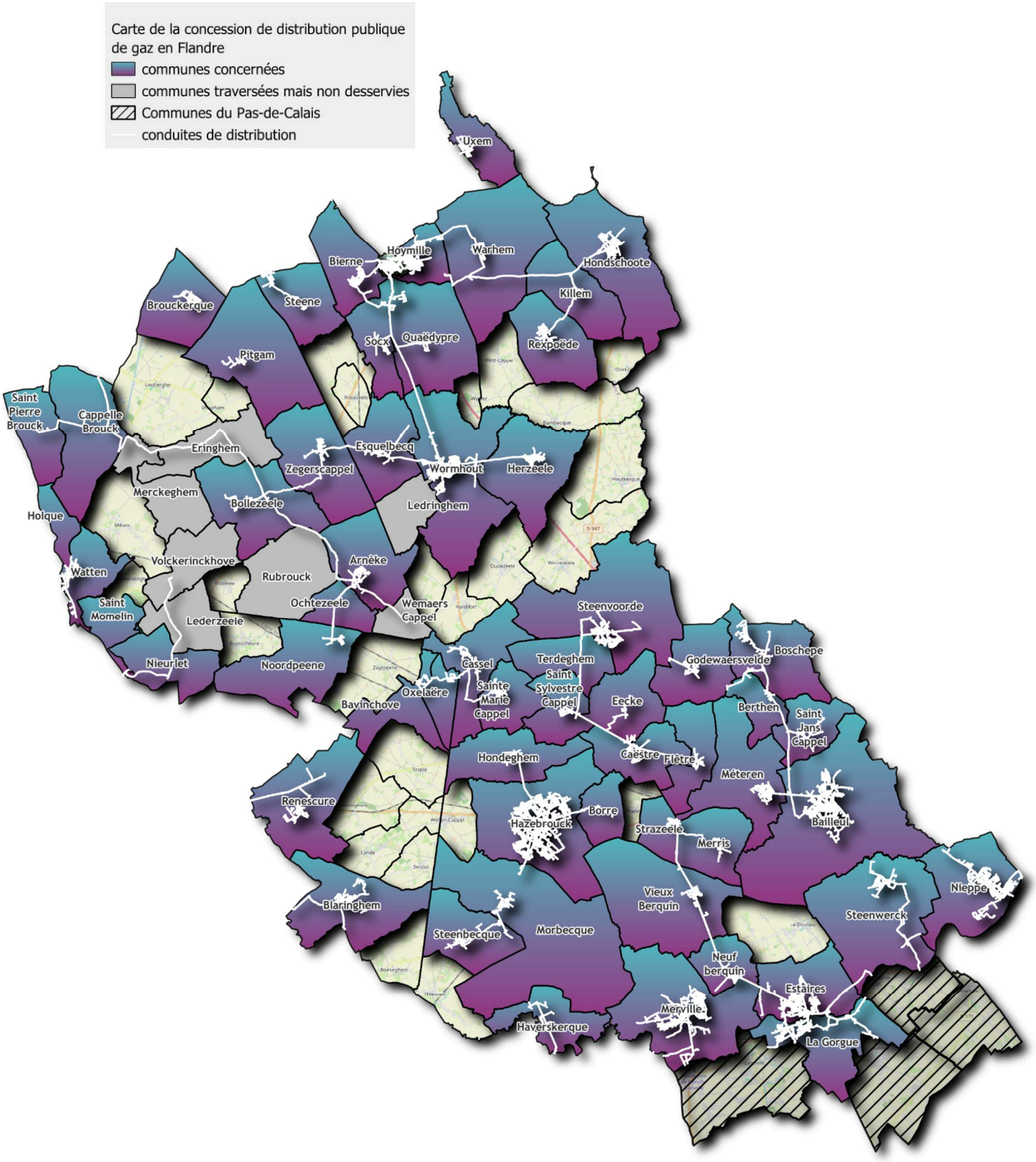
Un accord national a été signé au printemps 2022 entre la FNCCR, France Urbaine et GRDF sur un nouveau modèle de contrat de concession gaz. Ce nouveau modèle a vocation à s'appliquer au contrat historique du Syndicat. Ainsi après un cycle de négociations qui s'est déroulé sur l'année 2022 et le début de l'année 2023, le TE FLANDRE a signé avec GRDF un avenant au contrat de concession historique le 27 avril 2023 à Arnèke.

Le TE FLANDRE dispose également d'un contrat de délégation de service public (DSP) signé en 2009.

Par ailleurs, le TE FLANDRE a signé une délégation de service public (DSP) afin de desservir en gaz les communes de St Pierre Brouck et Cappelle-Brouck. Le réseau a été mis en service en 2024, à aujourd'hui on compte :

- 10 raccordements tertiaires publics
- 2 raccordements tertiaires privés
- 1 raccordement industriel
- 24 raccordements particuliers (7 sur la commune de Cappelle-Brouck et 17 sur Saint-Pierre-Brouck)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

4. Travaux et actions réalisés au titre de la compétence AODE Gaz

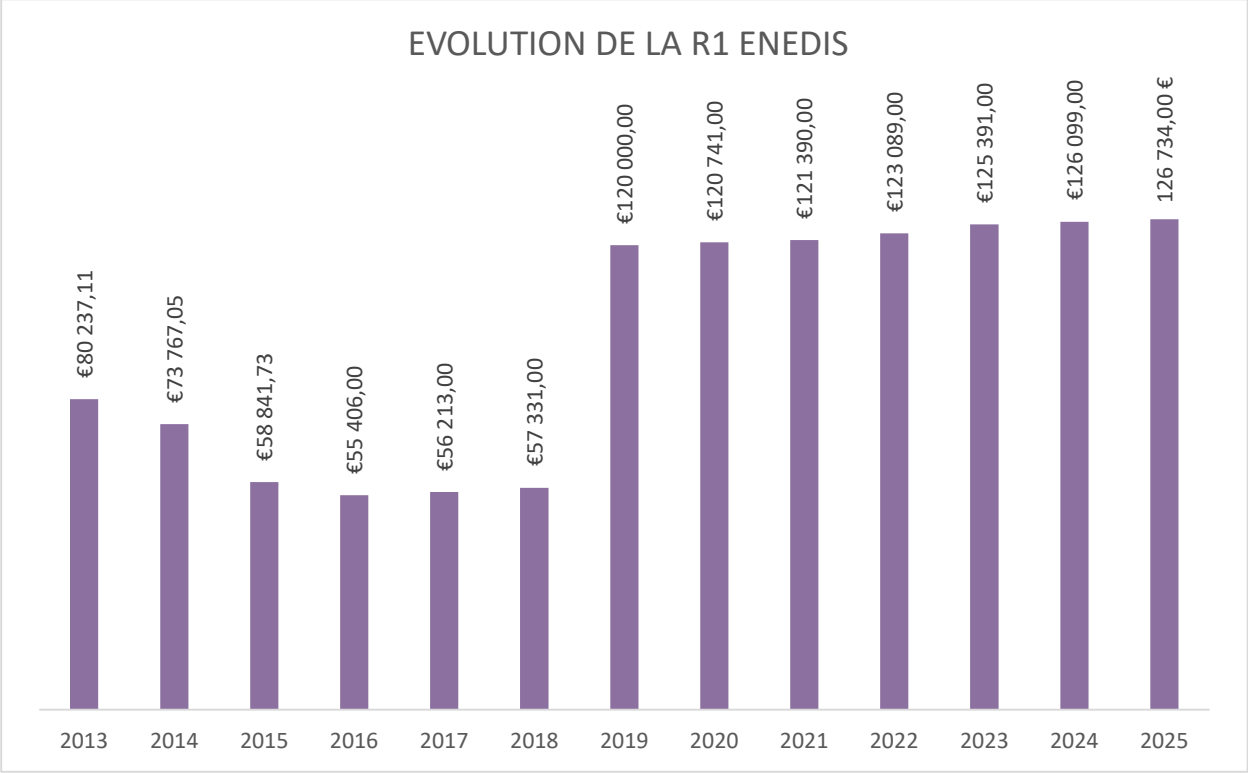
Le TE FLANDRE a signé en 2025, une convention d'extension du réseau de gaz afin de raccorder une unité de méthanisation agricole à Volckerinckhove (Raccordement sur le réseau de Nieurlet via Lederzeele).

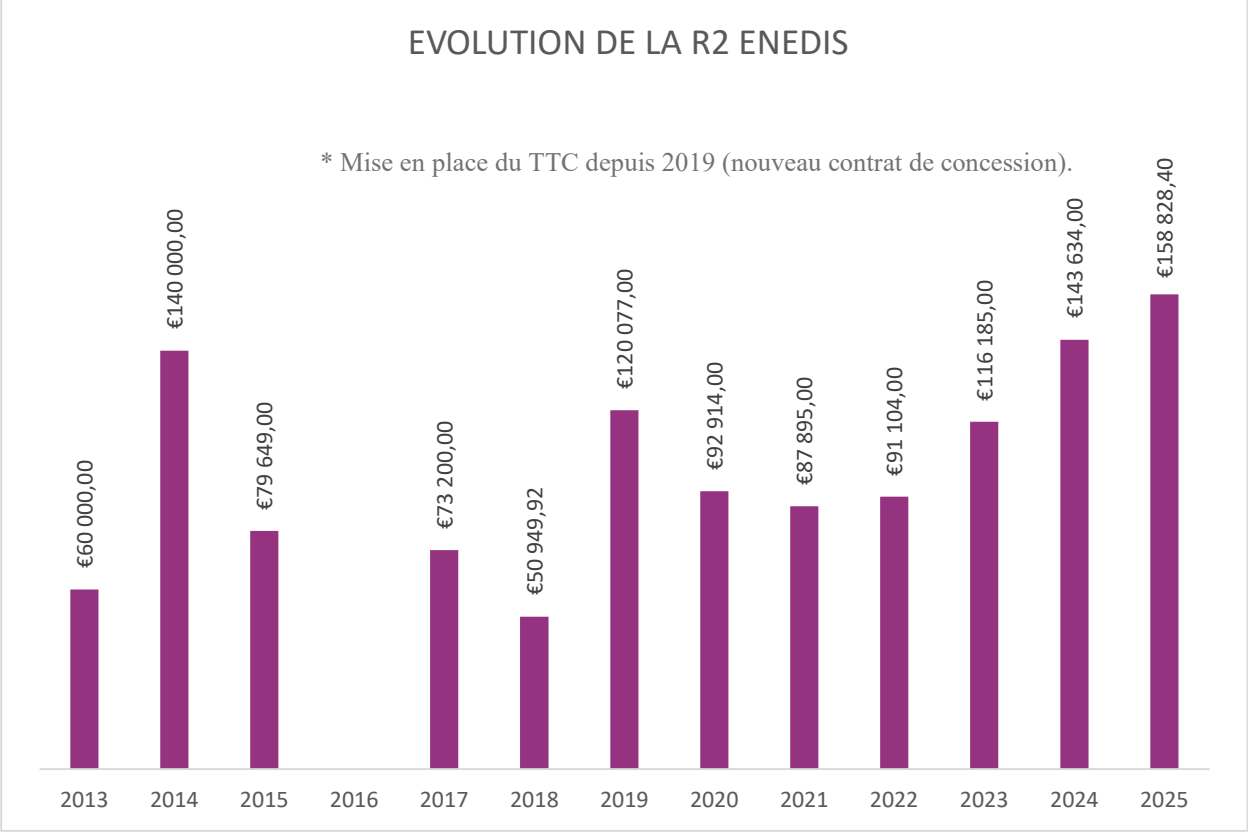


Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

5. Perception des redevances dues par les concessionnaires au titre de l'année 2025 (R1 et R2)

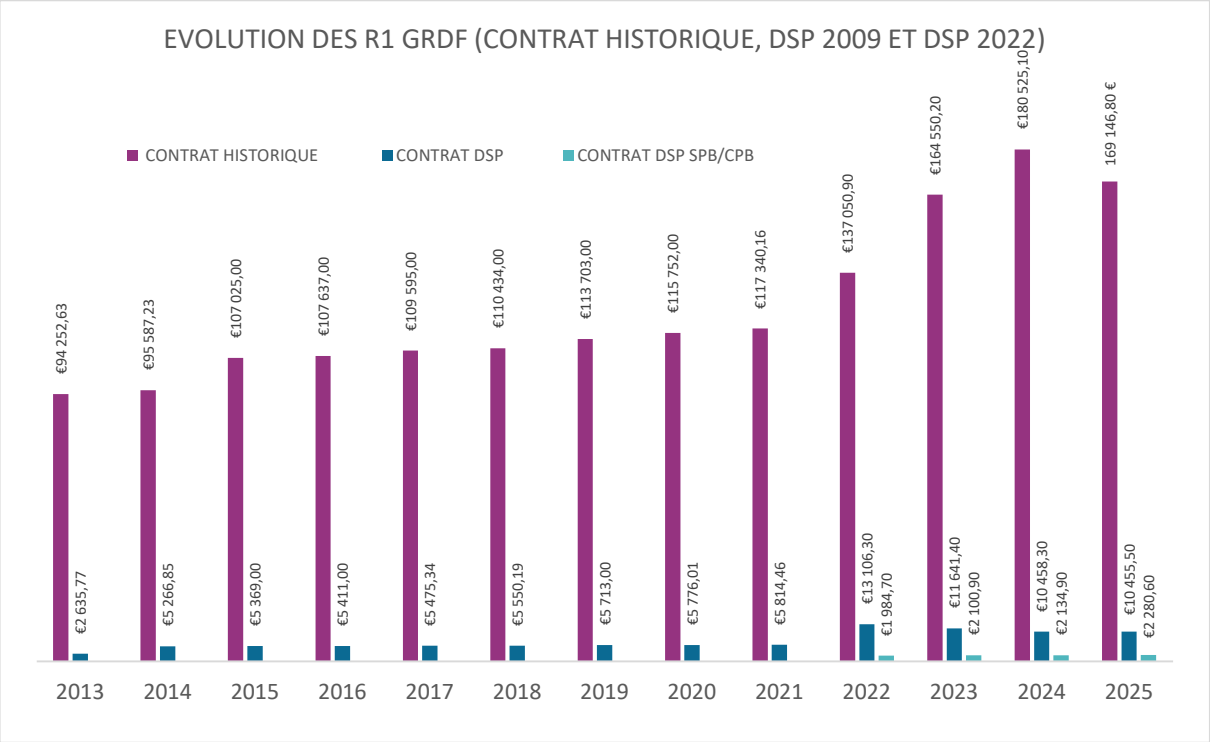
Les R1 Enedis et GRDF et la R2 Enedis sont conformes aux prévisions budgétaires





Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Les discussions menées avec GRDF sur le calcul de la R1 de la DSP de 2009 suite à travaux d'extension du réseau de gaz et sur le calcul de la R1 concession historique ont permis une revalorisation substantielle des deux redevances R1 dues par le concessionnaire. En outre, la signature de l'avenant au contrat de concession gaz a permis de revaloriser très significativement la R1 depuis 2023.



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

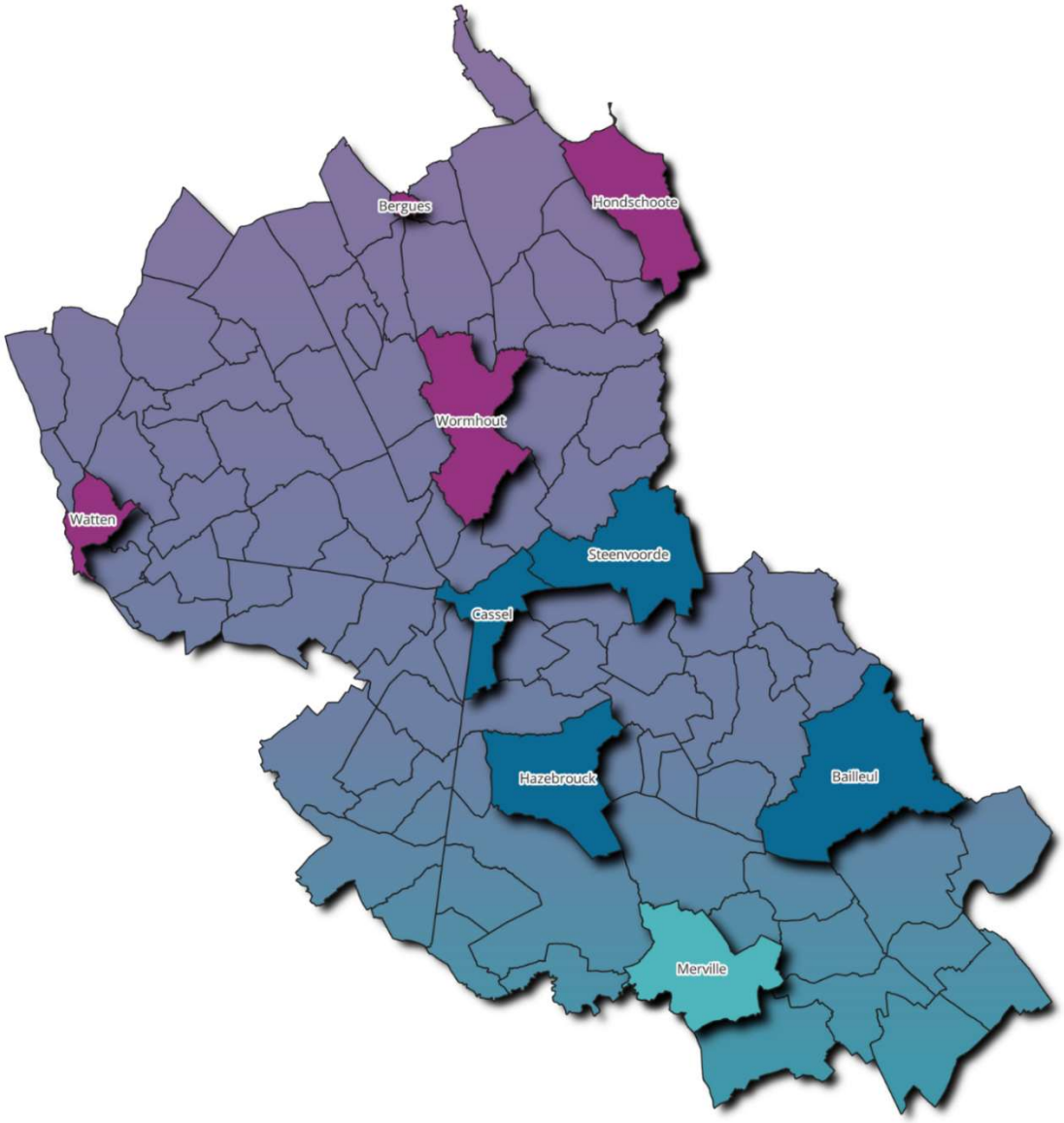
7. Perception des redevances dues par les concessionnaires au titre de l'année 2025 (R1 et R2)

Dans le cadre de sa compétence électricité et gaz, le TE FLANDRE assure une permanence de lutte contre la précarité et de médiation pour le compte des usagers de la concession. Cette **permanence a lieu à Hazebrouck et dans 8 lieux d'accueil décentralisés sur le territoire**. Pour l'année 2025 (au 14 Octobre), 525 **familles (196 en électricité, 120 en gaz naturel, 1 en gaz propane et 208 pour informations et utilisations des différents chèques énergie)** ont été accueillies en permanence ou appel téléphonique.

Le service Précarité Energétique participe également au Salon du développement durable (dans le cadre de la journée nationale de lutte contre la précarité énergétique) le 29 novembre à Hazebrouck.

Le TE FLANDRE va prolonger sa convention avec EDF pour le traitement des cas en précarité jusqu'au 31 décembre 2026.

Localisation des lieux d'accueil décentralisés :

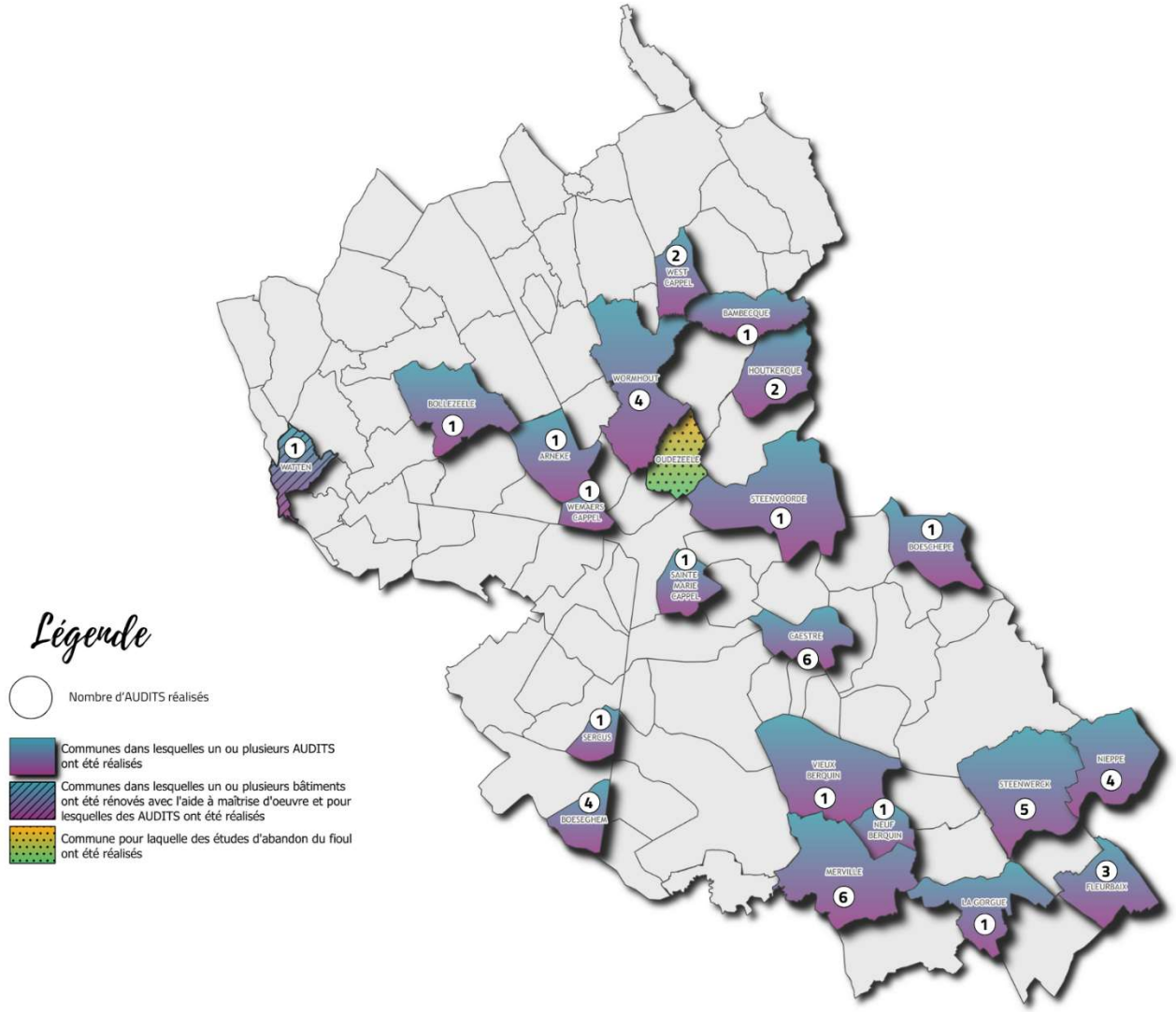


Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

B) Compétences AODE et transition énergétique

1. Le programme ACTEE +

Le TE FLANDRE en partenariat avec le SE 60 et la FDE 80 TE Somme est lauréat de l'appel à projet ACTEE+. Dans ce cadre, l'objectif du groupement est de favoriser une rénovation énergétique globale et performante ainsi qu'une amélioration de la qualité de l'air intérieur pour les bâtiments publics.
Ce programme finance des postes d'économe de flux (4), des postes d'apprentis (2) et un poste de coordinateur (1), l'acquisition de matériel de mesure et de suivi des consommations énergétiques, les études techniques et les frais de maitrise d'œuvre pour les travaux de rénovation thermique.



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2. Les actions de Maitrise de la demande en énergie et de développement des ENR (Energies Renouvelables)

Afin d'encourager les **actions en faveur de la maitrise de la demande en énergie (MDE)**, le TE FLANDRE a créé au cours de l'année 2014, un appel à projets concernant les bâtiments publics.
7 bâtiments sont aidés par le biais du fond au titre de la MDE pour l'année 2025 à savoir :
. HERZEELE pour la rénovation de la Salle Intersociété
. SAINT JANS CAPPEL pour la rénovation de la Salle de Sports
. LE DOULIEU pour la rénovation du Logement Communal (rue Louf)
. SM SIROM FLANDRE NORD (Wormhout) pour la rénovation de l'éclairage et de la chaudière du bâtiment
. BAVINCHOVE pour la rénovation de la Salle des Fêtes
. BUYSSCHEURE pour la rénovation de la Salle des Fêtes
. MORBECQUE pour la rénovation de la Mairie

Soit un montant de 34 927,01€

3 projets solaires sont aidés par le biais de l'appel à projet du Solaire en Flandre pour 2025 :
. OXELAERE: Installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la Maison Médicale.
. BOESCHEPE : Installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la Maison du Steenhacker.
. SERCUS : Installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'école des 3 Pommes.

Soit un montant de 15 000€

En parallèle, le TE Flandre continue d'offrir la possibilité de valoriser des dossiers éligibles (travaux bâtiments) au titre des CEE.

3. Focus sur l'opération d'autoconsommation située sur le bâtiment du TE Flandre (30 rue Warein à Hazebrouck)

Les bureaux du TE FLANDRE (30 rue Warein à Hazebrouck) ont été équipés de panneaux solaires photovoltaïques en autoconsommation. Ce projet démonstrateur a été soutenu financièrement par le département du Nord dans le cadre du PTS 2020 – Faire de la Flandre un territoire à Energie positive.
L'ensemble de la production est autoconsommé par le bâtiment et les véhicules électriques du TE FLANDRE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

4. Accompagnement des communes dans la mise en place du décret tertiaire et saisies des données OPERAT

Un webinaire a été organisé en mai 2022 à destination des communes membres du TE FLANDRE sur le décret tertiaire, ses obligations et comment y répondre. Ce webinaire a été animé par le Vice-Président en charge de la transition énergétique.

Suite à ce webinaire, le TE Flandre a proposé aux communes assujetties au décret tertiaire de réaliser les différentes déclarations sur la plateforme OPERAT pour le compte des communes. 17 communes ont sollicité le TE Flandre afin de bénéficier de l'aide du Syndicat pour réaliser leurs déclarations.

Le TE FLANDRE continue d'actualiser chaque année les données sur la plateforme OPERAT pour les communes ayant sollicité le TE FLANDRE.

Dans la continué du Décret Tertiaire, le TE FLANDRE a organisé une réunion en présentiel à destination des communes concernant le décret BACS (Building Automation and Control System) qui est la suite directe du Décret Tertiaire. Il rend obligatoire l'installation de système de pilotage au sein des bâtiments tertiaires (GTB) à partir du 1er janvier 2025 pour les installations de plus de 290 kW et à partir du 1er janvier 2027 pour les installations de plus de 70kW. Le but du décret est de piloter les systèmes de chauffage et/ou de climatisation afin d'optimiser la performance énergétique des bâtiments tertiaires.

5. Programme ECOPOUSSE

Grâce à la convention Ecole Vert l'Avenir entre GRDF et le TE Flandre, le programme ECOPOUSSE porté par le programme ACTEE a pu être déployé pour l'ensemble des écoliers des communes du territoire.

Ecopousse est un programme complet de sensibilisation à la transition écologique, destiné aux élèves de la maternelle (dès la MS) au CM2. Il vise à donner aux enfants les clés pour comprendre les enjeux environnementaux, et leur permettre d'agir à leur échelle pour réaliser des économies d'énergie. Ecopousse par ACTEE contribue à rendre les enfants acteurs et ambassadeurs de la transition énergétique, dans leur établissement et leur foyer. Ce sont 3 ateliers de sensibilisation variés par an et par classe, d'une durée d'1h à 1h30 qui sont animés en classe par un intervenant spécialisé.

Au cours de l'année scolaire 2024-2025, ce sont **2689 écoliers dans 131 classes pour une trentaine d'écoles du territoire** qui ont bénéficié du programme.

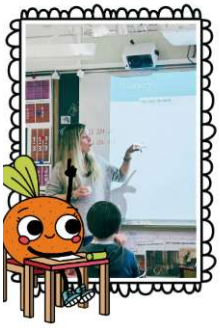
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ECO POUSSE. EN FLANDRE !

Lancé le **28 janvier 2025** sur le Territoire d'Énergie Flandre, le programme ECOPOUSSE a rencontré un véritable engouement. Dès le premier atelier dans une école du territoire, la dynamique était lancée !

Au total, **131 classes réparties sur 29 communes**, de la maternelle au CM2, ont participé à des ateliers ludiques et pédagogiques pour apprendre à économiser l'énergie et lutter contre le gaspillage.









DES ATELIERS MAIS AUSSI DES REMISES DE PRIX!

En 2025, le Territoire d'Énergie Flandre a signé une convention avec GRDF pour financer et soutenir le programme ECOPOUSSE, afin de sensibiliser les jeunes générations à la transition énergétique.

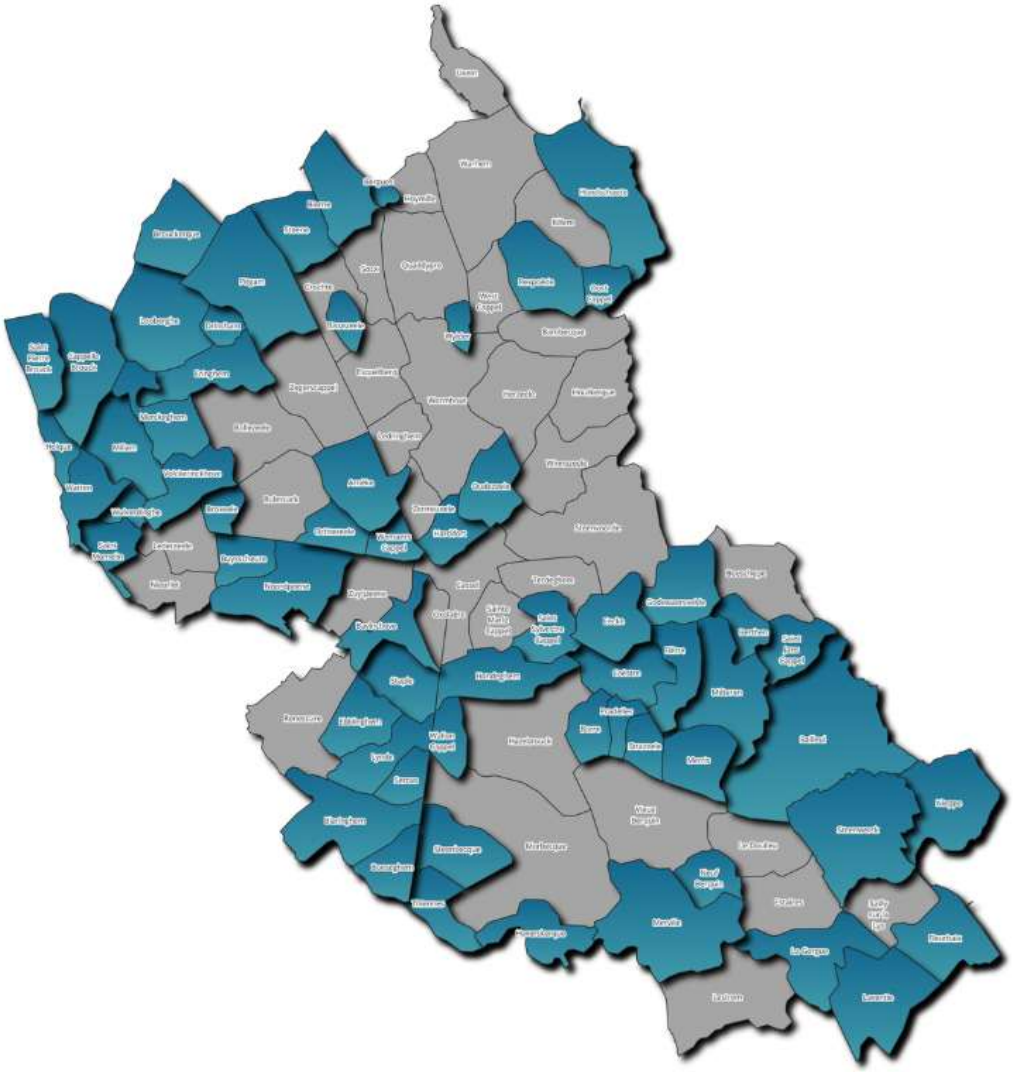
Après le succès retentissant de la première saison en 2025, ECOPOUSSE revient en **2026** et déjà plus de **100 classes** sont prêtes à relever le défi !

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

D) E) Exercice de la compétence Eclairage public (maintenance et investissement)

1. Maintenance de l'éclairage public

Pour l'année 2025, 62 **communes adhérentes à la maintenance (option B).** En outre, par convention le TE FLANDRE a également entretenu **les zones d'activités de la COEUR DE FLANDRE AGGLO, de la CCHF, de la CCFL et du SMICTOM.**



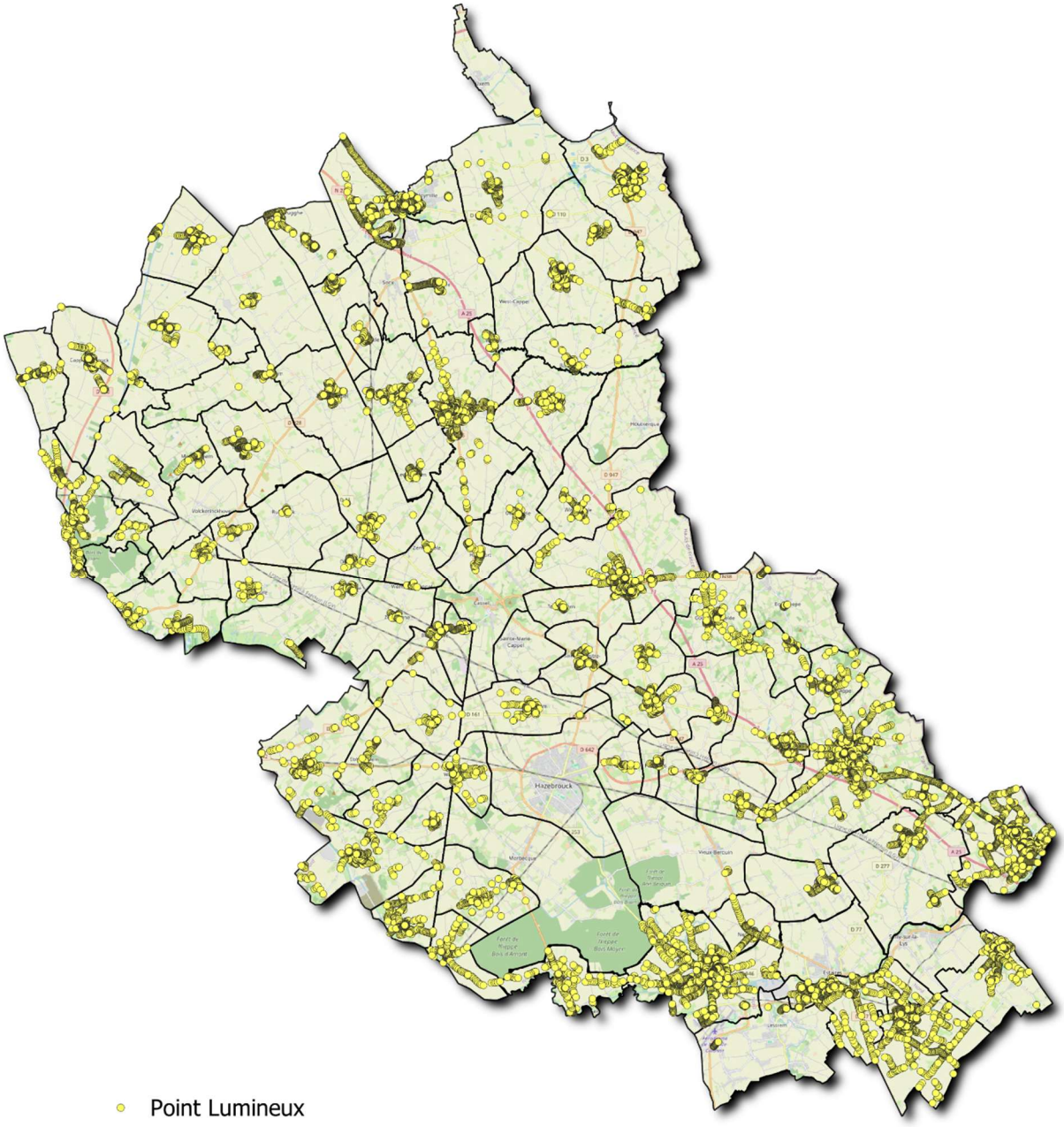
Dans ce cadre, l'ensemble des dépannages a été assuré par le biais du marché de maintenance.

Les services du TE FLANDRE ont traité dans le cadre de l'exercice de compétence éclairage public option B, une moyenne de 101 DICT/ semaine.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Enfin, 90 communes et 7 zones d'activités Cœur de Flandre Agglo et 8 zones d'activités CCHF et 5 en CCFL sont géo référencées : soient 26 134 points lumineux au 31/10/2025.

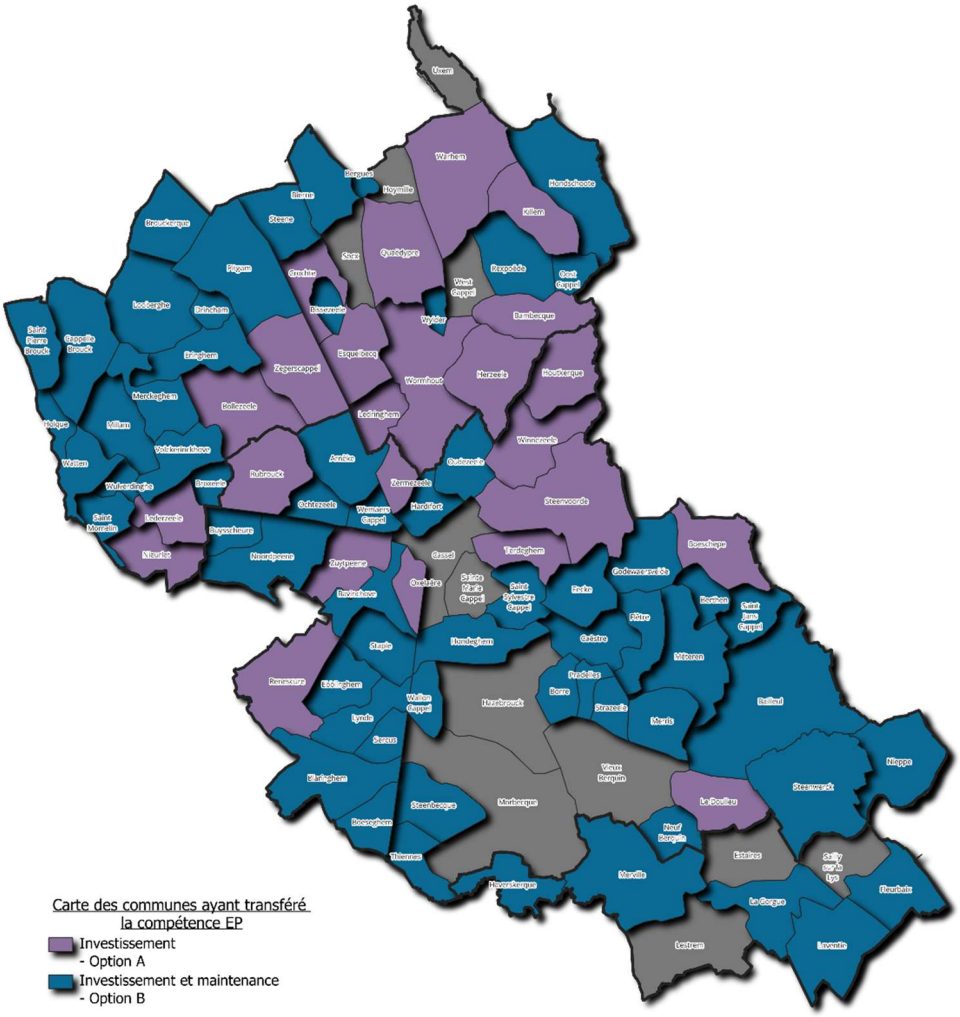
Cartographie des points lumineux en Flandre (Oct 2025) :



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

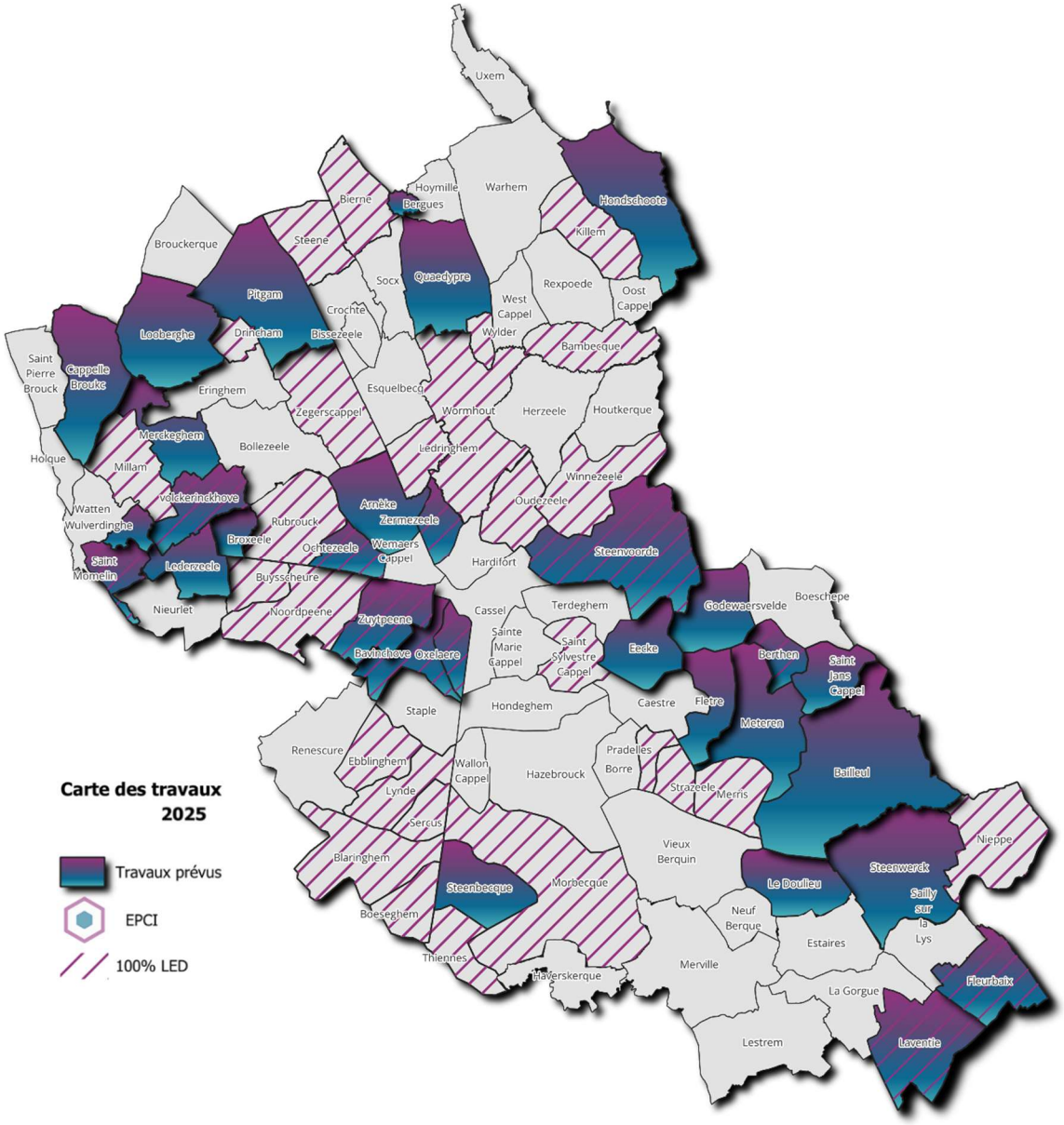
2. Travaux de rénovation l'éclairage public : vers un territoire 100% LED

Pour l'année 2025, 85 communes adhérentes à l'investissement (option A et option B confondues).



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

L'ensemble des chantiers prévus a été réalisé ou est en cours de réalisation.



Le TE FLANDRE a réalisé les objectifs prévus en matière de rénovation d'éclairage public vétuste (résorptions des éclairages vétustes types lampes boules notamment).

Dans le cadre du Fonds Vert 2023 financé par l'Etat, le TE FLANDRE est attributaire d'une subvention pour les travaux d'éclairage public à hauteur de 399 953 € (en deux dossiers), pour un montant de travaux éligibles de 6 425 100 €HT.
Les travaux ont débuté au 10/07/23 (dossier 1) et au 01/08/2023 (dossier 2) et se terminent au 31/12/2026.
Dans le cadre du Fonds Vert 2024 financé par l'Etat, le TE FLANDRE est attributaire d'une subvention pour les travaux d'éclairage public sur la commune de Bailleul à hauteur de 278 643,30€, pour un montant de travaux éligibles de 1 857 622 €HT.
Les travaux ont débuté le 19/03/2024 et sont terminés depuis le 22/07/2025.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

En outre le TE FLANDRE est attributaire d'une aide du Département du Nord, programme ADVB 2025 pour un montant de 32 563€ pour 2 communes.

En parallèle, le TE Flandre continue de valoriser l'ensemble des dossiers éligibles (travaux éclairage public) au titre des CEE (dits CEE Classiques. Il convient de préciser que le montant des CEE est en forte baisse du fait d'une modification des fiches relatives aux travaux éligibles, au 1er janvier 2025.

3. Le programme Lum'ACTEE+ : audits et réalisation d'un SDAL

Le TE FLANDRE, en groupement avec le SE60 et le SIDEC Cambrésis est lauréat du programme national LUM'ACTEE+ porté par la FNCCR. L'objectif est d'auditer le parc d'éclairage public pour permettre de quantifier et planifier les travaux de rénovation à venir. La ligne directrice étant les économies d'énergie, une meilleure qualité d'éclairage (lutte contre la pollution lumineuse) et le respect les obligations règlementaires de l'arrêter nuisances lumineuses. Est inclus également dans ce programme, l'accompagnement en maitrise d'œuvre.

E) Exercice de la compétence Télécom / numérique

Concernant le déploiement de la fibre, une convention a été signée avec le Syndicat mixte numérique pour le déploiement. La phase de travaux de déploiement s'est terminée en décembre 2021.
Un versement d'importance a été effectué en 2019, au syndicat numérique pour les travaux (28€/prise). Il faut toutefois noter que le TE FLANDRE s'acquitte désormais des frais de raccordement (prévisionnel 10 €/prise).

De l'été 2019 à décembre 2021, le TE FLANDRE a accompagné les communes dans le déploiement de la fibre. Depuis 2022, le TE Flandre est toujours aux côtés des communes et reçoit en moyenne 20 appels téléphoniques/mails relatifs au raccordement de la fibre par semaine. Chaque demande est traitée par nos services dans la limite du degré de complexité du dossier et en coordination avec Axione et/ou le syndicat mixte fibre numérique 59/62.

Afin d'accompagner la fin du cuivre, le TE FLANDRE a lancé une campagne de communication d'envergure :

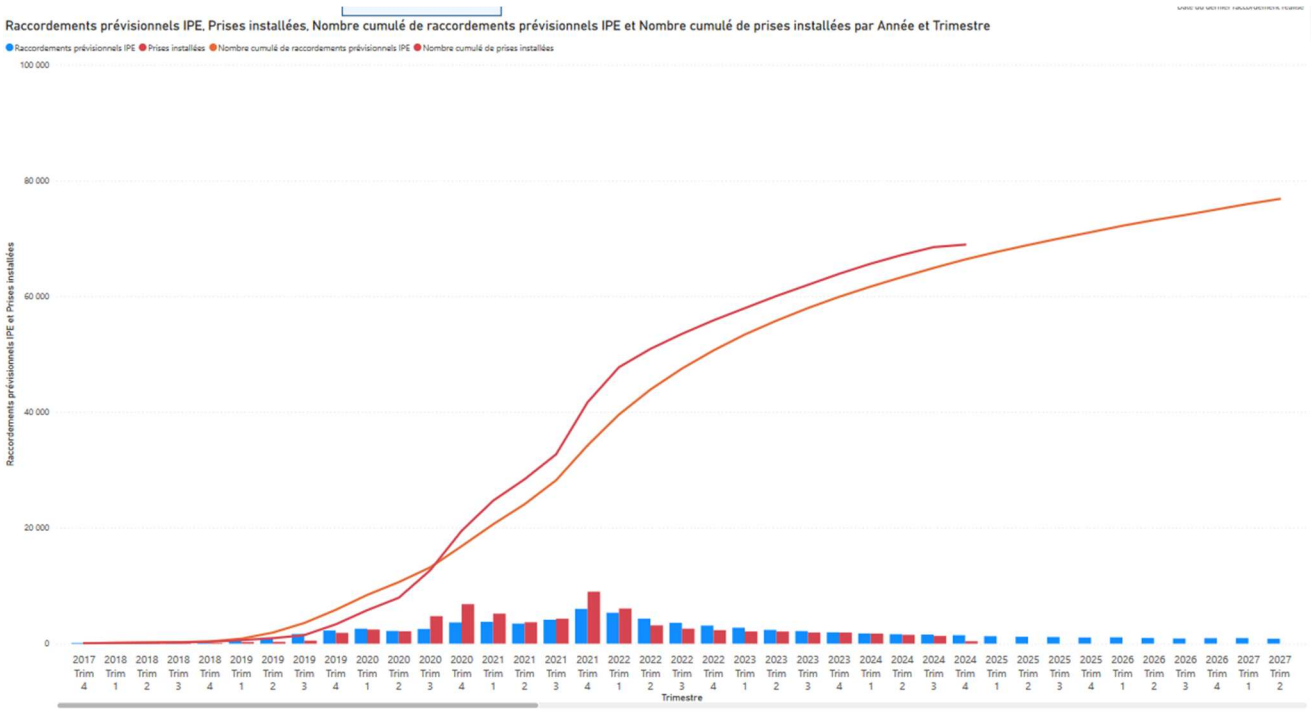
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF





Suivi des raccordements fibre réalisés : 72 356 raccordements réalisés au 30/06/2025.

Raccordements prévisionnels jusqu'au 30/06/2027



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

F) Exercice de la compétence IRVE (Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques)

Le TE FLANDRE a mené un vaste plan de maillage en partenariat avec les Communes et COEUR DE FLANDRE AGGLO.

Les bornes sont accessibles avec la carte PASS PASS et en interopérabilité.



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

En outre, le TE FLANDRE est Lauréat de l'appel à projet 'Mobilités innovantes' 2019 et 2021 du Département du Nord. Dans ce cadre, le TE Flandre a réalisé des expérimentations de bornes IRVE sur candélabre.
Ces expérimentations ont été concluantes et 11 bornes sur candélabres sont actuellement en service.

Le TE FLANDRE est également bénéficiaire d'une aide de l'Etat de 413 000€ dans le cadre de la DSIl et une aide de 492 990€ dans le cadre du FNADT.

Dès le printemps 2021, le TE FLANDRE a lancé la réalisation d'un Schéma directeur des IRVE (SD IRVE). Ce schéma mutualisé avec la CC Flandre Lys, a été élaboré en co-construction avec les acteurs et élus du territoire et en partenariat avec ENEDIS et l'Agence d'urbanisme AGUR. Il est en vigueur depuis le 21 juillet 2022.

G) Exercice de la compétence Réseau de chaleur

Une demande de subvention a été faite auprès de l'ADEME pour la réalisation d'une étude de faisabilité d'un réseau de chaleur, pour le compte de la CC Flandre Lys, sur la commune d'Estaires, regroupant : piscine, salle de sports, collège et lycée.
Cette étude ayant pour but d'étudier la faisabilité technique et économique de la mise en place d'une chaufferie biomasse à la piscine alimentant un réseau de chaleur reprenant plusieurs bâtiments publics appartement à la commune d'Estaires, la région, le département ainsi que la CCFL. Le rendu final de l'étude a été transmis en septembre 2025.

Le TE Flandre est actuellement en réflexion pour la mise en place d'un CCRt (Contrat de Chaleur Renouvelable Territorial). La mise en place d'un CCRt s'inscrit dans les démarches initiées par le TE Flandre dans le cadre de sa politique de transition énergétique.

H) Exercice de la compétence station GNV et bio GNV

1. Projet territorial et partenarial

- Besoin identifié : verdissement de la flotte du Syndicat de déchets (SM SIROM Flandre Nord)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- Transfert de la compétence : Station GNV et bio GNV par la commune
- Lancement d'un AMI par la SEM régionale
- Attribution de l'AMI à SEVEN
- Montage d'un tour de table partenarial entre la SEM régionale / SEVEN / TE Flandre et SM SIROM
- Création d'une société de projet composée à 51% de SEVEN et 49% de la SEM et le TE Flandre

2. Implantation

Site du SM SIROM avec bail emphytéotique, à proximité zone industrielle et l'autoroute A25
*



3. Véhicules identifies

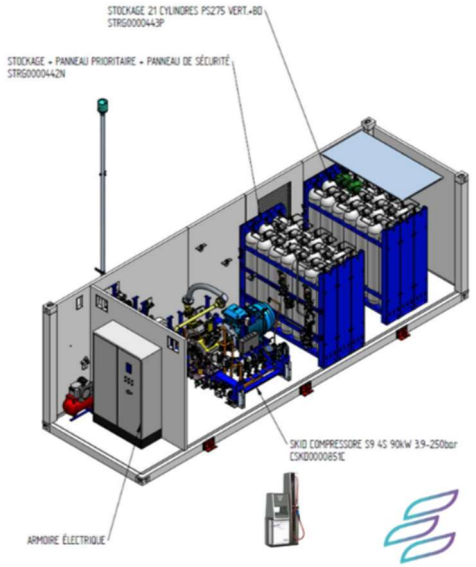
Cette station a été imaginée pour les véhicules gaz des collectivités locales :

- 4 véhicules légers du Territoire d'Energie Flandre

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- 6 Bennes à Ordures Ménagères et 4 VL du SM SIROM Flandre Nord
  -> *Le SIROM possède à ce jour un parc total de 25 BOM + 10 VUL*

Elle a la capacité d'avitailler beaucoup plus de véhicules.
Plusieurs acteurs privés du monde du transport ont été approchés par SEVEN et ont manifesté un intérêt pour utiliser cette nouvelle station.



4. Capacité

Station charge rapide :

- 2 pistes avec chacune 2 distributeurs permettant l'avitaillement de 2 véhicules simultanément (VL et PL)
- 1 compresseur 350 bar et le stockage permettant la charge rapide des véhicules, de l'ordre d'une dizaine de minutes pour un PL

5. Environnement

BioGNC : Carburant renouvelable
Construction avec des entreprises locales
Délai de construction court : 6 mois

En service depuis le mois d'Août 2025.

6. Evolution hydrogène

Le terrain est également voué à accueillir des bornes de recharge pour véhicules électriques rapides ainsi qu'un emplacement dédié à l'installation d'une future station Hydrogène avec deux points de fourniture (en fonction de son développement et les besoins dans le secteur du transport).
=> Le but étant de créer une station multi-services ouverte au public.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

I) Accompagnement des communes dans l'entretien, la rénovation ou la création de l'éclairage extérieur des terrains de sports

Depuis cette année 2023, le Syndicat propose un accompagnement aux communes qui le souhaitent, afin d'entretenir, rénover ou créer de l'éclairage pour les terrains de sports extérieurs :
Etat des travaux réalisés en 2025 :

- Finalisation du projet à Steenwerck
- Stade Cosec à Laventie, terrain de sports
- 3 terrains de Bailleul (rugby, football herbe & synthétique)

J) Accompagnement des communes dans la création d'ombrières solaires

1. Projet de Fleurbaix

- Ombrière auto lestée installée au début d'année 2025 sur le parking du Terrain de Tennis
- Puissance installée de 35.2 kWc, production annuelle de 33 000 kWh
- La production couplée à celle de la centrale photovoltaïque de l'école Franche Terre sera autoconsommée à 97.7% sur les bâtiments communaux et infrastructures de Noréade présents dans un périmètre fixé réglementairement à 2km

2. Projet de Blaringhem

- Ombrières auto lestée de 135 kWc installée sur le parking de l'école Lino Ventura, la production annuelle est estimée à 124 827 kWh
- Les travaux sont en cours, le mise en service sera réalisée en fin d'année 2025
- La production sera autoconsommée sur les bâtiments communaux, la borne IRVE du TE Flandre et les infrastructures de Noréade présents dans un périmètre de 2 km qui sera éventuellement étendu à 10 km dans le cas où la dérogation est validée

3. Projet de Hoymille

- Le marché attribué début 2026
- L'ombrière de 4 places sera installée sur un nouvel espace de stationnement sur le parking de la Mairie
- La puissance installée est estimée à 12 kWc, sur cette base la centrale produira 10 757 kWh annuellement et sera consommée à 100% par les bâtiments communaux. L'éventuel surplus sera consommé par Noréade et la borne du TE Flandre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

K) Accompagnement des projets solaires en ACC

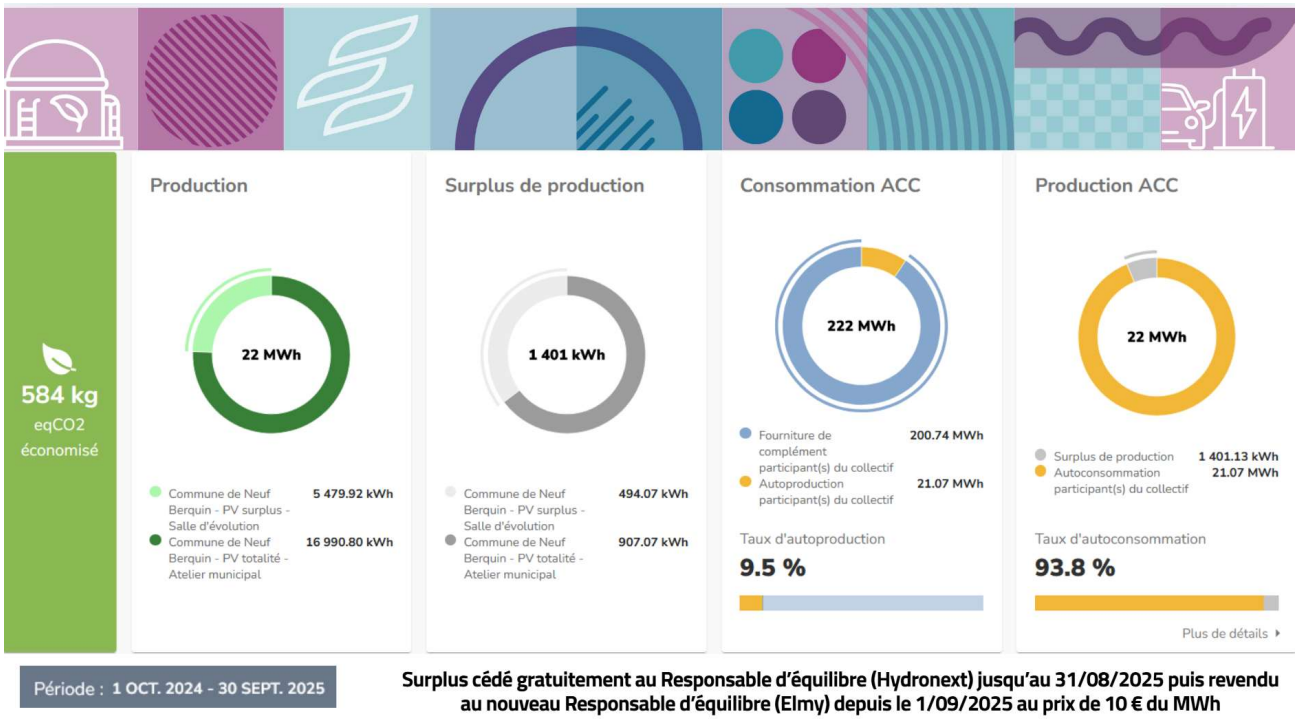
Afin de répondre aux volontés des collectivités en matière de développement des installations d'énergies renouvelables, le TE FLANDRE a lancé une opération « test » sur la commune de Neuf Berquin. Cette commune, étant déjà équipée de trois installations de panneaux photovoltaïques, sur trois toitures de bâtiments communaux.

Il s'agit d'un projet d'autoconsommation collective d'électricité réunissant : la commune de NEUF BERQUIN, le SIAN SIDEN et ses régies NOREADE, le TE FLANDRE.

La règlementation exige un cadre légal pour cela il a été décidé la création d'une association loi 1901, support légal de la « Personne Morale Organisatrice », cette association, nommée « Territoire d'Energie Flandre - Solaire », interlocutrice d'ENEDIS, est effective depuis le mois de décembre 2023, elle permet la mise en route de l'opération d'autoconsommation collective de Neuf Berquin, et le cas échéant d'autres opérations à venir pour d'autres projets de communes adhérentes au TE FLANDRE.

Dans la cadre du soutien aux énergies renouvelables du Département du Nord, ce projet a été développé et renforcé avec le soutien financier dans le cadre du PTS 2020 (Projets Territoriaux Structurants : produire de l'énergie verte en Flandre).

Bilan de l'opération d'autoconsommation de Neuf Berquin :

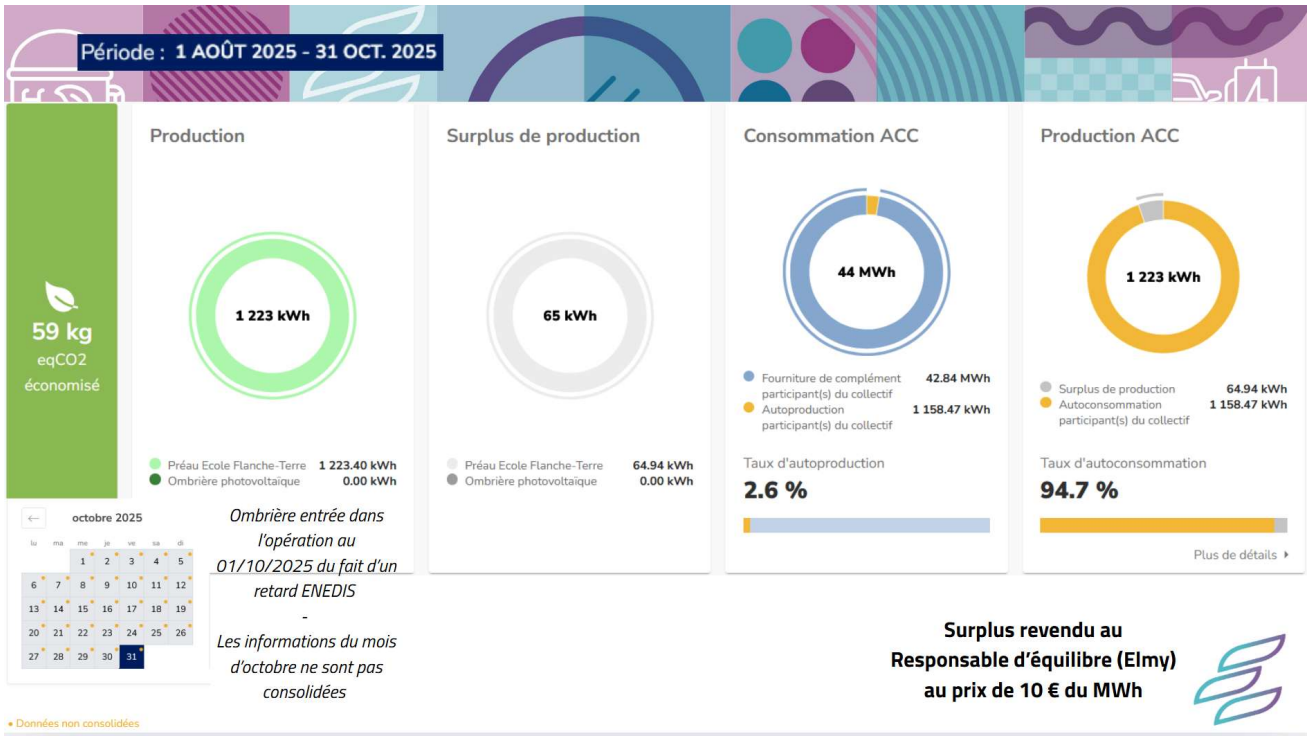


Surplus cédé gratuitement au Responsable d'équilibre (Hydronext) jusqu'au 31/08/2025 puis revendu au nouveau Responsable d'équilibre (Elmy) depuis le 1/09/2025 au prix de 10 € du MWh

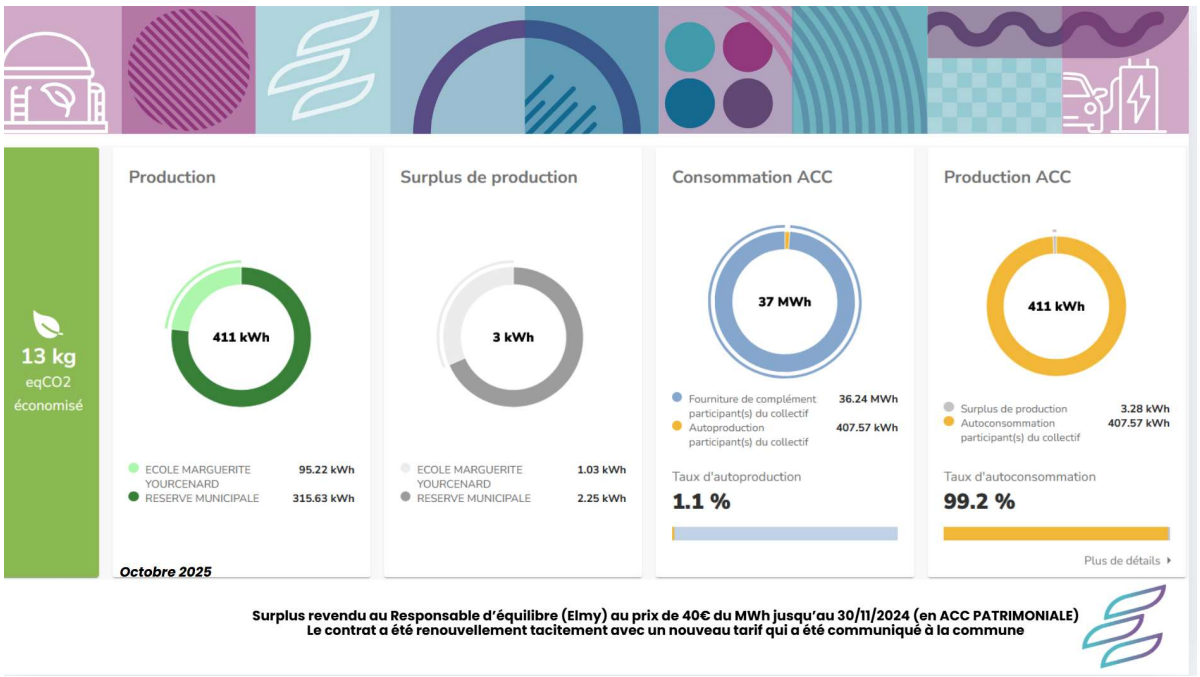
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Au cours de l'année 2025, 2 opérations ont été mises en service :

Bilan de l'opération d'autoconsommation de Fleubaix :



Bilan de l'opération d'autoconsommation de Le Doulieu :



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- 8 opérations d'ACC ont vocation à être mise en service d'ici à la fin d'année 2025 (BAVINCHOVE . MERRIS . LA GORGUE . BERTHEN . BOESCHEPE . Cœur de Flandre Agglo . CCFL . VIEUX-BERQUIN)
- 6 projets d'ACC sont en cours d'élaboration (NIEURLET . CROCHTE . BLARINGHEM . HOYMILLE . RUBROUCK . LEDRINGHEM)



L) L'achat groupé d'énergie

Un nouveau marché en accord cadre a été attribué en 2024, afin de fournir de l'énergie à l'ensemble des collectivités adhérentes (en 4 lots : électricité, gaz naturel, gaz propane, fioul) pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.
Le SIDEN SIAN et ses régies font partie du groupement d'achat.

Les fournisseurs lauréats des différents lots sont :

LOT 1 – Electricité : OCTOPUS
LOT 2 – Gaz naturel : Gaz de Bordeaux
LOT 3 – Gaz Propane : Butagaz
LOT 4 – Fioul : CARON

Le groupement en 2025 :

- 107 membres

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- 5893 points de livraison en électricité et 340 points de livraison en gaz répartis sur le Nord, le Pas de Calais, la Somme et l'Aisne
- Électricité : ≈ 95,148 GWh/an
- Gaz : ≈ 24,473 GWh/an

III) Ressources humaines

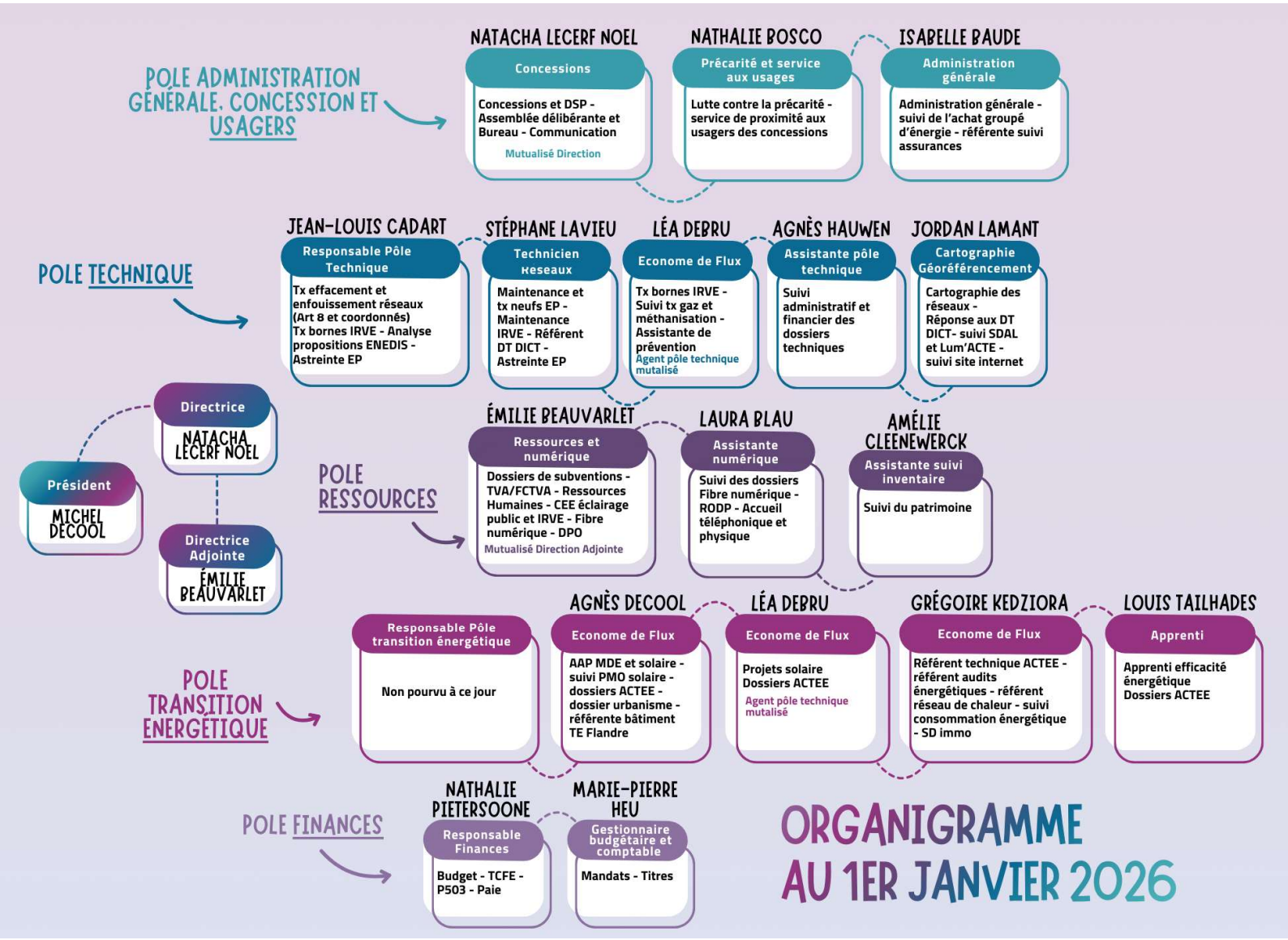
A) Etat du personnel au 01/01/2026

Grade	Temps de travail	Nombre de poste(s)	Pourvu / non pourvu
Attaché hors classe	TC	1	Pourvu
Attaché principal	TC	1	Vacant
Attaché	TC	2	Pourvus
Rédacteur	TC	1	Pourvu
Adjoint administratif principal de 1ère classe	TC	2	Pourvus
Adjoint administratif principal de 2ème classe	TC	1	Pourvu
Adjoint administratif	TC	2	Pourvus
Technicien principal 2ème classe	TC	1	Pourvu
Technicien	TC	4	3 Pourvus / 1 vacant
Agent de maîtrise principal	TC	1	Vacant
Agent de maîtrise	TC	2	1 Pourvu / 1 vacant
Adjoint technique principal de 2ème classe	TC	1	Vacant
Adjoint technique	TC	4	1 Pourvu / 3 vacants
Contrat d'apprentissage	TC	2	1 Pourvu / 1 Vacant

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le TE FLANDRE souhaite continuer à contribuer à la formation des jeunes notamment par le biais de stages, apprentissages et contrats première embauche.

Le Syndicat a adopté ses lignes directrices de gestion par arrêté du Président en date du 26 février 2021 et les modalités relatives aux 1607h par délibérations du Bureau en date du 16 juin 2021 et du 11 octobre 2021, actualisé par une délibation en date du 26 mai 2025.



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

B) Télétravail des agents du Syndicat

La crise sanitaire liée à l'épidémie de CORONA VIRUS Covid 19 a modifié les modalités de travail des agents sans impacter la qualité du service public. Le télétravail a été mis en place conformément aux recommandations gouvernementales. Il a ensuite été pérennisé selon une délibération du Bureau syndical en date du 16 juin 2021.

IV) Structure et gestion de la dette

A) Etat de la dette à la fusion entre les SER et le TE FLANDRE - au 1er janvier 2013

Le TE FLANDRE assure les remboursements des emprunts contractés par les anciens SER (Syndicats d'Electrification Rurale) suite à la fusion au 1er janvier 2013.
Il reste un seul emprunt à rembourser (reste à payer 20 017,90€).

B) Financement des programmes de travaux sur les réseaux et rénovation de l'éclairage public

Un emprunt a été contracté en 2020 auprès de la Banque postale pour un montant de 950 000€ (durée 5 ans, taux fixe : 0,33%, périodicité trimestrielle) afin de financer les travaux d'éclairage public et effacement et enfouissement des réseaux.
Un emprunt a été contracté en 2021 auprès du Crédit Agricole pour un montant de 750 000€ (durée de 5 ans, taux fixe : 0,33%, périodicité trimestrielle) afin de financer les travaux du chantier Wormhout (travaux de réseaux : article 8 – éclairage public - télécommunications).
Un emprunt a été contracté en 2023 auprès de la Banque postale pour un montant de 2 000 000€ (durée 5 ans, taux fixe : 4,08%, périodicité trimestrielle) afin de financer les travaux d'investissement d'éclairage public 2023 incluant la rénovation.
Le remboursement de ces emprunts est couvert par les participations communales versées au TE FLANDRE dans le cadre des programmes de travaux, prévoyant des participations pouvant être étalées jusqu'à 5 années.
Un emprunt INTRACTING a été contracté auprès de la Banque des Territoires (Caisse des Dépôts et Consignations) avec 2 tranches : un versement de 628 936€ au 01/08/24 (durée 13 ans, taux fixe 2%, périodicité annuelle) et un versement de 628 936€ prévu au 07/07/25 durée 12 ans, taux fixe : 2%, périodicité annuelle), en vue de financer les travaux de rénovation de l'éclairage public de la Ville de Bailleul (convention avec Bailleul pour la prise en charge avec les intérêts).
Un emprunt a été contracté en 2024 auprès du Crédit Agricole pour un montant de 2 000 000€ (durée de 5 ans, taux fixe : 2,95%, périodicité trimestrielle) afin de financer les travaux d'investissement d'éclairage public (passage en LED des points lumineux) et les travaux d'article 8.
Un emprunt a été contracté en 2025 auprès de la Banque postale pour un montant de 5 000 000€ (durée 5 ans, taux fixe : 3,16%, périodicité trimestrielle) afin de financer les travaux d'investissement d'éclairage public incluant la rénovation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

C) Reprise de l'emprunt de Sailly/ Lys suite au transfert de la compétence Numérique

En outre, dans le cadre du transfert de la compétence numérique, le TE FLANDRE TE a repris un emprunt de la Commune de Sailly sur la Lys, concernant les armoires ADSL.
L'emprunt prendra fin le 25-07-2027 (reste à payer 19925.12€).

V) Le budget vert

L'accord de Paris sur le climat obtenu le 12 décembre 2015 porte notamment au plan international engagement de la France sur la lutte contre le changement climatique.

Il convient donc d'interroger les dépenses du TE Flandre avec le prisme environnemental afin d'évaluer leur impact sur la transition écologique.

Les travaux réalisés par l'Institut économique pour le climat I4CE proposent une méthode de classification des dépenses sur les axes environnementaux :

- la lutte contre le changement climatique ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- l'utilisation durable et la protection des ressources en eau, terrestres et maritimes ;
- la transition vers une économie circulaire, la prévention des risques naturels,

Le budget vert constitue ainsi un levier déterminant pour aligner les choix financiers du TE Flandre, sur les enjeux environnementaux et climatiques, tout en garantissant la pérennité de nos services publics. Dans le cadre des orientations budgétaires pour 2026, cette approche intègre systématiquement une évaluation des impacts écologiques et sociaux de chaque dépense, afin d'en mesurer la cohérence avec nos engagements en faveur de la transition.

Concrètement, ce dispositif permet d'identifier les actions les plus vertueuses, d'optimiser l'allocation des ressources et de renforcer la transparence envers les citoyens. Il s'agit non seulement d'un outil de pilotage, mais aussi d'un gage de responsabilité, illustrant notre volonté de concilier rigueur budgétaire et ambition écologique.

Les indicateurs retenus – empreinte carbone, consommation énergétique, préservation des ressources – serviront de base à un suivi régulier, afin d'ajuster nos priorités et de maximiser l'efficacité de nos investissements. Cette démarche témoigne d'une gestion publique résolument tournée vers l'avenir.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

VI) Tableau de synthèse

FONCTIONNEMENT			
	Réalisé 2024	Budget 2025	Réalisé 2025
DEPENSES	6 427 198,50 €	8 984 776,99 €	6 802 192,74 €
RECETTES	7 813 806,96 €	8 984 776,99 €	7 959 128,88 €
RESULTAT SECTION (recettes-depenses)	1 386 608,46 €		1 156 936,14 €
RESULTAT REPORTE	99 026,41 €		669 382,99 €
RESULTAT SECTION CUMULE	1 485 634,87 €		1 826 319,13 €

INVESTISSEMENT			
	Réalisé 2024	Budget 2025	Réalisé 2025
DEPENSES	9 349 892,66 €	22 824 886,50 €	14 933 086,49 €
RECETTES	11 194 700,44 €	22 824 886,50 €	14 506 706,16 €
RESULTAT SECTION (recettes-depenses)	1 844 807,78 €		-426 380,33 €
RESULTAT REPORTE	-56 385,35 €		1 788 422,43 €
RESULTAT SECTION CUMULE	1 788 422,43 €		1 362 042,10 €

RESULTAT DE L'EXERCICE 2025			
DEPENSES - RESTES A REALISER (commandé non facturé)	-7 199 462,51 €		- 4 142 375,74 €
RECETTES - RESTES A REALISER (notifié non perçu)	4 594 788,20 €		3 158 659,21
RESULTAT SECTION DE INVESTISSEMENT	1 844 807,78 €		-426 380,33
RESULTAT REPORT D' INVESTISSEMENT	-56 385,35 €		1 788 422,43
RESULTAT SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 386 608,46 €		1 156 936,14
RESULTAT REPORT DE FONCTIONNEMENT	99 026,41 €		669 382,99
RESULTAT GLOBAL	669 382,99 €		2 204 644,70 €

AFFECTATION DU RESULTAT 2025			
RESULTAT SECTION FONCTIONNEMENT CUMULE	1 485 634,87		1 826 319,13 €
BESOIN DE FINANCEMENT REEL (1068) - PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT	816 251,88 €		
RESULTAT SECTION INVESTISSEMENT CUMULE	1 788 422,43		1 362 042,10 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

30 rue Louis Warein
59190 HAZEBROUCK

03.28.43.44.45

contact@teflandre.fr

www.teflandre.fr

Siège en Mairie
d'Hazebrouck



@ENERGIEFLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt De...

GRPMT CITEOS FLASH

N°28 512 2315 (21538) EP INVEST 831,60

FLASH ENERGIES

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
route de ST OMER
59670 BAVINCHOVE

Fiscalisation

M2024-02-LT02 BC 728

Devis n°8424 du 28/11/2024

Complément point lumineux secteur centre

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	1	83102- COMATELEC TECEO ou équivalent	370,00	1		370,00
	2	7914- Crosse simple pour PBA de 1,50 m	149,00	1		149,00
	3	8110- Raccordement câble EP	132,00	1		132,00
		1202- RAT point lumineux	*42,00*	*1*		*42,00*
		Note: convention charge commune				

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**693,00**
Total T.V.A. 20%	**138,60**
Total T.T.C.	**831,60**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

A: ..... , Le: ...../...../.....

Signature entreprise:

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 03/02/2025 à 08:58:17 CET
SI-D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 03/02/2025 à 08:55:26 CET
SI-D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
Flash Energies
8, rue du Fort Suisse
59380 QUAEDYPRE

2024/02/LT02/BC/ 728

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par CADART Jean-Louis

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 02*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

BAVINCHOVE – Création d'éclairage public
Passage piéton Place de l'Eglise, Carrefour de la RD 933 et la RD 138 et RD 933

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre
Signé électroniquement,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....
Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 03/02/2025 à 08:58:16.CET SYD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 03/02/2025 à 08:55:25.CET SYD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de BAVINCHOVE – *Passage piéton Place de l'Eglise, Carrefour de la RD 933 et la RD 138 et RD 933.***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 02

Réf bon de commande : 2024/02/LT02/BC /728

Selon les devis :

- **n° 8424** du **28/11/2024** pour la somme de **693,00 € HT** soit **831,60 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE :

FLASH ENERGIES
8, rue du Fort Suisse
59380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du 09/02/2025 de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du 09/02/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter du **09/02/2025.**

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 03/02/2025 à 08:58:18 CET SIVD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 03/02/2025 à 08:55:27 CET SIVD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre

Signé électroniquement

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20250103-EP2025_BAVINCH-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de BAVINCHOVE

Travaux réalisés à BAVINCHOVE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre, en date du 28/11/2024.
Et
La **Commune de BAVINCHOVE**, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 30/05/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **BAVINCHOVE**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Passage piéton Place de l'Eglise, Carrefour de la RD 933 et de la RD 138 et RD 933.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux : 693,00 € HT, soit 831,60 € TTC et 2 198,00 € HT, soit 2 637,60 € TTC pour le devis CRYZAL – Nova Eclairage Aménagement.

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 2 891 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 578,20 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de BAVINCHOVE
La Commune de **BAVINCHOVE** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2025	578,20 €
2026	578,20 €
2027	578,20 €
2028	578,20 €
2029	578,20 €

Article 3 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges
Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 03/01/2025.

Le TE Flandre, Le Vice-Président Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Le Maire de BAVINCHOVE,

MAIRIE DE BAVINCHOVE 59670

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

GRPTT CITEOS FLASH

Engagt D...

N°33 512 2315 (21538) EP INVEST 30973,92

FLASH ENERGIES

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Carrefour rte de Bailleul - Nellie spindler
59270 BERTHEN

M 2024-02-LT02 DC 596

Engagt Recalle N°78

Devis n°8579 du 24/12/2024

TRAVAUX SLT BERTHEN
MARCHE 2024-02 LOT CENTRE

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		1201- RAT réseau d'éclairage public	*9,00*	*41*		*369,00*
		1204- RAT feux tricolores pour l'ensemble du carrefour	*209,00*	*1*		*209,00*
		1205- Etablissement consuel	*302,00*	*1*		*302,00*
		4001- Forfait chantier par commande	*825,00*	*1*		*825,00*
		4102- Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	*93,00*	*21*		*1 953,00*
		4130- Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	*88,00*	*3*		*264,00*
		4142- Tranchées types avec réfections définitives - Accotement herbeux - Largeur 0,35 m	*39,00*	*18*		*702,00*
		4414- Découpage de chaussée	*2,00*	*42*		*84,00*
		4415- Rabotage de chaussée	*28,00*	*14*		*392,00*
		4416- Déblai	*39,00*	*1.4*		*54,60*
		4417- Sur-largeur enrobés en chaussée	*16,00*	*14*		*224,00*
	1	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	9,00	65		585,00
		4602- Regard 40x40	*110,00*	*1*		*110,00*
	2	4607- tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	93,00	1		93,00
		5102- Câble de terre 25mm²	*4,00*	*52*		*208,00*
		5214- Câble U 1000 R2V (cuivre) - 5 x 1,5mm²	*5,50*	*70*		*385,00*
	3	5217- Câble U 1000 R2V (cuivre) - 12 x 1,5mm²	6,60	70		462,00
	4	5219- Câble courant faible pour Traficam	2,20	70		154,00
		7234- Mât en acier thermolaqué pour feu tricolore 2,50m	*291,00*	*1*		*291,00*
		7235- Mât en acier thermolaqué pour feu tricolore 3,60m	*303,00*	*3*		*909,00*
		9101- Lanternes des feux tricolores en aluminium et RAL	*630,00*	*3*		*1 890,00*
		9103- Bouton poussoir Type anti-vandalisme	*236,00*	*2*		*472,00*
		9104- Répétiteur Voiture	*302,00*	*3*		*906,00*
		9106- Signal piéton R12	*630,00*	*2*		*1 260,00*
		9107- Détecteurs radar à effet doppler avec portée maxi 150 mètres	*732,00*	*2*		*1 464,00*
	5	9108- Détecteurs vidéo	1 415,00	3		4 245,00
		9109- Armoire de feux tricolores pré-équipé	*1 284,00*	*1*		*1 284,00*
	6	9114- Contrôleur de carrefour	3 520,00	1		3 520,00
		9112- Borniers feux	*176,00*	*3*		*528,00*
		9206- Passage piéton en peinture	*385,00*	*1*		*385,00*
		9119- Mise en service par entreprise agréé	*1 282,00*	*1*		*1 282,00*

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**25 811,60**
Total T.V.A. 20%	**5 162,32**
Total T.T.C.	**30 973,92**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

Signature entreprise:

A: ..... , Le: ...../...../.....

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 17/02/2025 à 18:49:48 CET
SID ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT02/BC/ 596

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 02*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

BERTHEN – Création d'un feu tricolore
RD10 Lotissement

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre
Signé électroniquement,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....
Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 17/02/2025 à 18:49:50 CET SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de BERTHEN – *RD10 Lotissement***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 02

Réf bon de commande : 2024/02/LT02/BC / 596

Selon les devis :

- **n° 8579** du **24/12/2024** pour la somme de **25 811,60 € HT** soit **30 973,92 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

Cotraitants FLASH ENRGIES
ZA la Croix Rouge
Centre d'affaires la Linerie
59380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **28/02/2025** de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **28/02/2025** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter du **28/02/2025.**

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre
Signé électroniquement

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 17/02/2025 à 18:49:49 CET
SIVD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Engagé Dépose

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 16/01/2024
Reçu en préfecture le 16/01/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20231113-13112023_B01-DE

Délibération N° 13112023/B01
Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2023
2ème vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Exposé et proposition :

Par délibération en date du 06 février 2023,

Le Comité syndical a fixé les modalités d'attribution des aides dans le cadre des appels à projets MDE et SOLAIRE 2023.

Le Comité syndical a donné délégation au Bureau pour attribuer les dites aides.

Il est proposé au Bureau d'attribuer les aides, pour la 1ère vague, selon le tableau ci-après :

MDE 2023 - 1ère vague :

Engagé Dépose 758 20411412 AG

Année	Commune	Bâtiment/Projet	Type de Travaux	Coût éligibles en € HT	Montant des subventions en € HT	Taux d'aide
Octobre 2023	→ MERCKEGHEM	Mairie	Menuiseries ext/isolation int/LED	20 012,90 €	→ 7 004,51 €	30%+ 5%
	→ REXPOEDE	Renovation Ancienne Poste Centre Social La Passerelle	Isolation/VMC/Chaufferie LDI	54 365,00 €	→ 16 309,50 €	20% + 5%+ 5%
	EECKE	Logement Communal	TCE(Isolation et VMC)	9 758,15 €	2 927,45 €	30%
	→ WINNEZEELE	Ecole Communale	Menuiseries Exterieures PVC	23 574,76 €	→ 7 072,20 €	30%
	LEDRINGHEM	Foyer Rural	Isolation/PAC/Radiateurs/LED	79 290,12 €	19 822,53 €	20% + 5%
	CAESTRE	Ecole de Musique	Charpente/Isolation	6 542,65 €	1 962,80 €	30%
	SAINT PIERRE BROUCK	ECOLE/MAIRIE/CANTINE et PRESBYTERE S de Reunions	2 Chaudières	47 273,61 €	14 182,08 €	30%
	METEREN	Salle des Sports	Eclairage LED	4 599,49 €	459,95 €	10%
			Total éligible HT : 227 416,68€		69 741,02 €	

N°65

N°66

N°68

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 16/01/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20231113-13112023_B01-DE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie FLANDRE

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

BUREAU SYNDICAL DU 13 NOVEMBRE 2023
Délibération N°13112023/ B01
Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2023
2ème vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Le 13 novembre 2023 à 17h30, le Bureau du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIECF, 30 rue Warein à Hazebrouck, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du SIECF.

Date de la convocation : 31/10/2023
Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 26
Présents : 16
Pouvoir : 1
Votants : 17

NOM	COMMUNE	FONCTION	PRESENT	POUVOIR	EXCUSE	ABSENT
DECOOL Michel	CAPPELLE-BROUCK	Président	X			
CLEENEWERCK Jean-Luc	REXPOEDE	1er Vice-Président	X			
MAMETZ Danielle	BOESEGHEM	2ème Vice-Présidente				X
TURPIN Edmond	LA GORGUE	3ème Vice-Président	X			
VANPEENE Anne	WINNEZEELE	4ème Vice-Présidente	X			
DELVA Hervé	HAZEBROUCK	5ème Vice-Président	X			
DELASSUS Christian	LEDRINGHEM	6ème Vice-Président	X			
DEBERT Jean-Luc	OUDEZEELE	7ème Vice-Président			X	
DUYCK Joël	MERVILLE	8ème Vice-Président			X	
MEURILLON Franck	NIEPPE	9ème Vice-Président	X			
VERMERSCH Jérôme	HONDSCHOOTE	10ème Vice-Président	X			
BOURNONVILLE Rodrigue	MORBECQUE	11ème Vice-Président	X			
LAMIAUX Fabrice	HOLQUE	12ème Vice-Président				X
DEVILLEZ Arnaud	BAILLEUL	13ème Vice-Président	X			
VANPOUILLE Laurent	BOLLEZEELE	14ème Vice-Président	X			
SCHRICKE Jean-Luc	CAESTRE	Membre du Bureau	X			
WALBROU Dominique	LE DOULIEU	Membre du Bureau				X
VANMAELE Danielle	MERCKEGHEM	Membre du Bureau	X			
DIEUSAERT Stéphane	OXELAERE	Membre du Bureau	X			
STAELEN Edith	STEENVOORDE	Membre du Bureau	X			
TOULY Jessica	BERGUES	Membre du Bureau				X
MAZIERES Mark	STEENWERCK	Membre du Bureau	X			
ROYAL Aurélien	GODEWAERSVELDE	Membre du Bureau			X	
PETITPREZ Sylvain	NEUF BERQUIN	Membre du Bureau				X
LAUWERIE Patrice	WALLON CAPPEL	Membre du Bureau		à H. DELVA	X	
RAMAUT Henri	EECKE	Membre du Bureau				X

Secrétaire de séance : M. Arnaud DEVILLEZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 16/01/2024
Reçu en préfecture le 16/01/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20231113-13112023_B01-DE

SOLAIRE 2023 - 2ème vague :

Année	Commune	Batiment/Projet	
2023 2éme Vague	MERRIS	Salle Polyvalente à dominante sportive	Nouveau Projet en ACC
TOTAL	1		5 000,00 €

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité.

Arnaud DEVILLEZ
Secrétaire de séance

Michel DECOOL
Président du SIECF – TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent leur publication

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 13/01/2024 à 10:47:03 CET SIED ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ Le 12/01/2024 à 13:23:03 CET SIED ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**13112023_B01**
Objet :	**Appels à projets MDE (Maitrise de la Demande en Energie) 2023 - 2ème vague : Attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme Solaire**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-11-13 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20231113-13112023_B01-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	1 Ko
Nom métier : 059-200036895-20231113-13112023_B01-DE-1-1_0.xml		
Document principal (Délibération)	application/pdf	324.5 Ko
Nom original : D__lib N__13112023 B01 _ MDE Solaire _ sign__e.pdf		
Nom métier : 99_DE-059-200036895-20231113-13112023_B01-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	16 janvier 2024 à 11h09min56s	Dépôt initial
En attente de transmission	16 janvier 2024 à 11h10min43s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	16 janvier 2024 à 11h13min50s	Transmis au MI
Acquittement reçu	16 janvier 2024 à 11h14min06s	Reçu par le MI le 2024-01-16

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt Dpx

SATELEC

N° 85 758 2315 (2158) IRVE 23401,62 HT 28081,94 TTC

Fiscalisation

MR202312546 CC811

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/02/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking situé à proximité de l'Eglise – 2 Rue des Ifs – 59470 BAMBECQUE**

Référence: **2025-002**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 24/02/2025 à 18:27:20 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/811

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

***OBJET** : Contrat n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques*
Bon de commande travaux IRVE relatif au devis n°2025-002 du 20/02/2025

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TERRITOPIRE D'ENERGIE FLANDRE, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques :
Parking Rue des Ifs
59470, BAMBECQUE

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

***Pour le TE Flandre**, signé électroniquement*

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ..... selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 26/02/2025 à 17:42:17 CET
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de BAMBECQUE
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025 – Rue des Ifs

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 5 février 2025.*

Et

*La **Commune de Bambecque**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 6 février 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 5 février 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Bambecque, Rue des Ifs**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°05022025/D09 du 5 févier 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de BAMBECQUE

La commune de **Bambecque** souhaite que cette participation soit prise en charge par fiscalisation sur l'année 2025.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 13/02/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Bambecque,

Le Maire,

Grégoire FRA

MAIRIE DE BAMBECQUE 59470

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' Dépose

SATELEC N° 87 758 2315 (2158) IRVE 23065,46 HT 27678,55 TTC

SATELEC
FAYAT

MR 202312546 BC774

Engag'- Recette N°32

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/02/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Allée des Fleurs - 59470 WORMHOUT**

Référence: **2025-007**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
24, avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 971 201 546 00048
Tél. 01 69 56 56 56 - Fax 01 69 56 56 00

SIRET 971 201 546. Siège social : 24, avenue du Général-de-Gaulle - 91178 Viry-Châtillon Cedex - Tél. +33 (0)1 69 56 56 56. SAS au capital de 4 500 000 € - 971 201 546 RCS Evry - NAF 4321 A - TVA CEE FR 33 971 201 546
Email : satelec@satelec.fayat.com - www.satelec.fayat.com

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 24/02/2025 à 18:27:25 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/774

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

***OBJET** : Contrat n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques*
Bon de commande travaux IRVE relatif au devis n°2025-007 du 20/02/2025

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TERRITOPIRE D'ENERGIE FLANDRE, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques :
Parking Allée des Fleurs
59470, WORMHOUT

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

***Pour le TE Flandre**, signé électroniquement*

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ..... selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 26/02/2025 à 17:42:20 CET SI.D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' Dép°

SATELEC

N°90 758 2315 (2158) IRVE 23401,62 HT 28081,94TTC

MR 62312546 BC786

Engag' Recette N° 23

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/02/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking– Rue Saint-Michel 59122 KILLEM**

Référence: **2025-005**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
SAS au Capital de 4 500 000 €
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 971 201 546 00044
Tél. 01 69 56 56 56 / Fax 01 69 56 56 00

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 24/02/2025 à 18:27:21 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/786

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

***OBJET** : Contrat n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques*
Bon de commande travaux IRVE relatif au devis n°2025-005 du 20/02/2025

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TERRITOPIRE D'ENERGIE FLANDRE, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques :
Parking Rue Saint-Michel
59122, KILLEM

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

***Pour le TE Flandre,** signé électroniquement*

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ..... selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 26/02/2025 à 17:42:19.CET
SIID ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° dép°

SATELEC FAYAT

N°91 758 2315 (2158) IRVE 23401,62HT 28081,94TTC

MR 202312546 BC 809

Engag° Recette N° 24

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/02/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la salle des fêtes – Béguinage des Trois Vierges – 59190 CAËSTRE**

Référence: **2025-003**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres Installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
SAS au Capital de 4 500 000 euros
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 971 201 546 00067
TEL 01 69 56 56 56 - Fax 01 69 56 54 00

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 24/02/2025 à 18:27:21 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/809

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

***OBJET** : Contrat n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques*
Bon de commande travaux IRVE relatif au devis n°2025-003 du 20/02/2025

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TERRITOPIRE D'ENERGIE FLANDRE, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques :
Parking de la Salle des Fêtes – Béguinage des Trois Vierges
59190, CAËSTRE

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

***Pour le TE Flandre**, signé électroniquement*

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ..... selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 26/02/2025 à 17:42:18.CET
SI-D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépense

SATELEC N° 93 758 2315 (2158) IRVE 23401,62 HT 28081,94 TTC

SATELEC
FAYAT

MR 2023 12546 BC 802

Fiscalisation

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/02/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la Salle des Fêtes – Rue de la Forge 59670 OUDEZEELE**

Référence: **2025-006**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres Installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 24/02/2025 à 18:27:22 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/802

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

***OBJET** : Contrat n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques*
Bon de commande travaux IRVE relatif au devis n°2025-006 du 20/02/2025

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TERRITOPIRE D'ENERGIE FLANDRE, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques :
Parking de la Salle des Fêtes – Rue de la Forge
59670, OUDEZEELE

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

***Pour le TE Flandre**, signé électroniquement*

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ..... selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 26/02/2025 à 17:42:20 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Publié le
ID : 059-200036895-20250306-IRVE_OUDEZEE-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de Oudezeele
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025 – Parking de la Mairie

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28 novembre 2024).*

Et

*La **Commune de Oudezeele**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 18 décembre 2024.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 28 novembre 2024 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Oudezeele, Parking de la Mairie.**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°28112024/D20 du 28 novembre 2024, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de Oudezeele

La commune de **Oudezeele** souhaite que cette participation soit prise en charge par fiscalisation sur l'année 2025.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 06/01/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

Pour la commune de Oudezeele

Le Maire
Jean-Luc DEBERT

MAIRIE D'OUDEZEELE (Nord)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt Dépse

SATELEC N°94 758 2315 (2158) IRVE 23401,62HT 28081,94TTC

SATELEC FAYAT

MR 202312546 BC785

Fiscalisation

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/02/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la salle des sports -- Rue Mulle Straete -- 59380 CROCHTE**

Référence: **2025-004**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	Total chapitre : S3200 Autres installations					
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 24/02/2025 à 18:27:23.CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/785

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

***OBJET** : Contrat n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques*
Bon de commande travaux IRVE relatif au devis n°2025-004 du 20/02/2025

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TERRITOPIRE D'ENERGIE FLANDRE, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques :
Parking de la Salle des Sports – Rue Mulle Straete
59380, CROCHTE

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

***Pour le TE Flandre**, signé électroniquement*

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ..... selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 26/02/2025 à 17:42:18.CET
SYDENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 10/02/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250206-IRVE2025_CROCHT-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de Crochte
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025 – Parking de la salle des sports

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du (5 février 2025).*

Et

*La **Commune de Crochte,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 16 décembre 2024*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 5 février 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Crochte, Parking de la salle des sports**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°05022025/D 09 du 5 février 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de Crochte

La commune de **Crochte** souhaite que cette participation soit prise en charge par fiscalisation sur l'année 2025.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 06/02/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

Pour la commune de Crochte

territoire d'énergie FLANDRE

MAIRIE DE CROCHTE NORD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

RAMERY

Engag° Dép°

N°96 758 2315 (21534) ELEC 122981,23HT 147577,52TTC ⊖ Acpt 304

N°97 758 2315 (21538) TELEGN 4707,00

N° 131 512 4581 701 EP INVEST 22502G4

M 2022-03-LT02 BC 660

territoire d'énergie FLANDRE

Le Responsable du pole tech.
Jean-Louis Cadart

Engag° Recette N°89 (458)

territoire d'énergie
FLANDRE

TE FLANDRE
Territoire d'Energies Flandre

Pouvoir adjudicateur

MARCHE PUBLIC - PROCEDURE OUVERTE 2022/03
Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte

Lot 2 : Secteur CENTRE

Enfouissement de réseau BASSE TENSION, TELECOM et ECLAIRAGE PUBLIC
CASSEL RUE DE BERGUE
2022/03/BC/LT02/660

DGD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Ramery

Réf Marché : 2022/03/BC/LT02/660

DEVIS - Détail des Quantités Estimées - Marché Lot n°2 - TE FLANDRES

RUE DE BERGUES - CASSEL

Ind	C	MAJ Modification reseau EP
maj du :	29/11/2024	

N° de prix	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
	Partie Basse Tension				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1001	PV article 1000 - Dossier déclaration travaux électriques	l'unité	1	450,00	450,00 €
1003	Etudes BT sur supports	le mètre linéaire	15	5,00	75,00 €
1004	Etudes BT aérien sur façades	le mètre linéaire	152	5,00	760,00 €
1006	Etudes HTA ou BT souterrain - autres cas	le mètre linéaire	380	4,00	1 520,00 €
1010	Etudes branchement souterrain	l'unité	20	50,00	1 000,00 €
1014	Relevé dépose réseau	le mètre linéaire	202	1,10	222,20 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	380	4,00	1 520,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	547	1,60	875,20 €
1026	RAT réseau électrique	le mètre linéaire	359	1,80	646,20 €
1027	RAT branchement électrique	l'unité	188	2,00	376,00 €
2119	Poteaux en béton armé - Effort 8 - Classe E - Hauteur 11 m	l'unité	1	1550,00	1 550,00 €
2173	Dépose PBA - poteau d'effort nominal supérieur à 10 kN	l'unité	8	350,00	2 800,00 €
2174	PV démontage sur place	l'unité	8	50,00	400,00 €
4101	Cadre d'avancement	l'unité	1	390,00	390,00 €
4103	Arrêt de réseau BT - arrêt simple	l'unité	1	1500,00	1 500,00 €
4106	Arrêt réalisé sous tension par réseau arrêté	l'unité	1	200,00	200,00 €
4112	Dépose cadre	l'unité	8	100,00	800,00 €
4113	Dépose console réseau façade	l'unité	5	55,00	275,00 €
4203	EAS avec console	l'unité	1	44,00	44,00 €
4207	Bras d'avancement sur support	l'unité	1	155,00	155,00 €
4210	EADF	l'unité	1	134,00	134,00 €
4213	Raccordement CPA	l'unité	1	180,00	180,00 €
4217	Dépose-repose CPA - CPA en ancrage avec EAS conservé	l'unité	1	100,00	100,00 €
4303	Reprise branchement aérien BT - branchement monophasé	l'unité	20	75,00	1 500,00 €
4305	PV aérosouterrain	l'unité	7	100,00	700,00 €
4306	PV compteur extérieur	l'unité	3	250,00	750,00 €
4402	HALT avec câble nu et isolé	l'unité	1	297,00	297,00 €
4406	Dépose d'une HALT	l'unité	8	50,00	400,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	18	92,00	1 656,00 €
5103	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	78	100,00	7 800,00 €
5104	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	23	115,00	2 645,00 €
5105	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	45	135,00	6 078,00 €
5147	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	21	45,00	945,00 €
5148	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	10	65,00	650,00 €
5150	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	12	80,00	960,00 €
5153	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir avec pavés ou dallage ou béton - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	10	60,00	600,00 €
5166	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	18	12,00 €	216,00 €
5167	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	78	13,00 €	1 014,00 €
5168	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	23	14,00 €	322,00 €
5169	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	45	15,00 €	675,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	150	50,00 €	7 500,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	75	55,00 €	4 125,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	107	25,00 €	2 682,50 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	53	3,50 €	185,50 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	164	3,50 €	574,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	107	20,00 €	2 146,00 €
5406	Déblai	le m3	133	30,00 €	3 996,00 €
5407	Mise en oeuvre de matériaux - Sable	le m3	53	10,00 €	534,80 €
5408	Mise en oeuvre de matériaux - Béton	le m3	8	303,60 €	2 428,80 €
5413	Mise en oeuvre de matériaux - Grave naturel 0/20 ou matériau recyclé	le m3	80	84,00 €	6 738,48 €
5418	Mise en oeuvre de matériaux - Terre végétale	le m3	5	56,40 €	282,00 €
5419	Mise en oeuvre de matériaux - Engazonnement	le m²	10	4,80 €	48,00 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	65	26,40 €	1 702,80 €
5425	Muret en briques	le m²	3	168,80 €	500,40 €
5426	Clôture grillagée	le mètre linéaire	3	74,40 €	223,20 €
5427	Plantations haie	le mètre linéaire	3	22,80 €	68,40 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	200	15,00 €	3 000,00 €
5504	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 160	le mètre linéaire	55	25,00 €	1 375,00 €
5514	Gaine de type MSB - Ø 40	le mètre linéaire	60	40,00 €	2 400,00 €
6201	RAS sur poteau	l'unité	1	427,20 €	427,20 €
6203	RAS sur façade	l'unité	3	390,00 €	1 170,00 €
6210	Dépose RAS BT	l'unité	3	150,00 €	450,00 €
6301	Reprise de branchements aériens en souterrain mono ou triphasé	l'unité	11	110,00 €	1 210,00 €
6302	Reprise de branchements aérosouterrain en souterrain	l'unité	9	210,00 €	1 890,00 €
6419	Coffret 3 directions	l'unité	1	350,00 €	350,00 €
6425	Coffret CIBE - pour branchement triphasé 60 ou 90 A	l'unité	7	569,00 €	3 983,00 €
6426	Pose coffret CIBE	l'unité	7	383,00 €	2 681,00 €
6501	Armoire et support RMBT - 6 plages	l'unité	1	410,00 €	410,00 €
6502	Armoire et support RMBT - 9 plages	l'unité	1	480,00 €	480,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

Réf Marché : 2022/03/BC/LT02/560

DGD - Marché 2022/03 - Lot n°2 - TE FLANDRES

CASSEL RUE DE BERGUE

Ind A
maj du : 23/10/2025

		DGD			
N° de prix	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
	Partie Basse Tension				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1,00	450,00	450,00 €
1001	PV article 1000 - Dossier déclaration travaux électriques	l'unité	1,00	450,00	450,00 €
1003	Etudes BT sur supports	le mètre linéaire	15,00	5,00	75,00 €
1004	Etudes BT aérien sur façades	le mètre linéaire	80,00	5,00	400,00 €
1006	Etudes HTA ou BT souterrain - autres cas	le mètre linéaire	360,00	4,00	1 440,00 €
1010	Etudes branchement souterrain	l'unité	20,00	50,00	1 000,00 €
1014	Relevé dépose réseau	le mètre linéaire	190,00	1,10	209,00 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	360,00	4,00	1 440,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	634,00	1,60	1 014,40 €
1026	RAT réseau électrique	le mètre linéaire	634,00	1,80	1 141,20 €
1027	RAT branchement électrique	l'unité	242,00	2,00	484,00 €
2119	Poteaux en béton armé - Effort 8 - Classe E - Hauteur 11 m	l'unité	1,00	1550,00	1 550,00 €
2173	Dépose PBA - poteau d'effort nominal supérieur à 10 kN	l'unité	8,00	350,00	2 800,00 €
2174	PV démontage sur placo	l'unité	8,00	50,00	400,00 €
4101	Cadre d'avancement	l'unité	1,00	390,00	390,00 €
4103	Arrêt de réseau BT - arrêt simple	l'unité	1,00	1500,00	1 500,00 €
4106	Arrêt réalisé sous tension par réseau arrêté	l'unité	1,00	200,00	200,00 €
4111	Dépose de conducteurs BT nus	le mètre linéaire	190,00	3,50	665,00 €
4112	Dépose cadre	l'unité	8,00	100,00	800,00 €
4203	EAS avec console	l'unité	1,00	44,00	44,00 €
4213	Raccordement CPA	l'unité	2,00	180,00	360,00 €
4303	Reprise branchement aérien BT - branchement monophasé	l'unité	17,00	75,00	1 275,00 €
4304	Reprise branchement aérien BT - branchement triphasé	l'unité	3,00	80,00	240,00 €
4305	PV aérosouterrain	l'unité	7,00	100,00	700,00 €
4306	PV compteur extérieur	l'unité	3,00	250,00	750,00 €
4402	MALT avec câble nu et isolé	l'unité	1,00	297,00	297,00 €
4406	Dépose d'une MALT	l'unité	3,00	50,00	150,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1,00	350,00	350,00 €
5126	Tranchées types avec réfections définitives - Chaussée pavée - Largeur 0,25 m	le mètre linéaire	6,00	80,00	480,00 €
5127	Tranchées types avec réfections définitives - Chaussée pavée - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	5,00	85,00	425,00 €
5202	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	68,00	85,00 €	5 780,00 €
5203	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	95,00	90,00 €	8 550,00 €
5204	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	35,00	105,00 €	3 675,00 €
5205	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	28,00	125,00 €	3 500,00 €
5227	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	24,00	55,00 €	1 320,00 €
5228	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	6,00	65,00 €	390,00 €
5230	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	6,00	85,00 €	510,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	99,00	50,00 €	4 950,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	10,00	55,00 €	550,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	112,75	25,00 €	2 818,75 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	36,00	3,50 €	126,00 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	226,00	3,50 €	791,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	130,20	20,00 €	2 604,00 €
5406	Déblai	le m3	128,83	30,00 €	3 864,90 €
5407	Mise en œuvre de matériaux - Sable	le m3	77,70	10,00 €	777,00 €
5408	Mise en œuvre de matériaux - Béton	le m3	8,00	303,60 €	2 428,80 €
5413	Mise en œuvre de matériaux - Grave naturel 0/20 ou matériau recyclé	le m3	51,13	84,00 €	4 294,92 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	160,00	26,40 €	4 224,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	200,00	15,00 €	3 000,00 €
5504	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 160	le mètre linéaire	25,00	25,00 €	625,00 €
5514	Gaine de type MSB - Ø 40	le mètre linéaire	60,00	40,00 €	2 400,00 €
6201	RAS sur poteau	l'unité	1,00	427,20 €	427,20 €
6203	RAS sur façade	l'unité	3,00	390,00 €	1 170,00 €
6205	Jonction BT - câbles de section maximale de 150 mm²	l'unité	1,00	580,00 €	580,00 €
6210	Dépose RAS BT	l'unité	4,00	150,00 €	600,00 €
6301	Reprise de branchements aériens en souterrain mono ou triphasé	l'unité	10,00	110,00 €	1 100,00 €
6302	Reprise de branchements aérosouterrain en souterrain	l'unité	10,00	210,00 €	2 100,00 €
6419	Coffret 3 directions	l'unité	1,00	350,00 €	350,00 €
6425	Coffret CIBE - pour branchement triphasé 60 ou 90 A	l'unité	10,00	569,00 €	5 690,00 €
6426	Pose coffret CIBE	l'unité	10,00	383,00 €	3 830,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

6502	Armoire et support RMBT - 9 plages	l'unité	3,00	480,00 €	1 440,00 €
6503	Armoire et support RMBT - 12 plages	l'unité	1,00	550,00 €	550,00 €
6505	Raccordement RMBT - branchement triphasé 35 mm² (3 phases + neutre)	l'unité	12,00	80,00 €	960,00 €
6506	Raccordement RMBT - câble 4 conducteurs de section comprise entre 50 et 150 mm²	l'unité	9,00	115,00 €	1 035,00 €
6509	Raccordement RMBT avec protection d'un branchement - branchement triphasé	l'unité	10,00	85,00 €	850,00 €
6805	PV encastrement dans mur - sur les articles de la gamme S22 ou CIBE	l'unité	6,00	270,00 €	1 620,00 €
6806	PV encastrement dans grillage	l'unité	2,00	196,00 €	392,00 €
6901	MALT souterraine	l'unité	4,00	78,00 €	312,00 €
8302	Conducteurs isolés BT assemblés en faisceau tendus sur poteau ou façade - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	90,00	14,95 €	1 345,50 €
8304	Conducteurs posés sur façade - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	90,00	17,25 €	1 552,50 €
8401	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	240,00	10,35 €	2 484,00 €
8404	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	234,00	23,00 €	5 382,00 €
8407	Déroulage câble BT - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	240,00	10,35 €	2 484,00 €
8410	Déroulage câble BT - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	234,00	24,15 €	5 651,10 €
8504	Conducteurs isolés de branchement assemblés en faisceau tendus sur poteau ou façade - 4 x 25 mm²	le mètre linéaire	70,00	5,75 €	402,50 €
8508	Conducteurs posé sur façade - 4 x 25 mm²	le mètre linéaire	70,00	8,05 €	563,50 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	634,00	1,50 €	951,00 €
10034	Dossier de récolement par branchement repris	l'unité	20,00	25,00 €	500,00 €
	Sous Détail - Basse Tension				**122 981,27 €**
	Réseaux Télécommunication				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1,00	450,00	450,00 €
1007	Etudes réseau de communications électroniques - par mètre linéaire de génie civil créé	le mètre linéaire	60,00	4,00	240,00 €
1008	Etudes réseau de communications électroniques - par branchement	l'unité	4,00	22,00	88,00 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	60,00	4,00	240,00 €
1028	RAT réseau communication électronique	le mètre linéaire	60,00	1,50	90,00 €
1029	RAT branchement communication électronique	l'unité	4,00	2,00	8,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1,00	350,00	350,00 €
5202	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	5,00	85,00 €	425,00 €
5227	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	2,00	55,00 €	110,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	5,00	25,00 €	125,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	5,00	20,00 €	100,00 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	10,00	26,40 €	264,00 €
5501	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 40	le mètre linéaire	110,00	10,00 €	1 100,00 €
10019	Regard 30 x 30	l'unité	1,00	150,00 €	150,00 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	55,00	1,50 €	82,50 €
10034	Dossier de récolement par branchement repris	l'unité	4,00	25,00 €	100,00 €
	Sous Détail - Réseau Télécommunication				**3 922,50 €**
	Réseau Eclairage Public				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1,00	450,00	450,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	240,00	1,60	384,00 €
1030	RAT réseau d'éclairage public	le mètre linéaire	240,00	1,50	360,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1,00	350,00	350,00 €
5202	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	28,00	85,00 €	2 380,00 €
5227	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	99,00	55,00 €	5 445,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	14,00	25,00 €	350,00 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	99,00	3,50 €	346,50 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	28,00	3,50 €	98,00 €
5407	Mise en œuvre de matériaux - Sable	le m3	24,00	10,00 €	240,00 €
5413	Mise en œuvre de matériaux - Grave naturel 0/20 ou matériau recyclé	le m3	15,00	84,00 €	1 260,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	240,00	15,00 €	3 600,00 €
6201	RAS sur poteau	l'unité	1,00	427,20 €	427,20 €
8501	Conducteurs isolés de branchement assemblés en faisceau tendus sur poteau ou façade - 2 x 16 mm²	le mètre linéaire	10,00	3,45 €	34,50 €
8601	Câble de terre	le mètre linéaire	240,00	3,45 €	828,00 €
8602	Déroulage câble de terre	le mètre linéaire	240,00	3,45 €	828,00 €
10019	Regard 30 x 30	l'unité	2,00	150,00 €	300,00 €
10020	PV tampon fonte	l'unité	2,00	10,00 €	20,00 €
10032	Dépose câblage aérien existant	le mètre linéaire	190,00	2,50 €	475,00 €
11007	Géolocalisation réseau d'éclairage souterrain	le kilomètre	0,24	2 400,00 €	576,00 €
	Sous total - Réseau Eclairage Public				**18 752,20 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SOUS TOTAL - Réseau Basse Tension			122 981,27 €
SOUS TOTAL - Réseau Télécommunication			3 922,50 €
SOUS TOTAL - Réseau Eclairage Public			18 752,20 €

Montant Total - Hors Taxe en euros			145 655,97 €
Montant TVA 20%			29 131,19 €
Montant TTC en euros			174 787,16 €

Cachet de l'entreprise et Date :

Maxime KLING
Conducteur de Travaux

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Ramery
Créateur de perspectives

territoire d'énergie

TERRITOIRE d'ENERGIES FLANDRES
30 rue LOUIS WAREIN
59190 HAZEBROUCK

Date : 23/10/2025

Objet : Chantier FLETRE Impasse du Mont des Cats

MARCHE : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/Lot - Centre du Territoire 2022/03/BC/LT01/534

DECOMPTE GENERAL DEFINITIF

SOUS TOTAL - Réseau Basse Tension	122 981,27 €
SOUS TOTAL - Réseau Télécommunication	3 922,50 €
SOUS TOTAL - Réseau Eclairage Public	18 752,20 €
MONTANT GLOBAL HT	145 655,97 €
TVA 20%	29 131,19 €
TOTAL TTC	174 787,16 €

Facturation			TOTAL TTC	REGLEMENTS
	FACTURE N°2485406070	SITUATION 1	35 563,99 €	35 563,99
	FACTURE N°	DGD	139 223,17 €	139 223,17
	TOTAL Marché TTC		174 787,16 €	
	*Règlement à recevoir TTC			

territoire d'énergie
FLANDRE

Ramery

Réf Marché : 2022/03/BC/LT02/660

DEVIS - Détail des Quantités Estimées - Marché Lot n°2 - TE FLANDRES

RUE DE BERGUES - CASSEL

ind	C	MAJ Modification reseau EP
maj du :	29/11/2024	

N° de prix	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
	Partie Basse Tension				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1001	PV article 1000 - Dossier déclaration travaux électriques	l'unité	1	450,00	450,00 €
1003	Etudes BT sur supports	le mètre linéaire	15	5,00	75,00 €
1004	Etudes BT aérien sur façades	le mètre linéaire	152	5,00	760,00 €
1006	Etudes HTA ou BT souterrain - autres cas	le mètre linéaire	380	4,00	1 520,00 €
1010	Etudes branchement souterrain	l'unité	20	50,00	1 000,00 €
1014	Relevé dépose réseau	le mètre linéaire	202	1,10	222,20 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	380	4,00	1 520,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	547	1,60	875,20 €
1026	RAT réseau électrique	le mètre linéaire	359	1,80	646,20 €
1027	RAT branchement électrique	l'unité	188	2,00	376,00 €
2119	Poteaux en béton armé - Effort 8 - Classe E - Hauteur 11 m	l'unité	1	1550,00	1 550,00 €
2173	Dépose PBA - poteau d'effort nominal supérieur à 10 kN	l'unité	8	350,00	2 800,00 €
2174	PV démontage sur place	l'unité	8	50,00	400,00 €
4101	Cadre d'avancement	l'unité	1	390,00	390,00 €
4103	Arrêt de réseau BT - arrêt simple	l'unité	1	1500,00	1 500,00 €
4106	Arrêt réalisé sous tension par réseau arrêté	l'unité	1	200,00	200,00 €
4112	Dépose cadre	l'unité	8	100,00	800,00 €
4113	Dépose console réseau façade	l'unité	5	55,00	275,00 €
4203	EAS avec console	l'unité	1	44,00	44,00 €
4207	Bras d'avancement sur support	l'unité	1	155,00	155,00 €
4210	EADF	l'unité	1	134,00	134,00 €
4213	Raccordement CPA	l'unité	1	180,00	180,00 €
4217	Dépose-repose CPA - CPA en ancrage avec EAS conservé	l'unité	1	100,00	100,00 €
4303	Reprise branchement aérien BT - branchement monophasé	l'unité	20	75,00	1 500,00 €
4305	PV aérosouterrain	l'unité	7	100,00	700,00 €
4306	PV compteur extérieur	l'unité	3	250,00	750,00 €
4402	MALT avec câble nu et isolé	l'unité	1	297,00	297,00 €
4406	Dépose d'une MALT	l'unité	8	50,00	400,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	18	92,00	1 656,00 €
5103	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	78	100,00	7 800,00 €
5104	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	23	115,00	2 645,00 €
5105	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	45	135,00	6 075,00 €
5147	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	21	45,00	945,00 €
5148	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	10	65,00	650,00 €
5150	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	12	80,00	960,00 €
5153	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir avec pavés ou dallage ou béton - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	10	60,00	600,00 €
5166	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	18	12,00 €	216,00 €
5167	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	78	13,00 €	1 014,00 €
5168	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	23	14,00 €	322,00 €
5169	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	45	15,00 €	675,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	150	50,00 €	7 500,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	75	55,00 €	4 125,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	107	25,00 €	2 682,50 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	53	3,50 €	185,50 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	164	3,50 €	574,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	107	20,00 €	2 146,00 €
5406	Déblai	le m3	133	30,00 €	3 996,00 €
5407	Mise en oeuvre de matériaux - Sable	le m3	53	10,00 €	534,80 €
5408	Mise en oeuvre de matériaux - Béton	le m3	8	303,60 €	2 428,80 €
5413	Mise en oeuvre de matériaux - Grave naturel 0/20 ou matériau recyclé	le m3	80	84,00 €	6 738,48 €
5418	Mise en oeuvre de matériaux - Terre végétale	le m3	5	56,40 €	282,00 €
5419	Mise en oeuvre de matériaux - Engazonnement	le m²	10	4,80 €	48,00 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	65	26,40 €	1 702,80 €
5425	Muret en briques	le m²	3	166,80 €	500,40 €
5426	Clôture grillagée	le mètre linéaire	3	74,40 €	223,20 €
5427	Plantations haie	le mètre linéaire	3	22,80 €	68,40 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	200	15,00 €	3 000,00 €
5504	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 160	le mètre linéaire	55	25,00 €	1 375,00 €
5514	Gaine de type MSB - Ø 40	le mètre linéaire	60	40,00 €	2 400,00 €
6201	RAS sur poteau	l'unité	1	427,20 €	427,20 €
6203	RAS sur façade	l'unité	3	390,00 €	1 170,00 €
6210	Dépose RAS BT	l'unité	3	150,00 €	450,00 €
6301	Reprise de branchements aériens en souterrain mono ou triphasé	l'unité	11	110,00 €	1 210,00 €
6302	Reprise de branchements aérosouterrain en souterrain	l'unité	9	210,00 €	1 890,00 €
6419	Coffret 3 directions	l'unité	1	350,00 €	350,00 €
6425	Coffret CIBE - pour branchement triphasé 60 ou 90 A	l'unité	7	569,00 €	3 983,00 €
6426	Pose coffret CIBE	l'unité	7	383,00 €	2 681,00 €
6501	Armoire et support RMBT - 6 plages	l'unité	1	410,00 €	410,00 €
6502	Armoire et support RMBT - 9 plages	l'unité	1	480,00 €	480,00 €
6503	Armoire et support RMBT - 12 plages	l'unité	1	550,00 €	550,00 €
6505	Raccordement RMBT - branchement triphasé 35 mm² (3 phases + neutre)	l'unité	7	80,00 €	560,00 €
6506	Raccordement RMBT - câble 4 conducteurs de section comprise entre 50 et 150 mm²	l'unité	12	115,00 €	1 380,00 €
6509	Raccordement RMBT avec protection d'un branchement - branchement triphasé	l'unité	7	85,00 €	595,00 €
6510	Module de coupure RMBT	l'unité	9	450,00 €	4 050,00 €
6511	Raccordement dans coffret existant - Inférieures ou égales à 50 mm²	l'unité	1	120,00 €	120,00 €
6805	PV encastrement dans mur - sur les articles de la gamme S22 ou CIBE	l'unité	7	270,00 €	1 890,00 €
6901	MALT souterraine	l'unité	4	78,00 €	312,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

8302	Conducteurs isolés BT assemblés en faisceau tendus sur poteau ou façade - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	15	14,95 €	224,25 €
8304	Conducteurs posés sur façade - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	152	17,25 €	2 622,00 €
8401	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	188	10,35 €	1 945,80 €
8404	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	192	23,00 €	4 416,00 €
8407	Déroulage câble BT - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	188	10,35 €	1 945,80 €
8410	Déroulage câble BT - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	192	24,15 €	4 636,80 €
8508	Conducteurs posé sur façade - 4 x 25 mm²	le mètre linéaire	120	8,05 €	966,00 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	667	1,50 €	1 000,50 €
10034	Dossier de récolement par branchement repris	l'unité	20	25,00 €	500,00 €
	Sous Détail - Basse Tension				**125 253,83 €**

	Réseaux Télécommunication				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1007	Etudes réseau de communications électroniques - par mètre linéaire de génie civil créé	le mètre linéaire	60	4,00	240,00 €
1008	Etudes réseau de communications électroniques - par branchement	l'unité	4	22,00	88,00 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	60	4,00	240,00 €
1028	RAT réseau communication électronique	le mètre linéaire	60	1,50	90,00 €
1029	RAT branchement communication électronique	l'unité	4	2,00	8,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5232	Sur largeur types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	40	40,00 €	1 600,00 €
5241	Sur largeur types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	20	40,00 €	800,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	8	25,00 €	200,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	8	20,00 €	160,00 €
5407	Mise en oeuvre de matériaux - Sable	le m3	5	10,00 €	48,00 €
5412	Mise en oeuvre de matériaux - Grave ciment	le m3	5	110,40 €	529,92 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	15	26,40 €	396,00 €
10001	Fourreau de communication électronique - PVC 45 mm	le mètre linéaire	120	3,50 €	420,00 €
10019	Regard 30 x 30	l'unité	1	150,00 €	150,00 €
10020	PV tampon fonte	l'unité	1	10,00 €	10,00 €
10021	PV chambre sur réseau existant	l'unité	1	250,00 €	250,00 €
10023	Percement chambre	l'unité	1	140,00 €	140,00 €
11009	Relever topographique et remise des plans en format numérique (Lamb 93)	le kilomètre	0,120	1 000,00 €	120,00 €
	Sous Détail - Réseau Télécommunication				**6 289,92 €**
	Réseau Eclairage Public				
1030	RAT réseau d'éclairage public	le mètre linéaire	230	1,50	345,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	36	92,00	3 312,00 €
5103	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	12	100,00	1 200,00 €
5147	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	103	45,00	4 635,00 €
5148	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	4	65,00	260,00 €
5232	Sur largeur types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	110	40,00 €	4 400,00 €
5241	Sur largeur types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	2	40,00 €	80,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	22	20,00 €	440,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	230	15,00 €	3 450,00 €
6201	RAS sur poteau	l'unité	1	427,20 €	427,20 €
8601	Câble de terre	le mètre linéaire	230	3,45 €	793,50 €
8602	Déroulage câble de terre	le mètre linéaire	230	3,45 €	793,50 €
10019	Regard 30 x 30	l'unité	2	150,00 €	300,00 €
10020	PV tampon fonte	l'unité	2	10,00 €	20,00 €
	Sous total - Réseau Eclairage Public				**20 806,20 €**

TOTAL HT PRESTATIONS A LA SERIE DE PRIX PROPOSEE PAR L'ENTREPRENEUR:	RUE DE BERGUES - CASSEL		
SOUS TOTAL - Réseau Basse Tension			125 253,83 €
SOUS TOTAL - Réseau Télécommunication			6 289,92 €
SOUS TOTAL - Réseau Eclairage Public			20 806,20 €

Montant Total - Hors Taxe en euros			152 349,95 €
Montant TVA 20%			30 469,99 €
Montant TTC en euros			182 819,94 €

=> VOIR DGD

Cachet de l'entreprise et Date :	29/11/2024
Landelin CREPEL Ramery Réseaux Agence Lille Métropole 1 bis rue du grand Hippodrome 59840 LOMPRET Tél : 03 20 16 16 72 - Fax : 03 20 43 27 37 SAS au capital de 300 000 € - RCS - 421 444 618	

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-240620260_D14-BF

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le directeur
RAMERY Réseaux
1 Rue du Grand Logis
59840 Lompret

2022/03/LT02/BC/ 660

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT02 « CENTRE DU TERRITOIRE »*
Bon de commande d'étude ART 8 et rénovation de l'éclairage public.

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser l'étude des travaux, ci-après désignés :

CASSEL – Rue de Bergues
TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
RAMERY RESEAUX *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
..Stéphanie.Mariage.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : ...19/07/2024.....
A : .....Lompret.....
Signature :

Landelin CREPEL
Ramery Réseaux
Agence Lille Métropole
1 bis rue du grand logis 59840 LOMPRET
Tel 03 20 10 15 72 – Fax 03 20 48 28 31
SAS au capital de 300 000 € - RCS - 421 [illegible]

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE ETUDE

OPERATION : Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public, CASSEL – Rue de Bergues

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte
PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 02 :

TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 02/ 660**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : RAMERY

Agence Lille Métropole – Hainaut
1 bis, rue du Grand Logis
59840 Lompret

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer l'étude (ART R323.25) mi-mai de façon à ce qu'elle soit achevée dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : RAMERY RESEAUX *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Maxime Kling

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 19/07/2024

A : Lompret

Signature : Ramery Réseaux
Agence Lille Métropole
1 bis rue du grand logis 59840 LOMPRET
Tel 03.20.10.16.72 – Fax 03.20.48.28.31
SAS au capital de 300 000 € RCS - 421 [illegible]

Landelin CREPEL

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le directeur
RAMERY Réseaux
1 Rue du Grand Logis
59840 Lompret

2022/03/LT02/BC/ 660

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT02 « CENTRE DU TERRITOIRE »*
Bon de commande travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public.

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

CASSEL – Rue de Bergues
TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le planning sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
Ramery Réseaux ..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Maxime KLING .....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 03/01/2025
A : Lompret
Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX

OPERATION : Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public, CASSEL – Rue de Bergues

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte
PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 02 :

TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 02/ 660**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : RAMERY

Agence Lille Métropole – Hainaut
1 bis, rue du Grand Logis
59840 Lompret

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer les travaux le 10 février 2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : Ramery Réseaux *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Maxime KLING

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 03/01/2025

A : Lompret

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

GRPMT CITEOS FLASH

Engag' [illegible]

N° 105 512 2315 (215[illegible])

512 2315 (21538) EP INVEST 1834,80

512 2315 (21538) EP INVEST 35637,60

38980,20

Fiscalisation

FLASH ENERGIES

M 824-02-LT01 BC 766

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
ABRI BUS PONT L'ABESSE
59630 CAPPELLE BROUCK

Devis n°9050 du 06/03/2025

POSE MAT SOLAIRE RUE DU PONT L'ABESSE CAPPELLE-BROUCK

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	1	4001- Forfait chantier par commande	750,00	0.25		187,50
		7113- Massif pour ensemble solaire de 6m	*700,00*	*1*		*700,00*
		8443- Pose d'un ensemble solaire	*369,00*	*1*		*369,00*

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**1 256,50**
Total T.V.A. 20%	**251,30**
Total T.T.C.	**1 507,80**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

Signature entreprise:

A: ..... , Le: ...../...../.....

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ le 04/04/2025 à 06:59:39 CEST TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLASH ENERGIES

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
RUE DU PONT L'ABESSE
59630 CAPPELLE BROUCK

Devis n°9107 du 18/03/2025

Rénovation EP Pont l'abesse CAPPELLE-BROUCK

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		RES-EC-104 : *L'entreprise a réalisé la dépose de 1 luminaires existant en remplacement de 2 luminaires* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO* *Type : TWEET NEO X1 3E LAT60 I S C2 3BLSB12* *Efficacité : 8913 LM* *Efficacité lumineuse : 78 Watt* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU : RUE DU PONT DE L'ABESSE CAPPELLE-BROUCK* *Gradation :* *COURANT PARAMETRABLE, PROGRAMMATION : COURANT DE CONSIGNE : 500MA* *DE L'ALLUMAGE : SCHEMA DE GRADATION 20% TERRITOIRE* *•Les luminaires déposés sont existants depuis plus de 2 ans à la date d'engagement de l'opération : OUI* *•Modèle : Marbella* *•Température de couleur du module LED : 2700 K* *•Efficacité lumineuse du module LED à 50 % du flux lumineux nominal (i.e. à pleine charge) : 115 lm/W* *•Durée de vie annoncée pour L90B50 du module LED : 100000 heures* *•Taux de mortalité à 100 000 heures de l'appareillage auxiliaire : 10 %* *•Fonctionnement avec : Gradation seule* *•Nombre de luminaires installés ou de luminaire rééquipés :19* *•Dont luminaires équipés pour un fonctionnement par détection de présence : 0* *•Les luminaires sont pilotés par un dispositif automatique contrôlant a minima l'allumage et l'extinction pour interdire l'allumage de jour (sauf maintenance) : OUI* *•Les luminaires sont gradables : OUI* *•Le bénéficiaire s'engage à ce que le flux lumineux sortant du module LED soit abaissé d'au moins 5 % du flux lumineux nominal (i.e. à pleine charge) ou que le luminaire soit éteint durant au moins cinq heures par nuit : OUI*				
1		**CHAPITRE 1 : Etude et Relevé après travaux**	**91,00**	**1**		**91,00**
1.1		1102- Etudes éclairage public	15,00	1		15,00
		1202- RAT point lumineux	*38,00*	*2*		*76,00*
2		**CHAPITRE 3 : ELAGAGE ET LIGNES AERIENNES**	**360,00**	**1**		**360,00**

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		BT				
		3203- Conducteurs tendus entre poteau PRC 2x16	*4,50*	*80*		*360,00*
	3	**CHAPITRE 5 - CÂBLES ET BOITES**	**10,00**	**1**		**10,00**
	3.1	5201- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 3G x 1,5 mm²	0,50	20		10,00
	4	**CHAPITRE 7 - CANDELABRES, CROSSES ET MASSIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC**	**1 068,00**	**1**		**1 068,00**
		8102- Coffret de protection	*77,00*	*2*		*154,00*
		8108- Dépose foyer d'éclairage public	*250,00*	*1*		*250,00*
		83107-ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	*332,00*	*2*		*664,00*

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**1 529,00**
Total T.V.A. 20%	**305,80**
Total T.T.C.	**1 834,80**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

Signature entreprise:

A: ..... , Le: ...../...../.....

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ le 04/04/2025 à 06:59:40 CEST TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

GRPMT CITEOS FLASH

Ensuy Dép 59 N°109 S12 2313 EP

FLASH ENERGIES

M 824-02-LT01 DC 766

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
59630 CAPPELLE BROUCK

Devis n°9110 du 18/03/2025

CREATION PARKING IMPASSE PRESBYTERE CAPPELLE-BOURCK

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		1101-Forfait études d'exécution	*750,00*	*1*		*750,00*
	1	1201-RAT réseau d'éclairage public	8,00	165		1 320,00
	2	1202- Rat point lumineux	38,00	7		266,00
	3	4130-Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	80,00	165		13 200,00
	4	4502-Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	190		1 520,00
	5	4602-Regard 40x40	100,00	1		100,00
	6	4607-tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	85,00	1		85,00
	7	5102-Câble de terre 25mm²	3,40	190		646,00
	8	5209-Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	190		1 520,00
	9	7102- Massif pour candélabre de 5m	350,00	7		2 450,00
	10	7303- Mât en acier thermolaqué 5,00 m	440,00	5		2 200,00
	11	8103-Radar de détection de mouvement	350,00	5		1 750,00
	12	8107-Coffret pour les illuminations temporaires sur candélabre uniquement	220,00	2		440,00
	13	82117-Borne PHILIPS OPTISPACE ou équivalent	693,00	2		1 386,00
	14	82110-ABEL VERSO ou équivalent	413,00	5		2 065,00

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**29 698,00**
Total T.V.A. 20%	**5 939,60**
Total T.T.C.	**35 637,60**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

Signature entreprise:

A: ..... , Le: ...../...../.....

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 04/04/2025 à 06:59:38 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT01/BC/ 766

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par Jean-Louis CADART

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

CAPPELLE-BROUCK – Création et rénovation d'éclairage public, création d'éclairage public solaire
Parking Impasse du Presbytère et rue du Pont l'Abesse

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....
Signature :

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 04/04/2025 à 06:59:36 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de CAPPELLE-BROUCK – *Parking Impasse du Presbytère et rue du Pont L'Abesse***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01

Réf bon de commande : 2024/02/LT01/BC /766

Selon les devis :

- **n° 9050** du **06/03/2025** pour la somme de **1 256,50 € HT** soit **1 507,80 € TTC**
- **n° 9107** du **18/03/2025** pour la somme de **1 529,00 € HT et 1 834,80 € TTC**
- **n° 9110** du **18/03/2025** pour la somme de **29 698,00 € HT et 35 637,60 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

Cotraitant FLASH ENRGIES
ZA la Croix Rouge
Centre d'affaires la Linerie
59380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **15/04/2025** de façon à ce qu'ils soient livrés dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **15/04/2025** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter du **15/04/2025.**

À : Hazebrouck **Pour le TE Flandre**

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 04/04/2025 à 06:59:37 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE-FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20250102-EP2025_CAPPELLE-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la commune de CAPPELLE-BROUCK

Travaux réalisés à CAPPELLE-BROUCK par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 28/11/2024).
Et
La **Commune de CAPPELLE-BROUCK**, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **CAPPELLE-BROUCK**, rénovation, ajout d'éclairage public et pose d'un mât solaire,

- Parking Impasse du Presbytère, Route du Pont l'Abbesse et pose d'un mât solaire au niveau de l'arrêt de bus route du Pont l'Abbesse.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût prévisionnel des travaux : 53 610,60 € HT, soit 64 332,72 € TTC dont la somme prévisionnelle de 4 950 € pour l'achat d'un mât solaire à UGAP.

Financement des travaux :

Participation de la Commune : 53 610,60 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 10 722,12 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de CAPPELLE-BROUCK

La Commune de **CAPPELLE-BROUCK** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2025	10 722,12 €
2026	10 722,12 €
2027	10 722,12 €
2028	10 722,12 €
2029	10 722,12 €

Article 3 : Fin de la convention

La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 02/01/2025.

Le TE Flandre,
territoire d'énergie
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de CAPPELLE-BROUCK,
MAIRIE DE CAPPELLE-BROUCK

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag[1] Dép[se]

N° 131

avec l'engag[t] Dép[se] N° 96 et 97

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépense

GRPMT CITEOS FLASH

N°156 512 21538 EP [illegible] 26169,60

FLASH ENERGIES

M 824-02-L501 BC 796

Engagé Recette N° 148

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
RUE PRINICIPALE
59670 OCHTEZEELE

Devis n°9634 du 10/06/2025

Fourniture et pose de 2 feux vert récompense OCHTEZEELE
Marché 2024/02 secteur Nord

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		1101- Forfait études d'exécution	*750,00*	*1*		*750,00*
		1204- RAT feux tricolores pour l'ensemble du carrefour	*190,00*	*2*		*380,00*
		4130-Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	*80,00*	*10*		*800,00*
		4411- Terrassement ponctuel	*400,00*	*2*		*800,00*
		4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	*8,00*	*10*		*80,00*
		5102- Câble de terre 25mm²	*3,40*	*10*		*34,00*
		9109- Armoire de feux tricolores pré-équipé	*1 168,00*	*2*		*2 336,00*
		9101- Lanternes des feux tricolores en aluminium et RAL	*572,00*	*2*		*1 144,00*
		9104- Répétiteur Voiture	*275,00*	*2*		*550,00*
		9107- Détecteurs radar à effet doppler avec portée maxi 150 mètres	*666,00*	*2*		*1 332,00*
		9108- Détecteurs vidéo	*1 287,00*	*2*		*2 574,00*
		9112- Borniers feux	*160,00*	*2*		*320,00*
		9113- Borniers entrées/sorties	*231,00*	*2*		*462,00*
		9114- Contrôleur de carrefour	*3 201,00*	*2*		*6 402,00*
		5214- Câble U 1000 R2V (cuivre) - 5 x 1,5mm²	*5,00*	*20*		*100,00*
	1	5217- Câble U 1000 R2V (cuivre) - 12 x 1,5mm²	6,00	20		120,00
	2	5219- Câble courant faible pour Traficam	2,00	20		40,00
		7235- Mât en acier thermolaqué pour feu tricolore 3,60m	*276,00*	*2*		*552,00*
		7101- Massif pour candélabre de 4m	*350,00*	*2*		*700,00*
	3	9119- Mise en service par entreprise agréé	1 166,00	2		2 332,00

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**21 808,00**
Total T.V.A. 20%	**4 361,60**
Total T.T.C.	**26 169,60**

Devis valable: 2 mois.Garanties:
Pièce(s): 1 an minimum. Main d'oeuvre et déplacement: 1an

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

Signature entreprise:

A: ..... , Le: ...../...../.....

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ le 18/06/2025 à 17:34:42 CEST TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT01/BC/ 796

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

OCHTEZEELE – Création d'un Feu Tricolore
Route de Saint-Omer

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre
Signé électroniquement,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....
Signature :

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 18/06/2025 à 17:34:41 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : Création d'un feu tricolore, commune de OCHTEZEELE – *Route de Saint-Omer*

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01

Réf bon de commande : 2024/02/LT01/BC /796

Selon les devis :

- **n° 9634** du **10/06/2025** pour la somme de **21 808,00 € HT** soit **26 169,60 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

Cotraitants FLASH ENRGIES
ZA la Croix Rouge
Centre d'affaires la Linerie
59380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **03/07/2025** de façon à ce qu'ils soient livrés dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **03/09/2025** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre
Signé électroniquement

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 18/06/2025 à 17:34:42 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE-FLANDRE

GUIGNARD

N° 162 758 2315 (21534) ELEC 2980,00 HT 3576,00 TTC Engagt Dépse

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Fabrice GUIGNARD
Coordonnateur S.P.S
Conception Réalisation Niveaux 1.2.3

117, avenue de la Mer - 59240 DUNKERQUE
Tél / Fax : 03.28.66.16.55 - Port : 06.79.75.35.16
E-mail : guignard.f@wanadoo.fr
Membre de l'Association Française des Coordonnateurs Grand Nord-Ouest

SIECF
A l'attention de Monsieur Jean Louis CADART
30, rue WAREIN
59190 HAZEBROUCK

DUNKERQUE, le 05 Janvier 2024

SIECF – TRAVAUX ART 8
TRAVAUX DE GENIE CIVIL - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX BASSE TENSION
TELECOM NUMERIQUE – ECLAIRAGE PUBLIC

MISSION CSPS NIVEAU 3 – PHASE REALISATION

REMISE DE PRIX SUIVANT BORDEREAU DU 05.01.24

LA GORGUE – RUE DU GENERAL DE GAULLE - DUREE DES TRAVAUX 6 MOIS
DISTANCE DU CHANTIER COMPRISE ENTRE 41 et 60 KMS DU SIEGE SOCIAL DU CSPS

N°REFERENCE	DESIGNATION	NOMBRE	PRIX UNITAIRE	MONTANT HT
001	MISE A JOUR DU PGC INITIAL COMPRIS DIUO	1	56,00€	56,00€
002	VISITE D'INSPECTION COMMUNE PREALABLE EN MAIRIE OU SUR SITE COMPRIS RJ	1	164,00 €	164,00 €
003	SUIVI DES TRAVAUX GENIE CIVIL BASE 3 VISITES PAR MOIS COMPRIS RJ	6	460,00 €	2 760,00 €

MONTANT MISSION HT	2 980,00 €
TVA 20%	596,00 €
MONTANT MISSION TTC	3 576,00 €

F. GUIGNARD – Coordonnateur SPS

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 12/02/2024 à 18:47:27 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 23/02/2024
Reçu en préfecture le 23/02/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240223-DEC23022024-AU

Décision du Président
Marchés publics
Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8

NOUS, PRESIDENT DU TE Flandre
Territoire d'Energie Flandre

Vu la délibération du Comité syndical en date du 31 JUILLET 2020 relative aux délégations du Président,

Considérant la nécessité d'un service de coordination de sécurité sur les chantiers d'Article 8,

Vu l'ensemble des offres reçues par le TE Flandre,

Considérant que l'offre de M. GUIGNARD est la mieux disant.

DECIDONS

ARTICLE 1

Le TE Flandre fera appel à M. Fabrice GUIGNARD, Coordinateur SPS, 117 avenue de la Mer, 59240 DUNKERQUE, pour la prestation de Coordinateur Sécurité pour un montant global de 39 929 € HT soit 47 914, 80 € TTC. Ce montant se décompose en :

- Mission SPS chantier à BAILLEUL RUE DE LILLE : 1140,00 € HT
- Mission SPS chantier à CASSEL RUE DE BERGUES : 1175,00 € HT
- Mission SPS chantier à ERINGHEM RUE DES TILLEULS : 1175,00 € HT
- Mission SPS chantier à LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE : 2980,00 € HT
- Mission SPS chantier à LE DOULIEU GRAND RUE : 3440, 00 € HT
- Mission SPS chantier à MERVILLE RUE DE BOURNOVILLE : 1600,00 € HT
- Mission SPS chantier à NIEPPE RUE VANUXEM : 2060,00 € HT
- Mission SPS chantier à OXELAERE RUE DE LA DREVE : 840,00 € HT
- Mission SPS chantier à RENESCURE RUE ANDRE COO : 1600,00 € HT
- Mission SPS chantier à WARHEM RUE DE REXPOEDE ET RUE DES ANCIENS COMBATTANTS : 1475,00 € HT
- Mission SPS chantier à LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE : 840, 00 € HT
- Mission SPS chantier à WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE : 1175, 00 € HT
- Mission SPS chantier à STEENVOORDE RUE SAINT-EXUPERY et RUE DE POPERINGHE : 2180, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BERGUES RUE D'YPRES : 680, 00 € HT
- Mission SPS chantier à FLETRE IMPASSE DU MONT DES CATS : 680, 00 € HT
- Mission SPS chantier à WATTEN RUE DE LA COLME : 2515, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HOLQUE RUE DE L'AA : 840, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BOLLEZEELE RUE DE LA GARE, RUE DE LA POSTE, ALLEE DES FLEURS : 1845, 00 € HT
- Mission SPS chantier à SAINT-JANS CAPPEL/ BOESCHEPE MONT NOIR : 3440, 00 € HT
- Mission SPS chantier à REXPOEDE RD 916 ROUTE DE BERGUES, RUE DE LA POTERIE, RUE DE WEST-CAPPEL : 2214, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HAZEBROUCK RUE DE VIEUX BERQUIN PHASE 2 : 2520, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HAZEBROUCK RUE DE VIEUX BERQUIN - Phase 1 : 3515, 00 € HT

ARTICLE 2

La présente décision est rendue exécutoire par son dépôt en sous-préfecture le *(voir visa)* et sa publication. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois.

Ampliation du présent arrêté :
Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE
Monsieur le Receveur Percepteur du TE Flandre.
Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE Flandre.

Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL
Signé électroniquement

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 23/02/2024 à 13:54:34 CET SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**DEC23022024**
Objet :	**Décision du Président : Marchés Publics - Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-02-23 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.1 - Marchés publics
Identifiant unique :	059-200036895-20240223-DEC23022024-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	916 o
Nom métier : 059-200036895-20240223-DEC23022024-AU-1-1_0.xml		
Document principal (Autre document)	application/pdf	458.4 Ko
Nom original : March__s Publics _ Coordinateur s__curit__ Travaux Art 8 23022024.pdf		
Nom métier : 99_AU-059-200036895-20240223-DEC23022024-AU-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	23 février 2024 à 15h28min05s	Dépôt initial
En attente de transmission	23 février 2024 à 15h28min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	23 février 2024 à 15h28min07s	Transmis au MI
Acquittement reçu	23 février 2024 à 15h33min13s	Reçu par le MI le 2024-02-23

Engagt Dépse

GUIGNARD
N° 163 758 2315 (21534) EUFC 1175,00 HT 1410,00 TTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Fabrice GUIGNARD
Coordonnateur S.P.S
Conception Réalisation Niveaux 1.2.3

117, avenue de la Mer - 59240 DUNKERQUE
Tél / Fax : 03.28.66.16.55 - Port : 06.79.75.35.16
E-mail : guignard.f@wanadoo.fr
Membre de l'Association Française des Coordonnateurs Grand Nord-Ouest

SIECF
A l'attention de Monsieur Jean Louis CADART
30, rue WAREIN
59190 HAZEBROUCK

DUNKERQUE, le 05 janvier 2024

SIECF – TRAVAUX ART 8
TRAVAUX DE GENIE CIVIL - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX BASSE TENSION TELECOM NUMERIQUE – ECLAIRAGE PUBLIC

MISSION CSPS NIVEAU 3 – PHASE REALISATION

REMISE DE PRIX SUIVANT BORDEREAU DU 05.01.24

WORMHOUT – RUE DE LA RESISTANCE - DUREE DES TRAVAUX 3 MOIS

DISTANCE DU CHANTIER COMPRISE ENTRE 21 et 40 KMS DU SIEGE SOCIAL DU CSPS

N°REFERENCE	DESIGNATION	NOMBRE	PRIX UNITAIRE	MONTANT HT
001	MISE A JOUR DU PGC INITIAL COMPRIS DIUO	1	56,00€	56,00€
002	VISITE D'INSPECTION COMMUNE PREALABLE EN MAIRIE OU SUR SITE COMPRIS RJ	1	114,00 €	114,00 €
003	SUIVI DES TRAVAUX GENIE CIVIL BASE 3 VISITES PAR MOIS COMPRIS RJ	9	335,00 €	1 005,00 €

MONTANT MISSION HT	1 175,00 €
TVA 20%	235,00 €
MONTANT MISSION TTC	1 410,00 €

F. GUIGNARD – Coordonnateur SPS

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 12/02/2024 à 18:43:07 CET
SYD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 23/02/2024
Reçu en préfecture le 23/02/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240223-DEC23022024-AU

Décision du Président
Marchés publics
Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8

NOUS, PRESIDENT DU TE Flandre
Territoire d'Energie Flandre

Vu la délibération du Comité syndical en date du 31 JUILLET 2020 relative aux délégations du Président,

Considérant la nécessité d'un service de coordination de sécurité sur les chantiers d'Article 8,

Vu l'ensemble des offres reçues par le TE Flandre,

Considérant que l'offre de M. GUIGNARD est la mieux disant.

DECIDONS

ARTICLE 1

Le TE Flandre fera appel à M. Fabrice GUIGNARD, Coordinateur SPS, 117 avenue de la Mer, 59240 DUNKERQUE, pour la prestation de Coordinateur Sécurité pour un montant global de 39 929 € HT soit 47 914, 80 € TTC. Ce montant se décompose en :

- Mission SPS chantier à BAILLEUL RUE DE LILLE : 1140,00 € HT
- Mission SPS chantier à CASSEL RUE DE BERGUES : 1175,00 € HT
- Mission SPS chantier à ERINGHEM RUE DES TILLEULS : 1175,00 € HT
- Mission SPS chantier à LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE : 2980,00 € HT
- Mission SPS chantier à LE DOULIEU GRAND RUE : 3440, 00 € HT
- Mission SPS chantier à MERVILLE RUE DE BOURNOVILLE : 1600,00 € HT
- Mission SPS chantier à NIEPPE RUE VANUXEM : 2060,00 € HT
- Mission SPS chantier à OXELAERE RUE DE LA DREVE : 840,00 € HT
- Mission SPS chantier à RENESCURE RUE ANDRE COO : 1600,00 € HT
- Mission SPS chantier à WARHEM RUE DE REXPOEDE ET RUE DES ANCIENS COMBATTANTS : 1475,00 € HT
- Mission SPS chantier à LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE : 840, 00 € HT
- Mission SPS chantier à WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE : 1175, 00 € HT
- Mission SPS chantier à STEENVOORDE RUE SAINT-EXUPERY et RUE DE POPERINGHE : 2180, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BERGUES RUE D'YPRES : 680, 00 € HT
- Mission SPS chantier à FLETRE IMPASSE DU MONT DES CATS : 680, 00 € HT
- Mission SPS chantier à WATTEN RUE DE LA COLME : 2515, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HOLQUE RUE DE L'AA : 840, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BOLLEZEELE RUE DE LA GARE, RUE DE LA POSTE, ALLEE DES FLEURS : 1845, 00 € HT
- Mission SPS chantier à SAINT-JANS CAPPEL/ BOESCHEPE MONT NOIR : 3440, 00 € HT
- Mission SPS chantier à REXPOEDE RD 916 ROUTE DE BERGUES, RUE DE LA POTERIE, RUE DE WEST-CAPPEL : 2214, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HAZEBROUCK RUE DE VIEUX BERQUIN PHASE 2 : 2520, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HAZEBROUCK RUE DE VIEUX BERQUIN - Phase 1 : 3515, 00 € HT

ARTICLE 2

La présente décision est rendue exécutoire par son dépôt en sous-préfecture le *(voir visa)* et sa publication. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois.

Ampliation du présent arrêté :
Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE
Monsieur le Receveur Percepteur du TE Flandre.
Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE Flandre.

Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL
Signé électroniquement

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 23/02/2024 à 13:54:34 CET
SYNDICAT D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**DEC23022024**
Objet :	**Décision du Président : Marchés Publics - Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-02-23 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.1 - Marchés publics
Identifiant unique :	059-200036895-20240223-DEC23022024-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20240223-DEC23022024-AU-1-1_0.xml	text/xml	916 o
Document principal (Autre document) Nom original : March__s Publics _ Coordinateur s__curit__ Travaux Art 8 23022024.pdf Nom métier : 99_AU-059-200036895-20240223-DEC23022024-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	458.4 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	23 février 2024 à 15h28min05s	Dépôt initial
En attente de transmission	23 février 2024 à 15h28min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	23 février 2024 à 15h28min07s	Transmis au MI
Acquittement reçu	23 février 2024 à 15h33min13s	Reçu par le MI le 2024-02-23

GUIGNARD
N° 165 758 2315 (21534) ELEC 2180,00 HT 2616,00 TTC

Engag° Dépse

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Fabrice GUIGNARD
Coordonnateur S.P.S
Conception Réalisation Niveaux 1.2.3

117, avenue de la Mer - 59240 DUNKERQUE
Tél / Fax : 03.28.66.16.55 - Port : 06.79.75.35.16
E-mail : guignard.f@wanadoo.fr
Membre de l'Association Française des Coordonnateurs Grand Nord-Ouest

SIECF
A l'attention de Monsieur Jean Louis CADART
30, rue WAREIN
59190 HAZEBROUCK

DUNKERQUE, le 05 janvier 2024

SIECF – TRAVAUX ART 8
TRAVAUX DE GENIE CIVIL - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX BASSE TENSION TELECOM NUMERIQUE – ECLAIRAGE PUBLIC

MISSION CSPS NIVEAU 3 – PHASE REALISATION

REMISE DE PRIX SUIVANT BORDEREAU DU 05.01.24

territoire d'énergie

STEENVOORDE – RUES ST EXUPERY et de POPERINGHE - DUREE DES TRAVAUX 6 MOIS
DISTANCE DU CHANTIER COMPRISE ENTRE 21 et 40 KMS DU SIEGE SOCIAL DU CSPS

N°REFERENCE	DESIGNATION	NOMBRE	PRIX UNITAIRE	MONTANT HT
001	MISE A JOUR DU PGC INITIAL COMPRIS DIUO	1	56,00€	56,00€
002	VISITE D'INSPECTION COMMUNE PREALABLE EN MAIRIE OU SUR SITE COMPRIS RJ	1	114,00 €	114,00 €
003	SUIVI DES TRAVAUX GENIE CIVIL BASE 3 VISITES PAR MOIS COMPRIS RJ	6	335,00 €	2 010,00 €

MONTANT MISSION HT	2 180,00 €
TVA 20%	436,00 €
MONTANT MISSION TTC	2 616,00 €

F. GUIGNARD – Coordonnateur SPS

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 12/02/2024 à 18:39:00 CET
SYD ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 23/02/2024
Reçu en préfecture le 23/02/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240223-DEC23022024-AU

territoire d'énergie
FLANDRE

Décision du Président
Marchés publics
Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8

NOUS, PRESIDENT DU TE Flandre
Territoire d'Energie Flandre

Vu la délibération du Comité syndical en date du 31 JUILLET 2020 relative aux délégations du Président,

Considérant la nécessité d'un service de coordination de sécurité sur les chantiers d'Article 8,

Vu l'ensemble des offres reçues par le TE Flandre,

Considérant que l'offre de M. GUIGNARD est la mieux disant.

DECIDONS

ARTICLE 1

Le TE Flandre fera appel à M. Fabrice GUIGNARD, Coordinateur SPS, 117 avenue de la Mer, 59240 DUNKERQUE, pour la prestation de Coordinateur Sécurité pour un montant global de 39 929 € HT soit 47 914, 80 € TTC. Ce montant se décompose en :

- Mission SPS chantier à BAILLEUL RUE DE LILLE : 1140,00 € HT
- Mission SPS chantier à CASSEL RUE DE BERGUES : 1175,00 € HT
- Mission SPS chantier à ERINGHEM RUE DES TILLEULS : 1175,00 € HT
- Mission SPS chantier à LA GORGUE RUE DU GENERAL DE GAULLE : 2980,00 € HT
- Mission SPS chantier à LE DOULIEU GRAND RUE : 3440, 00 € HT
- Mission SPS chantier à MERVILLE RUE DE BOURNOVILLE : 1600,00 € HT
- Mission SPS chantier à NIEPPE RUE VANUXEM : 2060,00 € HT
- Mission SPS chantier à OXELAERE RUE DE LA DREVE : 840,00 € HT
- Mission SPS chantier à RENESCURE RUE ANDRE COO : 1600,00 € HT
- Mission SPS chantier à WARHEM RUE DE REXPOEDE ET RUE DES ANCIENS COMBATTANTS : 1475,00 € HT
- Mission SPS chantier à LOOBERGHE RUE DE LA MAIRIE : 840, 00 € HT
- Mission SPS chantier à WORMHOUT RUE DE LA RESISTANCE : 1175, 00 € HT
- Mission SPS chantier à STEENVOORDE RUE SAINT-EXUPERY et RUE DE POPERINGHE : 2180, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BERGUES RUE D'YPRES : 680, 00 € HT
- Mission SPS chantier à FLETRE IMPASSE DU MONT DES CATS : 680, 00 € HT
- Mission SPS chantier à WATTEN RUE DE LA COLME : 2515, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HOLQUE RUE DE L'AA : 840, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BOLLEZEELE RUE DE LA GARE, RUE DE LA POSTE, ALLEE DES FLEURS : 1845, 00 € HT
- Mission SPS chantier à SAINT-JANS CAPPEL/ BOESCHEPE MONT NOIR : 3440, 00 € HT
- Mission SPS chantier à REXPOEDE RD 916 ROUTE DE BERGUES, RUE DE LA POTERIE, RUE DE WEST-CAPPEL : 2214, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HAZEBROUCK RUE DE VIEUX BERQUIN PHASE 2 : 2520, 00 € HT
- Mission SPS chantier à HAZEBROUCK RUE DE VIEUX BERQUIN - Phase 1 : 3515, 00 € HT

ARTICLE 2

La présente décision est rendue exécutoire par son dépôt en sous-préfecture le *(voir visa)* et sa publication. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois.

Ampliation du présent arrêté :
Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE
Monsieur le Receveur Percepteur du TE Flandre.
Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE Flandre.

Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL
Signé électroniquement

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 23/02/2024 à 13:54:34 CET SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**DEC23022024**
Objet :	**Décision du Président : Marchés Publics - Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-02-23 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.1 - Marchés publics
Identifiant unique :	059-200036895-20240223-DEC23022024-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20240223-DEC23022024-AU-1-1_0.xml	text/xml	916 o
Document principal (Autre document) Nom original : March__s Publics _ Coordinateur s__curit__ Travaux Art 8 23022024.pdf Nom métier : 99_AU-059-200036895-20240223-DEC23022024-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	458.4 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	23 février 2024 à 15h28min05s	Dépôt initial
En attente de transmission	23 février 2024 à 15h28min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	23 février 2024 à 15h28min07s	Transmis au MI
Acquittement reçu	23 février 2024 à 15h33min13s	Reçu par le MI le 2024-02-23

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

GRPMT CITEOS FLASH STPS Engag° Dép°

N° 167 758 2315 (21534) ELEC 235114,00HT 450 136,8
N° 168 758 2315 (21538) TELEGM 27826,80

= 477 963,60 TTC

Engag° Recette N°83

M 2022-03-LT03 BC 789

CITEOS

Z.I. de l'Inquétrie - 5, Rue Louis Lumière
62280 Saint-Martin-Boulogne
Tél. : 03.91.90.02.80
Fax : 03.21.33.84.99

Centre de travaux
Boulevard du Valgot
62630 Etaples-sur-Mer

territoire d'énergie FLANDRE

Devis n° 88588 - INDICE C - ESTAIRES
Commune de ESTAIRES
- RUE DU PRESIDENT KENNEDY
- PLACE FOCH
- RUE DE MERVILLE
- RUE JULES FERRY
- RUE DE VINCENT DE PAUL
TRAVAUX ART 8
SIRET : 52893262700045

Siège de TE Flandre en Mairie d'HAZEBROUCK
BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK

N°	Libellé	Unité	Quantité	Nouveau BPU - Lot 3 - SUD Prix de vente Unitaire	Total
	ETUDE				
CHAPITRE 1 – ETUDE					
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1,00	1 527,00	1 527,00 €
1001	PV article 1000 - Dossier déclaration travaux électriques	l'unité	122,00	12,00	1 464,00 €
1004	Etudes BT aérien sur façades	le mètre linéaire	1165,00	3,00	3 495,00 €
1006	Etudes HTA ou BT souterrain - autres cas	le mètre linéaire	655,00	30,00	19 650,00 €
1007	Etudes réseau de communications électroniques - par mètre linéaire de génie civil créé	le mètre linéaire	205,00	2,00	410,00 €
1008	Etudes réseau de communications électroniques - par branchement	l'unité	2,00	42,00	84,00 €
1010	Etudes branchement électrique	l'unité	122,00	24,00	2 928,00 €
1014	Relevé dépose réseau	le mètre linéaire	900,00	3,00	2 700,00 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	890,00	3,00	2 670,00 €
	BASSE TENSION				
CHAPITRE 1 – RAT					
1026	RAT réseau électrique	le mètre linéaire	710,00	4,00	2 840,00 €
1027	RAT branchement électrique	l'unité	122,00	2,00	244,00 €
CHAPITRE 2 – POTEAUX					
2107	Poteaux en béton armé - Effort 6,5 - Classe D - Hauteur 11 m	l'unité	3,00	1 834,00	5 502,00 €
2172	Dépose PBA - poteau d'effort nominal inférieur ou égal à 10 kN	l'unité	13,00	411,00	5 343,00 €
CHAPITRE 4 - LIGNES AERIENNES BT					
4101	Cadre d'avancement	l'unité	4,00	300,00	1 200,00 €
4103	Arrêt de réseau BT - arrêt simple	l'unité	1,00	858,00	858,00 €
4104	Arrêt de réseau BT - arrêt double	l'unité	2,00	869,00	1 738,00 €
4211	Protection	le mètre	30,00	52,00	1 560,00 €
4212	Raccordement nu-CPA	l'unité	1,00	461,00	461,00 €
4213	Raccordement CPA	l'unité	7,00	141,00	987,00 €
4111	Dépose de conducteurs BT nus	le mètre linéaire	1760,00	3,00	5 280,00 €
4219	Dépose CPA - réseau posé sur façade	l'unité	460,00	3,00	1 380,00 €
4112	Dépose cadre	l'unité	30,00	71,00	2 130,00 €
6901	MALT souterraine	l'unité	3,00	375,00	1 125,00 €
4406	Dépose d'une MALT	l'unité	5,00	20,00	100,00 €
CHAPITRE 5 - TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES					
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1,00	4 500,00	4 500,00 €
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	56,00	90,00	5 040,00 €
5103	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	99,00	98,00	9 702,00 €
5112	Tranchées types avec réfections définitives - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	12,00	100,00	1 200,00 €
5113	Tranchées types avec réfections définitives - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	103,00	123,00	12 669,00 €
5114	Tranchées types avec réfections définitives - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	41,00	123,00	5 043,00 €
5147	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	93,00	59,00	5 487,00 €
5148	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	160,00	86,00	13 760,00 €
5149	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	11,00	88,00	968,00 €
5156	Tranchées types avec réfections définitives - Pelouse ou terrain privé résidentiel - Largeur 0,25 m	le mètre linéaire	6,00	16,00	96,00 €
5166	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	71,00	9,00	639,00 €
5167	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	159,00	10,00	1 590,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

5174	PV réfection provisoire - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	12,00	10,00	120,00 €
5175	PV réfection provisoire - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	103,00	13,00	1 339,00 €
5176	PV réfection provisoire - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	41,00	16,00	656,00 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	10,00	10,00	100,00 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	10,00	15,00	150,00 €
5406	Déblai	le m3	10,00	56,00	560,00 €
5407	Mise en oeuvre de matériaux - Sable	le m3	10,00	10,00	100,00 €
5408	Mise en oeuvre de matériaux - Béton	le m3	3,00	475,00	1 425,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	132,00	21,00	2 772,00 €
5504	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 160	le mètre linéaire	110,00	36,00	3 960,00 €
CHAPITRE 6 - TRAVAUX SUR LIGNES SOUTERRAINES HTA ET BT					
6201	RAS sur poteau	l'unité	4,00	441,00	1 764,00 €
6203	RAS sur façade	l'unité	23,00	441,00	10 143,00 €
6206	Jonction BT - câbles de section égale à 240 mm²	l'unité	1,00	940,00	940,00 €
6210	Dépose RAS BT et raccordement souterrain	l'unité	8,00	629,00	5 032,00 €
6301	Reprise de branchements aériens mono ou triphasé	l'unité	93,00	341,00	31 713,00 €
6302	Reprise de branchements aérosouterrain en souterrain	l'unité	29,00	341,00	9 889,00 €
6424	Coffret CIBE - pour branchement monophasé 60 ou 90 A	l'unité	5,00	587,00	2 935,00 €
6502	Armoire et support RMBT - 9 pieges	l'unité	13,00	957,00	12 441,00 €
6507	Raccordement RMBT - câble 4 conducteurs de section 240 mm²	l'unité	31,00	212,00	6 572,00 €
6505	Raccordement RMBT - branchement triphasé 35 mm² (3 phases + neutre)	l'unité	6,00	106,00	636,00 €
6509	Raccordement RMBT avec protection d'un branchement - branchement triphasé	l'unité	3,00	165,00	495,00 €
6511	Raccordement dans coffret existant - Inférieures ou égales à 50 mm²	l'unité	1,00	118,00	118,00 €
6513	Raccordement dans coffret existant - supérieures à 150 mm²	l'unité	1,00	177,00	177,00 €
6805	PV encastrement dans mur - sur les articles de la gamme S22 ou CIBE	l'unité	5,00	470,00	2 350,00 €
6901	MALT souterraine	l'unité	13,00	376,00	4 888,00 €
7329	Départ souterrain BT	l'unité	2,00	646,00	1 292,00 €
7336	Réalisation d'un raccordement de câble de réseau - 240 mm²	l'unité	2,00	423,00	846,00 €
CHAPITRE 8 - CONDUCTEURS					
8303	Conducteurs posés sur façade - 3 x 70 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	790,00	56,00	44 240,00 €
8304	Conducteurs posés sur façade - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	275,00	70,00	19 250,00 €
8405	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 240 mm² + 95 mm²	le mètre linéaire	655,00	89,00	58 295,00 €
8401	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	190,00	33,00	6 270,00 €
8506	Conducteurs posé sur façade - 2 x 25 mm²	le mètre linéaire	1235,00	9,00	11 115,00 €
8508	Conducteurs posé sur façade - 4 x 25 mm²	le mètre linéaire	315,00	10,00	3 150,00 €
6901	MALT souterraine	l'unité	8,00	376,00	3 008,00 €
				SOUS TOTAL BASSE TENSION	375 114,00 €

COMMUNICATION ELECTRONIQUE					
CHAPITRE 1 - RAT					
1028	RAT réseau communication électronique	le mètre linéaire	225,00	4,00	900,00 €
CHAPITRE 5 - TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES					
5112	Tranchées types avec réfections définitives - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	14,00	100,00	1 400,00 €
5147	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	50,00	59,00	2 950,00 €
5156	Tranchées types avec réfections définitives - Pelouse ou terrain privé résidentiel - Largeur 0,25 m	le mètre linéaire	14,00	16,00	224,00 €
5174	PV réfection provisoire - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	12,00	10,00	120,00 €
5232	Sur largeur types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	55,00	42,00	2 310,00 €
5234	Sur largeur types avec réfections définitives - Voie départementale classe 2 - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	87,00	52,00	4 524,00 €
5242	Sur largeur types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	119,00	43,00	5 117,00 €
5244	Sur largeur types avec réfections définitives - Pelouse ou terrain privé résidentiel - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	7,00	36,00	252,00 €
5401	Terrassement	le m3	10,00	23,00	230,00 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	10,00	10,00	100,00 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	10,00	15,00	150,00 €
CHAPITRE 10 - INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES					
10001	Fourreau de communication électronique - PVC 45 mm	le mètre linéaire	820,00	4,00	3 280,00 €
10014	Chambre de tirage avec dispositif de fermeture de classe D 400 kN - L2C (118x38x60)	l'unité	2,00	816,00	1 632,00 €
				SOUS TOTAL COMMUNICATION ELECTRONIQUE	23 189,00 €

MONTANT TOTAL HORS TAXES (EUR)	398 303,0
T.V.A. (20 %)	79 660
MONTANT TOTAL T.T.C. (EUR)	477 96

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 14/06/2025 à 09:13:57 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2022/03/LT03/BC/ 789

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

OBJET : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT03 « SUD DU TERRITOIRE »
Bon de commande d'étude ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser l'étude des travaux, ci-après désignés :

ESTAIRES – Rue Kennedy, Rue Jules Ferry et rue de Merville et Place Foch
TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
.....CITEOS..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
..N. Lebon GARBEZ

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ OUI ☒ NON
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : ..12/6/25...
A : ...St Martin Boulogne
Signature :

CITEOS
ZI de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tel : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 62139 59653 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:58:59 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE ETUDE

OPERATION : Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public, ESTAIRES – rue Kennedy, rue Jules Ferry et rue de Merville et Place Foch

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte

PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 03 :

TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 03/ 789**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : CITEOS

CITEOS
ZI de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer l'étude (ART R323.25) de façon à ce qu'elle soit achevée dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : CITEOS ..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas GARBET

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 12/6/25

A : St Martin Boulogne

Signature :

CITEOS
Z.I. de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint-Martin Boulogne
Tél : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:58:59 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2022/03/LT03/BC/ 789

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT03 « SUD DU TERRITOIRE »*
Bon de commande Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

ESTAIRES – Rue Kennedy, rue Jules Ferry et rue de Merville et Place Foch
TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le planning sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
CITEOS/STPS.... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Nicolas GARBEZ

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☑ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 12/6/25.
A : St Martin Boulogne
Signature :

CITEOS
Z.I. de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:59:00 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX

OPERATION : Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public, ESTAIRES – Rue Kennedy, rue Jules Ferry et rue de Merville et Place Foch

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte

PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 03 :

TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 03/ 789**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : CITEOS

CITEOS
ZI de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer les travaux de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : CITEOS - STPS - *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas GARBEZ

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☒ *OUI* ☐ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 12/06/25

A : St Martin Boulogne

Signature :

CITEOS
ZI de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:59:01 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SATELEC N° 169 Engagt Dépse 512 2315 (21538) EP INVEST 149 994,00
512 2315 (21538) EP INVEST 4 410,00
M2024-02-LT03 BC 732 154 404,00 Réalisation

SATELEC FAYAT

Agence de QUAËDYPRE
Entrée 4A - Centre d'affaires de la linerie
Route du Looweg - 59380 QUAEDYPRE
Tel. +33 (0)3 20 28 92 58

territoire d'énergie FLANDRE

Territoire d'énergie Flandre
Mairie
B.P. 70189
59524 HAZEBROUCK Cedex

Marché n°2024/02
Marche de travaux concourant à la transition énergétique - Lot n°3

DEVIS n° 25-004 du 12/05/2025
Commune de LE DOULIEU
Rénovation éclairage public

N°	DESIGNATIONS	U	PU HT	Qté	Total HT
	CHAPITRE 1 : Etude et Relevé après travaux				
	11 - Etude				
1101	Forfait études d'exécution	f	450.00 €	1.00	450.00 €
1102	Etudes éclairage public	f	25.00 €	1.00	25.00 €
1104	Etudes armoire éclairage	f	200.00 €	7.00	1 400.00 €
1106	Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	u	100.00 €	3.00	300.00 €
	12 - Relevé après travaux				
1202	RAT point lumineux	u	40.00 €	139.00	5 560.00 €
1203	RAT armoire d'éclairage public	u	200.00 €	8.00	1 600.00 €
4	**CHAPITRE 4 - TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES**				
4001	Forfait chantier par commande	u	385.00 €	1.00	385.00 €
	44 - Terrassement divers et forages				
4410	Fourniture et pose de bordure	ml	72.00 €	10.00	720.00 €
6	**CHAPITRE 6 - ARMOIRE D'ECLAIRAGE PUBLIC**				
	61 - Enveloppe				
6105	Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type MICHAUD 230*1020 3C20M ou équivalent)	u	650.00 €	3.00	1 950.00 €
6110	Dépose coffret d'éclairage public	u	250.00 €	7.00	1 750.00 €
	62 - Tableau de commande				
6202	Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	u	1 800.00 €	2.00	3 600.00 €
6205	Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs bipolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	u	800.00 €	5.00	4 000.00 €
6213	Détecteur de seuil de tension par départ	u	475.00 €	14.00	6 650.00 €
6214	Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	u	375.00 €	7.00	2 625.00 €
6220	Dépose tableau d'éclairage public	u	250.00 €	7.00	1 750.00 €
7	**CHAPITRE 7 - CANDELABRES, CROSSES ET MASSIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC**				
	72 - Candélabres et crosses				
7238	Dépose mât avec massif béton conservé	u	320.00 €	10.00	3 200.00 €
	73 - Candélabres acier Thermolaqué, Qte de 1 à 50, par commande				
7301	Mât en acier thermolaqué 4,00 m	u	370.00 €	4.00	1 480.00 €
7303	Mât en acier thermolaqué 5,00 m	u	440.00 €	5.00	2 200.00 €
7306	Mât en acier thermolaqué 8,00 m	u	750.00 €	1.00	750.00 €
	79 - Crosses et arceaux				
7913	Crosse simple pour PBA de 1,00 m	u	125.00 €	2.00	250.00 €
7914	Crosse simple pour PBA de 1,50 m	u	130.00 €	57.00	7 410.00 €
7916	Dépose crosse existant sur PBA	u	10.00 €	48.00	480.00 €
8	**CHAPITRE 8 - LANTERNE ET ENSEMBLES D'ECLAIRAGE PUBLIC**				
	81 - Coffret d'éclairage public et mise en valeur				
8108	Dépose foyer d'éclairage public	u	95.00 €	87.00	8 265.00 €
	831 - Lanterne d'éclairage public fonctionnelle; Qte de 1 à 50				
83118	PHILIPS CITYSOUL ou équivalent	u	635.00 €	36.00	22 860.00 €
	832 - Lanterne d'éclairage public fonctionnelle; Qte de 51 à 100				
83209	ABEL 6000-R ou équivalent	u	495.00 €	62.00	30 690.00 €
10	**CHAPITRE 10 - MOYENS**				
10003	Chef d'équipe	h	65.00 €	23.00	1 495.00 €
10005	Elévateur hauteur de 16 à 25 m	h	110.00 €	23.00	2 530.00 €
11	**CHAPITRE 11 - Fourniture hors bordereau**				
11001	Fourniture et pose d'une crosse LYRE	u	250.00 €	31.00	7 750.00 €
11002	Fourniture driver ZD4I	u	70.00 €	41.00	2 870.00 €
	MONTANT TOTAL H.T.				124 995.00 €
	MONTANT T.V.A 20%				24 999.00 €
	MONTANT TOTAL T.T.C.				149 994.00 €

Veuillez compléter les informations demandées ci-dessous avant de nous retourner le devis signé et précédé de la mention *"Bon pour accord"*

CODE COULEUR RAL : .....

VARIATION TERRITOIRE d'ENERGIE FLANDRE : OUI ☐ NON ☐

DATE :

SIGNATURE DU CLIENT :

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

afaq 9001 ISO 14001

16/05/2025

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Marché n°2024/02
Marche de travaux concourant à la transition énergétique - Lot n°3

DEVIS n° 25-004 du 21/03/2025
Commune de LE DOULIEU
CEE - Rénovation éclairage public

* 60 luminaires neufs non équipés de détecteurs de présence - DL-1		
Marque :	ABEL	
Modèle :	6000-R	
Type :	32 LED - IRC 70 - ASYM N3 - C16926	
Température de couleur :	2700 K	
Flux lumineux (en lm) :	7800 lm	
Consommation (en W) :	72 W	
Efficacité lumineuse (en lm/W) :	108.3 > 90 lm/W	
Indice de protection (IP) :	IP66	
ULR :	0	
Durée de vie annoncée pour L90B50 du module LED	≥ 100 000h	
Taux de mortalité à 100 000 heures de l'appareillage auxiliaire :	≤ 10%	
Les luminaires sont gradables		
La source lumineuse est remplaçable		
Rue du Calvaire	10	unités
Rue des Écoles	17	
Rue Courte	11	
Rue de l'Église	1	
Rue Louf	13	
Grand' Rue	8	
* 29 luminaires neufs non équipés de détecteurs de présence - DL-2		
Marque :	SIGNIFY	
Modèle :	CITYSOUL Mini	
Type :	BPP532 T25 1xLED35-4S/727 PSA DW50 FG	
Température de couleur :	2700 K	
Flux lumineux (en lm) :	2772 lm	
Consommation (en W) :	25 W	
Efficacité lumineuse (en lm/W) :	110.9 > 90 lm/W	
Indice de protection (IP) :	IP66	
ULR :	0	
Durée de vie annoncée pour L90B50 du module LED	≥ 100 000h	
Taux de mortalité à 100 000 heures de l'appareillage auxiliaire :	≤ 10%	
Les luminaires sont gradables		
La source lumineuse est remplaçable		
Résidence Bayard	29	unités
* 5 luminaires neufs non équipés de détecteurs de présence - DL-3		
Marque :	SIGNIFY	
Modèle :	CITYSOUL Mini	
Type :	BPP532 T25 1xLED45-4S/727 PSA DM50 FG	
Température de couleur :	2700 K	
Flux lumineux (en lm) :	3663 lm	
Consommation (en W) :	33 W	
Efficacité lumineuse (en lm/W) :	111.0 > 90 lm/W	
Indice de protection (IP) :	IP66	
ULR :	0	
Durée de vie annoncée pour L90B50 du module LED	≥ 100 000h	
Taux de mortalité à 100 000 heures de l'appareillage auxiliaire :	≤ 10%	
Les luminaires sont gradables		
La source lumineuse est remplaçable		
Résidence Les Verts Prés	5	unités

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SATELEC FAYAT

Agence de QUAËDYPRE
Entrée 4A - Centre d'affaires de la linerie
Route du Looweg - 59380 QUAEDYPRE
Tel. +33 (0)3 20 28 92 58

Territoire d'énergie FLANDRE

Territoire d'énergie Flandre
Mairie
B.P. 70189
59524 HAZEBROUCK Cedex

Marché n°2024/02
Marche de travaux concourant à la transition énergétique - Lot n°3

DEVIS n° 25-004 du 19/09/2025
Commune de LE DOULIEU
TS n°1 - Rénovation éclairage public

N°	DESIGNATIONS	U	PU HT	Qté	Total HT
	CHAPITRE 3 : ELAGAGE ET LIGNES AERIENNES BT				
	32 - LIGNES AERIENNES EP				
3203	Conducteurs tendus entre poteau PRC 2x16	ml	5.00 €	400.00	2 000.00 €
	CHAPITRE 7 - CANDELABRES, CROSSES ET MASSIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	71 - Massifs				
7102	Massif pour candélabre de 5m	u	400.00 €	1.00	400.00 €
	72 - Candélabres et crosses				
7239	Dépose mât avec démolition du massif béton	u	575.00 €	1.00	575.00 €
	CHAPITRE 10 - MOYENS				
10003	Chef d'équipe	h	65.00 €	4.00	260.00 €
10005	Elévateur hauteur de 16 à 25 m	h	110.00 €	4.00	440.00 €
	MONTANT TOTAL H.T.				3 675.00 €
	MONTANT T.V.A 20%				735.00 €
	MONTANT TOTAL T.T.C.				4 410.00 €

Veuillez compléter les informations demandées ci-dessous avant de nous retourner le devis signé et précédé de la mention *"Bon pour accord"*

CODE COULEUR RAL : .....

VARIATION TERRITOIRE d'ENERGIE FLANDRE : OUI ☐ NON ☐

DATE :

SIGNATURE DU CLIENT :



Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10, Route du Looweg
59380 QUAEDYPRE

2024/02/LT03/BC/ 732

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

LE DOULIEU – Rénovation de l'éclairage public
Sur l'ensemble de la commune

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Jean-Luc CLEENEWERCK,
Vice-Président du TE Flandre,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....
Signature :

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Monsieur le Directeur
SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10, Route du Looweg
59380 QUAEDYPRE

2024/02/LT03/BC/ 732

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03*

Bon de commande Modificatif

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

LE DOULIEU – Rénovation de l'éclairage public
Sur l'ensemble de la commune

Selon le devis :

- ***N°25-004** du **12/05/2025** pour un montant de **124 995 € HT** soit **149 994 € TTC.***
- ***N° 25-004** du **19/09/2025** pour un montant de **3 675 € TTC soit 4 410 € TTC***

Les autres dispositions du bon de commande initial restent inchangées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Michel DECOOL,
Président du TE Flandre,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
SATELEC *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
BASSIERE Lucas

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 02/10/2025
A : QUAEDYPRE
Signature : BASSIERE Lucas

SATELEC
Agence de Dunkerque
SAS au capital de 4 500 000 €
LIEU DIT LA CROIX ROUGE
35 ROUTE DE LOOWEG
59380 QUAEDYPRE
SIRET : 071 201 548 00781 - APE : 4321A

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : Chantier d'éclairage public, commune de LE DOULIEU – *Sur l'ensemble de la commune*

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03

Réf bon de commande : 2024/02/LT03/BC/00732

Selon les devis :

- **n° 25-004du 12/05/2025** pour la somme de **124 995,00 € HT** soit **149 994,00 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIÉTÉ **SATELEC FAYAT**

SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **05/06/2025** de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **05/08/2025** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

Jean-Luc CLEENEWERCK,

Vice-Président du TE Flandre

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE MODIFICATIF

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de LE DOULIEU – *Sur l'ensemble de la commune***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03

Réf bon de commande : 2024/02/LT03/BC/732

Selon les devis :

- **n° 25-004 du 12/05/2025** pour la somme de **124 995,00 € HT** soit **149 994,00 € TTC**
- **n° 25-004 du 19/09/2025** pour la somme de **3 675,00 € HT** soit **4 410 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIÉTÉ **SATELEC FAYAT**

SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **05/06/2025** de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **05/08/2025** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

Michel DECOOL,
Président du TE Flandre,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ID : 059-200036895-20251202-AV1_EP2025_LEDO-CC

Avenant 1 à la convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de LE DOULIEU

Travaux réalisés à LE DOULIEU par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre),** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 28/11/2024).
Et
La **Commune de LE DOULIEU,** représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 14/11/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **LE DOULIEU,** rénovation et ajout d'éclairage public,

- Sur l'ensemble de la commune.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux : 128 670 € HT, soit 154 404 € TTC

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 128 670 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 25 734 €

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de LE DOULIEU
La Commune de **LE DOULIEU** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2025	27 222,80 €
2026	25 361,80 €
2027	25 361,80 €
2028	25 361,80 €
2029	25 361,80 €

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention initiale du 02/01/2025 restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 02/12/2025.

Le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de LE DOULIEU,

Dominique WALBROU

MAIRIE DE LE DOULIEU (NORD)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ID : 059-200036895-20250102-EP2025_LEDOUL-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de LE DOULIEU

Travaux réalisés à LE DOULIEU par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (Investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 28/11/2024).
Et
La **Commune de LE DOULIEU**, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 14/11/2024.

Il est convenu ce qui suit :
Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **LE DOULIEU**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Sur l'ensemble de la commune.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux : 136 114 € HT, soit 163 336,80 € TTC

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 136 114 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 27 222,80 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de LE DOULIEU
La Commune de **LE DOULIEU** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2025	27 222,80 €
2026	27 222,80 €
2027	27 222,80 €
2028	27 222,80 €
2029	27 222,80 €

Article 3 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges
Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 02/01/2025.

Le TE Flandre,

Le Maire de LE DOULIEU,

Dominique WALBROU

MAIRIE DE LE DOULIEU (NORD)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Sép°

SATELEC N° 172 758 2315 (2158) ERVE 9232,45 HT 11 078,94 TTC
758 2315 (2158) IRVE 23065,46 HT 27678,55 TTC
= 38757,49 TTC

SATELEC

Fiscalisation

MR 202312546 DC 826

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/05/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la Gare – Rue de la Gare 59173 EBBLINGHEM**

Référence: **2025-048**

Devis 2025-047 →

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2154	fourniture d'une borne 3 à 22 kW en espace public en version 2 points de charge "E-SMART"	U	1	3 850.00	3 892.35	3 892.35
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					9 232.45
	TVA (20%)					1 846.49
	MONTANT TOTAL T.T.C.					11 078.94

Le 26 MAI 2025

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 20/05/2025

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking de la Salle des Fêtes– Rue de l'Eglise 59173 EBBLINGHEM

Référence: 2025-047

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

Le 26 MAI 2025

SATELEC

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/826

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation de deux bornes de recharge pour véhicules électriques
Parking de la salle des Fêtes – Rue de de l'Eglise / Parking de la gare – Rue de la Gare
59173, EBBLINGHEM

Selon devis :

- n°**2025-047 indice A** du 20/05/2025 pour un montant de **23 065.46 €HT soit 27 678.55 €TTC**
- n°**2025-048 indice A** du 20/05/2025 pour un montant de **9 232.45 €HT soit 11 078.94 €TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Le 26/05/2025

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 19 JUIN 2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
SAS au capital de 4 500 000 €
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT
Siret 071 201 548 00563 - APE 4321A
Tél. : 03 21 13 58 00 - Fax 03 21 13 58 19

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation de deux bornes de recharge pour véhicules électriques

- Parking de la salle des Fêtes, Rue de de l'Eglise – 59173 EBBLINGHEM
- Parking de la gare, Rue de la Gare – 59173 EBBLINGHEM

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/826

Selon devis :

- n°**2025-047 indice A** du 20/05/2025 pour un montant de **23 065.46 €HT soit 27 678.55 €TTC**
- n°**2025-048 indice A** du 20/05/2025 pour un montant de **9 232.45 €HT soit 11 078.94 €TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 02/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au bon de commande.

Pour le TE Flandre, le 26 MAI 2025

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20250527-IRVE2025_EBBLIN-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de EBBLINGHEM Implantation de borne(s) IRVE Programme travaux 2025

Entre

Le Territoire d'Energie Flandre, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 26 mai 2025.

Et

La Commune de Ebblinghem, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 8 avril 2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 26 mai 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose de deux bornes IRVE sur la commune de **Ebblinghem :**
  - une borne E-Premium à 2 PDC 22-25 kW sur le **Parking de la salle des fêtes, rue de l'Eglise**
  - une borne E-Smart à 2 PDC 11 kW sur le Parking **de la gare, route Nationale**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°26052025/D49 du 26 mai 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€HT pour la borne E-Premium et 5 000€HT pour la borne E-Smart Double. Soit un total de 8 500€HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Ebblinghem** souhaite que cette participation soit prise en charge par fiscalisation sur l'année 2026.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 27/05/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Cleenewerck

Pour la commune de Ebblinghem,

VILLE D'EBBLINGHEM * 60 avenue du Château - 59173 EBBLINGHEM *

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SATELEC N° 175 758 2315 (2158) IRVE 23401,62HT 28081,94TTC Engagt Dap

SATELEC
FAYAT

MR202312546 BC 816

Fiscalisation

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon, le 21/03/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Herzeele 59470, Parking de la Place

Référence: 2025-028

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S311.1 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
SAS au Capital de 4 500 000 €
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 971 201 546 00043
Tél. 01 69 56 56 56 Fax 01 69 56 56 00

Le 28 MAI 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/816

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Place
59470 HERZEELE

Selon devis n° **2025-028 ind A** du **21/03/2025** pour un montant de **23 401.62 €HT** soit **28 081.94 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 29/05/2025
A : HENIN-BEAUMONT

Signature :

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Le 28 MAI 2025

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-PREMIUM à 2 PDC 22/25 kW sur le parking situé sur le parking de La Place – 59470 HERZEELE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/816

Selon devis :

- N°2025-028 ind A du 21/03/2025 pour un montant de 23 401.62 €HT soit 28 081.94 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 02/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, le 28 MAI 2025

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Gleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de HERZEELE
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025 – La Place

territoire d'énergie FLANDRE

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 26 mai 2025.*

Et

*La **Commune de Herzeele,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 24 février 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 26 mai 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE E-PREMIUM 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Herzeele, La Place**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°26052025/D19 du 26 mai 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Herzeele** souhaite que cette participation soit prise en charge par fiscalisation sur l'année 2026.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 27/05/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président

Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Herzeele,

Le Maire

MAIRIE D'HERZEELE (NORD)

FRANCKE Stéphane

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dép°

SATELEC N° 176 758 2315 (2158) IRVE 23401,62 HT 28081,94 TTC

SATELEC
FAYAT

MR2023 12546 DC820

Fiscalisation

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 21/03/2025

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking de la salle du Covoet – 108 Rue du Covoet 59190 WALLON-CAPPEL

Référence: 2025-027

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne.	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	S3200 Autres installations					
S3208	Mise au couleur d'une place de stationnement standard	m²	5	66.50	67.23	336.16
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 401.62
	TVA (20%)					4 680.32
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 081.94

SATELEC
SAS au Capital de 4 500 000 €
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
RCS EVRY 971 201 546 00048
Tél. 01 69 56 56 56 / Fax 01 69 56 56 00

SIRET 971 201 546. Siège social : 24, avenue du Général-de-Gaulle - 91178 Viry-Châtillon Cedex - Tél. +33 (0)1 69 56 56 56. SAS au capital de 4 500 000 € - 971 201 546 RCS Evry - NAF 4321 A - TVA CEE FR 33 971 201 545
Email : satelec@satelec.fayat.com - www.satelec.fayat.com

28 MAI 2025
territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/820

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking rue du COEVOET
59190 WALLON-CAPPEL

Selon devis n° **2025-027 ind A** du **21/03/2025** pour un montant de **23 401.62 € HT** soit **28 081.94 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck le 28/05/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 29/05/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
SAS au capital de 530 000 €
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT
Tél. : 03 21 13 56 00 / Fax 03 21 13 56 19

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-PREMIUM à 2 PDC 22/25 kW sur le parking situé rue du Coevoet – 59190 WALLON-CAPPEL

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/820

Selon devis :

- N°2025-027 ind A du 21/03/2025 pour un montant de 23 401.62 €HT soit 28 081.94 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 01/05/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, le 28/05/2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Disenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-215906348-20250224-2025_008-DE

COMMUNE DE WALLON-CAPPEL

DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 24 FÉVRIER 2025
SALLE DU CONSEIL

Département du Nord
Arrondissement de Dunkerque
Canton d'Hazebrouck Nord

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le 24/02/2025 à 20h00, le Conseil Municipal de la Commune de WALLON-CAPPEL **dûment convoqué, le 19/02/2025**, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Éric SMAL, Maire

Conseillers Municipaux	
En exercice	15
Présents	11
Absents	04
Pouvoirs	03
Votants	14

Convocation du Conseil Municipal	
Date de convocation	19/02/2025
Affichage de la convocation	19/02/2025

PRESENTS

M. Eric SMAL, Maire

Mme Sylvie HEMELSDAEL, M. Olivier TRAISNEL, M. Hubert MESMACQUE, Monsieur Patrice LAUWERIE,
Adjoints au Maire

, Mme Jeannine BRUNNEL
, M. Didier DELVART, M. Serge DUTRY,
Mme Marie-Odile LAUWERIER, Mme Edwige LESCIEUX, M. François POREYE,

Conseillers Municipaux

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR

M. Michel BERON		*M. Didier DELVART*
M. François BALAVOINE	*a donné pouvoir à*	*Mme Sylvie HEMELSDAEL*
M. Fabrice DEHESTRU		*M. Eric SMAL*

ABSENTS

M. Pierre WALLART

Lesquels Membres présents forment la majorité de ceux en exercice aux termes de l'Article L 2121.17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le quorum est atteint le conseil municipal peut valablement délibérer.

Secrétaire de séance : Monsieur Hubert MESMACQUE

Nomenclature ACTES **7 – FINANCES LOCALES**

2025/008 **IMPLANTATION D'UNE BORNE DE RECHARGE POUR LES VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ID : 059-215906348-20250224-2025_008-DE

2025/008 **IMPLANTATION D'UNE BORNE DE REC**
VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 1966 portant création du SIECF,
Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant sur les nouveaux statuts du SIECF,
Vu la délibération du Comité syndical en date du 4 juillet 2022,
Vu le schéma directeur des IRVE (SD IRVE) mutualisé entre le SIECF TE FLANDRE et la CC Flandre Lys,

La commune est membre du SIECF Territoire d'énergie Flandre ; syndicat intercommunal à vocation multiple ; la commune adhère notamment à la compétence infrastructure de recharge pour véhicule électrique (IRVE).

La commune a sollicité le SIECF pour la pose d'une borne ou de X bornes (borne 22kVA 2 points de charge par borne) rue du Coevoet.

Les frais d'étude, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre sont pris en charge par le SIECF.

Le coût des travaux est estimé à 25 000 € HT par borne.

Ce chiffrage comporte la fourniture, la pose, le génie civil, le raccordement au réseau de distribution publique d'électricité et, la mise en service.

Chaque borne dispose de deux points de charge qui pourront recharger un véhicule 100% électrique, un véhicule hybride ou les deux roues électriques (motos, cyclos, vélos).

Les bornes sont en accès payant selon la grille fixée par le Conseil Régional Hauts de France dans le cadre du dispositif PASS PASS REGIONAL.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL

- D'approuver définitivement le projet exposé dans la présente délibération,
- De donner un accord définitif pour la prise en charge, par la commune, du montant suivant :
  - 3 500 € pour la première borne 22kVA installée par le Syndicat sur la Commune.
- De préciser que cette participation sera fiscalisée, ainsi que la cotisation annuelle pour la compétence IRVE
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec Monsieur le Président du SIECF relative à la réalisation de ces travaux et à leur prise en charge, ainsi que toutes pièces relatives à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés

et après avoir entendu l'exposé de l'Adjoint délégué,

- Approuve définitivement le projet exposé dans la présente délibération,
- Donne un accord définitif pour la prise en charge, par la commune, du montant suivant :
  - 3 500 € pour la première borne 22kVA installée par le Syndicat sur la Commune.

- Précise que cette participation sera fiscalisée, ainsi que la cotisation annuelle pour la compétence IRVE
- Aautoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec Monsieur le Président du SIECF relative à la réalisation de ces travaux et à leur prise en charge, ainsi que toutes pièces relatives à cette affaire.

Le VOTE a donné le résultat suivant :

Voix Pour :	11	Voix Contre	03	Abstention :	00
Adopté à la majorité (11 voix pour)					

Fait et délibéré en séance, le jour, mois et an que dessus,
(suivent les signatures)

La secrétaire de Séance,
Hubert MESMACQUE

Le Maire,
Eric SMAL

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé dépense

SATELEC N° 177 758 2315 (2158) IRVE 23065,46 HT

SATELEC
FAYAT

MR 2023 12546 BC 813

Fiscalisation

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 14/04/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking en création– Route de l'Yser 59380 WEST-CAPPEL**

Référence: **2025-034**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens:	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

21 AVR. 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/813

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Nouvelle Salle Polyvalente, rue de l'Yser
59380 WEST-CAPPEL

Selon devis n° **2025-034 ind A** du **14/04/2025** pour un montant de **23 065,46 €HT** soit **27 678,55 €TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 21/04/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 22/04/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION Flandre Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-PREMIUM à 2 PDC 22-25 kW sur le parking de la nouvelle Salle Polyvalente située Rue de l'Yser – 59380 WEST-CAPPEL

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/813

Selon devis :

- N°2025-034 ind A du 14/04/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 01/05/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 21/04/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de WEST-CAPPEL
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decaol, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28/11/2024.*

Et

*La **Commune de WEST-CAPPEL,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 29 mars 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 28/11/2024 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- Le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la commune de **WEST-CAPPEL, Route de l'Yser**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°28112024/D20 du 28/11/2024, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500 € HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fonds National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **WEST-CAPPEL** souhaite que cette participation soit prise en charge par fiscalisation sur l'année 2026.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 04/04/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Pour la commune de West-Cappel,

MAIRIE de WEST CAPPEL 59380 (Nord)

Engagt Dep 58

GUIGNARD : N°182 758 21539 ELEC 2060,00 HT 2472,00 TTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Fabrice GUIGNARD
Coordonnateur S.P.S
Conception Réalisation Niveaux 1.2.3

117, avenue de la Mer - 59240 DUNKERQUE
Tél / Fax : 03.28.66.16.55 - Port : 06.79.75.35.16
E-mail : guignard.f@wanadoo.fr
Membre de l'Association Française des Coordonnateurs Grand Nord-Ouest

TE FLANDRE
A l'attention de Monsieur Jean Louis CADART
30, rue WAREIN
59190 HAZEBROUCK

DUNKERQUE, le 12 mai 2025

TE FLANDRE – TRAVAUX ART 8
TRAVAUX DE GENIE CIVIL - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX BASSE TENSION
TELECOM NUMERIQUE – ECLAIRAGE PUBLIC

MISSION CSPS NIVEAU 3 – PHASE REALISATION

REMISE DE PRIX SUIVANT BORDEREAU DU 05.01.24

territoire d'énergie FLANDRE

STEENWERCK – RUE DE LA GARE PHASE 2 - DUREE DES TRAVAUX 4 MOIS
DISTANCE DU CHANTIER COMPRISE ENTRE 41 et 60 KMS DU SIEGE SOCIAL DU CSPS

N°REFERENCE	DESIGNATION	NOMBRE	PRIX UNITAIRE	MONTANT HT
001	MISE A JOUR DU PGC INITIAL COMPRIS DIUO	1	56,00€	56,00€
002	VISITE D'INSPECTION COMMUNE PREALABLE EN MAIRIE OU SUR SITE COMPRIS RJ	1	164,00 €	164,00 €
003	SUIVI DES TRAVAUX GENIE CIVIL BASE 3 VISITES PAR MOIS COMPRIS RJ	4	460,00 €	1 840,00 €

MONTANT MISSION HT	2 060,00 €
TVA 20%	412,00 €
MONTANT MISSION TTC	2 472,00 €

F. GUIGNARD – Coordonnateur S.P.S

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:59:05 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 09/07/2025
Reçu en préfecture le 09/07/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250512-DEC12052025-AU

territoire d'énergie FLANDRE

Décision du Président
Marchés publics
Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8

NOUS, PRESIDENT DU TE Flandre
Territoire d'Energie Flandre

Vu la délibération du Comité syndical en date du 31 JUILLET 2020 relative aux délégations du Président,
Considérant la nécessité d'un service de coordination de sécurité sur les chantiers d'Article 8,
Vu l'ensemble des offres reçues par le TE Flandre,
Considérant que l'offre de M. GUIGNARD est la mieux disant,
Vu le Code de la Commande Publique permettant de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes,

DECIDONS

ARTICLE 1
Le TE Flandre fera appel à M. Fabrice GUIGNARD, Coordinateur SPS, 117 avenue de la Mer, 59240 DUNKERQUE, pour la prestation de Coordinateur Sécurité pour un montant global de 7 705 € HT soit 9 246 € TTC. Ce montant se décompose en :

- Mission SPS chantier à STEENWERCK RUE DE LA GARE PHASE 2 : 2 060 € HT
- Mission SPS chantier à ESTAIRES RUE DU PRESIDENT KENNEDY, RUE JULES FERRY, RUE DE MERVILLE, PLACE FOCH : 2 520 € HT
- Mission SPS chantier à STEENVOORDE RUE SAINT-EXUPERY et RUE DE POPERINGHE : 2180, 00 € HT
- Mission SPS chantier à BERGUES RUE D'YPRES : 945, 00 € HT

ARTICLE 2
La présente décision est rendue exécutoire par son dépôt en sous-préfecture le *(voir visa)* et sa publication. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois.

Ampliation du présent arrêté :
Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE
Monsieur le Receveur Percepteur du TE Flandre.
Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE Flandre.

Le Vice-Président du TE Flandre,
Jean-Luc CLEENEWERCK

12 MAI 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engas - Dépse

RAMERY N° 185 758 2315 (21534) EEC 240033,15 HT 324039,78 TTC ⊖ Aq
N° 186 758 2315 (21538) TERGM -80436,00
N° 187 512 2315 (21538) ET INVEST 100421,65
= 504897,43 TTC

Fiscalisation

M 2022-03-LT02 BC 666

territoire d'énergie FLANDRE

TE FLANDRE
Territoire d'Energies Flandre

Pouvoir adjudicateur

MARCHE PUBLIC - PROCEDURE OUVERTE 2022/03
Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte

Lot 2 : Secteur CENTRE

Enfouissement de réseau BASSE TENSION, TELECOM et ECLAIRAGE PUBLIC STEENVOORDE Rue de Poperinghe - Rue Saint Exupery

DEVIS ESTIMATIF

Mention CEE

Marque	Philips
Modèle	Luminaire CITY SOUL Mini Gen 2
Quantité	5
Degré protection Luminaire	IP66
Température de Couleur	2700 K
Flux Lumineux	5100 lm
Rendement Lumineux	0,03%
Commentaire	Le Luminaire est Remplaçable
Adresse	du 1 au 18 rue Saint Exupéry STEENVOORDE
Taux Mortalité à 100 000h	
Gradation	Gradation Seul - 3 paliers
Nombre luminaire neuf	5
Nombre Luminaire détection présence	0
Nombre luminaire déposé	5
Contrôle allumage	Oui
luminaire Gradable	Oui
Abaissement ou exctinction	Oui

LUMINAIRES RUE DE POPERINGHE - ABEL FREEZE L Existants à reposer sur mâts

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Ramery

Réf Marché : à définir

DEVIS - Marché 2022/03 - Lot n°2 - TE FLANDRES

Rue de Peperinghe - STEENVOORDE

ind	A
maj du :	27/05/2025

N° de prix	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
	Partie Basse Tension				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1001	PV article 1000 - Dossier déclaration travaux électriques	l'unité	1	450,00	450,00 €
1002	PV article 1000 - Dossier autorisation travaux électriques	l'unité	1	450,00	450,00 €
1003	Etudes BT sur supports	le mètre linéaire	185	5,00	925,00 €
1004	Etudes BT aérien sur façades	le mètre linéaire	150	5,00	750,00 €
1006	Etudes HTA ou BT souterrain - autres cas	le mètre linéaire	862	4,00	3 448,00 €
1010	Etudes branchement souterrain	l'unité	34	50,00	1 700,00 €
1014	Relevé dépose réseau	le mètre linéaire	780	1,10	858,00 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	1295	4,00	5 180,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	862	1,60	1 379,20 €
1026	RAT réseau électrique	le mètre linéaire	513	1,80	923,40 €
1027	RAT branchement électrique	l'unité	34	2,00	68,00 €
2102	Poteaux en béton armé - Effort 4 - Classe D - Hauteur 11 m	l'unité	2	1000,00	2 000,00 €
2119	Poteaux en béton armé - Effort 8 - Classe E - Hauteur 11 m	l'unité	3	1550,00	4 650,00 €
2172	Dépose PBA - poteau d'effort nominal inférieur ou égal à 10 kN	l'unité	10	290,00	2 900,00 €
2173	Dépose PBA - poteau d'effort nominal supérieur à 10 kN	l'unité	11	350,00	3 850,00 €
2174	PV démontage sur place	l'unité	21	50,00	1 050,00 €
2176	PV remplacement PBA au même endroit	l'unité	5	0,10	0,50 €
2224	Dépose poteau bois	l'unité	1	160,00	160,00 €
2225	Recyclage poteau bois	l'unité	1	80,00	80,00 €
4111	Dépose de conducteurs BT nus	le mètre linéaire	2796	3,50	9 786,00 €
4112	Dépose cadre	l'unité	2	100,00	200,00 €
4207	Bras d'avancement sur support	l'unité	1	155,00	155,00 €
4216	Dépose-repose CPA - CPA sur ensemble de suspension conservé	l'unité	2	100,00	200,00 €
4217	Dépose-repose CPA - CPA en ancrage avec EAS conservé	l'unité	1	100,00	100,00 €
4219	Dépose CPA - réseau posé sur façade	l'unité	50	90,00	4 500,00 €
4301	Reprise RAS - support remplacé	l'unité	1	180,00	160,00 €
4303	Reprise branchement aérien BT - branchement monophasé	l'unité	20	75,00	1 500,00 €
4304	Reprise branchement aérien BT - branchement triphasé	l'unité	14	80,00	1 120,00 €
4305	PV aéro-souterrain	l'unité	34	100,00	3 400,00 €
4306	PV compteur extérieur	l'unité	4	250,00	1 000,00 €
4402	MALT avec câble nu et isolé	l'unité	3	297,00	891,00 €
4406	Dépose d'une MALT	l'unité	10	50,00	500,00 €
5001	Forfait chantier par commando	l'unité	1	350,00	350,00 €
5103	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	20	100,00	2 000,00 €
5153	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir avec pavés ou dallage ou béton - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	170	60,00	10 200,00 €
5156	Tranchées types avec réfections définitives - Pelouse ou terrain privé résidentiel - Largeur 0,25 m	le mètre linéaire	100	25,00	2 500,00 €
5164	Tranchées types avec réfections définitives - Accotement berbeux - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	125	50,00 €	6 250,00 €
5202	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	10	85,00 €	850,00 €
5203	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	56	90,00 €	5 040,00 €
5204	Tranchées types sans réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	176	105,00 €	18 480,00 €
5227	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	20	55,00 €	1 100,00 €
5228	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	145	65,00 €	9 425,00 €
5229	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	25	80,00 €	2 000,00 €
5230	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	15	85,00 €	1 275,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	30	50,00 €	1 500,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	30	55,00 €	1 650,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	200	25,00 €	5 000,00 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	205	3,50 €	717,50 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	262	3,50 €	917,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	183	20,00 €	3 668,00 €
5406	Déblai	le m3	50	30,00 €	1 500,00 €
5408	Mise en oeuvre de matériaux - Béton	le m3	10	303,60 €	3 036,00 €
5412	Mise en oeuvre de matériaux - Grave ciment	le m3	20	110,40 €	2 208,00 €
5418	Mise en oeuvre de matériaux - Terre végétale	le m3	30	56,40 €	1 692,00 €
5419	Mise en oeuvre de matériaux - Engazonnement	le m²	200	4,80 €	960,00 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	150	26,40 €	3 960,00 €
5429	Talutage	le m3	100	34,80 €	3 480,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	350	15,00 €	5 250,00 €
5504	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 160	le mètre linéaire	50	25,00 €	1 250,00 €
5514	Gaine de type MSB - Ø 40	le mètre linéaire	170	40,00 €	6 800,00 €
6201	RAS sur poteau	l'unité	1	427,20 €	427,20 €

6203	RAS sur façade	l'unité	2	390,00 €	780,00 €
6210	Dépose RAS BT	l'unité	4	150,00 €	600,00 €
6301	Reprise de branchements aériens en souterrain mono ou triphasé	l'unité	30	110,00 €	3 300,00 €
6302	Reprise de branchements aérosouterrain en souterrain	l'unité	20	210,00 €	4 200,00 €
6422	Dépose-repose coffret de comptage	l'unité	4	156,00 €	624,00 €
6423	Dépose-repose tableau de comptage	l'unité	4	104,00 €	416,00 €
6424	Coffret CIBE - pour branchement monophasé 60 ou 90 A	l'unité	20	536,00 €	10 720,00 €
6425	Coffret CIBE - pour branchement triphasé 60 ou 90 A	l'unité	14	569,00 €	7 966,00 €
6426	Pose coffret CIBE	l'unité	34	383,00 €	13 022,00 €
6501	Armoire et support RMBT - 6 plages	l'unité	2	410,00 €	820,00 €
6502	Armoire et support RMBT - 9 plages	l'unité	8	480,00 €	3 840,00 €
6503	Armoire et support RMBT - 12 plages	l'unité	2	550,00 €	1 100,00 €
6505	Raccordement RMBT - branchement triphasé 35 mm² (3 phases + neutre)	l'unité	24	80,00 €	1 920,00 €
6506	Raccordement RMBT - câble 4 conducteurs de section comprise entre 50 et 150 mm²	l'unité	5	115,00 €	575,00 €
6507	Raccordement RMBT - câble 4 conducteurs de section 240 mm²	l'unité	18	160,00 €	2 880,00 €
6509	Raccordement RMBT avec protection d'un branchement - branchement triphasé	l'unité	5	85,00 €	425,00 €
6510	Module de coupure RMBT	l'unité	1	450,00 €	450,00 €
6512	Raccordement dans coffret existant - supérieures à 50 mm² et inférieures ou égales à 150 mm²	l'unité	2	130,00 €	260,00 €
7329	Départ souterrain BT	l'unité	1	122,25 €	122,25 €
7330	Dépose départ BT	l'unité	1	19,25 €	19,25 €
7412	Déconnexion – connexion câble BT	l'unité	16	48,25 €	772,00 €
8302	Conducteurs isolés BT assemblés en faisceau tendus sur poteau ou façade - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	185	14,95 €	2 765,75 €
8303	Conducteurs posés sur façade - 3 x 70 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	123	12,65 €	1 555,95 €
8401	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	745	10,35 €	7 710,75 €
8404	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	427	23,00 €	9 821,00 €
8405	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 240 mm² + 95 mm²	le mètre linéaire	271	35,65 €	9 661,15 €
8407	Déroulage câble BT - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	745	10,35 €	7 710,75 €
8410	Déroulage câble BT - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	119	24,15 €	2 873,85 €
8411	Déroulage câble BT - 3 x 240 mm² + 95 mm²	le mètre linéaire	271	35,65 €	9 661,15 €
8508	Conducteurs posé sur façade - 4 x 25 mm²	le mètre linéaire	250	8,05 €	2 012,50 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	698	1,50 €	1 047,00 €
10034	Dossier de récolement par branchement repris	l'unité	50	25,00 €	1 250,00 €
11009	Relever topographique et remise des plans en format numérique (Lamb 93)	le kilomètre	0,662	1 000,00 €	662,00 €
	Sous Détail - Basse Tension				**270 033,15 €**

	Réseaux Télécommunication				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1007	Etudes réseau de communications électroniques - par mètre linéaire de génie civil créé	le mètre linéaire	305	4,00	1 220,00 €
1008	Etudes réseau de communications électroniques - par branchement	l'unité	31	22,00	682,00 €
1028	RAT réseau communication électronique	le mètre linéaire	480,00	1,50	720,00 €
1029	RAT branchement communication électronique	l'unité	31	2,00	62,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	42	92,00	3 864,00 €
5156	Tranchées types avec réfections définitives - Pelouse ou terrain privé résidentiel - Largeur 0,25 m	le mètre linéaire	55	25,00	1 375,00 €
5227	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	150	55,00 €	8 250,00 €
5244	Sur largeur types avec réfections définitives - Pelouse ou terrain privé résidentiel - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	250	40,00 €	10 000,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	20	50,00 €	1 000,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	20	55,00 €	1 100,00 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	165	3,50 €	577,50 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	61	3,50 €	213,50 €
5408	Mise en oeuvre de matériaux - Béton	le m3	7	303,60 €	2 125,20 €
5418	Mise en oeuvre de matériaux - Terre végétale	le m3	10	56,40 €	564,00 €
5419	Mise en oeuvre de matériaux - Engazonnement	le m²	80	4,80 €	384,00 €
5420	Enrobés - trottoir épaisseur 3 cm	le m²	50	26,40 €	1 320,00 €
10001	Fourreau de communication électronique - PVC 45 mm	le mètre linéaire	2102	3,50 €	7 357,00 €
10002	Fourreau de communication électronique - PVC 60 mm	le mètre linéaire	958	4,50 €	4 302,00 €
10009	Chambre de tirage avec dispositif de fermeture de classe C 250 kN - L1T (52x38x60)	l'unité	1	272,80 €	272,80 €
10010	Chambre de tirage avec dispositif de fermeture de classe C 250 kN - L2T (118x38x60)	l'unité	2	418,00 €	836,00 €
10014	Chambre de tirage avec dispositif de fermeture de classe D 400 kN - L2C (118x38x60)	l'unité	2	829,40 €	1 658,80 €
10017	Chambre de tirage avec dispositif de fermeture de classe D 400 kN - K2C (150x75x75)	l'unité	2	1 519,10 €	3 038,20 €
10019	Regard 30 x 30	l'unité	31	150,00 €	4 650,00 €
10020	PV tampon fonte	l'unité	31	10,00 €	310,00 €
10021	PV chambre sur réseau existant	l'unité	3	250,00 €	750,00 €
10023	Percement chambre	l'unité	18	140,00 €	2 520,00 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	3058	1,50 €	4 587,00 €
10034	Dossier de récolement par branchement repris	l'unité	31	25,00 €	775,00 €
11007	Géolocalisation réseau d'éclairage souterrain	le kilomètre	1	2 400,00 €	1 716,00 €
	Sous Détail - Réseau Télécommunication				**67 030,00 €**
	Réseau Eclairage Public				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1011	Etudes éclairage public	l'unité	1	50,00	50,00 €
1013	Etudes armoire éclairage	l'unité	1	85,00	85,00 €
1031	RAT point lumineux avec photographie luminaire ou candélabre	l'unité	16	15,00	240,00 €
1032	RAT armoire d'éclairage avec photographie et schéma électrique	l'unité	1	30,00	30,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

1034	Forfait Certificat contrôle éclairage public	forfait	1	250,00	250,00 €
1035	Plus value contrôle par point lumineux ou armoire	l'unité	16	6,00	96,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5101	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,25 m	le mètre linéaire	11	72,00	792,00 €
5227	Tranchées types sans réfections définitives - Trottoir revêtu - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	175	55,00 €	9 625,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	20	50,00 €	1 000,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	20	55,00 €	1 100,00 €
5408	Mise en œuvre de matériaux - Béton	le m3	10	303,60 €	3 036,00 €
5418	Mise en œuvre de matériaux - Terre végétale	le m3	50	56,40 €	2 820,00 €
5419	Mise en œuvre de matériaux - Engazonnement	le m²	150	4,80 €	720,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	630	15,00 €	9 450,00 €
8601	Câble de terre	le mètre linéaire	630	3,45 €	2 173,50 €
8602	Déroulage câble de terre	le mètre linéaire	630	3,45 €	2 173,50 €
8717	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	le mètre linéaire	630	9,20 €	5 796,00 €
8729	Déroulage câble EP U 1000 R 2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	le mètre linéaire	630	10,35 €	6 520,50 €
9102	Armoire éclairage public polyester	l'unité	1	800,00 €	800,00 €
9105	Tableau de commande à deux départs	l'unité	2	500,00 €	1 000,00 €
9106	PV synchronisation	l'unité	1	130,00 €	130,00 €
9112	Disjoncteur différentiel 300 mA	l'unité	2	210,00 €	420,00 €
9113	Coffret pour les illuminations temporaires	l'unité	8	220,00 €	1 760,00 €
9118	Interrupteur différentiel 300 mA	l'unité	1	275,00 €	275,00 €
9120	RAS EP	l'unité	1	85,00 €	85,00 €
9126	Coffret de protection différentielle - sur poteau	l'unité	1	240,00 €	240,00 €
9212	Pose luminaire	l'unité	10	50,00 €	500,00 €
9213	Coffret de protection	l'unité	21	40,00 €	840,00 €
9216	PV console	l'unité	5	120,00 €	600,00 €
9304	Ensemble PHILIPS 7m froise / CitySoul saBle 0.75m ou similaire	l'unité	6	1 929,00 €	11 574,00 €
9326	Mât en acier thermolaqué 5,00 m	l'unité	6	582,00 €	3 492,00 €
9328	Mât en acier thermolaqué 7,00 m	l'unité	10	724,00 €	7 240,00 €
9349	Massif en béton	le m3	2,422	273,00 €	661,21 €
9351	Pose mât	l'unité	16	60,00 €	960,00 €
9352	Pose crosse	l'unité	11	120,00 €	1 320,00 €
9402	Dérivation EP	l'unité	1	172,00 €	172,00 €
9405	Dépose-repose foyer d'éclairage public, avec fourniture du câble de branchement et du coffret avec fusible	l'unité	5	80,00 €	400,00 €
9406	Dépose foyer d'éclairage public	l'unité	17	40,00 €	680,00 €
9409	Pose horloge astronomique	l'unité	1	61,00 €	61,00 €
9412	Relevé installation d'éclairage par mètre de réseau d'éclairage	le mètre linéaire	630	2,00 €	1 260,00 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	630	1,50 €	945,00 €
11007	Géolocalisation réseau d'éclairage souterrain	le kilomètre	0,63	2 400,00 €	1 512,00 €
	Sous total - Réseau Eclairage Public				**83 684,71 €**

TOTAL HT PRESTATIONS A LA SERIE DE PRIX PROPOSEE PAR L'ENTREPRENEUR:	Rue de Poperinghe - STEENVOORDE		
SOUS TOTAL - Réseau Basse Tension			270 033,15 €
SOUS TOTAL - Réseau Télécommunication			67 030,00 €
SOUS TOTAL - Réseau Eclairage Public			83 684,71 €

Montant Total - Hors Taxe en euros			420 747,86 €
Montant TVA 20%			84 149,57 €
Montant TTC en euros			504 897,43 €

Cachet de l'entreprise et Date : 27/05/2025	27/05/2025
Maxime KLING Conducteur de Travaux	

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le directeur
RAMERY Réseaux
1 Rue du Grand Logis
59840 Lompret

2022/03/LT02/BC/ 666

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT02 « CENTRE DU TERRITOIRE »*
Bon de commande d'étude ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser l'étude des travaux, ci-après désignés :

STEENVOORDE – Rue Saint-Exupéry et rue de Poperinghe
Travaux d'Art.8 et rénovation de l'éclairage public

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
Ramery Réseaux ..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Maxime KLING

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 07/04/2025
A : Lompret
Signature :

Ramery
Agence Ramery Cambrésis

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 01/04/2025 à 11:53:37 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE ETUDE

OPERATION : Chantier ART 8, STEENVOORDE – Rue Saint-Exupéry et rue de Poperinghe

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte
PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 02 :

Travaux d'Art.8 et rénovation de l'éclairage public

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 02/ 666**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : RAMERY

Agence Lille Métropole – Hainaut
1 bis, rue du Grand Logis
59840 Lompret

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer l'étude (ART R323.25) le 07/04/2025 de façon à ce qu'elle soit achevée dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : RAMERY RESEAUX *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Maxime KLING

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 07/04/2025

A : Lompret

Signature :

Ramery
Agence Hainaut Cambrésis
ZI du Bas Pré CS 90134 59590 Raismes
Tél. 03 27 21 59 00 Fax 03 27 21 69 09
SAS au capital de 2 000 000 € RCS - B 421 694 418
APE 4312A TVA FR 09 421 694 418

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 01/04/2025 à 11:52:23 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le directeur
RAMERY Réseaux
1 Rue du Grand Logis
59840 Lompret

2022/03/LT02/BC/ 666

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT02 « CENTRE DU TERRITOIRE »*
Bon de commande travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

STEENVOORDE – Rue Saint-Exupéry et rue de Poperinghe
Travaux d'Art.8 et rénovation de l'éclairage public

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le planning sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
RAMERY RESEAUX *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.Maxime KLING .....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 03/06/2025
A : Lompret
Signature :

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ Le 02/06/2025 à 19:11:54 CEST TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX

OPERATION : Chantier ART 8, STEENVOORDE – Rue Saint Exupéry, Rue de Poperinghe

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte
PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 02 :

Travaux d'Art.8 et rénovation de l'éclairage public

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 02/ 666**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : RAMERY

Agence Lille Métropole – Hainaut
1 bis, rue du Grand Logis
59840 Lompret

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer les travaux le 16 juin de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : Ramery Réseaux *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Maxime KLING

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 03/06/2025

A : Lompret

Signature :

RAMERY Agence Hainaut Cambrésis

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ Le 02/06/2025 à 19:11:53 CEST TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20250219-ART8_2025_STEEN-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune STEENVOORDE
Travaux d'enfouissement des réseaux
réalisés à STEENVOORDE, Rue de Poperinghe et rue Saint-Exupéry

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par la délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28/11/2025.

Et
La Commune de **STEENVOORDE**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par la délibération du Conseil municipal en date du 03/03/2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule
La Commune de **STEENVOORDE** souhaite des travaux d'enfouissement et d'effacement des réseaux électriques basse tension, télécom numérique et éclairage public **rue de Poperinghe et rue Saint-Exupéry.**

Dans le cadre de l'exercice de la compétence AODE électricité, il est précisé que ce chantier entre dans les critères des travaux définis à l'Article 8 du traité de concession. Ce chantier comporte de la résorption de fils nus.

En vertu des statuts du TE Flandre et de la délibération du 28/09/2020 et du 27/09/2018 :
- Les services du TE Flandre assurent la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- Le TE Flandre prend à sa charge les frais d'études, le SPS et le contrôle technique d'ouvrage (CTO),
- La participation communale concernant la part basse tension est fixée à 30 % du montant HT car le chantier comporte plus de 70% de fils nus,
- La participation communale concernant les travaux des réseaux télécom est fixée à 100% du montant HT,
- La participation communale concernant les travaux éclairage public est fixée à 100% du HT,

Article 1 : Objet
La Commune de **STEENVOORDE** est redevable au TE Flandre des sommes prévisionnelles suivantes :

	Coût total prévisionnel des Travaux (en € HT)	*Coût total prévisionnel des Travaux (en € TTC)*	*Part à charge prévisionnelle de la commune 30% **SUR LA BASSE TENSION** (en € HT)*
Réseau de distribution publique d'électricité	372 900 €	447 480 €	111 870 €
Réseau télécom numérique	133 000 €	159 600 €	133 000 €
Réseau et matériel éclairage public	70 000 €	84 000 €	70 000 €
TOTAL	575 900 €	691 080 €	314 870 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre les études et la réalisation fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).
La Commune a demandé à régler cette somme par **fiscalisation**.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20250219-ART8_2025_STEEN-CC

Article 2 : Modalités de mise en œuvre
Les sommes seront fiscalisées, avec étalement, selon le tableau ci-après :

Année	Sommes dues
2025	62 974 €
2026	62 974 €
2027	62 974 €
2028	62 974 €
2029	62 974 €

Article 3 : Amortissement
Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier (EP et télécom) sur une durée de 15 ans. ENEDIS procédera à l'amortissement des travaux basse tension.

Article 4 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait le TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 5 : Litiges
Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 19/02/2025,

Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du TE Flandre,

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Maire de STEENVOORDE,

MAIRIE DE STEENVOORDE
59114

Le Maire,
Jean-Pierre BATAILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

SATELEC N°195 758 458 192 IRVE 3780,25

MR 202312546 BC 843

Engag°. Recette N° 105-107-108

SATELEC

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 05/05/2025

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking Rue du Vieux-Moulin – Hameau de Fauquissart, 62840 Laventie

Référence: 2025-044

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3132	Complément au forfait pour des travaux dans un rayon de 4 à 15m autour du dispositif	Ens.	1	1 663.00	1 681.29	1 681.29
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					6 483.54
	TVA (20%)					1 296.71
	MONTANT TOTAL T.T.C.					7 780.25

SATELEC

territoire d'énergie FLANDRE

06 MAI 2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/843

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking rue du Vieux Moulin – Hameau de FAUQUISSART
62840 LAVENTIE

Selon devis n° **2025-044 ind A** du **05/05/2025** pour un montant de **6 483,54 € HT** soit **7 780,25 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

le 06/05/2025

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 07/05/2025
A : HENIN-BEAUMONT

Signature :

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une IRVE pour le compte de la CCFL G2 Mobility sur le parking situé rue du Vieux Moulin – Hameau de Fauquissart 62840 LAVENTIE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/843

Selon devis :

- N°2025-044 ind A du 05/05/2025 pour un montant de 6 483,54 €HT soit 7 780,25 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 12/05/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, 06 MAI 2025

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

SATELEC N° 196 758 458192 IRVE 27678,55

MR 62312546 BC 852

Engag° Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

- Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking du complexe sportif – 199 avenue Henri Puchois 62840 LAVENTIE**

Référence: **2025-055**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130, S3136	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/852

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking du Complexe sportif – 199, Avenue Henri Puchois
62840 LAVENTIE

Selon devis n° **2025-055 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking situé au complexe Sportif – 199, Avenue Henri Puchois 62840 LAVENTIE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/852

Selon devis :

- N°2025-055 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° 2ème

SATELEC N°197 758 458 192 IRVE 6004,73

MR202312546 BC 853

Engag° Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon, le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de l'Eglise – Rue de l'Eglise 62840 Sailly-Sur-La-Lys**

Référence: **2025-072**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Crenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/853

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de l'Eglise – rue de l'Eglise
62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Selon devis n° **2025-072 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle G2 Mobility sur le parking situé rue de l'Eglise – 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/853

Selon devis :

- N°2025-072 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 5 003,94 €HT soit 6 004,73 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleemewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dépse

SATELEC N° 199 758 458192 IRVE 6004,73

MR202312546 BC854

Engag° Recette N°105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la Place Dolto – Rue de la Lys 62840 Sailly-Sur-La-Lys**

Référence: **2025-071**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/854

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Place Dolto – Rue de la Lys
62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Selon devis n° **2025-071 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle G2 Mobility sur le parking Place Dolto, situé rue de la Lys – 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/854

Selon devis :

- N°2025-071 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 5 003,94 €HT soit 6 004,73 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépôt
SATELEC RJ°200 758 458192 IRVE 6004,73

MR 82312546 BC 855

Engagé Recette RJ° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon, le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la Briqueterie – Promenade Saint-Maur 62840 Sailly-Sur-La-Lys**

Référence: **2025-070**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/855

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Briqueterie – Promenade Saint-Maur
62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Selon devis n° **2025-070 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle G2 Mobility sur le parking de la Briqueterie, situé Promenade Saint-Maur – 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/855

Selon devis :

- N°2025-070 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 5 003,94 €HT soit 6 004,73 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Déjà SA
SATELEC N°201 758 458192 IRVE 6004,73

MR202312546 BC856

Engagé Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon ; le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking du siège de la CCFL,500 Rue de La Lys 59253 La Gorgue**

Référence: **2025-058**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/856

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking du siège de la CCFL – 500, rue de la Lys
59253 LA GORGUE

Selon devis n° **2025-058 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle G2 Mobility sur le parking du siège de la CCFL, situé au 500 rue de la Lys – 59253 LA GORGUE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/856

Selon devis :

- N°2025-058 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 5 003,94 €HT soit 6 004,73 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Claenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag. Dép 5e

SATELEC N°202 758 458192 SIRVE 6004,73

MR 82312546 BC 858

Engag. Recette N°105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025.

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking de la Mairie – Place de la Libération 59660 Merville

Référence: 2025-067

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Revisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président,
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/858

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Mairie – Place de la Libération
59660 MERVILLE

Selon devis n° **2025-067 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle G2 Mobility sur le parking de la Mairie – Place de la Libération – 59660 MERVILLE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/858

Selon devis :

- N°2025-067 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 5 003,94 €HT soit 6 004,73 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépse

SATELEC N°203 758 458192 IRVE 27678,55

HR 202312546 BC 859

Engagé Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon, le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking au dos du Centre Social Stéphane Hessel – Rue Abbé Warein 59660 Merville**

Référence: **2025-069**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/859

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de l'Abbé WAREIN
59660 MERVILLE

Selon devis n° **2025-069 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
SAS au capital de 500 000 €
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT
Siret 073 201 040 00303 - APE 4321A
Tél. : 03 21 13 88 00 / Fax 03 21 13 88 19

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking rue Abbé Warein – 59660 MERVILLE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/859

Selon devis :

- N°2025-069 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt Dépse

SATELEC N° 204 758 458192 IRVE 27 678,55

MR202312546 BC 860

Engagt Recette N°105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon, le 16 juin 2025

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking de l'Ecole Bezegher – Rue d'Aire 59660 Merville

Référence: 2025-068

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés.	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC.	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES.					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/860

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de l'Ecole BEZEGHER – Rue d'Aire
59660 MERVILLE

Selon devis n° **2025-068 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking de l'Ecole Bezegher – Rue d'Aire – 59660 MERVILLE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/860

Selon devis :

- N°2025-068 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dép 2

SATELEC N° 205 758 458192 IRVE 27678,55

NR 823 12546 DC 861

Engagé Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la Salle Polyvalente de la Fosse – Place de La Fosse 62136 LESTREM**

Référence: **2025-064**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Revisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleemewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/861

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Salle Polyvalente – Place de la Fosse
62136 LESTREM

Selon devis n° **2025-064 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking Salle Polyvalente – Place de la Fosse – 62136 LESTREM

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/861

Selon devis :

- N°2025-064 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

SATELEC N° 206 758 458192 IRVE 27678,55

MR 62312546 BC 862

Engag°-Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

« Viry-Châtillon », le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking Place de Paradis, Rue Delflie 62136 LESTREM**

Référence: **2025-063**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président,
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/862

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking Place de Paradis – rue Delflie
62136 LESTREM

Selon devis n° **2025-063 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 17/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking Place de Paradis – rue Delflie – 62136 LESTREM

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/862

Selon devis :

- N°2025-063 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé

SATELEC N°209 758 458102 ERVE 27678,55
MR202312546 SC 863

Engagé - Recette N°105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking Rue du 8 Mai, 59253 La Gorgue**

Référence: **2025-060**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/863

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking rue du 8 mai
59253 LA GORGUE

Selon devis n° **2025-060 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking rue du 8 mai – 59253 LA GORGUE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/863

Selon devis :

- N°2025-060 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag. Dép SE

SATELEC N° 208 758 458192 SRVE 27678,55

NR 202312546 BC 864

Engag. Recette N° 105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking Place Augustin Vandaele, 59660 Haverskerque**

Référence: **2025-057**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/864

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking rue Augustin VANDAELE
59660 HAVERSKERQUE

Selon devis n° **2025-057 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☑ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking Place Augustin VANDAELE – 59660 HAVERSKERQUE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/864

Selon devis :

- N°2025-057 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Def°

SATELEC N°209 758 458192 IRVE 27678,55

HR 62312546 DC 865

Engag° Recette N°105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur.DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la salle multisport Richard Saputa – 10 Rue du Quesne, 62840.Fleurbaix**

Référence: **2025-056**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126.	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130.	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC

17 JUIN 2025

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/865

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Salle multi sports – 10, rue du Quesne
62840 FLEURBAIX

Selon devis n° **2025-056 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION France Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-PREMIUM (22/25kW) sur le parking de la Salle Multi Sport – 10, rue du Quesne – 62840 FLEURBAIX

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/865

Selon devis :

- N°2025-056 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dép

SATELEC N° 210 758 458192 IRVE 21647,13

MR2023125 46 BC 866

Engagé Recette N° 105-107-108

SATELEC FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon, le 16 juin 2025

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Aire de Covoiturage, 119 rue de Béthune 59253 La Gorgue

Référence: 2025-059

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
S2153	fourniture d'une borne 3 à 22 kW en espace public en version 1 point de charge "E-SMART"	U	1	2 400.00	2 426.40	2 426.40
S2154	fourniture d'une borne 3 à 22 kW en espace public en version 2 points de charge "E-SMART"	U	1	3 850.00	3 892.35	3 892.35
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	2	3 400.00	3 437.40	6 874.80
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	2	66.50	67.23	134.46
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	2	133.00	134.46	268.93
S3132	Complément au forfait pour des travaux dans un rayon de 4 à 15m autour du dispositif	Ens.	1	1 663.00	1 681.29	1 681.29
S3202	Fourniture et pose des armoires électriques intermédiaires	Ens.	1	1 381.00	1 396.19	1 396.19
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					18 039.27
	TVA (20%)					3 607.85
	MONTANT TOTAL T.T.C.					21 647.13

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

17 JUIN 2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/866

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Aire de Covoiturage – 119 rue de Béthune
59253 LA GORGUE

Selon devis n° **2025-059 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **18 039,27 € HT** soit **21 647,13 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 18/06/2025
A : HENIN-BEAUMONT

SATELEC
REGION Flandre Nord
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation de deux bornes IRVE pour le compte de la CCFL, modèle E-SMART (simple et double point de charge 11kW) sur l'Aire de covoiturage – 119 rue de Béthune - 59253 LA GORGUE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/866

Selon devis :

- N°2025-059 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 18 039,27 €HT soit 21 647,13 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 17/06/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépôt

SATELEC N°211 758 458192 IRVE 103[illegible]

MR202312546 BC 871

Engagé Recette N°105-107108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 Juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking de la base Eolys – Rue de l'épinette 62136 LESTREM**

Référence: **2025-062**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	2	3 400.00	3 437.40	6 874.80
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	2	66.50	67.23	134.46
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	2	133.00	134.46	268.93
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					8 643.04
	TVA (20%)					1 728.61
	MONTANT TOTAL T.T.C.					10 371.65

SATELEC
[illegible]

le 07/07/2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/871

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la base EOLYS
62136 LESTREM

Selon devis n° **2025-062 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **8 643,04 € HT** soit **10 371,65 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 07/07/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 11/07/2025
A : Viry-Chatillon

SATELEC
91170 VIRY-CHATILLON CEDEX

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle 2 TOTAL-G2 (22/25kW) sur le parking de la base Eolys – rue de l'Epinette – 62136 LESTREM

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/871

Selon devis :

- N°2025-064 ind A du 16/06/2025 pour un montant de 8 643,04 €HT soit 10 371,65 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 21/07/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 07/07/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépense

SATELEC N° 212 758 458192 IRVE 6004,73

MR 62312546 BC 872

Engagé Recette N°105-107-108

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking du campus Aéronautique – Rue de l'aérodrome 59660 Merville**

Référence: **2025-065**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC
SAS au Capital de 4 500 000 Euros
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
RCS EVRY 971 201 546 (2004)
TVA (FR) 69 56 56 56 00 - Tél 01 69 56 56 00

le 01/07/2025

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/872

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking du Campus Aéronautique – Rue de l'Aérodrome
59660 MERVILLE

Selon devis n° **2025-065 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73€ TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

A Hazebrouck, le 07/07/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 11/07/2025
A : Viry-Chatillon

SATELEC
S.A.S. au Capital de 4 500 000 Euros
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 922 301 346 00043
Tél. 01 69 56 56 56 - Fax 01 69 56 56 00

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle TOTAL G2 sur le parking du Campus Aéronautique – Rue de l'aérodrome 59660 MERVILLE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/872

Selon devis :

- N° **2025-065 ind A** du **16/06/2025** pour un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73€ TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 30/06/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

A Hazebrouck, le 07/07/2025

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dépse
n°217 512 4581113 EP INVEST 83546,40
GRPMT CITEOS FLASH STPS
Engag° Recette 10°99

CITEOS M 2022-03-LT03 BC 789

Z.I. de l'Inquétrie - 5, Rue Louis Lumière
62280 Saint-Martin-Boulogne
Tél. : 03.91.90.02.80
Fax : 03.21.31.84.99

Centre de travaux
Boulevard du Valigot
62630 Etaples-sur-Mer

territoire d'énergie FLANDRE

Devis n° 88588 - Indice C
Commune de ESTAIRES
- RUE DU PRESIDENT KENNEDY
- PLACE FOCH
- RUE DE MERVILLE
- RUE JULES FERRY
- RUE DE LA PAIX
TRAVAUX DE REALIMENTATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUITE ART 8
SIRET : 52893262700045

Siège de TE Flandre en Mairie d'HAZEBROUCK
BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK

N°	Libellé	Unité	Quantité	Prix de vente	
				Unitaire	Total
	ECLAIRAGE PUBLIC				
CHAPITRE 1 – RAT					
1030	RAT réseau d'éclairage public	le mètre linéaire	600,00	4,00	2 400,00 €
CHAPITRE 5 - TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES					
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	6,00	90,00	540,00 €
5147	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	170,00	59,00	10 030,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	600,00	21,00	12 600,00 €
CHAPITRE 8 - CONDUCTEURS					
6202	RAS supplémentaire sur poteau	l'unité	4,00	224,00	896,00 €
6204	RAS supplémentaire sur façade	l'unité	18,00	224,00	4 032,00 €
8505	Conducteurs posé sur façade - 2 x 16 mm²	le mètre linéaire	890,00	8,00	7 120,00 €
HB	Moins value PRC 2x16mm² intégré dans le câble aérien ENEDIS	le mètre linéaire	890,00	-4,00	-3 560,00 €
8601	Câble de terre	le mètre linéaire	600,00	6,00	3 600,00 €
8714	Câble EP U 1000 RZV (cuivre) - 3 x 16 mm²	le mètre linéaire	600,00	8,00	4 800,00 €
9329	Mât en acier thermolaqué 8,00 m	l'unité	6,00	1 022,00	6 132,00 €
9347	PV crosse acier thermolaqué	l'unité	6,00	278,00	1 668,00 €
9349	Massif en béton	le m3	3,00	933,00	2 799,00 €
9126	Coffret de protection différentielle - sur poteau	l'unité	2,00	866,00	1 732,00 €
9406	Dépose foyer d'éclairage public	l'unité	31,00	134,00	4 154,00 €
9212	Pose luminaire	l'unité	28,00	14,00	392,00 €
9347	PV crosse acier thermolaqué	l'unité	19,00	278,00	5 282,00 €
9118	Interrupteur différentiel 300 mA	l'unité	2,00	299,00	598,00 €
9123	Dépose-repose coffret d'éclairage public	l'unité	1,00	27,00	27,00 €
9417	Reprise luminaire	l'unité	20,00	219,00	4 380,00 €
				SOUS TOTAL ECLAIRAGE PUBLIC	**69 622,00 €**

MONTANT TOTAL HORS TAXES (EUR)	**69 622,00 €**
T.V.A. (20 %)	**13 924,40 €**
MONTANT TOTAL T.T.C. (EUR)	**83 546,40 €**

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 30/06/2025 à 14:20:34 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2022/03/LT03/BC/ 789

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT03 « SUD DU TERRITOIRE »*
Bon de commande Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

ESTAIRES – Rue Kennedy, rue Jules Ferry et rue de Merville et Place Foch
TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le planning sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
CITEOS/STEES.... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Nicolas GARBET

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☒ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 12/6/25
A : St Andre N Boulogne
Signature :

CITEOS
Z.I. de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél. : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:59:00 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX

OPERATION : Travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public, ESTAIRES – Rue Kennedy, rue Jules Ferry et rue de Merville et Place Foch

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte

PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 03 :

TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 03/ 789**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : CITEOS

CITEOS
ZI de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer les travaux de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : CITEOS - STPS - *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas GARBEZ

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☒ *OUI* ☐ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 12/6/25

A : St Martin Boulogne

Signature :

CITEOS
ZI de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 12/06/2025 à 06:59:01 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' Dép°

SATELEC N°220 758 2315 (2158) IRVE 23065,46 HT 27678,55 TTC

HR2023 12546 BC 844

Engag' Recette N°114

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 19 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Place du Village - 91 rue de La Bistade 59630 SAINT-PIERRE-BROUCK**

Référence: **2025-073**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (-20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
SAS au Capital de 4 500 000 €
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 971 201 546 RCS EVRY
TEL 01 69 56 56 56 - Fax 01 69 56 56 00

le 08/07/2025
Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/844

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Place du Village – 91, rue de la Bistade
59630 SAINT-PIERRE-BROUCK

Selon devis n° **2025-073 ind A** du **19/06/2025** pour un montant de **23 065,46 € HT** soit **27 678,55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
le 08/04/2025
territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 11/07/2025
A : Viry-Chatillon

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-Premium à 2 PDC 22/25 kW située Place du Village – 91, rue de la Bistade – 59630 SAINT-PIERRE-BROUCK

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/844

Selon devis :

- N°2025-073 ind A du 19/06/2025 pour un montant de 23 065,46 €HT soit 27 678,55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 21/07/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, le 08/07/2025

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépôt

SATELEC N° 222 758 2315 (2158) : IRVE 23500,70 HT 28200,83 TTC

Fiscalisation

MR 202312546 BC B68

SATELEC

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 26/09/2025

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking de l'Hôtel de Ville - Rue André Biebuyck 59190 HAZEBROUCK

Référence: 2025-079

Indice: B

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S5003	Coût d'une journée de main d'oeuvre déplacement compris "Dépose d'une borne"	U	1	630.00	636.93	636.93
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 500.70
	TVA (20%)					4 700.14
	MONTANT TOTAL T.T.C.					28 200.83

SATELEC

Territoire d'énergie
FLANDRE le 02/10/2025
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ANNULE ET REMPLACE 202312546M/BC/868

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking d'Hôtel de Ville – Rue André BIEBUYCK
59190 HAZEBROUCK

Selon devis n° **2025-079 ind B** du **26/09/2025** pour un montant de **23 500,70 € HT** soit **28 200.83 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
le 02/10/2025
territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : .....
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : .....
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°2

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-PREMIUM à 2PDC 22 kW sur le parking de l'Hôtel de Ville situé rue André BIEBUYCK – 59190 HAZEBROUCK

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/868

Selon devis :

- N° **2025-079 ind B** du **26/09/2025** pour un montant de **23 500,70 € HT** soit **28 200,83 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 06/10/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, le 02/10/2025

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de HAZEBROUCK
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

FLANDRE

convention n°2025/125

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 16 septembre 2025.*

Et

*La **Commune de Hazebrouck,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 21 mai 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 16 septembre 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE, modèle E-Prémium, à 2 points de charge 22/25kW sur la commune de **Hazebrouck, Parking situé Rue André Biebuyck**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°16092025/D19 du 16 septembre 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 5 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Hazebrouck** souhaite que cette participation soit fiscalisée sur l'année 2026.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 18/09/2025.

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Hazebrouck,

MAIRIE D'HAZEBROUCK 59 (NORD)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' Dépt

SATELEC N° 223 758 2315 (2158) TRVE 7430,34 HT 8916,41 TTC

MR 202312546 DC 869

Fiscalisation

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 07/07/25

Objet: Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Contact Monsieur DE ROSSO Nicolas

Adresse Parking situé Rue de la Sous-Préfecture 59190 HAZEBROUCK

Référence: 2025-080

Indice: A

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2153	fourniture d'une borne 3 à 22 kW en espace public en version 1 point de charge "E-SMART"	U	1	2 400.00	2 426.40	2 426.40
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					7 430.34
	TVA (20%)					1 486.07
	MONTANT TOTAL T.T.C.					8 916.41

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

le 08/09/2025

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/869

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Rue de la Sous-Préfecture
59190 HAZEBROUCK

Selon devis n° **2025-080 ind A** du **07/07/2025** pour un montant de **7 430,34 € HT** soit **8 916,41 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
le 08/07/2025

territoire d'énergie
FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 11/07/2025
A : Viry-Chatillon

Signature :

SATELEC
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-Smart simple à 1PDC 11 kW situé Rue de la Sous-Préfecture – 59190 HAZEBROUCK

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/869

Selon devis :

- N°2025-080 ind A du 07/07/2025 pour un montant de 7 430,34 €HT soit 8 916,41 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 21/07/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, le 08/09/2025

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de HAZEBROUCK
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 16 septembre 2025.*

Et

*La **Commune de Hazebrouck,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 21 mai 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 16 septembre 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE, modèle E-Smart, à 1 point de charge lent de 11 kW sur la commune de **Hazebrouck, Parking situé Rue de la Sous-Préfecture**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°16092025/D19 du 16 septembre 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 2 000€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Hazebrouck** souhaite que cette participation soit fiscalisée sur l'année 2026.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 18/09/2025.

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Hazebrouck,

MAIRIE D'HAZEBROUCK NORD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépôt

SATELEC N° 230 758 4581108 ERVE 184[illegible]

TR 202312546 BC 814

Engagé Recette N°85

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 16/07/25

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **CACF - STRAZEELE / Parking de la gare - 18 Rue Jacques Dambrine**

Référence: **2025-082**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1001	Etude d'optimisation d'implantation des dispositifs de charge	U	1	450.00	454.95	454.95
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2153	fourniture d'une borne 3 à 22 kW en espace public en version 1 point de charge "E-SMART"	U	2	2 400.00	2 426.40	4 852.80
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	2	3 400.00	3 437.40	6 874.80
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	2	66.50	67.23	134.46
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	2	133.00	134.46	268.93
S3202	Fourniture et pose des armoires électriques intermédiaires	Ens.	1	1 381.00	1 396.19	1 396.19
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					15 346.98
	TVA (20%)					3 069.40
	MONTANT TOTAL T.T.C.					18 416.38

SATELEC
[illegible]

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 17/07/2025 à 14:58:57 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/814

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la Gare – 18, rue Jacques Dambrine
59270 STRAZEELE

Selon devis n° **2025-082 ind A** du **16/07/2025** pour un montant de **15 346,98 € HT** soit **18 416,38 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre, signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : ……
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : ……
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☐ NON ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : ……
A : ……

Signature :

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 17/07/2025 à 14:58:56 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle 2 E-Smart à 2PDC 22 kW sur le parking de la Gare 18, rue Jacques Dambrine – 59270 STRAZEELE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/814

Selon devis :

- N°2025-082 ind A du 16/07/2025 pour un montant de 15 346,98 €HT soit 18 416,38 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 31/07/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, *par signature électronique*

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 17/07/2025 à 14:58:57 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag: Dép

SATELEC FU°231 758 2315 (2158) IRVE [illegible]

MR202312546 DC 819

Engag: Recette N° 117

SATELEC
FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Hénin-Beaumont , le 28/04/2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Parking du nouveau cimetière – 60 Contour de l'Eglise 59285 RUBROUCK**

Référence: **2025-037**

Indice: **A**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S2100 Fourniture de bornes de charge publique					
S2135	Fourniture d'une borne AC/DC 22/25 kW en espace public "E-PREMIUM"	U	1	17 570.00	17 763.27	17 763.27
S2141	Complément aux prix S 2131 à 2135 pour l'intégration du coffret CIBE à la borne	U	1	295.00	298.25	298.25
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
S3136	Pose d'une borne 22/25 AC/DC	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					23 065.46
	TVA (20%)					4 613.09
	MONTANT TOTAL T.T.C.					27 678.55

SATELEC
[illegible]
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
[illegible]

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 29/04/2025 à 15:58:57 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/819

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking du Nouveau Cimetière, 60, Contour de l'Eglise
59285 RUBROUCK

Selon devis n° **2025-037 ind A** du **28/04/2025** pour un montant de **23 065.46 € HT** soit **27 678.55 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
le 28/05/2025
territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Nicolas DE ROSSO
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(SI oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 29/05/2025
A : VIRY-CHATILLON

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°1

OPERATION : Implantation d'une IRVE de modèle E-Premium à 2PDC 22-25 kW sur le parking du nouveau cimetière situé au 60 Contour de l'Eglise – 59285 RUBROUCK

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/819

Selon devis :

- N°2025-037 ind A du 28/04/2025 pour un montant de 23 065.46 €HT soit 27 678.55 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 12/05/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, *par signature électronique*

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 29/04/2025 à 15:58:58 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS N°246 758 2315 (2158) IRVE 576,00 Engag. Dép. 691,20 TTC

ENEDIS

BC 809

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais

TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Téléphone :	09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé)
	du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00
Adresse mél :	npdc-are@enedis.fr
N° affaire Enedis :	21544204
N° PDL :	50011358952143
Objet :	Offre de raccordement

DOUAI, le 22/05/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez demandé d'établir une offre de raccordement au réseau d'électricité concernant votre projet dont vous nous avez indiqué l'adresse au :

59190 CAESTRE

Les informations supplémentaires collectées nous ont permis de déterminer que votre projet était situé :

4 BEGUINAGE DES TROIS VIERGES

59190 CAESTRE

J'ai le plaisir de vous adresser cette offre de raccordement n° 2154420401, d'un montant de 691,20 € TTC.

Cette offre comprend le descriptif de la solution technique retenue et son chiffrage au taux de TVA en vigueur. Elle est valable trois mois.

À compter de la date de réception de votre offre signée , votre raccordement pourra être réalisé sous 12 semaines après réception des autorisations administratives, sous réserve de la réalisation des travaux à votre charge.

La signature de l'offre de raccordement et le paiement de l'acompte sont à réaliser sur le Portail Raccordement : https://connect-racco.enedis.fr

L'Accueil Raccordement Électricité sera votre interlocuteur tout au long de votre projet, il se tient à votre disposition pour toute information complémentaire au 09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations

Christophe BOUTRY

Votre Conseiller Clientèle Distributeur

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Offre de Raccordement électrique[1] n°2154420401 du 22/05/2025 valable jusqu'au 22/08/2025

Destinataire de l'offre :
TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
Adresse du destinataire de l'offre :
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Demandeur : TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE

Adresse des travaux de raccordement :
4 BEGUINAGE DES TROIS VIERGES
59190 CAESTRE

Adresse du projet saisie par le client :

59190 CAESTRE

N°PDL : 50011358952143

Dans la suite de l'Offre de Raccordement, l'Opération désigne le projet de raccordement du Demandeur.

[1] Pour une Installation de Consommation d'électricité

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Table des matières

1. Objet de l'Offre de Raccordement 4
2. Caractéristiques de votre demande 4
2.1. Puissance de Raccordement 4
3. Description de la solution technique de raccordement 4
3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT 4
3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA 4
3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage 5
4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement 5
4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis 5
4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge 5
5. Contribution au coût du raccordement 5
5.1. Dispositions générales 5
5.2. Montant de votre contribution 6
5.3. Montant de l'acompte 6
5.4. Clause de révision de prix 6
6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement 6
7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux 7
8. Modalités de règlement 7
9. Information du Demandeur 7
10. Accord 8
11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement 9

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

1. Objet de l'Offre de Raccordement

Vous avez sollicité Enedis pour le raccordement au Réseau Public de Distribution Basse Tension (BT) d'une Installation de Consommation d'électricité.

Les présentes Conditions Particulières décrivent la prestation de raccordement qu'Enedis s'engage à exécuter dans les conditions décrites aux Conditions Générales (Enedis-MOP-RAC_001E).

Les présentes Conditions Particulières précisent les travaux nécessaires au raccordement de l'Installation et leur répartition, la contribution au coût du raccordement à votre charge, les délais de réalisation prévisionnels et les caractéristiques auxquelles l'Installation doit satisfaire pour être raccordée au Réseau Public de Distribution BT.

Vous reconnaissez avoir pris connaissance des Conditions Générales Version en cours de validité de l'Offre de Raccordement d'une Installation de Consommation de puissance inférieure à 36 kVA au Réseau Public de Distribution Basse Tension. Celles-ci sont disponibles sur le site internet www.enedis.fr dans la rubrique « Documentation Technique de Référence ».

Enedis vous rappelle que les dispositions de la **procédure** de traitement des demandes de raccordement d'une Installation individuelle de consommation ou de consommation et de production simultanée en BT de puissance inférieure ou égale à 36 kVA au Réseau Public de Distribution concédé à Enedis (Enedis-PRO-RAC_21E), le **barème de raccordement** et le **Catalogue des Prestations**, publiés sur le site internet www.enedis.fr à la date des présentes Conditions Particulières, **sont applicables à cette Offre de Raccordement**.

2. Caractéristiques de votre demande

La demande de raccordement au RPD de votre Opération située à l'adresse des travaux ci-dessus a été reçue le . Votre demande, permettant l'élaboration de la présente Offre de Raccordement, a été déclarée complète.

Votre demande de raccordement figure en annexe 1 de la présente Offre de Raccordement.

2.1. Puissance de Raccordement

Le raccordement, au RPD, de votre Opération, est dimensionné pour une Puissance de Raccordement de 36 kVA Triphasé.

La puissance que vous souscrirez auprès de votre fournisseur ne pourra pas être supérieure à cette puissance de raccordement.

Si à l'avenir, les besoins de votre installation dépassaient cette Puissance de Raccordement, les éventuels travaux à réaliser sur les ouvrages constitutifs du raccordement pour satisfaire cette évolution, seraient facturés par Enedis.

3. Description de la solution technique de raccordement

La solution technique décrite ci-dessous intègre tous les ouvrages nécessaires au raccordement de l'Opération sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis.

Cette Offre a été établie en considérant que chaque installation à raccorder de votre Opération est conforme aux normes applicables, notamment concernant les courants de démarrage des matériels éventuels.

La solution de raccordement est la suivante :

3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT

3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA

Votre raccordement est constitué d'un branchement sans extension de réseau électrique sous maîtrise d'ouvrage Enedis. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Puissance de raccordement : 36 kVA
- Technique de raccordement : Branchement complet souterrain
- Type de raccordement : Point de livraison situé en limite de propriété
- Tension de raccordement : 400 V entre phases

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage

La localisation du point livraison (compteur et disjoncteur) et la puissance de raccordement de votre point de raccordement sont définies conformément à votre demande.

Le Point de livraison situé en limite de propriété est fixé aux bornes aval de l'appareil général de commande et de protection (AGCP).

4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement

La mise en service de votre projet est subordonnée à la construction de l'ensemble des ouvrages nécessaires à son raccordement au Réseau Public de Distribution.
La répartition des travaux de cette construction est la suivante :

4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis

La construction des Ouvrages de Raccordement, indiqués à l'article 3, est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis. Ces travaux consistent à construire le réseau électrique en amont de chaque point de livraison. Si le point de livraison n'est pas en limite de propriété (opération de raccordement de référence), les parties peuvent convenir que les travaux de génie civil (réalisation de tranchées à l'intérieur du terrain d'assiette de l'opération, fourniture et pose de fourreaux, ...) sont confiés à Enedis. Les travaux suivants décrivent les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis au titre de l'opération de raccordement de référence et ceux confiés par le Demandeur à Enedis sur le terrain d'assiette de l'opération.

Les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis sont les suivants :

Travaux réalisés par Enedis relatifs à l'opération de raccordement de référence (ORR)

- la construction du Branchement avec Point de livraison situé en limite de propriété,
- la fourniture et la pose du dispositif de comptage,

Travaux réalisés par Enedis hors opération de raccordement de référence

4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge

Les travaux indiqués ci-dessous sont hors maitrise d'ouvrage d'Enedis, ils ne sont pas inclus dans le montant de la contribution facturée au titre de l'opération de raccordement de référence. Ils sont, sauf dispositions contraires de l'article 4.1, réalisés par vos soins et à votre charge. Ces travaux sont nécessaires pour accueillir les Ouvrages de Raccordement et sont soumis à l'accord préalable d'Enedis. Ces travaux sont notamment :

- les travaux et les raccordements en aval du point de livraison ;
- les travaux d'encastrement de coffret ;
- les aménagements dans le terrain d'assiette de votre Opération (terrain, bâtiment,...) permettant le cheminement des canalisations électriques jusqu'au point de livraison (tranchées, fourreaux, fourreaux encastrés, goulottes, saignée,...) ;
- la mise à disposition de locaux techniques (comptage...) ;
- la remise à Enedis du plan géo-référencé relatif aux tranchées/fourreaux réalisées dans votre terrain d'assiette par vos soins ;
- les travaux d'intégration des ouvrages électriques dans l'environnement (maçonneries, revêtements, matériaux, design, peintures intérieures et façades, ...) hors standard ORR ;
- les travaux d'aménagement de voirie, chemin, ... (pose de caniveaux, enrobés spéciaux, viabilisation, ...) hors emprise de la canalisation et non existant préalablement ;

5. Contribution au coût du raccordement

5.1. Dispositions générales

Le montant de votre contribution est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies, en fonction des travaux effectivement réalisés par Enedis et du barème de raccordement d'Enedis accessible à l'adresse internet suivante :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Ce montant tient compte d'une réfaction prise en charge par Enedis, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements aux réseaux publics d'électricité.

Le montant de la réfaction porté à votre crédit est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Votre contribution au coût du raccordement a été établie en fonction :

- des travaux réalisés par Enedis à l'article 4.1,
- du type de solution que vous avez retenue (opération de raccordement de référence ou différente),
- du barème de facturation applicable,
- et du taux de TVA en vigueur à la date d'émission de ce devis.

5.2. Montant de votre contribution

Le montant de votre contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

Ce montant tient compte d'une réfaction appliquée sur les travaux de l'opération de raccordement de référence de 576,00 € HT.

Le montant de la contribution à nous régler est de 691,20 € TTC.

Le montant de votre contribution, figurant dans la présente Offre de Raccordement, est ferme et définitif pendant toute la durée de sa validité.

5.3. Montant de l'acompte

Le règlement d'un acompte de minimum 50% du montant soit € TTC de votre contribution vous est demandé lors de l'acceptation de la présente offre.

Ces modalités sont valables quel que soit le demandeur (personne physique ou morale, quelle que soit sa raison sociale), à l'exclusion des collectivités locales et des services de l'Etat dont la comptabilité est gérée par le Trésor Public et pour lesquels l'offre de raccordement est acceptée par un ordre de service.

5.4. Clause de révision de prix

Le montant de votre contribution au coût du raccordement est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales du 22/05/2025. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par vos soins sont achevés au plus tard 12 semaines après la date d'émission de la présente Offre de Raccordement.

Au-delà de cette date, le montant de la contribution au coût du raccordement, sous déduction de l'éventuel acompte versé au moment de l'acceptation de la présente Offre de Raccordement, est révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement en vigueur.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement

Votre accord sur la présente Offre de Raccordement est matérialisé par la réception simultanée depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr :

- de la signature de la présente Offre de Raccordement
- et du règlement de l'acompte demandé (dont le montant figure à l'article 5.3) ou pour les collectivités locales de l'ordre de service correspondant.

A défaut, le dossier incomplet reste en attente jusqu'à réception du dernier élément manquant, sans possibilité de dépasser le délai de validité de cette offre qui est de trois mois. Dans ce cas, l'acompte n'est pas encaissé.

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études de réalisation et des travaux Enedis est de 12 semaines, à compter de la date de réception de votre acceptation de la présente Offre de Raccordement (article 6).

Le délais d'exécution des travaux d'accueil vous incombant est de 12 semaines après validation de cette Offre de Raccordement par le Demandeur. A défaut Enedis pourra mettre fin à cette offre conformément aux Conditions Générales.

Les délais de réalisation des travaux par Enedis engagent ce dernier sauf dans le cas ou des événements indépendants de la volonté d'Enedis le conduise à différer la date de mise à disposition du raccordement (voir Conditions Générales).

En cas de retard non prévisible, vous serez contacté par l'entité Nord Pas de Calais.

8. Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, payables par tout moyen mis à votre disposition (CB, Virement, …) par Enedis et aux conditions suivantes :

- ils sont payables toutes taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;
- Le ou les règlements sont à effectuer :
  - **En priorité, par carte bancaire (paiement sécurisé) ou virement en vous connectant sur notre site** https://connect-racco.enedis.fr
  - À défaut, par chèque[2] à l'ordre d'Enedis ou par virement, à envoyer à l'adresse suivante :

Enedis, SERVICE FACTURATION RECOUVREMENT
11, Rue Victor Leroy 2ème étage
62000 ARRAS

le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées à l'article 5.4**Error! Reference source not found.**, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement et **avant toute mise en service du raccordement.**

Le règlement du solde doit nous parvenir **dès réception de la facture.** Les collectivités locales ne sont pas concernées par cette disposition.

En cas de désistement de votre part, les dépenses engagées par Enedis restent à votre charge.

9. Information du Demandeur

L'interlocuteur Enedis à votre disposition pour toute question relative à cette offre, est l'entité Nord Pas de Calais dont les coordonnées sont :

- Téléphone : 09 70 83 19 70,
- Courriel : npdc-are@enedis.fr.

Pour toute réclamation relative à votre demande de raccordement, vous pouvez écrire au responsable de Nord Pas de Calais, 63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS.

[2] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si le paiement est réalisé par chèque

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

10. Accord

Nous vous invitions à signer votre offre, en priorité, depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr

À défaut, vous pouvez nous transmettre votre accord, par courrier postal[3], sur les termes de cette offre accompagné de la totalité des pièces détaillées à l'article 6 pour matérialiser votre accord sur la présente Offre de Raccordement.

Nom ou société[4] : TE Flandre

Montant total de l'Offre de Raccordement : 691,20 € TTC

Numéro de l'Offre de Raccordement : 2154420401

Règlement :

☐ total ☐ acompte versé : [.....] € TTC

☒ OS - collectivité territoriale ou service de l'État

À : Hazebrouck Le : 26/05/2025

Nom Prénom : Le Vice-Président

Qualité du Signataire : Jean-Luc Cleenewerck

Signature papier précédé des mentions manuscrites « Offre reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord » :

Signature et/ou cache

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck
territoire d'énergie FLANDRE

Offre reçue avant réalisation des travaux
Bon pour accord.

[3] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si l'accord est transmis par voie postale

[4] Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS, ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement

Le Demandeur contribue au financement des travaux que réalise Enedis pour son raccordement.

Le montant de la contribution à l'ORR tient compte d'une réfaction portée au crédit du Demandeur, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements au RPD.

Le montant de la réfaction est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Le montant de cette contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

La valorisation des travaux de raccordement selon la répartition définie à l'article 4.1 est la suivante :

Travaux réalisés par Enedis :

Le détail des coûts est indiqué dans les tableaux suivants :

Montants en €	Montant total HT facturé	Montant TVA	Montant TTC
Travaux de branchement soumis à 20 %	576,00 €	115,20 €	691,20 €
Prestations complémentaires soumis à 20 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €
À RÉGLER	691,20 € TTC		

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



N° OSR: **215.442.04**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **4 BEGUINAGE DES TROIS VIERGES**
COMMUNE: **CAESTRE**
CPLT ADR.
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N° Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ Sout

Client
Prestataire
Mention Légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



N° OSR: **215.442.04**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **4 BEGUINAGE DES TROIS VIERGES**
COMMUNE: **CAESTRE**
CPLT ADR.
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N° Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ Sout

Client

Prestataire

Mention Légale et information supplémentaire: Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



N° OSR: **215.442.04**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **4 BEGUINAGE DES TROIS VIERGES**
COMMUNE: **CAESTRE**
CPLT ADR.
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N°-Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ Sout

Client

Prestataire

Mention Légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Engagé Dép €
ENEDIS N° 252 758 2315 (2158) : 576,00 HT 691,20 TTC S²LO
Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS
NC 820

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais

TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Téléphone :	09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé)
	du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00
Adresse mél :	npdc-are@enedis.fr
N° affaire Enedis :	21544196
N° PDL :	50009477636440
Objet :	Offre de raccordement

DOUAI, le 21/05/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez demandé d'établir une offre de raccordement au réseau d'électricité concernant votre projet dont vous nous avez indiqué l'adresse au :

59190 WALLON-CAPPEL

Les informations supplémentaires collectées nous ont permis de déterminer que votre projet était situé :

108 RUE DU COEVOET
59190 WALLON-CAPPEL

J'ai le plaisir de vous adresser cette offre de raccordement n° 2154419601, d'un montant de 691,20 € TTC.

Cette offre comprend le descriptif de la solution technique retenue et son chiffrage au taux de TVA en vigueur. Elle est valable trois mois.

À compter de la date de réception de votre offre signée , votre raccordement pourra être réalisé sous 12 semaines après réception des autorisations administratives, sous réserve de la réalisation des travaux à votre charge.

La signature de l'offre de raccordement et le paiement de l'acompte sont à réaliser sur le Portail Raccordement : https://connect-racco.enedis.fr

L'Accueil Raccordement Électricité sera votre interlocuteur tout au long de votre projet, il se tient à votre disposition pour toute information complémentaire au 09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations

Christophe BOUTRY
Votre Conseiller Clientèle Distributeur

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Offre de Raccordement électrique[1] n°2154419601 du 21/05/2025 valable jusqu'au 21/08/2025

Destinataire de l'offre :
TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
Adresse du destinataire de l'offre :
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Demandeur : TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE

Adresse des travaux de raccordement :
108 RUE DU COEVOET
59190 WALLON-CAPPEL

Adresse du projet saisie par le client :

59190 WALLON-CAPPEL

N°PDL : 50009477636440

Dans la suite de l'Offre de Raccordement, l'Opération désigne le projet de raccordement du Demandeur.

[1] Pour une Installation de Consommation d'électricité

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Table des matières

1. Objet de l'Offre de Raccordement 4
2. Caractéristiques de votre demande 4
2.1. Puissance de Raccordement 4
3. Description de la solution technique de raccordement 4
3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT 4
3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA 4
3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage 5
4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement 5
4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis 5
4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge 5
5. Contribution au coût du raccordement 5
5.1. Dispositions générales 5
5.2. Montant de votre contribution 6
5.3. Montant de l'acompte 6
5.4. Clause de révision de prix 6
6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement 6
7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux 7
8. Modalités de règlement 7
9. Information du Demandeur 7
10. Accord 8
11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement 9

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

1. Objet de l'Offre de Raccordement

Vous avez sollicité Enedis pour le raccordement au Réseau Public de Distribution Basse Tension (BT) d'une Installation de Consommation d'électricité.

Les présentes Conditions Particulières décrivent la prestation de raccordement qu'Enedis s'engage à exécuter dans les conditions décrites aux Conditions Générales (Enedis-MOP-RAC_001E).

Les présentes Conditions Particulières précisent les travaux nécessaires au raccordement de l'Installation et leur répartition, la contribution au coût du raccordement à votre charge, les délais de réalisation prévisionnels et les caractéristiques auxquelles l'Installation doit satisfaire pour être raccordée au Réseau Public de Distribution BT.

Vous reconnaissez avoir pris connaissance des Conditions Générales Version en cours de validité de l'Offre de Raccordement d'une Installation de Consommation de puissance inférieure à 36 kVA au Réseau Public de Distribution Basse Tension. Celles-ci sont disponibles sur le site internet www.enedis.fr dans la rubrique « Documentation Technique de Référence ».

Enedis vous rappelle que les dispositions de la **procédure** de traitement des demandes de raccordement d'une Installation individuelle de consommation ou de consommation et de production simultanée en BT de puissance inférieure ou égale à 36 kVA au Réseau Public de Distribution concédé à Enedis (Enedis-PRO-RAC_21E), le **barème de raccordement** et le **Catalogue des Prestations**, publiés sur le site internet www.enedis.fr à la date des présentes Conditions Particulières, **sont applicables à cette Offre de Raccordement.**

2. Caractéristiques de votre demande

La demande de raccordement au RPD de votre Opération située à l'adresse des travaux ci-dessus a été reçue le . Votre demande, permettant l'élaboration de la présente Offre de Raccordement, a été déclarée complète.

Votre demande de raccordement figure en annexe 1 de la présente Offre de Raccordement.

2.1. Puissance de Raccordement

Le raccordement, au RPD, de votre Opération, est dimensionné pour une Puissance de Raccordement de 36 kVA Triphasé.

La puissance que vous souscrirez auprès de votre fournisseur ne pourra pas être supérieure à cette puissance de raccordement.

Si à l'avenir, les besoins de votre installation dépassaient cette Puissance de Raccordement, les éventuels travaux à réaliser sur les ouvrages constitutifs du raccordement pour satisfaire cette évolution, seraient facturés par Enedis.

3. Description de la solution technique de raccordement

La solution technique décrite ci-dessous intègre tous les ouvrages nécessaires au raccordement de l'Opération sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis.

Cette Offre a été établie en considérant que chaque installation à raccorder de votre Opération est conforme aux normes applicables, notamment concernant les courants de démarrage des matériels éventuels.

La solution de raccordement est la suivante :

3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT

3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA

Votre raccordement est constitué d'un branchement sans extension de réseau électrique sous maîtrise d'ouvrage Enedis. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Puissance de raccordement : 36 kVA
- Technique de raccordement : Branchement complet aéro-souterrain
- Type de raccordement : Point de livraison situé en limite de propriété
- Tension de raccordement : 400 V entre phases

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage

La localisation du point livraison (compteur et disjoncteur) et la puissance de raccordement de votre point de raccordement sont définies conformément à votre demande.

Le Point de livraison situé en limite de propriété est fixé aux bornes aval de l'appareil général de commande et de protection (AGCP).

4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement

La mise en service de votre projet est subordonnée à la construction de l'ensemble des ouvrages nécessaires à son raccordement au Réseau Public de Distribution.

La répartition des travaux de cette construction est la suivante :

4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis

La construction des Ouvrages de Raccordement, indiqués à l'article 3, est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis. Ces travaux consistent à construire le réseau électrique en amont de chaque point de livraison. Si le point de livraison n'est pas en limite de propriété (opération de raccordement de référence), les parties peuvent convenir que les travaux de génie civil (réalisation de tranchées à l'intérieur du terrain d'assiette de l'opération, fourniture et pose de fourreaux, ...) sont confiés à Enedis. Les travaux suivants décrivent les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis au titre de l'opération de raccordement de référence et ceux confiés par le Demandeur à Enedis sur le terrain d'assiette de l'opération.

Les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis sont les suivants :

Travaux réalisés par Enedis relatifs à l'opération de raccordement de référence (ORR)

- la construction du Branchement avec Point de livraison situé en limite de propriété,
- la fourniture et la pose du dispositif de comptage,

Travaux réalisés par Enedis hors opération de raccordement de référence

4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge

Les travaux indiqués ci-dessous sont hors maitrise d'ouvrage d'Enedis, ils ne sont pas inclus dans le montant de la contribution facturée au titre de l'opération de raccordement de référence. Ils sont, sauf dispositions contraires de l'article 4.1, réalisés par vos soins et à votre charge. Ces travaux sont nécessaires pour accueillir les Ouvrages de Raccordement et sont soumis à l'accord préalable d'Enedis. Ces travaux sont notamment :

- les travaux et les raccordements en aval du point de livraison ;
- les travaux d'encastrement de coffret ;
- les aménagements dans le terrain d'assiette de votre Opération (terrain, bâtiment,...) permettant le cheminement des canalisations électriques jusqu'au point de livraison (tranchées, fourreaux, fourreaux encastrés, goulottes, saignée,...) ;
- la mise à disposition de locaux techniques (comptage...) ;
- la remise à Enedis du plan géo-référencé relatif aux tranchées/fourreaux réalisées dans votre terrain d'assiette par vos soins ;
- les travaux d'intégration des ouvrages électriques dans l'environnement (maçonneries, revêtements, matériaux, design, peintures intérieures et façades, ...) hors standard ORR ;
- les travaux d'aménagement de voirie, chemin, ... (pose de caniveaux, enrobés spéciaux, viabilisation, ...) hors emprise de la canalisation et non existant préalablement ;

5. Contribution au coût du raccordement

5.1. Dispositions générales

Le montant de votre contribution est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies, en fonction des travaux effectivement réalisés par Enedis et du barème de raccordement d'Enedis accessible à l'adresse internet suivante :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Ce montant tient compte d'une réfaction prise en charge par Enedis, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements aux réseaux publics d'électricité.

Le montant de la réfaction porté à votre crédit est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Votre contribution au coût du raccordement a été établie en fonction :

- des travaux réalisés par Enedis à l'article 4.1,
- du type de solution que vous avez retenue (opération de raccordement de référence ou différente),
- du barème de facturation applicable,
- et du taux de TVA en vigueur à la date d'émission de ce devis.

5.2. Montant de votre contribution

Le montant de votre contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

Ce montant tient compte d'une réfaction appliquée sur les travaux de l'opération de raccordement de référence de 576,00 € HT.

Le montant de la contribution à nous régler est de 691,20 € TTC.

Le montant de votre contribution, figurant dans la présente Offre de Raccordement, est ferme et définitif pendant toute la durée de sa validité.

5.3. Montant de l'acompte

Le règlement d'un acompte de minimum 50% du montant soit € TTC de votre contribution vous est demandé lors de l'acceptation de la présente offre.

Ces modalités sont valables quel que soit le demandeur (personne physique ou morale, quelle que soit sa raison sociale), à l'exclusion des collectivités locales et des services de l'Etat dont la comptabilité est gérée par le Trésor Public et pour lesquels l'offre de raccordement est acceptée par un ordre de service.

5.4. Clause de révision de prix

Le montant de votre contribution au coût du raccordement est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales du 21/05/2025. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par vos soins sont achevés au plus tard 12 semaines après la date d'émission de la présente Offre de Raccordement.

Au-delà de cette date, le montant de la contribution au coût du raccordement, sous déduction de l'éventuel acompte versé au moment de l'acceptation de la présente Offre de Raccordement, est révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement en vigueur.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement

Votre accord sur la présente Offre de Raccordement est matérialisé par la réception simultanée depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr :

- de la signature de la présente Offre de Raccordement
- et du règlement de l'acompte demandé (dont le montant figure à l'article 5.3) ou pour les collectivités locales de l'ordre de service correspondant.

A défaut, le dossier incomplet reste en attente jusqu'à réception du dernier élément manquant, sans possibilité de dépasser le délai de validité de cette offre qui est de trois mois. Dans ce cas, l'acompte n'est pas encaissé.

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études de réalisation et des travaux Enedis est de 12 semaines, à compter de la date de réception de votre acceptation de la présente Offre de Raccordement (article 6).

Le délais d'exécution des travaux d'accueil vous incombant est de 12 semaines après validation de cette Offre de Raccordement par le Demandeur. A défaut Enedis pourra mettre fin à cette offre conformément aux Conditions Générales.

Les délais de réalisation des travaux par Enedis engagent ce dernier sauf dans le cas ou des événements indépendants de la volonté d'Enedis le conduise à différer la date de mise à disposition du raccordement (voir Conditions Générales).

En cas de retard non prévisible, vous serez contacté par l'entité Nord Pas de Calais.

8. Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, payables par tout moyen mis à votre disposition (CB, Virement, ...) par Enedis et aux conditions suivantes :

- ils sont payables toutes taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;
- Le ou les règlements sont à effectuer :
  - **En priorité, par carte bancaire (paiement sécurisé) ou virement en vous connectant sur notre site** https://connect-racco.enedis.fr
  - À défaut, par chèque[2] à l'ordre d'Enedis ou par virement, à envoyer à l'adresse suivante :

Enedis, SERVICE FACTURATION RECOUVREMENT
11, Rue Victor Leroy 2ème étage
62000 ARRAS

le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées à l'article 5.4**Error! Reference source not found.**, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement et **avant toute mise en service du raccordement.**

Le règlement du solde doit nous parvenir **dès réception de la facture.** Les collectivités locales ne sont pas concernées par cette disposition.

En cas de désistement de votre part, les dépenses engagées par Enedis restent à votre charge.

9. Information du Demandeur

L'interlocuteur Enedis à votre disposition pour toute question relative à cette offre, est l'entité Nord Pas de Calais dont les coordonnées sont :

- Téléphone : 09 70 83 19 70,
- Courriel : npdc-are@enedis.fr.

Pour toute réclamation relative à votre demande de raccordement, vous pouvez écrire au responsable de Nord Pas de Calais, 63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS.

[2] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si le paiement est réalisé par chèque

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

10. Accord

Nous vous invitions à signer votre offre, en priorité, depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr

À défaut, vous pouvez nous transmettre votre accord, par courrier postal[3], sur les termes de cette offre accompagné de la totalité des pièces détaillées à l'article 6 pour matérialiser votre accord sur la présente Offre de Raccordement.

Nom ou société[4] : TE Flandre

Montant total de l'Offre de Raccordement : 691,20 € TTC

Numéro de l'Offre de Raccordement : 2154419601

Règlement :

☐ total ☐ acompte versé : [.....] € TTC

☒ OS - collectivité territoriale ou service de l'État

À : Hazebrouck Le : 26/05/2025

Nom Prénom : Le Vice-Président

Qualité du Signataire : Jean-Luc Cleenewerck

Signature papier précédé des mentions manuscrites « Offre reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord » :

Signature et/ou cache

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Offre reçue avant réalisation des travaux
Bon pour accord.

[3] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si l'accord est transmis par voie postale

[4] Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS, ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement

Le Demandeur contribue au financement des travaux que réalise Enedis pour son raccordement.

Le montant de la contribution à l'ORR tient compte d'une réfaction portée au crédit du Demandeur, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements au RPD.

Le montant de la réfaction est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Le montant de cette contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

La valorisation des travaux de raccordement selon la répartition définie à l'article 4.1 est la suivante :

Travaux réalisés par Enedis :

Le détail des coûts est indiqué dans les tableaux suivants :

Montants en €	Montant total HT facturé	Montant TVA	Montant TTC
Travaux de branchement soumis à 20 %	576,00 €	115,20 €	691,20 €
Prestations complémentaires soumis à 20 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €
À RÉGLER	691,20 € TTC		

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

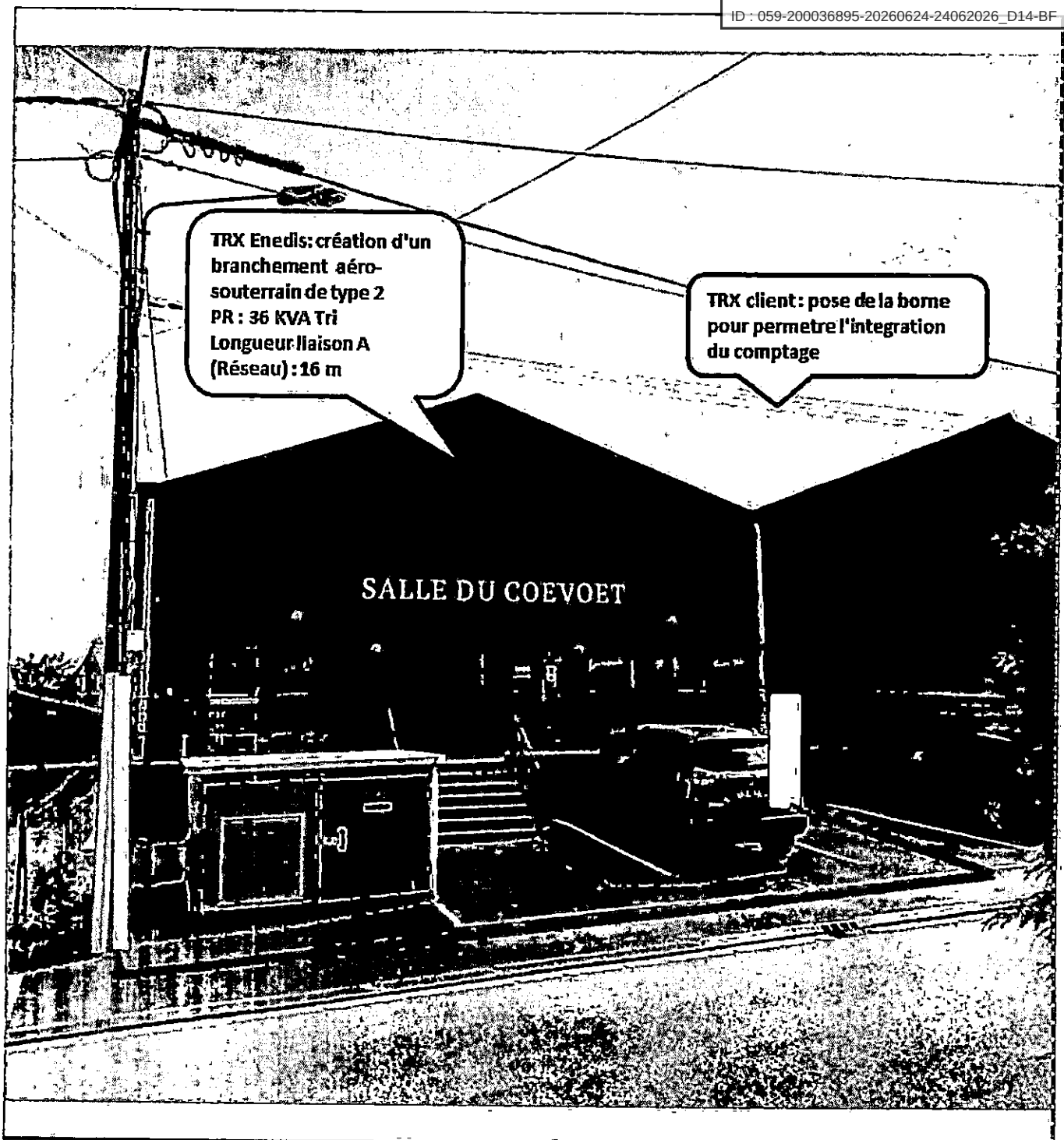


N° OSR: **215.441.96**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **108 RUE DU COEVOET**
COMMUNE: **WALLON-CAPPEL**
CPLT ADR.
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N° Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ AéroSout

Client
Prestataire
Mention Légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



N° OSR: **215.441.96**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **108 RUE DU COEVOET**
COMMUNE: **WALLON-CAPPEL**
CPLT ADR.
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N° Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ AéroSout

Client
Prestataire
Mention Légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dép°

ENEDIS N° 253 758 2315 (2158) 576,00 HT 691,20 TTC

ENEDIS

BC 813

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais

TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Téléphone : 09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé)
du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00
Adresse mél : npdc-are@enedis.fr

N° affaire Enedis : 21544211

N° PDL : 50006293840671

Objet : Offre de raccordement

DOUAI, le 22/05/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez demandé d'établir une offre de raccordement au réseau d'électricité concernant votre projet dont vous nous avez indiqué l'adresse au :

59380 WEST-CAPPEL

Les informations supplémentaires collectées nous ont permis de déterminer que votre projet était situé :

166 ROUTE DE L YSER

59380 WEST-CAPPEL

J'ai le plaisir de vous adresser cette offre de raccordement n° 2154421101, d'un montant de 691,20 € TTC.

Cette offre comprend le descriptif de la solution technique retenue et son chiffrage au taux de TVA en vigueur. Elle est valable trois mois.

À compter de la date de réception de votre offre signée , votre raccordement pourra être réalisé sous 12 semaines après réception des autorisations administratives, sous réserve de la réalisation des travaux à votre charge.

La signature de l'offre de raccordement et le paiement de l'acompte sont à réaliser sur le Portail Raccordement : https://connect-racco.enedis.fr

L'Accueil Raccordement Électricité sera votre interlocuteur tout au long de votre projet, il se tient à votre disposition pour toute information complémentaire au 09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations

Christophe BOUTRY

Votre Conseiller Clientèle Distributeur

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Offre de Raccordement électrique[1] n°2154421101 du 22/05/2025 valable jusqu'au 22/08/2025

Destinataire de l'offre :
TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
Adresse du destinataire de l'offre :
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Demandeur : TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE

Adresse des travaux de raccordement :
166 ROUTE DE L YSER
59380 WEST-CAPPEL

Adresse du projet saisie par le client :

59380 WEST-CAPPEL

N°PDL : 50006293840671

Dans la suite de l'Offre de Raccordement, l'Opération désigne le projet de raccordement du Demandeur.

[1] Pour une Installation de Consommation d'électricité

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Table des matières

1. Objet de l'Offre de Raccordement 4
2. Caractéristiques de votre demande 4
2.1. Puissance de Raccordement 4
3. Description de la solution technique de raccordement 4
3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT 4
3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA 4
3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage 5
4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement 5
4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis 5
4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge 5
5. Contribution au coût du raccordement 5
5.1. Dispositions générales 5
5.2. Montant de votre contribution 6
5.3. Montant de l'acompte 6
5.4. Clause de révision de prix 6
6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement 6
7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux 7
8. Modalités de règlement 7
9. Information du Demandeur 7
10. Accord 8
11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement 9

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

1. Objet de l'Offre de Raccordement

Vous avez sollicité Enedis pour le raccordement au Réseau Public de Distribution Basse Tension (BT) d'une Installation de Consommation d'électricité.

Les présentes Conditions Particulières décrivent la prestation de raccordement qu'Enedis s'engage à exécuter dans les conditions décrites aux Conditions Générales (Enedis-MOP-RAC_001E).

Les présentes Conditions Particulières précisent les travaux nécessaires au raccordement de l'Installation et leur répartition, la contribution au coût du raccordement à votre charge, les délais de réalisation prévisionnels et les caractéristiques auxquelles l'Installation doit satisfaire pour être raccordée au Réseau Public de Distribution BT.

Vous reconnaissez avoir pris connaissance des Conditions Générales Version en cours de validité de l'Offre de Raccordement d'une Installation de Consommation de puissance inférieure à 36 kVA au Réseau Public de Distribution Basse Tension. Celles-ci sont disponibles sur le site internet www.enedis.fr dans la rubrique « Documentation Technique de Référence ».

Enedis vous rappelle que les dispositions de la **procédure** de traitement des demandes de raccordement d'une Installation individuelle de consommation ou de consommation et de production simultanée en BT de puissance inférieure ou égale à 36 kVA au Réseau Public de Distribution concédé à Enedis (Enedis-PRO-RAC_21E), le **barème de raccordement** et le **Catalogue des Prestations**, publiés sur le site internet www.enedis.fr à la date des présentes Conditions Particulières, **sont applicables à cette Offre de Raccordement**.

2. Caractéristiques de votre demande

La demande de raccordement au RPD de votre Opération située à l'adresse des travaux ci-dessus a été reçue le . Votre demande, permettant l'élaboration de la présente Offre de Raccordement, a été déclarée complète.

Votre demande de raccordement figure en annexe 1 de la présente Offre de Raccordement.

2.1. Puissance de Raccordement

Le raccordement, au RPD, de votre Opération, est dimensionné pour une Puissance de Raccordement de 36 kVA Triphasé.

La puissance que vous souscrirez auprès de votre fournisseur ne pourra pas être supérieure à cette puissance de raccordement.

Si à l'avenir, les besoins de votre installation dépassaient cette Puissance de Raccordement, les éventuels travaux à réaliser sur les ouvrages constitutifs du raccordement pour satisfaire cette évolution, seraient facturés par Enedis.

3. Description de la solution technique de raccordement

La solution technique décrite ci-dessous intègre tous les ouvrages nécessaires au raccordement de l'Opération sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis.

Cette Offre a été établie en considérant que chaque installation à raccorder de votre Opération est conforme aux normes applicables, notamment concernant les courants de démarrage des matériels éventuels.

La solution de raccordement est la suivante :

3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT

3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA

Votre raccordement est constitué d'un branchement sans extension de réseau électrique sous maîtrise d'ouvrage Enedis. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Puissance de raccordement : 36 kVA
- Technique de raccordement : Branchement complet souterrain
- Type de raccordement : Point de livraison situé en limite de propriété
- Tension de raccordement : 400 V entre phases

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage

La localisation du point livraison (compteur et disjoncteur) et la puissance de raccordement de votre point de raccordement sont définies conformément à votre demande.

Le Point de livraison situé en limite de propriété est fixé aux bornes aval de l'appareil général de commande et de protection (AGCP).

4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement

La mise en service de votre projet est subordonnée à la construction de l'ensemble des ouvrages nécessaires à son raccordement au Réseau Public de Distribution.

La répartition des travaux de cette construction est la suivante :

4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis

La construction des Ouvrages de Raccordement, indiqués à l'article 3, est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis. Ces travaux consistent à construire le réseau électrique en amont de chaque point de livraison. Si le point de livraison n'est pas en limite de propriété (opération de raccordement de référence), les parties peuvent convenir que les travaux de génie civil (réalisation de tranchées à l'intérieur du terrain d'assiette de l'opération, fourniture et pose de fourreaux, ...) sont confiés à Enedis. Les travaux suivants décrivent les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis au titre de l'opération de raccordement de référence et ceux confiés par le Demandeur à Enedis sur le terrain d'assiette de l'opération.

Les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis sont les suivants :

Travaux réalisés par Enedis relatifs à l'opération de raccordement de référence (ORR)

- la construction du Branchement avec Point de livraison situé en limite de propriété,
- la fourniture et la pose du dispositif de comptage,

Travaux réalisés par Enedis hors opération de raccordement de référence

4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge

Les travaux indiqués ci-dessous sont hors maitrise d'ouvrage d'Enedis, ils ne sont pas inclus dans le montant de la contribution facturée au titre de l'opération de raccordement de référence. Ils sont, sauf dispositions contraires de l'article 4.1, réalisés par vos soins et à votre charge. Ces travaux sont nécessaires pour accueillir les Ouvrages de Raccordement et sont soumis à l'accord préalable d'Enedis. Ces travaux sont notamment :

- les travaux et les raccordements en aval du point de livraison ;
- les travaux d'encastrement de coffret ;
- les aménagements dans le terrain d'assiette de votre Opération (terrain, bâtiment,...) permettant le cheminement des canalisations électriques jusqu'au point de livraison (tranchées, fourreaux, fourreaux encastrés, goulottes, saignée,...) ;
- la mise à disposition de locaux techniques (comptage...) ;
- la remise à Enedis du plan géo-référencé relatif aux tranchées/fourreaux réalisées dans votre terrain d'assiette par vos soins ;
- les travaux d'intégration des ouvrages électriques dans l'environnement (maçonneries, revêtements, matériaux, design, peintures intérieures et façades, ...) hors standard ORR ;
- les travaux d'aménagement de voirie, chemin, ... (pose de caniveaux, enrobés spéciaux, viabilisation, ...) hors emprise de la canalisation et non existant préalablement ;

5. Contribution au coût du raccordement

5.1. Dispositions générales

Le montant de votre contribution est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies, en fonction des travaux effectivement réalisés par Enedis et du barème de raccordement d'Enedis accessible à l'adresse internet suivante :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Ce montant tient compte d'une réfaction prise en charge par Enedis, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements aux réseaux publics d'électricité.

Le montant de la réfaction porté à votre crédit est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Votre contribution au coût du raccordement a été établie en fonction :

- des travaux réalisés par Enedis à l'article 4.1,
- du type de solution que vous avez retenue (opération de raccordement de référence ou différente),
- du barème de facturation applicable,
- et du taux de TVA en vigueur à la date d'émission de ce devis.

5.2. Montant de votre contribution

Le montant de votre contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

Ce montant tient compte d'une réfaction appliquée sur les travaux de l'opération de raccordement de référence de 576,00 € HT.

Le montant de la contribution à nous régler est de 691,20 € TTC.

Le montant de votre contribution, figurant dans la présente Offre de Raccordement, est ferme et définitif pendant toute la durée de sa validité.

5.3. Montant de l'acompte

Le règlement d'un acompte de minimum 50% du montant soit € TTC de votre contribution vous est demandé lors de l'acceptation de la présente offre.

Ces modalités sont valables quel que soit le demandeur (personne physique ou morale, quelle que soit sa raison sociale), à l'exclusion des collectivités locales et des services de l'Etat dont la comptabilité est gérée par le Trésor Public et pour lesquels l'offre de raccordement est acceptée par un ordre de service.

5.4. Clause de révision de prix

Le montant de votre contribution au coût du raccordement est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales du 22/05/2025. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par vos soins sont achevés au plus tard 12 semaines après la date d'émission de la présente Offre de Raccordement.

Au-delà de cette date, le montant de la contribution au coût du raccordement, sous déduction de l'éventuel acompte versé au moment de l'acceptation de la présente Offre de Raccordement, est révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement en vigueur.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement

Votre accord sur la présente Offre de Raccordement est matérialisé par la réception simultanée depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr :

- de la signature de la présente Offre de Raccordement
- et du règlement de l'acompte demandé (dont le montant figure à l'article 5.3) ou pour les collectivités locales de l'ordre de service correspondant.

A défaut, le dossier incomplet reste en attente jusqu'à réception du dernier élément manquant, sans possibilité de dépasser le délai de validité de cette offre qui est de trois mois. Dans ce cas, l'acompte n'est pas encaissé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études de réalisation et des travaux Enedis est de 12 semaines, à compter de la date de réception de votre acceptation de la présente Offre de Raccordement (article 6).

Le délais d'exécution des travaux d'accueil vous incombant est de 12 semaines après validation de cette Offre de Raccordement par le Demandeur. A défaut Enedis pourra mettre fin à cette offre conformément aux Conditions Générales.

Les délais de réalisation des travaux par Enedis engagent ce dernier sauf dans le cas ou des événements indépendants de la volonté d'Enedis le conduise à différer la date de mise à disposition du raccordement (voir Conditions Générales).

En cas de retard non prévisible, vous serez contacté par l'entité Nord Pas de Calais.

8. Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, payables par tout moyen mis à votre disposition (CB, Virement, …) par Enedis et aux conditions suivantes :

- ils sont payables toutes taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;
- Le ou les règlements sont à effectuer :
  - **En priorité, par carte bancaire (paiement sécurisé) ou virement en vous connectant sur notre site** https://connect-racco.enedis.fr
  - À défaut, par chèque[2] à l'ordre d'Enedis ou par virement, à envoyer à l'adresse suivante :

Enedis, SERVICE FACTURATION RECOUVREMENT
11, Rue Victor Leroy 2ème étage
62000 ARRAS

le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées à l'article 5.4**Error! Reference source not found.**, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement et **avant toute mise en service du raccordement.**

Le règlement du solde doit nous parvenir **dès réception de la facture.** Les collectivités locales ne sont pas concernées par cette disposition.

En cas de désistement de votre part, les dépenses engagées par Enedis restent à votre charge.

9. Information du Demandeur

L'interlocuteur Enedis à votre disposition pour toute question relative à cette offre, est l'entité Nord Pas de Calais dont les coordonnées sont :

- Téléphone : 09 70 83 19 70,
- Courriel : npdc-are@enedis.fr.

Pour toute réclamation relative à votre demande de raccordement, vous pouvez écrire au responsable de Nord Pas de Calais, 63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS.

[2] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si le paiement est réalisé par chèque

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

10. Accord

Nous vous invitions à signer votre offre, en priorité, depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr

À défaut, vous pouvez nous transmettre votre accord, par courrier postal[3], sur les termes de cette offre accompagné de la totalité des pièces détaillées à l'article 6 pour matérialiser votre accord sur la présente Offre de Raccordement.

Nom ou société[4] : ....TE Flandre.....

Montant total de l'Offre de Raccordement : 691,20 € TTC

Numéro de l'Offre de Raccordement : 2154421101

Règlement :

☐ total ☐ acompte versé : [.....] € TTC

☒ OS - collectivité territoriale ou service de l'État

À : ..Hazebrouck..... Le : 06./05./2025

Nom Prénom : .....

Qualité du Signataire : .....

Signature papier précédé des mentions manuscrites « Offre reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord » :

Signature et/ou cache

Offre reçue avant réalisation des travaux
Bon pour accord.

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

[3] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si l'accord est transmis par voie postale

[4] Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS, ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement

Le Demandeur contribue au financement des travaux que réalise Enedis pour son raccordement.

Le montant de la contribution à l'ORR tient compte d'une réfaction portée au crédit du Demandeur, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements au RPD.

Le montant de la réfaction est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Le montant de cette contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

La valorisation des travaux de raccordement selon la répartition définie à l'article 4.1 est la suivante :

Travaux réalisés par Enedis :

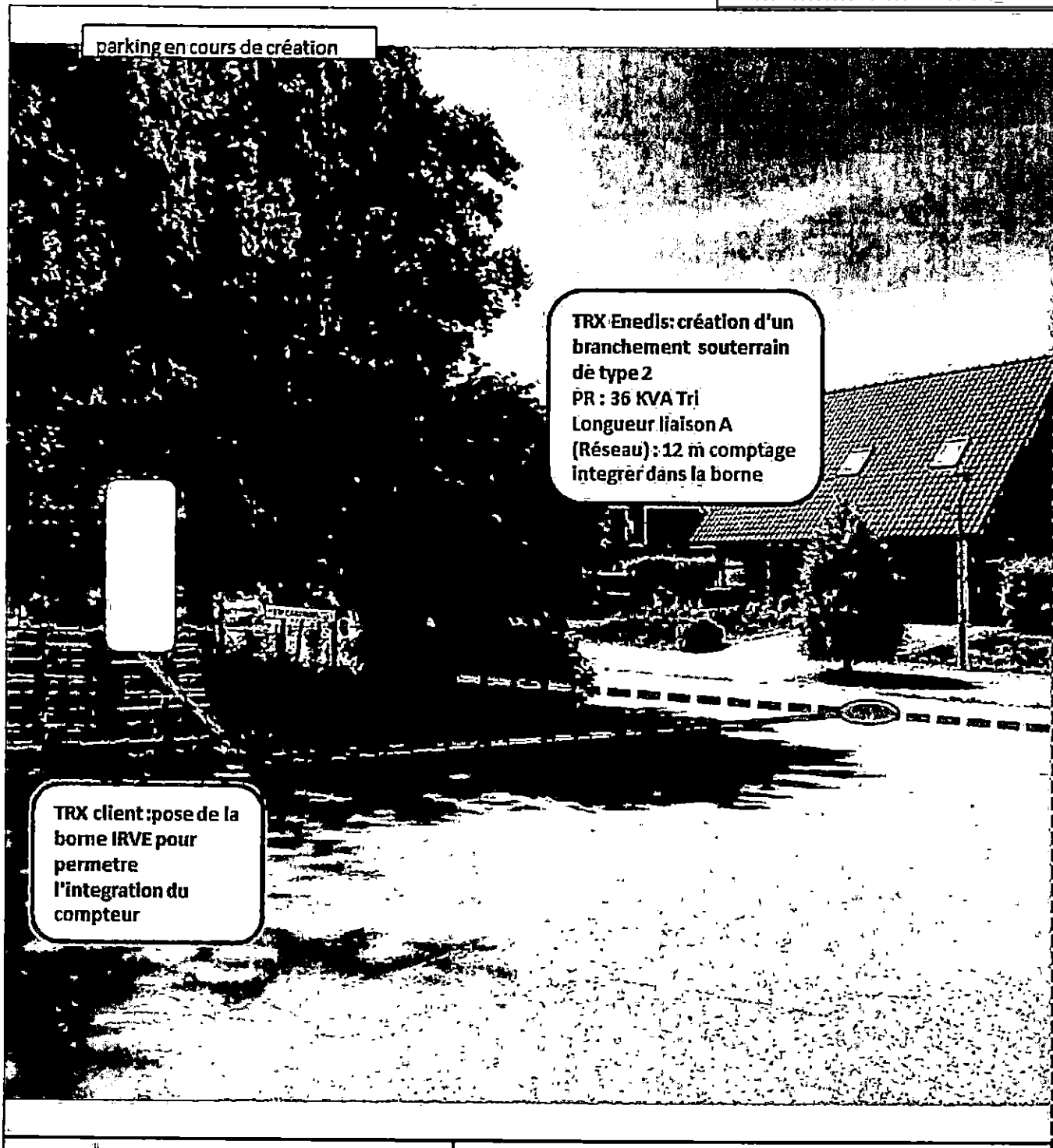
Le détail des coûts est indiqué dans les tableaux suivants :

Montants en €	Montant total HT facturé	Montant TVA	Montant TTC
Travaux de branchement soumis à 20 %	576,00 €	115,20 €	691,20 €
Prestations complémentaires soumis à 20 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €
À RÉGLER	691,20 € TTC		

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 €
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

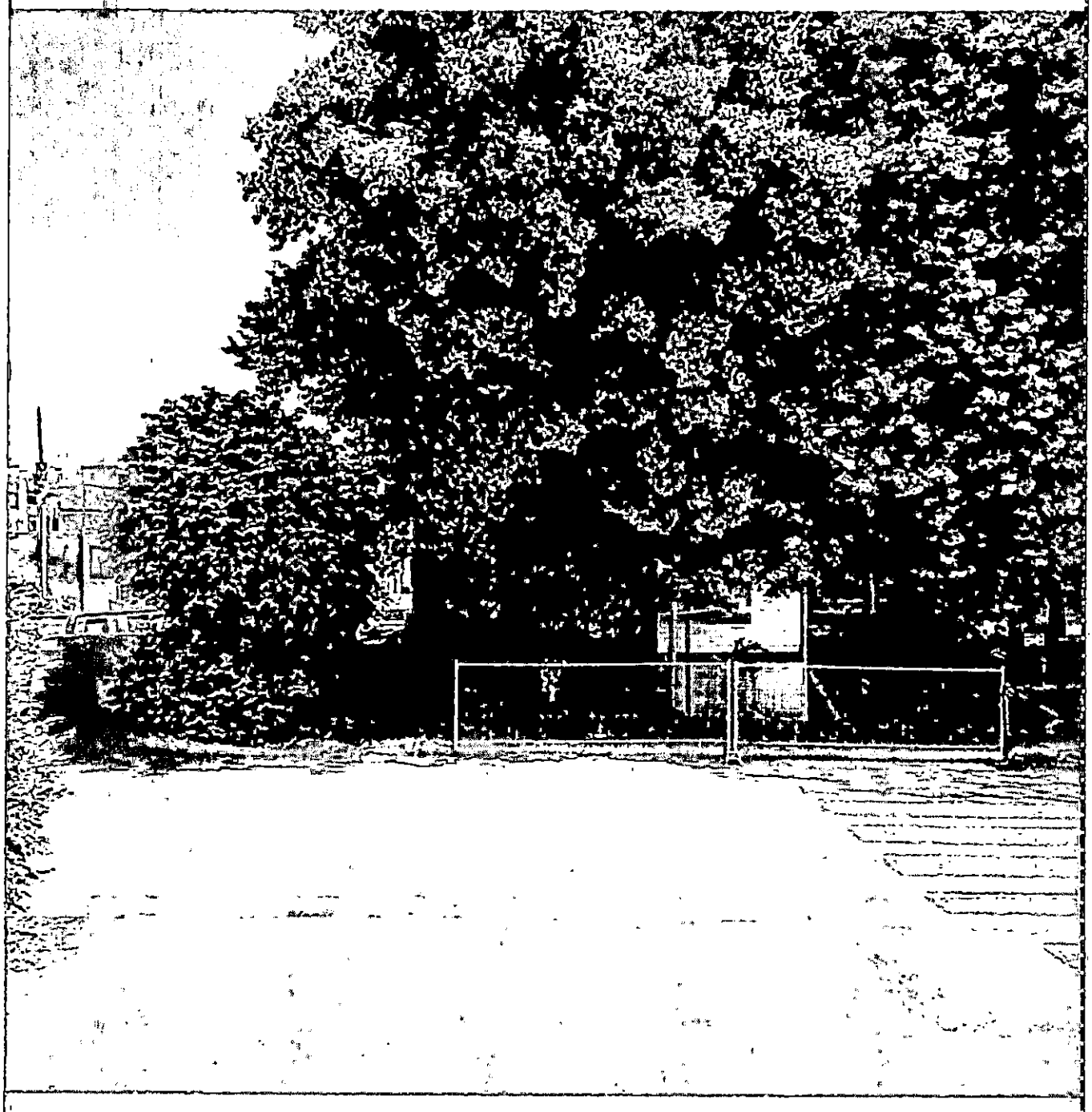


N° OSR: 215.442.11
NOM: TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
ADRESSE: 166 ROUTE DE L YSER
COMMUNE: WEST-CAPPEL
CPLT ADR.
CPB (S) BOUTRY Christophe
N° Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ Sout

Client
Prestataire
Mention Légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

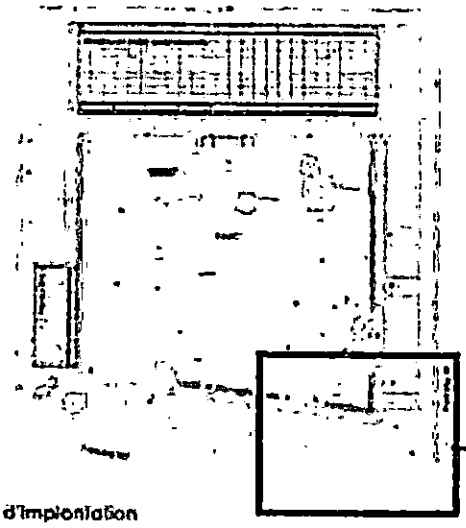


N° OSR: **215.442:11**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **166 ROUTE DE L YSER**
COMMUNE: **WEST-CAPPEL**
CPLT ADR.
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N° Tel :

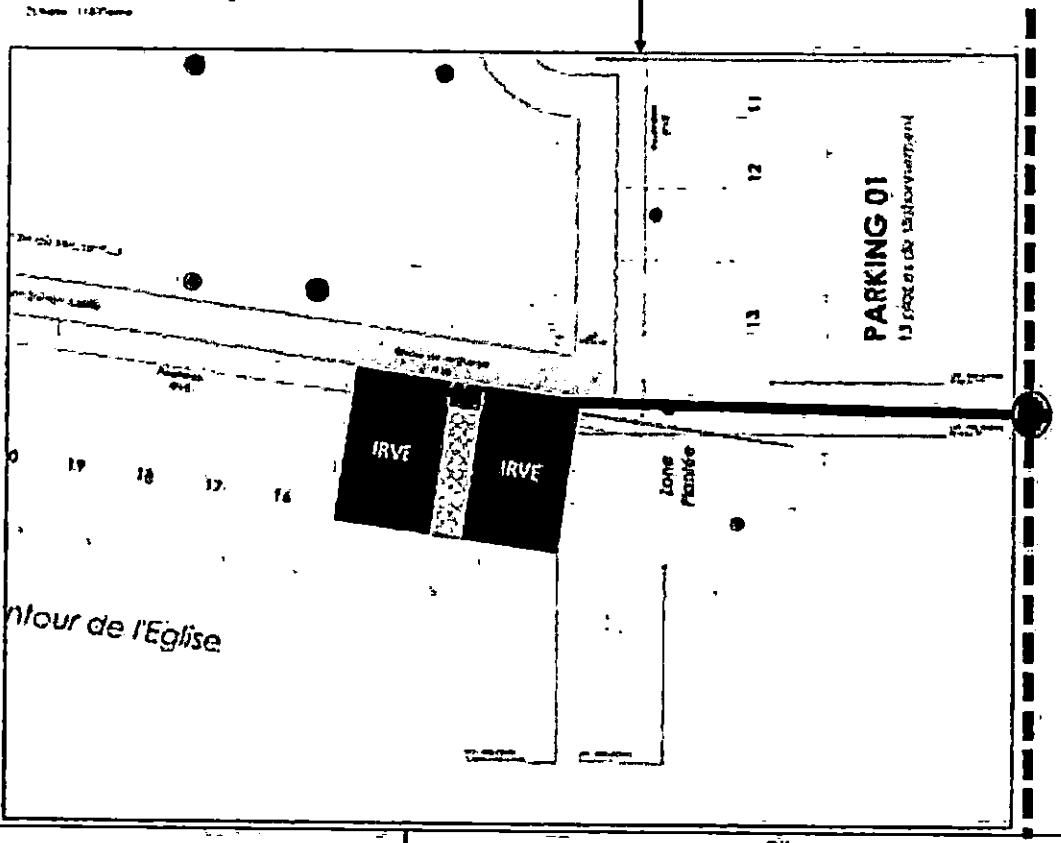
Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ Sout

Client
Prestataire
Mention Légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF



Plan d'Implantation



N° OSR: **215.442:11**
NOM: **TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE**
ADRESSE: **166 ROUTE DE L YSER**
COMMUNE: **WEST-CAPPEL**
CPLT ADR:
CPB (S) **BOUTRY Christophe**
N° Tel :

Collectivité \ Individuel \ BNE \ conso \ Sout

Client

Prestataire

Mention légale et information supplémentaire. Photo non contractuelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

N° 261 S12 2315 (21538) EP INVEST

GRPMT SATELEC RAMERY

Engag° Recette N° 128

M2024-02-L03 BC 875

SATELEC
FAYAT
Agence de QUAËDYPRE
Entrée 4A - Centre d'affaires de la linerie
Route du Louvereg - 59380 QUAEDYPRE
Tel. +33 (0)3 20 28 92 58

territoire d'énergie FLANDRE
Territoire d'énergie Flandre
Mairie
B.P. 70189
59524 HAZEBROUCK Cedex

Marché n°2024/02
Marche de travaux concourant à la transition énergétique - Lot n°3

DEVIS n° 25-007 du **12/05/2025**
Commune de LA GORGUE
Rénovation éclairage public

N°	DESIGNATIONS	U	PU HT	Qté	Total HT
	CHAPITRE 1 : Etude et Relevé après travaux				
	11 - Etude				
1102	Etudes éclairage public	f	25,00 €	24.00	600,00 €
1104	Etudes armoire éclairage	f	200,00 €	23.00	4 600,00 €
1106	Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	u	100,00 €	7.00	700,00 €
	12 - Relevé après travaux				
1201	RAT réseau d'éclairage public	ml	5,00 €	20.00	100,00 €
1202	RAT point lumineux	u	40,00 €	252.00	10 080,00 €
1203	RAT armoire d'éclairage public	u	200,00 €	24.00	4 800,00 €
	CHAPITRE 3 : ELAGAGE ET LIGNES AERIENNES BT				
	32 - LIGNES AERIENNES EP				
3203	Conducteurs tendus entre poteau PRC 2x16	ml	5,00 €	80.00	400,00 €
	CHAPITRE 4 - TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES				
	41 - Terrassement avec définitives				
4102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	ml	88,00 €	15.00	1 320,00 €
	45 - Fourreaux				
4502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	ml	20,00 €	20.00	400,00 €
	46- Regards				
4602	Regard 40x40	u	110,00 €	1.00	110,00 €
4607	tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	u	30,00 €	1.00	30,00 €
	CHAPITRE 5 - CABLES ET BOITES				
	51 - Câble de terre				
5102	Câble de terre 25mm²	ml	6,50 €	20.00	130,00 €
	52 - Conducteur d'éclairage public				
5209	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	ml	7,00 €	20.00	140,00 €
	53 - Boîtes de jonctions				
5302	Boîte de jonction coulée sur réseau enterré BT de type 92 A2	u	27,00 €	1.00	27,00 €
	CHAPITRE 6 - ARMOIRE D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	61 - Enveloppe				
6103	Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Oisans 1000*800 ou équivalent)	u	1 200,00 €	3.00	3 600,00 €
6105	Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type MICHAUD 230*1020 3C20M ou équivalent)	u	650,00 €	15.00	9 750,00 €
6110	Dépose coffret d'éclairage public	u	250,00 €	18.00	4 500,00 €
	62 - Tableau de commande				
6202	Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	u	1 800,00 €	8.00	14 400,00 €
6205	Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs bipolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	u	800,00 €	15.00	12 000,00 €
6213	Détecteur de seuil de tension par départ	u	475,00 €	46.00	21 850,00 €
6214	Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	u	375,00 €	23.00	8 625,00 €
6220	Dépose tableau d'éclairage public	u	250,00 €	23.00	5 750,00 €
	CHAPITRE 7 - CANDELABRES, CROSSES ET MASSIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	71 - Massifs				
7103	Massif pour candélabre de 6m	u	450,00 €	1.00	450,00 €
	72 - Candélabres et crosses				
7238	Dépose mât avec massif béton conservé	u	320,00 €	64.00	20 480,00 €
7239	Dépose mât avec démolition du massif béton	u	575,00 €	1.00	575,00 €
	73 - Candélabres acier Thermolaqué, Qts de 1 à 50, par commande				
7304	Mât en acier thermolaqué 6,00 m	u	550,00 €	37.00	20 350,00 €
7306	Mât en acier thermolaqué 8,00 m	u	750,00 €	28.00	21 000,00 €
	79 - Crosses et arceaux				
7906	Crosse en acier thermolaqué pour candélabre, longueur 1m	u	90,00 €	28.00	2 520,00 €
7913	Crosse simple pour PBA de 1,00 m	u	125,00 €	7.00	875,00 €
7914	Crosse simple pour PBA de 1,50 m	u	130,00 €	179.00	23 270,00 €
7916	Dépose crosse existant sur PBA	u	10,00 €	186.00	1 860,00 €
	CHAPITRE 8 - LANTERNE ET ENSEMBLES D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	81 - Coffret d'éclairage public et mise en valeur				
8108	Dépose foyer d'éclairage public	u	85,00 €	251.00	23 845,00 €
	821 - Lanterne d'éclairage public résidentiel, urbain et sécurisation passage piéton, Qte de 1 à 50 par commande				
82108	ECLATEC ITEM ou équivalent	u	650,00 €	38.00	24 700,00 €
	831 - Lanterne d'éclairage public fonctionnelle, Qte de 1 à 50				
83115	PHILIPS DIGISTREET ou équivalent	u	435,00 €	1.00	435,00 €
	833 - Lanterne d'éclairage public fonctionnelle, Qte de 101 à 300				
83302	COMATELEC TECEO ou équivalent	u	365,00 €	214.00	78 110,00 €
	CHAPITRE 10 - MOYENS				
10003	Chef d'équipe	h	65,00 €	8.00	520,00 €
10005	Elévateur hauteur de 16 à 25 m	h	110,00 €	8.00	880,00 €

07/08/2025

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

11001	CHAPITRE 11 - Fourniture hors bordereau Fourniture et pose d'une crosse LYRE	u	250.00 €	38.00	9 500.00 €
MONTANT TOTAL H.T.					333 282.00 €
MONTANT T.V.A 20%					66 656.40 €
MONTANT TOTAL T.T.C.					399 938.40 €

Veuillez compléter les informations demandées ci-dessous avant de nous retourner le devis signé et précédé de la mention *"Bon pour accord"*

CODE COULEUR RAL : 7016

VARIATION TERRITOIRE d'ENERGIE FLANDRE : OUI ☒ NON ☐

DATE : 08/08/2025

SIGNATURE DU CLIENT :

Bon pour accord

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

2024/02/LT03/BC/ 875

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

OBJET** : Marché n° **2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

LA GORGUE – Rénovation de l'éclairage public
Ensemble de la commune - PHASE 1 a

*Selon le devis **n° 25-007** du **12/05/2025** pour un montant de **333 282 € HT** soit **399 938,40 € TTC***

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre le 11/08/2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
.....SATELEC..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.BASSIERE.Lucas

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 12/08/2025
A : QUAEDYPRE
Signature : BASSIERE Lucas

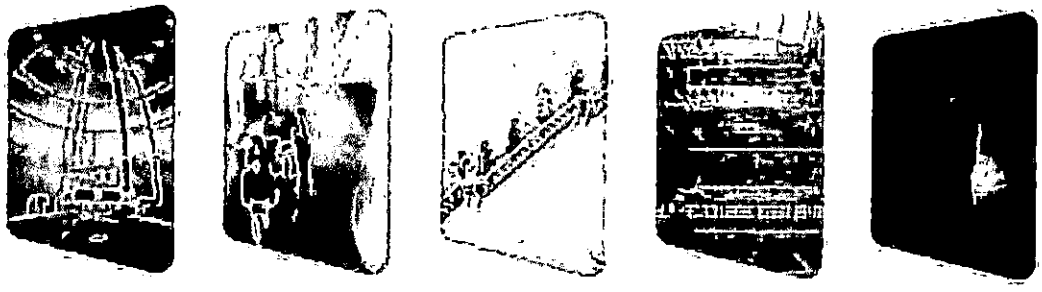
SATELEC
Agence de Dunkerque
SAS au capital de 4 500 000 €
LIEU DIT LA CROIX ROUGE
35 ROUTE DE LOOWEG
59380 QUAEDYPRE
SIRET : 871 201 548 00761 - APE : 4321 A

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dép 2

APAVE N° 263 758 4581107 OMBRIERE

Réf. : 2812243.1
Réf. Client: A3400355162
23/06/2025
Engagé Recette N° 87



CONTRAT DE COORDINATION SECURITE PROTECTION DE LA SANTE (SPS)

Référence : 2812243.1

Opération concernée:

Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

Samuel BERGHE
Tél. : 0623520327
Mail : batimentnpdc@apave.com
APAVE IC NPDC Dunkerque
Rue d'Amsterdam
CS 30044
59944 DUNKERQUE CEDEX 2

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

APAVE IC NPDC Dunkerque
Rue d'Amsterdam
CS 30044
59944 DUNKERQUE CEDEX 2
batimentnpdc@apave.com

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
HOTEL DE VILLE
59190 HAZEBROUCK

Affaire suivie par Samuel BERGHE, Responsable d'Unité
Tél. : 0623520327
Référence : 2812243.1
Numéro client : A3400355162

Le 23/06/2025

Objet : Coordination Sécurité Protection Santé - Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande du 20/06/2025, nous avons le plaisir de vous adresser ci-joint notre proposition pour la prestation en objet.

En cas d'accord, nous vous demandons de bien vouloir nous retourner le présent document et ses annexes, dûment revêtus de vos cachet et signature, à l'adresse suivante :

APAVE IC NPDC Dunkerque
Rue d'Amsterdam
CS 30044
59944 DUNKERQUE CEDEX 2
batimentnpdc@apave.com

Vous remerciant de votre confiance, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Samuel BERGHE

P.J. : Proposition de prestation

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Réf. : 2812243.1
Réf. Client: A3400355162
23/06/2025

Entre les soussignés :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
ci-après désigné le « Maître de l'Ouvrage », situé :
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
HOTEL DE VILLE
59190 HAZEBROUCK
représenté par

Nota : le maître d'ouvrage délégué déclare que la délégation du maître d'ouvrage porte aussi sur le contrat de coordination SPS
SIREN : 200036895

d'une part,

Et :
APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE
ci-après désigné « Apave » dont le siège est situé :
6 rue du Général Audran
92412 COURBEVOIE CEDEX
représenté par :
SÉBASTIEN EUCHER
APAVE IC NORD PAS DE CALAIS
340, Avenue de la Marne CS 43013
59703 MARCQ EN BAROEUL CEDEX

d'autre part,

Apave coordonnateur SPS, en qualité de personne morale, désigne au sein de son personnel une ou des personnes physiques qualifiées pour conduire la prestation.

1. OBJET DE L'OFFRE :

1. La présente offre s'applique à l'opération désignée ci-après :
   Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem
2. Portée de la prestation :
   - Concernant cette opération, la prestation porte sur la (les) phase(s) Conception-Réalisation.

2. PIECES CONTRACTUELLES:

La présente offre est constituée d'une proposition de contrat à laquelle s'ajoutent :

- 1 fiche(s) descriptive(s) de prestation
- Les Conditions Générales de Vente et d'Intervention
- 1 document(s) divers annexé(s)

En cas de contradiction, les conditions particulières du présent contrat priment sur tout autre document.

3. CONDITIONS D'INTERVENTION :

Aucune condition particulière d'intervention n'a été définie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

4. MOYENS PROPOSES RETENUS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE POUR LE DEROULEMENT DE LA PRESTATION :

1. OPÉRATION :

Intitulé de l'opération :

Maître d'ouvrage : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Opération concernée : Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

Le maître d'ouvrage déclare :

L'opération est de catégorie : ☐ 1 ☑ 2 ☐ 3

L'opération fera l'objet de constitution d'un CISSCT : ☐ OUI ☑ NON

Le montant prévisionnel des travaux TCE est de : 196 613,27 € ☑ H.T ☐ TTC

Le nombre de lots prévisible est de 3.

Le nombre d'entreprises prévisible, y compris sous-traitantes est de 4.

Date prévisionnelle de début des travaux : Non Communiqué.

Durée prévue pour la phase conception : Non Communiqué.

Durée prévue pour la phase réalisation : 1.5 mois.

2. MOYENS EN PERSONNEL :

Apave coordonnateur SPS désigne, pour assurer la prestation objet du présent devis, les personnes physiques suivantes :

	TITULAIRE /SUPPLEANT	AGENT
PHASE Conception seule	Coordonnateur Principal Conception	MME ANNE-SOPHIE DELGRANGE
PHASE Conception seule	Coordonnateur Suppléant Conception	M JOSE WESTRELIN
PHASE Réalisation seule	Coordonnateur Principal Réalisation	MME ANNE-SOPHIE DELGRANGE
PHASE Réalisation seule	Coordonnateur Suppléant Réalisation	M JOSE WESTRELIN

Apave coordonnateur SPS s'engage à informer dans les plus brefs délais le maître d'ouvrage de toute situation l'obligeant à faire remplacer la ou l'une des personnes physiques désignées pour conduire la prestation. Il transmet alors au maître d'ouvrage les éléments relatifs à ses compétences.

3. DÉROULEMENT :

Compte tenu du déroulement prévisible des travaux, l'exécution de la prestation proposée est conduite de la façon suivante, sur la base de la déclaration du maître d'ouvrage (voir paragraphe 4.1) :

	SOIT AU TOTAL		

* Vacation : on entend par vacation une journée de travail de coordonnateur, temps et frais de déplacement et de secrétariat inclus.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

5. CONDITIONS COMMERCIALES :

1. Les montants ci-après sont établis aux conditions économiques du 23/06/2025 et comprennent la prestation sur site, les déplacements, les frais de secrétariat correspondants. Ils excluent toute intervention de nuit ou en dehors des jours ouvrables.

   APAVE coordonnateur SPS s'engage à effectuer l'ensemble de la prestation telle que définie au présent contrat pour une rémunération de :

   Montant des honoraires HT : 742,50 € , soit 0,38 % du montant des travaux estimé à 196 613,27 € HT
   Montant des honoraires TTC : 891,00 €

2. Notre offre est valable jusqu'au 20/09/2025.
3. La durée de notre mission a été évaluée sur la base d'une durée des travaux de 1.5 mois et pour une date de début des travaux à communiquer par le Maître de l'Ouvrage.
4. Le montant des honoraires évoluera dans les conditions suivantes :
   - Si le montant réel des travaux dépasse le montant prévisionnel annoncé ci-dessus, un complément d'honoraires sera calculé proportionnellement à l'augmentation du montant des travaux.
   - Si la durée réelle des travaux est supérieure à la durée prévisionnelle annoncée ci-dessus, un complément d'honoraires de 400 € HT sera à prévoir pour chaque mois d'intervention supplémentaire.
   - De même, tout changement ou modification significatif apporté au programme initial défini dans notre offre, entraînera une majoration de nos honoraires. Celle-ci, en fonction de l'importance du changement, sera proposée au Maître d'Ouvrage pour accord et validée par la signature d'un avenant.
5. Révisions de prix :
   Nos prix sont fermes et non révisables pour la durée initiale du contrat.

6. CONDITIONS DE FACTURATION :

Facturation selon échéancier suivant :

REMISE DU DOSSIER DE LANCEMENT	10 %	74,25 € HT
REMISE DU PGC	20 %	148,50 € HT
DEMARRAGE DES TRAVAUX : M0	60 %	445,50 € HT
REMISE DIUO	10 %	74,25 € HT

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

7. CONDITIONS DE PAIEMENT :

MENTIONS OBLIGATOIRES SUR FACTURE (Ordonnance n°2019-359 du 24 avril 2019)
Si le Client souhaite que la facturation émise par APAVE comporte un numéro de bon de commande en référence à la présente offre et/ou une adresse d'expédition postale différente de celle présentement indiquée, il s'engage à adresser, à l'émetteur de l'offre, un bon de commande précisant ces informations dans les plus brefs délais après signature d'acceptation de la présente offre.
Le Client accepte ainsi expressément que s'il envoie un bon de commande postérieurement à la date de la facturation émise par APAVE, il rend inopposable à APAVE toute contestation de la facture au motif que le numéro de bon de commande serait absent sur celle-ci et/ou que l'adresse d'expédition devrait être différente. Le Client accepte qu'aucun avoir ni refacturation ne sera fait dans ce cas par APAVE et la facture devra être mise en paiement par le Client à la date prévue.

Les sommes dues au titre du présent contrat sont payables, sauf dispositions contraires, sans escompte, à la date de paiement indiquée sur les factures, selon les conditions suivantes :

- Condition de paiement : Echéance à 30 jours .
- Mode de règlement : Virement.

Les règlements seront adressés :

➔ Pour les avis de virement à « Avis.Virement@apave.com » selon coordonnées suivantes :

DOMICILIATION	IBAN	RIB	SWIFT
CENTRE D AFFAIRES MARSEILLE	FR76	30003012690002603308818	SOGEFRPP

➔ Pour les chèques, billets à ordre ou LCR à « APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BP 3 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX » libellés à l'ordre de « APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE ».

8. ADRESSE DE FACTURATION ET DE PAIEMENT :

Sauf modification de votre part, les factures seront libellées à l'ordre de :

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
HOTEL DE VILLE
59190 HAZEBROUCK
SIREN : 200036895

désigné en tant que payeur.
Elles seront transmises à cette même adresse.

Le (date)

Le client déclare expressément avoir lu, compris et accepté sans réserve les conditions générales et particulières de la présente offre ainsi que l'ensemble des pièces contractuelles qui la constitue.

Pour le Maître de l'ouvrage
(Cachet et signature)

Le 23/06/2025
Pour le Coordonnateur
BERGHE SAMUEL

Territoire d'énergie
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

TEMPS PREVISIONNEL D'INTERVENTION ET REPARTITION DES HONORAIRES PAR PHASE DE MISSION SPS

Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

Montant des travaux : 196 613 € HT
Durée des travaux : 1.50 mois
Catégorie : 2

	taux horaire en € HT		45.00	
Référence réglementaire	PHASE CONCEPTION / PREPARATION	NB arrondi heures	Montant € HT	Montant € TTC
L.4531-1	Prise en compte du projet : plans, documents techniques, planning - Observations sur l'intégration au projet des principes généraux de prévention	1.50	67.50	
R.4532-12 3°	Ouverture et tenue du R.J.C. (Registre Journal de la Coordination)	0.50	22.50	
R.4532-12 2°	Mise à jour du D.I.U.O. (Dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage)	1.50	67.50	
R.4532-8° R.4532-22	Participation à 1 réunion de préparation / coordination	1.50	67.50	
R.4532-12 1°	Elaboration du P.G.C. (Plan Général de Coordination des Opérations de catégorie 1 ou 2)	1.50	67.50	
R.4532-52	Elaboration du P.G.C. simplifié (Plan Général de Coordination des Opérations de catégorie 3 A)		-	
R.4532-90 R.4532-91	Elaboration du projet de règlement du C.I.S.S.C.T.		-	
	TOTAL PHASE CONCEPTION	6.50	292.50	351.00
Référence réglementaire	PHASE REALISATION	NB arrondi heures	Montant € HT	
R.4532-13 1°	Conduite des inspections communes avec les entreprises (4max)	2.00	90.00	
R.4532-43 R.4532-13 3°	Examen et harmonisation des P.P.S.P.S. - Mise à jour du P.G.C.	2.00	90.00	
R.4532-13 1°	Participation à des réunions techniques particulières de coordination du projet, pour la période considérée		-	
R.4532-15 R.4532-87 R.4532-88	Préparation des réunions de C.I.S.S.C.T. (une réunion tous les 3 mois) + visite préalable du chantier + Présidence de la réunion + Rédaction des comptes-rendus correspondants		-	
R.4532-13 2°	Participation à des réunions et visites de chantier compris tenue à jour du Registre Journal	4.50	202.50	
R.4532-13 4°	Mise à jour du D.I.U.O.	1.50	67.50	
	TOTAL PHASE REALISATION	10.00	450.00	540.00
	SOIT AU TOTAL en € HT	16.50	742.50	
	TVA		148.50	
	SOIT AU TOTAL en € TTC		891.00	

NOMBRE DE VISITES / REUNIONS PAR MOIS	3	Visites / mois
DUREE DE LA VISITE	1	heures / visite

soit 4.5 heures

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

MISSION DE COORDINATION SPS

1. OBJECTIF

Apave a pour mission, pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, travailleurs indépendants, de contribuer à prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs (les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives), et d'élaborer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), pour les interventions ultérieures d'entretien normalement prévisibles sur l'ouvrage.

Apave exerce sa mission sous la responsabilité du maître d'ouvrage et veille, à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4535-1 soient effectivement mis en œuvre.

2. OBJET

La prestation porte sur une opération de construction de bâtiment ou d'ouvrage de génie civil en phase conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage, en phase de réalisation de l'ouvrage, ou exclusivement sur l'une de ces deux phases.

3. REFERENTIELS

Les obligations du client sont définies par les textes règlementaires suivants :

- Articles L. 4532.1 à L.4532.18 et R. 4532.1 à R. 4532.98 du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs.
- Arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.
- Articles L. 4531-1 à L. 4535-1 du Code du travail relatifs aux principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2.
- Le Maître d'ouvrage doit désigner le coordonnateur dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire pour la phase conception et avant le lancement de la consultation des entreprises pour la phase réalisation (articles R4532-4 & 5).

4. CONTENU DE LA PRESTATION

Suivant les différentes phases de l'opération retenues au présent contrat, la prestation d'Apave comprend :

a) Au cours de la phase de conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage, le coordonnateur SPS :
- Elabore le plan général de coordination (PGC) lorsqu'il est requis.
- Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- Ouvre le registre-journal de la coordination dès la signature du contrat.
- Définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.
- Mentionne dans le PGC les dispositions retenues par le Maître d'Ouvrage afin de limiter l'accès aux seules personnes autorisées.
- Assure le passage des consignes et la transmission des documents ci-dessus, au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

b) Au cours de la phase de réalisation, le coordonnateur SPS :
- Organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent présentes ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.
- Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.
- Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application et intègre les Plans Particuliers en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) en les harmonisant.
- Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
- Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier. Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune, afin de délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.
  Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.
- Préside le collège inter- entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsque sa création est requise.
- Prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, sous forme de proposition.

La participation du coordonnateur SPS aux rendez- vous de chantier organisés par la maîtrise d'œuvre se fait selon les modalités prévues au présent contrat. Elle n'est pas systématique.

Le coordonnateur n'assure pas une présence permanente sur le chantier. Le nombre de visite qu'il effectue est défini dans le présent contrat. Il en résulte que les constats qu'il fait, ne sont que la représentation des situations existantes au moment où la visite est effectuée et ne préjugent pas des modifications susceptibles de se produire même immédiatement après cette visite.

En l'absence de précisions particulières au contrat, la prestation du coordonnateur comprend les phases conception et réalisation.

5. CONDITIONS D'EXECUTION

Pour permettre l'exercice de la mission de coordination SPS, le maître d'ouvrage s'engage à mettre à sa disposition, sans frais :

a) **Moyens attribués par le client au coordonnateur SPS :**
- L'ensemble des documents réclamés par Apave, nécessaires à la bonne exécution de la prestation dans des délais compatibles avec l'exercice de sa mission.
- Un local équipé (téléphone, bureau, armoire verrouillable pour le classement des documents) et une salle permettant la tenue de toute réunion (dont CISSCT si prévu) à l'initiative du coordonnateur SPS. Cette logistique pourra être adaptée à la taille de l'opération et commune à celle du chantier.
- Il veille à ce que le coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées ;
- Il tient compte, lorsqu'il les estime justifiées, des observations du coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.
- Il fait en sorte que le coordonnateur SPS ait accès en permanence en tous lieux du chantier

b) **Autorité attribuée par le client au coordonnateur SPS :**

Afin de faire appliquer les mesures préalablement arrêtées et celles qui s'avéreraient utiles, le coordonnateur SPS s'adresse au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou aux représentants des entreprises.
- Si ses observations ne sont pas suivies d'effet dans un délai satisfaisant en regard de l'anomalie, le coordonnateur SPS informe par écrit le maître d'ouvrage afin que celui-ci, de par sa qualité, prenne directement les mesures nécessaires.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Copie de cette information écrite, peut être adressée à la maîtrise d'œuvre et aux intervenants.

- A aucun moment le coordonnateur SPS n'a un pouvoir de direction. En conséquence, il n'a pas d'autorité hiérarchique sur la maîtrise d'œuvre, les entreprises et leurs préposés. En ce sens et sauf cas d'urgence (danger grave et imminent) il ne peut se substituer à l'encadrement des entreprises auxquelles il fait part des anomalies relevées.
- La mise en œuvre pratique des dispositions définies par le coordonnateur SPS reste du ressort des entreprises. De même l'organisation de cette mise en œuvre reste du ressort de la personne chargée de la maîtrise d'œuvre du chantier.

6. LIMITES

La prestation d'Apave prend fin :

- En phase conception : à la remise du procès-verbal prévu à l'article R.4532-38 4°.
- En phase réalisation : à la remise du DIUO finalisé au Maître d'ouvrage.

Sont exclus de la prestation :

- L'élaboration, la rédaction et les mises à jour des Plans Particuliers en matière de Sécurité et de Protection de la Santé d'entreprises (PPSPS).
- Les ouvrages et les éléments d'équipement qui ne sont pas énumérés et décrits par le maître d'ouvrage dans les données de base du programme sauf conditions contractuelles.
- La formation des intervenants, qu'ils soient salariés ou travailleurs indépendants.
- La vérification des aptitudes physiques, des compétences techniques et professionnelles, des consignes qui sont données ainsi que leur respect, aux intervenants ou travailleurs indépendants.
- La détermination des modes opératoires d'intervention et d'exécution des travaux.
- Le choix des matériels mis en œuvre, des matériaux et produits employés, des installations, des équipements de travail, des équipements de protection individuels ou collectifs, ainsi que leur bonne utilisation.
- Les vérifications et contrôles obligatoires prévus par la réglementation.
- L'élaboration, la validation, la signature et le suivi des autorisations et permis de toute nature contribuant à assurer la sécurité des travailleurs et la protection de leur santé.
- L'élaboration du dossier de maintenance des lieux de travail (articles R.4211-3 et R.4211-4 du code du travail).
- La vérification de la véracité ou de l'exactitude des informations qui lui sont données, en particulier celles contenues dans les documents qui lui sont communiqués.
- Le respect des obligations prévues à l'article GN 13 du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, qui reste de la responsabilité du chef d'établissement.
- L'intégration de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail à la conception des locaux au regard des réglementations qui leur sont applicables en fonction de la destination finale.
- L'application des dispositions prescrites aux articles R.4511-1 à R.4515-11 du code du travail, relatives aux travaux réalisés par une entreprise extérieure dans un établissement en activité qui restent de la compétence des chefs d'entreprises extérieures et utilisatrices concernés.
  L'appréciation des risques liés à des défauts de stabilité ou/et solidité des ouvrages ou parties d'ouvrage, quelle que soit la phase de réalisation de l'ouvrage.
- La réalisation de sondages et de diagnostics destinés à la détection des risques liés à la présence d'amiante, de plomb et de polluants divers.
- La gestion du compte prorata.

La prestation du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'opération (article R.4532-6 du code du travail).

Le coordonnateur SPS n'est pas un agent de sécurité d'entreprise et ne saurait se confondre avec l'agent tel qu'il existait sous l'emprise de la loi du 6 décembre 1976 et des décrets pris pour son application. (Circulaire DRT 96-5 du 10 avril 1996 – Paragraphe 5.3.1 3°).

7. AUTRES PRESTATIONS POUVANT ETRE PROPOSEES PAR APAVE

Ne relèvent pas de la prestation de coordination SPS mais peuvent faire l'objet de prestations particulières au titre de contrats distincts :

- Agent / Animateur de prévention en phase chantier
- Assistance technique sécurité liée aux interventions d'entreprises extérieures dans un établissement en activité ;

8. SPECIFICATIONS PARTICULIERES

La prestation de coordination SPS Apave, conformément aux articles du code du travail R. 4532-23 à R. 4532-37, est réalisée par une personne titulaire d'une attestation de compétence.

Lorsque la prestation de coordination SPS ne porte que sur la phase réalisation, outre les obligations générales qu'il doit satisfaire, le maître d'ouvrage doit remettre avant la signature du contrat, et au minimum 2 semaines avant le début des travaux, les documents et les éléments suivants au coordonnateur SPS :

- Le dossier du permis de construire,
- Les études de la maîtrise d'œuvre de conception inclus;
- Le CCAP, les CCTP des différents lots des marchés de travaux ;
- Le plan général de coordination SPS, le planning des travaux ;
- Le registre journal visé par le maître d'ouvrage, le DIUO
- L'ensemble des consignes et sujétions de sécurité définies par le coordonnateur SPS Conception
- Les diagnostics des existants (recherche de matériaux amiantés, de plomb, sols pollués, etc)
- La liste des entreprises et de leurs sous traitants agréés par le Maître d'ouvrage.

Dans un délai deux semaines à compter de la remise des documents, Apave coordonnateur SPS, fait savoir au maître d'ouvrage s'il accepte ou non les résultats de la mission de coordination en phase de Conception. En cas d'acceptation le contrat est alors signé. En outre et conformément à la réglementation, et en présence du maître d'ouvrage, Apave coordonnateur SPS doit recevoir du coordonnateur de la phase de conception un exemplaire original du procès-verbal de transmission des pièces indiquées au § 4-a). Dans tous les cas, les points définis au présent paragraphe devront être réalisés avant le début des travaux.

A défaut, de réception de ces documents avant le début des travaux, Apave est en droit de résilié le contrat. Dans ce cas, le maître d'ouvrage ne peut se prévaloir d'une mission de coordination SPS en phase réalisation sur son opération.

Les modifications, en cours de contrat, donnent droit à des honoraires supplémentaires pour Apave notamment :

- Changement ou substitution de maître d'ouvrage (notamment constitution de SCI en cours de mission).
- Modification du programme, de la durée, du phasage de l'opération ou du montant des travaux.
- Suspension momentanée ou évolution notable du cours prévu de l'opération.
- Accroissement du nombre de lots ou d'entreprises.
- Extension de mission.
- Changement de catégorie d'opération, en particulier en raison de la présence de travaux à risques particuliers (Arrêté du 25.02.03) en cours d'opération (3ème catégorie) nécessitant l'élaboration d'un plan général de coordination simplifié et l'harmonisation de PPSPS simplifiés.
- Intervention pendant l'année de parfait achèvement.

Mission engagée dans un délai incompatible avec l'exercice de la coordination SPS (R4532-8) dite « mission tardive » : un avenant d'adaptation de la mission, sur le plan technique, est transmis au client lorsque les informations et documents nécessaires au C. SPS afin d'enclencher sa mission, ne lui sont pas communiqués, ou lui sont communiqués dans un délai incompatible avec l'exercice de sa mission. Ce délai est fixé à 2 semaines, à décompter avant la date prévue d'envoi du dossier de consultation aux entreprises.

9. RESILIATION

Sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la résiliation qui pourraient être prévues par les conditions générales de vente, le contrat sera, en outre résilié de plein droit après mise en demeure préalable restée infructueuse en cas de non respect des obligations suivantes :

- Absence de mise en œuvre de mesures par le maître d'ouvrage propres à faire disparaître une situation grave ou dangereuse signalée comme telle par Apave coordonnateur SPS.
- Non communication d'éléments/documents nécessaires pour accomplir la mission.
- Non paiement aux échéances prévues.
- Modification des moyens ou insuffisance de moyens accordés au coordonnateur SPS de telle sorte qu'il ne puisse plus accomplir sa mission.

Dans ce cas, l'ensemble des honoraires prévus pour la mission sera dû à Apave Coordonnateur SPS au prorata des missions déjà effectuées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

apave

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION

PREAMBULE - CHAMPS D'APPLICATION

Le présent document présente les conditions générales de vente et d'intervention applicables auprès des clients, concernant les prestations Apave, notamment en contrôle technique de construction qui font l'objet de règles dérogatoires précisées dans le présent document.

Le terme général Apave est utilisé pour désigner Apave Infrastructures et Construction France SAS, Apave Diagnostics SAS. Seule l'entité Apave signataire de l'offre ou du contrat avec le client sera redevable des prestations qui y sont prévues et responsable des dommages ou litiges susceptibles de s'élever à l'occasion de leur exécution.

Les prestations d'Apave sont définies dans ses offres et ses annexes, notamment annexes techniques, dans les contrats conclus avec les clients (ci-après "Conditions Particulières") et/ou dans les fiches descriptives d'Apave disponibles sur demande (ci-après "Conditions Particulières d'Intervention"). Ces documents constituent des conditions particulières aux présentes conditions générales.
Les engagements réciproques des Parties forment un tout indivisible et sont constitués d'un ou plusieurs documents figurant par ordre de priorité suivant dans la liste ci-dessous:

- Les Conditions Particulières, puis
- Les Conditions Particulières d'intervention (fiches descriptives de prestations), et enfin
- Les présentes Conditions Générales.

En cas de conflit, contradiction ou incompatibilité entre les conditions générales et les conditions particulières, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales sur les seuls points de divergence. En cas d'application des conditions générales d'achat du client, les présentes conditions générales de prestation de service prévalent sur les points de divergence, sauf accord spécifique. Toute prestation non prévue explicitement par l'un des documents contractuels est exclue tant qu'elle n'a pas été formellement acceptée par Apave. La mission d'Apave ne débute qu'à réception de la convention signée par le client ou à une date ultérieure convenue entre les parties dans les conditions particulières.

Toute prestation non prévue explicitement par l'un des documents contractuels est exclue tant qu'elle n'a pas été formellement acceptée par Apave.

La mission d'Apave ne débute qu'à réception de l'offre signée par le client ou à une date ultérieure convenue entre les parties dans les conditions particulières.

ARTICLE 1 : PRINCIPES GÉNÉRAUX D'INTERVENTION

Apave a une mission de tierce partie indépendante définie par voie légale ou réglementaire, et exerce les prestations conformément aux normes applicables.

Dans le cas de prestations en Contrôle Technique de Construction, les modalités d'intervention d'Apave sont définies selon les articles L.125-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH). Elles ne font pas obstacle à l'application, à la demande du maitre de l'ouvrage (ci-après "le client"), de dispositions contractuelles spécifiques qui s'inscrivent dans les limites de l'intervention du Contrôleur technique de construction.
L'intervention d'Apave s'exerce également en application de la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ainsi que des dispositions complémentaires et aménagements apportés par les présentes conditions générales et de leur annexe relative à la prise en compte des modalités spécifiques aux projets utilisant la maquette numérique (BIM) et des autres pièces constitutives du contrat.

ARTICLE 2 : MODALITÉS PRATIQUES D'INTERVENTION

Apave ne se substitue pas aux autres intervenants sur les sites du client, ce compris les intervenants de l'acte à construire, à savoir, et sans que cette liste soit limitative : architectes, bureaux d'étude, constructeurs, entrepreneurs, maître d'ouvrage, maîtres d'œuvre, exploitants, fabricants, producteurs, mainteneurs. Apave agit en qualité de prestataire de services assujetti à une obligation de moyens.
Apave exerce ses prestations en référence aux données techniques et scientifiques existantes au moment de ses interventions. Quelle que soit la prestation d'Apave, le client reste responsable de la prise de décisions.
Apave intervient sur les installations, équipements, ouvrages (et de manière générale sur la chose objet de la prestation) qui lui sont présentés par le client et sa responsabilité ne peut donc être engagée en cas d'intervention qui ne porteraient pas sur l'ensemble de la chose objet de la prestation.Les rapports émis par Apave constatent une situation existante à la date de la réalisation de la prestation par ses intervenants. En cas de modification ultérieure de l'objet de la prestation, le client aura la charge de solliciter une nouvelle intervention, l'établissement d'un nouveau rapport pouvant se révéler nécessaire.

Pour les interventions autres que le contrôle technique de construction :
Sauf stipulation contraire, Apave réalise ses prestations :
- par sondage (au sens statistique), et/ou
- par échantillonnage, et/ou
- par utilisation de drones, et/ ou
- par supervision à distance, au travers d'une assistance vidéo en temps réel, avec possibilité d'enregistrement audio et vidéo et prise de photographie

Pour toute intervention, le client doit faire accompagner en permanence le personnel Apave par une personne qualifiée qui lui fournira tout renseignement utile pour remplir en sécurité ladite prestation.

Le client conserve la direction, l'usage, la garde et la responsabilité de l'équipement, de l'installation, de l'ouvrage et de manière générale, de la chose objet de la prestation. En conséquence, Apave ne peut être tenue pour responsable du fonctionnement et de l'exploitation de ces installations, appareils, machines ou accessoires objets des prestations à effectuer, y compris dans le cas où l'intervenant Apave a été amené à se substituer au client qui n'aurait pas respecté les conditions définies ci-après (article 4) ou s'il a agi sur les ordres du client.
Les intervenants Apave ne peuvent procéder eux-mêmes à aucun montage, démontage ou sondage destructif.
Apave s'interdit toute participation à la direction ou à la surveillance des travaux, des chantiers, au fonctionnement, à l'exploitation et à l'entretien des installations, équipements, et de manière générale sur la chose objet de la prestation.
La dégradation ou destruction des équipements et installations soumis à des essais ou tests n'engage pas la responsabilité d'Apave, si elle résulte de l'accomplissement de ces essais ou tests dans les conditions normales et habituelles.

Dans le cadre de ses accréditations et autres reconnaissances externes, l'intervenant Apave est

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

susceptible d'être accompagné sur site par un évaluateur (Cofrac ou autre).

Sauf stipulation contraire dans les conditions particulières, il n'appartient pas à Apave de s'assurer que ses constats, informations ou avis sont suivis d'effet. L'information fournie par Apave ne peut ainsi être considérée comme ayant un caractère exhaustif.

Les documents échangés entre les Parties sont en langue française.
Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les livrables (y compris rapports temporaires ou définitifs, comptes rendus et autres documents délivrés par Apave conformément à la prestation) ("Livrables") sont mis à disposition sur la plateforme en ligne dédiée d'Apave, ou à défaut, envoyés sous la forme d'un fichier PDF par courrier électronique . Le client reconnaît la validité et la force probante du Livrable ainsi remis. Toutes les précautions devront être prises par le client pour que ce courrier puisse être reçu dans de bonnes conditions (avertissement en cas de changement de destinataire ou d'adresse, antispam...).

Quand l'intervention donne lieu à un rapport écrit et/ou au visa des registres réglementaires lors de l'intervention, la conservation des Livrables incombe au client, sauf obligation contraire imposée par la réglementation. Aucun Livrable destiné à être inclus dans un document final rédigé par le client ne doit être modifié ou amendé par le client. Si le client procède à des modifications, Apave se réserve le droit de décliner toute responsabilité sur le Livrable ainsi modifié.

Le client n'ayant pas reçu un rapport dans un délai fixé par la réglementation ou, à défaut, dans un délai de 5 semaines après la date convenue, doit en faire la réclamation à Apave, par tout moyen apportant la preuve de cette réclamation. En l'absence d'une telle réclamation, le client est réputé avoir reçu le rapport. Aucun duplicata ne sera transmis au client. En aucun cas, Apave n'est responsable du maintien au-delà de la fin de sa prestation, des plateformes d'échanges de données informatiques que Apave a mis en place, sauf disposition contraire dans les conditions spécifiques de ces plateformes.

En matière de contrôle technique de construction, les règles suivantes s'appliquent. Les aléas que Apave contribue à prévenir sont ceux visés par les missions retenues par le client et citées explicitement dans les conditions particulières du Contrat. Ils concernent les constructions achevées.

La classification et la codification des missions sont celles définies à l'article 5 de la Norme NF P 03-100.

- Les missions de base peuvent être de deux natures :
  - Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables, ou mission LP lorsqu'elle inclut la mission P1 portant sur les éléments d'équipements non indissociablement liés aux ouvrages ;
  - Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission est dénommée SH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, SEI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH) et STI lorsqu'elle porte sur d'autres immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels.
- Les missions complémentaires pouvant être proposées au client sont les suivantes :
  - Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes.
  - Mission LE relative à la solidité des ouvrages existants affectés par les travaux neufs.
  - Mission PSE relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes affectées par les travaux neufs.
  - Mission Av relative à la stabilité des bâtiments avoisinants.
  - Mission Th relative à l'isolation thermique aux économies d'énergie.
  - Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments.
  - Mission F relative au fonctionnement des installations du bâtiment.
  - Mission CO relative à la coordination des missions de contrôle technique.
  - Missions Hand relatives à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.
  - Mission ENV relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
  - Missions HYS relatives à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments.
  - Mission Brd relative au transport des brancards dans les constructions.
  - Mission GTB relative à la gestion technique des bâtiments.
  - Mission RNT relative à la sécurité des personnes en cas de survenance de risques naturels exceptionnels ou de risques technologiques.
  - Missions RTAA relative à la réglementation thermique, acoustique et aération dans les DROM.
- Le contrôle technique peut s'exercer, selon les termes des conditions particulières du contrat compte tenu de la nature de la mission et du choix du maître de l'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :
  - Phase 1 : contrôle des documents de conception,
  - Phase 2 : contrôle des documents d'exécution,
  - Phase 3 : contrôle sur chantier des ouvrages et élément d'équipement,
  - Phase 4 : examens avant réception,
  - Et, par mention expresse des parties,
  - Phase 5 : avis au maître de l'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Apave émet un avis sur l'ouvrage en se basant sur une analyse de risques d'ordre technique au regard, d'une part, de l'objectif des missions définies dans les Fiches descriptives de prestations et, d'autre part, des informations techniques transmises par le client. En conséquence, il n'appartient pas au contrôleur technique de procéder à un examen exhaustif des documents émis par les concepteurs, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises.

Le client autorise Apave à répondre à toute demande d'information de ses assureurs en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices. Il autorise également Apave, sauf opposition express de sa part, à adresser le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux intervenants à la construction.

Le maître de l'ouvrage autorise Apave à faire appel à des consultants de haut niveau de qualifications techniques pour conforter son propre avis.

Les rapports émis par APAVE pour informer le client de ses avis ne peuvent en aucun cas constituer des attestations de conformité ou de bonne fin, ni être utilisés pour ce but.

ARTICLE 3: OBLIGATIONS D'APAVE ET LIMITES D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE CONTRÔLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION

Apave intervient de 8 h à 17 h durant les jours ouvrés (soit du lundi au vendredi et hors jours fériés). Cette intervention est discontinue. Le client s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour permettre l'accès à l'ensemble du chantier à l'intervenant Apave le jour de sa visite dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité et des règles sanitaires en vigueur lors de son intervention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Apave ne vérifie pas les données du programme de l'opération.

Les fournitures (logiciel, ensembles installés en l'état) sont réputées capables des performances répertoriées dans les fiches techniques établies et fournies par les constructeurs.

La preuve des qualités et aptitudes à l'emploi des matériaux et éléments de construction ou celles de leur conformité aux règles qui leurs sont applicables doit être apportée à Apave soit par marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

Apave n'est pas tenu de s'assurer du caractère complet et véridique des informations contenues dans les rapports, procès-verbaux, certificats ou tout autre document technique qui lui sont remis.

Au titre de sa mission, il n'appartient pas à Apave de procéder à la vérification ou à l'examen, sur leurs sites de fabrication ou ateliers, des produits, prototypes ou éléments, de la préfabrication d'ouvrages, des produits destinés à être incorporés à l'ouvrage ou aux éléments d'équipement.

Les avis d'Apave sont formulés au regard des textes réglementaires et normatifs de référence.

Il n'appartient pas à Apave de prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le client.

Apave ne se substitue pas à la maîtrise d'œuvre et, à ce titre, elle ne prend pas en charge le visa des documents.

L'examen sur chantier des ouvrages ou des éléments d'équipement ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention d'Apave, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

Apave ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des métrés des ouvrages et éléments d'ouvrage et notamment pas des cotes relatives à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés au premier alinéa de l'article 4.2.7. de la norme NF P 03-100 sont d'une part les équipements industriels mus mécaniquement ou manuellement, tels que machines, ponts roulants, tables ou ponts élévateurs, chaînes de convoyages, et d'autre part les équipements de loisirs tels qu'installations scéniques, manèges, aires de jeux, équipements sportifs fixes ou mobiles, et d'une manière générale toute installation fixe ou mobile dont la destination est propre à l'activité exercée dans l'établissement.

L'intervention d'Apave ne porte pas sur la sécurité ou la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité d'utilisation des matériels des entreprises tels que grues, engins de chantiers, échafaudages.

L'intervention d'Apave ne s'étend pas aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions et à la désinfection des réseaux d'alimentation en eau.

L'intervention d'Apave ne porte pas sur :

- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les biens meubles ;
- les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation des locaux ;
- les travaux de démolition préalables ;
- tous les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier tels que terrassements, étalements, blindages de fouilles, butonnages, tirants d'ancrage provisoires, rabattements de nappes, assèchements de fouilles, procédés de renforcement du sol à caractère transitoire (congélation...) ;
- les ouvrages et éléments d'équipement existants avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux, dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation;

Lorsque le projet prévoit la mise en œuvre d'une solution d'effet équivalent au sens de l'article L.112-6 du CCH, en alternative à des prescriptions réglementaires, celle-ci est exclue des missions de contrôle technique visant ce domaine réglementaire durant les phases de conception, document d'exécution et réalisation.

L'étude d'impact et l'attestation de réalisation de l'objectif établies par l'organisme tiers, prévu à l'article L.112-9 du CCH, ainsi que le résultat de la mission d'attestation de la mise en œuvre de la solution d'effet équivalent prévue à l'article L. 112-10 du CCH doit être transmis au contrôleur technique par le client. La fourniture de ces éléments conditionne la conclusion des missions de contrôle technique concernées.

L'utilisation de matériaux réemployés au sens de l'article 51 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 doit être expressément signalée par le client à Apave. La qualification d'un matériau de récupération en vue de son réemploi éventuel ne fait pas partie de la mission d'Apave.

Apave ne se substitue pas aux constructeurs (maître d'œuvre, architecte, entreprise) pour apprécier la capacité des produits réutilisés ou réemployés à être incorporés dans l'ouvrage, ce qui relève des vérifications techniques qui incombent à ces derniers au sens de la l'article R.125-19 - ex R.111-40 - du CCH).

Tous travaux ultérieurs éventuels, que ceux-ci soient ou non engagés dans le cadre du respect d'une disposition réglementaire, sont exclus de la mission de contrôle technique.

L'examen des dispositions constructives et des travaux réservés par l'acquéreur d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement prévus à l'article R 261-13-1 du CCH sont exclus de la mission de contrôle technique.

La mission d'Apave prend fin à la remise du rapport final pour quelque cause que ce soit, et au plus tard, à la réception. Apave ne peut être engagé par des modifications postérieures à ses interventions.

Apave ne conserve pas les pièces et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Les correspondances, rapports de contrôle et d'une manière générale les documents établis par Apave ne sont pas conservés au-delà d'un délai de dix ans après l'achèvement de la mission.

En cas de mise en place d'une plateforme d'échanges de données informatiques par le maître de l'ouvrage, celui-ci s'engage à mettre en place, en accord avec Apave, l'organisation nécessaire pour permettre l'exercice des missions de contrôle technique dans le respect de la réglementation et de la norme NF P03-100. Les coûts s'y rapportant restent à la charge du client. Les coûts des prestations seront majorés à un montant équivalent au taux de documents transmis à Apave, et qui ne lui sont pas nécessaires dans la réalisation des prestations. Ainsi, en cas de flux de documents est supérieur de 10% et plus, une majoration de prix équivalente. Le client s'engage à assurer ou faire assurer l'administration des bases documentaires informatisées dématérialisées et de leurs systèmes de communication de manière à transmettre à Apave, de façon ordonnée par ouvrage ou éléments d'ouvrages, les seuls documents utiles à sa mission.

Sauf mention dans les conditions particulières, le processus de gestion des avis via cette plateforme d'échanges de données informatiques fait l'objet d'une majoration des honoraires. Apave facturera au client :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- une majoration du coût de la prestation si le client souhaite que les avis d'Apave soient intégrer dans son outil de gestion électronique des documents (GED),

-le coût de développement d'un *"application programming interface"* (API).

La conservation et l'archivage du Livrable incombent au client. Le client doit s'assurer de l'exactitude et de la mise à jour des coordonnées fournies à Apave pour la transmission du Livrable et disposer des moyens nécessaires à sa réception. Le Client qui n'a pas reçu le Livrable doit en faire part à Apave. A défaut le Livrable est réputé avoir été reçu.

ARTICLE 4 : OBLIGATION DU CLIENT

Apave intervient à la demande du client.

La fréquence des interventions d'Apave est précisée dans les conditions particulières. En cas de prestations nécessitant le respect de périodicités d'interventions, le respect de celles-ci incombant exclusivement au client, leur non-respect ne pouvant engager la responsabilité d'Apave.

Il appartient au client de prendre toutes dispositions en vue du bon déroulement de l'intervention d'Apave et notamment :

- En matière d'hygiène et sécurité, le client doit se conformer à la réglementation en vigueur, notamment celle relative à l'intervention d'une entreprise extérieure
- Nommer une personne qualifiée (disposant également des habilitations requises, en tant que de besoin) et disposant d'une bonne connaissance du site et/ou des installations ou équipements concernés pour accompagner l'intervenant Apave à la demande de celle-ci
- Assurer la direction des opérations nécessaires à l'intervention et conduire les installations
- Fournir les moyens d'accès aux locaux, aux équipements, installations et de manière générale à la chose objet de la prestation dans des conditions suffisantes de sûreté et de sécurité (un plan de sûreté devant être fourni par le client et validé par Apave en cas d'intervention sur site sensible)
- Fournir tous les documents techniques relatifs aux équipements, installations et de manière générale à la chose objet de la prestation, ainsi que tout autre document ou information nécessaire pour l'exécution des prestations ;
- Fournir toutes informations sur les modifications, incidents, survenus sur les matériels, installations et de manière générale sur la chose objet de la prestation
- Respecter, selon les domaines d'intervention, les prescriptions particulières indiquées dans les annexes de l'offre
- D'une manière générale, procurer les facilités suffisantes permettant à l'intervenant Apave d'accomplir efficacement son intervention, sans perdre de temps et dans les conditions normales de de sûreté et de sécurité
- En cas de récurrence de points de non-conformité, Apave se réserve le droit d'exclure de sa surveillance les installations et appareils concernés et/ou de suspendre l'exécution du contrat, en prévenant le client par lettre recommandée avec accusé de réception (AR).

Pour toute prestation réalisée par utilisation de matériels et outils (à titre d'exemple matériel d'étalonnage etc) appartenant au client ou dont il a la garde, le client s'engage à ce qu'ils soient en tous points conformes à la réglementation applicable. Le client reste responsable du paramétrage et de la maintenance desdits matériels et outils. Apave ne peut, en aucun cas, être tenue responsable du fonctionnement et de l'exploitation de ces matériels et outils. Dans ces conditions, la responsabilité d'Apave ne peut être engagée, à quelque titre que ce soit, pour les dommages que pourraient subir ces matériels et outils ou pour les accidents et leurs conséquences dont ces matériels et outils seraient à l'origine, et notamment pour les pertes d'exploitation susceptibles d'en résulter. Tout défaut du matériel devra faire l'objet d'une information à Apave, même après complète réalisation de la prestation.

Sauf intervention sur site sensible et/ou classé secret défense pouvant nécessiter une autorisation expresse du client, les moyens utilisés par Apave dans l'exécution de sa prestation peuvent nécessiter la prise de photos et/ou de vidéos des installations, équipements, bâtiments et de manière générale, de la chose objet de la prestation présents sur le site du client. Le client autorise et accepte l'utilisation de tels procédés par Apave et déclare expressément disposer des autorisations nécessaires, notamment de droit à l'image de son personnel. Apave fera son possible pour limiter la prise de vue aux seuls équipements, installations, bâtiments et de manière générale à la chose objet de la prestation.

Pour permettre l'exercice de la **mission de contrôle technique**, le maître de l'ouvrage s'engage à :

- Indiquer à Apave l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle, ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage et notamment celles relatives aux hypothèses de charges d'exploitation ou liées à la nature ou aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation.
- Informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le présent Contrat.
- Signaler ou faire signaler à Apave tous les incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une influence sur l'exercice de sa mission et notamment, dès qu'il en a connaissance, les déclarations de sinistres ou procédures judiciaires ouvertes en rapport avec des éléments d'ouvrage visés par la mission d'Apave.
- Fournir à Apave toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions satisfaisantes de sécurité. En particulier, mettre en œuvre le cas échéant les prescriptions du Décret n°92-158 du 20 février 1992.
- Fournir à Apave en langue française les plans et documents décrivant l'ouvrage ou l'élément d'ouvrage concerné par sa mission. Le client accepte de fournir à ses frais le tirage papier des plans ou documents expressément demandés par Apave. Sur accord des parties, les documents pourront être communiqués sous forme numérique.
- Fournir à Apave les documents formalisant les vérifications techniques qui incombent aux constructeurs au sens de l'article R.125-19 (ex R.111-40) du CCH (y compris les méthodes et les résultats des autocontrôles).
- Prévoir au planning les délais nécessaires à l'exécution des missions d'Apave, en particulier pour l'examen des plans, maquettes numériques et documents dont le délai minimum d'examen ne saurait être inférieur à 10 jours ouvrables à compter de la réception desdits plans et documents décrivant l'ouvrage ou l'élément d'ouvrage concerné.

En outre, le client s'engage à ne faire appel qu'à des constructeurs titulaires, au titre de l'activité pour laquelle il signe avec eux un contrat de louage d'ouvrage, d'une police d'assurance garantissant leur responsabilité conformément à l'article L.241-1 du Code des Assurances relatif à l'assurance de responsabilité obligatoire. Il s'engage également à fournir à Apave, sur simple demande, les

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

attestations d'assurance desdits constructeurs. A défaut, le maître d'ouvrage sera tenu d'indemniser le préjudice que Apave subira à raison de l'absence de souscription d'une telle garantie ou en cas de défaillance de celle-ci.

Le client ne peut faire état, vis-à-vis des tiers, des avis émis par Apave que par publication ou communication "in extenso" ; il ne peut être fait état à titre publicitaire de l'intervention d'Apave sans avoir recueilli au préalable son accord sur le principe et le libellé de ladite publicité. Les documents établis par Apave n'ont pas vocation à être diffusés dans le cadre de procédures amiables ou judiciaires auxquelles Apave ne serait pas partie.

ARTICLE 5: CONDITIONS GÉNÉRALES DE RÉMUNÉRATION

Les prix correspondent à une prestation réalisée conformément à l'offre et ses annexes. Toute mise en place d'un processus de facturation spécifique par échange de données informatisées devra faire l'objet d'un accord préalable d'Apave.
Sauf conditions particulières expresses, les prix s'entendent hors taxes, en euros, et sont soit :

- Ceux correspondant aux barèmes en vigueur à la date de la prestation,
- Ceux négociés entre les parties dans le cadre d'un devis accepté, pour chaque prestation.
  Ils sont établis en fonction des éléments fournis par le client et figurant sur une proposition soumise à son acceptation.

Apave se réserve le droit d'actualiser son offre financière:

- en présence d'un délai supérieur à 3 mois entre la date d'émission des prix de l'offre et le début d'exécution des prestations,
- en cas de suspension du contrat, notamment pour cause de recours des tiers et sans que ce cas soit exhaustif.

Toute intervention hors des heures ouvrées - c'est à dire non comprise entre 8h et 17h - de nuit, le samedi, le dimanche, un jour férié ou en urgence, fera l'objet d'une majoration de prix suivante :

- 25% le samedi, ou de 6h à 8h et de 17h à 22h
- 50% de nuit
- 100% le dimanche et les jours fériés
- 40% en urgence (c'est à dire si le délai entre la réception de la demande du client et le début de l'intervention est inférieur à 48h)

Par ailleurs, un montant supplémentaire peut être facturé dans les cas suivants :

- 35€ par demi-heure d'attente pour procéder à la réalisation de la prestation
- 70€ par heure d'attente pour procéder à la réalisation de la prestation
- 20% du montant initial de la prestation en cas d'absence d'accompagnement

Dans le cas où le client ne se conforme pas aux règles d'hygiène et sécurité et des règles sanitaires obligatoires applicables à la réalisation d'une prestation, Apave se réserve la possibilité de reporter ou d'annuler celle-ci et d'appliquer les pénalités suivantes :
(i) tout aléa dans l'exécution d'une prestation, qui entraîne une augmentation de sa durée fait l'objet d'une facturation complémentaire soit de 50% de la prestation par demi-journée avec un minimum de facturation de 500 €HT;
(ii) toute annulation d'une prestation moins de 3 jours avant la date prévue, donne lieu à une facturation de 50% de la prestation avec un minimum de facturation de 500€ HT.
Si, de plus, l'intervenant Apave a effectué un déplacement, les frais correspondants sont facturés en sus, le barème correspondant étant à la disposition du client sur demande.
Les frais d'impression de document remis par le client à Apave lui seront refacturés.

Apave remettra au client au maximum deux versions de rapports. Au-delà, Apave se réserve le droit de facturer 5% du montant de la prestation toutes versions complémentaires.
La remise de rapport au format papier donne lieu à une facturation de 35€ par rapport.
Les factures sont émises suivant les conditions prévues au contrat :

- facture provisionnelle émise en début d'année avec décompte définitif après la réalisation de l'intervention,
- ou facture après réalisation des prestations de courte durée,
- ou facture d'acompte au fur et à mesure de l'avancement des prestations avec décompte définitif à compter de la réalisation définitive des prestations prévues au contrat.

Apave se réserve la possibilité de résilier de plein droit un contrat en cas de non-paiement de sa rémunération après l'envoi de la mise en demeure par lettre recommandée avec AR demeurée infructueuse.
Si le client demande une modification ultérieure du contenu de la prestation, il en avisera Apave par écrit. Tout changement de nature à modifier de façon sensible la durée et la teneur des prestations d'Apave, y compris au cours de la première intervention, fera l'objet d'un réajustement de prix.

Le paiement ne peut être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par Apave ou d'un différend entre le client et ses maîtres d'œuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

Les honoraires d'Apave sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux applicable lors du règlement, vient s'ajouter aux honoraires des notes présentées.

Sauf conditions particulières contraires, les frais de transport et de séjour non prévus dans les conditions particulières et engagés par Apave pour les besoins de la mission sont facturés en sus et remboursés par le client sur la base des justificatifs fournis par Apave.

Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les honoraires sont révisables à chaque échéance de facturation selon la formule suivante :
$P = Po * In / Io$, où :

- P est le montant révisé de l'échéance,
- Po est le montant initial de l'échéance à la date de signature du contrat,
- In est le dernier indice ING connu à la date de facturation,
- Io est l'indice ING du mois de la date de signature du contrat.

L'application de cette formule ne peut avoir pour conséquence la diminution du montant de l'échéance P, à un montant inférieur au montant initial Po.

En matière de contrôle technique de construction, les règles suivantes s'appliquent en complément. Pour rémunérer Apave, le client versera les honoraires fixés selon les modalités prévues aux termes des conditions particulières du contrat.

Le montant de ces honoraires aura préalablement fait l'objet d'un devis établi par Apave, en fonction de la spécificité des missions, conformément à l'annexe B de la norme NF P 03-100.

Lorsque la rémunération d'Apave s'exprime en forfait ou à la vacation, son montant est actualisable et révisable suivant la variation de l'indice retenu pour le calcul de la révision de prix. Les formules d'actualisation et de révision des prix sont précisées dans les conditions particulières du contrat. La révision est applicable sur chaque acompte ou vacation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Les conditions particulières du contrat indiquent notamment l'évaluation provisoire du montant des travaux, le délai prévu pour la construction, sa destination et la nature des ouvrages contrôlés : toute modification sur ces points entraînant pour Apave un surcroît de moyens ainsi que l'admission de variantes survenant après l'établissement du devis initial et de la signature du contrat donnent lieu, d'un commun accord entre les parties contractantes, à une adaptation financière dudit contrat.

Le client qui agit en dehors de son activité commerciale, industrielle, libérale, artisanale ou agricole est libre de se rétracter par lettre recommandée avec avis de réception et d'annuler sa commande, en respect des dispositions du code de la consommation.

En cas d'exercice du droit de rétractation, Apave procédera au remboursement des sommes versées par virement bancaire, déduction faite des éventuels coûts d'annulation dans les délais prévus par les dispositions du code de la consommation suivant la notification de la demande de rétractation.
Le client exercera son droit de rétraction par courrier avec accusé de réception à l'adresse du siège de l'entité Apave réalisant la prestation, en précisant son identité, les références du contrat.
Cependant, le droit de rétractation ne peut être exercé pour les prestations pleinement exécutées avant la fin du délai de rétractation ou dont l'exécution a commencé. En pareil cas, le client reconnaît et accepte de renoncer à son droit à rétractation.

ARTICLE 6 : DELAI DE PAIEMENT - PENALITES

Sauf disposition applicable en cas d'application du code de la commande publique, les factures sont payables dans les délais prévus par la loi sans escompte selon l'échéancier prévu dans l'offre. Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la date de facture. Conformément aux dispositions de l'article L441-10 du code de commerce, tout retard ou défaut de paiement donnera lieu, sans mise en demeure préalable, à une pénalité égale à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur, calculée sur le montant HT figurant sur la facture. Conformément aux dispositions de l'article D441-5 du code de commerce, Apave se réserve le droit d'exiger du client le versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 €HT pour frais de recouvrement, sans aucune formalité préalable. Dans l'hypothèse où les frais de recouvrement engagés par Apave seraient supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, Apave pourra demander au client une indemnisation complémentaire sur justificatifs.

En outre, **en matière de contrôle technique de construction et de coordination SPS,** en cas d'abandon du projet ou d'arrêt définitif des travaux, Apave perçoit en sus des honoraires déjà échus, une quote part équivalente au minimum à 20% du solde du contrat.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ

Toutes Informations non publiques échangées entre Apave et le client, notamment savoir-faire, croquis, photographies, plans, dessins, documentations, idées, concepts, rapports, manuels, secrets d'affaires et commerciaux, marques, logos, qu'elles soient écrites ou orales, sont confidentielles (« Informations confidentielles »).

Apave et le client garantissent que les Informations Confidentielles ne sont utilisées qu'aux fins de l'exécution de la prestation ou de ses conséquences. Les parties s'engagent :

- à les protéger et les garder strictement confidentielles,
- à ne pas les copier, ni les reproduire, ni les dupliquer, totalement ou partiellement,
- à ne les divulguer de manière interne qu'aux seuls membres de leur personnel ayant à en connaître en portant à leur connaissance leur caractère confidentiel et les obligations qui s'y rattachent.

A ce titre, le client veille à ce que les présentes obligations soient acceptées et appliquées par son personnel.

Par dérogation aux dispositions à ce qui précède, la Partie qui reçoit ou obtient une Information Confidentielle n'aura aucune obligation de confidentialité et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes Informations dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles sont déjà connues du public préalablement à leur communication par l'autre Partie ou après celle-ci, et ce en l'absence de toute faute de la Partie qui a reçu ou obtenu l'Information Confidentielle ; ou
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restriction, ni violation d'une obligation de confidentialité ; ou
- qu'elles ont été développées indépendamment ou acquises par la partie réceptrice sans utilisation de ou sans référence à l'Information Confidentielle reçue de la partie divulgatrice ; ou
- qu'elles sont tombées dans le domaine public; ou
- que la divulgation ou l'utilisation autre que celle autorisée par les présentes, a été permise par écrit par la Partie qui a divulgué ou a laissé divulguer cette Information; ou
- que la divulgation ou l'utilisation résulte d'une obligation en vertu de la loi ou des réglementations applicables, des exigences d'accréditation ou de tout jugement obligatoire, ordonnance ou exigence d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente.

Apave assure la confidentialité des informations relatives aux objets, aux installations inspectées, aux documents communiqués ou aux entreprises concernées. Aucune information n'est rendue publique, sauf dans le cadre d'obligations légales.

Aucun document, en ce compris les rapports, concernant la prestation exécutée ne peut être diffusé à des tiers, sans autorisation écrite et préalable d'Apave, en dehors des obligations administratives, légales, réglementaires ou de toute réquisition de la part des autorités administratives, judiciaires ou d'un organisme d'accréditation.

Les données d'Apave désignent, sans s'y limiter, les Livrables et résultats émis par elle en dehors des données à caractère personnel et des données relatives à la stricte identification du client et de ses équipements. Lorsque le client fait usage de plateformes tierces, il s'engage à ce que les données d'Apave ne soient pas utilisées par la plateforme tierce, sauf à des fins de maintenance ou d'archivage de ladite plateforme.

Sauf opposition expresse du client, celui-ci :

- accepte de figurer sur les listes de références d'Apave qui s'oblige alors à respecter l'image de marque et la politique de communication du client ;
- autorise par défaut Apave à communiquer les avis qu'elle émet à tout intervenant à l'acte de construire.

Les Informations non publiques restent confidentielles après la fin de l'exécution ou la résiliation du contrat. Tout enregistrement audio ou vidéo de réunions ou de la prestation par le client est interdit.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le client autorise Apave à utiliser les informations à des fins de formations internes, des fins de statistiques pour l'amélioration continue des prestations.

ARTICLE 8 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle, Apave est titulaire des droits de propriété intellectuelle qui porteront sur les prestations réalisées dans le cadre du contrat, ainsi que sur tous rapports, courriers, courriels, base de données, écrits, matériaux et toute autre document élaboré par Apave dans l'exercice de ses prestations, quel que soit le support utilisé.
Si des outils ou des méthodes sont utilisés à l'occasion des prestations par Apave, faisant l'objet ou non d'une protection spécifique (en ce compris, sans que cela soit limitatif, un droit d'auteur, un brevet ou une marque), ils resteront la propriété exclusive d'Apave.
Apave demeure ainsi propriétaire de ses méthodes et savoir-faire, mais également propriétaire des codes source, des inventions nés à l'occasion du contrat ou au cours de l'exécution de la prestation.
Apave concède au client, qui l'accepte, dans les conditions et limites stipulées dans les présentes conditions générales de vente, un droit non exclusif et non transférable d'exploitation des Livrables pour les seuls besoins du client (besoins internes, assurer la mise en conformité de ses installations et équipements, et attester du respect de la réglementation en vigueur) dans le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, à l'exception de toute commercialisation ou de toute mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit.
Sans préjudice des dispositions du présent article, pour toute demande d'exploitation des Livrables à d'autres fins, le client doit obtenir l'accord écrit d'Apave.
Le fait pour le client de pouvoir conserver, utiliser, reproduire et diffuser les Livrables, ne peut en aucune manière lui permettre d'acquérir un quelconque droit de propriété sur les marques du Groupe Apave.

Le prix de la présente concession est compris de manière forfaitaire et définitive dans le prix de la prestation.

Toute utilisation de l'une des marques du Groupe Apave est interdite sans l'accord écrit, préalable et exprès d'Apave ; son éventuel refus n'a pas à être motivé.

Apave n'accorde pas au client des droits de propriété intellectuelle sur la marque Cofrac ou tout autre organisme de tutelle.

ARTICLE 9 : ASSURANCES ET AGRÉMENT MINISTÉRIEL

Apave a souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile. Sur demande du client, une attestation peut lui être adressée. Le client doit se garantir contre les risques qu'il ferait encourir aux intervenants Apave et les incidents ou accidents dont la responsabilité lui incomberait auprès d'une assurance notoirement solvable.

De plus, en **matière de contrôle technique de construction,** conformément à l'article L.241-1 du Code des Assurances, Apave souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile décennale telle qu'elle peut être engagée dans les termes de l'article L.125-2 du Code de la Construction et de l'Habitation. Apave déclare également être titulaire de l'agrément ministériel visé à l'article L.125-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Apave s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande.

Le client s'engage à communiquer à Apave le montant HT total et définitif des travaux, honoraires compris dès qu'il a connaissance du montant définitif des travaux soit après achèvement du chantier soit à l'issue de toute procédure portant sur les comptes entre les intervenants à la construction.

A défaut d'avoir communiqué à Apave le montant total et définitif des travaux, honoraires compris, en cas de dépassement du coût de la construction prévu au contrat d'assurance d'Apave et en l'absence de contrat collectif de responsabilité décennale :

- le client prend en charge la surprime susceptible d'être demandée par l'assureur d'Apave à son assuré,
- dans l'hypothèse où l'assureur serait conduit à faire application d'une règle proportionnelle en application de l'article L.113-9 du code des assurances, le client ne pourra exiger d'Apave le complément d'indemnisation et devra garantir Apave à ce titre.

Le client s'engage à inclure Apave en qualité de bénéficiaire de toute police complémentaire de groupe, contrat d'assurance collectif, contrat collectif de responsabilité décennale, sans aucune contrepartie ou participation financière et quelle que soit la qualité du souscripteur de ladite police.

A défaut, le client garantit Apave à hauteur des garanties souscrites au titre de cette police complémentaire de groupe.

Le client s'engage à souscrire et à faire souscrire par les intervenants à la construction, les assurances et garanties appropriées aux risques induits par leurs missions respectives.

Le client conserve la direction, l'usage, la garde et la responsabilité des équipements/produits (ci-après les « Biens confiés ») laissés à demeure.

Le client s'engage à :

- assurer les Biens confiés par une assurance Responsabilité Civile (RC) en vigueur comportant une garantie spécifique au titre des dommages causés aux Biens confiés par Apave,

- en justifier par une attestation avec le niveau de garantie adéquat,

- et à maintenir cette assurance comportant cette garantie spécifique pendant toute la durée du contrat.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ

En matière de contrôle technique de construction, Apave assume sa responsabilité professionnelle telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil et conformément aux dispositions de l'article L 125-2 alinéa 1er du code de la construction et de l'habitation à savoir dans les strictes limites des missions qui lui sont confiées. Conformément aux articles L243-9 et R243-3 du Code des assurances, Apave supporte les conséquences financières de sa responsabilité professionnelle dans les limites des plafonds de garanties fixées dans son contrat d'assurance.
La responsabilité d'Apave ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou une mauvaise réalisation d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou dont l'usage ou la destination ne lui ont pas été signalés. Elle ne peut pas non plus être recherchée pour les dommages survenus malgré le respect des textes réglementaires ou normatifs de référence, ni pour ceux dus à la non prise en considération des avis défavorables émis par Apave.

Pour tous les autres régimes de responsabilité professionnelle, Apave n'assumera que ses fautes professionnelles dans les limites de ses missions. Elle ne pourra être tenue pour responsable ni solidairement ni in solidum des fautes commises par d'autres intervenants.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

La responsabilité financière totale cumulée d'Apave est strictement limitée à la réparation des dommages matériels directs subis par le client, dans la limite de cinq fois le montant hors taxe des honoraires perçus par Apave en paiement des prestations par année contractuelle, sans jamais dépasser 1,5 millions d'euros pour toute la durée du contrat. En tout état de cause, les dommages indirects/immatériels consécutifs/non consécutifs (notamment perte de profits, perte d'image) subis par le client ou tout tiers sont expressément exclus.
Au-delà des limites et exclusions prévues à l'alinéa précédent, le client renonce à tout recours à l'encontre d'Apave et de ses assureurs et devra obtenir de ses propres assureurs les mêmes renonciations. Le client indemnisera et tiendra quitte Apave et ses assureurs de tout recours s'il ne parvient à obtenir lesdites renonciations.
Le processus de traitement des réclamations et des appels est décrit dans le Manuel Qualité Apave disponible sur le site www.apave.com.

ARTICLE 11 : FORCE MAJEURE

Les parties conviennent qu'en cas de force majeure leurs responsabilités respectives pour inexécution partielle ou totale de l'une quelconque de leurs obligations au titre du contrat, ne pourront être recherchées.
A cette fin, les Parties conviennent de considérer comme constituant un cas de force majeure, outre les cas traditionnellement admis par la jurisprudence, les évènements suivants :
- Tout incident d'ordre climatique d'une exceptionnelle importance, les phénomènes de catastrophe naturelle et les troubles résultant notamment du gel, de la neige, de la pluie, les séismes et les avalanches,
- l'incendie, l'inondation ou l'explosion pour quelque cause que ce soit,
- les guerres, le risque nucléaire, les grèves, débrayages, le blocage de dépôts de carburant et les mesures prises par des tiers pour enrayer une pandémie non connue à la signature du contrat,
- les jours d'intempéries constatés par l'Architecte qui entraînent une perturbation dans le déroulement du chantier ou un retard dans le planning ou un arrêt du travail, conformément aux dispositions de la loi du 21 octobre 1946,
- tous dysfonctionnements, pannes ou coupures affectant les réseaux informatiques, électriques, de télécommunication et de fourniture d'accès à Internet, imputables ou non aux compagnies concessionnaires (tels que EDF...), notamment lorsque l'un de ces évènements empêche l'accès au site ou aux ouvrages sur lesquels porte la prestation ou la transmission d'un livrable. L'exécution de la partie de la prestation directement affectée par l'événement de force majeure est suspendue. Elle reprend dès la fin de ses effets, sauf impossibilité manifeste. Chaque Partie supporte, en ce qui la concerne, les conséquences du cas de force majeure.

Apave s'engage à en informer le client dans les meilleurs délais et par tout moyen à sa convenance dès lors que cet événement a un impact sur sa mission. Les Parties conviennent alors de se concerter dans un délai de quinze (15) jours pour envisager la poursuite du Contrat ou son éventuelle résiliation dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document.

ARTICLE 12 : DUREE - RESILIATION

Le contrat est conclu pour la durée du projet, stipulée dans les conditions particulières. Le contrat prend fin par la remise du rapport final par Apave au client.

Les parties se réservent le droit de résilier le contrat pour convenance sous réserve d'un préavis de 2 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.
En cas de manquement par l'une des parties à ses obligations, l'autre partie pourra résilier le contrat après mise en demeure de 30 jours pour s'exécuter restée infructueuse.
Quel que soit le motif de la résiliation, celle-ci prendra effet de plein droit, sans formalités judiciaires, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels la partie ayant résilié le contrat pourrait prétendre du fait de ce manquement. Le client sera tenu de régler le montant des honoraires dus à Apave pour les prestations exécutées jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

De manière générale, Apave a vocation à exécuter elle-même les interventions qui lui sont confiées. Elle se réserve toutefois la possibilité de les sous-traiter sous son entière responsabilité dans la mesure où la réglementation ne l'interdit pas. Dans ce cas, le client accepte que Apave divulgue à son sous-traitant les informations nécessaires à l'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 : CESSION ET TRANSFERT

Chacune des parties est autorisée à céder le contrat à toutes sociétés entretenant des liens capitalistiques ou de contrôle, directs ou indirects avec elle, tels que définis aux articles L233-1 et suivants du code de commerce. La cession fera l'objet d'une information à l'autre partie par tous moyens dans les meilleurs délais. Les parties pourront céder le contrat à tout tiers sous réserve d'une information préalable trois mois avant la cession effective.

Pour toutes prestations, le client s'oblige à rétrocéder aux mêmes conditions les devoirs et obligations de ce contrat à toute personne physique ou morale qui se substituerait à lui. A défaut, le client reste redevable de l'intégralité des honoraires restant dus à Apave sur simple demande et quelle que soit la nature de la modification relative à l'opération concernée.

ARTICLE 15 : DONNÉES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») applicable depuis le 25 mai 2018 qui définit entre autres les termes « Responsabilité des traitements », « sous-traitant », « donnée à caractère personnel » (DCP) et « traitement » utilisés ci-après. Les DCP que le maître de l'ouvrage fournit à Apave font l'objet de traitements destinés à une relation commerciale suivie et à la gestion, le suivi et l'exécution des missions prévues au contrat. Elles sont destinées aux interlocuteurs d'Apave, et le cas échéant, à ses prestataires et aux tiers autorisés en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. Elles sont conservées pendant toute la durée du Contrat et jusqu'à 10 ans à compter de sa résiliation ou de la réception de l'ouvrage.

Les opérations suivantes sont réalisées sur les DCP : collecte, utilisation à des fins de communication, stockage et suppression de messages entrants et sortants par des canaux divers (courriels, communications téléphoniques ou leurs transcriptions, Livrable, sms et autres). Les DCP traitées sont : nom, prénom et l'adresse mail professionnelle, n° de téléphone.

La personne concernée peut exercer ses droits d'accès aux données à caractère personnel, à la rectification ou l'effacement de celles-ci, à la limitation du traitement, à s'opposer au traitement et à la portabilité des données en contactant le Délégué à la Protection des Données à l'adresse mail dpo@apave.com ou par courrier à Apave à l'attention du Délégué à la Protection des Données 6 rue du Général Audran CS 60123 92412 COURBEVOIE Cedex. Dans les mêmes conditions, la personne concernée a également le droit de retirer son consentement à tout moment, sans que les effets de ce retrait soient rétroactifs. La personne concernée a la possibilité d'introduire une

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

réclamation auprès d'une Autorité de contrôle de la Protection des Données, en France la CNIL.

En cas de sous-traitance ou de responsabilité conjointe des traitements, un avenant au contrat sera signé avec le client.

ARTICLE 16: ETHIQUE ET **RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)**

Apave s'engage dans une démarche éthique définie dans ses Codes et documents de référence consultables sur son site Internet https://www.apave.com/fr-FR/Actualites/Publications/Chartes-ethiques ;Le Client reconnaît avoir pris connaissance de ces documents et y adhérer.
La stratégie RSE d'Apave est consultable sur son site internet : https://www.apave.com/fr-FR/Le-Groupe/Notre-engagement-RSE . Le Client reconnaît en avoir pris connaissance.

ARTICLE 17 : NON SOLLICITATION DU PERSONNEL

Pendant toute la durée de la mission, et pendant une durée de 12 (douze) mois suivant la cessation de celle-ci, qu'elle qu'en soit la cause, le client s'engage à ne faire aucune offre d'emploi à l'un des membres du personnel d'Apave ayant participé à la réalisation des prestations, sauf accord écrit de celle-ci.

ARTICLE 18 : AUTONOMIE DES CLAUSES CONTRACTUELLES

Si l'une quelconque des dispositions du Contrat - ou des modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement - était déclarée nulle ou considérée comme illégale ou rendue inapplicable, du fait de l'entrée en vigueur d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente, les Parties s'efforceront de se mettre d'accord sur une nouvelle rédaction, étant entendu que les autres dispositions contractuelles n'en seront pas affectées et resteront en vigueur.

Le fait, pour l'une ou l'autre des parties au contrat, en une ou plusieurs occasions, de ne pas se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions du contrat ne pourra en aucun cas impliquer la renonciation par cette partie à s'en prévaloir ultérieurement.

ARTICLE 19 : DROIT APPLICABLE - LITIGE

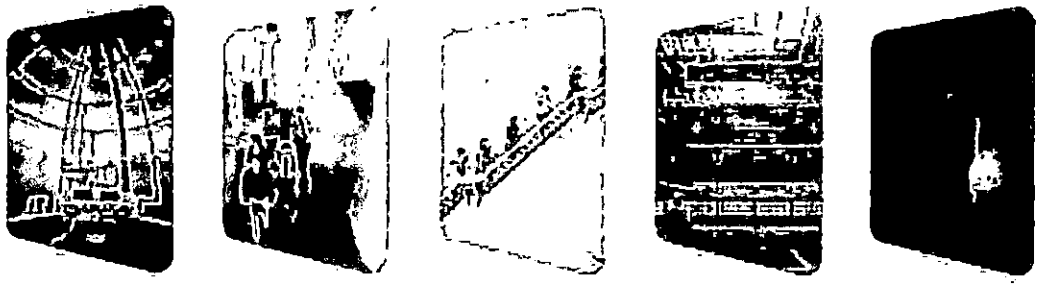
Les présentes conditions générales sont soumises au droit français.
Les Parties conviennent que tout litige susceptible de naître en raison de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat fera l'objet d'une procédure amiable préalable.
En cas d'application du code de la consommation, le litige sera préalablement soumis à un médiateur de la consommation en vue d'une résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, Apave garantit au client le recours effectif et gratuit à un dispositif de médiation de la consommation en s'adressant à l'ANM Conso 2, rue de Colmar 94300 Vincennes, mail : contact@anm-conso.com. Le client est néanmoins informé que le litige ne pourra être examiné par le médiateur de la consommation que s'il est en mesure de justifier avoir tenté au préalable de résoudre son litige directement auprès d'Apave par une réclamation écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, et que cette réclamation n'ait pas abouti ou soit restée sans réponse dans un délai de deux (2) mois.
En cas d'échec, le litige sera soumis à la compétence exclusive des juridictions du ressort de l'entité Apave ayant réalisé les prestations.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' dép se

APAVE N° 270 758 OMBRIERE 810,00 €
162,00
remise du rapport final

Réf. : 2812229.1
Réf. Client: A3400355162
23/06/2025
Engag' Recette N° 88



CONTRAT DE CONTROLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION

Référence : 2812229.1

Opération concernée:

Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

Samuel BERGHE
Tél. : 0623520327
Mail : batimentnpdc@apave.com
APAVE IC NPDC Dunkerque
Rue d'Amsterdam
CS 30044
59944 DUNKERQUE CEDEX 2

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

APAVE IC NPDC Dunkerque
Rue d'Amsterdam
CS 30044
59944 DUNKERQUE CEDEX 2
batimentnpdc@apave.com

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
HOTEL DE VILLE
59190 HAZEBROUCK

Affaire suivie par Samuel BERGHE, Responsable d'Unité
Tél. : 0623520327
Référence : 2812229.1
Numéro client : A3400355162

Le 23/06/2025

Objet : Contrôle technique support photovoltaïque - Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande du 20/06/2025, nous avons le plaisir de vous adresser ci-joint notre proposition pour la prestation en objet.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toute information complémentaire qui vous paraîtrait utile et vous rencontrer pour examiner plus en détail les conditions de notre collaboration. Si ce document reçoit votre approbation, nous vous demandons de bien vouloir nous le retourner en deux exemplaires, datés et signés avec nos conditions générales et spéciales paraphées page par page, à l'adresse suivante :

APAVE IC NPDC Dunkerque
Rue d'Amsterdam
CS 30044
59944 DUNKERQUE CEDEX 2
batimentnpdc@apave.com

Vous remerciant de votre confiance, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Samuel BERGHE

P.J. : Proposition de prestation

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Réf. : 2812229.1
Réf. Client: A3400355162
23/06/2025

Entre les soussignés :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
ci-après désigné le « Maître de l'Ouvrage », situé :
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
HOTEL DE VILLE
59190 HAZEBROUCK
représenté par

SIREN : 200036895

d'une part,

Et :
APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE
ci-après désigné « Apave » dont le siège est situé :
6 rue du Général Audran
92412 COURBEVOIE CEDEX
représenté par :
SÉBASTIEN EUCHER
APAVE IC NORD PAS DE CALAIS
340, Avenue de la Marne CS 43013
59703 MARCQ EN BAROEUL CEDEX
d'autre part,

1. OBJET DE L'OFFRE :

1. La présente offre s'applique à l'opération désignée ci-après :
   Construction d'ombrières photovoltaïques à Blaringhem

2. L'intervention du Contrôleur Technique de Construction sera conforme aux dispositions de nos Conditions Générales de Vente de d'Intervention du Contrôle Technique de Construction et des fiches descriptives de prestation jointes à cette offre. Elle comprendra exclusivement les missions suivantes :

3. Les textes auxquels se réfère le Contrôleur Technique de Construction au cours de son intervention sont conformes à l'article 4.1.10 de la Norme NF P 03-100.

2. PIECES CONTRACTUELLES:

La présente offre est constituée d'une proposition de contrat à laquelle s'ajoute :

- 1 fiche(s) descriptive(s) de prestation
- Les Conditions Générales de Vente et d'Intervention du Contrôle Technique de Construction

En cas de contradiction, les conditions particulières du présent contrat priment sur tout autre document.

3. CONDITIONS D'INTERVENTION :

Le nom du Contrôleur Technique de Construction chargé du suivi de l'opération vous sera communiqué après réception de l'offre signée. Le début et la durée de sa mission sont mentionnés en § 4.

4. CONDITIONS COMMERCIALES :

1. Conformément à l'article 8 des Conditions Générales de Ventes et d'Intervention du Contrôle Technique de Construction, la rémunération du Contrôleur Technique de Construction, dans les conditions de durée et de volume de travaux stipulés dans le présent document, est fixée à :

   Montant des honoraires HT : 1 350,00 €, soit 0,69 % du montant des travaux estimé à 196 613,27 € HT
   Montant des honoraires TTC : 1 620,00 €.

   Les montants ci-dessus sont établis aux conditions économiques du 23/06/2025 et comprennent les frais de déplacement.

2. Notre offre est valable jusqu'au 23/09/2025.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

3. La durée de notre mission a été évaluée sur la base d'une durée des travaux de 1.5 mois et pour une date de début des travaux à communiquer par le Maître de l'Ouvrage.
4. Le montant des honoraires évoluera dans les conditions suivantes :
   - Si le montant réel des travaux dépasse le montant prévisionnel annoncé ci-dessus, un complément d'honoraires sera calculé proportionnellement à l'augmentation du montant des travaux.
   - Si la durée réelle des travaux est supérieure à la durée prévisionnelle annoncée ci-dessus, un complément d'honoraires de 550 € HT sera à prévoir pour chaque mois d'intervention supplémentaire.
   - De même, tout changement ou modification significatif apporté au programme initial défini dans notre offre, entraînera une majoration de nos honoraires. Celle-ci, fonction de l'importance du changement, sera proposée au Maître d'Ouvrage pour accord et validée par la signature d'un avenant.
5. Révisions de prix :
   Nos prix sont fermes et non révisables pour la durée initiale du contrat.

5. CONDITIONS DE FACTURATION :

Facturation selon échéancier suivant :

FACTURE A LA COMMANDE	20 %	270,00 € HT
REMISE DU RAPPORT INITIAL	20 %	270,00 € HT
DEMARRAGE DES TRAVAUX : M0	50 %	675,00 € HT
REMISE DU RAPPORT FINAL	10 %	135,00 € HT

6. CONDITIONS DE PAIEMENT :

Les sommes dues au titre du présent contrat sont payables, sauf dispositions contraires, sans escompte, à la date de paiement indiquée sur les factures, selon les conditions suivantes :

- Condition de paiement : Echéance à 30 jours .
- Mode de règlement : Virement.

Les règlements seront adressés :

➔ Pour les avis de virement à « Avis.Virement@apave.com » selon coordonnées suivantes :

DOMICILIATION	IBAN	RIB	SWIFT
CENTRE D AFFAIRES MARSEILLE	FR76	30003012690002603308818	SOGEFRPP

➔ Pour les chèques, billets à ordre ou LCR à « APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - BP 3 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX » libellés à l'ordre de « APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

7. ADRESSE DE FACTURATION ET DE PAIEMENT :

MENTIONS OBLIGATOIRES SUR FACTURE (Ordonnance n°2019-359 du 24 avril 2019)
Si le Client souhaite que la facturation émise par APAVE comporte un numéro de bon de commande en référence à la présente offre et/ou une adresse d'expédition postale différente de celle présentement indiquée, il s'engage à adresser, à l'émetteur de l'offre, un bon de commande précisant ces informations dans les plus brefs délais après signature d'acceptation de la présente offre.
Le Client accepte ainsi expressément que s'il envoie un bon de commande postérieurement à la date de la facturation émise par APAVE, il rend inopposable à APAVE toute contestation de la facture au motif que le numéro de bon de commande serait absent sur celle-ci et/ou que l'adresse d'expédition devrait être différente. Le Client accepte qu'aucun avoir ni refacturation ne sera fait dans ce cas par APAVE et la facture devra être mise en paiement par le Client à la date prévue.

Sauf modification de votre part, les factures seront libellées à l'ordre de :

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
HOTEL DE VILLE
59190 HAZEBROUCK
SIREN : 200036895

désigné en tant que payeur.
Elles seront transmises à cette même adresse.

Le (date)

Le client déclare expressément avoir lu, compris et accepté sans réserve les conditions générales et particulières de la présente offre ainsi que l'ensemble des pièces contractuelles qui la constitue.

Pour le Maître de l'Ouvrage
(Cachet et signature)

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le 23/06/2025

Pour le Contrôleur Technique de Construction
BERGHE SAMUEL

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

CONTROLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS (CTC)
MISSION L-GENIE CIVIL-PHOTOVOLTAIQUE
RELATIVE A LA SOLIDITE DES OUVRAGES SUPPORT DES INSTALLATIONS PHOTOVOLTAIQUES

1. OBJECTIF

Apave a pour mission de contribuer à prévenir les aléas techniques qui, découlant d'un défaut dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité des ouvrages support des installations photovoltaïques.

2. OBJET

Les installations photovoltaïques concernées sont supportées par une ossature neuve n'assurant pas de fonction clos et couvert. Elles peuvent être situées en hauteur (sur une ossature primaire de type ombrière de parking) ou au niveau du sol (de type centrale, ferme ou champ photovoltaïque).

La prestation d'Apave porte sur :
- Les ouvrages de fondation de l'ossature porteuse,
- Les ouvrages d'ossature porteuse des panneaux photovoltaïques,
- Les dispositifs de maintien des panneaux photovoltaïques sur l'ossature.

pour les installations photovoltaïques liées aux ouvrages énumérés ci-dessus, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués à Apave.

3. REFERENTIELS

Les obligations du client sont définies par les textes réglementaires et normatifs à caractère technique applicables en France, définissant les exigences de stabilité, de résistance mécanique et de durabilité que doivent assurer les ouvrages dans le cadre d'une utilisation normale.

4. CONTENU DE LA PRESTATION

L'intervention d'Apave comprend :
- L'examen critique des dispositions techniques du projet en phase de conception des ouvrages, sur la base du dossier de projet ou de consultation des entreprises, constitué des descriptifs techniques et graphiques,
- L'examen des ouvrages en phase de réalisation sur la base des documents d'exécution fournis à Apave,
- L'examen visuel sur site à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages objets du marché de travaux.

Apave rend compte de son intervention dans les conditions fixées à l'article 4 de la norme NF P 03-100.

5. CONDITIONS D'EXECUTION

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer à Apave l'ensemble des documents et renseignements nécessaires à savoir :
- Les cahiers des charges techniques destinés à être intégrés aux marchés des travaux relatifs aux ouvrages concernés par la présente mission ;
- Les contraintes, les charges d'exploitation et les exigences spécifiques d'utilisation de l'installation et des panneaux photovoltaïques,
- Les renseignements et justificatifs de l'adaptation du projet au terrain (étude géotechnique),
- Les plans, renseignements (dont déclaration d'ouverture du chantier), les justificatifs et documents techniques (tels que fiches produits, avis techniques, notes de calcul),
- Les dates de commencement des travaux et les phases essentielles de leur exécution,
- Les résultats des vérifications techniques qui incombent aux constructeurs (autocontrôles, éléments justifiant les choix des matériaux et procédés mis en œuvre).

Le client s'engage également à mettre à la disposition d'Apave les moyens d'accès appropriés et en sécurité pour lui permettre de réaliser sa mission.

6. LIMITES

La fourniture du rapport final de CTC clôt la prestation Apave.

Sont exclus de la prestation :
- Les travaux relatifs aux phases préparatoires (terrassement, démolition) et provisoires de chantier,
- Les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux ou de techniques de pose et travaux préparatoires propres à un constructeur,
- La solidité intrinsèque des panneaux photovoltaïques (seul l'examen de la fixation entres les panneaux et l'ossature porteuse est réalisée au titre de la présente mission).

Le contrôle technique des ouvrages de technique non traditionnelle qui n'auraient pas été signalés à Apave lors de la signature du contrat pourront faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

7. AUTRES PRESTATIONS POUVANT ETRE PROPOSEES PAR APAVE

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires au titre de contrats distincts, les prestations visant :
- L'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels présentant un caractère exceptionnel tels que cyclones, tempêtes, inondations, séismes et avalanches,
- Les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol dans le cas d'exploitation minière en fonctionnement ou dans le cas d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières en sous-sol,
- La prévention des aléas susceptibles d'affecter la solidité des ouvrages accessoires de proximité construit à l'occasion de la réalisation d'installations photovoltaïques (voiries d'accès, locaux techniques),
- Les risques technologiques, dans le cadre des plans de prévention de ces risques visés à l'article L.515-15 du code de l'environnement,
- L'examen des dispositions relatives à la prise en compte d'actions accidentelles liées à la nature ou à l'exploitation de l'ouvrage,
- Les installations électriques (CONSUEL, vérification des installations électriques),
- Le contrôle des installations de production d'électricité renouvelable – filière solaire photovoltaïque,
- Le contrôle des travaux de pose de canalisations électriques privées souterraines,
- La vérification des installations de protection contre la foudre.

8. SPECIFICATIONS PARTICULIERES

La mise en œuvre d'une installation photovoltaïque sur une ossature existante ou sur un bâtiment assurant une fonction de clos et couvert n'est pas traitée au titre de la présente mission.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

apave

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION

PREAMBULE - CHAMPS D'APPLICATION

Le présent document présente les conditions générales de vente et d'intervention applicables auprès des clients, concernant les prestations Apave, notamment en contrôle technique de construction qui font l'objet de règles dérogatoires précisées dans le présent document.

Le terme général Apave est utilisé pour désigner Apave Infrastructures et Construction France SAS, Apave Diagnostics SAS. Seule l'entité Apave signataire de l'offre ou du contrat avec le client sera redevable des prestations qui y sont prévues et responsable des dommages ou litiges susceptibles de s'élever à l'occasion de leur exécution.

Les prestations d'Apave sont définies dans ses offres et ses annexes, notamment annexes techniques, dans les contrats conclus avec les clients (ci-après "Conditions Particulières") et/ou dans les fiches descriptives d'Apave disponibles sur demande (ci-après "Conditions Particulières d'Intervention"). Ces documents constituent des conditions particulières aux présentes conditions générales.
Les engagements réciproques des Parties forment un tout indivisible et sont constitués d'un ou plusieurs documents figurant par ordre de priorité suivant dans la liste ci-dessous:

- Les Conditions Particulières, puis
- Les Conditions Particulières d'Intervention (fiches descriptives de prestations), et enfin
- Les présentes Conditions Générales.

En cas de conflit, contradiction ou incompatibilité entre les conditions générales et les conditions particulières, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales sur les seuls points de divergence. En cas d'application des conditions générales d'achat du client, les présentes conditions générales de prestation de service prévalent sur les points de divergence, sauf accord spécifique. Toute prestation non prévue explicitement par l'un des documents contractuels est exclue tant qu'elle n'a pas été formellement acceptée par Apave. La mission d'Apave ne débute qu'à réception de la convention signée par le client ou à une date ultérieure convenue entre les parties dans les conditions particulières.

Toute prestation non prévue explicitement par l'un des documents contractuels est exclue tant qu'elle n'a pas été formellement acceptée par Apave.

La mission d'Apave ne débute qu'à réception de l'offre signée par le client ou à une date ultérieure convenue entre les parties dans les conditions particulières.

ARTICLE 1 : PRINCIPES GÉNÉRAUX D'INTERVENTION.

Apave a une mission de tierce partie indépendante définie par voie légale ou réglementaire, et exerce les prestations conformément aux normes applicables.

Dans le cas de prestations en Contrôle Technique de Construction, les modalités d'intervention d'Apave sont définies selon les articles L.125-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH). Elles ne font pas obstacle à l'application, à la demande du maître de l'ouvrage (ci-après "le client"), de dispositions contractuelles spécifiques qui s'inscrivent dans les limites de l'intervention du Contrôleur technique de construction.
L'intervention d'Apave s'exerce également en application de la norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ainsi que des dispositions complémentaires et aménagements apportés par les présentes conditions générales et de leur annexe relative à la prise en compte des modalités spécifiques aux projets utilisant la maquette numérique (BIM) et des autres pièces constitutives du contrat.

ARTICLE 2 : MODALITÉS PRATIQUES D'INTERVENTION

Apave ne se substitue pas aux autres intervenants sur les sites du client, ce compris les intervenants de l'acte à construire, à savoir, et sans que cette liste soit limitative : architectes, bureaux d'étude, constructeurs, entrepreneurs, maître d'ouvrage, maîtres d'œuvre, exploitants, fabricants, producteurs, mainteneurs. Apave agit en qualité de prestataire de services assujetti à une obligation de moyens.
Apave exerce ses prestations en référence aux données techniques et scientifiques existantes au moment de ses interventions. Quelle que soit la prestation d'Apave, le client reste responsable de la prise de décisions.
Apave intervient sur les installations, équipements, ouvrages (et de manière générale sur la chose objet de la prestation) qui lui sont présentés par le client et sa responsabilité ne peut donc être engagée en cas d'intervention qui ne porteraient pas sur l'ensemble de la chose objet de la prestation.Les rapports émis par Apave constatent une situation existante à la date de la réalisation de la prestation par ses intervenants. En cas de modification ultérieure de l'objet de la prestation, le client aura la charge de solliciter une nouvelle intervention, l'établissement d'un nouveau rapport pouvant se révéler nécessaire.

Pour les interventions autres que le contrôle technique de construction :
Sauf stipulation contraire, Apave réalise ses prestations :
- par sondage (au sens statistique), et/ou
- par échantillonnage, et/ou
- par utilisation de drones, et/ ou
- par supervision à distance, au travers d'une assistance vidéo en temps réel, avec possibilité d'enregistrement audio et vidéo et prise de photographie

Pour toute intervention, le client doit faire accompagner en permanence le personnel Apave par une personne qualifiée qui lui fournira tout renseignement utile pour remplir en sécurité ladite prestation.

Le client conserve la direction, l'usage, la garde et la responsabilité de l'équipement, de l'installation, de l'ouvrage et de manière générale, de la chose objet de la prestation. En conséquence, Apave ne peut être tenue pour responsable du fonctionnement et de l'exploitation de ces installations, appareils, machines ou accessoires objets des prestations à effectuer, y compris dans le cas où l'intervenant Apave a été amené à se substituer au client qui n'aurait pas respecté les conditions définies ci-après (article 4) ou s'il a agi sur les ordres du client.
Les intervenants Apave ne peuvent procéder eux-mêmes à aucun montage, démontage ou sondage destructif.
Apave s'interdit toute participation à la direction ou à la surveillance des travaux, des chantiers, au fonctionnement, à l'exploitation et à l'entretien des installations, équipements, et de manière générale sur la chose objet de la prestation.
La dégradation ou destruction des équipements et installations soumis à des essais ou tests n'engage pas la responsabilité d'Apave, si elle résulte de l'accomplissement de ces essais ou tests dans les conditions normales et habituelles.

Dans le cadre de ses accréditations et autres reconnaissances externes, l'intervenant Apave est

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

susceptible d'être accompagné sur site par un évaluateur (Cofrac ou autre).

Sauf stipulation contraire dans les conditions particulières, il n'appartient pas à Apave de s'assurer que ses constats, informations ou avis sont suivis d'effet. L'information fournie par Apave ne peut ainsi être considérée comme ayant un caractère exhaustif.

Les documents échangés entre les Parties sont en langue française.
Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les livrables (y compris rapports temporaires ou définitifs, comptes rendus et autres documents délivrés par Apave conformément à la prestation) ("Livrables") sont mis à disposition sur la plateforme en ligne dédiée d'Apave, ou à défaut, envoyés sous la forme d'un fichier PDF par courrier électronique . Le client reconnait la validité et la force probante du Livrable ainsi remis. Toutes les précautions devront être prises par le client pour que ce courrier puisse être reçu dans de bonnes conditions (avertissement en cas de changement de destinataire ou d'adresse, antispam...).

Quand l'intervention donne lieu à un rapport écrit et/ou au visa des registres réglementaires lors de l'intervention, la conservation des Livrables incombe au client, sauf obligation contraire imposée par la réglementation. Aucun Livrable destiné à être inclus dans un document final rédigé par le client ne doit être modifié ou amendé par le client. Si le client procède à des modifications, Apave se réserve le droit de décliner toute responsabilité sur le Livrable ainsi modifié.

Le client n'ayant pas reçu un rapport dans un délai fixé par la réglementation ou, à défaut, dans un délai de 5 semaines après la date convenue, doit en faire la réclamation à Apave, par tout moyen apportant la preuve de cette réclamation. En l'absence d'une telle réclamation, le client est réputé avoir reçu le rapport. Aucun duplicata ne sera transmis au client. En aucun cas, Apave n'est responsable du maintien au-delà de la fin de sa prestation, des plateformes d'échanges de données informatiques que Apave a mis en place, sauf disposition contraire dans les conditions spécifiques de ces plateformes.

En matière de contrôle technique de construction, les règles suivantes s'appliquent. Les aléas que Apave contribue à prévenir sont ceux visés par les missions retenues par le client et citées explicitement dans les conditions particulières du Contrat. Ils concernent les constructions achevées.

La classification et la codification des missions sont celles définies à l'article 5 de la Norme NF P 03-100.

- Les missions de base peuvent être de deux natures :
  - Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables, ou mission LP lorsqu'elle inclut la mission P1 portant sur les éléments d'équipements non indissociablement liés aux ouvrages ;
  - Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission est dénommée SH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation, SEI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH) et STI lorsqu'elle porte sur d'autres immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels.
- Les missions complémentaires pouvant être proposées au client sont les suivantes :
  - Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes.
  - Mission LE relative à la solidité des ouvrages existants affectés par les travaux neufs.
  - Mission PSE relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes affectées par les travaux neufs.
  - Mission Av relative à la stabilité des bâtiments avoisinants.
  - Mission Th relative à l'isolation thermique aux économies d'énergie.
  - Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments.
  - Mission F relative au fonctionnement des installations du bâtiment.
  - Mission CO relative à la coordination des missions de contrôle technique.
  - Missions Hand relatives à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.
  - Mission ENV relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
  - Missions HYS relatives à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments.
  - Mission Brd relative au transport des brancards dans les constructions.
  - Mission GTB relative à la gestion technique des bâtiments.
  - Mission RNT relative à la sécurité des personnes en cas de survenance de risques naturels exceptionnels ou de risques technologiques.
  - Missions RTAA relative à la réglementation thermique, acoustique et aération dans les DROM.
- Le contrôle technique peut s'exercer, selon les termes des conditions particulières du contrat compte tenu de la nature de la mission et du choix du maître de l'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :
  - Phase 1 : contrôle des documents de conception,
  - Phase 2 : contrôle des documents d'exécution,
  - Phase 3 : contrôle sur chantier des ouvrages et élément d'équipement,
  - Phase 4 : examens avant réception,
  - Et, par mention expresse des parties,
  - Phase 5 : avis au maître de l'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Apave émet un avis sur l'ouvrage en se basant sur une analyse de risques d'ordre technique au regard, d'une part, de l'objectif des missions définies dans les Fiches descriptives de prestations et, d'autre part, des informations techniques transmises par le client. En conséquence, il n'appartient pas au contrôleur technique de procéder à un examen exhaustif des documents émis par les concepteurs, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises.

Le client autorise Apave à répondre à toute demande d'information de ses assureurs en vue de leur permettre de mieux apprécier les risques couverts par les polices. Il autorise également Apave, sauf opposition express de sa part, à adresser le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux intervenants à la construction.

Le maître de l'ouvrage autorise Apave à faire appel à des consultants de haut niveau de qualifications techniques pour conforter son propre avis.

Les rapports émis par APAVE pour informer le client de ses avis ne peuvent en aucun cas constituer des attestations de conformité ou de bonne fin, ni être utilisés pour ce but.

ARTICLE 3: OBLIGATIONS D'APAVE ET LIMITES D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE CONTRÔLE TECHNIQUE DE CONSTRUCTION

Apave intervient de 8 h à 17 h durant les jours ouvrés (soit du lundi au vendredi et hors jours fériés). Cette intervention est discontinue. Le client s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour permettre l'accès à l'ensemble du chantier à l'intervenant Apave le jour de sa visite dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité et des règles sanitaires en vigueur lors de son intervention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Apave ne vérifie pas les données du programme de l'opération.

Les fournitures (logiciel, ensembles installés en l'état) sont réputées capables des performances répertoriées dans les fiches techniques établies et fournies par les constructeurs.

La preuve des qualités et aptitudes à l'emploi des matériaux et éléments de construction ou celles de leur conformité aux règles qui leurs sont applicables doit être apportée à Apave soit par marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

Apave n'est pas tenu de s'assurer du caractère complet et véridique des informations contenues dans les rapports, procès-verbaux, certificats ou tout autre document technique qui lui sont remis.

Au titre de sa mission, il n'appartient pas à Apave de procéder à la vérification ou à l'examen, sur leurs sites de fabrication ou ateliers, des produits, prototypes ou éléments, de la préfabrication d'ouvrages, des produits destinés à être incorporés à l'ouvrage ou aux éléments d'équipement.

Les avis d'Apave sont formulés au regard des textes réglementaires et normatifs de référence.

Il n'appartient pas à Apave de prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le client.

Apave ne se substitue pas à la maîtrise d'œuvre et, à ce titre, elle ne prend pas en charge le visa des documents.

L'examen sur chantier des ouvrages ou des éléments d'équipement ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention d'Apave, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

Apave ne procède pas aux vérifications de l'implantation ou des métrés des ouvrages et éléments d'ouvrage et notamment pas des cotes relatives à leur planimétrie, verticalité, horizontalité ou aux caractéristiques dimensionnelles afférentes à la conception architecturale et fonctionnelle de l'ouvrage.

Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés au premier alinéa de l'article 4.2.7. de la norme NF P 03-100 sont d'une part les équipements industriels mus mécaniquement ou manuellement, tels que machines, ponts roulants, tables ou ponts élévateurs, chaînes de convoyages, et d'autre part les équipements de loisirs tels qu'installations scéniques, manèges, aires de jeux, équipements sportifs fixes ou mobiles, et d'une manière générale toute installation fixe ou mobile dont la destination est propre à l'activité exercée dans l'établissement.

L'intervention d'Apave ne porte pas sur la sécurité ou la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité d'utilisation des matériels des entreprises tels que grues, engins de chantiers, échafaudages.

L'intervention d'Apave ne s'étend pas aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions et à la désinfection des réseaux d'alimentation en eau.

L'intervention d'Apave ne porte pas sur :

- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les biens meubles ;
- les aménagements réalisés à l'initiative ou sous la responsabilité des exploitants ou occupants, même s'ils sont entrepris avant l'ouverture de l'établissement ou l'occupation des locaux ;
- les travaux de démolition préalables ;
- tous les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier tels que terrassements, étaiements, blindages de fouilles, butonnages, tirants d'ancrage provisoires, rabattements de nappes, assèchements de fouilles, procédés de renforcement du sol à caractère transitoire (congélation...) ;
- les ouvrages et éléments d'équipement existants avant la réalisation des travaux et non modifiés par ceux-ci ni sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux, dans le cas des opérations de rénovation ou de réhabilitation;

Lorsque le projet prévoit la mise en œuvre d'une solution d'effet équivalent au sens de l'article L.112-6 du CCH, en alternative à des prescriptions réglementaires, celle-ci est exclue des missions de contrôle technique visant ce domaine réglementaire durant les phases de conception, document d'exécution et réalisation.

L'étude d'impact et l'attestation de réalisation de l'objectif établies par l'organisme tiers, prévu à l'article L.112-9 du CCH, ainsi que le résultat de la mission d'attestation de la mise en œuvre de la solution d'effet équivalent prévue à l'article L. 112-10 du CCH doit être transmis au contrôleur technique par le client. La fourniture de ces éléments conditionne la conclusion des missions de contrôle technique concernées.

L'utilisation de matériaux réemployés au sens de l'article 51 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 doit être expressément signalée par le client à Apave. La qualification d'un matériau de récupération en vue de son réemploi éventuel ne fait pas partie de la mission d'Apave.

Apave ne se substitue pas aux constructeurs (maître d'œuvre, architecte, entreprise) pour apprécier la capacité des produits réutilisés ou réemployés à être incorporés dans l'ouvrage, ce qui relève des vérifications techniques qui incombent à ces derniers au sens de la l'article R.125-19 - ex R.111-40 - du CCH).

Tous travaux ultérieurs éventuels, que ceux-ci soient ou non engagés dans le cadre du respect d'une disposition réglementaire, sont exclus de la mission de contrôle technique.

L'examen des dispositions constructives et des travaux réservés par l'acquéreur d'un immeuble vendu en l'état futur d'achèvement prévus à l'article R 261-13-1 du CCH sont exclus de la mission de contrôle technique.

La mission d'Apave prend fin à la remise du rapport final pour quelque cause que ce soit, et au plus tard, à la réception. Apave ne peut être engagé par des modifications postérieures à ses interventions.

Apave ne conserve pas les pièces et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Les correspondances, rapports de contrôle et d'une manière générale les documents établis par Apave ne sont pas conservés au-delà d'un délai de dix ans après l'achèvement de la mission.

En cas de mise en place d'une plateforme d'échanges de données informatiques par le maître de l'ouvrage, celui-ci s'engage à mettre en place, en accord avec Apave, l'organisation nécessaire pour permettre l'exercice des missions de contrôle technique dans le respect de la réglementation et de la norme NF P03-100. Les coûts s'y rapportant restent à la charge du client. Les coûts des prestations seront majorés à un montant équivalent au taux de documents transmis à Apave, et qui ne lui sont pas nécessaires dans la réalisation des prestations. Ainsi, en cas de flux de documents est supérieur de 10% et plus, une majoration de prix équivalente. Le client s'engage à assurer ou faire assurer l'administration des bases documentaires informatisées dématérialisées et de leurs systèmes de communication de manière à transmettre à Apave, de façon ordonnée par ouvrage ou éléments d'ouvrages, les seuls documents utiles à sa mission.

Sauf mention dans les conditions particulières, le processus de gestion des avis via cette plateforme d'échanges de données informatiques fait l'objet d'une majoration des honoraires. Apave facturera au client :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- une majoration du coût de la prestation si le client souhaite que les avis d'Apave soient intégrer dans son outil de gestion électronique des documents (GED),

-le coût de développement d'un *"application programming interface"* (API).

La conservation et l'archivage du Livrable incombent au client. Le client doit s'assurer de l'exactitude et de la mise à jour des coordonnées fournies à Apave pour la transmission du Livrable et disposer des moyens nécessaires à sa réception. Le Client qui n'a pas reçu le Livrable doit en faire part à Apave. A défaut le Livrable est réputé avoir été reçu.

ARTICLE 4 : OBLIGATION DU CLIENT

Apave intervient à la demande du client.

La fréquence des interventions d'Apave est précisée dans les conditions particulières. En cas de prestations nécessitant le respect de périodicités d'interventions, le respect de celles-ci incombant exclusivement au client, leur non-respect ne pouvant engager la responsabilité d'Apave.

Il appartient au client de prendre toutes dispositions en vue du bon déroulement de l'intervention d'Apave et notamment :

- En matière d'hygiène et sécurité, le client doit se conformer à la réglementation en vigueur, notamment celle relative à l'intervention d'une entreprise extérieure
- Nommer une personne qualifiée (disposant également des habilitations requises, en tant que de besoin) et disposant d'une bonne connaissance du site et/ou des installations ou équipements concernés pour accompagner l'intervenant Apave à la demande de celle-ci
- Assurer la direction des opérations nécessaires à l'intervention et conduire les installations
- Fournir les moyens d'accès aux locaux, aux équipements, installations et de manière générale à la chose objet de la prestation dans des conditions suffisantes de sûreté et de sécurité (un plan de sûreté devant être fourni par le client et validé par Apave en cas d'intervention sur site sensible)
- Fournir tous les documents techniques relatifs aux équipements, installations et de manière générale à la chose objet de la prestation, ainsi que tout autre document ou information nécessaire pour l'exécution des prestations ;
- Fournir toutes informations sur les modifications, incidents, survenus sur les matériels, installations et de manière générale sur la chose objet de la prestation
- Respecter, selon les domaines d'intervention, les prescriptions particulières indiquées dans les annexes de l'offre
- D'une manière générale, procurer les facilités suffisantes permettant à l'intervenant Apave d'accomplir efficacement son intervention, sans perdre de temps et dans les conditions normales de de sûreté et de sécurité
- En cas de récurrence de points de non-conformité, Apave se réserve le droit d'exclure de sa surveillance les installations et appareils concernés et/ou de suspendre l'exécution du contrat, en prévenant le client par lettre recommandée avec accusé de réception (AR).

Pour toute prestation réalisée par utilisation de matériels et outils (à titre d'exemple matériel d'étalonnage etc) appartenant au client ou dont il a la garde, le client s'engage à ce qu'ils soient en tous points conformes à la réglementation applicable. Le client reste responsable du paramétrage et de la maintenance desdits matériels et outils. Apave ne peut, en aucun cas, être tenue responsable du fonctionnement et de l'exploitation de ces matériels et outils. Dans ces conditions, la responsabilité d'Apave ne peut être engagée, à quelque titre que ce soit, pour les dommages que pourraient subir ces matériels et outils ou pour les accidents et leurs conséquences dont ces matériels et outils seraient à l'origine, et notamment pour les pertes d'exploitation susceptibles d'en résulter. Tout défaut du matériel devra faire l'objet d'une information à Apave, même après complète réalisation de la prestation.

Sauf intervention sur site sensible et/ou classé secret défense pouvant nécessiter une autorisation expresse du client, les moyens utilisés par Apave dans l'exécution de sa prestation peuvent nécessiter la prise de photos et/ou de vidéos des installations, équipements, bâtiments et de manière générale, de la chose objet de la prestation présents sur le site du client. Le client autorise et accepte l'utilisation de tels procédés par Apave et déclare expressément disposer des autorisations nécessaires, notamment de droit à l'image de son personnel. Apave fera son possible pour limiter la prise de vue aux seuls équipements, installations, bâtiments et de manière générale à la chose objet de la prestation.

Pour permettre l'exercice de la **mission de contrôle technique,** le maître de l'ouvrage s'engage à :

- Indiquer à Apave l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle, ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage et notamment celles relatives aux hypothèses de charges d'exploitation ou liées à la nature ou aux caractéristiques des matériaux, matériels ou produits objets de l'exploitation.
- Informer tous les intervenants à la construction des dispositions qui les concernent dans le présent Contrat.
- Signaler ou faire signaler à Apave tous les incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une influence sur l'exercice de sa mission et notamment, dès qu'il en a connaissance, les déclarations de sinistres ou procédures judiciaires ouvertes en rapport avec des éléments d'ouvrage visés par la mission d'Apave.
- Fournir à Apave toutes facilités pour l'exercice de sa mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions satisfaisantes de sécurité. En particulier, mettre en œuvre le cas échéant les prescriptions du Décret n°92-158 du 20 février 1992.
- Fournir à Apave en langue française les plans et documents décrivant l'ouvrage ou l'élément d'ouvrage concerné par sa mission. Le client accepte de fournir à ses frais le tirage papier des plans ou documents expressément demandés par Apave. Sur accord des parties, les documents pourront être communiqués sous forme numérique.
- Fournir à Apave les documents formalisant les vérifications techniques qui incombent aux constructeurs au sens de l'article R.125-19 (ex R.111-40) du CCH (y compris les méthodes et les résultats des autocontrôles).
- Prévoir au planning les délais nécessaires à l'exécution des missions d'Apave, en particulier pour l'examen des plans, maquettes numériques et documents dont le délai minimum d'examen ne saurait être inférieur à 10 jours ouvrables à compter de la réception desdits plans et documents décrivant l'ouvrage ou l'élément d'ouvrage concerné.

En outre, le client s'engage à ne faire appel qu'à des constructeurs titulaires, au titre de l'activité pour laquelle il signe avec eux un contrat de louage d'ouvrage, d'une police d'assurance garantissant leur responsabilité conformément à l'article L.241-1 du Code des Assurances relatif à l'assurance de responsabilité obligatoire. Il s'engage également à fournir à Apave, sur simple demande, les

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

attestations d'assurance desdits constructeurs. A défaut, le maître d'ouvrage sera tenu d'indemniser le préjudice que Apave subira à raison de l'absence de souscription d'une telle garantie ou en cas de défaillance de celle-ci.

Le client ne peut faire état, vis-à-vis des tiers, des avis émis par Apave que par publication ou communication "in extenso" ; il ne peut être fait état à titre publicitaire de l'intervention d'Apave sans avoir recueilli au préalable son accord sur le principe et le libellé de ladite publicité. Les documents établis par Apave n'ont pas vocation à être diffusés dans le cadre de procédures amiables ou judiciaires auxquelles Apave ne serait pas partie.

ARTICLE 5: CONDITIONS GÉNÉRALES DE RÉMUNÉRATION

Les prix correspondent à une prestation réalisée conformément à l'offre et ses annexes. Toute mise en place d'un processus de facturation spécifique par échange de données informatisées devra faire l'objet d'un accord préalable d'Apave.

Sauf conditions particulières expresses, les prix s'entendent hors taxes, en euros, et sont soit :

- Ceux correspondant aux barèmes en vigueur à la date de la prestation,
- Ceux négociés entre les parties dans le cadre d'un devis accepté, pour chaque prestation.

  Ils sont établis en fonction des éléments fournis par le client et figurant sur une proposition soumise à son acceptation.

Apave se réserve le droit d'actualiser son offre financière:

- en présence d'un délai supérieur à 3 mois entre la date d'émission des prix de l'offre et le début d'exécution des prestations,
- en cas de suspension du contrat, notamment pour cause de recours des tiers et sans que ce cas soit exhaustif.

Toute intervention hors des heures ouvrées - c'est à dire non comprise entre 8h et 17h - de nuit, le samedi, le dimanche, un jour férié ou en urgence, fera l'objet d'une majoration de prix suivante :

- 25% le samedi, ou de 6h à 8h et de 17h à 22h
- 50% de nuit
- 100% le dimanche et les jours fériés
- 40% en urgence (c'est à dire si le délai entre la réception de la demande du client et le début de l'intervention est inférieur à 48h)

  Par ailleurs, un montant supplémentaire peut être facturé dans les cas suivants :
- 35€ par demi-heure d'attente pour procéder à la réalisation de la prestation
- 70€ par heure d'attente pour procéder à la réalisation de la prestation
- 20% du montant initial de la prestation en cas d'absence d'accompagnement

Dans le cas où le client ne se conforme pas aux règles d'hygiène et sécurité et des règles sanitaires obligatoires applicables à la réalisation d'une prestation, Apave se réserve la possibilité de reporter ou d'annuler celle-ci et d'appliquer les pénalités suivantes :

(i) tout aléa dans l'exécution d'une prestation, qui entraîne une augmentation de sa durée fait l'objet d'une facturation complémentaire soit de 50% de la prestation par demi-journée avec un minimum de facturation de 500 €HT;

(ii) toute annulation d'une prestation moins de 3 jours avant la date prévue, donne lieu à une facturation de 50% de la prestation avec un minimum de facturation de 500€ HT.

Si, de plus, l'intervenant Apave a effectué un déplacement, les frais correspondants sont facturés en sus, le barème correspondant étant à la disposition du client sur demande.

Les frais d'impression de document remis par le client à Apave lui seront refacturés.

Apave remettra au client au maximum deux versions de rapports. Au-delà, Apave se réserve le droit de facturer 5% du montant de la prestation toutes versions complémentaires.

La remise de rapport au format papier donne lieu à une facturation de 35€ par rapport.

Les factures sont émises suivant les conditions prévues au contrat :

- facture provisionnelle émise en début d'année avec décompte définitif après la réalisation de l'intervention,
- ou facture après réalisation des prestations de courte durée,
- ou facture d'acompte au fur et à mesure de l'avancement des prestations avec décompte définitif à compter de la réalisation définitive des prestations prévues au contrat.

Apave se réserve la possibilité de résilier de plein droit un contrat en cas de non-paiement de sa rémunération après l'envoi de la mise en demeure par lettre recommandée avec AR demeurée infructueuse.

Si le client demande une modification ultérieure du contenu de la prestation, il en avisera Apave par écrit. Tout changement de nature à modifier de façon sensible la durée et la teneur des prestations d'Apave, y compris au cours de la première intervention, fera l'objet d'un réajustement de prix.

Le paiement ne peut être différé en raison d'une divergence sur le point de vue technique exprimé par Apave ou d'un différend entre le client et ses maîtres d'œuvre, ingénieurs et entrepreneurs, ou entre deux ou plusieurs de ces personnes.

Les honoraires d'Apave sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le montant de cette taxe, au taux applicable lors du règlement, vient s'ajouter aux honoraires des notes présentées.

Sauf conditions particulières contraires, les frais de transport et de séjour non prévus dans les conditions particulières et engagés par Apave pour les besoins de la mission sont facturés en sus et remboursés par le client sur la base des justificatifs fournis par Apave.

Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les honoraires sont révisables à chaque échéance de facturation selon la formule suivante :
P = Po * In / Io, où :

- P est le montant révisé de l'échéance,
- Po est le montant initial de l'échéance à la date de signature du contrat,
- In est le dernier indice ING connu à la date de facturation,
- Io est l'indice ING du mois de la date de signature du contrat.

L'application de cette formule ne peut avoir pour conséquence la diminution du montant de l'échéance P, à un montant inférieur au montant initial Po.

En matière de contrôle technique de construction, les règles suivantes s'appliquent en complément. Pour rémunérer Apave, le client versera les honoraires fixés selon les modalités prévues aux termes des conditions particulières du contrat.

Le montant de ces honoraires aura préalablement fait l'objet d'un devis établi par Apave, en fonction de la spécificité des missions, conformément à l'annexe B de la norme NF P 03-100.

Lorsque la rémunération d'Apave s'exprime en forfait ou à la vacation, son montant est actualisable et révisable suivant la variation de l'indice retenu pour le calcul de la révision de prix. Les formules d'actualisation et de révision des prix sont précisées dans les conditions particulières du contrat. La révision est applicable sur chaque acompte ou vacation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Les conditions particulières du contrat indiquent notamment l'évaluation provisoire du montant des travaux, le délai prévu pour la construction, sa destination et la nature des ouvrages contrôlés : toute modification sur ces points entraînant pour Apave un surcroît de moyens ainsi que l'admission de variantes survenant après l'établissement du devis initial et de la signature du contrat donnent lieu, d'un commun accord entre les parties contractantes, à une adaptation financière dudit contrat.

Le client qui agit en dehors de son activité commerciale, industrielle, libérale, artisanale ou agricole est libre de se rétracter par lettre recommandée avec avis de réception et d'annuler sa commande, en respect des dispositions du code de la consommation.

En cas d'exercice du droit de rétractation, Apave procédera au remboursement des sommes versées par virement bancaire, déduction faite des éventuels coûts d'annulation dans les délais prévus par les dispositions du code de la consommation suivant la notification de la demande de rétractation.
Le client exercera son droit de rétraction par courrier avec accusé de réception à l'adresse du siège de l'entité Apave réalisant la prestation, en précisant son identité, les références du contrat.
Cependant, le droit de rétractation ne peut être exercé pour les prestations pleinement exécutées avant la fin du délai de rétractation ou dont l'exécution a commencé. En pareil cas, le client reconnaît et accepte de renoncer à son droit à rétractation.

ARTICLE 6 : DELAI DE PAIEMENT - PENALITES

Sauf disposition applicable en cas d'application du code de la commande publique, les factures sont payables dans les délais prévus par la loi sans escompte selon l'échéancier prévu dans l'offre. Sauf stipulation contraire, les factures sont payables dans un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la date de facture. Conformément aux dispositions de l'article L441-10 du code de commerce, tout retard ou défaut de paiement donnera lieu, sans mise en demeure préalable, à une pénalité égale à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur, calculée sur le montant HT figurant sur la facture. Conformément aux dispositions de l'article D441-5 du code de commerce, Apave se réserve le droit d'exiger du client le versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 €HT pour frais de recouvrement, sans aucune formalité préalable. Dans l'hypothèse où les frais de recouvrement engagés par Apave seraient supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, Apave pourra demander au client une indemnisation complémentaire sur justificatifs.

En outre, en **matière de contrôle technique de construction et de coordination SPS,** en cas d'abandon du projet ou d'arrêt définitif des travaux, Apave perçoit en sus des honoraires déjà échus, une quote part équivalente au minimum à 20% du solde du contrat.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ

Toutes Informations non publiques échangées entre Apave et le client, notamment savoir-faire, croquis, photographies, plans, dessins, documentations, idées, concepts, rapports, manuels, secrets d'affaires et commerciaux, marques, logos, qu'elles soient écrites ou orales, sont confidentielles (« Informations confidentielles »).

Apave et le client garantissent que les Informations Confidentielles ne sont utilisées qu'aux fins de l'exécution de la prestation ou de ses conséquences. Les parties s'engagent :

- à les protéger et les garder strictement confidentielles,
- à ne pas les copier, ni les reproduire, ni les dupliquer, totalement ou partiellement,
- à ne les divulguer de manière interne qu'aux seuls membres de leur personnel ayant à en connaître en portant à leur connaissance leur caractère confidentiel et les obligations qui s'y rattachent.

A ce titre, le client veille à ce que les présentes obligations soient acceptées et appliquées par son personnel.

Par dérogation aux dispositions à ce qui précède, la Partie qui reçoit ou obtient une Information Confidentielle n'aura aucune obligation de confidentialité et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes Informations dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles sont déjà connues du public préalablement à leur communication par l'autre Partie ou après celle-ci, et ce en l'absence de toute faute de la Partie qui a reçu ou obtenu l'Information Confidentielle ; ou
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restriction, ni violation d'une obligation de confidentialité ; ou
- qu'elles ont été développées indépendamment ou acquises par la partie réceptrice sans utilisation de ou sans référence à l'Information Confidentielle reçue de la partie divulgatrice ; ou
- qu'elles sont tombées dans le domaine public; ou
- que la divulgation ou l'utilisation autre que celle autorisée par les présentes, a été permise par écrit par la Partie qui a divulgué ou a laissé divulguer cette information; ou
- que la divulgation ou l'utilisation résulte d'une obligation en vertu de la loi ou des réglementations applicables, des exigences d'accréditation ou de tout jugement obligatoire, ordonnance ou exigence d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente.

Apave assure la confidentialité des informations relatives aux objets, aux installations inspectées, aux documents communiqués ou aux entreprises concernées. Aucune information n'est rendue publique, sauf dans le cadre d'obligations légales.

Aucun document, en ce compris les rapports, concernant la prestation exécutée ne peut être diffusé à des tiers, sans autorisation écrite et préalable d'Apave, en dehors des obligations administratives, légales, réglementaires ou de toute réquisition de la part des autorités administratives, judiciaires ou d'un organisme d'accréditation.

Les données d'Apave désignent, sans s'y limiter, les Livrables et résultats émis par elle en dehors des données à caractère personnel et des données relatives à la stricte identification du client et de ses équipements. Lorsque le client fait usage de plateformes tierces, il s'engage à ce que les données d'Apave ne soient pas utilisées par la plateforme tierce, sauf à des fins de maintenance ou d'archivage de ladite plateforme.

Sauf opposition expresse du client, celui-ci :

- accepte de figurer sur les listes de références d'Apave qui s'oblige alors à respecter l'image de marque et la politique de communication du client ;
- autorise par défaut Apave à communiquer les avis qu'elle émet à tout intervenant à l'acte de construire.

Les Informations non publiques restent confidentielles après la fin de l'exécution ou la résiliation du contrat. Tout enregistrement audio ou vidéo de réunions ou de la prestation par le client est interdit.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le client autorise Apave à utiliser les informations à des fins de formations internes, des fins de statistiques pour l'amélioration continue des prestations.

ARTICLE 8 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle, Apave est titulaire des droits de propriété intellectuelle qui porteront sur les prestations réalisées dans le cadre du contrat, ainsi que sur tous rapports, courriers, courriels, base de données, écrits, matériaux et toute autre document élaboré par Apave dans l'exercice de ses prestations, quel que soit le support utilisé.
Si des outils ou des méthodes sont utilisés à l'occasion des prestations par Apave, faisant l'objet ou non d'une protection spécifique (en ce compris, sans que cela soit limitatif, un droit d'auteur, un brevet ou une marque), ils resteront la propriété exclusive d'Apave.
Apave demeure ainsi propriétaire de ses méthodes et savoir-faire, mais également propriétaire des codes source, des inventions nés à l'occasion du contrat ou au cours de l'exécution de la prestation.
Apave concède au client, qui l'accepte, dans les conditions et limites stipulées dans les présentes conditions générales de vente, un droit non exclusif et non transférable d'exploitation des Livrables pour les seuls besoins du client (besoins internes, assurer la mise en conformité de ses installations et équipements, et attester du respect de la réglementation en vigueur) dans le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, à l'exception de toute commercialisation ou de toute mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit.
Sans préjudice des dispositions du présent article, pour toute demande d'exploitation des Livrables à d'autres fins, le client doit obtenir l'accord écrit d'Apave.
Le fait pour le client de pouvoir conserver, utiliser, reproduire et diffuser les Livrables, ne peut en aucune manière lui permettre d'acquérir un quelconque droit de propriété sur les marques du Groupe Apave.

Le prix de la présente concession est compris de manière forfaitaire et définitive dans le prix de la prestation.

Toute utilisation de l'une des marques du Groupe Apave est interdite sans l'accord écrit, préalable et exprès d'Apave ; son éventuel refus n'a pas à être motivé.

Apave n'accorde pas au client des droits de propriété intellectuelle sur la marque Cofrac ou tout autre organisme de tutelle.

ARTICLE 9 : ASSURANCES ET AGRÉMENT MINISTÉRIEL

Apave a souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile. Sur demande du client, une attestation peut lui être adressée. Le client doit se garantir contre les risques qu'il ferait encourir aux intervenants Apave et les incidents ou accidents dont la responsabilité lui incomberait auprès d'une assurance notoirement solvable.

De plus, en **matière de contrôle technique de construction,** conformément à l'article L.241-1 du Code des Assurances, Apave souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile décennale telle qu'elle peut être engagée dans les termes de l'article L.125-2 du Code de la Construction et de l'Habitation. Apave déclare également être titulaire de l'agrément ministériel visé à l'article L.125-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées. Apave s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande.

Le client s'engage à communiquer à Apave le montant HT total et définitif des travaux, honoraires compris dès qu'il a connaissance du montant définitif des travaux soit après achèvement du chantier soit à l'issue de toute procédure portant sur les comptes entre les intervenants à la construction.

A défaut d'avoir communiqué à Apave le montant total et définitif des travaux, honoraires compris, en cas de dépassement du coût de la construction prévu au contrat d'assurance d'Apave et en l'absence de contrat collectif de responsabilité décennale :

- le client prend en charge la surprime susceptible d'être demandée par l'assureur d'Apave à son assuré,
- dans l'hypothèse où l'assureur serait conduit à faire application d'une règle proportionnelle en application de l'article L.113-9 du code des assurances, le client ne pourra exiger d'Apave le complément d'indemnisation et devra garantir Apave à ce titre.

Le client s'engage à inclure Apave en qualité de bénéficiaire de toute police complémentaire de groupe, contrat d'assurance collectif, contrat collectif de responsabilité décennale, sans aucune contrepartie ou participation financière et quelle que soit la qualité du souscripteur de ladite police.

A défaut, le client garantit Apave à hauteur des garanties souscrites au titre de cette police complémentaire de groupe.

Le client s'engage à souscrire et à faire souscrire par les intervenants à la construction, les assurances et garanties appropriées aux risques induits par leurs missions respectives.

Le client conserve la direction, l'usage, la garde et la responsabilité des équipements/produits (ci-après les « Biens confiés ») laissés à demeure.

Le client s'engage à :

- assurer les Biens confiés par une assurance Responsabilité Civile (RC) en vigueur comportant une garantie spécifique au titre des dommages causés aux Biens confiés par Apave,

- en justifier par une attestation avec le niveau de garantie adéquat,

- et à maintenir cette assurance comportant cette garantie spécifique pendant toute la durée du contrat.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ

En matière de contrôle technique de construction, Apave assume sa responsabilité professionnelle telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil et conformément aux dispositions de l'article L 125-2 alinéa 1er du code de la construction et de l'habitation à savoir dans les strictes limites des missions qui lui sont confiées. Conformément aux articles L243-9 et R243-3 du Code des assurances, Apave supporte les conséquences financières de sa responsabilité professionnelle dans les limites des plafonds de garanties fixées dans son contrat d'assurance.
La responsabilité d'Apave ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou une mauvaise réalisation d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou dont l'usage ou la destination ne lui ont pas été signalés. Elle ne peut pas non plus être recherchée pour les dommages survenus malgré le respect des textes réglementaires ou normatifs de référence, ni pour ceux dus à la non prise en considération des avis défavorables émis par Apave.

Pour tous les autres régimes de responsabilité professionnelle, Apave n'assumera que ses fautes professionnelles dans les limites de ses missions. Elle ne pourra être tenue pour responsable ni solidairement ni in solidum des fautes commises par d'autres intervenants.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

La responsabilité financière totale cumulée d'Apave est strictement limitée à la réparation des dommages matériels directs subis par le client, dans la limite de cinq fois le montant hors taxe des honoraires perçus par Apave en paiement des prestations par année contractuelle, sans jamais dépasser 1,5 millions d'euros pour toute la durée du contrat. En tout état de cause, les dommages indirects/immatériels consécutifs/non consécutifs (notamment perte de profits, perte d'image) subis par le client ou tout tiers sont expressément exclus.

Au-delà des limites et exclusions prévues à l'alinéa précédent, le client renonce à tout recours à l'encontre d'Apave et de ses assureurs et devra obtenir de ses propres assureurs les mêmes renonciations. Le client indemnisera et tiendra quitte Apave et ses assureurs de tout recours s'il ne parvient à obtenir lesdites renonciations.

Le processus de traitement des réclamations et des appels est décrit dans le Manuel Qualité Apave disponible sur le site www.apave.com.

ARTICLE 11 : FORCE MAJEURE

Les parties conviennent qu'en cas de force majeure leurs responsabilités respectives pour inexécution partielle ou totale de l'une quelconque de leurs obligations au titre du contrat, ne pourront être recherchées.

A cette fin, les Parties conviennent de considérer comme constituant un cas de force majeure, outre les cas traditionnellement admis par la jurisprudence, les évènements suivants :

- Tout incident d'ordre climatique d'une exceptionnelle importance, les phénomènes de catastrophe naturelle et les troubles résultant notamment du gel, de la neige, de la pluie, les séismes et les avalanches,
- l'incendie, l'inondation ou l'explosion pour quelque cause que ce soit,
- les guerres, le risque nucléaire, les grèves, débrayages, le blocage de dépôts de carburant et les mesures prises par des tiers pour enrayer une pandémie non connue à la signature du contrat,
- les jours d'intempéries constatés par l'Architecte qui entraînent une perturbation dans le déroulement du chantier ou un retard dans le planning ou un arrêt du travail, conformément aux dispositions de la loi du 21 octobre 1946,
- tous dysfonctionnements, pannes ou coupures affectant les réseaux informatiques, électriques, de télécommunication et de fourniture d'accès à Internet, imputables ou non aux compagnies concessionnaires (tels que EDF...), notamment lorsque l'un de ces évènements empêche l'accès au site ou aux ouvrages sur lesquels porte la prestation ou la transmission d'un livrable. L'exécution de la partie de la prestation directement affectée par l'événement de force majeure est suspendue. Elle reprend dès la fin de ses effets, sauf impossibilité manifeste. Chaque Partie supporte, en ce qui la concerne, les conséquences du cas de force majeure.

Apave s'engage à en informer le client dans les meilleurs délais et par tout moyen à sa convenance dès lors que cet événement a un impact sur sa mission. Les Parties conviennent alors de se concerter dans un délai de quinze (15) jours pour envisager la poursuite du Contrat ou son éventuelle résiliation dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document.

ARTICLE 12 : DUREE - RESILIATION

Le contrat est conclu pour la durée du projet, stipulée dans les conditions particulières. Le contrat prend fin par la remise du rapport final par Apave au client.

Les parties se réservent le droit de résilier le contrat pour convenance sous réserve d'un préavis de 2 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de manquement par l'une des parties à ses obligations, l'autre partie pourra résilier le contrat après mise en demeure de 30 jours pour s'exécuter restée infructueuse.

Quel que soit le motif de la résiliation, celle-ci prendra effet de plein droit, sans formalités judiciaires, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels la partie ayant résilié le contrat pourrait prétendre du fait de ce manquement. Le client sera tenu de régler le montant des honoraires dus à Apave pour les prestations exécutées jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

De manière générale, Apave a vocation à exécuter elle-même les interventions qui lui sont confiées. Elle se réserve toutefois la possibilité de les sous-traiter sous son entière responsabilité dans la mesure où la réglementation ne l'interdit pas. Dans ce cas, le client accepte que Apave divulgue à son sous-traitant les informations nécessaires à l'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 : CESSION ET TRANSFERT

Chacune des parties est autorisée à céder le contrat à toutes sociétés entretenant des liens capitalistiques ou de contrôle, directs ou indirects avec elle, tels que définis aux articles L233-1 et suivants du code de commerce. La cession fera l'objet d'une information à l'autre partie par tous moyens dans les meilleurs délais. Les parties pourront céder le contrat à tout tiers sous réserve d'une information préalable trois mois avant la cession effective.

Pour toutes prestations, le client s'oblige à rétrocéder aux mêmes conditions les devoirs et obligations de ce contrat à toute personne physique ou morale qui se substituerait à lui. A défaut, le client reste redevable de l'intégralité des honoraires restant dus à Apave sur simple demande et quelle que soit la nature de la modification relative à l'opération concernée.

ARTICLE 15 : DONNÉES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») applicable depuis le 25 mai 2018 qui définit entre autres les termes « Responsabilité des traitements », « sous-traitant », « donnée à caractère personnel » (DCP) et « traitement » utilisés ci-après. Les DCP que le maître de l'ouvrage fournit à Apave font l'objet de traitements destinés à une relation commerciale suivie et à la gestion, le suivi et l'exécution des missions prévues au contrat. Elles sont destinées aux interlocuteurs d'Apave, et le cas échéant, à ses prestataires et aux tiers autorisés en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. Elles sont conservées pendant toute la durée du Contrat et jusqu'à 10 ans à compter de sa résiliation ou de la réception de l'ouvrage.

Les opérations suivantes sont réalisées sur les DCP : collecte, utilisation à des fins de communication, stockage et suppression de messages entrants et sortants par des canaux divers (courriels, communications téléphoniques ou leurs transcriptions, Livrable, sms et autres). Les DCP traitées sont : nom, prénom et l'adresse mail professionnelle, n° de téléphone.

La personne concernée peut exercer ses droits d'accès aux données à caractère personnel, à la rectification ou l'effacement de celles-ci, à la limitation du traitement, à s'opposer au traitement et à la portabilité des données en contactant le Délégué à la Protection des Données à l'adresse mail dpo@apave.com ou par courrier à Apave à l'attention du Délégué à la Protection des Données 6 rue du Général Audran CS 60123 92412 COURBEVOIE Cedex. Dans les mêmes conditions, la personne concernée a également le droit de retirer son consentement à tout moment, sans que les effets de ce retrait soient rétroactifs. La personne concernée a la possibilité d'introduire une

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

réclamation auprès d'une Autorité de contrôle de la Protection des Données, en France la CNIL.

En cas de sous-traitance ou de responsabilité conjointe des traitements, un avenant au contrat sera signé avec le client.

ARTICLE 16: ETHIQUE ET **RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)**

Apave s'engage dans une démarche éthique définie dans ses Codes et documents de référence consultables sur son site internet https://www.apave.com/fr-FR/Actualites/Publications/Chartes-ethiques ;Le Client reconnaît avoir pris connaissance de ces documents et y adhérer.
La stratégie RSE d'Apave est consultable sur son site internet : https://www.apave.com/fr-FR/Le-Groupe/Notre-engagement-RSE . Le Client reconnaît en avoir pris connaissance.

ARTICLE 17 : NON SOLLICITATION DU PERSONNEL

Pendant toute la durée de la mission, et pendant une durée de 12 (douze) mois suivant la cessation de celle-ci, qu'elle qu'en soit la cause, le client s'engage à ne faire aucune offre d'emploi à l'un des membres du personnel d'Apave ayant participé à la réalisation des prestations, sauf accord écrit de celle-ci.

ARTICLE 18 : AUTONOMIE DES CLAUSES CONTRACTUELLES

Si l'une quelconque des dispositions du Contrat - ou des modifications qui pourraient y être apportées ultérieurement - était déclarée nulle ou considérée comme illégale ou rendue inapplicable, du fait de l'entrée en vigueur d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente, les Parties s'efforceront de se mettre d'accord sur une nouvelle rédaction, étant entendu que les autres dispositions contractuelles n'en seront pas affectées et resteront en vigueur.

Le fait, pour l'une ou l'autre des parties au contrat, en une ou plusieurs occasions, de ne pas se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions du contrat ne pourra en aucun cas impliquer la renonciation par cette partie à s'en prévaloir ultérieurement.

ARTICLE 19 : DROIT APPLICABLE - LITIGE

Les présentes conditions générales sont soumises au droit français.
Les Parties conviennent que tout litige susceptible de naître en raison de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat fera l'objet d'une procédure amiable préalable.
En cas d'application du code de la consommation, le litige sera préalablement soumis à un médiateur de la consommation en vue d'une résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, Apave garantit au client le recours effectif et gratuit à un dispositif de médiation de la consommation en s'adressant à l'ANM Conso 2, rue de Colmar 94300 Vincennes, mail : contact@anm-conso.com. Le client est néanmoins informé que le litige ne pourra être examiné par le médiateur de la consommation que s'il est en mesure de justifier avoir tenté au préalable de résoudre son litige directement auprès d'Apave par une réclamation écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, et que cette réclamation n'ait pas aboutie ou soit restée sans réponse dans un délai de deux (2) mois.
En cas d'échec, le litige sera soumis à la compétence exclusive des juridictions du ressort de l'entité Apave ayant réalisé les prestations.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

GPPIT SATELEC RAMERY Engagt Sup°
N°287 512 21538 EP INVEST 38 826,6

SATELEC
FAYAT

Agence de QUAËDYPRE
Entrée 4A - Centre d'affaires de la linerie
Route du Looweg - 59380 QUAEDYPRE
Tel. +33 (0)3 20 28 92 58

M624-02-LT03 BC 847

Fiscalisation

Territoire d'énergie Flandre
Mairie
B.P. 70189
59524 HAZEBROUCK Cedex

Marché n°2024/02
Marche de travaux concourant à la transition énergétique - Lot n°3

DEVIS n° 25-006 du 06/05/2025
Commune de NIEPPE
Rénovation éclairage public - PHASE 3

N°	DESIGNATIONS	U	PU HT	Qté	Total HT
	CHAPITRE 1 : Etude et Relevé après travaux				
	11 - Etude				
1102	Etudes éclairage public	f	25.00 €	3.00	75.00 €
1105	Servitude - passage réseau	u	100.00 €	1.00	100.00 €
1106	Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	u	100.00 €	3.00	300.00 €
	12 - Relevé après travaux				
1201	RAT réseau d'éclairage public	ml	5.00 €	52.00	260.00 €
1202	RAT point lumineux	u	40.00 €	43.00	1 720.00 €
	CHAPITRE 3 : ELAGAGE ET LIGNES AERIENNES BT				
	32 - LIGNES AERIENNES EP				
3202	Création RAS	u	175.00 €	1.00	175.00 €
3207	Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	ml	16.00 €	60.00	960.00 €
4	**CHAPITRE 4 - TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES**				
4001	Forfait chantier par commande	u	385.00 €	2.00	770.00 €
	41 - Terrassement avec définitives				
4122	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir végétal - Largeur 0,35 m	ml	29.00 €	30.00	870.00 €
4126	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir émulsion - Largeur 0,35 m	ml	35.00 €	20.00	700.00 €
	45 - Fourreaux				
4502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	ml	20.00 €	52.00	1 040.00 €
	CHAPITRE 5 - CABLES ET BOITES				
	51 - Câble de terre				
5102	Câble de terre 25mm²	ml	6.50 €	52.00	338.00 €
	52 - Conducteur d'éclairage public				
5204	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 3 x 6 mm²	ml	5.00 €	20.00	100.00 €
5210	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 10 mm²	ml	9.00 €	32.00	288.00 €
	CHAPITRE 7 - CANDELABRES, CROSSES ET MASSIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	71 - Massifs				
7103	Massif pour candélabre de 6m	u	450.00 €	2.00	900.00 €
7105	Massif pour candélabre de 8m	u	500.00 €	1.00	500.00 €
	72 - Candélabres et crosses				
7238	Dépose mât avec massif béton conservé	u	320.00 €	5.00	1 600.00 €
7239	Dépose mât avec démolition du massif béton	u	575.00 €	3.00	1 725.00 €
7240	Pose mât	u	300.00 €	1.00	300.00 €
	73 - Candélabres acier Thermolaqué, Qts de 1 à 50, par commande				
7306	Mât en acier thermolaqué 8,00 m	u	750.00 €	4.00	3 000.00 €
	79 - Crosses et arceaux				
7906	Crosse en acier thermolaqué pour candélabre, longueur 1m	u	90.00 €	4.00	360.00 €
7913	Crosse simple pour PBA de 1,00 m	u	125.00 €	3.00	375.00 €
7914	Crosse simple pour PBA de 1,50 m	u	130.00 €	1.00	130.00 €
7916	Dépose crosse existant sur PBA	u	10.00 €	1.00	10.00 €
	CHAPITRE 8 - LANTERNE ET ENSEMBLES D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	81 - Coffret d'éclairage public et mise en valeur				
8108	Dépose foyer d'éclairage public	u	95.00 €	40.00	3 800.00 €
	821 - Lanterne d'éclairage public résidentiel, urbain et sécurisation passage piéton, Qte de 1 à 50 par commande				
82113	PHILIPS TOWNTUNE ou équivalent	u	480.00 €	2.00	960.00 €
	831 - Lanterne d'éclairage public fonctionnelle, Qte de 1 à 50				
83107	ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	u	415.00 €	6.00	2 490.00 €
83109	ECLATEC MOANA ou équivalent	u	475.00 €	4.00	1 900.00 €
83110	ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent		595.00 €	14.00	8 330.00 €
83115	PHILIPS DIGISTREET ou équivalent	u	435.00 €	17.00	7 395.00 €
	CHAPITRE 11 - Fourniture hors bordereau				
11002	Fourniture et pose de rotule d'adaptation pour Digistreet	u	250.00 €	17.00	4 250.00 €
RE	Remise exceptionnelle	u			- 13 365.50 €
	MONTANT TOTAL H.T.				**32 355.50 €**
	MONTANT T.V.A 20%				**6 471.10 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**38 826.60 €**

Veuillez compléter les informations demandées ci-dessous avant de nous retourner le devis signé et précédé de la mention *"Bon pour accord"*

CODE COULEUR RAL : .....

VARIATION TERRITOIRE d'ENERGIE FLANDRE : OUI ☐ NON ☐

territoire d'énergie FLANDRE

DATE :

SIGNATURE DU CLIENT :

Le Vice-Président
Jean-luc Cleenewerck

afaq OSE

08/09/2025

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

2024/02/LT03/BC/ 847

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par CADART Jean-Louis

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

NIEPPE – RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC PHASE 3
DIVERSES RUES

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre
Signé électroniquement,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
.....SATELEC..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
..BASSIERE....Lucas.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 11.06.2025.....
A : QUAEDYPRE.....
Signature :

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 11/06/2025 à 11:21:23 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Monsieur le Directeur
SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

2024/02/LT03/BC/ 847

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par CADART Jean-Louis

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03*

Bon de commande Modificatif

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

NIEPPE – RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC PHASE 3
DIVERSES RUES

Selon les devis :

- **n° 25-006** du **06/05/2025** pour la somme de **32 355,50 € HT** soit **38 826,60 € TTC**

Les autres dispositions du Bon de commande initial restent inchangées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre, Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
..... selon étude réalisé par le TE Flandre.

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
.....

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : .....
A : .....
Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE MODIFICATIF

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de NIEPPE – *DIVERSES RUES (Phase 3)***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03

Réf bon de commande : 2024/02/LT03/BC/847

Selon les devis :

- **n° 25-006** du **06/05/2025** pour la somme de **32 355,50 € HT** soit **38 826,60 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIÉTÉ **SATELEC FAYAT**

SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service :

Les autres dispositions de l'OS signé le 12/06/2025 restent inchangées.

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 30/09/2025
Reçu en préfecture le 30/09/2025
Publié le
ID : 059-215904319-20250922-DEL2023_0033-CC

Envoyé en préfecture le 01/10/2025
ID : 059-200036895-20250922-AV3_EP_NIEPPE-CC

Avenant 3 à la Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de NIEPPE

Travaux réalisés à NIEPPE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2024

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 09/09/2024).

Et
La **Commune de NIEPPE**, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 29/03/2023.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.
Vu, l'arrêté préfectoral d'attribution de la subvention Fonds Vert n° EJ2104073355 du 6 juillet 2023.
Vu, la délibération du comité syndical du TE Flandre portant sur les modalités de péréquation de la subvention Fonds Vert du 5 Septembre 2023.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2024, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **NIEPPE**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Sur l'ensemble de la commune.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût total des travaux : 900 000 € HT décomposé comme ci-dessous :

Coût des travaux phase 1: 632 230,50 €, soit 758 676,60 € TTC
Coût des travaux phase 2 : 235 414,00 € HT, soit 282 496,80 € TTC
Coût des travaux phase 3 : 32 355,50€ HT, soit 38 826,60 € TTC

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 844 110,00 €
Participation Fonds Vert : 55 890,00 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 180 000 €

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de NIEPPE
La Commune de **NIEPPE** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2024	180 000 €
2025	180 000 €
2026	180 000 €
2027	180 000 €
2028	124 110 €

Article 3 :
Les autres dispositions de la convention initiale du 06/02/2024, de l'avenant 1 du 04/11/2024 et de l'avenant 2 du 13/12/2024 restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 22/09/2025

Le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

MAIRIE DE NIEPPE (NORD)

Le Maire de NIEPPE,

Le Maire,

Marie SANDRA

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Avenant 2 à la Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de NIEPPE

Travaux réalisés à NIEPPE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2024

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 09/09/2024).

Et
La **Commune de NIEPPE**, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 29/03/2023.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.
Vu, l'arrêté préfectoral d'attribution de la subvention Fonds Vert n° EJ2104073355 du 6 juillet 2023.
Vu, la délibération du comité syndical du TE Flandre portant sur les modalités de péréquation de la subvention Fonds Vert du 5 Septembre 2023.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2024, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **NIEPPE**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Sur l'ensemble de la commune.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût total des travaux : 889 125,50 € HT décomposé comme ci-dessous :

Coût des travaux phase 1: 632 230,50 €, soit 758 676,60 € TTC
Coût des travaux phase 2 : 256 895,00 € HT, soit 308 274,00 € TTC (dont devis TS 1 de 11 485 € et TS 2 de 9 996 €)

Financement des travaux :

Participation de la Commune : 833 910,81 €
Participation Fonds Vert : 55 214,69 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 177 825,10 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de NIEPPE

La Commune de **NIEPPE** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2024	180 000 €
2025	180 000 €
2026	180 000 €
2027	146 955,41 €
2028	146 955,40 €

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention initiale du 06/02/2024 et l'avenant du 04/11/2024 restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 13/12/2024.

Le TE Flandre, Le Vice-Président Jérôme Vermersch

Le Maire de NIEPPE, MAIRIE DE NIEPPE (NORD)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Avenant 1 à la convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de NIEPPE

Travaux réalisés à NIEPPE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2024

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 20/11/2023).
Et
La Commune de NIEPPE, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 29/03/2023.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),

Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Vu, l'arrêté préfectoral d'attribution de la subvention Fonds Vert n°EJ2104073355 du 6 Juillet 2023.

Vu, la délibération du comité syndical du TE Flandre portant sur les modalités de péréquation de la subvention Fonds Vert du 5 Septembre 2023.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2024, le TE Flandre a réalisé des travaux d'éclairage public sur la Commune de **NIEPPE**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Sur l'ensemble de la commune - Phase 1 et Phase 2.

Le TE Flandre offre la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement

Coût des travaux : 869 744, 50 € HT soit 1 043 693, 40 € TTC

Montant Phase 1 : 632 230,50 € HT, soit 758 676, 60 € TTC
Montant Phase 2 : 237 514, 00 € HT, soit 294 517, 36 € TTC

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 815 733, 37 €
Participation Fonds Vert : 54 011, 13 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 173 948, 90 €

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de NIEPPE
La Commune de **NIEPPE** souhaite que cette participation soit ***fiscalisée*** avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2024	180 000 €
2025	180 000 €
2026	180 000 €
2027	137 866, 69 €
2028	137 866, 68 €

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention initiale du 06/02/2024 restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 04/11/2024.

Le TE Flandre,

Le Président du SIECF
Michel Decool

Le Maire de NIEPPE,
Le Maire,

Marie SANDRA

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 22/02/2024
Reçu en préfecture le 22/02/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240206-EP2024_NIEPPE-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de NIEPPE

Travaux réalisés à NIEPPE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2024

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 20/11/2023).
Et
La Commune de NIEPPE, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 29/03/2023.

Il est convenu ce qui suit :
Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre (arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.
Vu, l'arrêté préfectoral d'attribution de la subvention Fonds Vert n°EJ2104073355 du 6 Juillet 2023.
Vu, la délibération du comité syndical du TE Flandre portant sur les modalités de péréquation de la subvention Fonds Vert du 5 Septembre 2023.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2024, le TE Flandre a réalisé des travaux d'éclairage public sur la Commune de NIEPPE, rénovation et ajout d'éclairage public,

- **Sur l'ensemble de la commune - Phase 1 et Phase 2.**

Le TE Flandre offre la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Cout des travaux : 900 000€HT soit 1 080 000€TTC

Montant Phase 1 : 612 080,00 € HT, 734 496,00 € TTC
Montant Phase 2 : 287 920,00 € HT, 345 504,00 € TTC

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 844 110,00 €
Participation Fonds Vert : 55 890 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 180 000 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de NIEPPE
La Commune de NIEPPE souhaite que cette participation soit *fiscalisée* avec étalement sur 5 années.

Année	Sommes dues en €
2024	180 000
2025	180 000
2026	180 000
2027	180 000
2028	124 110

Article 3 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges
Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 06/02/2024.
Le Vice-Président du TE Flandre,
Jean-Luc CLEENEWERCK,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Maire de NIEPPE,
Marie SANDRA

MAIRIE DE NIEPPE (NORD)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 22/02/2024
Reçu en préfecture le 22/02/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240206-EP2024_NIEPPE-CC

Ensaj Dép 5e

EIFFAGE N° 290 758 4581107 OMBRIERE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

M 2025-02

Ensaj Recette N°86

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS — EXE10
AVENANT N° 1

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

Le TE FLANDRE – Territoire d'Energie Flandre – En Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK

B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

EIFFAGE Energie Systèmes – NORD

Etablissement de Wimille
17-19 route de la Trésorerie - 62126 Wimille – France

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public:
(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Marché de travaux – Ombrières photovoltaïques à Blaringhem
Dossier de consultation 2025/02

■ Date de la notification du marché public : **10/06/2025**

■ Durée d'exécution du marché public : **7 mois.**

☑ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : **20%**
- Montant HT : **196 613.27 €**
- Montant TTC : **235 935.92 €**

1 Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

Y.B.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

■ Modifications introduites par le présent avenant :
(Détailler toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Suppression des options :
- **3, relative à la fourniture et pose d'une cuve de récupération des eaux de pluie**
- **5, relative la fourniture et pose d'un portique**

Ajout d'un RAL3004 sur les gouttières de l'ombrière

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Non ☒ Oui

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : **20%**
- Montant HT : **- 17 194.71 €**
- Montant TTC : **- 20 633.65 €**
- % d'écart introduit par l'avenant : **-8.7%**

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : **20%**
- Montant HT : **179 418.56 €**
- Montant TTC : **215 302.27 €**

Y.B.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
BRUNEL Yohan, Directeur d'Agences	WIMILLE, le 05/11/2025	Yohan BRUNEL

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Hazebrouck..... , le 04/11/2025

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Y.B.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ……, le ……

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 01/04/2019.

Y.B.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Décomposition du Prix Global Forfaitaire
D.P.G.F.

		Blaringhem			
Objectif Puissance - 134,68 kWc		mini 130 kWc pour la somme des 2 ombrières			
N°	Désignation	U	Quantité	P.U. HT	Montant HT
TRANCHE FERME					
F.1	Fourniture et pose d'une structure **simple** peigne de fixation pour les panneaux lestée en métal Couleur rouge RAL 3004	ens	1	30221,87	30221,87
F.2	Fourniture et pose d'une structure **double** peigne de fixation pour les panneaux lestée en métal Couleur rouge RAL 3004	ens	1	50966,96	50966,96
F.3	Fourniture et pose des panneaux photovoltaïques (P du panneau > 450 Wc)	u	296	76,13	22534,48
F.4	Fourniture et pose d'un onduleur ainsi que l'armoire de protection fixé sur structure	u	2	8793,22	17586,44
F.5	Réalisation du Consuel	ens	1	175,06	175,06
F.6	Paramétrage, essais et mise en service	ens	1	834,37	834,37
F.7	Dépose de mât d'éclairage et arceau de protection	ens	1	2494,66	2494,66
F.8	Déroulage de câble dans fourreau passant	ens	1	33776,18	33776,18
F.9	Fourniture et pose d'une goutière en PVC pour l'évacuation des eaux pluviales	ens	1	2425,69	2425,69
F,10	Fourniture et pose panneau de chantier et panneau d'urbanisme	ens	1	969,7	969,7
F.11	Démarches administratives relatives au raccordement de l'installation au réseau public	ens	1	1311,16	1311,16
OPTIONS					
O.1	Option 1 : Option esthétique permettant l'intégration des gouttières par une rive de finition	ens	1	5239,78	5239,78
O.2	Option 2 : Fourniture et pose d'un afficheur pédagogique commun aux 2 ombrières	ens	1	2973,87	2973,87
O.3	Option 3 : Récupération du résau d'eau pluviale par une cuve de 10 m3 environ	ens	1	7804,93	7804,93
O.4	Option 4 : Réalisation d'une installation d'éclairage sous l'ombrière	ens	1	4508,21	4508,21
O.5	Option 5 : Fourniture et pose d'un portique	ens	1	12789,91	12789,91
O.6	Option 6 : Plus-value pour goutières et chéneaux en acier galvanisé (et non en PVC)	ens	1	0	0

Total HT	**163 296,57 €**
TVA 20%	32 659,31 €
Total TTC	195 955,88 €
Total HT Option	**33 316,70 €**
TVA 20%	6 663,34 €
Total TTC Option	39 980,04 €
Total HT avec option	**196 613,27 €**
TVA 20%	39 322,65 €
Total TTC avec option	235 935,92 €

Yohan BRUNEL
Signature numérique de Yohan BRUNEL
Date : 2025.05.20 09:39:30 +02'00'

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 06/06/2025 à 19:30:29 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Engagé Dépse

GMINAE LEDRINGHEM N°298 758 \ 2041412 AG 3078,80

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250819-19082025_B02-DE

Délibération N° 19082025/B02
Appel à projets MDE (Maitrise de l'Energie) - Demande de la commune de Ledringhem

Exposé et proposition :

Dans le cadre du dispositif « Maitrise de la Demande en Energie » en fonds propres du TE Flandre, une aide de 19 822,53€ a été accordée à la commune de LEDRINGHEM pour la rénovation du Foyer Rural, selon la délibération N°13112023/01 du Bureau Syndical du 13/11/2023.

Cependant, la commune a obtenu des aides du Fonds vert, DSIL, et ADVB, qui ont atteint le montant maximum possible pour la réalisation des travaux.

M. le Maire demande **le transfert de cette subvention au bénéfice du projet de remplacement des projecteurs de l'église de la commune par des projecteurs LED**, cette opération est éligible à l'appel à projet « Maitrise de la Demande en Energie »

Le montant à verser pour cette aide MDE **serait de 3 078,80 € HT.**

Le montant économisé sur l'opération à Ledringhem (à savoir 16 743,73€) permettra d'abonder le fonds d'aide 2025, notamment à la vue des nombreuses demandes.

Il est proposé au Bureau de valider les modifications exposées ci-dessus.

Adoption :
Monsieur Christian Delassus, délégué de Ledringhem ne prend pas part au vote.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité.

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance,

Michel DECOOL
Président du Territoire d'Energie Flandre,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent leur publication

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 21/08/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250819-19082025_B02-DE

territoire d'énergie
FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

BUREAU SYNDICAL DU 19 AOUT 2025

DELIBERATION N° 19082025/B02

Appel à projets MDE (Maitrise de l'Energie) - Demande de la commune de Ledringhem

Le 19 aout 2025 à 17h30, le Bureau du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à Hazebrouck dans les locaux du TE Flandre situés au 30 rue Warein, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 11/08/2025
Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 25
Présents : 15
Pouvoir : 1
Votants : 16

NOM	COMMUNE	FONCTION	PRESENT	POUVOIR	EXCUSE	ABSENT
DECOOL Michel	CAPPELLE-BROUCK	Président	X			
CLEENEWERCK Jean-Luc	REXPOEDE	1er Vice-Président	X			
MAMETZ Danielle	BOESEGHEM	2ème Vice-Présidente		Pouvoir à M.DECOOL	X	
TURPIN Edmond	LA GORGUE	3ème Vice-Président	X			
VANPEENE Anne	WINNEZEELE	4ème Vice-Présidente			X	
DELVA Hervé	HAZEBROUCK	5ème Vice-Président			X	
DELASSUS Christian	LEDRINGHEM	6ème Vice-Président	X			
DEBERT Jean-Luc	OUDEZEELE	7ème Vice-Président			X	
DUYCK Joël	MERVILLE	8ème Vice-Président	X			
MEURILLON Franck	NIEPPE	9ème Vice-Président	X			
VERMERSCH Jérôme	HONDSCHOOTE	10ème Vice-Président	X			
BOURNONVILLE Rodrigue	MORBECQUE	11ème Vice-Président	X			
LAMIAUX Fabrice	HOLQUE	12ème Vice-Président			X	
DEVILLEZ Arnaud	BAILLEUL	13ème Vice-Président			X	
VANPOUILLE Laurent	BOLLEZEELE	14ème Vice-Président	X			
SCHRICKE Jean-Luc	CAESTRE	Membre du Bureau			X	
WALBROU Dominique	LE DOULIEU	Membre du Bureau	X			
VANMAELE Danielle	MERCKEGHEM	Membre du Bureau	X			
DIEUSAERT Stéphane	OXELAERE	Membre du Bureau	X			
STAELEN Edith	STEENVOORDE	Membre du Bureau			X	
MAZIERES Mark	STEENWERCK	Membre du Bureau	X			
ROYAL Aurélien	GODEWAERSVELDE	Membre du Bureau	X			
PETITPREZ Sylvain	NEUF-BERQUIN	Membre du Bureau	X			
LAUWERIE Patrice	WALLON CAPPEL	Membre du Bureau			X	
RAMAUT Henri	EECKE	Membre du Bureau			X	

Secrétaire de séance : Sylvain PETITPREZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**19082025_B02**
Objet :	**BUREAU SYNDICAL DU 19 AOUT 2025 - DELIBERATION du BUREAU N°19082025/B02 - Appel à projets MDE (Maitrise de l?Energie) ? Demande de la commune de**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-08-19 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20250819-19082025_B02-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20250819-19082025_B02-DE-1-1_0.xml	text/xml	981 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__19082025 B02 _ MDE _ MDE LEDRINGHEM _ sign__.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20250819-19082025_B02-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	1.2 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 août 2025 à 11h23min26s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 août 2025 à 11h23min27s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 août 2025 à 11h23min29s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 août 2025 à 11h38min05s	Reçu par le MI le 2025-08-21

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé - Dépôt

Envoyé en préfecture le 02/09/2025
Reçu en préfecture le 02/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250819-19082025_B01-DE

MDE 2025 :

758 20414 12 AG

Engagé - Dépôt

Année	Commune	Batiment/Projet	Nature des Travaux	Coût éligibles en € HT	Taux	Montant des subventions en HT
2025	HERZEELE	Salle Intersociété Chemin des Archers	Isolation plafonds et Eclairage LED (en régie)	6 543,74 €	30%	2 290,31 €
→	SAINT JANS CAPPEL	Salle de Sports	Remplacement PAC Air/Eau	30 097,30 €	20%	→ 6 019,46 €
→	LE DOULIEU	Logement Communal Rue Louf	Isolation + Chgt Menuiseries ext.	31 878,66 €	25%	→ 7 969,66 €
→	SIROM (Warnhout)	Eclairage LED/Chgt de Chaudière	Eclairage LED/Chgt de Chaudière	29 233,14 €	10%	2 928,31 €
→	BAVINCHOVE	Rénovation Salle des Fêtes	Isolation + Chgt Menuiseries ext + Electricité	121 331,59 €	10%	→ 12 133,16 €
	BUYSSCHEURE	Salle des Fêtes	Eclairage LED	9 283,58 €	30%	2 785,07 €
→	MORBECQUE	Mairie	Eclairage LED	2 002,60 €	40%	→ 801,04 €
		7 PROJETS :				34 927,01 €

N° 300

N° 303

N° 310

N° 304

N° 306

Suite →

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 02/09/2025
Reçu en préfecture le 02/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250819-19082025_B01-DE

SOLAIRE 2025:

Engag. Dép. 758 2041412 MDESOLAIRE 5000,00

AAP "Du Solaire en Flandre" - Juillet 2025-

Année	Commune	Batiment/Projet	Nature du Projet
2025	BOESCHEPE	Salle paroissiale transformée en Restaurant Scolaire	ACC PHOTOVOLTAIQUE
	SERCUS	Ecole des 3 Pommes	ACC PHOTOVOLTAIQUE
	OXELAERE	Maison Médicale ACC	ACC PHOTOVOLTAIQUE
TOTAL	3	aide forfaitaire de 5000€/projet en ACC exclusivement	15 000,00 €

N° 307

N° 308

N° 309

Adoption :

Monsieur Rodrigue BOURNONVILLE délégué de MORBECQUE et Monsieur Dominique WALBROU délégué de LE DOULIEU ne prennent pas part au vote pour l'attribution des aides MDE

Les aides MDE 2025 sont adoptées à l'unanimité.

Monsieur Stéphane DIEUSART délégué de OXELAERE ne prend pas part au vote pour l'attribution des aides SOLAIRE.

Les aides SOLAIRE 2025 sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité.

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance,

Michel DECOOL
Président du Territoire d'Energie Flandre

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 28/08/2025 à 14:52:41 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 27/08/2025 à 19:40:10 CEST
TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 02/09/2025
Reçu en préfecture le 02/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250819-19082025_B01-DE

Territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

BUREAU SYNDICAL DU 19 AOUT 2025

DELIBERATION N° 19082025/B01

Appels à projets MDE (Maitrise de la Demande en Energie) 2025

Attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Le 19 aout 2025 à 17h30, le Bureau du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à Hazebrouck dans les locaux du TE Flandre situés au 30 rue Warein, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 11/08/2025
Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 25
Présents : 15
Pouvoir : 1
Votants : 16

NOM	COMMUNE	FONCTION	PRESENT	POUVOIR	EXCUSE	ABSENT
DECOOL Michel	CAPPELLE-BROUCK	Président	X			
CLEENEWERCK Jean-Luc	REXPOEDE	1er Vice-Président	X			
MAMETZ Danielle	BOESEGHEM	2ème Vice-Présidente		Pouvoir à M.DECOOL	X	
TURPIN Edmond	LA GORGUE	3ème Vice-Président	X			
VANPEENE Anne	WINNEZEELE	4ème Vice-Présidente			X	
DELVA Hervé	HAZEBROUCK	5ème Vice-Président			X	
DELASSUS Christian	LEDRINGHEM	6ème Vice-Président	X			
DEBERT Jean-Luc	OUDEZEELE	7ème Vice-Président			X	
DUYCK Joël	MERVILLE	8ème Vice-Président	X			
MEURILLON Franck	NIEPPE	9ème Vice-Président	X			
VERMERSCH Jérôme	HONDSCHOOTE	10ème Vice-Président	X			
BOURNONVILLE Rodrigue	MORBECQUE	11ème Vice-Président	X			
LAMIAUX Fabrice	HOLQUE	12ème Vice-Président			X	
DEVILLEZ Arnaud	BAILLEUL	13ème Vice-Président			X	
VANPOUILLE Laurent	BOLLEZEELE	14ème Vice-Président	X			
SCHRICKE Jean-Luc	CAESTRE	Membre du Bureau			X	
WALBROU Dominique	LE DOULIEU	Membre du Bureau	X			
VANMAELE Danielle	MERCKEGHEM	Membre du Bureau	X			
DIEUSAERT Stéphane	OXELAERE	Membre du Bureau	X			
STAELEN Edith	STEENVOORDE	Membre du Bureau			X	
MAZIERES Mark	STEENWERCK	Membre du Bureau	X			
ROYAL Aurélien	GODEWAERSVELDE	Membre du Bureau	X			
PETITPREZ Sylvain	NEUF BERQUIN	Membre du Bureau	X			
LAUWERIE Patrice	WALLON CAPPEL	Membre du Bureau			X	
RAMAUT Henri	EECKE	Membre du Bureau			X	

Secrétaire de séance : Sylvain PETITPREZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 02/09/2025
Reçu en préfecture le 02/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250819-19082025_B01-DE

Délibération N°19082025/B01
Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2025
Attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Exposé et proposition :

Par délibération en date du 5 février 2025,

Le Comité syndical a fixé les modalités d'attribution des aides dans le cadre des appels à projets MDE et SOLAIRE 2025.

Le Comité syndical a donné délégation au Bureau pour attribuer les dites aides.

Considérant l'enveloppe financière disponible, ainsi que l'enveloppe dégagée par l'abandon du projet de rénovation du foyer rural à Ledringhem

Il est proposé au Bureau d'attribuer les aides, selon le tableau ci-après :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS N° 322 758 2315 (2158) IRVE 576,00 HT 691,20 TTC Engag. Dép 68

BC 844

ENEDIS

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Téléphone :	09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé)
	du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00
Adresse mél :	npdc-are@enedis.fr
N° affaire Enedis :	21552252
N° PDL :	50039723156501
Objet :	Offre de raccordement

DOUAI, le 02/07/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez demandé d'établir une offre de raccordement au réseau d'électricité concernant votre projet dont vous nous avez indiqué l'adresse au :

59630 SAINT-PIERRE-BROUCK

Les informations supplémentaires collectées nous ont permis de déterminer que votre projet était situé :

80 RUE DE LA BISTADE

59630 SAINT-PIERRE-BROUCK

J'ai le plaisir de vous adresser cette offre de raccordement n° 2155225201, d'un montant de 691,20 € TTC.

Cette offre comprend le descriptif de la solution technique retenue et son chiffrage au taux de TVA en vigueur. Elle est valable trois mois.

À compter de la date de réception de votre offre signée , votre raccordement pourra être réalisé sous 12 semaines après réception des autorisations administratives, sous réserve de la réalisation des travaux à votre charge.

La signature de l'offre de raccordement et le paiement de l'acompte sont à réaliser sur le Portail Raccordement : https://connect-racco.enedis.fr

L'Accueil Raccordement Électricité sera votre interlocuteur tout au long de votre projet, il se tient à votre disposition pour toute information complémentaire au 09 70 83 19 70 - (appel non surtaxé).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations

Christophe BOUTRY

Votre Conseiller Clientèle Distributeur

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Offre de Raccordement électrique[1] n°2155225201 du 02/07/2025 valable jusqu'au 02/10/2025

Destinataire de l'offre :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Adresse du destinataire de l'offre :
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK

Demandeur : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Adresse des travaux de raccordement :
80 RUE DE LA BISTADE
59630 SAINT-PIERRE-BROUCK

Adresse du projet saisie par le client :

59630 SAINT-PIERRE-BROUCK

N°PDL : 50039723156501

Dans la suite de l'Offre de Raccordement, l'Opération désigne le projet de raccordement du Demandeur.

[1] Pour une Installation de Consommation d'électricité

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

Table des matières

1. Objet de l'Offre de Raccordement 4
2. Caractéristiques de votre demande 4
2.1. Puissance de Raccordement 4
3. Description de la solution technique de raccordement 4
3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT 4
3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA 4
3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage 5
4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement 5
4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis 5
4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge 5
5. Contribution au coût du raccordement 5
5.1. Dispositions générales 5
5.2. Montant de votre contribution 6
5.3. Montant de l'acompte 6
5.4. Clause de révision de prix 6
6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement 6
7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux 7
8. Modalités de règlement 7
9. Information du Demandeur 7
10. Accord 8
11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement 9

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

1. Objet de l'Offre de Raccordement

Vous avez sollicité Enedis pour le raccordement au Réseau Public de Distribution Basse Tension (BT) d'une Installation de Consommation d'électricité.

Les présentes Conditions Particulières décrivent la prestation de raccordement qu'Enedis s'engage à exécuter dans les conditions décrites aux Conditions Générales (Enedis-MOP-RAC_001E).

Les présentes Conditions Particulières précisent les travaux nécessaires au raccordement de l'Installation et leur répartition, la contribution au coût du raccordement à votre charge, les délais de réalisation prévisionnels et les caractéristiques auxquelles l'Installation doit satisfaire pour être raccordée au Réseau Public de Distribution BT.

Vous reconnaissez avoir pris connaissance des Conditions Générales Version en cours de validité de l'Offre de Raccordement d'une Installation de Consommation de puissance inférieure à 36 kVA au Réseau Public de Distribution Basse Tension. Celles-ci sont disponibles sur le site internet www.enedis.fr dans la rubrique « Documentation Technique de Référence ».

Enedis vous rappelle que les dispositions de la **procédure** de traitement des demandes de raccordement d'une Installation individuelle de consommation ou de consommation et de production simultanée en BT de puissance inférieure ou égale à 36 kVA au Réseau Public de Distribution concédé à Enedis (Enedis-PRO-RAC_21E), le **barème de raccordement** et le **Catalogue des Prestations**, publiés sur le site internet www.enedis.fr à la date des présentes Conditions Particulières, **sont applicables à cette Offre de Raccordement**.

2. Caractéristiques de votre demande

La demande de raccordement au RPD de votre Opération située à l'adresse des travaux ci-dessus a été reçue le . Votre demande, permettant l'élaboration de la présente Offre de Raccordement, a été déclarée complète.

Votre demande de raccordement figure en annexe 1 de la présente Offre de Raccordement.

2.1. Puissance de Raccordement

Le raccordement, au RPD, de votre Opération, est dimensionné pour une Puissance de Raccordement de 36 kVA Triphasé.

La puissance que vous souscrirez auprès de votre fournisseur ne pourra pas être supérieure à cette puissance de raccordement.

Si à l'avenir, les besoins de votre installation dépassaient cette Puissance de Raccordement, les éventuels travaux à réaliser sur les ouvrages constitutifs du raccordement pour satisfaire cette évolution, seraient facturés par Enedis.

3. Description de la solution technique de raccordement

La solution technique décrite ci-dessous intègre tous les ouvrages nécessaires au raccordement de l'Opération sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis.

Cette Offre a été établie en considérant que chaque installation à raccorder de votre Opération est conforme aux normes applicables, notamment concernant les courants de démarrage des matériels éventuels.

La solution de raccordement est la suivante :

3.1. Ouvrages de Raccordement au Réseau Public de Distribution BT

3.1.1. Branchements ≤ 36 kVA

Votre raccordement est constitué d'un branchement sans extension de réseau électrique sous maîtrise d'ouvrage Enedis. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Puissance de raccordement : 36 kVA
- Technique de raccordement : Branchement complet souterrain
- Type de raccordement : Point de livraison situé en limite de propriété
- Tension de raccordement : 400 V entre phases

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

3.2. Emplacement du point de livraison et du point de comptage

La localisation du point livraison (compteur et disjoncteur) et la puissance de raccordement de votre point de raccordement sont définies conformément à votre demande.

Le Point de livraison situé en limite de propriété est fixé aux bornes aval de l'appareil général de commande et de protection (AGCP).

4. Réalisation et répartition des travaux de raccordement

La mise en service de votre projet est subordonnée à la construction de l'ensemble des ouvrages nécessaires à son raccordement au Réseau Public de Distribution.

La répartition des travaux de cette construction est la suivante :

4.1. Travaux de Raccordement réalisés par Enedis

La construction des Ouvrages de Raccordement, indiqués à l'article 3, est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis. Ces travaux consistent à construire le réseau électrique en amont de chaque point de livraison. Si le point de livraison n'est pas en limite de propriété (opération de raccordement de référence), les parties peuvent convenir que les travaux de génie civil (réalisation de tranchées à l'intérieur du terrain d'assiette de l'opération, fourniture et pose de fourreaux, ...) sont confiés à Enedis. Les travaux suivants décrivent les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis au titre de l'opération de raccordement de référence et ceux confiés par le Demandeur à Enedis sur le terrain d'assiette de l'opération.

Les Travaux de Raccordement réalisés par Enedis sont les suivants :

Travaux réalisés par Enedis relatifs à l'opération de raccordement de référence (ORR)

- la construction du Branchement avec Point de livraison situé en limite de propriété,
- la fourniture et la pose du dispositif de comptage,

Travaux réalisés par Enedis hors opération de raccordement de référence

4.2. Travaux réalisés par vos soins et à votre charge

Les travaux indiqués ci-dessous sont hors maitrise d'ouvrage d'Enedis, ils ne sont pas inclus dans le montant de la contribution facturée au titre de l'opération de raccordement de référence. Ils sont, sauf dispositions contraires de l'article 4.1, réalisés par vos soins et à votre charge. Ces travaux sont nécessaires pour accueillir les Ouvrages de Raccordement et sont soumis à l'accord préalable d'Enedis. Ces travaux sont notamment :

- les travaux et les raccordements en aval du point de livraison ;
- les travaux d'encastrement de coffret ;
- les aménagements dans le terrain d'assiette de votre Opération (terrain, bâtiment,...) permettant le cheminement des canalisations électriques, jusqu'au point de livraison (tranchées, fourreaux, fourreaux encastrés, goulottes, saignée,...) ;
- la mise à disposition de locaux techniques (comptage...) ;
- la remise à Enedis du plan géo-référencé relatif aux tranchées/fourreaux réalisées dans votre terrain d'assiette par vos soins ;
- les travaux d'intégration des ouvrages électriques dans l'environnement (maçonneries, revêtements, matériaux, design, peintures intérieures et façades, ...) hors standard ORR ;
- les travaux d'aménagement de voirie, chemin, ... (pose de caniveaux, enrobés spéciaux, viabilisation, ...) hors emprise de la canalisation et non existant préalablement ;

5. Contribution au coût du raccordement

5.1. Dispositions générales

Le montant de votre contribution est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies, en fonction des travaux effectivement réalisés par Enedis et du barème de raccordement d'Enedis accessible à l'adresse internet suivante :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Ce montant tient compte d'une réfaction prise en charge par Enedis, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements aux réseaux publics d'électricité.

Le montant de la réfaction porté à votre crédit est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Votre contribution au coût du raccordement a été établie en fonction :

- des travaux réalisés par Enedis à l'article 4.1,
- du type de solution que vous avez retenue (opération de raccordement de référence ou différente),
- du barème de facturation applicable,
- et du taux de TVA en vigueur à la date d'émission de ce devis.

5.2. Montant de votre contribution

Le montant de votre contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

Ce montant tient compte d'une réfaction appliquée sur les travaux de l'opération de raccordement de référence de 576,00 € HT.

Le montant de la contribution à nous régler est de 691,20 € TTC.

Le montant de votre contribution, figurant dans la présente Offre de Raccordement, est ferme et définitif pendant toute la durée de sa validité.

5.3. Montant de l'acompte

Le règlement d'un acompte de minimum 50% du montant soit € TTC de votre contribution vous est demandé lors de l'acceptation de la présente offre.

Ces modalités sont valables quel que soit le demandeur (personne physique ou morale, quelle que soit sa raison sociale), à l'exclusion des collectivités locales et des services de l'Etat dont la comptabilité est gérée par le Trésor Public et pour lesquels l'offre de raccordement est acceptée par un ordre de service.

5.4. Clause de révision de prix

Le montant de votre contribution au coût du raccordement est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales du 02/07/2025. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par vos soins sont achevés au plus tard 12 semaines après la date d'émission de la présente Offre de Raccordement.

Au-delà de cette date, le montant de la contribution au coût du raccordement, sous déduction de l'éventuel acompte versé au moment de l'acceptation de la présente Offre de Raccordement, est révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement en vigueur.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

6. Conditions d'acceptation de l'Offre de Raccordement

Votre accord sur la présente Offre de Raccordement est matérialisé par la réception simultanée depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr :

- de la signature de la présente Offre de Raccordement
- et du règlement de l'acompte demandé (dont le montant figure à l'article 5.3) ou pour les collectivités locales de l'ordre de service correspondant.

A défaut, le dossier incomplet reste en attente jusqu'à réception du dernier élément manquant, sans possibilité de dépasser le délai de validité de cette offre qui est de trois mois. Dans ce cas, l'acompte n'est pas encaissé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

7. Échéancier prévisionnel de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des études de réalisation et des travaux Enedis est de 12 semaines, à compter de la date de réception de votre acceptation de la présente Offre de Raccordement (article 6).

Le délais d'exécution des travaux d'accueil vous incombant est de 12 semaines après validation de cette Offre de Raccordement par le Demandeur. A défaut Enedis pourra mettre fin à cette offre conformément aux Conditions Générales.

Les délais de réalisation des travaux par Enedis engagent ce dernier sauf dans le cas ou des événements indépendants de la volonté d'Enedis le conduise à différer la date de mise à disposition du raccordement (voir Conditions Générales).

En cas de retard non prévisible, vous serez contacté par l'entité Nord Pas de Calais.

8. Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, payables par tout moyen mis à votre disposition (CB, Virement, ...) par Enedis et aux conditions suivantes :

- ils sont payables toutes taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;
- Le ou les règlements sont à effectuer :
  - **En priorité, par carte bancaire (paiement sécurisé) ou virement en vous connectant sur notre site** https://connect-racco.enedis.fr
  - A défaut, par chèque[2] à l'ordre d'Enedis ou par virement, à envoyer à l'adresse suivante :

Enedis, SERVICE FACTURATION RECOUVREMENT
13A Boulevard Robert Schuman TSA 31956
62010 ARRAS Cedex

le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées à l'article 5.4**Error! Reference source not found.**, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement et **avant toute mise en service du raccordement.**

Le règlement du solde doit nous parvenir **dès réception de la facture.** Les collectivités locales ne sont pas concernées par cette disposition.

En cas de désistement de votre part, les dépenses engagées par Enedis restent à votre charge.

9. Information du Demandeur

L'interlocuteur Enedis à votre disposition pour toute question relative à cette offre, est l'entité Nord Pas de Calais dont les coordonnées sont :

- Téléphone : 09 70 83 19 70,
- Courriel : npdc-are@enedis.fr.

Pour toute réclamation relative à votre demande de raccordement, vous pouvez écrire au responsable de Nord Pas de Calais, 63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS.

[2] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si le paiement est réalisé par chèque

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

10. Accord

Nous vous invitions à signer votre offre, en priorité, depuis le portail https://connect-racco.enedis.fr

À défaut, vous pouvez nous transmettre votre accord, par courrier postal[3], sur les termes de cette offre accompagné de la totalité des pièces détaillées à l'article 6 pour matérialiser votre accord sur la présente Offre de Raccordement.

Nom ou société[4] : Territoire d'Energie Flandre

Montant total de l'Offre de Raccordement : 691,20 € TTC

Numéro de l'Offre de Raccordement : 2155225201

Règlement :

☐ total ☐ acompte versé : [.....] € TTC

☒ OS - collectivité territoriale ou service de l'État

À : Hazebrouck Le : ...../...../.....

Nom Prénom : Le Vice-Président

Qualité du Signataire : Jean-Luc Cleenewerck

Signature papier précédé des mentions manuscrites « Offre reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord » :

Signature et/ou cache

Offre reçue avant réalisation des travaux
Bon pour accord.

Territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

[3] Les délais de prise en compte de l'accord sont allongés si l'accord est transmis par voie postale

[4] Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS, ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENEDIS

11. Annexe 1 : Détail de la contribution au coût du raccordement

Le Demandeur contribue au financement des travaux que réalise Enedis pour son raccordement.

Le montant de la contribution à l'ORR tient compte d'une réfaction portée au crédit du Demandeur, qui correspond à la part du coût des travaux de raccordement couverte par le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts de raccordements au RPD.

Le montant de la réfaction est calculé sur la base de l'opération de raccordement de référence.

Le montant de cette contribution à l'ORR est calculé sur la base des coûts simplifiés conformément au barème de raccordement.

La valorisation des travaux de raccordement selon la répartition définie à l'article 4.1 est la suivante :

Travaux réalisés par Enedis :

Le détail des coûts est indiqué dans les tableaux suivants :

Montants en €	Montant total HT facturé	Montant TVA	Montant TTC
Travaux de branchement soumis à 20 %	576,00 €	115,20 €	691,20 €
Prestations complémentaires soumis à 20 %	0,00 €	0,00 €	0,00 €
À RÉGLER	691,20 € TTC		

Accueil Raccordement Électricité
Nord Pas de Calais
63 rue de la Commune de Paris - 62100 CALAIS
Tél. : 09 70 83 19 70
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € -
R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - 4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE cedex

Engagé Dép 30

SATELEC N° 324 758 458192 IRVE 6004,73

MA202312546 DC 857

Engagé Recette N° 117

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SATELEC FAYAT

A l'attention de Territoire d'Energie
Flandre - Place du Général de Gaulle
59190 HAZEBROUCK

Viry-Châtillon , le 16 juin 2025

Objet: **Contrat n° 202312546M - Installations, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques**

Contact **Monsieur DE ROSSO Nicolas**

Adresse **Le parking de la salle des sports Pierre Sizaire, au 9 rue de la Blanchisserie 59660 MERVILLE**

Référence: **2025-066**

Indice: **B - Changement d'adresse en date du 29/07/25**

Réf.	Désignation	Unité	Quantité	PV Unitaire	PV Unitaire Révisé 2025	PV Total
	S1000 Etudes					
S1002	Etudes détaillées du projet	U	1	1 350.00	1 364.85	1 364.85
	S3110 Installation des dispositifs sur espace public					
S3112	Pose d'une borne 3 à 22kW	Ens.	1	3 400.00	3 437.40	3 437.40
S3126	Complément aux prix S3111 à S3125 pour une protection mécanique peinte	Ens.	1	66.50	67.23	67.23
S3130	Complément aux prix S3111 à S3125 pour un mat de signalétique peint et des panneaux à dos fermés	Ens.	1	133.00	134.46	134.46
	MONTANT TOTAL HORS TAXES					5 003.94
	TVA (20%)					1 000.79
	MONTANT TOTAL T.T.C.					6 004.73

SATELEC
SAS au Capital de 4.500.000 € Tous
91178 VIRY-CHATILLON CEDEX
SIRET 971 201 546 RCS Evry NAF 4321A
Tél. 01 69 56 56 56 Fax 01 69 56 56 00

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 01/08/2025 à 15:18:43 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE-FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

202312546M/BC/857
MODIFICATIF

Monsieur le Directeur
SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Nos références : MD/ NLN/JLC/LD
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart et Léa Debru
Mèl : jlcadart@teflandre.fr / ldebru@teflandre.fr

Marché Région - Contrat n°202312546M
OBJET : Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques
Bon de commande travaux IRVE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le Territoire d'Energie Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

Implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques
Parking de la salle des sports Pierre Sizaire – 9 Rue de la Blanchisserie
59660 MERVILLE

Selon devis n° **2025-066 ind B** actualisé le 29/07/2025 d'un montant de **5 003,94 € HT** soit **6 004,73 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et de réaliser les travaux dans un délai fixé à **6 mois.**
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.
Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : SATELEC
selon étude réalisée par le TE Flandre.
Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : M. DE ROSSO NICOLAS
Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
OUI ☒ *NON* ☐
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 03/11/25
A : Henin Beaumont

Signature :

SATELEC
Agence Hauts de France
SAS au capital de 4 500 000 €
141 Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT
SIRET : 971 201 546 00563 - APE : 4321A
Tél. : 03.21.13.58.00

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 11/08/2025 à 09:57:57 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX N°2

OPERATION : Installation d'une borne IRVE pour le compte de la CCFL, modèle G2 Mobility sur le parking de la salle des sports Pierre Sizaire – 9 Rue de la Blanchisserie – 59660 MERVILLE

Marché Public n°202312546M – Installation, raccordement et fourniture des dispositifs de charge pour véhicules électriques

Réf bon de commande : 202312546M/BC/857 MODIFICATIF

Selon devis :

- N°2025-066 ind B actualisé le 29/07/2025 pour un montant de 5 003,94 €HT soit 6 004,73 €TTC

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET D'ŒUVRE DELEGUEE : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck
contact@teflandre.fr
www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SATELEC
141, Boulevard Edouard Branly
62110 HENIN-BEAUMONT

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commencer les travaux à compter du 25/08/2025 de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux et les AR de commande du fournisseur sous une semaine à compter de la réception de ce présent.

Pour le TE Flandre, signé électroniquement

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 12/08/2025 à 09:21:02 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' Dép
N°326 512 2315 (21538) EP INVES 386 373,74
GRPMT CITEDS FLASH

FLASH ENERGIES

M2024-02-LT01 DC 709

Engag' Recette N°129

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
59380 BERGUES
FRANCE

Devis n°9969 du 09/10/2025

Rénovation EP Bergues Phase 2 - Partie 1
Marché 2024-02 NORD

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		RES-EC-104 : *L'entreprise a réalisé la dépose de 327 luminaires existants et les a remplacé par :* ** 9 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : CHENONCEAUX 2 ZENIUM* *Type : PHC 1BLSB12 700mA* *Flux lumineux (en lm) : 3180* *Puissance (en w) : 28* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 113.6* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *PLACE DU MARCHÉ AUX FROMAGES : 8 unités* *RUELLE DU GAZ : 1 unité* ** 22 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 2BLSB12 700mA* *Flux lumineux (en lm) : 5911* *Puissance (en w) : 52* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 113.7* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *ROUTE DÉPARTEMENTALE 916 : 8 unités* *RUE DE L'ARSENAL : 2 unités* *RUELLE DE LA RENTE : 2 unités* *ROUTE D'HONDSCHOOTE : 7 unités* *CHEMIN DE LA NEKERSTOR : 3 unités* ** 4 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 2BLSB12 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 3731*				

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		Puissance (en w) : 38 *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 98.2* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *PLACE CHARLES DE CROOCQ : 4 unités* ** 9 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 2BLSB12 300mA* *Flux lumineux (en lm) : 1721* *Puissance (en w) : 16* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 107.6* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *CHEMIN DES ÉCOLIERS : 9 unités* ** 13 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 3BLSB12 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 6577* *Puissance (en w) : 55* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 119.6* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *ROUTE DÉPARTEMENTALE 916 : 13 unités* ** 2 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 1BLSB12 400mA* *Flux lumineux (en lm) : 677* *Puissance (en w) : 11.2* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 78.3* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *PASSAGE SAINT PIERRE : 2 unités* ** 8 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 2BLSB8 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 2180* *Puissance (en w) : 26* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 83.8* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *CONTOUR DE L'ÉGLISE : 6 unités* *RUE DU QUAI : 1 unité* *RUELLE DU GAZ : 2 unités* ** 27 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 2BLSB12 400mA* *Flux lumineux (en lm) : 3093* *Puissance (en w) : 30*				

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227006 - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 70492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		Efficacité lumineuse (en lm/w) : 103.1 *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *RUE DES CERISIERS : 6 unités* *RUE DES SORBIERS : 6 unités* *RUE DES CYTISES : 9 unités* *AVENUE DE LA LIBERTÉ : 1 unité* *RUE DES ACACIAS : 5 unités* ** 171 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 2BLSB8 700mA* *Flux lumineux (en lm) : 2819* *Puissance (en w) : 36* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 78.3* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *AVENUE FELIX BAERT : 2 unités* *CONTOUR DE L'ÉGLISE : 11 unités* *GARAGE RÉSIDENCE LECLAIRE: 3 unités* *PLACE DU MARCHÉ AUX FROMAGES : 1 unité* *PLACE GAMBETTA : 7 unités* *PLACE SAINT VICTOR : 3 unités* *RESIDENCE LECLAIRE : 8 unités* *RUE CARNOT : 23 unités* *RUE DE LA GARE : 6 unités* *RUE DE LA POTERNE : 8 unités* *RUE DE L'ARSENAL : 6 unités* *RUE DE L'HOTEL DE VILLE : 5 unités* *RUE DES ANNONCIADES : 9 unités* *RUE DES CAPUCINS : 1 unité* *RUE DES CAVALIERS : 3 unités* *RUE DES POTIERS : 4 unités* *RUE DU COLLEGE : 21 unités* *RUE DU JOURNAL DE BERGUES : 2 unités* *RUE DU MONT PIÉTÉ : 3 unités* *RUE DU PORT : 20 unités* *RUE DU QUAI : 7 unités* *RUE DU SÉMINAIRE : 4 unités* *RUE FAIDHERBE : 12 unités* *RUE NATIONALE : 2 unités* ** 35 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 2BLSB12 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 3277* *Puissance (en w) : 37.5* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 87.4* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *AVENUE DE LA LIBERTÉ : 4 unités* *AVENUE DU GENERAL DE GAULLE : 14 unités* *PLACE CHARLES DE CROOCQ : 2 unités* *RUE DES PINSONS : 4 unités* *RUE DES ROSIGNOLES : 5 unités* *RUE D'YPRES : 6 unités* ** 18 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : XEON 2* *Type : 24 LED PFA 400mA* *Flux lumineux (en lm) : 3305*				

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227000 - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		Puissance (en w) : 30 *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 110.2* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *CHEMIN DES FORTIFICATIONS : 18 unités* ** 9 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : XEON 3* *Type : 3BLSB12 PFA-3 400mA* *Flux lumineux (en lm) : 5722* *Puissance (en w) : 44.5* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 128.6* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *RUE DE LA GARE : 2 unités* *PLACE GAMBETTA : 5 unités* *RUE DE L'HOTEL DE VILLE : 1 unité* *RUE DES ANNONCIADES : 1 unité*				
	1	**/GENERALITES**	**15 879,00**	**1**		**15 879,00**
	1.1	1101- Forfait études d'exécution	750,00	0.5		375,00
	1.2	1201- RAT réseau d'éclairage public	8,00			
	1.3	1202- RAT point lumineux	38,00	401		15 238,00
	1.4	1203- RAT armoire d'éclairage public	38,00	7		266,00
	2	**AR1 FOLIO 2/16**	**16 652,15**	**1**		**16 652,15**
	2.1	**RUES CARNOT-DE LA PETITE POSTE**	**12 436,65**	**1**		**12 436,65**
		8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	*280,00*	*23*		*6 440,00*
	2.1.1	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	23		5 336,00
	2.1.2	11001- Hors bordereau	5 336,00	0.1		533,60
		Reprogrammation Elyxe				
	2.1.3	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	0.33		29,70
	2.1.4	10003- Chef d'équipe	85,00	0.33		28,05
	2.1.5	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	1		69,30
	2.2	**CHEMIN DE LA NEKERSTOR**	**1 518,50**	**1**		**1 518,50**
		8108- Dépose foyer d'éclairage public	*250,00*	*2*		*500,00*
		7913- Crosse simple pour PBA de 1,00 m	*136,00*	*2*		*272,00*
		83206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	*332,00*	*2*		*664,00*
		3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	*5,50*	*15*		*82,50*
		Nota: RAL 2525 Y COMPRIS CROSSES				
	2.3	**/AR1 RENO COMPLETE**	**2 697,00**	**1**		**2 697,00**
		6110- Dépose coffret d'éclairage public	*180,00*	*1*		*180,00*
		*6102- Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Oisans 1000*250 ou équivalent)*	*867,00*	*1*		*867,00*
	2.3.1	6202- Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	950,00	1		950,00
		6213- Détecteur de seuil de tension par départ	*200,00*	*2*		*400,00*
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*
	3	**AR2 FOLIO 3/16**	**57 127,97**	**1**		**57 127,97**
	3.1	**RUE DE LA GARE-RESIDENCE LECLAIRE - RUE FAIDHERBE- ARSENAL**	**18 732,00**	**1**		**18 732,00**
	3.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	30		8 400,00
	3.1.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	30		6 960,00
	3.1.3	11001- Hors bordereau	6 960,00	0.1		696,00
	3.1.4	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	5		1 400,00
	3.1.5	HB: Fourniture Retrofit Elyxe led 4000k	232,00	5		1 160,00

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227006 - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	3.1.6	11001- Hors bordereau	1 160,00	0.1		116,00
	3.2	**/REPROG RUE DE LA GARE ET ST VIKTOR**	**635,25**	**1**		**635,25**
		Reprogrammation Elyxe				
	3.2.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	1.65		148,50
	3.2.2	10003- Chef d'équipe	85,00	1.65		140,25
	3.2.3	HB: Fournirure de driver led programmable	69,30	5		346,50
	3.3	**PLACE ST VICTOR**	**1 605,60**	**1**		**1 605,60**
	3.3.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	3		840,00
	3.3.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	3		696,00
	3.3.3	11001- Hors bordereau	696,00	0.1		69,60
	3.4	**RUE DE L'ARSENAL**	**2 829,00**	**1**		**2 829,00**
	3.4.1	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	3		750,00
	3.4.2	7913- Crosse simple pour PBA de 1,00 m	136,00	3		408,00
	3.4.3	83206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	3		996,00
	3.4.4	3203- Conducteurs tendus entre poteau PRC 2x16	4,50	150		675,00
		ral 2525				
	3.5	**CHEMIN DE LA NEKERSTOR**	**718,00**	**1**		**718,00**
	3.5.1	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	1		250,00
	3.5.2	7913- Crosse simple pour PBA de 1,00 m	136,00	1		136,00
	3.5.3	83206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	1		332,00
		ral 2525				
	3.6	**RUE DU 8 MAI 1945**	**4 512,30**	**1**		**4 512,30**
		1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	*110,00*	*3*		*330,00*
	3.6.1	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	2		500,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*321,00*	*3*		*963,00*
	3.6.2	11001- Hors bordereau	963,00	0.1		96,30
	3.6.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	3		2 238,00
	3.6.4	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	70		385,00
		note: ral 2525				
	3.7	**/Résidence arriere au monument aux morts**	**7 680,00**	**1**		**7 680,00**
		7239- Dépose mât avec massif béton conservé	*350,00*	*5*		*1 750,00*
	3.7.1	7303- Mât en acier thermolaqué 5,00 m	440,00	5		2 200,00
	3.7.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	5		3 730,00
		RAL 2525				
	3.8	**Entrée rue de l'Arsenal**	**5 482,32**	**1**		**5 482,32**
	3.8.1	7238- Dépose mât avec massif béton conservé	350,00	2		700,00
		HB: Ensemble mât fonte Belle epoque R + CROSSE DOME 1	*1 495,60*	*2*		*2 991,20*
	3.8.2	11001- Hors bordereau	2 991,20	0.1		299,12
	3.8.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
		ral 2525				
	3.9	**Entrée rue de la Gare**	**1 892,00**	**1**		**1 892,00**
	3.9.1	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	2		500,00
	3.9.2	83110- ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent	696,00	2		1 392,00
	3.10	**Contour de l'Eglise Monument aux morts - Square Sapelier**	**8 484,00**	**1**		**8 484,00**
	3.10.1	7238- Dépose mât avec massif béton conservé	350,00	4		1 400,00
		HB: Remise en peinture mât fonte	*650,00*	*4*		*2 600,00*
		7240- Pose mât	*200,00*	*4*		*800,00*
	3.10.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	4		2 984,00
		2103- Radar de détection de mouvement	*350,00*	*2*		*700,00*
	3.11	**Option: Monument aut morts**	**4 557,50**	**1**		**4 557,50**
	3.11.1	HB: Fourniture et pose Projecteur Gobo sur façade Eglise	4 200,00	1		4 200,00
	3.11.2	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	65		357,50

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	3.12	**/ AR2**		**1**		
		RAS /				
	4	**AR3 FOLIO 4/16**	**23 998,00**	**1**		**23 998,00**
	4.1	**Place Gambetta**	**12 062,00**	**1**		**12 062,00**
	4.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	12		3 360,00
	4.1.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	7		5 222,00
	4.1.3	83110- ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent	696,00	5		3 480,00
		RAL 7016				
	4.2	**Rue des potiers et de l'hôtel de ville**	**10 210,00**	**1**		**10 210,00**
	4.2.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	10		2 800,00
	4.2.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	9		6 714,00
	4.2.3	83110- ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent	696,00	1		696,00
		RAL 7016				
	4.3	**Rue des capucins**	**1 026,00**	**1**		**1 026,00**
	4.3.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	1		280,00
	4.3.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	1		746,00
		RAL 7016				
	4.4	**AR03**	**700,00**	**1**		**700,00**
	4.4.1	6213- Détecteur de seuil de tension par départ	200,00	2		400,00
	4.4.2	6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	300,00	1		300,00
	5	**AR4 FOLIO5/16**	**74 804,90**	**1**		**74 804,90**
	5.1	**RUE DU PORT**	**30 259,70**	**1**		**30 259,70**
	5.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	10		2 800,00
	5.1.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	10		2 320,00
	5.1.3	11001- Hors bordereau	2 320,00	0.1		232,00
	5.1.4	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	1		110,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*1*		*325,00*
		11001- Hors bordereau	*325,00*	*0.1*		*32,50*
	5.1.5	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	1		746,00
	5.1.6	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	30		165,00
		RAL 7016				
	5.1.7	7238- Dépose mât avec massif béton conservé	350,00	8		2 800,00
		HB: Ensemble mât fonte Belle epoque R + CROSSE DOME 1	*1 495,60*	*8*		*11 964,80*
		11001- Hors bordereau	*11 964,00*	*0.1*		*1 196,40*
	5.1.8	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	8		5 968,00
		7240- Pose mât	*200,00*	*8*		*1 600,00*
		rel 2525				
	5.2	**RUE DU QUAI**	**3 467,00**	**1**		**3 467,00**
	5.2.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	2		560,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*2*		*650,00*
		11001- Hors bordereau	*650,00*	*0.1*		*65,00*
	5.2.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
		8103- Radar de détection de mouvement	*350,00*	*2*		*700,00*
		RAL 7016				
	5.3	**PONT ST JEAN + RUE NATIONALE + RUE ANGLAISE + RUE DE LA GARE**	**3 446,10**	**1**		**3 446,10**
		Reprogrammation Elyxe				
	5.3.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	9		810,00
	5.3.2	10003- Chef d'équipe	85,00	9		765,00
	5.3.3	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	27		1 871,10
	5.4	**RUE DU MON PIETE**	**4 480,50**	**1**		**4 480,50**
	5.4.1	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	3		330,00

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227006 - SIRET : 492 816 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492816580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	5.4.2	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	3		840,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*3*		*975,00*
		11001- Hors bordereau	*975,00*	*0.1*		*97,50*
	5.4.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	3		2 238,00
		RAL 7016				
	5.5	**CONTOUR DE L'EGLISE**	**3 759,00**	**1**		**3 759,00**
	5.5.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	7		1 960,00
	5.5.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	7		1 624,00
	5.5.3	11001- Hors bordereau	1 750,00	0.1		175,00
	5.6	**/RUELLE DE LA RENTE**	**2 356,00**	**1**		**2 356,00**
	5.6.1	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	2		220,00
	5.6.2	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	2		500,00
	5.6.3	7913- Crosse simple pour PBA de 1,00 m	136,00	2		272,00
	5.6.4	83208- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	2		664,00
	5.6.5	8103- Radar de détection de mouvement	350,00	2		700,00
		RAL 7016				
	5.7	**RUE FAIDHERBE**	**1 605,60**	**1**		**1 605,60**
	5.7.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	3		840,00
	5.7.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	3		696,00
	5.7.3	11001- Hors bordereau	696,00	0.1		69,60
	5.8	**RUE DU JOURNAL DE BERGUES**	**3 207,00**	**1**		**3 207,00**
	5.8.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	2		560,00
	5.8.2	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	2		220,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*2*		*650,00*
		11001- Hors bordereau	*650,00*	*0.1*		*65,00*
	5.8.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
	5.8.4	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	40		220,00
		RAL 7016				
	5.9	**RUE NATIONALE**	**2 052,00**	**1**		**2 052,00**
	5.9.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	2		560,00
	5.9.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
		RAL 7016				
	5.10	**RUE DU QUAI**	**7 182,00**	**1**		**7 182,00**
	5.10.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	7		1 960,00
	5.10.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	7		5 222,00
		ral 7016				
	5.11	**RUE DU GAZ**	**2 987,00**	**1**		**2 987,00**
	5.11.1	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	2		220,00
	5.11.2	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	2		560,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*2*		*650,00*
		11001- Hors bordereau	*650,00*	*0.1*		*65,00*
	5.11.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
		RAL 2525				
	5.12	**CHEMIN DAMPIERRE**	**1 493,50**	**1**		**1 493,50**
	5.12.1	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	1		110,00
	5.12.2	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	1		280,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*1*		*325,00*
		11001- Hors bordereau	*325,00*	*0.1*		*32,50*
	5.12.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	1		746,00
		RAL 2525				
	5.13	**PLACE MARCHE AUX FROMAGES**	**8 509,50**	**1**		**8 509,50**
	5.13.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	9		2 520,00

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 76492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		HB LUMINAIRE CHENONCEAU	*605,00*	*9*		*5 445,00*
		11001- Hors bordereau	*5 445,00*	*0.1*		*544,50*
		RAL 2525				
		Note: a voir si réfection des deux mats				
	5.14	**/AR4**		**1**		
		RAS				
	6	**AR6 FOLIO 6/16**	**17 124,50**	**1**		**17 124,50**
	6.1	**RUE DES ANNONCIADES**	**10 210,00**	**1**		**10 210,00**
	6.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	10		2 800,00
	6.1.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	9		6 714,00
	6.1.3	83110- ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent	696,00	1		696,00
	6.2	**RUE DE LA POTERNE**	**5 831,60**	**1**		**5 831,60**
	6.2.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	10		2 800,00
	6.2.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	8		1 856,00
	6.2.3	11001- Hors bordereau	1 856,00	0.1		185,60
	6.2.4	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	180		990,00
	6.3	**RUE NEUVE DES CAPUCINS - RUE ST WINOC**	**382,90**	**1**		**382,90**
		Reprogrammation Elyxe				
	6.3.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	1		90,00
	6.3.2	10003- Chef d'équipe	85,00	1		85,00
	6.3.3	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	3		207,90
	6.4	**AR06**	**700,00**	**1**		**700,00**
	6.4.1	6213- Détecteur de seuil de tension par départ	200,00	2		400,00
	6.4.2	6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	300,00	1		300,00
	7	**AR5 FOLIO 8/16**	**41 594,60**	**1**		**41 594,60**
	7.1	**RUES COLLEGE- SEMINAIRES - CAVALIERS- MARCHE AUX CHEVAUX**	**28 728,00**	**1**		**28 728,00**
	7.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	28		7 840,00
	7.1.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	28		20 888,00
	7.2	**RUE CARNOT**	**535,20**	**1**		**535,20**
	7.2.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	1		280,00
	7.2.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	1		232,00
	7.2.3	11001- Hors bordereau	232,00	0.1		23,20
	7.3	**Rues Maurice cornette, marché aux bestiaux, lamartine, place de la republique, gouvernement, place henri Billiaert, marché au lin, cheval blanc, rue d'ypres**	**8 040,90**	**1**		**8 040,90**
		Reprogrammation Elyxe 63				
	7.3.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	21		1 890,00
	7.3.2	10003- Chef d'équipe	85,00	21		1 785,00
	7.3.3	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	63		4 365,90
	7.4	**Ruelle des drapiers**	**1 493,50**	**1**		**1 493,50**
	7.4.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	1		280,00
	7.4.2	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	1		110,00
	7.4.3	CROSSE FACADE DOME 1	325,00	1		325,00
		11001- Hors bordereau	*325,00*	*0.1*		*32,50*
	7.4.4	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	1		746,00
		RAL 7016				
	7.5	**/AR5 RENO COMPLETE**	**2 797,00**	**1**		**2 797,00**
		6110- Dépose coffret d'éclairage public	*180,00*	*1*		*180,00*
		6220- Dépose tableau d'éclairage public	*100,00*	*1*		*100,00*
		*6102- Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Olsens 1000*250 ou équivalent)*	*867,00*	*1*		*867,00*

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 680 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916680 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	7.5.1	6202- Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	950,00	1		950,00
		6213- Détecteur de seuil de tension par départ	*200,00*	*2*		*400,00*
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*
	8	**Folio 9/16 AR9**	**28 432,00**	**1**		**28 432,00**
	8.1	**RUE d'YPRES, Avenue du General de Gaulle, place charles de Croocq**	**24 624,00**	**1**		**24 624,00**
	8.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	24		6 720,00
	8.1.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	24		17 904,00
		ral 7016				
	8.2	**Place Charles de Crooccq**	**3 808,00**	**1**		**3 808,00**
	8.2.1	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	4		1 000,00
	8.2.2	7913- Crosse simple pour PBA de 1,00 m	136,00	6		816,00
	8.2.3	83208- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	6		1 992,00
		RAL 2625				
	8.3	**/AR9**		**1**		
		RAS				
	9	**FOLIO 11/16 AR12**	**1 148,70**	**1**		**1 148,70**
	9.1	**Allée de l'abbaye**	**1 148,70**	**1**		**1 148,70**
		Reprogrammation Elyxe 9				
	9.1.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	3		270,00
	9.1.2	10003- Chef d'équipe	85,00	3		255,00
	9.1.3	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	9		623,70
	9.2	**AR12**		**1**		
		ras				
	10	**FOLIO 12/16 AR13**	**4 554,70**	**1**		**4 554,70**
	10.1	**Allée dU VERMONT - SQUARE VAUBAN**	**1 757,70**	**1**		**1 757,70**
		Reprogrammation Elyxe 14				
	10.1.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	4.5		405,00
	10.1.2	10003- Chef d'équipe	85,00	4.5		382,50
	10.1.3	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	14		970,20
	10.2	**reno AR13**	**2 797,00**	**1**		**2 797,00**
	10.2.1	6110- Dépose coffret d'éclairage public	180,00	1		180,00
		6220- Dépose tableau d'éclairage public	*100,00*	*1*		*100,00*
		*6102- Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Olsans 1000*250 ou équivalent)*	*867,00*	*1*		*867,00*
	10.2.2	6202- Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	950,00	1		950,00
		6213- Détecteur de seuil de tension par départ	*200,00*	*2*		*400,00*
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*
	11	**folio 13/16 ar14**	**8 684,20**	**1**		**8 684,20**
	11.1	**rue des pinsons / rue des rossignols / rue de la liberté**	**5 887,20**	**1**		**5 887,20**
	11.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	11		3 080,00
	11.1.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	11		2 552,00
	11.1.3	11001- Hors bordereau	2 552,00	0.1		255,20
	11.2	**Mât au ST a repostionner à voir**		**1**		
		???????				
	11.3	**reno ar14**	**2 797,00**	**1**		**2 797,00**
	11.3.1	6110- Dépose coffret d'éclairage public	180,00	1		180,00
		6220- Dépose tableau d'éclairage public	*100,00*	*1*		*100,00*
		*6102- Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Olsans 1000*250 ou équivalent)*	*867,00*	*1*		*867,00*

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227000€ - SIRET : 402 816 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 76492816580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	11.3.2	6202- Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	950,00	1		950,00
		6213- Détecteur de seuil de tension par départ	*200,00*	*2*		*400,00*
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*
		folio 14/16				
	12	**Rue des Accacias**	**5 130,00**	**1**		**5 130,00**
	12.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	5		1 400,00
	12.2	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	5		3 730,00
		ral 7016				
	13	**rue des cerisers - sorbiers - cytises -**	**11 774,40**	**1**		**11 774,40**
	13.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	22		6 160,00
	13.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	22		5 104,00
	13.3	11001- Hors bordereau	5 104,00	0.1		510,40
		ral 7016				
	14	**chemin des ecoliers**	**12 276,00**	**1**		**12 276,00**
		7238- Dépose mât avec massif béton conservé	*350,00*	*9*		*3 150,00*
		7301- Mât en acier thermolaqué 4,00 m	*332,00*	*9*		*2 988,00*
		830206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	*332,00*	*9*		*2 988,00*
		8103- Radar de détection de mouvement	*350,00*	*9*		*3 150,00*
		nota:+ controle d'isolement des cabales				
	15	**ar15 reno complete**	**2 797,00**	**1**		**2 797,00**
	15.1	6110- Dépose coffret d'éclairage public	180,00	1		180,00
		6220- Dépose tableau d'éclairage public	*100,00*	*1*		*100,00*
		*6102- Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Oisans 1000*250 ou équivalent)*	*867,00*	*1*		*867,00*
	15.2	6202- Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	950,00	1		950,00
		6213- Détecteur de seuil de tension par départ	*200,00*	*2*		*400,00*
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**321 978,12**
Total T.V.A. 20%	**64 395,62**
Total T.T.C.	**386 373,74**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

Signature entreprise:

A: Watten Brouck, Le: 13/10/25

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT01/BC/ 799

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par CADART Jean-Louis

***OBJET** : Marché n° **2024/02** : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

BERGUES – RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC
Ensemble de la commune – Phase 2 - Parties 1 & 2

Selon les devis :

- **n° 9969** du **31/07/2025** pour la somme de **321 978,12 € HT** soit **386 373,74 € TTC (Partie 1)**
- **n° 9970** du **31/07/2025** pour la somme de **276 163,80 € HT** soit **331 396,56 €TTC (partie 2)**
  - Pour un montant total de : **598 141,92 € HT** soit **717 770,30 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

13/10/2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
FLASH ENERGIES *... selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Antoine Nenebroo

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☒ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 21/10/2025
A : Quaëdypre
Signature :

FLASH ENERGIES
59380 QUAEDYPRE 03 20 27 12 60
contact@flash-energies.fr 492 016 500

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de BERGUES –**
Ensemble de la commune (Phase 2 – parties 1 & 2)

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01

Réf bon de commande : 2024/02/LT01/BC /799

Selon les devis :

- **n° 9969** du **31/07/2025** pour la somme de **321 978,12 € HT** soit **386 373,74 € TTC (Partie 1)**
- **n° 9970** du **31/07/2025** pour la somme de **276 163,80 € HT** soit **331 396,56 €TTC (partie 2)**
  - Pour un montant total de : **598 141,92 € HT** soit **717 770,30 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

Cotraitants FLASH ENRGIES
ZA la Croix Rouge
Centre d'affaires la Linerie
59380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **16/10/2025,** de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **16/12/2025,** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre

13/10/2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Laenewerck

Engag. 2ap 561

N° 328 S12 2315 (21538) EP ENVEST 37 396,56

GRPMT CITEOS FLASH

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLASH ENERGIES

M2024-02-LT01 BC 795

Engag. Recette N°189

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Adresse Travaux :
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

59380 BERGUES
FRANCE

Devis n°9970 du 09/10/2025

Rénovation EP Bergues Phase 2 - Partie 2
Marché 2024-02 NORD

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		RES-EC-104 : *L'entreprise a réalisé la dépose de 79 luminaires existants et les a remplacé par :* ** 3 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : CHENONCEAUX 2 ZENIUM* *Type : PHC 1BLSB12 700 mA* *Flux lumineux (en lm) : 3180* *Puissance (en w) : 27.5* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 115.6* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *QUAI DES MACONS : 3 unités* ** 3 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : CHENONCEAUX 2 ZENIUM* *Type : PHC 2BLSB8 700mA* *Flux lumineux (en lm) : 4240* *Puissance (en w) : 36* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 117.8* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *QUAI DES MACONS : 3 unités* ** 13 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 2BLSB8 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 2913* *Puissance (en w) : 26* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 112* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable*				

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		LIEU : *ROUTE DÉPARTEMENTALE 916 : 9 unités* *RUE DE LA COURONNE DE BIERNE : 4 unités* ** 14 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 2BLSB12 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 4406* *Puissance (en w) : 38* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 115.9* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *RUE DE LA COURONNE DE BIERNE : 14 unités* ** 5 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 2BLSB12 700mA* *Flux lumineux (en lm) : 5461* *Puissance (en w) : 52* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 105* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *ROUTE D'HONDSCHOOTE : 5 unités* ** 10 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : TWEET NEO S1-X1* *Type : 3BLSB12 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 6618* *Puissance (en w) : 55* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 120.3* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *ROUTE DÉPARTEMENTALE 916 : 10 unités* ** 1 luminaire neuf de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 2BLSB8 500mA* *Flux lumineux (en lm) : 2097* *Puissance (en w) : 26* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 80.7* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *RUELLE DES TEMPIERS : 1 unité* ** 14 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : ELYXE* *Type : 2BLSB8 700mA* *Flux lumineux (en lm) : 2819* *Puissance (en w) : 36* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 78.3*				

6 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227006 - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Désignation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		ULR < 3 % *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *QUAI DE LA MANUTENTION : 10 unités* *RUE DU 8 MAI 1945 : 1 unité* *RUE PIERRE DECROO : 1 unité* *RUE SAINT GEORGES : 1 unité* *RUELLE DES TEMPLIERS : 1 unité* ** 16 luminaires neufs de type :* *Marque : ECLATEC* *Modèle : XEON 3* *Type : 3BLSB12 PFA 400mA* *Flux lumineux (en lm) : 5607* *Puissance (en w) : 45* *Efficacité lumineuse (en lm/w) : 124.6* *ULR < 3 %* *Degré de protection de l'ensemble optique fermé (IP) 66* *La source lumineuse est remplaçable* *LIEU :* *ROUTE DÉPARTEMENTALE 916 : 16 unités*				
1		**/GENERALITES**	**14 925,00**	**1**		**14 925,00**
1.1		1101- Forfait études d'exécution	750,00	0.5		375,00
1.2		1201- RAT réseau d'éclairage public	8,00	807		6 456,00
1.3		1202- RAT point lumineux	38,00	204		7 752,00
1.4		1203- RAT armoire d'éclairage public	38,00	9		342,00
2		**AR2 FOLIO 3/16**	**5 456,30**	**1**		**5 456,30**
2.1		**RUE SAINT GEORGES**	**5 456,30**	**1**		**5 456,30**
2.1.1		8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	2		500,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*321,00*	*2*		*642,00*
2.1.2		11001- Hors bordereau	642,00	0.1		64,20
2.1.3		82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
		7239- Dépose mât avec démolition du massif béton	*430,00*	*1*		*430,00*
		130- Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	*80,00*	*5*		*400,00*
2.1.4		4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	7		56,00
		5102- Câble de terre 25mm²	*3,40*	*9*		*30,60*
		7102-Massif pour candélabre de 5m	*350,00*	*1*		*350,00*
		4602- Regard 40x40	*100,00*	*1*		*100,00*
		4607- tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	*85,00*	*1*		*85,00*
		7303- Mât en acier thermolaqué 5,00 m	*440,00*	*1*		*440,00*
		82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	*746,00*	*1*		*746,00*
2.1.5		3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	15		82,50
2.1.6		3202- Création RAS	38,00	1		38,00
		NOTA: RAL 2525				
2.2		**/ AR2**		**1**		
		RAS /				
3		**AR3 FOLIO 4/16**	**6 872,30**	**1**		**6 872,30**
3.1		**Ruelle des templiers**	**6 872,30**	**1**		**6 872,30**
3.1.1		1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	2		220,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*2*		*650,00*
		11001- Hors bordereau	*650,00*	*0.1*		*65,00*
3.1.2		82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
3.1.3		3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	55		302,50
3.1.4		7239- Dépose mât avec démolition du massif béton	430,00	1		430,00
		4102- Tranchées types avec réfections définitives - Voie	*85,00*	*18*		*1 530,00*

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227000 - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		communale ordinaire - Largeur 0,35 m				
	3.1.5	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	20		160,00
	3.1.6	5102- Câble de terre 25mm²	3,40	22		74,80
		7102-Massif pour candélabre de 5m	*350,00*	*1*		*350,00*
		7303- Mât en acier thermolaqué 5,00 m	*440,00*	*1*		*440,00*
		82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	*746,00*	*1*		*746,00*
	3.1.7	3202- Création RAS	38,00	1		38,00
	3.1.8	5209- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	28		224,00
		6108- Coffret de protection différentielle - sur support béton ou bois	*150,00*	*1*		*150,00*
		nota: ral 7016				
	4	**AR4 FOLIO5/16**	**10 673,50**	**1**		**10 673,50**
	4.1	**QUAI DE LA MANUTENTION**	**10 673,50**	**1**		**10 673,50**
	4.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	8		2 240,00
	4.1.2	HB: Fourniture Retrofit Elyxe APRES 2013	232,00	8		1 856,00
	4.1.3	11001- Hors bordereau	1 856,00	0.1		185,60
	4.1.4	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	3		330,00
		CROSSE FACADE DOME 1	*325,00*	*3*		*975,00*
		11001- Hors bordereau	*975,00*	*0.1*		*97,50*
	4.1.5	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	3		2 238,00
	4.1.6	7239- Dépose mât avec démolition du massif béton	430,00	3		1 290,00
	4.1.7	130- Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	80,00	3		240,00
	4.1.8	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	6		48,00
	4.1.9	5102- Câble de terre 25mm²	3,40	6		20,40
	4.1.10	4602- Regard 40x40	100,00	3		300,00
	4.1.11	4607- tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	85,00	3		255,00
	4.1.12	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	18		99,00
	4.1.13	3202- Création RAS	38,00	3		114,00
	4.1.14	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	70		385,00
		RAL 7016				
	5	**AR7 FOLIO 7/16**	**14 466,80**	**1**		**14 466,80**
	5.1	**QUAI DES MACONS**	**5 673,00**	**1**		**5 673,00**
	5.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	6		1 680,00
		HB LUMINIARE CHENONCEAU	*605,00*	*6*		*3 630,00*
		11001- Hors bordereau	*3 630,00*	*0.1*		*363,00*
		RAL 2525				
		Nota: a voir implantation si ajout d'un mât + voir si réfection des mâts				
	5.2	**Rues Espagnole, coq, capucins, mermoz, claeys, vauban, hondschoote**	**5 203,80**	**1**		**5 203,80**
		Reprogrammation Elyxe 41				
	5.2.1	10004- Elévateur hauteur jusqu'à 16 m	90,00	13.5		1 215,00
	5.2.2	10003- Chef d'équipe	85,00	13.5		1 147,50
	5.2.3	HB: Fourniture de driver led programmable	69,30	41		2 841,30
		/ROUTE FLEURIE - ROUTE DE HONDSCOOTE				
	5.3	8108- Dépose foyer d'éclairage public	250,00	5		1 250,00
	5.4	7913- Crosse simple pour PBA de 1,00 m	136,00	5		680,00
	5.5	83206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	5		1 660,00
		ral 2525				
	5.6	**/AR7**		**1**		
		RAS				
	6	**AR5 FOLIO 8/16**	**54 905,70**	**1**		**54 905,70**
	6.1	**/Ajout entre la rue des seminaires et place marché aux bestiaux**	**6 408,10**	**1**		**6 408,10**

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	6.1.1	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	1		110,00
	6.1.2	CROSSE FACADE DOME 1	325,00	1		325,00
		11001- Hors bordereau	*325,00*	*0.1*		*32,50*
	6.1.3	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	1		746,00
	6.1.4	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	10		55,00
		RAL 7016				
	6.1.5	4130- Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	80,00	50		4 000,00
	6.1.6	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	52		416,00
	6.1.7	5102- Câble de terre 25mm²	3,40	54		183,60
	6.1.8	3202- Création RAS	38,00	2		76,00
	6.1.9	5209- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	58		464,00
	6.2	**/RUE DESYTER**	**19 462,82**	**1**		**19 462,82**
	6.2.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	6		1 680,00
	6.2.2	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	5		550,00
	6.2.3	CROSSE FACADE DOME 1	325,00	5		1 625,00
		11001- Hors bordereau	*1 625,00*	*0.1*		*162,50*
	6.2.4	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	5		3 730,00
	6.2.5	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	130		715,00
		RAL 7016				
		HB: Ensemble mât fonte Belle epoque R + CROSSE DOME 1	*1 495,60*	*2*		*2 991,20*
	6.2.6	11001- Hors bordereau	2 991,20	0.1		299,12
	6.2.7	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	2		1 492,00
		ral 7016				
	6.2.8	4130- Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	80,00	65		5 200,00
	6.2.9	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	6		48,00
	6.2.10	5102- Câble de terre 25mm²	3,40	10		34,00
	6.2.11	3202- Création RAS	38,00	2		76,00
	6.2.12	5209- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	20		160,00
	6.2.13	7101- Massif pour candélabre de 4m	350,00	2		700,00
	6.3	**rue Pierre Decroo**	**29 034,78**	**1**		**29 034,78**
	6.3.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	6		1 680,00
	6.3.2	1106- Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	110,00	8		880,00
	6.3.3	CROSSE FACADE DOME 1	325,00	8		2 600,00
		11001- Hors bordereau	*2 600,00*	*0.1*		*260,00*
	6.3.4	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	8		5 968,00
	6.3.5	3207- Conducteurs posé sur façade PRC 2x16	5,50	215		1 182,50
		RAL 7016				
	6.3.6	HB: Ensemble mât fonte Belle epoque R + CROSSE DOME 1	1 495,60	3		4 486,80
	6.3.7	11001- Hors bordereau	4 446,80	0.1		444,68
	6.3.8	82107- ECLATEC ELYXE ou équivalent	746,00	3		2 238,00
		ral 7016				
	6.3.9	4130- Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	80,00	80		6 400,00
	6.3.10	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	86		688,00
	6.3.11	5102- Câble de terre 25mm²	3,40	92		312,80
	6.3.12	3202- Création RAS	38,00	2		76,00
	6.3.13	5209- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	96		768,00
	6.3.14	7101- Massif pour candélabre de 4m	350,00	3		1 050,00
	7	**FOLIO 15/16**	**113**	**1**		**113**
	7.1	**/RD916**	**112 074,60**	**1**		**112 074,60**
	7.1.1	7239- Dépose mât avec démolition du massif béton	430,00	12		5 160,00
	7.1.2	7238-Dépose mât avec massif béton conservé	350,00	25		8 750,00
		4141- Tranchées types avec réfections définitives - Accotement herbeux - Largeur 0,25 m	*35,00*	*350*		*12 250,00*

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA Intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
		4101- Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,25 m	*85,00*	*8*		*680,00*
		4130-Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	*80,00*	*47*		*3 760,00*
	7.1.3	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	405		3 240,00
	7.1.4	4602- Regard 40x40	100,00	2		200,00
	7.1.5	4607- tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	85,00	2		170,00
	7.1.6	5209- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	448		3 584,00
	7.1.7	5302- Boîte de jonction coulée sur réseau enterré BT de type 92 A2	80,00	2		160,00
	7.1.8	7104- Massif pour candélabre de 7m	450,00	18		8 100,00
		HB: Ensemble double decalé 8/5m + lanterne tweet + crosse Avéo1.5m avt et 1m arrière + detection sur l'arrière	*2 246,00*	*9*		*20 214,00*
		11001- Hors bordereau	*20 214,00*	*0.1*		*2 021,40*
		Mât aiguille Gare				
	7.1.9	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	20		5 600,00
	7.1.10	83110- ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent	696,00	16		11 136,00
		ral 7047 A CONFIRMER				
		HB: Crosse Aveo 0.5m + tweet	*599,00*	*13*		*7 787,00*
	7.1.11	11001- Hors bordereau	7 787,00	0.1		778,70
		8101- Pose de luminaire	*120,00*	*13*		*1 560,00*
	7.1.12	8411- Ensemble ECLATEC 7m Aveo / Tweet saillie 1,5m ou similaire	1 470,00	8		11 760,00
	7.1.13	83206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	8		2 656,00
	7.1.14	7403- Mât en acier thermolaqué 5,00 m	390,00	1		390,00
	7.1.15	HB: Ensemble double feux 7m + lanterne tweet + crosse Avéo1.5m	1 925,00	1		1 925,00
		11001- Hors bordereau	*1 925,00*	*0.1*		*192,50*
	7.2	**AR17**	**280,00**	**1**		**280,00**
	7.2.1	6110- Dépose coffret d'éclairage public	180,00	1		180,00
		6220- Dépose tableau d'éclairage public	*100,00*	*1*		*100,00*
	7.3	**AR10**	**836,00**	**1**		**836,00**
		6207- PV pour départ supplémentaire	*68,00*	*2*		*136,00*
	7.3.1	6213- Détecteur de seuil de tension par départ	200,00	2		400,00
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*
	8	**FOLIO 16/16**	**29 553,60**	**1**		**29 553,60**
	8.1	**/RUE DE LA COURONNE DE BIERNE**	**26 756,60**	**1**		**26 756,60**
		8108- Dépose foyer d'éclairage public	*250,00*	*14*		*3 500,00*
	8.1.1	7238-Dépose mât avec massif béton conservé	350,00	4		1 400,00
	8.1.2	4130-Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir enrobé - Largeur 0,35 m	80,00	70		5 600,00
	8.1.3	4502- Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	8,00	70		560,00
	8.1.4	5209- Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	8,00	448		3 584,00
	8.1.5	HB: Crosse Aveo 0.5m + tweet	599,00	14		8 386,00
	8.1.6	11001- Hors bordereau	8 386,00	0.1		838,60
	8.1.7	83206- ECLATEC TWEET C1 ou équivalent	332,00	4		1 328,00
	8.1.8	7403- Mât en acier thermolaqué 5,00 m	390,00	4		1 560,00
	8.2	**ar18 reno complete**	**2 797,00**	**1**		**2 797,00**
	8.2.1	6110- Dépose coffret d'éclairage public	180,00	1		180,00
		6220- Dépose tableau d'éclairage public	*100,00*	*1*		*100,00*
		*6102- Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Olsans 1000*250 ou équivalent)*	*867,00*	*1*		*867,00*
	8.2.2	6202- Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	950,00	1		950,00
		6213- Détecteur de seuil de tension par départ	*200,00*	*2*		*400,00*
		6214- Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	*300,00*	*1*		*300,00*
	9	**Folio 10/16 AR11**	**17 568,00**	**1**		**17 568,00**

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 227000 - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Devis n°9970 du 09/10/2025

Référence	Num.	Designation	P.U. H.T.	Qté	U	Total H.T.
	9.1	**/Parking foot + chemin des fortifications**	**17 568,00**	**1**		**17 568,00**
	9.1.1	8109- Dépose-repose foyer d'éclairage public	280,00	18		5 040,00
	9.1.2	83110- ECLATEC projecteur Xeon ou équivalent	696,00	18		12 528,00
		ral 7047 A CONFIRMER				
	10	**AIRE CAMPING CARS**	**8 552,00**	**1**		**8 552,00**
		7113- Massif pour ensemble solaire de 6m	*700,00*	*8*		*5 600,00*
		8443- Pose d'un ensemble solaire	*369,00*	*8*		*2 952,00*

Mode de règlement : 30 JOURS DATE DE FACTURE

Montants en Euros	
Total H.T.	**276 163,80**
Total T.V.A. 20%	**55 232,76**
Total T.T.C.	**331 396,56**

Devis valable: 2 mois.

Signature du client précédée de la mention manuscrite:
"Devis reçu avant l'exécution des travaux, bon pour accord".

A: HAZEBROUCK , Le: 13/10/25

Signature entreprise:

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

8 Rue du fort Suisse - 59380 QUAEDYPRE - Tel : 03 28 27 12 60 - contact@flash-energies.fr - www.flash-energies.fr
SARL au capital de 22700€ - SIRET : 492 916 580 00045 - APE : 4321A - TVA intracommunautaire : FR 78492916580 - RCS DUNKERQUE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT01/BC/ 799

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par CADART Jean-Louis

***OBJET** : Marché n° **2024/02** : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

BERGUES – RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC
Ensemble de la commune – Phase 2 - Parties 1 & 2

Selon les devis :

- n° **9969** du **31/07/2025** pour la somme de **321 978,12 € HT** soit **386 373,74 € TTC (Partie 1)**
- n° **9970** du **31/07/2025** pour la somme de **276 163,80 € HT** soit **331 396,56 €TTC (partie 2)**
  - Pour un montant total de : **598 141,92 € HT** soit **717 770,30 € TTC**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

13/10/2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
FLASH ENERGIES *... selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Antoine Deneboo

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☒ *OUI* ☐ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 21/10/2025
A : Quaëdypre
Signature :

FLASH ENERGIES
59380 QUAËDYPRE 03 28 27 12 60
contact@flash-energies.fr 892 915 580

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : Chantier d'éclairage public, commune de BERGUES –
Ensemble de la commune (Phase 2 – parties 1 & 2)

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01

Réf bon de commande : 2024/02/LT01/BC /799

Selon les devis :

- n° **9969** du **31/07/2025** pour la somme de **321 978,12 € HT** soit **386 373,74 € TTC (Partie 1)**
- n° **9970** du **31/07/2025** pour la somme de **276 163,80 € HT** soit **331 396,56 €TTC (partie 2)**
  - Pour un montant total de : **598 141,92 € HT** soit **717 770,30 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

Cotraitants FLASH ENRGIES
ZA la Croix Rouge
Centre d'affaires la Linerie
59380 QUAEDYPRE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **16/10/2025,** de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **16/12/2025,** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre

13/10/2025

Le Vice-Président
Jean-Luc Vanenwerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 04 décembre 2025
Délibération N° 04122025 / D19 - Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie - Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les études concernant la Commune de Sercus

Le 27 novembre 2025 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle des fêtes Le Plessis de Vieux-Berquin, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 4 décembre 2025 à 10h dans les locaux du TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 28/11/2025
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice* au jour de la séance : 193 délégués

*Mme N. STRUYS déléguée titulaire de Pradelles, Mme D. MALESYS déléguée titulaire de Terdeghem ont démissionné. En application des Articles L 5211-8 et L 5711-1 du CGCT, le Conseil municipal des communes concernées doit pourvoir à leur remplacement dans un délai d'un mois, suivant la démission. A ce jour, l'élection des remplaçants n'a pas eu lieu. M. H. RAMAUT, délégué titulaire de Eecke est décédé. En application des Articles L 5211-8 et L 5711-1 du CGCT, le Conseil municipal de la commune de Eecke doit pourvoir à son remplacement dans un délai d'un mois, suivant le décès. A ce jour, l'élection du remplaçant n'a pas eu lieu.

PRESENTS : 9 délégués

M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
Mme Danielle VANMAELE	Déléguée titulaire	MERCKEGHEM
M. Joël DUYCK	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF BERQUIN
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE

POUVOIRS : 0

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DELIBERATION N°04122025/D19
Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie - Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les études concernant la Commune de Sercus

Exposé et proposition - Rapport de Jean-Luc Cleenewerck, Vice-Président :

Le Territoire d'Énergie Flandre s'inscrit depuis plusieurs années dans une démarche active de transition énergétique, notamment à travers sa participation au programme ACTEE+ (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique), porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Ce programme, qui vise à accompagner les collectivités dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments publics, permet de mutualiser les actions, de planifier des travaux durables et de réduire significativement les consommations d'énergie, en cohérence avec les objectifs du décret tertiaire (décret n°2019-771 du 23 juillet 2019).

Par délibérations en date du 20/1/2023, 09/09/2024, 05/02/2025 et 26/05/2025, le Comité syndical a arrêté les modalités opérationnelles de déclinaison du programme ACTEE+ et de ses sous-programmes Chêne 1 à 4.

Ces aides, octroyées par convention signée avec la FNCCR, ont permis au TE Flandre de bénéficier de fonds destinés à couvrir une partie des dépenses liées à l'accompagnement technique des communes membres dans leurs projets de rénovation énergétique.

Vu le Contexte réglementaire : Le programme ACTEE+, financé par les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), s'inscrit dans le cadre des articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie, qui encouragent les collectivités à engager des actions d'efficacité énergétique.

Considérant qu'il est opportun de signer une convention avec la commune de SERCUS pour autoriser le versement des aides obtenues par le TE Flandre pour les diagnostics techniques réalisés et mandatés par la commune de Sercus.

Dans ce cadre, il est proposé au Comité syndical d'autoriser le Président du TE Flandre ou son représentant à signer, avec Madame le Maire de la commune de Sercus, une convention de partenariat précisant les modalités de reversement des aides obtenues pour les diagnostics techniques réalisés et mandatés par la commune,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

Engag° Dép° 020 458198 AOEE

SAISON 1 : Diagnostic technique réalisés par la commune de SERCUS

Somme à reverser à la commune, sous réserve d'obtention des fonds sollicités à la FNCCR.

Lot 3 : Etudes énergétiques						
Action	Batiment - COMMUNE	N° de facture	Date facture	Dépense acquittée HT	Aide demandée FNCCR	Somme à reverser à la commune de SERCUS
Diagnostic technique	Sercus - école des 3 pommes	250006	09/01/2025	3 900,00 €	3 120,00 €	3 120,00 €
				Total à reverser à SERCUS		3 120,00 €

N°329

Rq SD 157T331 DU 21-11-25 312,00 P503

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance

Michel DECOOL
Président du Territoire d'Energie Flandre

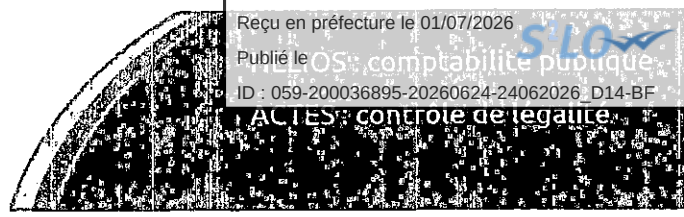
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 19/12/2025 à 08:47:09 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 18/12/2025 à 16:44:13 CET
SI.D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles



Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**04122025_D19**
Objet :	**Délibération N° 04122025 / D19 ? Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie ? Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les études concernant la Commune de Sercus**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-12-04 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.8 - Fonds de concours
Identifiant unique :	059-200036895-20251204-04122025_D19-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	1.1 Ko
Nom métier :		
Document principal (Délibération)	application/pdf	353.9 Ko
Nom original : Delib 04122025 D19 _ TE MDE _ Programme ACTEE_ Ch__ne Aide sp__cifique pour les __tudes concernant la Commune de Sercus _ vis__e .pdf		
Nom métier : 99_DE-059-200036895-20251204-04122025_D19-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	19 décembre 2025 à 09h28min36s	Dépôt initial
En attente de transmission	19 décembre 2025 à 09h32min38s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	19 décembre 2025 à 09h32min39s	Transmis au MI
Acquittement reçu	19 décembre 2025 à 09h33min05s	Reçu par le MI le 2025-12-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt Dépse

SATELEC N°331 512 458193 TERRAINS SPORTS 54[illegible]
26[illegible]
44 467,20 Offre
=
125695,20

[redacted]

17823-01-5782

Engagt Recette N°97
et N°98 FraisGshon

territoire d'énergie FLANDRE

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

ACTE D'ENGAGEMENT

TRAVAUX D'ECLAIRAGE SPORTIF
COMMUNE DE BAILLEUL
Stade de Rugby Michel Gilloen
Terrain de football Synthétique
Terrain de football Legrand-Grübe

Marché subséquent à l'accord cadre n° *2023/01*

N° de marché subséquent

2	0	2	3	/	0	1	/	S	7	8	2

COMMUNE DE BAILLEUL - 59270

Maître d'oeuvre :

Te Flandre

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article premier : Objet et dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

L'objet de l'accord-cadre nº 2023/01 dont est issu le marché subséquent est le suivant : TRAVAUX D'ECLAIRAGE SPORTIF sur le territoire du Te Flandre.

1.2 – Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent concerne : : ***TRAVAUX D'ECLAIRAGE SPORTIF - Rénovation des éclairages du terrain de Rugby Michel Gillaen, en option 1 Rénovation de l'éclairage du terrain de Football Legrand-Grübe et en option 2 Rénovation de l'éclairage du terrain synthétique, le tout sur la commune de Bailleul***

1.3 – Forme du marché subséquent

La remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre se fait à la survenance du besoin.

1.4 – Intervenants

La maîtrise d'œuvre est assurée par

Le Territoire d'Energie Flandre, sis en Mairie d'HAZEBROUCK Boîte Postale 70189 – 59524 HAZEBROUCK

contact@teflandre.fr

Article 2 : Contractant du marché subséquent

Dénomination et adresse professionnelle du signataire : A RENSEIGNER

SATELEC SAS
Mr COMPAGNON Frédéric, Chef d'entreprise
Entrée 4A – Centre d'Affaires de la Linerie – 35 Route de Looweg – Lieu-Dit La Croix Rouge
59380 QUAËDYPRE

Article 3 : Prix

3.1 – Type d'offre

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet d'un marché subséquent pourront être réglés par les prix indiqués au BPU selon les stipulations de l'accord-cadre. Toutefois, ces prix pourront être modifiés à l'issue de la remise en concurrence de chaque marché subséquent, sans toutefois dépasser les prix indiqués au BPU. Par ailleurs ces prix pourront être complétés suivant les besoins du marché subséquent.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

3.2 – Caractéristiques des prix

Les prestations du marché sont rémunérées par application des prix unitaires définies dans l'accord-cadre et dans le devis descriptif et estimatif.

3.3 – Montant de l'offre

A RENSEIGNER

Montant de L'OFFRE DE BASE
Montant hors taxe : 45 447.50 €
TVA (taux de 20 %) : 9 089.50 €
Montant TTC : 54 537.00 €
Soit en lettres : Cinquante-quatre mille cinq cent trente-sept euros TTC

Montant de L'OFFRE OPTION 1
Montant hors taxe : 22 242.50 €
TVA (taux de 20 %) : 4 448.50
Montant TTC : 26 691.00 €
Soit en lettres : Vingt-six mille six cent quatre-vingt-onze euros TTC

Montant de L'OFFRE OPTION 2
Montant hors taxe : 37 056.00 €
TVA (taux de 20 %) : 7 411.20 €
Montant TTC : 44 467.20 €
Soit en lettres : Quarante-quatre mille quatre cent soixante-sept euros et vingt centimes TTC

Le Te Flandre SE RESERVE LE DROIT D'ANALYSER ET D'ATTRIBUER LE MARCHE SUIVANT LES DIFFERENTES OPTIONS.

- Il est rappelé à l'entreprise qu'il y a possibilité d'appliquer une remise commerciale sur un ou plusieurs postes du DQE ou sur l'ensemble de ***l'offre globale et forfaitaire.***

3.4 – Variation des prix du marché

La date d'établissement des prix est la date du mois précédant la date limite de remise des offres.

Les modalités de variation des prix du marché sont celles définies par l'accord-cadre. Il est rappelé à l'entreprise qu'il y a possibilité d'appliquer une remise commerciale sur un ou plusieurs postes du DQE ou sur l'ensemble de l'offre globale et forfaitaire.

3.5 – Modalités de paiement -

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes bancaires indiqués dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Article 4 : Durée du marché – Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de 45 jours à compter de la date fixée par l'ordre de service, pour les travaux avec fourniture et de 8 à 10 semaines maximum lorsqu'il s'agit de commander du mobilier d'éclairage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Lors de chaque consultation, le pouvoir adjudicateur précisera aux titulaires de l'accord cadre le délai maximal d'exécution des travaux ou les dates d'intervention du marché subséquent à conclure.

La conclusion des marchés passés sur le fondement de l'accord cadre ne peut se faire que pendant la durée de l'accord cadre. Toutefois, pour les marchés conclus dans le mois qui précède la fin de l'accord de l'accord cadre, leur durée d'exécution peut excéder la durée de l'accord cadre.

Si des prestations étaient en cours d'exécution à la date d'échéance du marché, elles seraient poursuivies jusqu'à leur achèvement et seraient réglés sur les bases du marché subséquent s'y rapportant.

Pour les commandes émises dans les derniers jours d'exécution du marché, leur délai d'exécution ne saurait être supérieur à 5 mois.

Article 5 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre éventuellement complétées dans le présent marché du CCTP joint à la consultation.

Article 6 : Conditions de réception des prestations

Concernant la réception, les stipulations prévues dans l'accord-cadre s'appliquent, mais aussi aux conditions stipulé dans le CCTP.

Article 7 : Pénalités

Seules les stipulations à l'accord-cadre s'appliquent.

Article 8 : Conditions de règlement des comptes

Concernant les modalités de règlement des comptes du marché, seules les stipulations à l'accord-cadre s'appliquent.

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront définies par les stipulations de l'accord-cadre.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 9 : Dérogations

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Signature du marché subséquent :

Le titulaire du marché subséquent s'engage sans réserve à exécuter le marché, conformément aux conditions définies dans l'accord-cadre et le présent document ou CCTP.

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de 10 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.

Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre :

Les actes spéciaux de sous-traitance indiquent la nature et le montant des prestations que l'on envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Les noms et les conditions de paiement de ces sous-traitants ainsi que le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque acte spécial constituent le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque acte spécial de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le montant total des prestations que l'on envisage de sous-traiter conformément à ces actes spéciaux de sous-traitance est de : 0€

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A Quaëdypre

Le 07 juillet 2025

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

SATELEC
Agence de Dunkerque
SAS au capital de 4 500 000 €
LIEU DIT LA CROIX ROUGE
35 ROUTE DE LOOWEG
59380 QUAEDYPRE

FREDERIC COMPAGNON

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A HAZEBROUCK

Le 4 Août 2025

Signature du représentant du Te FLANDRE

Le Président
Michel Decoo

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépôt

ORANGE N° 3345020 21'85 AG 2207,64

BON DE COMMANDE

Réf commande : 2025-11-05-1

Date de la commande : 05/11/2025

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle BP70189
SIRET : 200 036 895 00015
59524 Hazebrouck

Ref. Client

Adresse de livraison

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
30 RUE WAREIN
59190 Hazebrouck

Contact : Nathalie RAOUT
Tél : Fax :
Mél :

Fournisseur

Ste ORANGE BUSINESS SERVICE
TSA 50817
92896 Nanterre-Cedex-9

Contact :
Tél : Fax :
Mél :

Objet : IPHONE 17 ET ACCESSOIRES N LECERF NOEL L DEBRU ET JL CADART - COMMANDE PCM000682002

Référence devis : COMMANDE PCM000643383

Demandeur :

Références obligatoires à rappeler

Budget : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
N° SIRET du budget : 20003689500015

N° d'engagement : 2025-11-05-1

Réf. fournisseur	Désignation	Quantité	P.U.	Remise %	Remise Montant	Taux TVA	Montant HT
	IPHONE 17 ET ACCESSOIRES N LECERF NOEL L DEBRU ET JL CADART	0.000	0.000 €	0,00	0,00 €	0,00	2 207.64 €

Observations

IPHONE 17 ET ACCESSOIRES N LECERF NOEL L DEBRU ET JL CADART
COMMANDE PCM000682002 JOINTE

Total H.T.	2 207.64 €
Total T.V.A.	- €
Total T.T.C.	**2 207.64 €**

Règlement par mandat administratif
Pensez à fournir un RIB ou RIP, ainsi que votre numéro de SIRET, avec la facture

Visa JEAN-LUC CLEENEWERCK,
1er VICE PRESIDENT

BDC01

Collectivité ou établissement	Exercice	Service	Réf. Commande N° engagement	Code fournisseur	
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE 20003689			2025-11-05-1	ORANGE BUSINESS	

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 07/11/2025 à 07:33:13 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Business

Date d'émission : 4/11/2025

Récapitulatif de commande PCM000682002

Programme Changer de Mobile

Nous contacter

Votre contact commercial

Nom	Olivier Gauthron
Courriel	contact.cced@orange.com
Téléphone	0672026999
Compte apporteur	91022187

Vos coordonnées

Représentant client

Contact	Mme Nathalie RAOUT BOSCO
Courriel	nraout@teflandre.fr
Téléphone	+33648179288

Titulaire du contrat et adresse de facturation

Raison sociale	SICOM D'ENERGIE COMMUNES FLAND
Adresse	PLACE DU GENERAL DE GAULLE 59190 HAZEBROUCK
SIRET	20003689500015

Adresse de livraison telle qu'elle apparaîtra sur le bordereau de livraison

Raison sociale	TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE
Adresse	MAIRIE D HAZEBROUCK PLACE DU GENERAL DE GAULLE 59190 HAZEBROUCK
Contact livraison	Mme Nathalie RAOUT BOSCO
Téléphone	0648179288
Courriel	nraout@teflandre.fr

Élément de facturation sur les matériels

Numéro de compte client : 62045208

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Synthèse de commande

Changement de mobile avec réengagement 24 mois

Numéro de ligne	Éligibilité PCM[1]	Code produit	Désignation	Prix public unitaire (€HT)	Prix PCM[2]	Remise supplaire (€HT)	Montant facturé[3] (€HT)
0602053316	PCM 24	245420	Apple iPhone 17 blanc 256 Go	805,90	559,90	-50,00	509,90
0631573336	PCM 24	245419	Apple iPhone 17 lavande 256 Go	805,90	559,90	-50,00	509,90
0642820064	PCM 24	245418	Apple iPhone 17 noir 512 Go	1013,90	749,90	-50,00	699,90
3 lignes						Montant Total €HT	1 719,70
						TVA (20 %)	343,94
						Montant € TTC	2 063,64

Vos accessoires

Code produit	Désignation	Qté	Prix unitaire (€HT)	Prix remisé (€ HT)	Montant facturé[3] (€ HT)
244744	Pack accessoires : Starter Pack MagSafe iPhone 17 transparente	3	49,00	40,00	120,00
				Montant Total €HT	120,00
				TVA (20 %)	24,00
				Montant € TTC	144,00

Synthèse facturation

Catégorie	Montant facturé[3] (€ HT)
Terminaux	1 719,70
Accessoires	120,00
Total	1 839,70
TVA (20 %)	367,94
Montant Total TTC	2 207,64

[1] Programme Changer de Mobile (PCM).
[2] Prix du Mobile selon l'éligibilité PCM (12, 18 ou 24 mois) et selon le niveau du forfait mobile détenu.
[3] Ce montant sera porté sur l'une de mes prochaines factures Orange Business. Si les lignes concernées par ce renouvellement de mobile bénéficient d'une « remise version SIM » ou d'une « remise version Fidélité », celles-ci seront supprimées automatiquement.

Ce Bon de Commande constitue un avenant aux lignes référencées ci-dessus.
Chaque Ligne est réengagée pour une durée de vingt-quatre (24) mois.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Signature

Le Contrat se compose, par ordre de priorité décroissante, des Conditions Générales Orange Business, des Conditions Spécifiques relatives à l'offre souscrite, du descriptif de service relatif à l'offre souscrite le cas échéant, et notamment le Descriptif des Options mobilité entreprises, de la Commande, des fiches tarifaires spécifiques en vigueur et/ou de la Fiche Tarifaire des offres mobiles Entreprises en vigueur, du récapitulatif contractuel en vigueur relatif à l'offre souscrite le cas échéant, et pour les Terminaux vendus, par les Conditions Générales Orange Business, les Conditions spécifiques de vente de Terminaux ainsi que des conditions d'utilisation et de fourniture du Terminal iPhone le cas échéant. Si aucune option d'assurance mobile n'a été souscrite dans le cadre de la commande, le Client reconnaît ne pas être couvert en cas de dommage, de perte ou de vol.

Les tarifs indiqués évolueront le 1er juin de chaque année selon la clause de révision telle que prévue dans la Fiche Tarifaire de l'offre.

Tous les documents contractuels sont disponibles auprès de votre interlocuteur commercial et consultables sur le site internet : https //mbd entreprises fr orangebusiness com/contrats/moo. Nous vous invitons à les télécharger et en prendre connaissance avant signature.

Orange Business vous informe de la fermeture technique de la technologie 2G du réseau mobile d'Orange le 31 décembre 2025 et de la fermeture technique de la technologie 3G du réseau mobile d'Orange le 31 décembre 2028, en France métropolitaine.

Toute modification manuscrite des documents contractuels est considérée comme nulle. Le présent Contrat est soumis à une étude financière avant l'acceptation d'Orange Business. Orange Business dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la saisie de la Commande dans son système d'information pour accepter cette dernière. À l'issue de ce délai, le Contrat est réputé conclu.

La date d'exécution de la Commande, à compter de la saisie dans le système d'information, est dépendante de la typologie de la demande : elle est immédiate pour les modifications de coordonnées, ajout d'option ou ajout de ligne et, à fin de mois, pour les changements d'offre.

Le Signataire du présent Bon de Commande reconnaît avoir pris connaissance et approuver sans réserve l'ensemble des documents contractuels désignés ci-avant. La validation de cette Commande doit se faire, soit en signant le formulaire manuellement, soit via notre système de signature électronique.

Si applicable, en signant la présente Commande, le Signataire renonce expressément pour cette Commande aux dispositions de l'article L 224-28 du Code de la consommation et accepte de s'engager pour une durée supérieure à 24 mois lorsque le(s) Services (s) souscrit(s) excède(nt) cette durée.

Engag° Dép°

INGEO N° 355 758 4581107 OMBRIERE 67

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Recette N° 143

Devis n° 78980 - TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Construction d'une ombrière photovoltaïque

UNE **PLURALITÉ** DE **COMPÉTENCES** AU **SERVICE** DE VOS **PROJETS**

INGEO

GÉOMÈTRE-EXPERT FONCIER

MESURE, MODÉLISATION, CONTRÔLE

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

BUREAU D'ÉTUDES BÂTIMENT & VRD

GÉOTECHNIQUE

Géomètre-Expert Foncier
Expertise et conseil
Bornage / Actes administratifs
Division foncière
Lotissement
Copropriété / Division en volume
Permis d'Aménager
Certifications de surfaces
Rétrocession
Etat Parcellaire - Expropriation
Servitudes
ASL / AFUL
Délimitation du domaine public

Diagnostics Immobiliers
Diagnostics Immobiliers
Diagnostics amiante avant travaux / avant démolition
Diagnostic Déchets (Loi Grenelle II)
Infiltrométrie / Conformité RT 2012
Etat parasitaire
Accessibilité

Bureau d'Etudes Bâtiment & VRD
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Etude de faisabilité
Economie de la construction
Maîtrise d'oeuvre
Autorisation d'Urbanisme
Aménagement Urbain
SIG
Logiciel de gestion de cimetière
Diagnostics Techniques et Pathologiques - DTG
Parc d'activité / lotissement / écoquartier

Mesure - Modélisation et Contrôle
Topographie terrestre / Implantation
Scan 3D Haute Définition
Bathymétrie
Photogrammétrie / Drone
Topométrie de précision / milieu industriel
Assistance et suivi BTP / Génie Civil
Relevé et modélisation du patrimoine bâti
Détection de réseaux enterrés et géoréférencement
Auscultation Automatisée / contrôle d'ouvrage et infrastructure
Plans Architecturaux
BIM / Maquette Numérique
Modélisation 3D
Mobile mapping – Relevés scanner dynamique terrestre

Etudes Géotechniques
G1 LOI ELAN - Vente de terrain à bâtir
G1 ES - Étude de site
G1 PGC - Principes Généraux de Construction
G2 AVP - Étude de conception phase avant-projet
G2 PRO - Étude de conception phase projet
G3 - Étude et suivi géotechnique d'exécution
G4 - Supervision géotechnique d'exécution
G5 - Diagnostic géotechnique

La précision à grande échelle
www.ingeo.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

INGENIERIE
GEOMETRE-EXPERT
WWW.INGEO.FR

Benoît HOUDRY
Pierre ALECSANDRE
GÉOMÈTRES-EXPERTS

GÉOMÈTRE-EXPERT FONCIER • MESURE, MODÉLISATION, CONTRÔLE • DIAGNOSTICS IMMOBILIERS • BUREAU D'ÉTUDES BÂTIMENT & VRD • GÉOTECHNIQUE

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
SIECF TE FLANDRE
30 RUE WAREIN
BP 70189
59190 HAZEBROUCK

Nos Réf : N° Devis : 78980
Vos Réf : M. Grégoire KEDZIORA - gkedziora@teflandre.fr
Contact: François REGNIER - f.regnier@ingeo.fr

Le : 10/10/2025

DEVIS

Description: Construction d'une ombrière photovoltaïque

Désignation	Quantité	Prix U/HT	Total HT
(Devis demandé le 01/10/2025)			
Construction d'ombrières photovoltaïques auto lestées parking de l'école Lino Ventura - BLARINGHEM			
* Préparation de chantier (ouverture de dossier, DT/DICT, Implantation...) * 2 sondages pressiométriques descendus à -8m/TN ou au refus * 2 sondages à la tarière hélicoïdale descendus à -5m/TN ou au refus	1	5 300.00	5 300.00
* 2 classifications GTR	2	150.00	300.00
Rapport de mission G2 AVP			
Notes importantes : * Libre accès aux points de sondages pour nos équipements, * Fourniture du plan exhaustif des réseaux à la charge du client, * Remise en état sommaire			
N.B. : En cas d'acceptation, un acompte de 40% soit 2688.00 €TTC sera versé à la commande accompagné du présent devis dûment complété, daté et signé.			

Cette offre est valable trois mois à compter de sa date d'envoi.

MONTANT TOTAL DU DEVIS HT	**5 600.00 €**
TVA 20%	**1 120.00 €**
MONTANT TOTAL DU DEVIS TTC	**6 720.00 €**

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

INGENIERIE
GEOMETRE-EXPERT
WWW.INGEO.FR

N° Devis : 78980
Objet : Construction d'une ombrière photovoltaïque

Contact : François REGNIER - f.regnier@ingeo.fr

SIECF TE FLANDRE
30 RUE WAREIN
BP 70189
59190 HAZEBROUCK

GEOMETRE-EXPERT FONCIER • MESURE, MODÉLISATION, CONTRÔLE • DIAGNOSTICS IMMOBILIERS • BUREAU D'ÉTUDES BÂTIMENT & VRD • GÉOTECHNIQUE

ACCORD ET SIGNATURE - A compléter pour accepter le devis

Je soussigné, Monsieur / Madame (nom, prénom) : CLEENEWERCK Jean-Luc, Vice-Président,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

SIREN : 200 036 895 00015

Fonction / pouvoir pour engager la collectivité : 1er Vice-Président

Adresse de correspondance : Hôtel de Ville, Place du Général de Gaulle 59190 HAZEBROUCK

Adresse de livraison si différente :

Adresse de facturation si différente :

Téléphone : 06/70/44/22/40

Adresse mail de réception des courriers électroniques (art. 20 des CGV) : gkedzior@teflandre.fr

Déclare avoir pris connaissance et accepter les termes et conditions imprimés sur les deux faces du présent document.

☐ **J'autorise INGEO à transmettre les livrables à (par ex. : notaire, architecte...) :**

En cas d'acceptation, un acompte de 2 688.00 € TTC sera versé à la commande. Une facturation intermédiaire pourra vous être demandée suivant l'avancée du dossier.

Date : 17/12/2025

Signature précédée de la mention "Bon pour accord"

Bon pour accord

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

CONDITIONS DE REGLEMENT

Pour tout règlement, y compris de l'acompte, le paiement peut être effectué :
- **En ligne :** sur le site sécurisé à cette adresse :
https://sogecommerce.societegenerale.eu/vads-site/INGEO
- **Par virement bancaire :**
IBAN : FR76 3002 7175 2000 0293 7860 163 - BIC : CMCIFRPP
- **Par chèque :** à envoyer à : INGEO - 1, Rue Cassini - CS 60 117 - 62502 BLENDECQUES Cedex
- **Par Carte Bancaire < 300€** en nous contactant au 03.21.38.79.36

Pour tout renseignement, merci de vous rapprocher du service comptabilité :
compta@ingeo.fr ou 03.21.38.79.36

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Conditions générales de vente INGEO au 13 mars 2024

INGEO, Société à responsabilité limitée immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Boulogne n° 338119405, dont le siège est situé 1 rue Cassini CS 60117 à BLENDECQUES CEDEX (62502). Téléphone : 03.21.38.15.21.

Article 1 - CHAMPS D'APPLICATION : Les présentes Conditions Générales de Ventes, ci-après « CGV » sont applicables à toutes les prestations remplies par INGEO, sauf dérogation formelle et expresse par INGEO. Elles s'appliquent à tout contrat passé entre INGEO et son Client définit comme la personne physique ou morale, de droit public ou droit privé, ainsi que son éventuel mandataire à la demande, pour le compte et aux frais duquel la prestation doit être réalisée. Toute remise de commande vaut acceptation des propositions d'INGEO et implique l'adhésion du Client aux présentes CGV et renonciation par lui à l'application de ses propres conditions d'achat sauf dérogation expressément admise par INGEO. Les obligations réciproques des parties sont remplies dès lors que les rapports et résultats ont été communiqués au Client et que celui-ci a versé intégralement le prix des prestations convenues.

Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS : Le contrat liant le Client et INGEO est formé par les documents contractuels suivants, présentés par ordre hiérarchique décroissant : le contrat éventuellement signé ou les conditions particulières éventuellement fixées, les présentes CGV, le devis accepté par le Client. En cas de contradiction entre les dispositions contenues dans des documents de rangs différents, les dispositions du document de rang supérieur prévaudront. La souscription aux prestations de service d'INGEO ne génère aucun lien de subordination, de représentation, de mandat, de dépendance économique entre INGEO et le Client.

Article 3 - DEVIS : Tout devis établi par INGEO est strictement basé sur les informations fournies par le Client. Toutefois, s'il devait apparaître, avant ou lors de la réalisation de la mission, que les informations communiquées par le Client étaient incomplètes ou erronées entraînant un retard des prestations ou un alourdissement des charges liées à leur exécution, un avenant au devis accepté et/ou un complément de facturation pourra être exigé. Aucune pénalité ou dommages-intérêts ne pourront être imputés à INGEO en cas de retard. Si lors d'une précédente commande le Client s'est soustrait à l'une de ses obligations, INGEO se réserve la possibilité de conditionner son intervention au paiement comptant et par avance des sommes prévues au devis ou à la fourniture de garanties de paiement, sans possibilité de remise.

Article 4 -VALIDATION DE LA COMMANDE Le Client désignera une personne capable unique ayant pour vocation d'être l'interlocuteur d'INGEO et qui aura la capacité d'engager juridiquement et financièrement le Client. Pour confirmer sa commande de manière ferme et définitive, la personne habilitée à engager le Client devra retourner le devis ou le contrat, dûment signé et daté avec la mention « Bon pour accord » et tamponné du cachet commercial le cas échéant. La commande ne sera ainsi définitivement validée qu'après renvoi du devis ou contrat, accepté et signé, accompagné du règlement de l'acompte éventuellement demandé. La validation de la commande implique la prise de connaissance et l'adhésion pleine et entière et sans réserve du client aux présentes CGV. Une fois, la commande définitivement validée, le Client ne pourra se dédire. La rétractation du Client aura pour conséquence le versement de 30 % de l'intégralité de la commande à titre de dommages-intérêts en sus des éventuels débours déjà engagés par INGEO (temps passés, frais de déplacement, dépenses réalisées...) sans pouvoir dépasser le montant total de la commande. A défaut de réception de l'accord du client et de l'éventuel acompte durant la période de validité du devis, la proposition commerciale figurant sur celui-ci est considérée comme caduque et INGEO délié de tout engagement.

Article 5 – RESPONSABILITES : INGEO s'engage, dans le cadre d'une obligation de moyen, à réaliser les prestations aux termes et conditions de l'accord, ainsi que dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables. Le Client s'engage à mettre à disposition d'INGEO dans les délais convenus, l'ensemble des informations et documents indispensables à la bonne réalisation de la prestation ainsi qu'à la bonne compréhension des problèmes posés. La responsabilité d'INGEO ne pourra pas être engagée en cas d'erreur engendrée par un manque d'information apportée par le Client, en cas de transmission d'une information inexacte par le Client ou en cas de retard occasionné par le Client qui entraînerait l'impossibilité de respecter les délais convenus ou prescrits par la loi. Ainsi, le Client reconnait être seul responsable de l'exactitude des données et informations transmises à INGEO. La bonne exécution de ses prestations par INGEO dépend directement de la bonne transmission à celui-ci par ses soins des informations et de la documentation nécessaire ainsi que de la justesse des informations qu'il lui a communiquées et ce, dans les délais convenus. Chacune des parties est responsable envers l'autre de tout manquement aux obligations mises à sa charge. La responsabilité d'INGEO, si elle est prouvée, sera limitée au montant des garanties maximales couvertes par son contrat d'assurance responsabilité civile, qu'INGEO tient à la disposition du Client, pour le service fourni par INGEO à la date de la réclamation par lettre recommandée avec accusé réception. INGEO ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des dommages indirects, spéciaux, exemplaires, incidents subis par le Client qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion de la prestation. Par dommages indirects, on entend notamment, sans que cette liste soit limitative : les pertes de revenus, de gains ou de profits, les pertes d'économies, la perte de données, la perte de chance, les dommages commerciaux, la perte de chiffre d'affaires ou tout autre perte financière. INGEO ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement, ni in solidum, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Article 6 – PRIX : Les prix des services sont ceux détaillés dans les devis ou contrats, acceptés par le Client. Ils sont exprimés en euros et sont soumis à la TVA en vigueur au jour de la validation de la commande. Les prix peuvent être calculés au forfait, à l'heure ou à la journée ou à l'unité d'œuvre de travail. Les modifications ou les compléments de prestations susceptibles d'entraîner une modification de la dépense peuvent faire l'objet d'un devis complémentaire pour information et accord du Client. Le prix des prestations récurrentes / abonnements pourra être révisé chaque année selon une formule qui prend en compte l'indice IGE et qui s'établit ainsi : P1 = P0 X (S1/S0) avec P1 = prix révisé P0 = prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé, S0 : indice IGE de référence retenu à la date contractuelle d'origine ou lors de la dernière révision, S1 : dernier indice publié à la date de révision.

Article 7 – SOUS-TRAITANCE : Dans le respect des conditions générales d'intervention éventuellement validées avec le Client, INGEO peut se réserver le droit de sous-traiter tout ou partie des prestations auprès de toute entreprise

Article 8 - DELAIS ET CONDITIONS DE PAIEMENT Sauf accord particulier, le règlement est exigible à la commande et s'effectue comptant lors de la remise de la facture. Les termes de paiement ne peuvent être retardés ni modifiés sous quelque prétexte que ce soit, même litigieux. Pour les clients en compte chez INGEO, le règlement s'effectue dans les 30 jours suivant la date d'émission de la facture. Toute demande d'ouverture d'un compte devra être accompagnée des références bancaires et commerciales usuelles ainsi que du numéro de TVA. Aucun escompte ne sera accordé sauf dérogation expresse. Sauf si paiement à la commande, il est convenu entre les parties que le règlement par le Client de la totalité d'une facture d'INGEO vaut réception et acceptation définitive des prestations concernées par celle-ci. Dans le cadre de missions composées de prestations nécessitant des durées de réalisation différentes, INGEO se réserve le droit d'émettre des factures de situation couvrant le solde des montants des prestations effectivement réalisées et remises au Client au prorata des prestations qui auront été réalisées au cours de la période de facturation concernée.

Article 9 - RETARD DE PAIEMENT : Tout retard ou défaut de paiement entraînera de plein droit : l'exigibilité immédiate de toute somme restant due ; le paiement d' une indemnité calculée sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de quinze (15) points de pourcentage, sans pouvoir être inférieure à cent (100) euros. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire et courent de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur la facture et, à défaut, du 31ème jour suivant la réception de la facture. Pour les particuliers, ces pénalités de retard sont dues après sommation de payer par lettre recommandée avec accusé de réception. Le retard de paiement pourra donner lieu en outre à la suspension par INGEO de ses prestations jusqu'au règlement intégral des sommes dues ainsi qu'à une demande de restitution des documents dont elle a conservé la propriété en application de l'article 16 des présentes conditions générales de vente. En cas de recouvrement contentieux, INGEO aura le droit de réclamer le remboursement de ses frais de poursuite. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue au douzième alinéa du I de l'article L. 441-6 est fixé à 40 euros. Le Client ne peut jamais, sous prétexte de réclamation formulée contre INGEO, retenir tout ou partie des sommes dues, ni opérer une compensation.

Article 10 - DELAIS D'EXECUTION : Les délais d'exécution indiqués par INGEO sont indicatifs et leur estimation est basée sur un délai moyen prévisionnel. INGEO déploiera ses meilleurs efforts pour respecter le délai de réalisation éventuellement défini dans le devis ou le contrat, sous réserve du respect par le Client de ses obligations et de la réunion des conditions requises (date de commande, accessibilité au site, conditions météorologiques et/ou de sécurité pour les intervenants).

Article 11 - RESILIATION : Chaque partie se réserve la possibilité de résilier à tout moment le contrat en cas de non-respect qui aura été constaté par l'autre partie, de l'une quelconque de ses obligations au titre du contrat et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels qui pourraient être réclamés à la partie défaillante. Le contrat prendra fin, à cet effet, dix (10) jours ouvrés après l'envoi par la partie requérante d'une lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant le motif de la résiliation, restée sans effet. En cas d'incapacité ou d'impossibilité d'y remédier dans le délai susmentionné, la partie requérante sera habilitée à résilier le contrat immédiatement. Chacune des parties pourra résilier immédiatement le contrat en cas de cessation d'activité de l'une des parties, liquidation judiciaire ou toute autre situation produisant les mêmes effets. En cas de cessation de paiement, redressement judiciaire ou sauvegarde judiciaire, la résiliation pourra intervenir après l'envoi d'une mise en demeure adressée à l'administrateur judiciaire (ou liquidateur) restée plus d'un mois sans réponse, conformément aux dispositions légales en vigueur. La résiliation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, entraînera l'interruption immédiate de ses prestations par INGEO. En cas de résiliation de l'accord par le Client, seront dues par celui-ci les sommes correspondantes aux prestations réalisées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et non encore payées. En cas de résiliation, et quelle qu'en soit la cause, il est expressément convenu que le Client ne pourra en aucun cas demander de remboursement.

Article 12 – FORCE MAJEURE : Aucune partie ne pourra être considérée défaillante dans l'exécution de ses obligations et voir sa responsabilité engagée, si et seulement si cette défaillance résulte, temporairement ou définitivement, d'un évènement ou d'une cause de force majeure. Selon les dispositions légales en vigueur, il y a force majeure lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution du contrat. Il peut s'agir, à titre indicatif : de fortes intempéries ou catastrophes naturelles, restrictions gouvernementales, troubles sociaux et émeutes, guerres, sinistres dans les locaux d'INGEO, les interruptions de service EDF (ou autre prestataire de fourniture d'électricité ou de connexion à internet) supérieure à deux (2) jours, absence longue durée (accident ou maladie), retards dans les transports ou impossibilité d'obtenir de la main d'œuvre, les matériaux, les composants ou autres fournitures de services. Dans les cinq (5) jours ouvrés maximum de la survenance d'un tel évènement, la partie défaillante pour cause de force majeure s'engage à le notifier à l'autre partie par tout moyen la partie défaillante fera tous ses efforts pour éliminer les causes du retard et reprendra l'exécution de ses obligations dès que le cas invoqué aura disparu. Toutefois si la cause de force majeure perdure au-delà d'un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date de réception de la notification du cas de force majeure, chaque partie aura le droit de résilier l'accord, sans octroi de dommages et intérêts. Ladite résiliation prendra effet à la date de réception par l'autre partie de la lettre de résiliation. Dans le cas où l'accord est résilié par le Client pour cause de force majeure, celui-ci doit verser à INGEO toutes les sommes correspondant aux prestations réalisées jusqu'à la date de la résiliation.

Article 13 – CONFIDENTIALITE : Les Parties s'engagent expressément à tenir pour strictement confidentielles les informations désignées comme telles dont elles auront pu disposer dans l'exécution du présent contrat et ne les divulguer à quiconque ni lors de l'exécution de la convention ni après sa résiliation. Les devis, bons de commande et clauses du contrat signés entre les parties sont réputés confidentiels, et à ce titre ne peuvent être communiqués à des tiers non autorisés. Par dérogation, les informations pourront toutefois être produites devant les juridictions appelées à statuer sur tout différend qui pourrait naître entre les Parties.

Article 14 – CLAUSE PENALE : Pour garantir l'effectivité des engagements pris par le Client, le manquement par celui-ci à l'une des dispositions des présentes Conditions Générales de Vente l'exposerait au règlement d'une somme de deux mille (2000) Euros à titre de clause pénale, à titre d'indemnité forfaitaire, après mise en demeure, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être judiciairement alloués.

Article 15 – ASSURANCE : Les Parties certifient être assurées tout risque auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable afin de couvrir tous les actes et faits juridiques découlant de l'exécution du contrat.

Article 16 – RESERVE DE PROPRIETE DES DOCUMENTS : INGEO conserve son droit de propriété sur les plans, matériel et travaux réalisés jusqu'au paiement intégral du prix et des accessoires (frais éventuels, intérêts et pénalités). En conséquence, le Client s'interdit expressément de vendre, céder, donner en gage et en général aliéner les biens avant apurement de son compte. Le Client possède un droit illimité d'utilisation desdits supports matériels (plans, travaux...) livrés après paiement intégral du prix et des accessoires (frais éventuels, intérêts et pénalités) et non sur les données recueillies, les savoir-faire ou compétences acquises pour réaliser les prestations et supports matériels qu'INGEO demeure libre d'exploiter. INGEO pourra se prévaloir de sa réserve de propriété sur les plans et travaux huit (8) jours après l'envoi d'une mise en demeure de payer, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au Client et restée sans effet. Les plans et travaux devront être restitués à INGEO immédiatement et sur simple demande. En cas d'utilisation des plans et travaux par le Client avant la levée de la clause de réserve de propriété, INGEO pourra exiger du Client le versement d'une indemnité correspondant à 1% de la valeur de la prestation par jour d'utilisation et/ou de non-restitution. Le Client reste seul tenu de la perte, même par cas fortuit ou par force majeure, des plans et travaux vendus. Au titre de l'obligation de conservation du géomètre-expert, découlant de l'article 55 du décret du 31 mai 1996, INGEO reste détenteur des archives des travaux exécutés. En cas de reprise, les archives passent entre les mains du cessionnaire. En cas de cessation d'activité sans rachat, le Conseil Régional en assure la conservation. Toute demande de désarchivage ou mise à disposition des documents au-delà de la période prévue dans le contrat fait l'objet de facturation distincte de désarchivage technique. A défaut de mention dans le contrat, la période de mise à disposition gracieuse des livrables prévue est de un (1) an. Les conditions de garanties du matériel fournis dans le cadre des prestations d'INGEO sont identiques à celles du fournisseur d'INGEO.

Article 17 – PROPRIETE INTELLECTUELLE : L'ensemble des textes, graphiques, interfaces visuelles, photographies, marques commerciales, logos, illustrations figurant sur la documentation d'INGEO est détenu par INGEO et est protégé par les lois applicables en matière de propriété intellectuelle et de concurrence déloyale. INGEO pourra faire figurer les noms et logos des partenaires ou Clients en tant que références commerciales. Les droits de propriété intellectuelle portant sur les programmes informatiques, algorithmes et fichiers de paramétrage des systèmes informatiques et de communication reste inchangés dans le cadre de la commande de la prestation de services sauf mention particulière contraire.

Article 18 - DISPOSITIF DE MEDIATION DES LITIGES DE CONSOMMATION : Conformément aux articles du code de la consommation L611-1 et ss et R612-1 et ss, il est prévu que pour tout litige de nature contractuelle portant sur l'exécution du contrat n'ayant pu être résolu dans le cadre d'une réclamation préalablement introduite auprès d'INGEO, le Consommateur pourra recourir gratuitement à la médiation. Il contactera l'ANM CONSOMMATION soit par courrier en écrivant au 2 rue de Colmar 94300 Vincennes soit par sur notre site en remplissant le formulaire de saisine en ligne à l'adresse suivante https://www.anm-conso.com. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter l'ANM CONSOMMATION par téléphone 01 58 64 00 05, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00.

Article 19 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES : Les données personnelles collectées par INGEO (principalement nom, prénom, coordonnées postales, numéro de téléphone, adresse électronique, coordonnées bancaires, etc.) sont enregistrées dans son fichier clients. L'ensemble des informations collectées sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat et seront principalement utilisées pour la bonne gestion de la mission, le traitement des commandes et la promotion des services de l'entreprise. Les informations personnelles collectées seront conservées aussi longtemps que nécessaire à l'exécution de la mission, à l'accomplissement par l'entreprise de ses obligations légales et réglementaires ou encore à l'exercice des prérogatives lui étant reconnues par la loi et la jurisprudence. L'accès aux données personnelles est strictement limité aux employés et préposés de l'entreprise, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées nécessaires à la gestion des commandes, sans qu'une autorisation du client soit nécessaire. Il est précisé que, dans le cadre de l'exécution de leurs prestations, les tiers n'ont qu'un accès limité aux données et ont l'obligation de les utiliser en conformité avec les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles. En dehors des cas énoncés ci-dessus, INGEO s'engage à ne pas vendre, louer, céder ou donner accès à des tiers aux données sans consentement préalable du client, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.). Les destinataires des données sont intégralement situés au sein de l'Union européenne. Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, le client bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de limitation du traitement. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant. Le client peut, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer ses droits en contactant INGEO : contact@ingeo.fr En cas de difficulté en lien avec la gestion de ses données personnelles, le client peut adresser une réclamation auprès de l'entreprise, de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ou de toute autre autorité compétente. Enfin, le client est informé de l'existence de la liste d'opposition au démarchage téléphonique « Bloctel », sur laquelle il peut s'inscrire (https://conso.bloctel.fr/)

Article 20 : ACCORD QUANT A LA RECEPTION DE COURRIERS ELECTRONIQUES : Conformément à l'article L100 1 al.2 du Code des postes et des communications électroniques, le Client autorise INGEO à lui adresser toutes notifications pour les besoins du dossier par lettre recommandée électronique à l'adresse mail ou aux adresses mails mentionnée(s) sur le devis. Le Client reconnait et garantit qu'il dispose de la maîtrise exclusive du Compte e-mail qu'il a lui-même indiqué, notamment pour son accès régulier, la confidentialité des identifiants qui lui permettent d'y accéder, et la gestion des paramètres de réception et de filtrage de courriers rentrants. Le cas échéant, le Client garantit que tout tiers accédant au Compte e-mail est autorisé par lui à le représenter et agir en son nom. Le Client s'engage à signaler immédiatement toute perte ou usage abusif de son Compte e-mail. Jusqu'à la réception d'une telle notification, toute action effectuée par le client au travers de son Compte e-mail sera réputée effectuée par ce client et relèvera de la responsabilité exclusive de ce dernier pour toutes les conséquences légales et réglementaires des notifications susmentionnées. Le Client déclare, enfin, avoir accès à un smartphone, un ordinateur, ou une tablette équipée d'une webcam et d'un microphone et connecté à internet ; ce matériel pouvant être nécessaire afin de s'identifier et de pouvoir réceptionner certain courrier recommandé.

Article 21 – DISPOSITIONS DIVERSES : Si une ou plusieurs stipulations des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Le fait pour INGEO de ne pas se prévaloir à quelque moment et pour quelque cause que ce soit de l'un quelconque de ses droits ne fera pas obstacle à sa faculté de se prévaloir à tout moment de l'ensemble de ses droits, y compris de celui dont il ne s'est point prévalu.

Article 22 – JURIDICTION : Les parties conviennent que la loi applicable aux présentes CGV est la loi française au cas où un différend surviendrait entre les parties sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter de le résoudre préalablement de façon amiable. Si le client est commerçant, le différend sera soumis à la compétence des tribunaux du ressort du siège social d'INGEO.

territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Décision du Président
MARCHES PUBLICS
Etude de sol G2 AVP pour l'ombrière solaire de Blaringhem

NOUS, PRESIDENT DU TE Flandre.
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Vu la délibération du Comité syndical du TE Flandre en date du 31 juillet 2020, relative aux délégations du Président en matière de marchés publics,
Vu le Code de la Commande Publique permettant de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros hors taxes,

DECIDONS

ARTICLE 1

Le TE FLANDRE signera un contrat, avec la société INGEO géomètre-expert, pour la réalisation de l'étude de sol G2 AVP pour la bonne réalisation de l'ombrière solaire de Blaringhem dont le montant de la prestation est de 6 720.00 €/HT.

ARTICLE 2

Amplation de la présente décision :

Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE, la DFIP, Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE Flandre.

Jean-Luc Cleenewerck,
Vice-Président du TE Flandre,
le 10 octobre 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**DEC10102025**
Objet :	**Décision du Président : Marchés Publics - Etude de sol G2 AVP pour l'ombrière solaire de BLARINGHEM**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-10-10 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.1 - Marchés publics
Identifiant unique :	059-200036895-20251010-DEC10102025-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	923 o
Nom métier : 059-200036895-20251010-DEC10102025-AU-1-1_0.xml		
Document principal (Autre document)	application/pdf	221.8 Ko
Nom original : March__s Publics _ Etude de sol G2 AVP Ombri__re BLARINGHEM.pdf		
Nom métier : 99_AU-059-200036895-20251010-DEC10102025-AU-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	23 décembre 2025 à 11h46min23s	Dépôt initial
En attente de transmission	23 décembre 2025 à 13h45min30s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	23 décembre 2025 à 13h45min43s	Transmis au MI
Acquittement reçu	23 décembre 2025 à 13h46min02s	Reçu par le MI le 2025-12-23

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt Dépse

N° 356 512 2315 (21538) EP INVEST 8426,80

GRPMT CITEOS FLASH

CITEOS

Z.I. de l'Inquétrie - 5, Rue Louis Lumière
62280 Saint-Martin-Boulogne
Tél. : 03.91.90.02.80
Fax : 03.21.31.84.99

Centre de travaux
Boulevard du Valigot
62630 Etaples-sur-Mer

Territoire d'Energie Flandre
30, rue Louis WAREIN

59190 HAZEBROUCK

Devis N°89155a du 25/11/2025

Interlocuteur : Nicolas GARBEZ - nicolas.garbez@citeos.com - 06 12 47 41 49
SIRET : 52893262700045
N° TVA : FR16528932627

Code	Libellé	Unité	Quantité	Prix de vente Unitaire	Prix de vente Total
	FLETRE - Impasse du mont des Cats				
7303	Mât en acier thermolaqué 5,00 m	U	3	484,00	1 452,00
7102	Massif pour candélabre de 5m	U	3	385,00	1 155,00
82101	COMATELEC ALURA LED	U	3	622,00	1 866,00
5209	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	ml	130	8,80	1 144,00
4001	Forfait chantier par commande	u	1	825,00	825,00
1202	RAT point lumineux	u	3	42,00	126,00
HB	Réalisation enrobés semelle	m²	3	50,00	150,00
3202	Création RAS	u	1	42,00	42,00
8110	Raccordement câble EP	u	2	132,00	264,00
	MONTANT TOTAL HORS TAXES (EUR)				**7 024,00**
	T.V.A. (20 %)				**1 404,80**
	MONTANT TOTAL T.T.C. (EUR)				**8 428,80**

Huit mille quatre cent vingt huit euros et quatre-vingts cents.

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT02/BC/828

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par CADART Jean-Louis

***OBJET** : Marché n° **2024/02** : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 02*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

FLETRE – Création d'éclairage public
Impasse du Mont des Cats

Selon le devis :

- N° **89155a** du **25/11/2025** d'un montant de **7 024,00 € HT** soit **8 428,80 € TTC.**

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
CITEOS ..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Nicolas GARDEZ

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 8/12/25
A : St Martin Boulogne
Signature :

CITEOS
Z.I. de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de FLETRE – *Impasse du Mont des Cats***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 02
Réf bon de commande : 2024/02/LT02/BC/828

Selon les devis :

- **n° 89155a** du **25/11/2025** pour la somme de **7 024,00 € HT** soit **8 428,80 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

siecf@ville-hazebrouck.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du **08/12/2025** de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du **08/02/2025** de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

le 8/12/2025

CITEOS
Z.I. de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél : 03 91 90 02 80
Siret 528 932 627 00045

Pour le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-215902370-20260113-2026_01_860-DE

DEPARTEMENT DU NORD

****

COMMUNE DE FLETRE

****

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2026-01-860

Nb de membres en exercice : 12
Nb de membres présents : 08
Nb de suffrages exprimés : 09
VOTE : Pour : 09 Contre : 00
Date de convocation : 06/01/2026

Accord définitif pour la réalisation de travaux d'investissement d'éclairage public

L'an deux mil vingt-six, le 13 janvier à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Masquelier Philippe, Maire.
Présents : P. Masquelier, P. De Ciechi, S. Dekiouk, A. Delattre, B. Vanmerris, S. Verbeke, M, Vanhaecke, L . Dubois
Absents excusés : M, Mazepa, S. Wallaert a donné procuration à P. De Ciechi
Absents : A. Barloy, M. Unvoas
Secrétaire de séance : S. Dekiouk

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 1966 portant création du TE Flandre,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2015 portant sur les nouveaux statuts du TE Flandre
Vu les délibérations du TE Flandre en date du 20 octobre 2015,

M. Le Maire de la commune de FLETRE rappelle que la commune est membre du TE FLANDRE.

Le TE FLANDRE est un syndicat intercommunal à vocation multiple, la commune adhère notamment à la compétence éclairage public investissement.

Ensuite, M. Le Maire rappelle que la Commune a sollicité le TE FLANDRE pour la réalisation de travaux Impasse du Mont des Cats.
La maitrise d'ouvrage est assurée par le TE FLANDRE.

Ces travaux sont estimés de manière prévisionnelle à 7 109 € HT.

Après cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Approuve définitivement le projet exposé dans présente délibération, le montant total des travaux ne dépassera pas le montant prévisionnel annoncé ci-dessus,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 21/01/2026
Reçu en préfecture le 21/01/2026
Publié le
ID : 059-215902370-20260113-2026_01_860-DE

- Donne un accord définitif pour la prise en charge, par la Commune, du montant total HT des travaux,

- Précise que cette participation sera :
  Fiscalisée

- Autorise M. Le Maire à signer une convention avec Monsieur le Président du TE FLANDRE relative à la réalisation de ces travaux et à leur prise en charge,

- Note que les aménagements en matière de voirie sont à la charge de la Commune et/ ou de la Communauté de Communes.

Fait en séance, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le Maire

Le Maire certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
(application de l'article L2131-1 du CGCT)

P. Masquelier, Maire	S. Dekiouk, Secrétaire de séance

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépse
N° 357 S12 2315 (21538):EP INVEST 439 965,60

GRPMT SATELEC RAMERY

Engagé Recette N° 130

SATELEC
FAYAT

Agence de QUAËDYPRE
Entrée 4A - Centre d'affaires de la Lineria
Route du Looweg - 59380 QUAEDYPRE
Tel. +33 (0)3 20 28 92 58

M 2024-02-LT03 BC 818

territoire d'énergie
FLANDRE

Territoire d'énergie Flandre
Mairie
B.P. 70189
59524 HAZEBROUCK Cedex

Marché n°2024/02
Marche de travaux concourant à la transition énergétique - Lot n°3

DEVIS n° 25-007 du 08/10/2025
Commune de LA GORGUE
Rénovation éclairage public - Phase 1b

N°	DESIGNATIONS	U	P.U.H.T.	Qté	Total HT
	CHAPITRE 1 : Etude et Relevé après travaux				
	11 - Etude				
1102	Etudes éclairage public	f	25,00 €	7,00	175,00 €
1104	Etudes armoire éclairage	f	200,00 €	7,00	1 400,00 €
1106	Servitude - encastrement coffret ou pose de lanterne d'éclairage public	u	100,00 €	4,00	400,00 €
	12 - Relevé après travaux				
1202	RAT point lumineux	u	40,00 €	199,00	7 960,00 €
1203	RAT armoire d'éclairage public	u	200,00 €	7,00	1 400,00 €
	CHAPITRE 4 : TERRASSEMENT POUR LES LIGNES SOUTERRAINES				
4001	Forfait chantier par commande	u	385,00 €	1,00	385,00 €
	48 - Regards				
4602	Regard 40x40	u	110,00 €	14,00	1 540,00 €
4607	tampon de regard en fonte 40X40 de classe B	u	30,00 €	14,00	420,00 €
	CHAPITRE 5 : CABLES ET BOITES				
	51 - Câble de terre				
5102	Câble de terre 25mm²	ml	6,50 €	100,00	650,00 €
	52 - Conducteur d'éclairage public				
5209	Câble EP U 1000 RZV (cuivre) - 4 x 6 mm²	ml	7,00 €	100,00	700,00 €
	53 - Boites de jonctions				
5302	Boite de jonction coulée sur réseau enterré BT de type 92 A2	u	27,00 €	14,00	378,00 €
	CHAPITRE 6 : ARMOIRE D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	61 - Enveloppe				
6103	Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type DEPAGNE Oisans 1000*800 ou équivalent)	u	1 200,00 €	1,00	1 200,00 €
6105	Armoire fibre équipé panneau comptage et CIBE (type MICHAUD 230*1020 3C20M ou équivalent)	u	650,00 €	3,00	1 950,00 €
6110	Dépose coffret d'éclairage public	u	250,00 €	4,00	1 000,00 €
	62 - Tableau de commande				
6202	Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs tétrapolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	u	1 800,00 €	4,00	7 200,00 €
6205	Tableau (équipé matériels schneider ou similaire) 2 départs bipolaire avec commutateur 3 positions (forçage)	u	800,00 €	3,00	2 400,00 €
6212	Horloge connecté	u	125,00 €	50,00	6 250,00 €
6213	Détecteur de seuil de tension par départ	u	475,00 €	14,00	6 650,00 €
6214	Parafoudre 20 kv en tête d'armoire	u	375,00 €	7,00	2 625,00 €
6220	Dépose tableau d'éclairage public	u	250,00 €	7,00	1 750,00 €
	CHAPITRE 7 : CANDELABRES, CROSSES ET MASSIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	71 - Massifs				
7102	Massif pour candélabre de 5m	u	400,00 €	10,00	4 000,00 €
7103	Massif pour candélabre de 6m	u	450,00 €	10,00	4 500,00 €
7105	Massif pour candélabre de 8m	u	500,00 €	10,00	5 000,00 €
	72 - Candélabres et crosses				
7238	Dépose mât avec massif béton conservé	u	320,00 €	177,00	56 640,00 €
7239	Dépose mât avec démolition du massif béton	u	575,00 €	14,00	8 050,00 €
	74 - Candélabres acier Thermolaqué, Qte de 51 à 100				
7403	Mât en acier thermolaqué 5,00 m	u	410,00 €	67,00	27 470,00 €
7404	Mât en acier thermolaqué 6,00 m	u	510,00 €	95,00	48 450,00 €
7406	Mât en acier thermolaqué 8,00 m	u	660,00 €	15,00	9 900,00 €
	78 - Crosses et arceaux				
7806	Crosse en acier thermolaqué pour candélabre, longueur 1m	u	90,00 €	15,00	1 350,00 €
7813	Crosse simple pour PBA de 1,00 m	u	125,00 €	4,00	500,00 €
7814	Crosse simple pour PBA de 1,50 m	u	130,00 €	51,00	6 630,00 €
7816	Dépose crosse existant sur PBA	u	10,00 €	55,00	550,00 €
	CHAPITRE 8 : LANTERNE ET ENSEMBLES D'ECLAIRAGE PUBLIC				
	81 - Coffret d'éclairage public et mise en valeur				
8106	Coffret pour les illuminations temporaires	u	100,00 €	50,00	5 000,00 €
8107	Coffret pour les illuminations temporaires sur candélabre uniquement	u	140,00 €	50,00	7 000,00 €
8108	Dépose foyer d'éclairage public	u	95,00 €	236,00	22 420,00 €
	822 - Lanterne d'éclairage public résidentiel, urbain et sécurisation passage piéton, Qte de 81 à 100				
82208	ECLATEC ITEM ou équivalent	u	595,00 €	67,00	39 865,00 €
	833 - Lanterne d'éclairage public fonctionnelle, Qte de 101 à 300				
83301	COMATELEC TECEO S ou équivalent	u	265,00 €	95,00	25 175,00 €
83302	COMATELEC TECEO ou équivalent	u	365,00 €	71,00	25 915,00 €
	CHAPITRE 10 : MOYENS				
10003	Chef d'équipe	h	65,00 €	20,00	1 300,00 €
10006	Elévateur hauteur de 15 à 25 m	h	110,00 €	20,00	2 200,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	CHAPITRE 11 - Fourniture hors bordereau				
11001	Fourniture et pose d'une crosse LYRE	u	250,00 €	67.00	16 750,00 €
11002	Fourniture divers ZD4I	u	70,00 €	22.00	1 540,00 €
	MONTANT TOTAL H.T.				368 638,00 €
	MONTANT T.V.A 20%				73 327,60 €
	MONTANT TOTAL T.T.C.				439 965,60 €

Veuillez compléter les informations demandées ci-dessous avant de nous retourner le devis signé et précédé de la mention *"Bon pour accord"*

CODE COULEUR RAL : .....

VARIATION TERRITOIRE d'ENERGIE FLANDRE : OUI ☐ NON ☒

DATE : 20/10/25

SIGNATURE DU CLIENT :

Le Vice-Président .
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
SATELEC FAYAT
Agence de QUAEDYPRE
10 Route du Looweg
59 380 QUAEDYPRE

2024/02/LT03/BC/ 818

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 03*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

LA GORGUE – Rénovation de l'éclairage public sur l'Ensemble de la Commune – Phase 1b

Selon le devis :
- **n° 25-007** du **08/10/2025** pour la somme de **366 638,00 € HT** soit **439 965,60 € TTC**

Selon l'étude réalisée par le TE Flandre en PJ

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,

Le 20/10/25

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
SATELEC ..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
BASSIERE Lucas

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 31/10/2025
A : QUAEDYPRE
Signature : BASSIERE Lucas

SATELEC
Agence de Dunkerque
SAS au capital de 4 500 000 €
LIEU DIT LA GRIDA ROUGE
33 ROUTE DE LOOWEG
59380 QUAEDYPRE
[illegible] CODE APE : 4321A

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Dépensé

N°358 et N°490 020 458177 ACTEE 6624,00 + 6624,00 = 13248,00
N°359 et N°491 020 458177 ACTEE 23478,00 + 23478,00 = 46956,00) 60204,00

Appel de fonds Appels à Projets ACTEE 2 - SEQUOIA 3 - AF5 SOLDE

Appel de fonds lauréat

Lot 1 - Ressources humaines

Code	Lot	Membre	Bénéficiaire	Nom de l'EF	Nom du justificatif	Date de début de paiement	Date de fin de paiement	Charte Econome de flux signée	Cout de l'agent	Taux d'aide	Aide ACTEE demandée	Remarques
A1	Lot 1 - EF & API	TE FLANDRE	TE FLANDRE	Agnès DECOOL	Etat certifié des dépenses	01/01/2024	30/06/2024	Oui	24 230,53 €	50%	12 115,27 €	janvier à juin 2024
									24 230,53 €		12 115,27 €	

Lot 3 - Etudes techniques

Code	Lot	Membre	Bénéficiaire	Nature de la dépense	Numéro / Nom facture aquittée	Date facture acquittée			Coût de l'opération (HT)	Taux d'aide	Aide ACTEE demandée	Remarques
D1	Lot 3 - Etudes techniques	TE FLANDRE	SAINT JANS CAPPEL	Audit énergétique	CDC -FA2311-3976	30/11/2023			1 593,75 €	50%	796,88 €	
									1 593,75 €		796,88 €	

Lot 4 - Maîtrise d'œuvre

Code	Lot	Membre	Bénéficiaire	Nature de la dépense	Numéro / Nom facture aquittée	Date facture acquittée			Coût de l'opération (HT)	Taux d'aide	Aide ACTEE demandée	Remarques
E1	Lot 4 - MOE	TE FLANDRE	CAPELLE-BROUCK	Rénovation énergétique	MO CAPPELLE-BROUCK	mars à avril 24			16 560,00 €	80%	13 248,00 €	
E2	Lot 4 - MOE	TE FLANDRE	WARHEM	Rénovation énergétique	MO WARHEM	juin 23 à fev 24			58 695,00 €	80%	46 956,00 €	
									75 255,00 €		60 204,00 €	

TOTAL AF5	73 116,14 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag' Dép

GRPMT CITEOS FLASH

CITEOS

N° 362 S12 2315 (21538) EP INVEST 15475,20

Z.I. de l'Inquétrie - 5, Rue Louis Lumière
62280 Saint-Martin-Boulogne
Tél. : 03.91.90.02.80
Fax : 03.21.31.84.99

M 824-02-LT01 BC 881

Centre de travaux
Boulevard du Valigot
62630 Etaples-sur-Mer

Engag' Recette N° 147

Territoire d'Energie Flandre
30, Rue WAREIN

59190 HAZEBROUCK

Devis N°88537phase 2

Interlocuteur : Nicolas GARBEZ - nicolas.garbez@citeos.com - 06 12 47 41 49
SIRET : 52893262700045
N° TVA : FR16528932627

Code	Libellé	Unité	Quantité	Prix de vente Unitaire	Prix de vente Total
	HONDSCHOOTE - RENOVATION EP 2025 - DIVERSES RUES - PHASE 2				
1	**ZONE 1**				
1	**RUE DES RECOLLETS**				
8108	Dépose foyer d'éclairage public	U	1	250,00	250,00
7916	Dépose crosse existant	U	1	30,00	30,00
HB1	F&P crosse façade PORTEE	U	1	577,00	577,00
HB2	F&P potence de déport pour augmenter la hauteur de feu	U	1	396,00	396,00
82112	PHILIPS CLASSICSTREET BDP794-FG-WH T25 DW52 LED42-4S L96@100kh 30W - 4200lm - 140lm/W - 2700°K -ULR<3 - IP66 - La source lumineuse est remplaçable	U	1	488,00	488,00
	Sous total poste : 1	**U**	**1**	**1 741,00**	**1 741,00**
	Sous total poste : 1	**U**	**1**	**1 741,00**	**1 741,00**
1	**ZONE 7**				
1	**RUE DE FURNES**				
8108	Dépose foyer d'éclairage public	U	2	250,00	500,00
7916	Dépose crosse existant	U	2	30,00	60,00
HB1	F&P crosse façade PORTEE	U	2	577,00	1 154,00
HB2	F&P potence de déport pour augmenter la hauteur de feu	U	2	396,00	792,00
82106	ECLATEC STENZA 2BLS8 ERL + COUPE FLUX 600mA 31W 2700K IRC70 - 2852lm - 92lm/W - IP66 - ULR<3 - La source lumineuse est remplaçable	U	2	570,00	1 140,00
	Sous total poste : 1	**U**	**1**	**3 646,00**	**3 646,00**
	Sous total poste : 1	**U**	**1**	**3 646,00**	**3 646,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Devis N°88537phase2

Item	Libellé	Unité	Qu	Unitaire	Total
1	**RUE DELAROYERE**				
5209	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	ML	120	8,00	960,00
7102	Massif pour candélabre de 5m	U	4	350,00	1 400,00
7303	Mât en acier thermolaqué 5,00 m	U	4	450,00	1 800,00
82112	PHILIPS CLASSICSTREET BDP794-FG-WH T25 DW52 LED42-4S L96@100kh 30W - 4200lm - 140lm/W - 2700°K -ULR<3 - IP66 - La source lumineuse est remplaçable	U	4	488,00	1 952,00
	Sous total poste : 1	**U**	**1**	**6 112,00**	**6 112,00**
1	RUE DU WAESENDAELE				
8108	Dépose foyer d'éclairage public	U	1	250,00	250,00
7238	Dépose mât avec massif béton conservé	U	1	350,00	350,00
7103	Massif pour candélabre de 6m	U	1	400,00	400,00
7240	Pose mât	U	1	200,00	200,00
8101	Pose luminaire	U	1	120,00	120,00
8102	Coffret de protection	U	1	77,00	77,00
	Sous total poste : 1	**U**	**1**	**1 397,00**	**1 397,00**
	MONTANT TOTAL HORS TAXES (EUR)				**12 896,00**
	T.V.A. (20 %)				**2 579,20**
	MONTANT TOTAL T.T.C. (EUR)				**15 475,20**

Quinze mille quatre cent soixante quinze euros et vingt cents.

Fait à Saint Martin Boulogne, le 18 décembre 2025,

Le Chef d'Entreprise,
Samuel DEPLECHIN

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 18/12/2025 à 22:21:32 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le Directeur
CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62 280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

2024/02/LT01/BC/ 881

Nos références : MD/ NLN
Affaire suivie par LAVIEU Stéphane

***OBJET** : Marché n° **2024/02 :** Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01*

Bon de commande travaux ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

HONDSCHOOTE – Rénovation d'éclairage public
Rue des Recollets, rue de Furnes, rue Delaroyere, rue de Waesendaele

Selon le devis :

- ***N° 88537 phase 2** du **18/12/2025** pour un montant de **12 896 € HT** soit **15 475,20 € TTC.***

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement,

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
.....C.I.T.E.O.S..... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
....Nicolas GARNU

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : ...15/12/2025
A : .....St Martin Boulogne
Signature :

CITEOS
Z.I. de l'Inquétrie
5 rue Louis Lumière
62280 Saint Martin Boulogne
Tél. 03 91 90 02 80
Siret 328 932 627 00045

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck, Grand'Place, 59190 Hazebrouck
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Wareine, 59190 Hazebrouck
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 50 50

www.teflandre.fr

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 18/12/2025 à 22:21:31 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ORDRE DE SERVICE N°1

OPERATION : **Chantier d'éclairage public, commune de HONDSCHOOTE – *Rue des Recollets, rue de Furnes, rue Delaroyere, rue de Waesendaele***

Marché n° 2024/02 : Marché public concourant à la transition énergétique – Lot 01
Réf bon de commande : 2024/02/LT01/BC/881

Selon les devis :

- **n° 88537phase2** du **18/12/2025** pour la somme de **12 896,00 € HT** soit **15 475,20 € TTC**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAÎTRISE D'ŒUVRE :

TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck

siecf@ville-hazebrouck.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : SOCIETE **CITEOS**

CITEOS
5 Rue Louis Lumière
62280 SAINT-MARTIN-BOULOGNE

Objet de l'ordre de service : Démarrage des travaux

Le titulaire est invité à commander le matériel à compter du 18/12/2025, de façon à ce qu'il soit livré dans les délais fixés au marché et commencer les travaux à compter du 18/02/2026, de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché et sous réserve, du respect des éléments ci-après.

L'entreprise s'assurera d'être en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP. Elle s'assurera également que ses cotraitants, sous-traitants sont en capacité de respecter l'ensemble des prescriptions du guide de l'OPPBTP.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux recalé et les AR de commande du fournisseur dans les délais fixés au marché.

À : Hazebrouck

Pour le TE Flandre

Signé électroniquement

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 18/12/2025 à 22:21:31 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE-FLANDRE

Engagé dép 2e
ECOBAT N° 363 020 458198 ACTEE + 27[illegible]

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Territoire d'Energie Flandre

2023-03-LT02-BC-00851

Engagé Recette N° 150

M 2023-03-LT02-BC 851

A l'attention de
ECOBAT

Nos références : MD/ NLN/GK
Affaire suivie par Grégoire KEDZIORA

***OBJET** : Marché n° **2023/03 Lot 2 :** Réalisation d'audits dans le cadre du programme ACTEE sur le territoire de Flandre*

Eligible sous-programme Actee + CHENE saison 4

Bon de commande d'audit énergétique avec DPE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les audits, ci-après désignés :

Complexe sportif - Dojo
Chemin Turck – 59850 NIEPPE

Surface estimée du Bâtiment : Inférieur à 500 m²
Montant estimé de l'audit énergétique avec DPE : 2260,00 € HT

Ce bon de commande tient lieu d'ordre de service.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

L'entreprise ECOBAT accuse réception du bon de commande repris en référence.

Le chargé d'affaire pour ce dossier est : M. VANHOUTTE

Date : 10/06/2025

A : Hazebrouck

Signature : ECOBAT ingénierie

A Hazebrouck,

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 22/05/2025 à 17:56:55 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

PROGRAMME ACTEE
Financer et accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics

FNCCR territoire d'énergie

Nom du membre : Territoire d'Energie Flandre

ETAT CERTIFIÉ DES DÉPENSES DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACTEE +, CHÊNE Saison 1

Appel de Fonds 7

Lot 3 : Etudes énergétiques			
Action	**Bâtiment**	**Dépenses acquittées par la commune**	**Aide mobilisée**
MOE	WATTEN - centre socio-culturel	8 161,91 €	4 480,00 €
	Total aide sollicitée		**4 480,00 €**

COMMUNE WATTEN
N° 364 020 458108 ARRÊT 4480,00
Engt + Dep 1
CF 3153 T 333 DU 21-11-25 4480,00 563

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie FLANDRE

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

BUREAU SYNDICAL DU 21 août 2023
Délibération N°21082023/ B08
Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2023
1ère vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Le 21 août 2023 à 17h30, le Bureau du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIECF, 30 rue Warein à Hazebrouck, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du SIECF.

Date de la convocation : 11/08/2023
Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 26
Présents : 16
Pouvoir : 0
Votants : 16

NOM	COMMUNE	FONCTION	PRESENT	POUVOIR	EXCUSE	ABSENT
DECOOL Michel	CAPPELLE-BROUCK	Président	X			
CLEENEWERCK Jean-Luc	REXPOEDE	1er Vice-Président	X			
MAMETZ Danielle	BOESEGHEM	2ème Vice-Présidente			X	
TURPIN Edmond	LA GORGUE	3ème Vice-Président	X			
VANPEENE Anne	WINNEZEELE	4ème Vice-Présidente				X
DELVA Hervé	HAZEBROUCK	5ème Vice-Président	X			
DELASSUS Christian	LEDRINGHEM	6ème Vice-Président	X			
DEBERT Jean-Luc	OUDEZEELE	7ème Vice-Président			X	
DUYCK Joël	MERVILLE	8ème Vice-Président	X			
MEURILLON Franck	NIEPPE	9ème Vice-Président	X			
VERMERSCH Jérôme	HONDSCHOOTE	10ème Vice-Président			X	
BOURNONVILLE Rodrigue	MORBECQUE	11ème Vice-Président	X			
LAMIAUX Fabrice	HOLQUE	12ème Vice-Président	X			
DEVILLEZ Arnaud	BAILLEUL	13ème Vice-Président	X			
VANPOUILLE Laurent	BOLLEZEELE	14ème Vice-Président	X			
SCHRICKE Jean-Luc	CAESTRE	Membre du Bureau	X			
WALBROU Dominique	LE DOULIEU	Membre du Bureau				X
VANMAELE Danielle	MERCKEGHEM	Membre du Bureau	X			
DIEUSAERT Stéphane	OXELAERE	Membre du Bureau	X			
STAELEN Edith	STEENVOORDE	Membre du Bureau	X			
TOULY Jessica	BERGUES	Membre du Bureau			X	
MAZIERES Mark	STEENWERCK	Membre du Bureau				X
ROYAL Aurélien	GODEWAERSVELDE	Membre du Bureau				X
PETITPREZ Sylvain	NEUF BERQUIN	Membre du Bureau	X			
LAUWERIE Patrice	WALLON CAPPEL	Membre du Bureau				X
RAMAUT Henri	EECKE	Membre du Bureau				X

Secrétaire de séance : M. Arnaud DEVILLEZ

Engagt Dépse

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Délibération N° 21082023/B08
Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2023
1ère vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Exposé et proposition :

Par délibération en date du 06 février 2023,

Le Comité syndical a fixé les modalités d'attribution des aides dans le cadre des appels à projets MDE et SOLAIRE 2023.

Le Comité syndical a donné délégation au Bureau pour attribuer les dites aides.

Il est proposé au Bureau d'attribuer les aides, pour la 1ère vague, selon le tableau ci-après :

MDE 2023 - 1ère vague :

Engagt Dépse 758 2041412 AG

Année	Commune	Batiment/Projet	Nature des Travaux	Coût éligibles en € HT	Montant des subventions en € HT	Taux d'aide :
Juillet 2023	ARNEKE	Vestiaire Sportif	Chaudière Gaz	12 352,51 €	3 705,76 €	30%
	LE DOULIEU	Ecole Marguerite YOURCENAR	Menuiseries Exterieures, Chauffage PAC, Eclairage LED	47 289,48 €	16 551,32 €	30%+ 5%
	ST JANS CAPPEL	S de Sports	Eclairage Interieur LED	46 800,00 €	14 040,00 €	30%
N°365	→NEUF BERQUIN	S des Fetes	PAC AIR/EAU	18 496,29 €	→ 5 548,89 €	30%
	HARDIFORT	Ensemble des Batiments Communaux	Eclairage LED + Regulation du Chauffage Elec	4 578,80 €	1 602,58 €	30%+ 5%
N°369	→ MORBECQUE	Salle ANDRE WILLIER	Isolation du Plafond/Eclairage LED	6 078,00 €	→ 2 127,30 €	30%+ 5%
	FLEURBAIX	Ecole FRANCHE TERRE	Isolation, Menuiseries Ext,PAC (Air/Eau), VMC	139 620,50 €	13 962,05 €	10%
					57 537,90 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SOLAIRE 2023 - 1ère vague :

Engagé 758 20414 12 MDE SOLAIRE

Année	Commune	Batiment/Projet	
N°371 2023 1ere Vague	→ LESTREM	TENNIS COUVERT	→ 5 000,00 €
TOTAL	1		5 000,00 €

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité.

Arnaud DEVILLEZ
Secrétaire de séance

Michel DECOOL
Président du SIECF – TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent leur publication

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 25/09/2023 à 08:42:59 CEST SIED ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 25/09/2023 à 08:41:47 CEST SIED ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ Le 16/09/2023 à 15:23:33 CEST SIED ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

S²LO
HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**21082023_B08**
Objet :	**Délibération du Bureau - Appels à projets MDE 2023 1ère vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour la programme solaire**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-08-21 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230821-21082023_B08-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	1 Ko
Nom métier : 059-200036895-20230821-21082023_B08-DE-1-1_0.xml		
Document principal (Délibération)	application/pdf	350.2 Ko
Nom original : D__lib N__21082023 B08 _ MDE et solaire.pdf		
Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230821-21082023_B08-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	29 septembre 2023 à	Dépôt initial
En attente de transmission	29 septembre 2023 à	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	29 septembre 2023 à	Transmis au MI
Acquittement reçu	29 septembre 2023 à 12h16min10s	Reçu par le MI le 2023-09-29

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

PROGRAMME ACTEE
Financer et accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics

territoire d'énergie

Nom du membre : Territoire d'Energie Flandre

ETAT CERTIFIÉ DES DÉPENSES DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACTEE +, CHÊNE Saison 1

Appel de Fonds 10

Lot 3 : Etudes énergétiques

Action	Bâtiment	N° de facture réglée par la commune	Date facture	Dépense acquittée HT	Aide mobilisée
Conseil en orientation énergétique	ESTAIRES - divers bâtiments	2022/09-21	06/10/2023	13 846,95 €	5 950,00 €
			Total aide sollicitée		**5 950,00 €**

Commune Estaires
N° 366 020 458 198 ACTEE 5950,00
↳ CP D 172 T 358 DU 09/12/25 5950,00 P503

Engag + Dép

Engag. dép.se

N° 369 et N° 371

avec l'engag. dép.se N° 365

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

ECOBAT N° 382 020 458198 ACTEE + 5376

M2023-03-LT02 BC 962

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Territoire d'Energie Flandre

2023-03-LT02-BC-00762

A l'attention de
ECOBAT

Nos références : MD/ NLN/GK
Affaire suivie par Grégoire KEDZIORA

OBJET** : Marché n° **2023/03 Lot 2 : Réalisation d'audits dans le cadre du programme ACTEE sur le territoire de Flandre

Eligible sous-programme Actee + CHENE saison 1

Bon de commande d'audit énergétique sans DPE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les audits, ci-après désignés :

Friche Nordlys
19 rue Emile Hié, 59270 BAILLEUL

Surface estimée du Bâtiment : supérieur à 1500 m²
Montant estimé de l'audit énergétique sans DPE : 4 480,00 € HT

Ce bon de commande tient lieu d'ordre de service.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

L'entreprise ECOBAT .....accuse réception du bon de commande repris en référence.

Le chargé d'affaire pour ce dossier est : M.Vanhoutte

Date : 16/10/2024

A : HAZEBROUCK

Signature :

ECOBAT Ingénierie
B.E.T. énergie et fluides
5 Rue de Quatre Saisons
59190 HAZEBROUCK
SIRET 537 668 171 00040

A Hazebrouck,

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 16/10/2024 à 19:21:26 CEST
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 13/09/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240820-20082024_B001-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

BUREAU SYNDICAL DU 20 Août 2024

Délibération N°20082024/B01

Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2024

1ère vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Le 20 août 2024 à 17h, le Bureau du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni les locaux du TE Flandre, 30 rue Warein à Hazebrouck, sous la présidence de M Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 09/08/2024
Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 25
Présents : 19
Pouvoir : 0
Votants : 19

NOM	COMMUNE	FONCTION	PRESENT	POUVOIR	EXCUSE	ABSENT
DECOOL Michel	CAPPELLE-BROUCK	Président	X			
CLEENEWERCK Jean-Luc	REXPOEDE	1er Vice-Président	X			
MAMETZ Danielle	BOESEGHEM	2ème Vice-Présidente	X			
TURPIN Edmond	LA GORGUE	3ème Vice-Président	X			
VANPEENE Anne	WINNEZEELE	4ème Vice-Présidente	X			
DELVA Hervé	HAZEBROUCK	5ème Vice-Président			X	
DELASSUS Christian	LEDRINGHEM	6ème Vice-Président	X			
DEBERT Jean-Luc	OUDEZEELE	7ème Vice-Président	X			
DUYCK Joël	MERVILLE	8ème Vice-Président	X			
MEURILLON Franck	NIEPPE	9ème Vice-Président	X			
VERMERSCH Jérôme	HONDSCHOOTE	10ème Vice-Président			X	
BOURNONVILLE Rodrigue	MORBECQUE	11ème Vice-Président	X			
LAMIAUX Fabrice	HOLQUE	12ème Vice-Président			X	
DEVILLEZ Arnaud	BAILLEUL	13ème Vice-Président	X			
VANPOUILLE Laurent	BOLLEZEELE	14ème Vice-Président	X			
SCHRICKE Jean-Luc	CAESTRE	Membre du Bureau	X			
WALBROU Dominique	LE DOULIEU	Membre du Bureau				X
VANMAELE Danielle	MERCKEGHEM	Membre du Bureau	X			
DIEUSAERT Stéphane	OXELAERE	Membre du Bureau				X
STAELEN Edith	STEENVOORDE	Membre du Bureau	X			
TOULY Jessica	BERGUES	A perdu la qualité de déléguée de la commune de Bergues				
MAZIERES Mark	STEENWERCK	Membre du Bureau	X			
ROYAL Aurélien	GODEWAERSVELDE	Membre du Bureau	X			
PETITPREZ Sylvain	NEUF BERQUIN	Membre du Bureau	X			
LAUWERIE Patrice	WALLON CAPPEL	Membre du Bureau				X
RAMAUT Henri	EECKE	Membre du Bureau	X			

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 13/09/2024
Reçu en préfecture le 13/09/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240820-20082024_B001-DE

Engag° Dép°

Délibération N°20082024/B01

Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2024
1ère vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Exposé et proposition :

Par délibération en date du 15 février 2024,

Le Comité syndical a fixé les modalités d'attribution des aides dans le cadre des appels à projets MDE et SOLAIRE 2024.

Le Comité syndical a donné délégation au Bureau pour attribuer les dites aides.

Il est proposé au Bureau d'attribuer les aides, pour la 1ère vague, selon le tableau ci-après :

Engag° Dép°

MDE 2024 - 1ère vague :

758 20411412 MDE RENOV BAT P

MDE Juillet 2024 - Vague 1 -

Année	Commune	Batiment/Projet	Type de Travaux	Coût éligibles en € HT	Montant des subventions en € HT	Projet avec Md'Oe	Commentaire
2024 1ère Vague	ST JANS	Logement Communal Chauffage/Isolation	Chauffage/Isolation	3 499,40 €	1 574,73 €		40% + 5%
	STEENWERCK	Mairie	Fenetres et Isolation	27 528,38 €	9 634,93 €		30% + 5%
	FLEURBAIX	Maison des Loisirs	Renovation/Extension	148 270,00 €	14 827,00 €	X	10%
→	WEST CAPPEL	Ecole primaire	Renovation	38 184,00 €	→ 7 636,80 €	X	20%
PROJETS					33 673,46 €		

N°403

SOLAIRE 2024 - 1ère vague :

AAP "Du Solaire en Flandre" - Juillet 2024 - Vague 1

Année	Commune	Batiment/Projet	
Vague 1 Juillet 2024	HARDIFORT	Maison Communale B. DELASSUS	PHOTOVOLTAIQUE et THERMIQUE ACC Totale
TOTAL	1		5 000,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 13/09/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240820-20082024_B001-DE

Adoption :
Monsieur Mark MAZIERE délégué de STEENWERCK ne prend pas part au vote.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité.

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance

Michel DECOOL
Président du TE Flandre,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent leur publication

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**20082024_B001**
Objet :	**Appels à projets MDE 2024 - 1ère vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme Solaire**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-08-20 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20240820-20082024_B001-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20240820-20082024_B001-DE-1-1_0.xml	text/xml	982 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__20082024 B01 _ MDE et Solaire _ Attribution des aides 2024 _ 1__re vague _ sign__e.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20240820-20082024_B001-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	742.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	13 septembre 2024 à 09h13min29s	Dépôt initial
En attente de transmission	13 septembre 2024 à 09h13min35s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	13 septembre 2024 à 09h13min38s	Transmis au MI
Acquittement reçu	13 septembre 2024 à 09h13min44s	Reçu par le MI le 2024-09-13

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 21/11/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20241112-12112024_B06-DE

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Délibération N°12112024/B06
Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2024 2ème vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Le 12 novembre 2024 à 16h30, le Bureau du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du TE Flandre, 30 rue Warein à Hazebrouck, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 05/11/2024
Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 25
Présents : 16
Pouvoir : 0
Votants : 16

NOM	COMMUNE	FONCTION	PRESENT	POUVOIR	EXCUSE	ABSENT
DECOOL Michel	CAPPELLE-BROUCK	Président	X			
CLEENEWERCK Jean-Luc	REXPOEDE	1er Vice-Président	X			
MAMETZ Danielle	BOESEGHEM	2ème Vice-Présidente			X	
TURPIN Edmond	LA GORGUE	3ème Vice-Président	X			
VANPEENE Anne	WINNEZEELE	4ème Vice-Présidente			X	
DELVA Hervé	HAZEBROUCK	5ème Vice-Président	X			
DELASSUS Christian	LEDRINGHEM	6ème Vice-Président	X			
DEBERT Jean-Luc	OUDEZEELE	7ème Vice-Président			X	
DUYCK Joël	MERVILLE	8ème Vice-Président			X	
MEURILLON Franck	NIEPPE	9ème Vice-Président			X	
VERMERSCH Jérôme	HONDSCHOOTE	10ème Vice-Président	X			
BOURNONVILLE Rodrigue	MORBECQUE	11ème Vice-Président	X			
LAMIAUX Fabrice	HOLQUE	12ème Vice-Président				
DEVILLEZ Arnaud	BAILLEUL	13ème Vice-Président	X			
VANPOUILLE Laurent	BOLLEZEELE	14ème Vice-Président			X	
SCHRICKE Jean-Luc	CAESTRE	Membre du Bureau	X			
WALBROU Dominique	LE DOULIEU	Membre du Bureau				
VANMAELE Danielle	MERCKEGHEM	Membre du Bureau	X			
DIEUSAERT Stéphane	OXELAERE	Membre du Bureau	X			
STAELEN Edith	STEENVOORDE	Membre du Bureau	X			
MAZIERES Mark	STEENWERCK	Membre du Bureau	X			
ROYAL Aurélien	GODEWAERSVELDE	Membre du Bureau	X			
PETITPREZ Sylvain	NEUF BERQUIN	Membre du Bureau	X			
LAUWERIE Patrice	WALLON CAPPEL	Membre du Bureau				X
RAMAUT Henri	EECKE	Membre du Bureau	X			

Secrétaire de séance : M. Arnaud DEVILLEZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

Envoyé en préfecture le 21/11/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20241112-12112024_B06-DE

Délibération N°12112024/B06 - Appels à projets MDE (Maitrise de l'Energie) 2024 - 2ème vague : attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire

Exposé et proposition :

Par délibération en date du 15 février 2024,

Le Comité syndical a fixé les modalités d'attribution des aides dans le cadre des appels à projets MDE et SOLAIRE 2024.

Le Comité syndical a donné délégation au Bureau pour attribuer lesdites aides.

Il est proposé au Bureau d'attribuer les aides, pour la 2ème vague, selon le tableau ci-après :

Engag° Dép°

MDE 2024 - 2ème vague :

758 2041412 MDE RENOV BAT P

MDE Octobre 2024 - Vague 2 -

Année	Commune	Batiment/Projet	Type de Travaux	Coût éligibles en € HT	Montant des subventions en € HT	Projet avec M.d'Oe	Commentaire
Oct 2024-2eme Vague → N°484	CAPPELLE-BROUCK	Création d'un Multiaccueil Accueil Collectif de Mineurs Périscolaire et Extrascolaire dans l'ancien presbytère	TCE	226 126,00 €	→45 225,20 €		20%
	OXELAERE	Rehabilitation de l' Ancienne Boulangerie en Salon de Coiffure	TCE	29 755,39 €	10 414,39 €		30% + 5%
PROJETS					55 639,59 €		

SOLAIRE 2024 - 2ème vague :

758 2041412 MDE SOLAIRE

AAP Du Solaire en flandre Octobre 2024 - Vague 2-

Année	Commune	Batiment/Projet	
2024 2ème Vague → N°487	LE DOULIEU	Ecole M. YOURCENAR	PHOTOVOLTAIQUE en ACC
→ N°488	BOESCHEPE	Maison du STEENACKER	PHOTOVOLTAIQUE en ACC
→	BAVINCHOVE	Salle Polyvalente	PHOTOVOLTAIQUE ACC Totale
TOTAL	3		15 000,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 21/11/2024
Reçu en préfecture le 21/11/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20241112-12112024_B06-DE

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité.

Arnaud DEVILLEZ
Secrétaire de séance

Michel DECOOL
Président du Territoire d'Energie Flandre,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent leur publication

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 17/11/2024 à 10:44:26 CET
SI.D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 15/11/2024 à 12:45:46 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE-FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**12112024_B06**
Objet :	**Délibération du Bureau : Appels à projets MDE 2024 - 2èmevague - Attribution des aides pour la rénovation des bâtiments publics et attribution des aides pour le programme solaire**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-11-12 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20241112-12112024_B06-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20241112-12112024_B06-DE-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__12112024 B06 _ MDE et Solaire _ Attribution des aides 2024 _ 2__me vague _ sign__e.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20241112-12112024_B06-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	390.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 novembre 2024 à 10h55min02s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 novembre 2024 à 10h55min05s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 novembre 2024 à 10h55min05s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 novembre 2024 à 10h55min19s	Reçu par le MI le 2024-11-21

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dépse

N° 490 et N° 491

avec l'engag° Dépse N° 358 et N° 359

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Dép°

RAMERY N° 641 758 2315 (21534) ELEC 127571,91HT 153086,29TTC
N° 642 758 2315 (21538) TELEGM 42941,63
N° 643 512 2315 (21538) EP INVEST 52847,18
= 248875,14

103311,26 TTC

territoire d'énergie
FLANDRE

Ramery

M2022-03-LT02 BC 539

Réf Marché : 2022/03/BC/LT02/

Fiscalisation

DEVIS - Détail des Quantités Estimées - Marché Lot n°2 - TE FLANDRES

RUE DE LA DREVE - OXELAERE

ind	A
maj du :	27/05/2024

N° de prix	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
	Partie Basse Tension				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1001	PV article 1000 - Dossier déclaration travaux électriques	l'unité	1	450,00	450,00 €
1006	Etudes HTA ou BT souterrain - autres cas	le mètre linéaire	460	4,00	1 840,00 €
1010	Etudes branchement souterrain	l'unité	14	50,00	700,00 €
1014	Relevé dépose réseau	le mètre linéaire	112	1,10	123,20 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	460	4,00	1 840,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	460	1,60	736,00 €
1026	RAT réseau électrique	le mètre linéaire	156	1,80	280,80 €
1027	RAT branchement électrique	l'unité	304	2,00	608,00 €
2173	Dépose PBA - poteau d'effort nominal supérieur à 10 kN	l'unité	3	350,00	1 050,00 €
2174	PV démontage sur place	l'unité	3	50,00	150,00 €
2224	Dépose poteau bois	l'unité	3	160,00	480,00 €
2225	Recyclage poteau bois	l'unité	3	80,00	240,00 €
4112	Dépose cadre	l'unité	3	100,00	300,00 €
4113	Dépose console réseau façade	l'unité	2	55,00	110,00 €
4303	Reprise branchement aérien BT - branchement monophasé	l'unité	13	75,00	975,00 €
4304	Reprise branchement aérien BT - branchement triphasé	l'unité	1	80,00	80,00 €
4305	PV aérosouterrain	l'unité	7	100,00	700,00 €
4306	PV compteur extérieur	l'unité	6	250,00	1 500,00 €
4402	MALT avec câble nu et isolé	l'unité	4	297,00	1 188,00 €
4406	Dépose d'une MALT	l'unité	3	50,00	150,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5102	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	6	92,00	552,00 €
5103	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	25	100,00	2 500,00 €
5104	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	76	115,00	8 740,00 €
5105	Tranchées types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	68	135,00	9 180,00 €
5153	Tranchées types avec réfections définitives - Trottoir avec pavés ou dallage ou béton - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	80	60,00	4 800,00 €
5166	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	6	12,00 €	72,00 €
5167	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,45 m	le mètre linéaire	25	13,00 €	325,00 €
5168	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,60 m	le mètre linéaire	76	14,00 €	1 064,00 €
5169	PV réfection provisoire - Voie communale ordinaire - Largeur 0,90 m	le mètre linéaire	68	15,00 €	1 020,00 €
5310	Dépose-repose de bordures ou caniveau	le mètre linéaire	160	50,00 €	8 000,00 €
5311	Fourniture de bordure	le mètre linéaire	80	55,00 €	4 400,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	135	25,00 €	3 402,50 €
5403	Découpage de trottoir	le mètre linéaire	80	3,50 €	280,00 €
5404	Découpage de chaussée	le mètre linéaire	175	3,50 €	612,50 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	136	20,00 €	2 722,00 €
5406	Déblai	le m3	165	30,00 €	4 947,00 €
5407	Mise en œuvre de matériaux - Sable	le m3	68	10,00 €	675,60 €
5408	Mise en œuvre de matériaux - Béton	le m3	8	303,60 €	2 428,80 €
5413	Mise en œuvre de matériaux - Grave naturel 0/20 ou matériau recyclé	le m3	101	84,00 €	8 512,56 €
5418	Mise en œuvre de matériaux - Terre végétale	le m3	5	56,40 €	282,00 €
5419	Mise en œuvre de matériaux - Engazonnement	le m²	10	4,80 €	48,00 €
5425	Muret en briques	le m²	5	166,80 €	834,00 €
5426	Clôture grillagée	le mètre linéaire	15	74,40 €	1 116,00 €
5427	Plantations haie	le mètre linéaire	5	22,80 €	114,00 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	300	15,00 €	4 500,00 €
5504	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 160	le mètre linéaire	75	25,00 €	1 875,00 €
5514	Gaine de type MSB - Ø 40	le mètre linéaire	70	40,00 €	2 800,00 €
6203	RAS sur façade	l'unité	5	390,00 €	1 950,00 €
6210	Dépose RAS BT	l'unité	14	150,00 €	2 100,00 €
6301	Reprise de branchements aériens en souterrain mono ou triphasé	l'unité	7	110,00 €	770,00 €
6302	Reprise de branchements aérosouterrain en souterrain	l'unité	7	210,00 €	1 470,00 €
6425	Coffret CIBE - pour branchement triphasé 60 ou 90 A	l'unité	6	569,00 €	3 414,00 €
6426	Pose coffret CIBE	l'unité	6	383,00 €	2 298,00 €
6501	Armoire et support RMBT - 6 plages	l'unité	1	410,00 €	410,00 €
6502	Armoire et support RMBT - 9 plages	l'unité	1	480,00 €	480,00 €
6505	Raccordement RMBT - branchement triphasé 35 mm² (3 phases + neutre)	l'unité	11	80,00 €	880,00 €
6506	Raccordement RMBT - câble 4 conducteurs de section comprise entre 50 et 150 mm²	l'unité	12	115,00 €	1 380,00 €
6509	Raccordement RMBT avec protection d'un branchement - branchement triphasé	l'unité	1	85,00 €	85,00 €
6510	Module de coupure RMBT	l'unité	6	450,00 €	2 700,00 €
6511	Raccordement dans coffret existant - inférieures ou égales à 50 mm²	l'unité	6	120,00 €	720,00 €
6805	PV encastrement dans mur - sur les articles de la gamme S22 ou CIBE	l'unité	6	270,00 €	1 620,00 €
6901	MALT souterraine	l'unité	2	78,00 €	156,00 €
8401	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	300	10,35 €	3 105,00 €
8403	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 95 mm² + 50 mm²	le mètre linéaire	27	17,25 €	465,75 €
8404	Conducteurs BT souterrains en aluminium - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	156	23,00 €	3 588,00 €
8407	Déroulage câble BT - 3 x 35 mm² + 35 mm²	le mètre linéaire	300	10,35 €	3 105,00 €
8409	Déroulage câble BT - 3 x 95 mm² + 50 mm²	le mètre linéaire	27	18,40 €	496,80 €
8410	Déroulage câble BT - 3 x 150 mm² + 70 mm²	le mètre linéaire	156	24,15 €	3 767,40 €
8508	Conducteurs posé sur façade - 4 x 25 mm²	le mètre linéaire	150	8,05 €	1 207,50 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	633	1,50 €	949,50 €
10034	Dossier de récolement par branchement repris	l'unité	14	25,00 €	350,00 €
	Sous Détail - Basse Tension				**127 571,91 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

	Réseaux Télécommunication				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1007	Etudes réseau de communications électroniques - par mètre linéaire de génie civil créé	le mètre linéaire	300	4,00	1 200,00 €
1008	Etudes réseau de communications électroniques - par branchement	l'unité	14	22,00	308,00 €
1015	Constat d'huissier	le mètre linéaire	300	4,00	1 200,00 €
1028	RAT réseau communication électronique	le mètre linéaire	300	1,50	450,00 €
1029	RAT branchement communication électronique	l'unité	14	2,00	28,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5127	Tranchées types avec réfections définitives - Chaussée pavée - Largeur 0,35 m	le mètre linéaire	40	85,00	3 400,00 €
5232	Sur largeur types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	240	40,00 €	9 600,00 €
5402	Démolition chaussée	le m²	64	25,00 €	1 600,00 €
5405	Rabotage de chaussée	le m²	64	20,00 €	1 280,00 €
5407	Mise en œuvre de matériaux - Sable	le m3	26	10,00 €	256,00 €
5412	Mise en œuvre de matériaux - Grave ciment	le m3	29	110,40 €	3 179,52 €
10001	Fourreau de communication électronique - PVC 45 mm	le mètre linéaire	930	3,50 €	3 255,00 €
10002	Fourreau de communication électronique - PVC 60 mm	le mètre linéaire	420	4,50 €	1 890,00 €
10014	Chambre de tirage avec dispositif de fermeture de classe D 400 kN - L2C (116x38x60)	l'unité	3	829,40 €	2 488,20 €
10019	Regard 30 x 30	l'unité	10	150,00 €	1 500,00 €
10020	PV tampon fonte	l'unité	10	10,00 €	100,00 €
10021	PV chambre sur réseau existant	l'unité	2	250,00 €	500,00 €
10023	Percement chambre	l'unité	10	140,00 €	1 400,00 €
11009	Relever topographique et remise des plans en format numérique (Lamb 93)	le kilomètre	1,350	1 000,00 €	1 350,00 €
	Sous Détail - Réseau Télécommunication				**35 784,72 €**
	Réseau Eclairage Public				
1000	Forfait études d'exécution	forfait	1	450,00	450,00 €
1011	Etudes éclairage public	l'unité	8	50,00	400,00 €
1012	Etudes illumination	l'unité	8	50,00	400,00 €
1013	Etudes armoire éclairage	l'unité	1	85,00	85,00 €
1025	Etablissement d'un devis effacement (article 17.2 du CCAP)	le mètre linéaire	200	1,60	320,00 €
1030	RAT réseau d'éclairage public	le mètre linéaire	200	1,50	300,00 €
1031	RAT point lumineux avec photographie luminaire ou candélabre	l'unité	8	15,00	120,00 €
1032	RAT armoire d'éclairage avec photographie et schéma électrique	l'unité	1	30,00	30,00 €
1033	Etablissement consuel	forfait	1	150,00	150,00 €
1034	Forfait Certificat contrôle éclairage public	forfait	1	250,00	250,00 €
1035	Plus value contrôle par point lumineux ou armoire	l'unité	9	6,00	54,00 €
5001	Forfait chantier par commande	l'unité	1	350,00	350,00 €
5232	Sur largeur types avec réfections définitives - Voie communale ordinaire - Largeur 0,20 m	le mètre linéaire	200	40,00 €	8 000,00 €
5401	Terrassement	le m3	3	7,00 €	21,95 €
5406	Déblai	le m3	3	30,00 €	94,08 €
5408	Mise en œuvre de matériaux - Béton	le m3	3	303,60 €	952,09 €
5502	Fourreau TPC - Diamètre extérieur Ø 63	le mètre linéaire	225	15,00 €	3 375,00 €
8601	Câble de terre	le mètre linéaire	225	3,45 €	776,25 €
8602	Déroulage câble de terre	le mètre linéaire	225	3,45 €	776,25 €
8717	Câble EP U 1000 R2V (cuivre) - 4 x 6 mm²	le mètre linéaire	225	9,20 €	2 070,00 €
8722	Déroulage câble EP U 1000 R 2V (cuivre) - 3 x 2,5 mm²	le mètre linéaire	64	2,30 €	147,20 €
9102	Armoire éclairage public polyester	l'unité	1	800,00 €	800,00 €
9104	Tableau de commande à un départ	l'unité	1	850,00 €	850,00 €
9106	PV synchronisation	l'unité	1	130,00 €	130,00 €
9112	Disjoncteur différentiel 300 mA	l'unité	1	210,00 €	210,00 €
9114	Disjoncteur divisionnaire - bipolaire de calibre 10 A à 32 A	l'unité	1	155,00 €	155,00 €
9120	RAS.EP	l'unité	1	85,00 €	85,00 €
9121	Dépose coffret d'éclairage public	l'unité	1	120,00 €	120,00 €
9122	Dépose tableau d'éclairage public	l'unité	1	60,00 €	60,00 €
9127	Coffret de protection différentielle - sur socle	l'unité	1	270,00 €	270,00 €
9212	Pose luminaire	l'unité	8	50,00 €	400,00 €
9213	Coffret de protection	l'unité	8	40,00 €	320,00 €
9288	Ensemble COMATELEC 7m Elaya / Técéo saillie 1,10m ou similaire	l'unité	8	2 465,00 €	19 720,00 €
9406	Dépose foyer d'éclairage public	l'unité	3	40,00 €	120,00 €
10032	Dépose câblage aérien existant	le mètre linéaire	230	2,50 €	575,00 €
10033	Dossier de récolement par mètre de câble posé	le mètre linéaire	225	1,50 €	337,50 €
11007	Géolocalisation réseau d'éclairage souterrain	le kilomètre	0,225	2 400,00 €	540,00 €
11009	Relever topographique et remise des plans en format numérique (Lamb 93)	le kilomètre	0,225	1 000,00 €	225,00 €
	Sous total - Réseau Eclairage Public				**44 039,32 €**

TOTAL HT PRESTATIONS A LA SERIE DE PRIX PROPOSEE PAR L'ENTREPRENEUR:	RUE DE LA DREVE - OXELAERE		
SOUS TOTAL - Réseau Basse Tension			127 571,91 €
SOUS TOTAL - Réseau Télécommunication			35 784,72 €
SOUS TOTAL - Réseau Eclairage Public			44 039,32 €

Montant Total - Hors Taxe en euros			207 395,95 €
Montant TVA 20%			41 479,19 €
Montant TTC en euros			248 875,14 €

Cachet de l'entreprise et Date :	27/05/2024
Landelin CREPEL Ramery Réseaux Agence Lille Métropole 1 bis rue du grand log's 59840 LOMPRET Tél : 03.20.10.18.72 – Fax : 03.20.48.28.31 SAS au capital de 300 000 € - RCS = 421 564 418	

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 31/05/2024 à 15:05:34
CEST
SI D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le directeur
RAMERY Réseaux
1 Rue du Grand Logis
59840 Lompret

2022/03/LT02/BC/ 539

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT02 « CENTRE DU TERRITOIRE »*
Bon de commande d'étude ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser l'étude des travaux, ci-après désignés :

OXELAËRE – Rue de la Drève
Travaux d'article 8 et rénovation de l'éclairage public

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le chiffrage sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
...RAMERY RESEAUX... *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
...Stéphane Clarisse...

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 20/11/2024
A : Lompret
Signature : Ramery Réseaux
Agence Lille Métropole
10 bis rue du grand logis 59840 LOMPRET
Tél : 03.20.10.16.72 – Fax : 03.20.48.28.31
SAS au capital de 300 000 € - RCS – 421 664 418

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 19/11/2024 à 08:37:21 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE TRAVAUX

OPERATION : Chantier ART 8 et rénovation de l'éclairage public, OXELAËRE – Rue de la Drève

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte
PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 02 :

TRAVAUX ART 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 02/ 539**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : RAMERY

Agence Lille Métropole – Hainaut
1 bis, rue du Grand Logis
59840 Lompret

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer les travaux de façon à ce qu'ils soient achevés dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : RAMERY RESEAUX *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Landelin DEREL

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 20/11/2024

A : Lompret

Signature :

Ramery Réseaux
Agence Lille Métropole
rue du grand logis 59840 LOMPRET
Tél : 03.20.10.16.72 – Fax : 03.20.48.28.31
au capital de 300 000 € - RCS - 421 664 418

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 19/11/2024 à 08:37:25 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur le directeur
RAMERY Réseaux
1 Rue du Grand Logis
59840 Lompret

2022/03/LT02/BC/ 539

Nos références : MD/ NLN/JLC
Affaire suivie par Jean-Louis Cadart
Mèl : jlcadart@teflandre.fr

***OBJET** : Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte 2022/03/LOT02 « CENTRE DU TERRITOIRE »*
Bon de commande travaux ART 8 et rénovation de l'éclairage public

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les travaux, ci-après désignés :

OXELAËRE – Rue de la Drève
Travaux d'article 8 et rénovation de l'éclairage public

Je vous remercie de me transmettre l'accusé de réception à réception et le planning sous un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise :
RAMERY RESEAUX *... selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est :
Jean-Louis CADART

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier :
☐ *OUI* ☒ *NON*
(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 20/11/2024
A : Lompret
Signature :

Ramery Réseaux
Agence Lille Métropole
1 bis rue du grand logis 59840 LOMPRET
Tél : 03.20.16.16.72 – Fax : 03.20.48.28.31
SAS au capital de 300 000 € - RCS : 421 663 419

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 19/11/2024 à 08:37:24 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE-FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie
FLANDRE

ORDRE DE SERVICE ETUDE

OPERATION : Chantier ART 8 et rénovation de l'éclairage public, OXELAËRE – Rue de la Drève

Marché Travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte
PROCEDURE OUVERTE 2022/03 Lot 02 :

TRAVAUX ARTICLE 8 ET RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC.

Réf bon de commande : **2022/03/BC/LT 02/ 539**

MAÎTRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE : TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 Hazebrouck contact@teflandre.fr www.teflandre.fr

ENTREPRISE TITULAIRE : RAMERY

Agence Lille Métropole – Hainaut
1 bis, rue du Grand Logis
59840 Lompret

Objet de l'ordre de service :

Le titulaire est invité à commencer l'étude (ART R323.25) de façon à ce qu'elle soit achevée dans les délais fixés au marché.

L'entreprise devra transmettre un planning de travaux sous 2 semaines.

Pour le TE Flandre,
Signé électroniquement

L'entreprise accuse réception du Bon de commande repris en référence.

Les travaux seront réalisés(s) par l'entreprise : RAMERY RESEAUX *selon étude réalisé par le TE Flandre.*

Le chargé d'affaire désigné pour ce dossier est : Jordan CAPEL

Il est envisagé de sous-traiter une partie du chantier : ☐ *OUI* ☒ *NON*

(Si oui joindre un DC4 et les pièces afférentes au sous-traitant)

Date : 20/11/2024

A : Lompret

Signature :

Ramery Réseaux
Agence Lille Métropole
rue du grand logis 59840 LOMPRET
T : 03.20.10.16.72 – Fax : 03.28.48.28.31
SA au capital de 300 000 € - RCS - 421 684 418

Signature numérique de ARNAUD DEVILLEZ
Le 19/11/2024 à 08:37:23 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20241231-ART8_2024_OXELA-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de OXELAËRE
Travaux d'enfouissement des réseaux réalisés à OXELAËRE, Rue de la Drève

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par la délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 09/09/2024.

Et
La Commune de **OXELAËRE**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par la délibération du Conseil municipal en date du **11/07/2024**.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule
La Commune de **OXELAËRE** souhaite des travaux d'enfouissement et d'effacement des réseaux électriques basse tension, télécom numérique et éclairage public **Rue de la Drève.**

En vertu des statuts du TE Flandre et de la délibération du 28/09/2020 et du 27/09/2018 :
- Les services du TE Flandre assurent la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- La participation communale concernant la part basse tension est fixée à 100 % du montant HT,
- La participation communale concernant les travaux des réseaux télécom est fixée à 100% du montant HT,
- La participation communale concernant les travaux d'éclairage public est fixée à 100% du HT,

Article 1 : Objet
La Commune de **OXELAËRE** est redevable au TE Flandre des sommes prévisionnelles suivantes :

	Coût total prévisionnel des Travaux (en € HT)	*Coût total prévisionnel des Travaux (en € TTC)*	*Part à charge prévisionnelle de la commune 100% (en € HT)*
Réseau de distribution publique d'électricité	127 571,91 €	153 086,29 €	127 571,91 €
Réseau télécom numérique	35 784,72 €	42 941,66 €	35 784,72 €
Réseau et matériel éclairage public	44 039,32 €	52 847,18 €	44 039,32 €
TOTAL	**207 395,95 €**	**248 875,14 €**	**207 395,95 €**

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre les études et la réalisation fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).
La Commune a demandé à régler cette somme par fiscalisation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20241231-ART8_2024_OXELA-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Article 2 : Modalités de mise en œuvre
Les sommes seront fiscalisées, avec étalement, selon le tableau ci-après :

	Sommes dues
2025	41 479,19 €
2026	41 479,19 €
2027	41 479,19 €
2028	41 479,19 €
2029	41 479,19 €

Article 3 : Amortissement
Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier (EP et télécom) sur une durée de 15 ans. ENEDIS procédera à l'amortissement des travaux basse tension.

Article 4 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait le TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 5 : Litiges
Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 31/12/2024,

Le TE Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Maire de OXELAËRE,

MAIRIE D'OXELAERE 59670

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagt Dépse

N°658 020 458198 ACTEE + 5376,00

territoire d'énergie FLANDRE

Territoire d'Energie Flandre

2023-03-LT02-BC-00805

M2023-03-LT02 BC 805

Engag' Recette S2S

A l'attention de
ECOBAT

Nos références : MD/ NLN/GK
Affaire suivie par Grégoire KEDZIORA

*OBJET : Marché n° **2023/03 Lot 2 :** Réalisation d'audits dans le cadre du programme ACTEE sur le territoire de Flandre*

Eligible sous-programme Actee + CHENE saison 4

Bon de commande d'audit énergétique avec DPE

Monsieur le Directeur,

En application du marché qui vous lie avec le TE Flandre, je vous demande de bien vouloir réaliser les audits, ci-après désignés :

Salle de tennis
Complexe sportif Emile Dehouck Chemin Turck – 59850 NIEPPE

Surface estimée du Bâtiment : supérieur à 1500m²
Montant estimé de l'audit énergétique avec DPE : 4 480,00 € HT

Ce bon de commande tient lieu d'ordre de service.
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

L'entreprise ECOBAT accuse réception du bon de commande repris en référence.

Le chargé d'affaire pour ce dossier est : M. VANHOUTTE

Date : 21/01/2025

A : HAZEBROUCK

Signature : ECOBAT Ingénierie

A Hazebrouck,

le 20/01/2025

territoire d'énergie FLANDRE

Le Président
Michel Decool

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag° Recette

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME N°20 4582103 AG 13272,00

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

(Rg MANERGY D 374 M 11015U 28-10-25 pour 17 077,50 (16590,00 + 487,50))

Numéro : 24HFD0144

Intitulé du projet : Etude de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur sur la commune d'Estaires (59)

Décision de financement

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26-4 du code de l'environnement

ayant son siège social : **20, avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01**
inscrite au registre du commerce **d'Angers** sous le n° **385 290 309**
représentée par **Madame Patricia BLANC**
agissant en qualité de **Directrice générale déléguée**
désignée ci-après par **"l'ADEME"**

d'une part,

Et
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE, Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM)
HOTEL DE VILLE
PLACE DU GENERAL DE GAULLE
59190 HAZEBROUCK
N° SIRET : 20003689500015
Représentant : M. Michel DECOOL
agissant en qualité de Président

ci-après désigné(e) par **« le Bénéficiaire »**

d'autre part,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Vu les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration par délibération n°14-3-7 du 23/10/2014 modifiée (ci-après « les Règles générales ») et disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante www.ademe.fr,

Vu la demande d'aide présentée par le Bénéficiaire en date du 17/05/2024,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n°14-3-4 du 23 octobre 2014 modifiée relative au système d'aides à la réalisation,

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.111726, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE du 30 juin 2023 rectifié au JOUE du 31 août 2023,

Vu le Contrat de plan Etat -Région (CPER) Hauts-de-France 2021-2027,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Les termes employés dans les présentes avec une majuscule ont le sens défini aux Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

ARTICLE 1 - OBJET

La Décision de financement a pour objet de définir les caractéristiques de l'Opération envisagée et de fixer le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'Aide accordée au Bénéficiaire par l'ADEME.

ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION

L'Opération envisagée est la suivante : Etude de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur sur la commune d'Estaires (59)

2.1 Contexte

Située au sein de la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL), la commune d'Estaires (59) compte près de 6 500 habitants. Dans le cadre de la construction du plan d'action et de son Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET), la CCFL en partenariat avec le Territoire d'Energie Flandre ambitionne de développer l'usage et la diversification des énergies renouvelables.
La commune possède plusieurs équipements publics, parmi d'autres bâtiments consommateurs de chaleur. Dans la volonté d'optimiser les coûts de l'énergie et de réduire sa dépendance aux énergies fossiles, les élus envisagent la piste de la création d'un réseau de chaleur sur la commune.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2.2 Description

Pour définir la pertinence de mettre en place un réseau de chaleur sur son territoire, la commune d'Estaires veut réaliser une étude de faisabilité. L'étude portera sur l'implantation d'un réseau de chaleur urbain aux abords de la piscine intercommunale en vue de raccorder les bâtiments publics et privés situés à proximité. Il est envisagé que le périmètre du projet, en plus de la piscine, intègre un collège, un lycée ainsi que deux salles de sports communales.

Pour porter cette étude, la CCFL l'a confié au Territoire d'Energie Flandre, syndicat de communes compétent sur les volets énergie pour son territoire. Territoire d'Energie Flandre a retenu le bureau d'études ITHERM CONSEIL.
L'étude prévoit :

- Analyse de l'existant
- Comparaison des différentes solutions
- Analyse technique de la solution retenue
- Montage juridique et fiscal
- Planning de réalisation du projet

L'étude s'inscrira dans une démarche de type « EnRChoix », en privilégiant la sobriété, la mutualisation des moyens de production et la mobilisation de certaines Energies Renouvelables et de Récupération.

2.3 Objectifs et résultats attendus

La réalisation de l'étude devrait permettre de déterminer la possibilité de mettre en place un réseau de chaleur, le tracé le plus adéquat et le ou les sources d'énergie à mobiliser.
Indicateurs complémentaires de l'opération :

Indicateurs	Unité	Valeur
Emplois créés	ETP	0
Emplois maintenus	ETP	0,25
Nombre de personnes directement mobilisées (citoyens ou professionnels)	Personnes	5
Est-ce que le projet a été suivi/initié dans le cadre d'une dynamique territoriale reconnue (COT, COTTRI, Territoire d'Industrie, démonstrateur Rev3, CRTE ...) ?	Oui (laquelle) ou non	Non

ARTICLE 3 – DUREE CONTRACTUELLE DE L'OPERATION

3.1 La durée contractuelle de l'Opération ainsi envisagée sera de 12 mois à compter de la date de notification de la Décision de financement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

3.2 Conformément à l'article 2-1-2-2 des Règles générales, afin de permettre à l'ADEME de suivre le déroulement de l'Opération envisagée, le Bénéficiaire devra remettre à l'ADEME les documents indiqués ci-après.

Un Justificatif à remettre 45 jour(s) à partir de la date de notification du contrat contenant :
Le.s acte.s d'engagement signé.s relatif.s à l'opération (devis signé, commande et, ou marché notifié...)

Un Rapport final à remettre au plus tard le 10 septembre 2025 contenant :

- le rapport final en conformité avec le cahier des charges ;
- le tableau des indicateurs complémentaires présenté à l'article 2.3 ci-dessus mis à jour ;
- le plan de financement définitif de l'opération.

Le bénéficiaire déposera les rapports sur la plateforme www.agirpourlatransition.ademe.fr en se connectant à son compte (rubrique échéancier technique).

ARTICLE 4 – COUT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES

Le coût total prévisionnel de l'Opération est de 16 590,00 euros dont la répartition par poste de dépenses figure ci-après. Il est, le cas échéant, détaillé en annexe.

Pour Accompagnement de projet - Etude de faisabilité :

Détails des coûts exprimés en HTR **(Hors taxes récupérables auprès du Trésor public)**	**Coût total prévisionnel**	**Dépenses éligibles à justifier**
Autres dépenses de fonctionnement	16 590,00 €	16 590,00 €
TOTAL	16 590,00 €	16 590,00 €

Seules les dépenses réalisées entre la date de demande d'Aide (17/05/2024) et la date de fin de l'Opération sont éligibles à l'exception des dépenses liées à l'établissement du certificat de contrôle.

Les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME précisent les modifications possibles de la répartition prévisionnelle des dépenses éligibles entre les postes de dépenses.

ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE

L'Aide attribuée d'un montant maximum de 13 272,00 euros est calculée comme indiqué ci-après.

Pour Accompagnement de projet - Etude de faisabilité :

Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 80 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 13 272,00 euros.

L'Aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA en raison du non-assujettissement du Bénéficiaire à la TVA.

Au regard des informations portées à la connaissance de l'ADEME par le(s) Bénéficiaire(s) à la date de notification, le cumul des aides publiques autorisé par la réglementation applicable (nationale ou communautaire) est respecté. Les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME rappellent les obligations d'information de l'ADEME en cas d'obtention de nouveaux financements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT

Le montant fixé à l'article 5 ci-dessus sera versé au Bénéficiaire par l'ADEME selon les modalités ci-dessous.

N°	Echéance	% du montant de l'aide	Montant maximum du versement	Justificatif(s) à fournir
1	solde	100 %	13 272,00 €	- un état récapitulatif global des dépenses éligibles à justifier, certifié sincère par le représentant légal du Bénéficiaire ou son délégataire - un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - un certificat de contrôle établi et signé par un comptable public, un commissaire aux comptes ou un expert-comptable indépendant ou à défaut de certificat de contrôle, les copies des factures d'un montant supérieur ou égal à 500€ TTC ou toute autre pièce de valeur probante permettant de justifier les dépenses réalisées pour l'opération - le rapport final mentionné à l'article 3

L'Aide totale sera réajustée si le montant des dépenses éligibles réelles est inférieur au montant des dépenses éligibles prévisionnelles à justifier.

Cet ajustement se fera en appliquant aux dépenses éligibles réelles et justifiées, le(s) taux d'aide indiqué(s) à l'article 5.

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du Bénéficiaire.

ARTICLE 8 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION DES AIDES DE L'ADEME

Les Règles générales, visées ci-dessus, s'appliquent à la présente Décision de financement. Le Bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

ARTICLE 9 – PUBLICATION DES DONNÉES ESSENTIELLES

L'ADEME est tenue d'une obligation de publier les données considérées comme essentielles dans le cadre de la Décision de financement et conformément à l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mise à disposition des données essentielles des conventions de subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à garantir l'ADEME dans la réutilisation des documents et toute autre information et supports soumis aux droits d'auteur, qu'il a fait son affaire personnelle auprès du ou des auteurs titulaires des droits de propriété intellectuelle et/ou des droits à l'image sur leur propre création, des autorisations de réutilisation requises.

Conformément à l'article 2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, le Bénéficiaire s'engage à associer l'ADEME lors de la mise au point d'actions de communication et d'information du public (inauguration de l'installation, ...) et à mentionner dans tous les supports de communication l'ADEME comme partenaire en apposant sur chaque support de communication produit le logo de l'ADEME ou la mention : Opération réalisée avec le soutien financier de l'ADEME. Il fournira à l'ADEME les versions finalisées des supports avant leur réalisation, afin d'obtenir l'accord de l'ADEME au préalable.

Pour les investissements, le Bénéficiaire s'engage à poser un panneau sur le site de réalisation de l'Opération, portant le logo de l'ADEME et mentionnant son soutien financier.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la Décision de financement sont les suivantes :

- les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME susvisées
- la Décision de financement

A Angers,

Pour " l'ADEME "

Signé électroniquement par : Eric VIDALENC
Date de signature : 22/11/2024
Qualité : Directeur régional adjoint Hauts-de-France

Pour le représentant de l'Etat, en tant que délégué territorial de l'ADEME

Jean-Gabriel DELACROY

Certified by yousign

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

BON DE COMMANDE

Réf commande : 2025-02-03
Date de la commande : 03/02/2025

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle BP70189
59524 Hazebrouck

Réf. Client

Adresse de livraison

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Contact : MICHEL DECOOL, Président
Tél : 03.28.50.99.78 Fax :
Mél : mpietersoone@teflandre.fr

Fournisseur

SAS MANERGY
1 RUE SEJOURNE
94000 Créteil

Contact :
Tél : Fax :
Mél :

Objet : ETUDE FAISABILITE TECHNIQUE JURIDIQUE FINANCIERE RESEAU CHALEUR ESTAIRES CCFL DEVIS CC-MGY-24003339

Référence devis :
Demandeur :

Références obligatoires à rappeler

Budget : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
N° SIRET du budget : 20003689500015

N° d'engagement : 2025-02-03

Réf. fournisseur	Désignation	Quantité	P.U.	Remise %	Remise Montant	Taux TVA	Montant HT
	ETUDE FAISABILITE TECHNIQUE JURIDIQUE FINANCIERE RESEAU CHALEUR.	0,000	0,000 €	0,00	0,00 €	0,00	16 590,00 €

Observations

ETUDE FAISABILITE TECHNIQUE JURIDIQUE FINANCIERE RESEAU CHALEUR ESTAIRES CCFL DEVIS CC-MGY-24003339

Total H.T.	16 590,00 €
Total T.V.A.	- €
Total T.T.C.	**16 590,00 €**

Visa MICHEL DECOOL, Président

Règlement par mandat administratif
Pensez à fournir un RIB ou RIP, ainsi que votre numéro de SIRET, avec la facture

territoire d'énergie FLANDRE

BDC01

Page 1 sur 1

Collectivité ou établissement	Exercice	Service	Réf. Commande/ N° engagement	Code fournisseur	Date
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE 20003689			2025-02-03	MANERGY	03/02/2025

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

MANERGY

Proposition

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'HAZEBROUCK
PLACE GENERAL DE GAULLE - BP70189

59190
HAZEBROUCK

Code AFF : AF-003219
Nom d'affaire : Etude de faisabilité réseau de chaleur sur la ville d'ESTAIRES
Interlocuteur : CARRE Sylvie - sycarre@manergy.fr

Devis N°	Date	Validité	Client
CC-MGY-24003339	26/11/2024	26/12/2024	TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (C004443)

Désignation	Qté	P.U. HT	Montant HT	TVA
Réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière **Mise en place d'un réseau de chaleur pour les bâtiments suivants : piscine, collège, lycée et les 2 salles de sports**				
PHASE 1 : Analyse de l'existant	1,00	3 575,00	3 575,00	20
PHASE 2 : Comparaison des différentes solutions	1,00	2 650,00	2 650,00	20
PHASE 3 : Analyse technique de la solution retenue	1,00	500,00	500,00	20
PHASE 4 : Montage juridique et fiscal	1,00	4 275,00	4 275,00	20
PHASE 5 : Planning de réalisation du projet	1,00	2 825,00	2 825,00	20

Code	Base HT	Taux	Montant
20	13 825,00	20,00	2 765,00

Total HT	13 825,00 EUR
Net HT	**13 825,00 EUR**
Total TVA	2 765,00 EUR
Total TTC	16 590,00 EUR
NET A PAYER	**16 590,00 EUR**

Bon pour commande :
le :

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 01/12/2024 à 20:52:03 CET
SIDEN ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

BON DE COMMANDE

Réf commande : 2025-08-07

Date de la commande : 07/08/2025

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'Hazebrouck Place Gal de Gaulle BP70189
SIRET : 200 036 895 00015
59524 Hazebrouck

Ref. Client

Adresse de livraison

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
30 RUE WAREIN
59190 Hazebrouck

Contact : JEAN-LUC CLEENEWERCK, 1er VICE PRESIDENT
Tél : 03 28 50 99 78 Fax :
Mél : npietersoone@teflandre.fr

Fournisseur

SAS MANERGY
1 RUE SEJOURNE
94000 Créteil

Contact :
Tél : Fax :
Mél :

Objet : ETUDE FAISABILITE TECHNIQUE JURIDIQUE FINANCIERE RESEAU CHALEUR ESTAIRES CCFL DEVIS CC-MGY-25002977

Référence devis :

Demandeur :

Références obligatoires à rappeler

Budget : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
N° SIRET du budget : 20003689500015

N° d'engagement : 2025-08-07

Réf. fournisseur	Désignation	Quantité	P.U.	Remise %	Remise Montant	Taux TVA	Montant HT
	ETUDE FAISAB TECHN JURID FINANC RESEAU CHALEUR CC-MGY-25002977	0.000	0.000 €	0,00	0.00 €	0,00	487.50 €

Observations

ETUDE FAISABILITE TECHNIQUE JURIDIQUE FINANCIERE RESEAU CHALEUR ESTAIRES CCFL DEVIS CC-MGY-25002977

Total H.T.	487.50 €
Total T.V.A.	- €
Total T.T.C.	**487.50 €**

Règlement par mandat administratif
Pensez à fournir un RIB ou RIP, ainsi que votre numéro de SIRET, avec la facture

Visa JEAN-LUC CLEENEWERCK, 1er VICE PRESIDENT

territoire d'énergie FLANDRE

BDC01

Collectivité ou établissement	Exercice	Service	Réf. Commande N° engagement	Code fournisseur	Date
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE 20003689			2025-08-07	MANERGY	07/08/2025

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

MANERGY

Proposition

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
En Mairie d'HAZEBROUCK
PLACE GENERAL DE GAULLE - BP70189

59190 HAZEBROUCK

Code AFF : AF-004006
Nom d'affaire : Territoire d'Energie Flandre - Etude de faisabilité Réseau de chaleur sur la ville d'ESTAIRES
Libellé du devis : Complément à la mission Initiale d'étude de faisabilité sur le Territoire de la Ville d'Estaires
Interlocuteur : SICARD Louise - lsicard@manergy.fr

Devis N°	Date	Validité	Client
CC-MGY-25002977	07/07/2025	07/08/2025	TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (C004443)

Désignation	Qté	P.U. HT	Montant HT	TVA
Phase 1 - Reprise du bilan des besoins et recalcul du bilan de puissance	1,00	162,50	162,50	20
Phase 2 - Détermination des phasages possibles	1,00	81,25	81,25	20
Phase 2 - Détermination et prédimensionnement des matériels	1,00	81,25	81,25	20
Phase 2 - Travaux envisagés, planning, impacts, aspects réglementaires	1,00	81,25	81,25	20

Code	Base HT	Taux	Montant
20	406,25	20,00	81,25

Total HT	406,25 EUR
Net HT	**406,25 EUR**
Total TVA	81,25 EUR
Total TTC	487,50 EUR
NET A PAYER	**487,50 EUR**

Suite à un changement de positionnement de la Ville d'Estaires, il a été demandé à MANERGY, après le COPIL Intermédiaire, de réintégrer dans son étude des besoins les deux salles de sport de la Ville.

Bon pour commande :
le :

Signature :

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 07/08/2025 à 16:01:16 CEST TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 03/12/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20241202-DEC01122024-AU

d'énergie
FLANDRE

Décision du Président
Marché public
Réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière pour la CCFL

NOUS, PRESIDENT DU TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE.

Vu la délibération du Comité syndical du SIECF du 31 juillet 2020 relative à la délégation donnée au Président en ce qui concerne les marchés publics
Vu la délibération du Comité syndical du SIECF en date du 15 février 2024 relative à la présente mission
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 mars 2024
Considérant que le présent marché est d'une valeur inférieure à 40 000€ HT,
Considérant que l'offre de MANERGY répond en tout point au besoin du syndicat,

DECIDONS

ARTICLE 1

L'entreprise MANERGY, est chargée de la réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière pour un réseau de chaleur sur le territoire de la CCFL, pour un montant total de la prestation de 13 825,00 € HT.

ARTICLE 2

Ampliation de la présente décision :
Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE
Monsieur le Receveur Percepteur du TE FLANDRE.
Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE FLANDRE.

Fait à Hazebrouck,
Le Président du TE Flandre,

Michel DECOOL

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 01/12/2024 à 20:51:50 CET SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**DEC01122024**
Objet :	**Décision du Président : Marchés Publics - Réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière pour un réseau de chaleur sur le territoire de la CCFL - Entreprise MANERGY**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-12-02 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.1 - Marchés publics
Identifiant unique :	059-200036895-20241202-DEC01122024-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	1 Ko
Nom métier : 059-200036895-20241202-DEC01122024-AU-1-1_0.xml		
Document principal (Autre document)	application/pdf	218 Ko
Nom original : March__s Publics _ Etude R__seau de chaleur CCFL _ MANERGY.pdf		
Nom métier : 99_AU-059-200036895-20241202-DEC01122024-AU-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 décembre 2024 à 11h04min26s	Dépôt initial
En attente de transmission	3 décembre 2024 à 11h04min27s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	3 décembre 2024 à 11h04min27s	Transmis au MI
Acquittement reçu	3 décembre 2024 à 11h15min58s	Reçu par le MI le 2024-12-03

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 21/08/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250807-DEC07082025-AU

d'énergie
FLANDRE

Décision du Président
Marché public
Réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière pour la CCFL

NOUS, PRESIDENT DU TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE.

Vu la délibération du Comité syndical du SIECF du 31 juillet 2020 relative à la délégation donnée au Président en ce qui concerne les marchés publics
Vu la délibération du Comité syndical du SIECF en date du 15 février 2024 relative à la présente mission
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 mars 2024
Considérant que le présent marché est d'une valeur inférieure à 40 000€ HT,
Considérant que l'offre de MANERGY répond en tout point au besoin du syndicat,

DECIDONS

ARTICLE 1

L'entreprise MANERGY, est chargée de la réalisation d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière pour un réseau de chaleur sur le territoire de la CCFL. Il est décidé de signer le devis complémentaire à la mission initiale pour un montant de 406,25 €/HT.

ARTICLE 2

Ampliation de la présente décision :
Monsieur le Sous-Préfet de DUNKERQUE
Monsieur le Receveur Percepteur du TE FLANDRE.
Les services du Syndicat pour information du Comité syndical et insertion au registre des arrêtés et au recueil des actes administratifs du TE FLANDRE.

Fait à Hazebrouck,
Le Président du TE Flandre,

Michel DECOOL

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 07/08/2025 à 16:01:16 CEST
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**DEC07082025**
Objet :	**Décision du Président - MARCHES PUBLICS - Réalisation d?une étude de faisabilité technique, juridique et financière pour la CCFL - prestation complémentaire**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-08-07 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	1.1 - Marchés publics
Identifiant unique :	059-200036895-20250807-DEC07082025-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	980 o
Nom métier : 059-200036895-20250807-DEC07082025-AU-1-1_0.xml		
Document principal (Autre document)	application/pdf	224.9 Ko
Nom original : decisionduPresident_deviscomplementaire_sign__MD.pdf		
Nom métier : 99_AU-059-200036895-20250807-DEC07082025-AU-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 août 2025 à 15h03min54s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 août 2025 à 15h04min52s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 août 2025 à 15h05min53s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 août 2025 à 15h07min38s	Reçu par le MI le 2025-08-21

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 10/04/2024
Reçu en préfecture le 10/04/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240408-CONV08042024RC-CC

CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES FLANDRE LYS ET LE TE FLANDRE
Portant sur l'étude de faisabilité d'un réseau de chaleur urbain à Estaires

Entre :

La Communauté de communes Flandre Lys, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège social est situé 500 rue de la Lys à LA GORGUE (59253), représentée par Monsieur Jacques HURLUS, Président, dûment habilité aux présentes par une délibération du Conseil Communautaire du 14 mars 2024,

Ci-après dénommée le « CCFL », d'une part,

Et

Le Territoire d'Energie Flandre, syndicat de communes, dont le siège est situé en mairie d'Hazebrouck à HAZEBROUCK (59254) représenté par son Président M Michel DECOOL, dûment habilité aux présentes par une délibération du 15 février 2024,

Ci-après dénommé le « TE Flandre » ou le « Syndicat », d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en application de l'article 3 de la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur,

Vu l'article L2224-38 du Code général des collectivités territoriales donnant la compétence réseau de chaleur à la commune,

Vu le code de l'Energie notamment ses articles L712-1 et suivants et R712-1 et suivants portant sur le classement des réseaux de chaleur,

Vu le décret n° 2022-666 du 26 avril 2022 relatif au classement des réseaux de chaleur et de froid portant notamment sur les obligations actuelles et futures de raccordement au réseau de chaleur, sur les possibilités de développement du réseau de chaleur et sur l'utilisation future du réseau de gaz naturel existant,

Vu les statuts de la communauté de communes Flandre Lys,

Vu les statuts du TE Flandre et la compétence « réseau de chaleur »,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CCFL en date du 14 décembre 2018 initiant l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),

Considérant que l'élaboration de ce PCAET requiert un approfondissement de la réflexion d'implanter un réseau de chaleur urbain pour desservir la piscine communautaire l'Ondine, ainsi que d'autres bâtiments publics situés à proximité, en vue de réduire ses émissions de gaz à effet de serre,

Considérant qu'avant tout projet il convient de mandater un bureau d'études, chargé d'élaborer des hypothèses de raccordements, d'évolution des besoins et d'une évaluation du potentiel d'optimisation du réseau,

Considérant que ce projet d'étude peut bénéficier d'une aide de l'ADEME,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, de préciser les conditions de réalisation et de suivi de l'étude de faisabilité d'un Réseau de chaleur urbain (RCU) aux abords de la piscine intercommunale l'Ondine, située 2 rue de l'Ondine à Estaires, en vue de raccorder les bâtiments publics et privés situés à proximité.

L'étude portera notamment sur la faisabilité technique, juridique et financière du projet. Elle étudiera la situation actuelle, elle comparera les solutions techniques envisageables, le montage juridique et fiscal ainsi qu'un pré planning prévisionnel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 10/04/2024
Reçu en préfecture le 10/04/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240408-COFIV080420 24RC-CC

Elle étudiera toutes les sources possibles d'énergie pour la production de chaleur, [illegible] Elle étudiera enfin les éventuelles évolutions de répartition de compétences, de r[illegible] commune d'Estaires, la CCFL et le TE Flandre nécessaires à la création et à l'exploitation de ce RCU.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU TE FLANDRE

Le Syndicat se charge de :

- Déposer les dossiers de demande de subvention auprès de l'ADEME et autres partenaires éventuels,
- Recruter un cabinet d'étude dans le respect du code de la commande publique,
- Suivre l'élaboration de l'étude,
- Assumer l'exécution du marché public et les éventuels contentieux en découlant,
- Associer l'ensemble des partenaires publics et privés potentiellement raccordés au futur RCU.

Le Syndicat prendra à sa charge le coût de cette étude de faisabilité dont le montant maximum est de 40 000 euros.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CCFL

La CCFL se charge de :

- Fournir les éléments techniques, notamment ceux relatifs aux consommations d'énergie,
- Désigner un élu responsable du suivi qui travaillera en coordination avec le Syndicat.

La CCFL remboursera au TE Flandres le reste à charge de l'étude, subvention(s) déduite(s).

ARTICLE 4 : DUREE ET RESILIATION

La présente convention entrera en vigueur à sa signature.

Elle est conclue pour une durée de 3 ans. Son éventuelle prolongation se fera par voie d'avenant aux présentes.

Elle pourra être résiliée par délibération de la CCFL ou du Syndicat et par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et le respect d'un préavis de trois mois.

ARTICLE 5 : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation des parties.

ARTICLE 6 : CONTENTIEUX

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement avant de soumettre leur différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application des présentes sera porté devant le Tribunal administratif de Lille situé 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille.

Fait en deux exemplaires originaux à HAZEBROUCK, le 04 avril 2024.

Le Président de la CCFL,

Monsieur Jacques HURLUS

Le Président du TE

Monsieur Michel DECOOL

Territoire d'énergie
FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 20/01/2025
Reçu en préfecture le 20/01/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20241107-IRVE_KILLEM-CC

Engag' Recette

COMMUNE KILLEM

N° 23 758 13148 IRVE 102 3500,00

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de KILLEM
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025 – Parking rue Saint-Michel

MR 82312546 DC786 Engag' Dép^se N° 90

Entre

Le Territoire d'Energie Flandre, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 9 septembre 2024).

Et

La Commune de Killem, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 19 septembre 2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 9 septembre 2024 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de Killem, Parking rue Saint-Michel
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°09092024/D12 du 9 septembre 2024, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Mobilités innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)
- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de Killem

La commune de Killem souhaite que cette participation soit prise en charge par budgétisation sur l'année 2025.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 07/11/2024

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Pour la commune de Killem,

MAIRIE DE KILLEM 59

COMMUNE CAESTRE

Engagt Recette
N°24 758 13148 IRVE 102 3500,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 10/02/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250206-IRVE2025_CAEST-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de Caëstre Implantation de borne(s) IRVE Programme travaux 2025 – Parking de la Salle des Fêtes

MR 202312546 BC 809

Engagt Dépt N°91

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 5 février 2025.*

Et

*La **Commune de Caëstre,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 19 décembre 2024.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 5 février 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Caëstre, Parking de la Salle des Fêtes**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°05022025/D09 du 5 février 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de Caëstre

La commune de **Caëstre** souhaite que cette participation soit prise en charge par le budget communal 2025.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 06/02/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Caëstre,

MAIRIE DE CAESTRE (Nord)

Engag° Recette
N°32 7358 13148. IRVE 102 5500,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de WORMHOUT
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025 – Allée des Fleurs

HR 2023 12546 DC774

Engag° Dépe N° 87

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre,** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28 novembre 2024).*

Et

*La **Commune de Wormhout,** représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 10 octobre 2024.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 9 septembre 2024 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Wormhout, Allée des Fleurs**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°28112024/D20 du 28 novembre 2024, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 5 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de Wormhout

La commune de **Wormhout** souhaite que cette participation soit prise en charge par le budget 2025.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 02/12/2024

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Pour la commune de Wormhout,

MAIRIE DE WORMHOUT NORD

Pour le Maire,
Par délégation,
La Première adjointe

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PREFECTURE N° SS 512 1311 EPINVEST 306 19995300 Engag° Recette

Préfecture du Nord

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

FRANCE NATION VERTE
Agir • Mobiliser • Accélérer

LE FONDS VERT
pour l'accélération de la transition écologique dans les territoires

Arrêté préfectoral
portant attribution d'une subvention
au titre du fonds d'accélération de la transition écologique
dans les territoires (BOP 380) 2023

EJ n° 2104073355

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 modifiée portant loi de finances pour 2023 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

Vu le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 visé ci-dessus ;

Vu le budget opérationnel de programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » pour l'année 2023 ;

Vu la circulaire du 14 décembre 2022 relative au déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert) ;

Vu le dossier de demande de subvention du bénéficiaire déposé sur la plateforme « Démarches simplifiées » sous la référence **n°11 382 373** ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

ARRÊTE

Préambule

Le maître d'ouvrage : S.I.E.C.F (syndicat d'énergie des communes de Flandre)

Représentée par : M. DECOOL, son Président

N° SIREN : 200 036 895 00015

Statut : E.P.C.I (syndicat intercommunal à vocation multiple)

Coordonnées : SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE - HOTEL DE VILLE - PL DU GENERAL DE GAULLE - 59190 HAZEBROUCK

ci-après dénommée le bénéficiaire,

dispose d'un correspondant unique qui est le service instructeur suivant :

Sous-préfecture de DUNKERQUE
27 rue Thiers
59 086 DUNKERQUE Cedex
Tél. : 03.28.20.59.41/ 03.28.20.59.90
Mail : sylvie.lucidarme@nord.gouv.fr
christelle.delepouve@nord.gouv.fr

Article 1 – Objet :

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions du soutien de l'État à la réalisation de l'opération suivante :

«Intensification de la transition écologique en Flandre : dynamique de rénovation de l'éclairage public en LED »

conformément au contenu du dossier de demande de subvention.
Toute modification ultérieure concernant ces documents doit être communiquée au service indiqué en préambule qui prend les dispositions appropriées.

Article 2 – Durée et modalité d'exécution :

- Prise d'effet de l'arrêté :

L'arrêté prend effet à compter de sa notification.

Le bénéficiaire doit commencer l'opération au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la notification de l'arrêté et en informer par écrit le service mentionné en préambule.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf prorogation d'un maximum d'un an, octroyée par l'autorité administrative indiquée en préambule, et sur demande écrite justifiée du bénéficiaire antérieurement à l'expiration de ce délai.

- Exécution de l'opération :

La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération est fixée au **31/12/24.**

En cas d'abandon du projet, le bénéficiaire s'engage à informer sans délai et par écrit le service mentionné en préambule qui prendra toutes dispositions nécessaires.

Article 3 – Dispositions financières :

- Imputation budgétaire :

La subvention est imputée sur le programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ».

Code activité : 38 001 030 101

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Code activité : 38 001 030 101
Domaine fonctionnel : 0 380-01-03 rénovation éclairage public

- Montant :

Le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 199 953 € (cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent cinquante trois euros).

Le montant définitif est calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif est plafonné au montant prévisionnel.

- Taux :

Le montant prévisionnel correspond à un taux d'aide de 5,01% du montant prévisionnel de l'action qui s'élève à 3 988 700 €.

Article 4 – Modalités de paiement :

Sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, le paiement des sommes dues au titre du présent arrêté est effectué comme suit :

- Une avance représentant 30 % du montant maximum prévisionnel de l'aide peut être versée lors du commencement d'exécution du projet, sur présentation par le bénéficiaire d'une attestation mentionnant la date de commencement d'exécution des travaux ou d'un ordre de services aux entreprises ;
- Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet, sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention, sur présentation des factures acquittées et d'un état récapitulatif détaillé, daté, certifié exact et visé ;
- Le solde, calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel de l'aide, déduction faite des acomptes versés, est payé sur production par le bénéficiaire, dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du présent arrêté fixé à l'article 2, d'une déclaration d'achèvement de l'opération, d'un rapport final d'exécution qualitatif, de la justification des dépenses encourues pour la totalité des dépenses éligibles (sous forme d'un état récapitulatif définitif daté et certifié exact, accompagné de la copie des factures acquittées non encore produites et non présentées au moment des acomptes), et d'un état des aides publiques perçues et de leur montant.

L'ensemble des factures et autres justificatifs doit être établi au nom du bénéficiaire.

Tous les versements sont effectués au vu d'un certificat administratif établi par l'ordonnateur ;

Ordonnateur : le préfet du département du Nord

Comptable assignataire : le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France

Article 5 – Contrôle et tenue d'une comptabilité séparée :

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièce et sur place effectué par le service mentionné en préambule ou par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspections et de contrôle.
Il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et, le cas échéant prévu par les textes en vigueur, à désigner en qualité de commissaire aux comptes un expert comptable ou un comptable agréé.
Le service mentionné en préambule se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire au suivi et contrôle du projet.

Article 6 – Remboursement, reversement et résiliation :

Le service mentionné en préambule est habilité à mettre fin au présent arrêté et à exiger le reversement partiel ou total des sommes versées dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions du présent arrêté et en particulier non-exécution partielle ou totale des missions du bénéficiaire ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation des fonds versés par l'État ;
- utilisation des fonds pour une destination non conforme à ses attributions légales.

Article 7 – Publicité :

Conformément aux dispositions du décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 susvisé, le bénéficiaire s'engage à publier le plan de financement de l'opération, faisant apparaître la participation de l'État à sa réalisation au titre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (affichage au siège de la collectivité et mise en ligne sur le site internet si celui-ci existe). Le bénéficiaire s'engage également à afficher, de façon visible et explicite, le plan de financement sur le lieu des travaux, pendant toute la réalisation de l'opération.

À l'issue de la réalisation de l'opération, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logotype de l'État au titre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, en tant que personne publique ayant subventionné le projet.

Article 8 – Litiges :

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex – lequel peut être saisi via www.telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 9 – Exécution :

La secrétaire générale et le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté attributif de subvention.

Lille, le 06 JUIL. 2023

Georges-François LECLERC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie

Monsieur le Préfet des Hauts-de-France
Affaire suivie par Mme Sylvie LUCIDARME
Bureau du Développement Local
SOUS PREFECTURE DE DUNKERQUE
27 rue Thiers
59386 DUNKERQUE

Nos réf : MD/NLN/EB 2023 1166
Affaire suivie par Emilie Beauvarlet - Directrice Adjointe
Mél : ebeauvarlet_siecf@ville-hazebrouck.fr

OBJET : Fonds Vert - arrêté EJ n° 2104073355 du 6 juillet 2023

Intensification de la transition énergétique en Flandre : dynamique de rénovation de l'éclairage public en LED afin d'éclairer mieux, moins cher, plus juste et en sécurité

Demande d'avance

Monsieur le Préfet,

Par arrêté EJ n°2104073355 en date du 16 juillet 2023, vous nous avez apporté votre soutien financier au titre de l'appel à projets Fonds Vert, pour intensifier la transition énergétique en Flandre - programme de rénovation de l'éclairage public en LED sur le territoire du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, pour un montant de 199 953€, représentant 5,01 % du coût de l'opération.

Conformément à l'article 4 dudit arrêté, j'ai l'honneur de vous solliciter pour le versement d'une avance de 30 % soit la somme de 59 985,90€.

Je vous remercie très sincèrement pour l'aide que vous nous apportez dans la réalisation de ces travaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Fait à Hazebrouck,
Le Président du SIECF TE Flandre,
Michel DECOOL

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 28/07/2023 à 11:08:53 CEST SI D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du SIECF : Mairie d'HAZEBROUCK
Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Téléphone : 03.28.43.44.45
siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID 059-200036895-20251030-AV2_ART8_CASSEL-CC

COMMUNE CASSEL N° 77 758 13148 ELEC 78 36894,38 / 40816,88
758 13148 TELEGM 78 3922,50
territoire d'énergie FLANDRE

Engag' Recette

M2022-03-LT02BC660

Engag' Dép° N° 96 et 97

Avenant 1 à la convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune CASSEL

Travaux d'enfouissement des réseaux réalisés à CASSEL, Rue de BERGUES

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par la délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28/11/2024.

Et

La Commune de CASSEL, représentée par son Maire, habilité aux présentes par la délibération du Conseil municipal en date du 05/12/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule
La Commune de CASSEL souhaite des travaux d'enfouissement et d'effacement des réseaux électriques basse tension, télécom numérique et éclairage public rue de Bergues.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence AODE électricité, il est précisé que ce chantier entre dans les critères des travaux définis à l'Article 8 du traité de concession. Ce chantier comporte de la résorption de fils nus.

En vertu des statuts du TE Flandre et de la délibération du 28/09/2020 et du 27/09/2018 :
- Les services du TE Flandre assurent la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- Le TE Flandre prend à sa charge les frais d'études et le contrôle technique d'ouvrage (CTO),
- La participation communale concernant la part basse tension est fixée à 30 % du montant HT car le chantier comporte plus de 70% de fils nus,
- La participation communale concernant les travaux des réseaux télécom est fixée à 100% du montant TTC,

Article 1 : Objet
La Commune de CASSEL est redevable au TE Flandre des sommes prévisionnelles suivantes :

	Coût total prévisionnel des Travaux (en € HT)	*Coût total prévisionnel des Travaux (en € TTC)*	*Part à charge prévisionnelle de la commune 30% **SUR LA BASSE TENSION** (en € HT)*
Réseau de distribution publique d'électricité	122 981,27 €	147 577,52 €	36 894,38 €
Réseau télécom numérique	3 922,50 €	4 707,00 €	3 922,50 €
TOTAL	**126 903,77 €**	**152 284,52 €**	**40 816,88 €**

Article 2 : Modalités de mise en œuvre
La somme sera budgétisée sur l'année. Le TE Flandre adressera un titre de recette à la commune. La commune s'engage à mandater la somme dans les meilleurs délais.
La somme sera budgétisée, sans étalement, selon le tableau ci-après :

Année	Sommes dues
2025	40 816,88 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20251030-AV2_ART8_CASSEL-CC

territoire d'énergie

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention initiale du 31/12/2024 restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 30/10/2025.

Le TE Flandre,

territoire d'énergie

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de CASSEL,

Dominique Joly

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**AV2_ART8_CASSEL**
Objet :	**Avenant 1 à la convention d'organisation temporaire de la maîtrise d'ouvrage initiale du 20/12/24 - Rue de Bergues à CASSEL - Effacement et enfouissement des réseaux basse tension, Télécom, éclairage public**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-10-30 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20251030-AV2_ART8_CASSEL-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20251030-AV2_ART8_CASSEL-CC-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Document contractuel) Nom original : AVENANT 1 CASSEL ART8 RUE DE BERGUES.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20251030-AV2_ART8_CASSEL-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	573 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	1 décembre 2025 à 10h47min02s	Dépôt initial
En attente de transmission	1 décembre 2025 à 10h47min04s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	1 décembre 2025 à 10h47min04s	Transmis au MI
Acquittement reçu	1 décembre 2025 à 10h47min23s	Reçu par le MI le 2025-12-01

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20241231-ART8_2025_CASSE-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune CASSEL

Travaux d'enfouissement des réseaux réalisés à CASSEL, Rue de BERGUES

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par la délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28/11/2024.

Et

La Commune de CASSEL, représentée par son Maire, habilité aux présentes par la délibération du Conseil municipal en date du 05/12/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule
La Commune de CASSEL souhaite des travaux d'enfouissement et d'effacement des réseaux électriques basse tension, télécom numérique et éclairage public rue de Bergues.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence AODE électricité, il est précisé que ce chantier entre dans les critères des travaux définis à l'Article 8 du traité de concession. Ce chantier comporte de la résorption de fils nus.

En vertu des statuts du TE Flandre et de la délibération du 28/09/2020 et du 27/09/2018 :
- Les services du TE Flandre assurent la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- Le TE Flandre prend à sa charge les frais d'études et le contrôle technique d'ouvrage (CTO),
- La participation communale concernant la part basse tension est fixée à 30 % du montant HT car le chantier comporte plus de 70% de fils nus,
- La participation communale concernant les travaux des réseaux télécom est fixée à 100% du montant TTC,

Article 1 : Objet
La Commune de CASSEL est redevable au TE Flandre des sommes prévisionnelles suivantes :

	Coût total prévisionnel des Travaux (en € HT)	*Coût total prévisionnel des Travaux (en € TTC)*	*Part à charge prévisionnelle de la commune 30% **SUR LA BASSE TENSION** (en € HT)*
Réseau de distribution publique d'électricité	125 253,83 €	150 304,60 €	37 576,15 €
Réseau télécom numérique	6 289,92 €	7 547,90 €	6 289,92 €
TOTAL	131 543,75 €	157 852,50 €	43 866,07 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre les études et la réalisation fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).
La Commune a demandé à régler cette somme par budgétisation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20241231-ART8_2025_CASSE-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Article 2 : Modalités de mise en œuvre
La somme sera budgétisée sur l'année. Le TE Flandre adressera un titre de recette à la commune. La commune s'engage à mandater la somme dans les meilleurs délais.
La somme sera budgétisée, sans étalement, selon le tableau ci-après :

Année	Sommes dues
2025	43 866,07 €

Article 3 : Amortissement
Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier (télécom) sur une durée de 15 ans. ENEDIS procédera à l'amortissement des travaux basse tension.

Article 4 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait le TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 5 : Litiges
Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 31/12/2024,

Le TE Flandre, Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Le Maire de CASSEL,

VILLE DE CASSEL (NORD)

Dominique JOLY

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Engag° Recette

COMMUNE BERTHEN

N° 48 S12 13148 EP INVEST 78 127 194,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250411-AV1_EP2025_BERT-CC

M 2024-02-LT02 BC 596 Engag° Dépse N° 33

Avenant 1 à la convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de BERTHEN

Travaux réalisés à BERTHEN par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre, en date du 28/11/2024.

Et
La **Commune de BERTHEN,** représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 14/09/2024.

Il est convenu ce qui suit :
Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,

Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **BERTHEN**, création d'un feu tricolore,

- RD10 Lotissement.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux : 27 194 € HT, soit 32 632,80 € TTC dont la somme prévisionnelle de 1 382,40 € HT pour le raccordement ENEDIS.

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 27 194 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 5 438,80 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2

Les autres dispositions de la convention initiale du 14/02/2025 restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 11/04/2025.

Le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Territoire d'énergie

Le Maire de BERTHEN,

MAIRIE de BERTHEN (Nord)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250214-EP2025_BERTHEN-CC

territoire d'énergie

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de BERTHEN

Travaux réalisés à BERTHEN par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre, en date du 28/11/2024.

Et
La Commune de BERTHEN, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 14/03/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,

Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de BERTHEN, création d'un feu tricolore,

- **RD10 Lotissement.**

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux : 27 137,60 € HT, soit 32 565,12 € TTC dont la somme prévisionnelle de 1 326 € HT pour le raccordement ENEDIS.

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 27 137,60 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 5 427,52 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de BERTHEN
La Commune de BERTHEN souhaite que cette participation soit *budgétisée* sur l'année 2025.
Le TE Flandre adressera un titre à la Commune de BERTHEN.
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Article 3 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges
Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 14/02/2025.

Le TE Flandre,

territoire d'énergie
FLANDRE
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de BERTHEN,

MAIRIE de BERTHEN (Nord)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250728-ART8_2025_ESTAI-CC

COMMUNE ESTAIRES Engag° Recette N°83 7458 13148 ELEc 78 27067,68 ANNEE 2025

territoire d'énergie FLANDRE

M 822-03-1503 BC-189 Engag° Rép N° 167 et 168

Convention entre le TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (TE Flandre) et la Commune d'ESTAIRES

Travaux d'enfouissement des réseaux réalisés à Estaires

Entre
Le Territoire D'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par la délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 28/11/2024.

Et

La Commune de ESTAIRES, représentée par son Maire, habilité aux présentes par la délibération du Conseil municipal en date du 11/12/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule
La Commune de ESTAIRES souhaite des travaux d'enfouissement et d'effacement des réseaux électriques basse tension, télécom numérique et éclairage public Rue du Président Kennedy, rue de Merville, rue Jules Ferry et rue du Quai.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence AODE électricité, il est précisé que ce chantier entre dans les critères des travaux définis à l'Article 8 du traité de concession. Ce chantier comporte de la résorption de fils nus.

En vertu des statuts du TE Flandre et de la délibération du 28/09/2020 et du 27/09/2018 :
- Les services du TE Flandre assurent la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage des travaux,
- Le TE Flandre prend à sa charge les frais d'études, le SPS et le contrôle technique d'ouvrage (CTO),
- La participation communale concernant la part basse tension est fixée à 30 % du montant HT car le chantier comporte plus de 70% de fil nu.
- La participation communale concernant les travaux des réseaux télécom est fixée à 100% du montant HT,

Article 1 : Objet
La Commune de ESTAIRES est redevable au TE Flandre des sommes prévisionnelles suivantes :

	Coût total prévisionnel des Travaux (en € HT)	*Coût total prévisionnel des Travaux (en € TTC)*	*Part à charge prévisionnelle de la commune 30% SUR LA BASSE TENSION (en € HT)*
Réseau de distribution publique d'électricité	406 901 €	488 281,20 €	113 756,40 €
Réseau télécom numérique	23 189 €	27 826,80 €	27 826,80 €
TOTAL	430 090 €	516 108 €	135 338,40 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre les études et la réalisation fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).
La Commune a demandé à régler cette somme par budgétisation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250728-ART8_2025_ESTAI-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Article 2 : Modalités de mise en œuvre
Les sommes seront budgétisées sur 5 ans. Le TE Flandre adressera un titre de recette, chaque année, à la commune. La commune s'engage à mandater la somme dans les meilleurs délais.
Les sommes seront budgétisées, avec étalement, selon le tableau ci-après :

Année	Sommes dues
2025	27 067,68 €
2026	27 067,68 €
2027	27 067,68 €
2028	27 067,68 €
2029	27 067,68 €

Article 3 : Amortissement
Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier (télécom) sur une durée de 15 ans. ENEDIS procédera à l'amortissement des travaux basse tension.

Article 4 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait le TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 5 : Litiges
Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.
Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 28/07/2025,

Le TE Flandre,
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Le Maire de Estaires,
Dorothée BERTRAND

MAIRIE D'ESTAIRES (NORD)

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck – BP 70189 – 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein – 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 433 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engagé Recette

B134 T299 du 10-10-25

EG CO2 (ADVENIR) N°84 758 1388 IRVE 102 43199,00 € 4000,00 = 39199,00

ADVENIR (ECO CO2) - CEE IRVE

N° dossier	Communes (& adresses) concernées	Coût total valorisable en CEE
673928	HAVERSKERQUE - PLACE AUGUSTIN VANDAELE	4 000,00 €
673893	MERVILLE - 115 RUE D'AIRE	4 000,00 €
673891	MERVILLE - 8 RUE ABBE WAREIN	4 000,00 €
673889	LESTREM - 1902 RUE DELFLIE	4 000,00 €
673854	LESTREM - 6 PLACE DE LA FOSSÉ	4 000,00 €
673819	LAVENTIE - 199 AVENUE HENRI PUCHOIS	4 000,00 €
673783	LA GORGUE - 21 RUE DU 8 MAI	4 000,00 €
673717	LA GORGUE - 119 RUE DE BETHUNE	3 000,00 €
673684	FLEURBAIX - 10 rue du Quesne	4 000,00 €
673519	ST PIERRE BROUCK - 98 rue de la bistade	4 000,00 €
673518	WEST CAPPEL - 116 route de l'Yser	4 000,00 €
673484	HAZEBROUCK - 10 rue biebuyck (parking HDV)	4 000,00 €
673481	HAZEBROUCK - 48 rue de la sous préfecture	1 000,00 €
673480	RUBROUCK - 60 contour de l'église	4 000,00 €
673479	EBBLINGHEM - 184 rue de l'église	4 000,00 €
673446	WORMHOUT - allée des fleurs	4 000,00 €
673413	CROCHTE - rue mulle straete	4 000,00 €
673379	HAZEBROUCK - parvis sacré coeur	8 000,00 €
673346	OUDEZEELE - 118 rue de la forge	4 000,00 €
673345	CAESTRE - 4 béguinage des 3 vierges	4 000,00 €
673344	BAMBECQUE - 2 rue des ifs	4 000,00 €
673311	HERZEELE - 94 La Place	4 000,00 €
673310	WALLON CAPPEL - 108 RUE DU COVOET	4 000,00 €
673276	KILLEM - 5180 RUE SAINT MICHEL	4 000,00 €
651432	STRAZEELE - CACF POLE GARE	2 600,00 €
641942	WORMHOUT - parking de gaulle	1 300,00 €
641912	WORMHOUT - parking SDF	1 300,00 €
641909	WORMHOUT - parking Deldicque	1 300,00 €
641842	WINNEZEELE - rue des abbès persyn	1 300,00 €
641749	EBBLINGHEM - RUE DE LA GARE	2 199,00 €
641748	OXELAERE - RTE DE ST OMER	2 600,00 €
641735	FLETRE - contour de l'Église	2 600,00 €
569490	STEENVOORDE - rue de Watou (parking jardins familiaux)	4 000,00 €
	TOTAL	**43 199,00 €**

Engagé Recette

CRCF N°85 758 4582108 IRVE 102 18416,38

Engagé Dépôt N°230

HR 82312546 BC 814

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20250825-AVCACF_STRAZ-CC

territoire d'énergie FLANDRE

CŒUR DE FLANDRE AGGLO

(Rg Enedis 691,20 € B 372 M1099 28-10-25 et B 142 T 311 28-10-25)

N°CONV AGGLO : 2025/194

Avenant à la Convention d'Entente Cœur de Flandre Agglo (ex CCFI) / Territoire d'Energie Flandre (ex SIECF) signée le 22/01/2018

Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques

Pôle Gare de Strazeele

Entre,

La Communauté d'Agglomération Cœur de Flandre (Cœur de Flandre Agglo), représentée par M Philippe GRIMBER, Vice-Président en charge des infrastructures, autorisé aux présentes par une décision n°2025/111 en date du 11/08/2025.

Et

Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par M Michel DECOOL, Président, autorisé aux présentes par une délibération en date du 28/11/2024.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 02/09/2025
Reçu en préfecture le 02/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250825-AVCACF_STRAZ-CC

Article 1 : Travaux objet du présent avenant

Le TE Flandre assurera la maitrise d'ouvrage déléguée à l'implantation de 2 bornes de recharge pour véhicules électriques :

- STRAZEELE - Pôle Gare

Le montant prévisionnel du chantier sous maitrise d'ouvrage TE Flandre à charge de la CA Cœur de Flandre est estimé à :

- 18 416.38 €TTC (ou 15 346.98 €HT) pour la fourniture et pose des 2 bornes E-SMART 1 PDC
- 691.20 €TTC (ou 576.00 €HT) pour le raccordement électrique des bornes

Soit un total de 19 107.58 €TTC (ou 15 922.98 €HT)

La CA Cœur de Flandre s'engage à verser les sommes dues au TE Flandre dès réception du titre de recette.

Article 2 : Certificats d'Economies d'Energie (CEE)

La CA cœur de Flandre cède au TE Flandre l'ensemble des CEE générés par ce projet.
Le TE Flandre les valorisera et en sera le seul bénéficiaire.

Article 3 : Litiges

En cas de litige dans le cadre de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.
Le cas échéant, le litige devra être porté devant la juridiction administrative.

A Hazebrouck,

Pour la CA Cœur de Flandre	Pour le TE Flandre
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CŒUR DE FLANDRE	territoire d'énergie FLANDRE Le Président Michel Decool

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**AVCACF_STRAZ**
Objet :	**Avenant à la convention d'Entente Coeur de Flandre Agglo (ex CCFI) / TE Flandre (ex SIECF) signée le 22/01/2018 - Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques Pôle Gare de STRAZEELE**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-08-25 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20250825-AVCACF_STRAZ-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20250825-AVCACF_STRAZ-CC-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Document contractuel) Nom original : Avenant convention Entente 2018 _ Pole gare Strazeele.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20250825-AVCACF_STRAZ-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	195.4 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	2 septembre 2025 à 14h17min00s	Dépôt initial
En attente de transmission	2 septembre 2025 à 14h17min01s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	2 septembre 2025 à 14h17min01s	Transmis au MI
Acquittement reçu	2 septembre 2025 à 14h17min20s	Reçu par le MI le 2025-09-02

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 13/02/2018
Reçu en préfecture le 13/02/2018
Affiché le
ID : 059-200036895-20180122-CONV_CCFI220118-CC

Convention pour le déploiement de bornes de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables

Entre,

- Le SIECF représenté par Michel DECOOL dûment autorisé par délibération du comité en date du 05/12/2017

d'une part,

Et

- La Communauté de Communes de Flandre Intérieure (CCFI) représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BATAILLE, dûment autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2017

d'autre part.

Étant exposé que :

La CCFI souhaite l'installation de bornes et une mise en cohérence de l'implantation de ces bornes par rapport aux projets de développement des transports (poles gare et aires de covoiturages notamment) ainsi qu'aux projets de développement des zones d'activités,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

Dans l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de préserver la qualité de l'air, le SIECF et la CCFI soutiennent le développement de la mobilité électrique et veulent mettre en place des bornes de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables assurant un maillage du territoire.

Dans le cadre de l'entente constituée entre le SIECF et la CCFI, il est convenu que la CCFI confie au SIECF l'installation et l'exploitation de bornes de recharge des véhicules électriques dans les conditions définies ci-après.

Le SIECF disposera de marchés pour mettre en place des bornes, les exploiter et les superviser et mettra en place des accords d'itinérance avec différents opérateurs permettant l'interopérabilité de ces bornes pour les utilisateurs français et européens. Pour la réussite du maillage en Flandre, il est important que ces bornes soient harmonisées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 13/02/2018
Reçu en préfecture le 13/02/2018
Affiché le
ID : 059-200036895-20180122-CONV_CCFI220118-CC

Article 2 – Description des prestations

Le SIECF réalisera pour le compte de la CCFI les prestations suivantes :

- Installation de bornes de 3 à 22kW type normale accélérée comprenant la fourniture et la pose de ces bornes, la signalisation et le raccordement électrique
- Mise en service de la borne existante à Bailleul Pole gare, borne installée par la CCFI
- Maintenance supervision et monétique de ces bornes

Article 3 – Aspects financiers

Le SIECF répercutera à la CCFI les dépenses des travaux et prestations issues des marchés.

Investissement :

L'investissement pour l'installation des bornes sera réalisé par le SIECF sous mandat de maitrise d'ouvrage pour le compte de la CCFI.

Maintenance et supervision :

La maintenance, supervision de ces bornes ainsi que les achats d'électricité sont pris en charge par le SIECF et répercutées annuellement à la CCFI.

Le cas échéant, les recettes des usagers des bornes seront percues par le SIECF et reversées intégralement à la CCFI (sous forme d'un état annuel récapitulatif des dépenses et recettes). Il est précisé que conformément à une délibération du Comité du SIECF en date du 5 décembre 2017, les bornes sont à titre provisoire gratuites pour les usagers.

Subventions:

Le SIECF se charge de solliciter les subventions pour le programme de déploiements IRVE en Flandre, il remboursera le cas échéant à la CCFI les sommes perçues.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 13/02/2018
Affiché le
ID : 059-200036895-20180122-CONV_CCFI220118-CC

Article 4 – Durée de la Convention

La convention est conclue pour une durée illimitée.

Elle pourra être dénoncée par délibérations conjointes des parties signataires.

Article 5 – Dispositions diverses

La maintenance supervision annuelle assurée par le SIECF ne comprend pas dans les prix de base annoncés les réparations diverses et à entreprendre pour pallier à des défaillances de composants des bornes, d'actes de vandalisme, des dégâts liés à la foudre ou autres surcharges électriques, ni le renouvellement le cas échéant de l'ensemble ou partie du matériel posé.

Ces prestations supplémentaires pourront être réalisées par le SIECF et ses entreprises après acceptation de la CCFI et feront l'objet d'un remboursement au SIECF.

Fait à Hazebrouck, le 22/01/2018

Le Président du SIECF

Communes de Flandre
S.I.E.C.F.
Hazebrouck

Le Président de la CCFI

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Tiers de télétransmission multiprotocole

HELIOS : comptabilité publique

ACTES : contrôle de légalité

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre

Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction:	Transmission d'actes
	Nature de l'acte:	Contrats, conventions et avenants
	Numéro de l'acte:	CONV_CCFI220118
	Date de la décision:	2018-01-22 00:00:00+01
	Objet:	Convention pour le dépoliement de bornes de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables
	Documents papiers complémentaires:	NON
	Classification matières/sous-matières:	8.4
	Identifiant unique:	059-200036895-20180122-CONV_CCFI220118-CC
	URL d'archivage:	Non définie
	Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
059-200036895-20180122-CONV_CCFI220118-CC-1-1_0.xml	text/xml	936
nom de original:		
Conv Bornes CCFI.pdf	application/pdf	639610
nom de métier:		
99_CO-059-200036895-20180122-CONV_CCFI220118-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	639610

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	13 février 2018 à 08h54min31s	Dépôt initial
	En attente de transmission	13 février 2018 à 08h54min34s	Accepté par le TdT : validation OK
	Transmis	13 février 2018 à 08h54min41s	Transmis au MI
	Acquittement reçu	13 février 2018 à 09h05min09s	Reçu par le MI le 2018-02-13

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 12/11/2025
Reçu en préfecture le 12/11/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC

Engag. Recette

COMMUNE BLARINGHEM N°86 758 4582107 OMBRIERE 102 215302,8
N°87 758 4582107 OMBRIERE 102 89,10
N° 88 758 4582107 OMBRIERE 102 810,162
N°143 758 4582107 OMBRIERE 102 672900
N°103 758 [illegible] 300,00

M2025-02

Engag: Dep=230-263-270-355

Ville de Blaringhem

territoire d'énergie
FLANDRE

(Rq 758 74748 OMBRIERE 102 3009,00)

AVENANT 1

CONVENTION DE MANDAT

POUR LA REALISATION DE TRAVAUX

D'OMBRIERES SOLAIRES

A BLARINGHEM

Entre les soussignés :

La Commune de **Blaringhem** mandante, représentée par M. Régis DUQUENOY, Maire agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 2 décembre 2024 déposée en Préfecture le 5 décembre 2024.

d'une part,

Le **Territoire d'Energie Flandre,** Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 15 février 2024 selon les statuts en vigueur.

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit

RD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 12/11/2025
Reçu en préfecture le 12/11/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC

ARTICLE 1ER - OBJET

Par délibération en date du 2 décembre 2024 déposée en Préfecture le 5 décembre 2024, la Commune de Blaringhem a décidé de réaliser des travaux d'ombrières solaires sur le parking de l'école Lino Ventura, sentier de l'école à Blaringhem (59173).

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la Commune dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi définis, qu'il accepte.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Commune ou le Syndicat estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le Syndicat puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le Syndicat s'engage à mettre les ouvrages à la disposition de la Commune au plus tard à l'expiration du délai fixé dans le marché et les ordres de service Travaux.
Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le Syndicat ne pourra être tenu pour responsable.

Désignation	Montant en €HT	Montant en €TTC
Travaux d'ombrière solaire	179 418.56	215 302.27
Frais de coordination SPS	742.50	891.00
Frais de bureau de contrôle	1 350.00	1 620.00
Frais d'Etude de Sol	5 600.00	6 720.00
Frais de gestion forfaitaire par le TE Flandre	3 000	3 000
Total	190 111.06	227 533,27

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES

Les autres dispositions prévues dans la convention du 27/05/2025 restent inchangées.

RD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC

Fait à Hazebrouck, le 04/11/2025

Pour le Mandataire,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie
FLANDRE

Pour la Commune,

Le Maire, Régis Dupuyerou

MAIRIE de BLARINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC

Accompagnement des communes dans le cadre de la réalisation d'ombrières solaires (travaux d'investissement)

ANNEXE à la délibération
Procédure

- La Commune / collectivité sollicite les services du syndicat par une demande écrite en précisant le terrain concerné par la demande, le ou les sports pratiqués, le niveau sportif de / des équipes

- Les équipes techniques du Syndicat étudient la faisabilité technique et chiffrent le projet

- Par délibération, la Commune / collectivité :
    - Valide le projet de travaux d'Eclairage Sportif et demande au Siecf Te Flandre programmer et réaliser ces travaux
    - Accepte la proposition financière du Syndicat d'Energie et approuve le plan de financement prévisionnel relatif aux travaux
    - Acte que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction de l'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux
    - S'engage à respecter les conditions fixées dans la convention notamment quant au versement de sa participation pour les travaux.
    - Inscrit au budget communal de l'année 20....., les sommes qui seront dues au Syndicat d'énergie, selon le plan de financement prévisionnel :
        - En section d'investissement, à l'article 21534, les dépenses afférentes aux travaux ... € (pas d'étalement / pas de fiscalisation)
        - En section de fonctionnement, à l'article 62878 ou 21534, les dépenses relatives aux frais de gestion fixés forfaitairement
    - Autorise le Maire / le Président à signer la convention de mandat

- Le syndicat se charge de passer les marchés de travaux, prépare, suit et réceptionne les travaux. La Commune est associée à tous les stades du projet
- Le Syndicat sollicite les subventions éventuelles, elles seront déduites du reste à charge communal.

Frais de gestion forfaitaire calculés sur le montant HT du chantier :
De 0 à 10 000 € : 500 €
De 10 001 à 20 000 € : 1000 €
De 20 001 € à 50 000 € : 1500 €
De 50 001 à 100 000 € : 2000 €
Au-delà de 100 001 € : 3000 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

S²LO
HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**AV1_OMB_BLARIN**
Objet :	**Avenant 1 à la convention de mandat pour la réalisation de travaux d'ombrières solaires à**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-11-04 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC-1-1_0.xml	text/xml	930 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : Avenant 1 __ la convention de mandat OMBRIERE BLARINGHEM.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20251104-AV1_OMB_BLARIN-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	822.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	12 novembre 2025 à 14h45min43s	Dépôt initial
En attente de transmission	12 novembre 2025 à 14h45min45s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	12 novembre 2025 à 14h45min47s	Transmis au MI
Acquittement reçu	12 novembre 2025 à 14h46min12s	Reçu par le MI le 2025-11-12

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 04/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Ville de Blaringhem

territoire d'énergie FLANDRE

CONVENTION DE MANDAT

POUR LA REALISATION DE TRAVAUX

D'OMBRIERES SOLAIRES

A BLARINGHEM

Entre les soussignés :

La Commune de **Blaringhem** mandante, représentée par M. Régis DUQUENOY, Maire agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 2 décembre 2024 déposée en Préfecture le 5 décembre 2024.

d'une part,

Le **Territoire d'Energie Flandre,** Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 15 février 2024 selon les statuts en vigueur.

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 04/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 04/09/2025
Reçu en préfecture le 04/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

ARTICLE 1ER - OBJET

Par délibération en date du 2 décembre 2024 déposée en Préfecture le 5 décembre 2024, la Commune de Blaringhem a décidé de réaliser des travaux d'ombrières solaires sur le parking de l'école Lino Ventura, sentier de l'école à Blaringhem (59173).

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la Commune dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS

Le programme détaillé de l'opération est défini par le plan de financement prévisionnel joint à la présente convention.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi définis, qu'il accepte.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Commune ou le Syndicat estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le Syndicat puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le Syndicat s'engage à mettre les ouvrages à la disposition de la Commune au plus tard à l'expiration du délai fixé dans le marché et les ordres de service Travaux.
Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le Syndicat ne pourra être tenu pour responsable.

Désignation	Montant en €HT	Montant en €TTC
Estimation des travaux d'ombrière solaire	196 613,27	235 935,92
Estimation des frais de coordination SPS	1 000,00	1 200,00
Estimation des frais de bureau de contrôle	6 000,00	7 200,00
Frais de gestion forfaitaire par le TE Flandre	3 000	3 000
Total	205 613,27	247 335,92

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES

La Commune s'engage à assurer le financement de l'opération.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE SYNDICAT (MANDATAIRE)

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président, ou son Représentant qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution du présent contrat.

RD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 04/09/2025
Reçu en préfecture le 04/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du Syndicat porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé

2. Dépôt de l'autorisation d'urbanisme

3. Le cas échéant choix du contrôleur technique, coordonnateur SPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître de l'ouvrage
   - Signature et gestion des marchés
   - Versement de la rémunération

4. Préparation du choix des entrepreneurs prestataires dans le cadre des marchés de travaux, services conclus par le mandataire
   - Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs
   - Réception des travaux

5. Gestion financière et comptable de l'opération

6. Gestion administrative

7. Actions en justice

et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 6. FINANCEMENT

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes :
- Etudes et missions préalables : au règlement de la facture dû à l'entreprise prestataire
- Travaux : acompte pour approvisionnement de 20% (versé sur demande du titulaire du Marché) puis solde à réception du chantier

ARTICLE 7. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

Le maître d'ouvrage pourra demander, à tout moment, au mandataire, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 8. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

La Commune ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles du Code de la commande publique.

Approbation des avant-projets (fiches instruction)

En application de l'article L2422-6 du Code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable de la Commune sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la Commune par le mandataire, accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

RD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Envoyé en préfecture le 04/09/2025
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

La Commune devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 21 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

Accord sur la réception des ouvrages

Le mandataire en accord avec la Commune établira la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise.

ARTICLE 9. MISE A DISPOSITION DE LA COMMUNE

Les ouvrages sont mis à la disposition de la commune après réception des travaux à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si la Commune demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante. Elle devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'elle occupe.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé de la Commune et du mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Commune. Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 14.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; la Commune doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence de la Commune. Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu ci-dessus, la mise à disposition intervient à la demande du mandataire à l'occasion de la réception des travaux.

La mise à disposition prend effet immédiatement à la signature du procès-verbal de remise.

ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître de l'ouvrage ou par la résiliation du contrat dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est accordé au mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- Mise à disposition des ouvrages ;
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître de l'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

RD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

ARTICLE 11. REMUNERATION DU MANDATAIRE

La présente convention est consentie moyennant des frais de gestion (ingénierie et suivi de travaux) à hauteur de 3 000 € (selon barème).

ARTICLE 12. PENALITES

SANS OBJET

ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES - RESILIATION

La résiliation peut intervenir d'un commun accord entre le syndicat et la Commune si le projet venait à être abandonné, à condition que l'ensemble des sommes dues soient réglées (études préalables notamment).

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Durée du contrat

Le présent contrat prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

14.2. Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action demander l'accord du maître de l'ouvrage.

Toutefois toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 04/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Fait à Blaringhem.., le ..27.05.2025.....

Pour le Mandataire,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

territoire d'énergie
FLANDRE

Pour la Commune,

Le Maire

MAIRIE de BLARINGHEM
R.F.
59173

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 04/09/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Accompagnement des communes dans le cadre de la réalisation d'ombrières solaires (travaux d'investissement)

ANNEXE à la délibération
Procédure

- La Commune / collectivité sollicite les services du syndicat par une demande écrite en précisant le terrain concerné par la demande, le ou les sports pratiqués, le niveau sportif de / des équipes

- Les équipes techniques du Syndicat étudient la faisabilité technique et chiffrent le projet

- Par délibération, la Commune / collectivité :
    - Valide le projet de travaux d'Eclairage Sportif et demande au Siecf Te Flandre programmer et réaliser ces travaux
    - Accepte la proposition financière du Syndicat d'Energie et approuve le plan de financement prévisionnel relatif aux travaux
    - Acte que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction de l'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux
    - S'engage à respecter les conditions fixées dans la convention notamment quant au versement de sa participation pour les travaux.
    - Inscrit au budget communal de l'année 20....., les sommes qui seront dues au Syndicat d'énergie, selon le plan de financement prévisionnel :
        - En section d'investissement, à l'article 21534, les dépenses afférentes aux travaux ... € (pas d'étalement / pas de fiscalisation)
        - En section de fonctionnement, à l'article 62878 ou 21534, les dépenses relatives aux frais de gestion fixés forfaitairement
    - Autorise le Maire / le Président à signer la convention de mandat

- Le syndicat se charge de passer les marchés de travaux, prépare, suit et réceptionne les travaux. La Commune est associée à tous les stades du projet
- Le Syndicat sollicite les subventions éventuelles, elles seront déduites du reste à charge communal.

Frais de gestion forfaitaire calculés sur le montant HT du chantier :
De 0 à 10 000 € : 500 €
De 10 001 à 20 000 € : 1000 €
De 20 001 € à 50 000 € : 1500 €
De 50 001 à 100 000 € : 2000 €
Au-delà de 100 001 € : 3000 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CONVMANDATBLARI**
Objet :	**Convention de mandat pour la réalisation de travaux d' ombrières solaires à BLARINGHEM**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-05-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC-1-1_0.xml	text/xml	918 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : Convention de mandat Ombri__res BLARINGHEM.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20250527-CONVMANDATBLARI-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	2.3 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 septembre 2025 à 10h13min37s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 septembre 2025 à 10h13min46s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 septembre 2025 à 10h13min50s	Transmis au MI
Acquittement reçu	4 septembre 2025 à 10h14min14s	Reçu par le MI le 2025-09-04

COMMUNE CASSEL Engag° Recette
N° 89 512 4582901 EPINVEST 102 22502,64

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20251030-AV2_EP_CASSEL-CC

N 2022-03-LT02 BC 660

territoire d'énergie FLANDRE

Engag° Dép° N° 131

(Rg Guignard B349 M1039 758 4581901 EP INVEST 1410,00)

Avenant 2 à la Convention d'organisation temporaire de la maîtrise d'ouvrage

COMMUNE DE CASSEL

Dossier : A CASSEL, Rue de Bergues

Entre :
D'une part
Le Territoire d'Energie Flandre, représenté par son Président M Michel DECOOL, habilité aux présentes par une délibération du Comité syndical du 28/11/2025,
Désigné ci-après par « le TE Flandre »,

Et

D'autre part
La Collectivité de Cassel, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération du 05/12/2024
Désignée ci-après par « la Collectivité »,

Préambule :
L'opération de dissimulation des réseaux de distribution publique d'électricité et l'opération d'effacement et/ou d'enfouissement des réseaux d'éclairage public et des réseaux de télécommunications concernent deux maîtres d'ouvrages :
- le TE Flandre pour les travaux sur le réseau de distribution d'électricité ;
- la Collectivité (Commune ou Communauté de Communes) pour les travaux d'éclairage public et de télécommunication.

Article 1 :

Les autres dispositions de la convention initiale visée le 20/12/2024 et de l'avenant 1 du 29/07/2025 restent inchangées.

Le 30/10/2025
A Hazebrouck

Pour la Collectivité

Le maire,

VILLE DE CASSEL (NORD)

Dominique

Pour le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc CLEENEWERCK,

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 01/12/2025

ID : 059-200036895-20251030-AV2_EP_CASSEL-CC

Annexe financière à la Convention

Commune de Cassel
Dossier : rue de Bergues
Chiffrages prévisionnels

Nature	Montant HT	Montant TTC	Contribution demandée par le TE Flandre à la collectivité (en %)	Contribution demandée par le TE Flandre à la collectivité (en € TTC)
Travaux d'éclairage public	18 752,20 €	22 502,64 €	100 %	22 502,64 €
Coordinateur SPS	1 175 €	1 410 €	100 %	1 410 €
Total	19 927,20 €	23 912,64 €	100 %	23 912,64 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Tiers de télétransmission multiprotocoles

ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**AV2_EP_CASSEL**
Objet :	**Avenant 2 à la convention d'organisation temporaire de la maîtrise d'ouvrage initiale du 20/12/24 - Rue de Bergues à CASSEL - Effacement et enfouissement des réseaux basse tension, Télécom, éclairage public**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-10-30 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20251030-AV2_EP_CASSEL-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20251030-AV2_EP_CASSEL-CC-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Document contractuel) Nom original : AVENANT 2 CASSEL EP MAITRISE D_OUVRAGE DELEGUEE.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20251030-AV2_EP_CASSEL-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	301.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	1 décembre 2025 à 10h49min23s	Dépôt initial
En attente de transmission	1 décembre 2025 à 10h49min58s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	1 décembre 2025 à 10h50min06s	Transmis au MI
Acquittement reçu	1 décembre 2025 à 10h50min19s	Reçu par le MI le 2025-12-01

Engagé Recette

DEPART DU NORD N°91 020 1313 AG 306 [illegible]

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur Christian POIRET,Président
Conseil Départemental du Nord
Direction de l'Aménagement Territorial
Hôtel du Département
51, rue Gustave Delory
59047 LILLE Cedex

Nos réf : MD/NLN/EB
Affaire suivie par Emilie BEAUVARLET, Directrice Adjointe
Mél : ebeauvarlet@teflandre.fr

***OBJET** : Demande de solde - Appel à projet PTS 2020 - « Faire de la Flandre un territoire à énergie positive » Convention du 27 juillet 2020*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, la demande de versement du solde de la subvention concernant l'Appel à Projets « Projet territoriaux structurants » programme 2020 conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention en date du 27 juillet 2020 qui nous lie pour le développement d'équipements solaires et de méthanisation sur le territoire du TE Flandre.
Compte tenu du coût réel des travaux réalisés, le solde de la subvention se porte à 7 062,50€.

Vous trouverez en pièces jointes :

- *L'état récapitulatif des dépenses réalisées certifié*
- *Les factures correspondantes*
- *Le certificat d'achèvement des travaux*
- *Le plan de financement définitif*
- *Le panneau de communication*

Je vous souhaite bonne réception de cette présente et des pièces ci-attenantes.

*Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.*

Fait à Hazebrouck, le 02/12/2025
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION PTS PROGRAMME 2020

Nord le Département est là

Commune	rue(s) - bâtiment(s)	Exercice	N° Bord	N° Mandat	Tiers	N° Facture	Montant_HT Facture	Montant_TTC Facture	Montant_HT Subventionnable	Emission	Montant de la subvention demandé
ARNEKE		2022	198	802	GRDF	Convention + mandat	38 659,00 €	38 659,00 €	38 659,00 €	07/07/2022	7 967,62 €
BAMBECQUE	rue ma campagne	2021	191	676	UGAP	57805576	1 960,68 €	2 352,82 €	1 960,68 €	06/07/2021	404,10 €
		2021	238	805	SATELEC	2107U22052	1 124,00 €	1 348,80 €	1 124,00 €	26/08/2021	231,66 €
BAVINCHOVE	rue de cassel	2023	269	860	UGAP	7001832669	2 478,68 €	2 974,42 €	2 478,68 €	11/09/2023	510,86 €
		2023	346	1082	SATELEC	2309U22082	2 027,50 €	2 433,00 €	2 027,50 €	07/11/2023	417,87 €
BIERNE	chemin piéton rue jean jaurès	2021	191	675	UGAP	57805577	1 280,68 €	1 536,82 €	1 280,68 €	06/07/2021	263,95 €
		2021	239	807	SATELEC	2107U22053	1 124,00 €	1 348,80 €	1 124,00 €	26/08/2021	231,66 €
BIERNE	cheminement piétonnier accès gare, route de Bergues, impasse du Bienrendick	2023	369	1143	UGAP	7002098141	57 956,40 €	69 547,68 €	55 626,22 €	16/11/2023	11 464,56 €
		2023	389	1186	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420027304	22 399,25 €	26 879,10 €	22 399,25 €	28/11/2023	4 616,49 €
BOESEGHEM	rue de l'église	2022	89	367	UGAP	59473818	1 960,68 €	2 352,82 €	1 960,68 €	13/04/2022	404,10 €
		2022	235	912	STAELEC	2206U22063	1 375,00 €	1 650,00 €	1 375,00 €	01/08/2022	283,39 €
BUYSSCHEURE	popelier straete	2021	191	674	UGAP	58170478	1 960,68 €	2 352,82 €	1 960,68 €	06/07/2021	404,10 €
		2022	16	69	SATELEC	2112U2237	1 375,00 €	1 650,00 €	1 375,00 €	21/01/2022	283,39 €
BUYSSCHEURE	hondemast straete	2024	133	454	UGAP	7002926578	2 479,70 €	2 975,64 €	2 479,70 €	07/05/2024	511,07 €
		2024	213	719	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420029661	1 369,00 €	1 642,80 €	1 369,00 €	11/07/2024	282,15 €
CAPPELLE BROUCK	impasse du presbytère	2025	245	728	UGAP	7004884623	2 231,85 €	2 678,22 €	2 231,85 €	18/07/2025	459,98 €
EBBLINGHEM	parking salle des fêtes	2021	210	73	UGAP	58331787	1 960,68 €	2 352,82 €	1 960,68 €	23/07/2021	404,10 €
		2022	17	71	SATELEC	2112U22031	61 092,90 €	73 311,48 €	1 525,00 €	21/01/2022	314,30 €
EBBLINGHEM	parking salle des fêtes	2022	136	502	UGAP	59793258	1 960,68 €	2 352,82 €	1 960,68 €	10/06/2022	404,10 €
		2022	279	1023	SATELEC	2208U22063	1 075,00 €	1 290,00 €	1 075,00 €	31/10/2022	221,56 €
FLETRE	tir à l'arc	2022	136	506	UGAP	59793259	1 587,18 €	1 904,62 €	1 587,18 €	10/06/2022	327,12 €
		2023	126	446	SATELEC	2303U22110	13 264,00 €	15 916,80 €	2 039,00 €	09/05/2023	420,24 €
GODEWAERSVELDE	centre bourg	2025	377	1104	UGAP	7005585763	4 383,06 €	5 259,67 €	4 383,06 €	30/10/2025	903,35 €
		2025	391	1123	Grpt CITEOS/Flash Energies	SI5549002	57 290,00 €	68 748,00 €	1 451,00 €	07/11/2025	299,05 €
HAVERSKERQUE	rue du moulin	2025	59	220	UGAP	7004150588	9 486,69 €	11 384,03 €	9 486,69 €	20/02/2025	1 955,21 €
		2025	114	329	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420033665	6 875,00 €	8 250,00 €	6 875,00 €	01/04/2025	1 416,94 €
HAZEBROUCK	bureaux SIECF	2021	196	699	SARL FLASH ENERGIES	FACO_FA2315	5 596,27 €	6 715,52 €	5 596,27 €	08/07/2021	1 153,39 €
		2021	196	700	SAS SUNELIS	FC004230	7 840,83 €	9 409,00 €	7 840,83 €	08/07/2021	1 616,00 €
HONDSCHOOTE	chemin mitoyen	2021	191	673	UGAP	58170477	1 960,68 €	2 352,82 €	1 960,68 €	06/07/2021	404,10 €
		2022	53	252	SATELEC	2202U22021	128 463,90 €	154 156,68 €	1 525,00 €	01/03/2022	314,30 €
HONDSCHOOTE	diverses rues	2025	231	684	UGAP	7004984859	8 430,57 €	10 116,68 €	8 430,57 €	08/07/2025	1 737,54 €
MILLAM	rue de l'église	2022	332	1300	UGAP	7000485081	2 088,18 €	2 505,82 €	2 088,18 €	31/10/2022	430,37 €
		2023	128	448	Grpt CITEOS/Flash Energies	FA13185	26 183,00 €	31 419,60 €	4 700,00 €	10/05/2023	968,67 €
NEUF-BERQUIN	étude solaire - auto consommation collective	2023	218	750	ENOGRID	2023-06-151	3 250,00 €	3 900,00 €	3 250,00 €	19/07/2023	669,83 €
		2024	32	112	ENOGRID	2024-01-421	1 500,00 €	1 800,00 €	1 500,00 €	08/02/2024	309,15 €
NOORDPEENE	rue de la mairie	2023	246	812	UGAP	7001735919	2 478,68 €	2 974,42 €	2 478,68 €	23/08/2023	510,86 €
		2023	378	1167	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420027300	48 815,50 €	58 578,60 €	854,00 €	22/11/2023	176,01 €
QUAEDYPRE	rue des cinq chemins	2025	19	62	UGAP	7004025730	4 410,70 €	5 292,84 €	4 410,70 €	29/01/2025	909,05 €
		2025	333	1004	Grpt CITEOS/Flash Energies	SI4484002	9 615,74 €	11 538,89 €	1 710,40 €	30/09/2025	352,51 €
		2025	333	1005	DERVILLERS	SI4484002	2 270,13 €	2 724,15 €	- €	30/09/2025	- €
REXPOEDE	intersection rue de killem/moerestraat	2024	241	782	UGAP	7003342042	2 479,70 €	2 975,64 €	2 479,70 €	01/08/2024	511,07 €
		2024	366	1134	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420031260	33 096,50 €	39 715,80 €	636,50 €	31/10/2024	131,18 €
SAINT PIERRE BROUCK/CAPPEL BROUCK	gaz naturel	2022	375	1456	GRDF	Convention + mandat	284 500,00 €	284 500,00 €	284 500,00 €	02/12/2022	58 635,45 €
STEENVOORDE	aire covoiturage	2023	180	652	UGAP	7001430405	23 301,80 €	27 962,16 €	23 301,80 €	20/06/2023	4 802,50 €
		2023	255	825	SATELEC	2307U22038	10 750,00 €	12 900,00 €	10 750,00 €	29/08/2023	2 215,58 €
STEENVOORDE	parking avenue de la bergerie, impasse des 4 chemins, route d'Hondschoote, chemin des cendres, route de watou, impasse route de watou	2022	136	504	UGAP	59793257	12 902,26 €	15 482,71 €	12 902,26 €	10/06/2022	2 659,16 €
		2023	334	1083	SATELEC	2302U22065	318 260,92 €	381 913,10 €	3 000,00 €	07/11/2023	618,30 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

STRAZEELE	abord centre tri SMICTOM	2021	318	1180	UGAP	0058627737	11 059,08 €	13 270,90 €	11 059,08 €	10/11/2021	2 279,28 €
		2022	354	1369	SATELEC	2210U22132	42 712,50 €	51 255,00 €	5 100,00 €	21/11/2022	1 051,11 €
STRAZEELE	pôle gare	2025	383	1114	UGAP	7005416998	14 683,38 €	17 620,06 €	14 683,38 €	04/11/2025	3 026,24 €
VOLCKERINCKHOVE	rue principale	2023	178	647	UGAP	7001382105	2 338,68 €	2 806,42 €	2 338,68 €	20/06/2023	482,08 €
		2023	183	655	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420025151	69 449,76 €	83 339,71 €	1 219,00 €	23/06/2023	251,24 €
ZUYTPEENE	chemin de la lanterne	2023	369	1142	UGAP	7002098141	57 956,40 €	69 547,68 €	2 330,18 €	16/11/2023	480,25 €
		2023	396	1205	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420027426	1 369,00 €	1 642,80 €	1 369,00 €	30/11/2023	282,15 €
ZUYTPEENE	route de cassel	2025	97	298	UGAP	7004465271	17 650,15 €	21 180,18 €	17 650,15 €	20/03/2025	3 637,70 €
		2024	369	1137	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420031277/avoir 7420031705	5 068,72 €	6 082,46 €	5 068,72 €	05/11/2024	1 044,66 €
						TOTAL	1 461 220,33 €	1 688 832,60 €	616 508,99 €		127 062,50 €
										Montant de l'avance déjà versé	120 000,00 €
										Montant du solde	7 062,50 €

Hazebrouck, le 21/11/2025

Vu et vérifié,
Le responsable du SGC d'Hazebrouck
Christopha PAWLAK

Par délégation

Nicolas BOULINGUEZ
Inspecteur des Finances Publiques
SGC d'Hazebrouck

Certifié exact,
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

STRAZEELE	abord centre tri SMICTOM	2021	318	1180	UGAP	0058527737	11 059,08 €	13 270,90 €	11 059,08 €	10/11/2021	2 279,28 €
		2022	354	1369	SATELEC	2210U22132	42 712,50 €	51 255,00 €	5 100,00 €	21/11/2022	1 051,11 €
STRAZEELE	pôle gare	2025	383	1114	UGAP	7005416998	14 683,38 €	17 620,06 €	14 683,38 €	04/11/2025	3 026,24 €
VOLCKERINCKHOVE	rue principale	2023	178	647	UGAP	7001382105	2 338,68 €	2 806,42 €	2 338,68 €	20/06/2023	482,00 €
		2023	183	655	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420025161	69 449,76 €	83 339,71 €	1 219,00 €	23/05/2023	251,24 €
ZUYTPEENE	chemin de la lanterne	2023	369	1142	UGAP	7002098141	57 956,40 €	69 547,68 €	2 330,18 €	16/11/2023	480,25 €
		2023	396	1205	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420027425	1 369,00 €	1 642,80 €	1 369,00 €	30/11/2023	282,15 €
ZUYTPEENE	route de cassel	2025	97	298	UGAP	7004465271	17 650,15 €	21 180,18 €	17 650,15 €	20/03/2025	3 637,70 €
		2024	369	1137	Grpt CITEOS/Flash Energies	7420031277/avoir 7420031705	5 068,72 €	6 082,46 €	5 068,72 €	05/11/2024	1 044,56 €
						TOTAL	1 461 220,33 €	1 688 832,60 €	616 508,99 €		127 062,50 €
										Montant de l'avance déjà versé	120 000,00 €
										Montant du solde	7 062,50 €

Hazebrouck, le 21/11/2025

Vu et vérifié,
Le responsable du SGC d'Hazebrouck
Christophe PAWLAK

Par délégation

Nicolas BOULINGUEZ
Inspecteur des Finances Publiques
SGC d'Hazebrouck

Certifié exact,
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

400 000€ - avance 120 000 € (titre 2020/30 du 10/03/2020)
= 280 000€

Direction Générale Adjointe en charge du Développement Territorial

Direction de l'Aménagement Territorial

Service Accompagnement au Développement Territorial

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Projets Territoriaux Structurants 2020

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Président, Monsieur Jean-René LECERF,
ci-après dénommé « le Département »

Et

Le Syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre (SIECF), représenté par son Président, Monsieur Michel DECOOL,
ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu la délibération du Conseil départemental du 2 avril 2015 attribuant délégation de pouvoir en faveur de son Président, Monsieur Jean-René LECERF,
Vu le règlement financier du Département du Nord adopté par délibération du Conseil départemental du 12 octobre 2015,
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental des 12 avril et 13 juin 2016, dénommées respectivement *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie »*,
Vu la délibération du Conseil départemental n° DSTDL/2019/228 du 1er juillet 2019 fixant la liste des Projets Territoriaux Structurants (PTS) dont l'intérêt a été retenu pour la programmation 2020,
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2020 adopté par délibération du Conseil départemental le 16 décembre 2019,
Vu la délibération du Conseil Départemental n° DAT/2020/206 du 24 avril 2020 fixant la période d'actualisation des Projets Territoriaux Structurants (PTS) dont l'intérêt a été retenu pour la programmation 2020,
Vu la demande de subvention présentée par le Syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre (SIECF) le 29/05/2020,
Vu la délibération du Conseil départemental du 29 juin 2020 accordant une subvention de 400 000 € au Syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre (SIECF),

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de versement de la participation financière départementale pour le projet suivant :

- *Faire de la Flandre un territoire à énergie positive - projet n°2020/00061-FI.*

Ce projet s'inscrit dans le cadre du dispositif de soutien aux Projets Territoriaux Structurants.

Article 2 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste au développement d'équipements solaires et de méthanisation sur le territoire de Flandre

Article 3 – Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de notification de l'attribution de la subvention départementale et est conclue jusqu'au 31 décembre 2023.

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement du solde de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à débuter les travaux, objet de la demande de subvention, avant le 31 décembre 2021.

Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus le versement de la totalité de la subvention.

L'envoi au Département de la déclaration de commencement de travaux, prévue à l'article 8, complétée de la demande de versement de l'avance de 30% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution, le Département se réservant le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Article 4 – Détermination de la contribution du Département

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives au fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants et sa notice d'application 2019-2020, pour permettre au maître d'ouvrage bénéficiaire de réaliser l'opération mentionnée à l'article 1 dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximum de 400 000 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant de la dépense subventionnable, sur lequel est calculé le montant la subvention, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de la subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives au fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants et sa notice d'application 2019-2020.

Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif Projets Territoriaux Structurants, les études pré-opérationnelles, et les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération et réalisées préalablement peuvent être prises en compte dans l'assiette de la subvention. En revanche, ne sont pas subventionnables le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie.

Coût total (HT) du projet	1 940 993 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	1 940 993 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	1 940 993 €
Taux final de subvention	20,61 %
Montant de la subvention plafonnée	400 000 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau ci-dessus, soit 1 940 993 €, la subvention serait recalculée, sur la base du taux final de subvention de 20,61 %, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximum ci-dessus indiqué.

Article 5 - Plan de financement de l'opération

L'accord du Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage et accepté par le Département, tel qu'annexé à la présente convention.

La subvention du Conseil départemental du Nord est attribuée au titre du dispositif Projets Territoriaux Structurants, sous réserve du respect des règles encadrant les co-financement des collectivités prévues par la Loi NOTRe.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et des autres financeurs afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financements de cette opération prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et des règles de co-financement en vigueur.

Dans ce cadre, la participation propre du maître d'ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération.

Le maître d'ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

En particulier, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 8, le bénéficiaire devra démontrer par la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention) la réalité des financements attendus et/ou acquis.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner le blocage des versements de tout ou partie de la subvention accordée ou son annulation.

Article 6 - Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération voir calendrier ci-joint.

De manière à permettre une gestion prévisionnelle optimisée des crédits départementaux, le maître d'ouvrage propose le calendrier d'opération suivant :

Phase études	Du 1 e trimestre 2018 au 4..e trimestre 2019
Phase maîtrise d'œuvre et autorisations diverses	Du 2. e trimestre 2019 au 4.e trimestre 2020
Phase travaux	Du 3 e trimestre 2020 au 4.e trimestre 2023

Toute modification substantielle de ce calendrier fera l'objet d'une information auprès du Département du Nord, par voie postale ou électronique.

Article 7 – Modalités d'exécution et de versement de la participation départementale

Le bénéficiaire s'engage à solliciter au Département le versement d'une avance égale à 30 % du montant total de la subvention dès qu'il notifiera le justificatif de commencement de réalisation de l'opération, tel que mentionné aux articles 3 et 8 des présentes, et sous réserve de la disponibilité des crédits.

Si cette obligation n'est pas respectée par le bénéficiaire, cette avance de 30 % sera réputée caduque sans aucune autre formalité, et ne pourra lui être versée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Il est ici rappelé que les études pré-opérationnelles, les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé des travaux conformément aux dispositions de l'article 8, il doit solliciter le versement de l'avance de 30% prévue ci-dessus dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'attribution de la subvention, s'il a effectivement commencé son opération. A cette occasion il peut, selon le degré d'avancement de son opération, tout en respectant les conditions impératives fixées à l'article 3 des présentes, solliciter le versement complémentaire d'un acompte, voire du solde de la subvention sous réserve de la disponibilité des crédits.

Dans tous les cas de figure, le premier versement d'une partie de la subvention ou de sa totalité se fera impérativement sur production du justificatif de commencement de réalisation de l'opération, prévu à l'article 8, et, dans le cas d'un accord de dérogation de démarrage anticipé de travaux, daté postérieurement à cet accord de dérogation.

Des acomptes successifs pourront être réglés dans la limite de 80% du montant total de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses HT réalisées visé par le comptable public. Le Département se réserve le droit de solliciter, à l'occasion des demandes d'acomptes, la copie des factures réglées par le maître d'ouvrage.

La prise en compte des dépenses, hors honoraires de maîtrise d'œuvre en cas de subvention portant sur des travaux, est fixée à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 8.

Le versement du solde se fera sous réserve de présentation d'un certificat d'achèvement des travaux des travaux subventionnés, d'un certificat administratif attestant le paiement effectif des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage et précisant leur coût, d'un état récapitulatif des dépenses visé par le comptable public. Le Département se réserve le droit de solliciter, à l'occasion de la demande de solde, la copie des factures réglées par le maître d'ouvrage.

Le Département se réserve le droit de vérifier, à l'occasion de la demande de solde, l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 4 et précisées au plan de financement prévu par l'article 5.

Le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance et des acomptes éventuellement déjà versés, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux de subvention visé à l'article 4 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure aux sommes déjà versées par avance et acomptes, le reversement des sommes excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Le solde pourra être versé avant la fin de la totalité de l'opération dès que les travaux subventionnés, même s'ils ne représentant pas obligatoirement la totalité des travaux du projet, sont achevés et payés.

Article 8 – Information sur le commencement des travaux

Le maître d'ouvrage s'engage à adresser au département une attestation sur l'honneur de commencement d'exécution des travaux.

Il est rappelé qu'aucune subvention ne peut être accordée si l'opération a connu un commencement d'exécution avant la date de la délibération accordant la subvention, ou de la dérogation accordée pour le commencement anticipé. Le commencement d'exécution de l'opération est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'opération ou, dans le cas de travaux effectués en régie, par la constitution d'approvisionnements ou le début d'exécution des travaux.

Article 9 – Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé. Le maître d'ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le Département se réserve notamment le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution de l'opération en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Article 10 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le financement départemental des projets relevant du dispositif « Projets Territoriaux Structurants » est conditionné à l'intégration par le maître d'ouvrage d'une démarche d'achats socialement responsables, qui se traduit en particulier par l'intégration de clauses sociales d'insertion aux marchés publics liés au projet objet de la subvention départementale.

Le maître d'ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

La clause sociale d'insertion comme condition d'exécution du marché (article L2112-2 du code de la commande publique) se traduit pour les entreprises attributaires des marchés par un nombre d'heures de travail à réserver à des personnes éloignées de l'emploi et inscrites dans un parcours d'insertion, (Allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes de moins de 26 ans sans qualification...). L'éligibilité des publics doit être validée au préalable par le facilitateur. Il existe plusieurs modalités de réalisation de l'action d'insertion : le recrutement direct par tout contrat de travail, la mise à disposition de salariés (via un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, une association intermédiaire, une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, ou une Entreprise de Travail Temporaire dans le respect des conditions fixées par l'arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire), ainsi que le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance d'une partie des travaux/prestations, en partenariat avec le facilitateur, à une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA).

Par ailleurs, sur conseil du facilitateur et en fonction de l'objet du projet subventionné, le maître d'ouvrage peut également choisir de recourir à des marchés réservés aux structures d'insertion par l'activité économique (article L 2113-13 du code de la commande publique) ou à des marchés d'insertion (article R 2123-3 du code de la commande publique).

Afin de garantir au Département une vision globale du processus d'insertion, il est demandé au maître d'ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion, qui sera transmise au Département du Nord afin de permettre le paiement de la subvention.

Article 11 – Modalités de communication sur la participation départementale

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à cette opération. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le maître d'ouvrage s'engage, pour les projets dont le coût total est inférieur à 50 000 € HT, à afficher la participation départementale avec logo et montant de subvention sur un panneau de chantier ou une inscription dans le bulletin municipal.

Pour les projets dont le coût total est supérieur ou égal à 50 000 € HT le maître d'ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec logo et montant de subvention sur un panneau de chantier.

La justification de la communication (photo d'un panneau ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 12 – Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement de l'opération, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées. La demande de modification est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique. Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le maître d'ouvrage en sera informé par courrier recommandé. En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 13 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si l'opération subventionnée n'était pas réalisée dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une quelconque des obligations mises à la charge du maître d'ouvrage par la présente convention.

Le tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 27 JUIL. 2020
Le Département du Nord
Pour le Président, et par délégation,

Le Premier Vice-Président
en charge des Finances et
de l'Aménagement du Territoire,
Christian POIRET

Fait à Hazebrouck, le 30 JUIL. 2020
Le Syndicat intercommunal d'énergie des
Communes de Flandre (SIECF)

S.I. d'Energie des Communes de Flandre S.I.E.C.F. Hazebrouck

Le Président

Michel DECOOL

Le Vice-Président du SIECF
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Publié le
ID : 059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC

Engag° Recette

COMMUNE BAILLEUL
N° 97 512 458 293 TERRAINS SPORTS 102 54537,00 BASE
26 691,00 OPTION1
44467,20 OPTION 2
100556,16 = 125695,20 Rq 25139,04
13444 M 1252 03-12-25 FLANDRE
M2023-01-5782
Engag° Dep° N° 331

Bailleul
une ville à la campagne

(Rq = ROCH service B 159 M 443 du 16-05-25 10203,00
COMMUNE BAILLEUL B 68 T 196 du 16-05-25 10203,00)

(Rq = 512 74748 TERRAINS 102 SPORTS 300,00)

CONVENTION DE MANDAT

POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE RENOVATION D'ECLAIRAGE DU TERRAIN DE RUGBY - STADE MICHEL GILLOEN, DU TERRAIN DE FOOTBALL, ADJACENT A LA SALLE LEGRAND-GRÜBE, TERRAIN SYNTHETIQUE DE FOOTBALL.

A BAILLEUL

Entre les soussignés :

- La Commune de BAILLEUL mandante, représentée par Antony GAUTIER, Maire
agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du **26 septembre 2024**.

d'une part,

- Le **Territoire d'Energie Flandre**
Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK
mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président
agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 13 octobre 2022
déposée en Préfecture le 22 novembre 2022 et selon les statuts en vigueur.
Et vu la délibération du 12 Juin 2024.

d'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC

ARTICLE 1ER - OBJET

Par délibération en date du **26 septembre 2024**, la Commune a décidé de réaliser des travaux de rénovation de d'éclairage du terrain de rugby - stade Michel Gilloen, du terrain de football, adjacent à la salle Legrand-Grûbe, et du terrain synthétique de football à BAILLEUL, conformément au programme et à l'enveloppe financière définis ci-après à l'article 2.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la Commune dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi définis, qu'il accepte.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Commune ou le Syndicat estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le Syndicat puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le Syndicat s'engage à mettre les ouvrages à la disposition de la Commune au plus tard à l'expiration du délai fixé dans le marché et les ordres de service Travaux.
Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le Syndicat ne pourra être tenu pour responsable.

Désignation	***Montant prévisionnel en € HT***	***Montant prévisionnel en € TTC***
Terrain en Herbe	76 557, 60	95 697
Terrain de rugby	50 800	63 500
Terrain synthétique	41 600	52 000
Contrôle mécanique des supports ROCH SERVICE	8 162, 40	10 203
Frais de gestion forfaitaire par le SIECF	3000	3000
Total	***180 120***	***224 400***

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES

La Commune s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel joint au présent contrat.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE SYNDICAT (MANDATAIRE)

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président, ou son Représentant qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du Syndicat porte sur les éléments suivants :

1.- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé

2.- Le cas échéant choix du contrôleur technique, coordonnateur SPS et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître de l'ouvrage

- *Signature et gestion des marchés*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le en préfecture le 07/01/2025
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC

- *Versement de la rémunération*

3.- Préparation du choix des entrepreneurs prestataires dans le cadre des marchés de travaux, services conclus par le mandataire

- *Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs*
- *Réception des travaux*

4.- Gestion financière et comptable de l'opération

5.- Gestion administrative

6.- Actions en justice

et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 6. FINANCEMENT PAR LA COMMUNE

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes :

- Etudes et missions préalables : au règlement de la facture dû à l'entreprise prestataire
- Travaux : acompte de 20% puis solde à réception du chantier

ARTICLE 7. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

Le maître d'ouvrage pourra demander, à tout moment, au mandataire, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 8. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

La Commune ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles du Code de la commande publique.

Approbation des avant-projets (fiches instruction)

En application de l'article L2422-6 du Code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable de la Commune sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la Commune par le mandataire accompagné des propositions motivées de ce dernier.

La Commune devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 21 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

Accord sur la réception des ouvrages

Le mandataire en accord avec la Commune établira la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise.

ARTICLE 9. MISE A DISPOSITION DE LA COMMUNE

Les ouvrages sont mis à la disposition de la commune après réception des travaux à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
ID : 059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC

Si la Commune demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante. Elle devient alors responsable de la partie qu'elle occupe.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé de la Commune et du mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Commune. Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 14.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles; la Commune doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence de la Commune. Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu ci-dessus, la mise à disposition intervient à la demande du mandataire à l'occasion de la réception des travaux.

La mise à disposition prend effet immédiatement à la signature du procès-verbal de remise.

ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître de l'ouvrage ou par la résiliation du contrat dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est accordé au mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :
- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître de l'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 11. REMUNERATION DU MANDATAIRE

La présente convention est consentie moyennant des frais de gestion (ingénierie et suivi de travaux) à hauteur de 3 000€ (selon délibération du Comité syndical en date du 13/10/2022).

ARTICLE 12. PENALITES

SANS OBJET

ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES - RESILIATION

La résiliation peut intervenir d'un commun accord entre le syndicat et la Commune si le projet venait a être abandonné, à condition que l'ensemble des sommes dues soient réglées (études préalables notamment).

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Durée du contrat

Le présent contrat prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

14.2. Capacité d'ester en justice

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Publié le
ID : 059-200036895-20241004-CMANDAT_BAILLE-CC

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire ne pourra transiger sans demander l'accord du maître de l'ouvrage.

Toutefois toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Hazebrouck, le 04/10/2024

Pour le Mandataire,

Le Vice-Président du SIECF TE Flandre,
Jean-Luc CLEENEWERCK

territoire d'énergie FLANDRE

Pour la Commune,

Le Maire,

MAIRIE DE BAILLEUL NORD

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**CVMANDAT_BAILLE**
Objet :	**Convention de mandat pour la réalisation de travaux de rénovation d'éclairage du terrain de rugby - Stade Michel Gilloen, diu terrain de football, adjacent à la salle Legrand-Grübe, Terrain synthétique de football à**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-10-04 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	1.1 Ko
Nom métier : 059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC-1-1_0.xml		
Document principal (Document contractuel)	application/pdf	1.3 Mo
Nom original : CONV MANDAT BAILLEUL _ Rugby Stade Gilloen Terrain foot.pdf		
Nom métier : 99_DC-059-200036895-20241004-CVMANDAT_BAILLE-CC-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	7 janvier 2025 à 14h44min44s	Dépôt initial
En attente de transmission	7 janvier 2025 à 14h46min18s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	7 janvier 2025 à 14h49min06s	Transmis au MI
Acquittement reçu	7 janvier 2025 à 14h49min09s	Reçu par le MI le 2025-01-07

COMMUNE ESTAIRES

Engag. Recette
N°99 512 4582113 EP INVEST 102 83546,40

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 21/08/2025
Reçu en préfecture le 21/08/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250707-CONVESTAIRES-CC

FI 2022-03-LT 03 BC789

Engag. Dép ° N°217

Convention entre le Territoire d'énergie Flandre et la Commune d'Estaires

Convention d'organisation temporaire de la maîtrise d'ouvrage relative au réseau d'éclairage public

A Estaires Rue Kennedy, rue du Quai, rue de Merville, rue Jules Ferry

Entre :
D'une part
Le Territoire d'Energie Flandre, représenté par son Président M Michel DECOOL, habilité aux présentes par une délibération du Comité syndical du 31/07/2020 et une décision du
Désigné ci-après par « le TE Flandre »,

Et

D'autre part
La Collectivité d'Estaires, représentée par son Maire, habilitée aux présentes par une délibération du 07 JUIL. 2025
Désignée ci-après par « la Collectivité d'ESTAIRES »,

Préambule :
L'opération de dissimulation des réseaux de distribution publique d'électricité et l'opération d'effacement et/ou d'enfouissement des réseaux d'éclairage public et des réseaux de télécommunications concernent deux maîtres d'ouvrages :
- *le TE Flandre pour les travaux sur le réseau de distribution d'électricité ;*
- *la Collectivité pour les travaux d'éclairage public.*

L'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004 a ajouté à l'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise privée, dite loi MOP, la disposition suivante :
« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

Le TE Flandre a dans ses statuts la possibilité d'exercer la coordination des travaux de dissimulation des réseaux (article 5.4).

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Art. 1 : Objet de la convention de mandat
En application de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 et afin de faciliter la coordination du chantier la commune désigne le TE Flandre par la présente convention comme maître d'ouvrage unique des opérations de dissimulation du réseau d'éclairage public réalisés en concomitance avec les travaux de dissimulation du réseau de distribution d'électricité relevant de la compétence du TE Flandre pour l'opération suivante :
Effacement et enfouissement rue Kennedy, rue du quai, rue de Merville, rue Jules Ferry à ESTAIRES

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération réalisée sous mandat de maîtrise d'ouvrage unique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 21/08/2025
Reçu en préfecture le 21/08/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250707-CONVESTAIRES-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Article 2 : Champ d'application de la convention

Les travaux d'éclairage public

La collectivité délègue au TE Flandre la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à l'enfouissement et/ou l'effacement des réseaux d'éclairage public.

Article 3 : Répartition des compétences

Phase projet

Missions du maître d'ouvrage délégué

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet
- Transmission à la collectivité d'un avant-projet définitif chiffré
- Validation par le TE Flandre du dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers

Attributions de la collectivité

- approbation des études préliminaires et de l'avant-projet
- choix du matériel d'éclairage public

Passation des marchés publics

Missions du maître d'ouvrage délégué

- le TE Flandre utilise les marchés des travaux dans lesquels sont incluses des prestations complémentaires de travaux d'éclairage public

Phase travaux

Mission du maître d'ouvrage délégué

- Organisation des réunions de chantier en partenariat avec Enedis
- Contrôle de l'activité des prestataires

Attributions de la collectivité

- participation aux réunions de chantier
- validation des études d'exécution

Réception des travaux et remise des ouvrages

Mission du maître d'ouvrage délégué

- établissement d'un procès-verbal de réception des travaux et de remise des ouvrages
- transmission d'un plan de récolement
- Les ouvrages d'éclairage public réalisés pour le compte de la collectivité feront l'objet d'une remise par le TE Flandre, sur la base d'un bilan financier détaillé qui donnera lieu aux opérations comptables et budgétaires, et notamment les opérations pour compte de tiers.
Le maître d'ouvrage délégué fournira à la collectivité toutes les pièces justificatives nécessaires à l'intégration dans sa comptabilité des opérations portant sur son patrimoine.

Attributions de la collectivité

- gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages
- intégration des ouvrages dans le patrimoine

Article 4 - Gestion des ouvrages

Dès que la réception des ouvrages d'éclairage public a été prononcée, la collectivité s'engage à accepter les ouvrages et à en être le seul maître d'ouvrage et gestionnaire à compter de la date du procès-verbal de remise des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Envoyé en préfecture le 21/08/2025
Reçu en préfecture le 21/08/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250707-CONVESTAIRES-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Article 5 – Modalités financières
La prestation de service sera réalisée sans contrepartie financière pour l'assistance technique apportée. Par contre.

La collectivité participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe financière dans les conditions suivantes :

Estimation de l'opération : l'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par les services du TE Flandre et figurera dans l'annexe financière.

Règlement et paiements : le TE Flandre règle les acomptes et le décompte définitif aux entreprises, pour ce qui n'est pas à la charge par la collectivité au titre de la convention

Participation de la collectivité : le montant de la participation de la collectivité aux travaux d'éclairage public est déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC des entreprises.

Un titre de recette est établi par le TE Flandre représentant le montant TTC des travaux éclairage public.

La participation de la collectivité aux travaux sur les réseaux électriques basse tension et télécom numérique est réclamée dans le cadre des dispositions propres aux participations des collectivités à ces travaux.

Toutes les recettes et les dépenses prévues par la convention doivent être reversées au comptable public et il ne peut y avoir de contraction entre les recettes et les dépenses.

Article 6 - Durée de la convention
Cette convention prend effet le jour de la signature par les co-signataires et prend fin à la date d'achèvement de toutes les obligations par chacun des deux.
Toute modification du projet initial fera l'objet d'un avenant ;

Article 7 – Règlement des différends
Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal administratif compétent.

***Article 8** – La présente convention sera transmise au contrôle de légalité pour être exécutoire. Un exemplaire sera ensuite adressé au comptable public.*

Le 07 JUIL. 2025
A ESTAIRES

Pour la collectivité,

Madame Le Maire,
Dorothée BERTRAND

MAIRIE D'ESTAIRES (NORD)

Pour le TE Flandre,

Le Président,
Michel DECOOL

territoire d'énergie FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 21/08/2025
Reçu en préfecture le 21/08/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250707-CONVESTAIRES-CC

territoire d'énergie FLANDRE

Annexe financière à la Convention

Commune d'Estaires
Dossier : Rue Kennedy, rue du quai, rue de Merville et rue Jules Ferry
Chiffrages prévisionnels

Nature	*Montant HT prévisionnel*	*Montant TTC prévisionnel*	*Contribution demandée par le TE Flandre à la collectivité (en %)*	*Contribution prévisionnelle demandée par le TE Flandre à la collectivité (en €)*
Travaux d'éclairage public	*70 833,33 €*	*85 000€*	*100 %*	*85 000€, pris en charge par budgétisation*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Nord
le Département est là

Engag'-Recette

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
29 OCT. 2025
Arrivé le

N° 100 020 1313 AG 306 120 000,00

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire d'Energie Flandre
Hôtel de Ville
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 14 OCT. 2025

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2025, malgré des contraintes financières fortes pesant sur le budget départemental, ce sont près de **48 millions d'euros** qui seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, notre volonté d'un soutien massif aux territoires. Il permet également de mieux accompagner les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable » et la poursuite du dispositif ADVB « Energie ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Manifestation d'Intérêt 2025-2026 des PTS, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 13 octobre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2025.

Nous avons le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **120 000 €** pour le projet suivant :

Amélioration de l'efficacité énergétique et préservation de la biodiversité à Bailleul : rénovation de l'éclairage public en LED dans diverses rues de la commune

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 06 71 28 34 74), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20250695, Direction Territoires et Transitions, ✉ projetsterritoriauxstructurants@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Projets Territoriaux Structurants 2025

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et,

le Territoire Energie de Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2024/429 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025, y compris ses volets Voirie communale et Energie, et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants 2025-2026 ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2025 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2025/4 du 22 avril 2025 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire Energie de Flandre ;
Vu la délibération DTT/2025/129 du Conseil départemental du 13 octobre 2025 relative à la programmation 2025 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Amélioration de l'efficacité énergétique et préservation de la biodiversité à Bailleul : rénovation de l'éclairage public en LED dans diverses rues de la commune - projet n°**AT-PTS-000563**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention

2.1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED de la commune de Bailleul.

2.2 - Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives au fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants et sa notice d'application 2025, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de **120 000 €**, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement. Il est rappelé que, dans tous les cas, le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables.

Si d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiées lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur le volet « travaux », les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas. De même, les avances versées aux entreprises avant le démarrage des travaux peuvent être prises en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas, à condition d'être désignées comme telles (avance) dans l'état récapitulatif des dépenses.

En cas de subvention portant sur le volet « étude » (financement d'une étude seule), seules les études de préfiguration et de faisabilité (missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage permettant d'établir la faisabilité du projet, son programme et participant à la sélection de la maîtrise d'œuvre) sont éligibles au financement départemental.

En cas de subvention portant sur des projets de production photovoltaïque, il est rappelé que seuls sont éligibles les projets d'autoconsommation individuelle ou collective. Par ailleurs, pour le respect de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021, la vente de surplus éventuelle ne devra pas bénéficier des conditions de l'obligation d'achat définies par ce même arrêté. Le Département se réserve le droit de vérifier ce point lors de la demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Coût total (HT) du projet	1 793 536,37 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	1 793 536,37 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	1 793 536,37 €
Taux consolidé de subvention	6,69 %
Montant plafonné de la subvention de base	120 000 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	*Non concerné*
Montant total plafonné de la subvention	120 000 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 14 octobre 2025, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2028**.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2026**.

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2028**.

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée de deux ans sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2026. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux (ou l'étude dans le cas du financement d'une étude seule) n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (dans le cas du financement d'une étude seule), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation). Le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde prévue à l'article 7, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6.1 - Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

6.2 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le financement départemental des projets relevant du dispositif du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants est conditionné à l'intégration par le Maître d'Ouvrage d'une démarche d'achats socialement responsables, qui se traduit en particulier par l'intégration de clauses sociales d'insertion aux marchés publics liés au projet objet de la subvention départementale.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces des marchés, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

La clause sociale d'insertion comme condition d'exécution du marché (article L. 2112-2 du code de la commande publique) se traduit pour les entreprises attributaires des marchés par un nombre d'heures de travail à réserver à des personnes éloignées de l'emploi et inscrites dans un parcours d'insertion, (allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes de moins de 26 ans sans qualification...). L'éligibilité des publics doit être validée au préalable par le facilitateur.

Il existe plusieurs modalités de réalisation de l'action d'insertion : le recrutement direct par tout contrat de travail, la mise à disposition de salariés (via un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, une association intermédiaire, une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, ou une Entreprise de Travail Temporaire dans le respect des conditions fixées par l'arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire), ainsi que le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance d'une partie des travaux/prestations, en partenariat avec le facilitateur, à une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA). Sur conseil du facilitateur et en fonction de l'objet du projet subventionné, le Maître d'Ouvrage peut également choisir de recourir à des marchés réservés aux structures d'insertion par l'activité économique (article L. 2113-13 du code de la commande publique)

Afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, le Département se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires afin de permettre le paiement de la subvention.

6.3 - Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 4.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux (ou son étude dans le cas du financement d'une étude seule), il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2026**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2026, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7.2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2028** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versées sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2028**.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 - Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif du projet ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution (partielle ou totale), de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et, le cas échéant, contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL) et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 14 octobre 2025, en deux exemplaires originaux

Pour le Président du Département du Nord,

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,

le Territoire Energie de Flandre

le Président

Le Président
Michel Decool .

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le 16450,00
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD
Engagt Recette
N° 101 512 1313 EP INVEST

Nord
le Département est là

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
29 OCT. 2025
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire d'Energie Flandre
Hôtel de Ville
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 14 OCT. 2025

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2025, malgré des contraintes financières fortes pesant sur le budget départemental, ce sont près de **48 millions d'euros** qui seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, notre volonté d'un soutien massif aux territoires. Il permet également de mieux accompagner les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable » et la poursuite du dispositif ADVB « Energie ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2025 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 13 octobre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2025.

Nous avons le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **16 450 €** pour le projet suivant :

Modernisation de l'éclairage public local : vers une transition énergétique durable avec l'installation de LED dans diverses rues de la commune de Broxeele

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 06 71 28 34 74), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20250695, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2024/429 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025, y compris ses volets Voirie communale et Energie, et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants 2025-2026 ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2025 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2025/4 du 22 avril 2025 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2025/129 du Conseil départemental du 13 octobre 2025 relative à la programmation 2025 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Modernisation de l'éclairage public local : vers une transition énergétique durable avec l'installation de LED dans diverses rues de la commune de Broxeele - projet n°**AT-ADVB-001459**

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2.1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED dans la rue des peupliers et la route de Rubrouck à Broxeele.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2.2 - Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2025, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de **16 450 €**, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement. Il est rappelé que, dans tous les cas, le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables.

Si d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiées lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur le volet « travaux », les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas. De même, les avances versées aux entreprises avant le démarrage des travaux peuvent être prises en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas, à condition d'être désignées comme telles (avance) dans l'état récapitulatif des dépenses.

En cas de subvention portant sur le volet « études », il est rappelé que seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

En cas de subvention portant sur des projets de production photovoltaïque, il est rappelé que seuls sont éligibles les projets d'autoconsommation individuelle ou collective. Par ailleurs, pour le respect de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021, la vente de surplus éventuelle ne devra pas bénéficier des conditions de l'obligation d'achat définies par ce même arrêté. Le Département se réserve le droit de vérifier ce point lors de la demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Coût total (HT) du projet	41 127,00 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	41 127,00 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	41 127,00 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	16 450,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	*Non concerné*
Montant total plafonné de la subvention	16 450 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 14 octobre 2025, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2028**.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2026**.

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2028**.

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2026. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux (ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques) n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation). Le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde prévue à l'article 7, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6.1 - Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

6.2 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6.3 - Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr. .

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 4.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2026**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2026, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7.2).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2028** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versées sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2028**.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 - Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif du projet ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution (partielle ou totale), de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné, le cas échéant, par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL), ainsi que les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 14 octobre 2025, en deux exemplaires originaux

Pour le Président du Département du Nord,

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,

le Territoire d'Energie Flandre

territoire d'énergie FLANDRE
Le Président
Michel Decool

le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION AIDE DEPARTEMENTALE AUX VILLAGES ET BOURGS - PROGRAMME 2025

Nord le Département est là

Commune	rue(s)	Exercice	N° Bord	N° Mandat	Tiers	N° Facture	Montant_HT	Montant_TTC	Date d'émission	Montant de la subvention demandé
WULVERDINGHE	*diverses rues*	2025	410	1175	GRPT CITEOS/FLASH ENERGIES	FA31499-3	34 795,00 €	41 754,00 €	24/11/2025	13 918,00 €
						TOTAL	34 795,00 €	41 754,00 €		13 918,00 €
									Montant du solde	13 918,00 €

Fait à Hazebrouck, le 5 décembre 2025

Vu et vérifié,
Le responsable du SGC d'Hazebrouck
Christophe PAWLAK

Certifié exact,
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

Christophe PAWLAK
Inspecteur Divisionnaire
des Finances Publiques

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
SGC D'HAZEBROUCK
60, Av.du Mal.de LATTRE de TASSIGNY
BP 30239
59524 HAZEBROUCK cedex

DEPART DU NORD N°102 512 1313 EP INVEST 306 13918,00

Ensoj Recette

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 14/12/2025 à 17:53:56 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur Christian POIRET, Président
Conseil Départemental du Nord
Hôtel du Département
51, rue Gustave Delory
59047 LILLE Cedex

Nos réf : MD/NLN/EB
Affaire suivie par Emilie BEAUVARLET, Directrice Adjointe
Mél : ebeauvarlet@teflandre.fr

***OBJET** : Demande de solde - Appel à projet ADVB 2025 - Rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de WULVERDINGHE - Convention du 14 Octobre 2025 - Dossier AT-ADVB-001467*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, la demande de versement du solde de la subvention concernant l'Appel à Projets « Aide Départementale aux Villages et Bourgs » programme 2025 conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention en date du 14 Octobre 2025 qui nous lie pour la réalisation de travaux de rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de WULVERDINGHE.
Compte tenu du coût réel des travaux réalisés, le solde de la subvention se porte à 13 918€.

Vous trouverez en pièces jointes :

- *L'état récapitulatif des dépenses réalisées certifié*
- *Les factures correspondantes*
- *Le certificat d'achèvement des travaux*
- *Le panneau de communication*

Je vous souhaite bonne réception de cette présente et des pièces ci-attenantes.

*Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.*

Fait à Hazebrouck, le 05/12/2025
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 14/12/2025 à 17:53:56.CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
29 OCT. 2025
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire d'Energie Flandre
30 rue Louis Warein
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 14 OCT. 2025

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2025, malgré des contraintes financières fortes pesant sur le budget départemental, ce sont près de **48 millions d'euros** qui seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, notre volonté d'un soutien massif aux territoires. Il permet également de mieux accompagner les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable » et la poursuite du dispositif ADVB « Energie ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2025 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 13 octobre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2025.

Nous avons le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **16 113 €** pour le projet suivant :

Installation de LED dans diverses rues de la commune de Wulverdinghe

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 06 71 28 34 74), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20250695, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2024/429 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025, y compris ses volets Voirie communale et Energie, et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants 2025-2026 ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2025 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2025/4 du 22 avril 2025 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2025/129 du Conseil départemental du 13 octobre 2025 relative à la programmation 2025 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Installation de LED dans diverses rues de la commune de Wulverdinghe - projet n°**AT-ADVB-001467**

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2.1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED dans la rue principale, la rue de Jérusalem et la route de Cassel à Wulverdinghe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2.2 - Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2025, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de **16 113 €,** déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement. Il est rappelé que, dans tous les cas, le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables.

Si d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiées lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur le volet « travaux », les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas. De même, les avances versées aux entreprises avant le démarrage des travaux peuvent être prises en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas, à condition d'être désignées comme telles (avance) dans l'état récapitulatif des dépenses.

En cas de subvention portant sur le volet « études », il est rappelé que seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

En cas de subvention portant sur des projets de production photovoltaïque, il est rappelé que seuls sont éligibles les projets d'autoconsommation individuelle ou collective. Par ailleurs, pour le respect de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021, la vente de surplus éventuelle ne devra pas bénéficier des conditions de l'obligation d'achat définies par ce même arrêté. Le Département se réserve le droit de vérifier ce point lors de la demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Coût total (HT) du projet	40 283,00 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	40 283,00 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	40 283,00 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	16 113,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	*Non concerné*
Montant total plafonné de la subvention	16 113 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 14 octobre 2025, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2028.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2026.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2028.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2026. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux (ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques) n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation). Le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde prévue à l'article 7, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6.1 - Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

6.2 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6.3 - Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 4.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2026**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2026, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7.2).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2028** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versées sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2028**.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 - Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif du projet ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution (partielle ou totale), de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné, le cas échéant, par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL), ainsi que les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 14 octobre 2025, en deux exemplaires originaux

Pour le Président du Département du Nord,

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,

le Territoire d'Energie Flandre

territoire d'énergie FLANDRE

Le Président
Michel Decool

le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Avenant n°1 à la convention de mandat pour la réalisation de travaux relatifs à l'installation, le raccordement et la mise en service de bornes de recharge des véhicules électriques sur le territoire de la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL)

Entre les soussignés :

- **La Communauté de Communes Flandre Lys,** 500 rue de la Lys 59253, La Gorgue, mandante, représentée par son Président, Jacques Hurlus, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n°2025D181 en date du 14 octobre 2025 déposée en Préfecture le 15 octobre 2025

D'une part,
Et

- **Le Territoire d'Energie Flandre**
Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK, mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 28 novembre 2024 déposée en sous-préfecture le 17 décembre 2024 et selon les statuts en vigueur et par délibération 16092025 / 18 en date du 16 septembre 2025.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - OBJET

Par délibérations 2021D177 en date du 28 septembre 2021 et 2022D023 en date du 24 février 2022 la CCFL a décidé de réaliser des travaux d'installation de bornes IRVE, conformément au programme et à l'enveloppe financière définie ci-après à l'article 2.

Par délibération 2025D108 du conseil communautaire le principe de la délégation de maîtrise d'ouvrage auprès du Territoire Energie Flandre à été accepté.

Compte tenu des prix des nouvelles bornes de recharge proposé par la centrale d'achat de la région haut de France, il convient de procéder à la rédaction d'un avenant afin de mettre à jours les conditions de participation financière de la CCFL.

Article 2 - Modifications :

L'article 1 est modifié comme suit : Le programme d'installation initial est modifié par le nouveau programme d'installation annexé au présent règlement (ANNEXE 1).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

L'article 2 est modifié comme suit : Le plan de financement initial mentionné est remplacé par le plan de financement annexé au présent avenant (ANNEXE 2).

L'article 6 de la convention est modifié comme suit :

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes :

- Etudes et missions préalables : au règlement de la facture à l'entreprise prestataire,
- Travaux : au règlement des factures à l'entreprise prestataire

Les frais de raccordement auprès du concessionnaire ENEDIS seront à la charge de la CCFL.

L'article 11 de la convention est modifié comme suit :

Le Territoire Energie Flandre fait son affaire de la perception des certificats d'économie d'énergie pouvant être perçu dans le cadre du projet. En contrepartie, il ne sollicitera pas de frais de gestion auprès de la Communauté de Communes Flandre Lys.

Article 3 - Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent avenant seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Hazebrouck, le - 4 DEC. 2025

Pour le Mandataire,

Le Président, PO

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

A La Gorgue, le 18 novembre 2025

Pour la CCFL,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Annexe 1: Programme d'installation

COMMUNE / LOCALISATION	ADRESSE ET INFOS COMPLEMENTAIRES	MODELE IRVE	NOMBRE DE PDC
FLEURBAIX / PARKING COMPLEXE SAPUTA	Face au 10 rue du Quesne, 62840 Fleurbaix	E-PREMIUM 22/25	2
HAVERSKERQUE / PARKING RUE DE L'EGLISE	Place Augustin Vandaele, 59660 Haverskerque	E-PREMIUM 22/25	2
LA GORGUE / AIRE DE COVOITURAGE FLANDRE LYS	119 Rue de Bethune, 59253 La Gorgue	E-SMART DOUBLE + E-SMART SIMPLE LENTE EN 11kW	3
LA GORGUE / PARKING RUE DU 8 MAI	21 Rue du 8 Mai, 59253 La Gorgue	E-PREMIUM 22/25	2
LA GORGUE / SIEGE CCFL	500, rue de la lys, 59253 La Gorgue Voie publique	TOTAL G2	2
LAVENTIE / PARKING COMPLEXE SPORTIF	199 Av. Henri Puchois, 62840 Laventie	E-PREMIUM 22/25	2
LAVENTIE / FAUQUISSART	Rue du vieux moulin, 62840 Laventie	TOTAL G2	2
LESTREM / BASE EOLYS	Rue de l'opinette, 62136 Lestrem	2*TOTAL G2	4
LESTREM / PARKING SALLE POLYVALENTE DE LA FOSSE	6 Pl. de la Fossé, 62136 Lestrem	E-PREMIUM 22/25	2
LESTREM / PLACE DE PARADIS	1902 Rue Delfile, 62136 Lestrem	E-PREMIUM 22/25	2
MERVILLE / CENTRE VILLE	57 Pl. de la Libération, 59660 Merville	TOTAL G2	2
MERVILLE / PARKING SALLE DES SPORTS PIERRE SIZAIRE	RUE DE LA BLANCHISSERIE, 59660 MERVILLE	TOTAL G2	2
MERVILLE / PARKING DERRIERE CENRE SOCIAL STEPHANE HESSEL	8 Rue Abbé Warein, 59660 Merville	E-PREMIUM 22/25	2
MERVILLE / PARKING ECOLE BEZEGHER	115 Rue d'Aire, 59660 Merville	E-PREMIUM 22/25	2
MERVILLE / CAMPUS AERONAUTIQUE	Residence etudiante flandre lys, Rue du Dr Rousseau, 59660 Merville	TOTAL G2	2
SAILLY-SUR-LA-LYS / PARKING SALLE DE LA BRIQUETERIE	1 Rue de la Briqueterie, 62840 Sailly-sur-la-Lys	TOTAL G2	2
SAILLY-SUR-LA-LYS / PARKING PLACE DOLTO	Face au 3370 Rue de la Lys, 62840 Sailly-sur-la-Lys	TOTAL G2	2
SAILLY SUR LA LYS / PARKING EGLISE SAINT-VAAST	Face au 31 Rue de l'Église, 62840 Sailly-sur-la-Lys	TOTAL G2	2

Envoyé en préfecture le 10/12/2025
Reçu en préfecture le 10/12/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Annexe 2: Plan de financement

Dépenses HT		Recettes	
Bornes achetées à installer	50 154,16 €	DSIL CCFL	15 802,58 €
Bornes à acquérir et installer	202 562,95 €	DSIL TEF	40 836,69 €
Forfait raccordement ENEDIS	10 953,00 €	FNADT TEF	48 756,90 €
Total	263 670,11 €		105 396,17 €

Envoyé en préfecture le 10/12/2025
Reçu en préfecture le 10/12/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 16 septembre 2025

Délibération N° 16092025 / D18 - Compétence IRVE - Autorisation de signature d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL) pour le déploiement d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE)

Le 16 septembre 2025 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle des fêtes E. Dantin de MORBECQUE, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 08/09/2025
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice* au jour de la séance : 194 délégués

*Mme N. STRUYS déléguée titulaire de Pradelles, Mme D. MALESYS déléguée titulaire de Terdeghem ont démissioné. En application des Articles L 5211-8 et L 5711-1 du CGCT, le Conseil municipal des communes concernées doit pourvoir à leur remplacement dans un délai d'un mois, suivant la démission. A ce jour, l'élection des remplaçants n'a pas eu lieu.

PRESENTS : 102 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué suppléant	ARNEKE
M. Arnaud DEVILLEZ	Délégué titulaire	BAILLEUL
M. Emmanuel FURLAN	Délégué titulaire	BAILLEUL
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jean-François COLAU	Délégué titulaire	BERGUES
M. Philippe VANMERRIS	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Pascal DEBRUYNE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Délégué titulaire	BISSEZEELE
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme MAMETZ Danielle	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Pierre TITRENT	Délégué titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Jean STERCKEMAN	Délégué titulaire	BROXEELE
Mme Margareth LETURGEZ-WADOUX	Déléguée titulaire	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
Mme Géraldine DEGRAVE	Déléguée suppléant	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
Mme Bernadette BROUCKE	Déléguée titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Francis BEVE	Délégué titulaire	EBBLINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Jean-Michel DEGRAND	Délégué titulaire	ESQUELBECQ
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
M. Serge VANECLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
Mme Laurence DOUALE	Déléguée suppléant	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Francky SALON	Délégué titulaire	HAVERSKERQUE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Cédric TROLET	Délégué titulaire	HERZEELE
Mme Valérie VANHERSEL	Déléguée titulaire	HERZEELE
M. Fabrice LAMIAUX	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jean-Luc CAPPAERT	Délégué titulaire	HONDEGHEM
M. Hervé SAISON	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Patrick LESCORNEZ	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Jean-Pierre LEFEBVRE	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Pierre CAMPAGNIE	Délégué titulaire	KILLEM
M. Jean-Claude BERNARD	Délégué suppléant	KILLEM
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
Mme Sabine DEROCQ	Déléguée titulaire	LA GORGUE
M. Jean-Luc DECOSTER	Délégué titulaire	LAVENTIE
M. Michel DELFORGE	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
Mme Bernadette DELANGUE	Déléguée titulaire	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
Mme Mathilde VANGREVELYNGHE	Déléguée titulaire	LEDRINGHEM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Emile HOEDTS	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Jean-François DAUTRICOURT	Délégué titulaire	LYNDE
Mme Danielle VANMAELE	Déléguée titulaire	MERCKEGHEM
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Denis CITERNE	Délégué titulaire	MERRIS
M. Joël DUYCK	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Remi MARION	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Eric DEGRAVE	Délégué suppléant	MORBECQUE
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Régis VERBEKE	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Kevin NEFFE	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Francis MEIRLAND	Délégué titulaire	SAINTE-MARIE-CAPPEL
M. Bertrand CREPIN	Délégué titulaire	SAINTE-MARIE-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Patrick DEWINTER	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Claude BODELE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Dominique VAESKEN	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Alain DAVROUX	Délégué titulaire	STEENE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

M. Mark MAZIERES	Délégué titulaire	STEENWERCK
M. Jean-Benoît RUCKEBUSCH	Délégué titulaire	STRAZEELE
M. Daniel DESCHODT	Délégué titulaire	WATTEN
M. Marc DAMBRICOURT	Délégué titulaire	WATTEN
Mme Laurence BARROIS	Déléguée titulaire	WEMAERS-CAPPEL
M. Patrice LECLAIRE	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Anne VANPEENE	Déléguée titulaire	WINNEZEELE
Mme Myriam DECLERCK	Déléguée titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Philippe PERRIN	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER

POUVOIRS : 4

M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
Mme Anne-Sophie BAUDCHON, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Frederic VANDENBRIELLE, délégué titulaire de SAINT JANS CAPPEL a donné pouvoir à M. Thierry DEQUIDT
M. Patrice LAUWERIE, délégué titulaire de WALLON-CAPPEL a donné pouvoir à M. Hervé DELVA

VOTANTS : 106

Secrétaire de séance : M Arnaud DEVILLEZ

Délibération N° 16092025 / D18 - Compétence IRVE - Autorisation de signature d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL) pour le déploiement d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE)

Exposé et proposition de M. Christian DELASSUS – Vice-Président :

La Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL) exerce depuis plusieurs années la compétence « Développement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE) ». Dans ce cadre, elle a adopté un Schéma Directeur IRVE commun avec le Territoire d'Énergie Flandre, formalisant une collaboration renforcée pour accélérer le déploiement de ces infrastructures sur leur territoire commun.

Face à des difficultés opérationnelles rencontrées par la CCFL dans la mise en œuvre de son programme, celle-ci a sollicité l'accompagnement du TE Flandre. Une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, signée le 11 mars 2025, a ainsi confié au TE Flandre la responsabilité du déploiement des bornes IRVE sur le territoire de la CCFL, dans le respect des objectifs fixés par le Schéma Directeur commun.

Le programme initial a connu des ajustements, notamment avec l'ajout de nouvelles bornes IRVE prévues en annexe à la convention. Ces modifications, actées en concertation entre les deux parties, nécessitent la formalisation d'un avenant pour :

- Actualiser les engagements (nombre de bornes, localisations, calendrier) ;
- Préciser les modalités techniques et financières liées à ces évolutions ;
- Maintenir la cohérence avec les objectifs du Schéma Directeur IRVE
- Cette adaptation s'inscrit dans une logique de flexibilité opérationnelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Il est proposé au Comité :

- ✓ D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée le 11 mars 2025 avec la Communauté de Communes Flandre Lys, selon projet joint à la présente délibération.

- ✓ D'autoriser Monsieur le Président du Territoire d'Énergie Flandre, ou son représentant, à signer ledit avenant, ainsi que tous actes et avenants complémentaires nécessaires à sa mise en œuvre.

- ✓ De charger Monsieur le Président, ou son représentant, de procéder à l'ensemble des formalités administratives et financières liées à l'exécution de la présente délibération.

Adoption :
Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence IRVE ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Arnaud DEVILLEZ
Secrétaire de Séance

Michel DECOOL
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Flandre Lys
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DÉPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

Séance du 14 octobre 2025

L'an deux mille-vingt-cinq, le quatorze octobre, à 19 heures et 00 minutes, les membres du Conseil communautaire se sont réunis à La Gorgue, 500 rue de La Lys, sur la convocation qui leur a été adressée par Jacques HURLUS, le Président de la Communauté de communes Flandre Lys, le 8 octobre.

Nombre de conseillers en exercice le jour de la séance : 42
Nombre de présents :
Du point n°1 au point n°5 : 36
A partir du point n°6 : 37
Nombre de pouvoirs : 4
Nombre de votants :
Du point n°1 au point n°5 : 40
A partir du point n°6 : 41

Etaient présent(e)s :
Mme BERTRAND Dorothée, Mme BEURAERT Martine, M.BEZILLE Marc, M.BODART Michel, M.BOONAERT Jean-Philippe (à partir du point n°6), Mme BOULENGER Delphine, Mme BROUARD Bénédicte, Mme DE SWARTE Marie-Dominique, Mme DEBAISIEUX Nathalie, M.DELABRE Aimé, Mme DERONNE Véronique, Mme DUHAYON Monique, Mme DURUT Jocelyne, M.DUYCK Joël, Mme EVRARD Monique, M.FAIDUTTI Jean-Marc, Mme FERMENTEL Geneviève, M.FICHEUX Bruno, M.GLORIANT Stéphane ; M.HENNEON François-Xavier, Mme HERDIN Andrée, M.HURLUS Jacques, M.LABERGERIE Eric, M.LAPIERRE Julien, M.LORIDAN Bernard, Mme LORPHELIN Martine, M. MAHIEU Philippe, M.MORVAN Hervé, M.MOUQUET Denis, M.PARENT Michael, Mme PLE Sandra, M.PRUVOST Philippe, M.SÉRÉ Soarey, Mme THERON Stéphanie, M.VANECLOO Serge, Mme VERHAEGHE Marie-Thérèse, Mme VILLE Augustine.

Absents excusés ayant donné pouvoir :
M.BLERVAQUE Philippe, pouvoir donné à Mme DURUT Jocelyne
M.BROUTEELE Philippe, pouvoir donné à Mme DERONNE Véronique
Mme HIEL Anne, pouvoir donné à M. PRUVOST Philippe
M.RAVET Pierre-Luc, pouvoir donné à M.THOREZ Jean-Claude

Absents :
M.BOONAERT Jean-Philippe (jusqu'au point n°5)
M.FICHEUX Bruno

Secrétaire de séance : M. MOUQUET Denis

Délibération n°2025D181 – Finances, Mutualisation, Transferts de charges – Territoire d'Energie Flandre – Avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le déploiement de bornes de recharge électrique sur le territoire CCFL.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L2422-1 à L2422-11,
Vu les statuts du territoire énergie Flandre (TEF),
Vu les statuts de la communauté de communes Flandre Lys (CCFL),
Vu la délibération communautaire n°2021D177 du 21 septembre 2021 approuvant la réalisation d'un Schéma Directeur Mutualisé des infrastructures de recharge pour véhicules électriques en le SIECF TE (TEF) et la CCFL,
Vu la délibération communautaire n°2022D023 en date du 24 février 2022, adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques,
Vu la délibération du TEF n° 28112024/D21 en date du 28 novembre 2024 approuvant la convention avec la CCFL pour le déploiement de bornes en délégation de maîtrise d'ouvrage,
Considérant l'expertise développée par le territoire Energie Flandre en matière de procédure de raccordement électrique,
Vu la délibération n°2025D018 du conseil communautaire du 11 février 2025 adoptant le principe de délégation de la maîtrise d'ouvrage pour le déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques,

Considérant que dans le cadre du marché porté par la région Hauts-de-France pour l'acquisition installation de bornes de recharge, le modèle des bornes a évolué, entrainant une hausse des couts,
Considérant l'attribution de subventions faites au territoire d'Energie Flandre pour le déploiement de bornes de recharge,
Considérant que le Territoire Energie Flandre fait son affaire de la recherche de financement au titre des certificats d'énergie,

Il est proposé au conseil communautaire de conclure un avenant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée de la façon suivante :

1. Programme de déploiement des bornes : tel que joint en annexe
2. Plan de financement prévisionnel :

Dépenses HT		**Recettes**	
Bornes achetées à installer	50 154,16 €	DSIL CCFL	15 802,58 €
Bornes à acquérir et installer	202 562,95 €	DSIL TEF	40 836,69 €
Forfait raccordement ENEDIS	10 953,00 €	FNADT TEF	48 756,90 €
Total	263 670,11 €		105 396,17 €

3. Frais de raccordement : les frais de raccordement seront directement pris en charge par la CCFL
4. Frais de Gestion : la CCFL cède les certificats d'économie d'énergie à venir, en contrepartie le Territoire Energie Flandre n'appliquera pas de frais de gestion.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire accepte à l'unanimité (41 voix) la proposition ci-dessus.

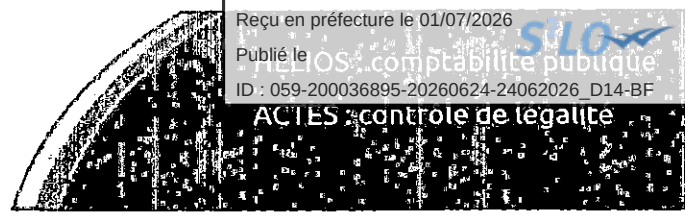
A La Gorgue le 14 octobre 2025,
Pour extrait conforme au registre,

Le Secrétaire de séance,
Denis MOUQUET

Le Président,
Jacques HURLUS

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles



Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**AV1_IRVE_CCFL**
Objet :	**Avenant N°1 à la convention de mandat pour la réalisation de travaux relatifs à l'installation, le raccordement et la mise en service de bornes de recharge des véhicules électriques sur le territoire de la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL)**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-12-04 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Document contractuel) Nom original : AV1 Convention IRVE CCFL.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	565.2 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 décembre 2025 à 16h14min49s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 décembre 2025 à 16h21min35s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 décembre 2025 à 16h22min16s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 décembre 2025 à 16h22min29s	Reçu par le MI le 2025-12-10

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

CONVENTION DE MANDAT

POUR LA REALISATION DE TRAVAUX RELATIFS A L'INSTALLATION, LE RACCORDEMENT ET LA MISE EN SERVICE DE BORNES IRVE

SUR LE TERRITOIRE DE LA CC FLANDRE LYS (CCFL)

Entre les soussignés :

- La Communauté de Communes Flandre Lys, 500 rue de la Lys 59253, La Gorgue, mandante, représentée par son Président, Jacques Hurlus, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n°2025D018 en date du 11 février 2025 déposée en Préfecture le 14 février 2025

D'une part,

- Le **Territoire d'Energie Flandre**
Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK, mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 28 novembre 2024 déposée en sous-préfecture le 17 décembre 2024 et selon les statuts en vigueur.

D'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

ARTICLE 1ER - OBJET

Par délibérations 2021D177 en date du 28 septembre 2021 et 2022D0[illegible] CCFL a décidé de réaliser des travaux d'installation de bornes IRVE, conformément au programme et à l'enveloppe financière définis ci-après à l'article 2.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser une opération d'installation de bornes de recharge de véhicule électrique dont le détail est joint en annexe au nom et pour le compte de la CCFL dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS

Le programme détaillé de l'opération est défini par le plan de financement prévisionnel joint à la présente convention.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par le plan de financement prévisionnel joint à la présente convention.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi définis, qu'il accepte.

Dans le cas où, au cours de la mission, la CCFL ou le TE Flandre estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le TE Flandre puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le TE Flandre s'engage à mettre les ouvrages à la disposition de la CCFL au plus tard à l'expiration du délai fixé dans le marché et les ordres de service Travaux.
Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le TE Flandre ne pourra être tenu pour responsable.

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES

La CCFL s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel joint au présent contrat.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE SYNDICAT (MANDATAIRE)

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président, ou son représentant qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du TE Flandre porte sur les éléments suivants :

1.- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé

2.- Le cas échéant dépôt d'une autorisation d'urbanisme notamment en périmètre ABF

- *Signature et gestion des marchés*
- *Versement de la rémunération*

3.- Préparation du choix des entrepreneurs prestataires dans le cadre des marchés de travaux, services conclus par le mandataire

- *Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs*
- *Réception des travaux*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

4.- Gestion financière et comptable de l'opération

5.- Gestion administrative

6.- Actions en justice

et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 6. FINANCEMENT PAR LA CCFL

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes :

- Etudes et missions préalables : au règlement de la facture à l'entreprise prestataire,
- Travaux : au règlement des factures à l'entreprise prestataire et au concessionnaire ENEDIS.

ARTICLE 7. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

Le maître d'ouvrage pourra demander, à tout moment, au mandataire, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 8. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

La CCFL ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles du Code de la commande publique.

Approbation des avant-projets (fiches instruction)

En application de l'article L2422-6 du Code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable de la Commune sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la CCFL par le mandataire accompagné des propositions motivées de ce dernier.

La CCFL devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 21 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

Accord sur la réception des ouvrages

Le mandataire en accord avec la CCFL établira la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise.

ARTICLE 9. MISE A DISPOSITION DE LA CCFL

Les ouvrages sont mis à la disposition de la CCFL après réception des travaux à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si la CCFL demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante. Elle devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'elle occupe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé de la CCFL et du mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restantes.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l' ouvrage correspondant à la CCFL. Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 14.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; la CCFL doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence de la CCFL. Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu ci-dessus, la mise à disposition intervient à la demande du mandataire à l'occasion de la réception des travaux.

La mise à disposition prend effet immédiatement à la signature du procès-verbal de remise.

ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître de l'ouvrage ou par la résiliation du contrat dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est accordé au mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :
- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître de l'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 11. REMUNERATION DU MANDATAIRE

La présente convention est consentie moyennant des frais de gestion (ingénierie et suivi de travaux) selon les modalités fixées en annexe 1

ARTICLE 12. PENALITES.

SANS OBJET

ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES - RESILIATION

La résiliation peut intervenir d'un commun accord entre le TE Flandre et la CCFL si le projet venait a être abandonné, à condition que l'ensemble des sommes dues soient réglées (études préalables notamment).

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Durée du contrat

Le présent contrat prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

14.2. Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action demander l'accord du maître de l'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Toutefois toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Hazebrouck, le .....11 MARS 2025.....

A La Gorgue, le 19 février 2025

Pour le Mandataire,

Le Président,

territoire d'énergie

Le Président du SIECF
Michel Decool

COMMUNAUTÉS FLANDRE LYS

Pour la CCFL
Le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Flandre Lys
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DÉPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

Séance du 11 février 2025

L'an deux mille-vingt-cinq, le onze février, à 19 heures et 00 minutes, les membres du Conseil communautaire se sont réunis à La Gorgue, 500 rue de La Lys, sur la convocation qui leur a été adressée par Jacques HURLUS, le Président de la Communauté de communes Flandre Lys, le 5 février.

Nombre de conseillers en exercice le jour de la séance : 42
Nombre de présents :
Du point n°1 au point n°4 : 32
A partir du point n°5 : 33
Nombre de pouvoirs :
Du point n°1 au point n°4 : 8
A partir du point n°5 : 7
Nombre de votants : 40

Etaient présent(e)s :
Mme BERTRAND Dorothée, Mme BEURAERT Martine, M.BEZILLE Marc, M.BLERVAQUE Philippe, M.BODART Michel, M.BOONAERT Jean-Philippe, M.BROUTEELE Philippe, Mme DE SWARTE Marie-Dominique (à partir du point n°5), Mme DEBAISIEUX Nathalie, M.DEHAENE Michel, M.DELABRE Aimé, Mme DERONNE Véronique, Mme DUHAYON Monique, M.DUYCK Joël, M.FAIDUTTI Jean-Marc, Mme FERMENTEL Geneviève, M.HENNEON François-Xavier, Mme HERDIN Andrée, Mme HIEL Anne, M.HURLUS Jacques, M.LAPIERRE Julien, M.LORIDAN Bernard, Mme LORPHELIN Martine, M. MAHIEU Philippe, M.MOUQUET Denis, M.PARENT Michael, Mme PLE Sandra, M.PRUVOST Philippe, M.SÉRÉ Soarey, Mme THERON Stéphanie, M.VANECLOO Serge, Mme VERHAEGHE Marie-Thérèse.

Absents excusés ayant donné pouvoir :
Mme BOULENGER Delphine, pouvoir donné à Mme PLE Sandra
Mme BROUARD Bénédicte, pouvoir donné à M.PRUVOST Philippe
Mme DE SWARTE Marie-Dominique, pouvoir donné à Mme HERDIN Andrée (jusqu'au point n°4)
Mme DURUT Jocelyne, pouvoir donné à M.BERVAQUE Philippe
Mme EVRARD Monique, pouvoir donné à M.MAHIEU Philippe
M.LABERGERIE Eric, pouvoir donné à Mme HIEL Anne
M.MORVAN Hervé, pouvoir donné à Mme BEURAERT Martine
M.RAVET Pierre-Luc, pouvoir donné à M.THOREZ Jean-Claude

Absents :
M.FICHEUX Bruno
Mme VILLE Augustine

Secrétaire de séance : Mme HIEL Anne

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Délibération n°2025D018 – Finances, Mutualisation et Transferts de charges – Territoire d'Energie Flandre – Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le déploiement de bornes de recharge électrique sur le territoire CCFL.

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L2422-1 à L2422-11,
Vu les statuts du territoire énergie Flandre (TEF),
Vu les statuts de la communauté de communes Flandre Lys (CCFL),
Vu la délibération communautaire n°2021D177 du 21 septembre 2021 approuvant la réalisation d'un Schéma Directeur Mutualisé des Infrastructures de recharge pour véhicules électriques en le SIECF TE (TEF) et la CCFL,
Vu la délibération communautaire n°2022D023 en date du 24 février 2022, adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques,
Vu la délibération du TEF n° 28112024/D21 en date du 28 novembre 2024 approuvant la convention avec la CCFL pour le déploiement de bornes en délégation de maîtrise d'ouvrage,
Considérant l'expertise développée par le territoire Energie Flandre en matière de procédure de raccordement électrique,
Considérant le programme de déploiement de bornes établi par la CCFL,

Dans le cadre du Schéma Directeur SD IRVE commun avec le TE Flandre, la CFL sollicite l'accompagnement du TE Flandre pour le déploiement des bornes IRVE. Le TE Flandre réalisera le déploiement des bornes IRVE par maitrise d'ouvrage déléguée et selon le tableau annexé à la présente délibération.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses HT			Recettes	
Bornes achetées à installer	Reste à payer	27 803,00 €		
	Forfait raccordement Enedis	7 333,33 €		
Bornes à acquérir et installer	Acquisition installation	69 260,00 €	DSIL	30 000,00 €
	Forfait raccordement Enedis	6 666,67 €		
TOTAL		111 063,00 €		

Des frais de gestion (ingénierie et suivi de travaux) seront dus par la CCFL au TEF selon les modalités suivantes :

Frais de gestion forfaitaire calculés sur le montant HT du chantier :	
De 0 à 10 000 €	500 €
De 10 0001 € à 20 000 €	1000 €
De 20 001 € à 50 000 €	1500 €
De 50 001 € à 100 000 €	2000 €
Au-delà de 100 001 €	3000 €

Après avis favorables de la commission et du bureau, il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le projet de travaux d'installation de bornes de recharges de véhicules électriques et de demander au Territoire d'Energie Flandre de programmer et réaliser ces travaux,
- d'accepter la proposition financière du Syndicat d'Energie et d'approuve le plan de financement prévisionnel relatif aux travaux,
- d'acter que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction de l'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux,
- de s'engager à respecter les conditions fixées dans la convention notamment quant au versement de sa participation pour les travaux,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

- d'inscrire aux budgets prévisionnels de l'année 2025 et 2026, les sommes qui seront dues au Syndicat d'énergie, selon le plan de financement prévisionnel :
  - En section d'investissement, à l'article 21534, les dépenses afférentes aux travaux,
  - En section de fonctionnement, à l'article 62878 ou 21534, les dépenses relatives aux frais de gestion fixés forfaitairement,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de mandat annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Président à procéder à toutes les formalités nécessaires à l'application de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire accepte à l'unanimité (40 voix) la proposition ci-dessus.

A La Gorgue le 11 février 2025,
Pour extrait conforme au registre,

Le Secrétaire de séance,

Anne HIEL

Le Président,

Jacques HURLUS

COMMUNAUTE DE COMMUNES FLANDRE LYS

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

14/02/2025

Mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'installation d'IRVE Annexe 4 programme

Programme d'installation

Ville	Emplacement	situation juridique du terrain	adresse	Coordonnées GPS	nombre de borne(s)	Nombre de points de charge	Puissance	Inscription SDIRVE	PDL	Bornes acquises	Bornes à acquérir	Installation à payer	DSIL
La Gorgue	Aire de co voiturage, RD 122	parcelle propriété de la ville AN0077	rue du général de Gaulle, 59253 La Gorgue	50,62001°N, 2,70045°E	2	4	22 Kwa	X		2		2	
Lestrem	EOLYS	Parcelle propriété de la CCFL	Rue de l'epinette, 62136 Lestrem	50,62047°N,2683097°E	2	4	22 Kwa	X		2		2	
Merville	Centre Ville	Voie publique	Place de la libération, 59660 Merville	50,64209°N,2,63850°E	2	4	22 Kwa	X		2		2	
Laventie	Fauquissart	Voie publique	Rue du vieux moulin, 62840 Laventie	50,61051°N, 2,79535°E	1	2	22 Kwa	X		1		1	
Sailly-sur-la-Lys	Place dolto	Voie publique	Rue de la Lys, 62840 Sailly sur la Lys	50,66195°N,2,79922°E	1	2	22 Kwa	X		1		1	
Fleurbaix	complexe sportif	Parcelle propriété de la Ville AO 0285	allée des tulipes, 62840 Fleurbaix	50,651164°N,2830704°E	1	2	22 Kwa				1	1	X
Haverskerque	Mairie	Parcelle propriété de la Ville A1659	Place Albertine Perel, 59660 Haverskerque	50,641809°N,2540621°E	1	2	22 Kwa				1	1	X
Merville	Centre social	Parcelle propriété de la Ville ZE 1853	Place françois Mitterand, 59660 Merville	50,649806°N,2645207°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
La Gorgue	Centre ville	parcelle OA 491 propriété de la ville	rue du 8 mai, 59253 La Gorgue	50,636824°N270691E	1	2	22 Kwa				1	1	X
Laventie	mairie	voie publique	Place du 8 mai 1945 62840 Laventie	50,628592°N, 2771749°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Lestrem	salle polyvalente de la fosse	voie publique	2 Place de la Fosse 62136 Lestrem	50,605595 °N, 2,697765°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Lestrem	Place de Paradis	parcelle propriété de la Ville CP 0031	Rue Delfile 62136 Lestrem	50,601814°N , 2,651694°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Merville	Equipement publics	Parcelle propriété de la Ville ZR 0097	Rue d'aire, 59660 Merville	50,639542°N,2617194°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Sailly-sur-la-Lys	Salle de la Briquetterie	Parcelle propriété de la ville AN 404	Promenade saint Maur, 62840 Saillysur la Lys	50,659142°N,2,79548°E	2	4	22 Kwa	X			2	2	X
Merville	Campus aéronautique	Parcelle propriété de la CCFL	rue de l'aérodrome, 59660 Merville	50,628467°N,2,644779°E	1	2	22 Kwa	X		1		1	
La Gorgue	500 rue de la Lys	Voie publique	500, rue de la lys, 59253 La Gorgue	0	1	2	22 Kwa			1		1	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Engag° - Recette
SIECF- N°110 020458298 ACTEE+ 102 1120,
M2023-03-LT02 BC 762

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SIECF ACTEE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie FLANDRE

Dispositif ACTEE+ CHENE - BATIMENTS – Audit
ACTION TERRITORIALE des COLLECTIVITES pour l'EFFICACITE ENERGETIQUE
BATIMENTS EXISTANTS

DEMANDEUR

Projet porté par / Collectivité de Coeur de Flandre Agglo

Affaire suivie par : Mme /M Philippe Pilyser **Fonction :** Responsable service accompagnement stratégique

Téléphones : 07 88 60 08 40 **Courriel :** philippe.pilyser@ca-coeurdeflandre.fr

BATIMENT A AUDITER

Nom et nature du bâtiment : Future Cité de la Bière : Friche Nordlys

Adresse(s) : 19 rue Emile Hié 59270 BAILLEUL

Horaires de visite : Batiment sans activité, visite possible sur contact de Coeur de Flandre Agglo ou de la mairie de Bailleul

Autres précisions :

Surface du bâtiment (en m²) : Surface foncière : 7 754 m² / Surface bâtie : 6 354 m²

Documents à Fournir :

- **Les historiques des consommations/factures énergétiques (électricité, gaz, fioul...) sur 3 ans ;**
- **Les dates de démarrage et arrêt du chauffage sur 3 ans ;**
- **Les contrats d'entretien ou d'exploitation ;**
- **La liste des travaux énergétiques effectués sur les bâtiments ces 10 dernières années ;**
- **Les plans en votre possession ;**
- **Les DTA (Documents Techniques Amiante)**

ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COLLECTIVITE

Les modalités de cette opération sont fixées par délibération du SIECF.

Cette dernière prévoit un reste à charge pour la collectivité de 25% du montant HT global.

Les montants globaux d'audits sont variables selon les bâtiments, et sont répertoriés dans le tableau ci-annexé.

La collectivité s'engage à régler le reste à charge de 25% des audits énergétiques et de l'analyse de la qualité de l'air intérieur.

Fait le 04/09/24 **à** Hazebrouck

Le Maire / Président de Coeur de Flandre agglo

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ★ COEUR DE FLANDRE ★

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Engag'-Recette
N° 113 512 1313 EP INVEST 306
AV° 5158 F391 3112 [illegible]
= 139278,00

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
3 OCT. 2024
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire Energie Flandre
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 23 septembre 2024

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2024, près de 67 millions d'euros sont consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, une volonté forte de soutien massif aux territoires. Il permet également d'accompagner plus fortement les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable », renforcée sur les projets les plus vertueux. Il intègre, à nouveau, au sein de l'ADVB un volet spécifique « Energie » et permet l'augmentation du seuil d'éligibilité du volet « Voirie Communale ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2024 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 23 septembre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2024.

Nous avons donc le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **278 556 €** pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED sur la commune de Bergues

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 03 59 73 41 91), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Bien Cordialement

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20240627, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024

Entre les soussignés :

le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2023/387 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024 et à l'actualisation des dossiers déposés au titre du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2024 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2024/89 des 26 et 27 mars 2024 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2024/110 du Conseil départemental du 23 septembre 2024 relative à la programmation 2024 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED sur la commune de Bergues - projet n° AT-ADVB-001285

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2-1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED de diverses rues de la commune (Places de Bergues, chemin des fortifications parking stade...).

2-2 – Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2024, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de 278 556,00 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement.

Il est ici rappelé que le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables. Au cas où d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiés lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas communiquer le montant des dépenses non subventionnables lors de sa demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas.

En cas de subvention portant sur le volet étude, seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

Coût total (HT) du projet	696 390,40 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	696 390,40 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	696 390,40 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %.
Montant plafonné de la subvention de base	278 556,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	Non concerné
Montant total plafonné de la subvention	278 556,00 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 24 septembre 2024, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2027.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2025.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2027.**

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2025. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024, les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation), le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6-1- Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire, s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

6-2- Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6-3- Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier indiquant le montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 3.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2025**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2025, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7-2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention sera versé sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2027** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention sera versée sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement de fin des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2027.**

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 – Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation; reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

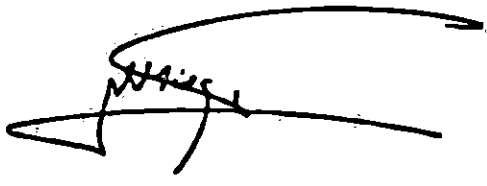
Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné par le comptable public et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 24 septembre 2024, en deux exemplaires originaux

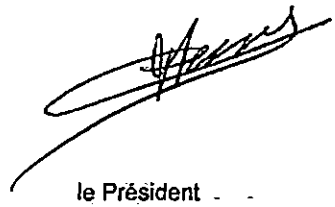
le Département du Nord
pour le Président, et par délégation,



le Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, Du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,
Nicolas SIEGLER

le Territoire d'Energie Flandre





le Président

COMMUNE ST PIERRE BROUCK

Engag° Recette
N°114 758 13148 IRVE 102 3500,00
MR82312546 BC844 Engag° Dép° N°220

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de SAINT-PIERRE-BROUCK
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 26 mai 2025.*

Et

*La **Commune de Saint-Pierre-Brouck**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 18 juin 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 26 mai 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE E-PREMIUM 22-25 kW 2 points de charge sur la commune de **Saint-Pierre-Brouck, Parking de la place, Rue de la Bistade**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°26052025/D19 du 26 mai 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Saint-Pierre-Brouck** souhaite que cette participation soit prise en charge par le budget communal de l'année.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 30/06/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Saint-Pierre-Brouck,

Le Maire
Gérard GRONDEL

MAIRIE de SAINT-PIERRE-BROUCK (Nord)

COMMUNE RUBROUCK

Engagt Recette
N° 117 758 13148 IRVE 102 3500,00

MR 62312546 BC 819

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de RUBROUCK
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Engagt Dép ≠ N° 231

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 26 mai 2025.*

Et

*La **Commune de Rubrouck**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 28 mars 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 26 mai 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Rubrouck, Contour de l'Eglise**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°26052025/D49 du 26 mai 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Rubrouck** souhaite que cette participation soit prise en charge par le budget communal de l'année.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 27/05/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Rubrouck,

Le Maire

MAIRIE DE RUBROUCK (NORD)

Luc Everaere.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PREFECTURE

Engag[t] Recette N° 120 758 13362 IRVE 306 413000 B49 [illegible] 123 [illegible] 3 D4 A00AaHF4 041223

PRÉFET DU NORD
Liberté
Égalité
Fraternité

Sous-préfecture de Dunkerque

ARRIVÉE LE 26 DEC. 2022 SIECF

= 298100
- 40836,69 Engag[t] Recette N° 107
= 251263,31 Engag[t] Recette N° 120

Dunkerque, le 19 DEC. 2022

Bureau des relations avec les collectivités territoriales
Affaire suivie par : Christelle TERRIERE

Tél. : 03 28 20 59 78
christelle.terriere@nord.gouv.fr

Référence : BRCT – CT - 22/477

Le sous-préfet de Dunkerque

à

Monsieur le président du syndicat intercommunal
d'énergie des communes de Flandre

Objet : Dotation de soutien à l'investissement local 2022

P.J. : 1

J'ai le plaisir de vous informer que j'ai proposé, avec un avis très favorable, à Monsieur le Préfet d'accorder à votre commune un abondement de 34 055 € au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) 2022 pour votre projet « bornes de recharge pour les véhicules électriques ».

Aussi, il m'est agréable de vous faire parvenir l'avenant à l'arrêté préfectoral EJ n°2103636944, vous attribuant cette subvention, qui s'élève désormais à 413 000 €, calculée au taux de 20, 16 % sur une assiette éligible estimée à 2 048 350 € HT.

Mes services restent à votre entière disposition pour toute question que vous pourriez être amenée à vous poser.

Hervé TOURMENTE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PRÉFET
DU NORD
Liberté
Égalité
Fraternité

Sous-préfecture
de Dunkerque

ARRIVÉE LE
02 MAI 2022
SIECF

Dunkerque, le 27 AVR. 2022

Bureau des relations avec les collectivités territoriales
Affaire suivie par : Christelle TERRIERE

Tél. : 03 28 20 59 78
christelle.terriere@nord.gouv.fr

Référence : BRCT – CT - 22/177

Le Sous-préfet de Dunkerque

à

Monsieur le président du syndicat intercommunal
d'énergie des communes de Flandre

Objet : Dotation de soutien à l'investissement local 2022

P.J. : 1

Dans le cadre de la programmation 2022 de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), un appel à projet a été lancé le 9 novembre 2021 auprès de l'ensemble des communes et des EPCI à fiscalité propre du département.

De nombreux dossiers ont été déposés, témoignant à nouveau de la pertinence et de l'utilité de cette dotation et de son appui à la concrétisation d'opérations d'investissement en faveur du développement écologique des territoires et de leur attractivité.

Le préfet du Nord a souhaité soutenir en priorité en 2022 les projets stratégiques, le scolaire, le développement durable et les équipements sportifs.

Sur ma proposition, j'ai le plaisir de vous informer que votre projet « Bornes de recharge pour les véhicules électriques » a été retenu pour un montant de 378 945 € représentant 18,50 % du coût de l'opération. Je vous adresse l'arrêté attributif de subvention pris en ce sens.

J'attire votre attention sur les délais de réalisation de l'opération, qui ne doivent pas excéder ceux précisés à l'article 4 du présent arrêté et sur les modalités de paiement prévues à l'article 3 de l'arrêté. Il conviendra de rappeler le numéro d'engagement juridique (n° EJ mentionné en tête de l'arrêté) dans toute correspondance.

Ainsi que l'arrêté attributif de subvention le prescrit, en son article 7, je vous prie de bien vouloir veiller à apporter la publicité appropriée à ce financement.

Mes services restent à votre entière disposition pour toute question que vous pourriez être amenée à vous poser. Je vous invite à les contacter par voie électronique aux adresses suivantes : aurelie.dufour@nord.gouv.fr et christelle.terriere@nord.gouv.fr.

Hervé TOURMENTE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour les affaires régionales
des Hauts-de-France

ARRÊTÉ
portant attribution d'une subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement local 2022

EJ n° 2103 636 344

Le préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2334-42 ;

VU la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié ;

VU le décret n° 2018-251 du 6 avril 2018 relatif à l'utilisation d'un téléservice devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs et portant autres dispositions ;

VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, déterminant les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'instruction du 7 janvier 2022 de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

VU la demande de subvention présentée par le bénéficiaire ;

SUR proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

ARRÊTE

Préambule

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le service instructeur suivant :

Sous-préfecture de Dunkerque
Bureau des relations avec les collectivités territoriales
27 rue Thiers
59386 DUNKERQUE CEDEX
Mme Mylène VANDEWYNCKEL - 03 28 20 59 74 - mylene.vandewynckel@nord.gouv.fr

Article 1 – Objet

Une dotation de soutien à l'investissement local des communes et de leurs groupements est accordée au Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre pour la réalisation du projet suivant :

Bornes de recharge pour les véhicules électriques

Toute modification dans la nature du projet ultérieure à la demande initiale devra être communiquée au service indiqué en préambule qui prendra les dispositions appropriées.

Article 2 – Montant de l'aide de l'État

La participation de l'État à la réalisation de cette action est la suivante, conformément au plan de financement joint à la demande de subvention susvisée :

- Montant maximal prévisionnel de la subvention : 378 945 €
- Dépense subventionnable: 2 048 350,00 € HT
- Taux de subvention : 18,50 %

Dans l'hypothèse où la dépense réelle n'atteindrait pas le montant prévisionnel, l'aide serait réduite proportionnellement au prorata des dépenses réalisées et justifiées.

L'imputation budgétaire sera sur :

Programme : Concours financiers aux collectivités territoriales et leurs groupements (119)
- Ministère de l'intérieur
- Domaine activité : 0119010101A7 pour les grandes priorités d'investissement

Article 3 – Modalités de versement de la subvention

Le paiement de l'aide de l'État s'effectuera sur demande du bénéficiaire transmise au service identifié en préambule, dans les conditions suivantes, sous réserve de la disponibilité des crédits :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

– une avance de 30% maximum à la réception de l'attestation de la date de commencement d'exécution de l'action ou de l'ordre de service,

– les acomptes dans la limite de 80% du montant maximum prévisionnel de la subvention et le solde sur justification des dépenses éligibles acquittées (communication d'une copie des factures éligibles acquittées) et sur présentation d'un état récapitulatif détaillé certifié par le bénéficiaire ou par le comptable public,

La demande de versement du solde sera accompagnée d'un plan de financement définitif ainsi que du compte rendu d'exécution final précisant les résultats tant quantitatifs que qualitatifs, au plus tard trois mois après la date de fin d'exécution de l'opération.

Article 4 – Délais de commencement et d'exécution du projet

Le bénéficiaire de la subvention dispose, pour commencer l'exécution du projet, d'un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté. Ce délai pourra éventuellement être prorogé pour une durée maximale d'un an. L'autorité administrative est seule compétente pour accorder la prorogation, le cas échéant, sur demande écrite et justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service identifié en préambule de la date de commencement de l'opération et à réaliser les travaux dans un délai de 4 ans après le début d'exécution. Une prorogation de 2 ans maximum peut éventuellement être accordée sur demande écrite et justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Ces délais sont conditionnés aux évolutions réglementaires et budgétaires.

Article 5 – Suivi et contrôle de l'action

L'administration se réserve le droit de faire suivre et vérifier par toute personne de son choix, sur pièce et sur place, les dépenses effectuées au titre de l'opération aidée.
Au cas où le titulaire empêcherait l'administration de procéder aux contrôles ou ne fournirait pas dans les délais prescrits les documents demandés, le versement de la subvention serait interrompu.

Toute modification importante matérielle ou financière de l'opération doit être communiquée préalablement au service identifié en préambule et fera, le cas échéant, l'objet d'une modification de la décision de subvention initiale.

L'État peut faire apprécier l'impact de l'action dans un secteur concerné, dans le cadre du dispositif d'évaluation des projets réalisés.

L'administration se réserve le droit de diffuser les résultats de l'action entreprise.

Article 6 – Résiliation et reversement

Dans le cas de non-exécution dans les délais prévus, ou d'exécution incomplète ou non conforme à l'objet de la présente décision, sur proposition du service identifié en préambule ou du préfet de la région Hauts-de-France, après procédure contradictoire, l'annulation partielle ou totale de la subvention peut être prononcée par le préfet de région. Il pourra être exigé le reversement partiel ou total des sommes perçues.

Dans le cas où les sommes versées sont supérieures aux dépenses engagées, il doit être établi un ordre de reversement.

Le reversement total ou partiel de l'aide ou l'interruption du versement peut être décidé par l'État à la demande du titulaire lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite la résiliation de la décision.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions du décret du 14 septembre 2020 susvisé, le bénéficiaire de la subvention s'engage à faire apparaître de façon visible et explicite la participation de l'État à la réalisation du projet par une publicité appropriée, incluant la publication du plan de financement, tout au long de la réalisation de l'opération (panneau d'affichage comportant le logo de la Marianne et la mention du fonds de soutien).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 8 – Délais et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Tout litige résultant de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Lille, lequel peut être saisi via www.telerecours.fr

Article 9 - Exécution

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales et monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté attributif de subvention.

Lille, le 20 AVR. 2022

Le préfet de la région Hauts-de-France

Georges-François LECLERC

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr
Suivez-nous sur facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag- Recette
ETAT N°121 758 1311 IRVE 306 247037,10
(ETAT 492990.00€ - 197196.00€
BORD 93 TITRE 445 DU 25-07-22 197196.00€)

295794,00 Engag Recette N°108
⊖ 48756,90 Engag Recette N°121
= 247 037,10

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

ARRIVÉE LE
16 JUIN 2022
SIECF

Le Préfet

Lille, le 13 JUIN 2022

Monsieur le président,

Vous avez sollicité une subvention au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire pour l'action « renforcement du maillage d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques ».

J'ai le plaisir de vous informer que j'ai réservé une suite favorable à votre demande à hauteur de 492 990 €.

Je vous prie de trouver en annexe de ce courrier l'arrêté attributif de subvention accordée à votre syndicat.

Les services de la préfecture du Nord restent à votre disposition pour toute question relative à la gestion financière de votre dossier.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Georges-François LECLERC

Monsieur Michel Decool
Président du syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre
Mairie d'Hazebrouck, BP 70189
59524 Hazebrouck

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour les affaires régionales
des Hauts-de-France

Arrêté préfectoral
portant attribution d'une subvention
au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire
FNADT 2022

EJ n°2103659215

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

Vu le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 visé ci-dessus ;

Vu la circulaire n°4760/SG du 9 novembre 2000 du Premier ministre définissant les modalités de mise en place et de gestion du fonds national d'aménagement et de développement du territoire ;

Vu les crédits inscrits au BOP 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » ;

Vu le protocole d'accord pour le contrat de plan État – Région des Hauts-de-France du 19 mars 2021 ;

Vu le dossier de demande de subvention présenté par le SIECF le 3 mars 2022 ;

Considérant que l'opération objet du présent arrêté s'inscrit dans la vision plus générale de la relance de l'économie au niveau régional et local et qu'elle revêt un caractère d'intérêt général ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Considérant que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'assurer une trésorerie immédiate afin de soutenir ce projet ;

Considérant que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'alléger les démarches administratives, en réduisant les délais de mise à disposition des crédits à la région des Hauts-de-France et en limitant le nombre de demandes de paiements adressés aux services de l'État ;

Considérant que la modification du montant de l'avance ne porte ni atteinte aux intérêts de la défense ou de la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article 12 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 susvisé auxquelles il est dérogé ;

Considérant que la présente dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Préambule

Le syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre (SIECF)

Représenté par : M. Michel Decool, président

N° SIREN : 200036895
Statut : EPCI
Coordonnées : mairie d'Hazebrouck, BP 70189, 59524 Hazebrouck

ci-après dénommé le bénéficiaire,

dispose d'un correspondant unique qui est le service instructeur suivant :

Préfecture du Nord
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'interface régionale
12-14, rue Jean Sans Peur
59039 LILLE Cedex
Tél. : 03.20.30.58.72
Mail : karine.gouve@nord.gouv.fr

Article 1 – Objet :

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions du soutien de l'État à la réalisation de l'opération suivante :

« Renforcement du maillage d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques »

conformément au contenu du dossier de demande de subvention.
Toute modification ultérieure concernant ces documents doit être communiquée au service indiqué en préambule qui prendra les dispositions appropriées.

Article 2 – Durée et modalité d'exécution :

- Prise d'effet de l'arrêté :

L'arrêté prend effet à compter de sa notification.
Le bénéficiaire doit commencer l'opération au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la notification de l'arrêté et en informer par écrit le service mentionné en préambule.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf prorogation d'un maximum d'un an, octroyé par l'autorité administrative indiquée en préambule, et sur demande écrite justifiée du bénéficiaire antérieurement à l'expiration de ce délai.

BBR

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- Exécution de l'opération :

La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération est fixée au 31 décembre 2025.

En cas d'abandon du projet, le bénéficiaire s'engage à informer sans délai et par écrit le service mentionné en préambule qui prendra toutes dispositions nécessaires.

Article 3 – Dispositions financières :

- Imputation budgétaire :

La subvention est imputée sur le programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire ».
Code activité : 011201020171
Domaine fonctionnel : 112-11-05

- Montant :

Le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 492 990 € (quatre cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-dix euros).

Le montant définitif est calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant prévisionnel.

- Taux :

Le montant prévisionnel correspond à un taux d'aide de 24,07 % du montant prévisionnel de l'action qui s'élève à 2 048 350,00 €.

Article 4 – Modalités de paiement :

Sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, le paiement des sommes dues au titre du présent arrêté est effectué comme suit :

- Une avance représentant 40 % du montant maximum prévisionnel de l'aide peut être versée lors du commencement d'exécution du projet, sur présentation par le bénéficiaire d'une attestation mentionnant la date de commencement d'exécution des travaux ou d'un ordre de services aux entreprises ;

- Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet, sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention, sur présentation des factures acquittées et d'un état récapitulatif détaillé, daté, certifié exact et visé ;

- Le solde, calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel de l'aide, déduction faite des acomptes versés, est payé sur production par le bénéficiaire, dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du présent arrêté fixé à l'article 2, d'une déclaration d'achèvement de l'opération, d'un rapport final d'exécution qualitatif, de la justification des dépenses encourues pour la totalité des dépenses éligibles (sous forme d'un état récapitulatif définitif daté et certifié exact, accompagné de la copie des factures acquittées non encore produites et non présentées au moment des acomptes), et d'un état des aides publiques perçues et de leur montant.

L'ensemble des factures et autres justificatifs doit être établi au nom du bénéficiaire.

Tous les versements sont effectués au vu d'un certificat administratif établi par l'ordonnateur ;

Ordonnateur : le préfet du département du Nord

Comptable assignataire : le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France

BBR

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 5 – Contrôle et tenue d'une comptabilité séparée :

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièce et sur place effectué par le service mentionné en préambule ou par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspections et de contrôle.

Il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et, le cas échéant prévu par les textes en vigueur, à désigner en qualité de commissaire aux comptes un expert comptable ou un comptable agréé.

Le service mentionné en préambule se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire au suivi et contrôle du projet.

Article 6 – Remboursement, reversement et résiliation :

Le service mentionné en préambule est habilité à mettre fin au présent arrêté et à exiger le reversement partiel ou total des sommes versées dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions du présent arrêté et en particulier non-exécution partielle ou totale des missions du bénéficiaire ;
- constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation des fonds versés par l'État ;
- utilisation des fonds pour une destination non conforme à ses attributions légales.

Article 7 – Publicité :

Conformément aux dispositions du décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 susvisé, le bénéficiaire s'engage à publier le plan de financement de l'opération, faisant apparaître la participation de l'État à sa réalisation au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (affichage au siège de la collectivité et mise en ligne sur le site internet si celui-ci existe).

Le bénéficiaire s'engage également à afficher, de façon visible et explicite, le plan de financement sur le lieu des travaux, pendant toute la réalisation de l'opération.

À l'issue de la réalisation de l'opération, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logotype de l'État au titre du FNADT, en tant que personne publique ayant subventionné le projet.

Article 8 – Litiges :

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex – lequel peut être saisi via www.telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 9 – Exécution :

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales et monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté attributif de subvention qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Lille, le 13 JUIN 2022

Georges-François LECLERC

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Nord
le Département est là

Engagt Reçu
N° 123 512 1313 EPINVEST 306
AP N° D172T359 09-12-25 8996,00
8996,00

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
03 OCT. 2024
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire Energie Flandre
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 23 septembre 2024

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2024, près de 67 millions d'euros sont consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, une volonté forte de soutien massif aux territoires. Il permet également d'accompagner plus fortement les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable », renforcée sur les projets les plus vertueux. Il intègre, à nouveau, au sein de l'ADVB un volet spécifique « Energie » et permet l'augmentation du seuil d'éligibilité du volet « Voirie Communale ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2024 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 23 septembre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2024.

Nous avons donc le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **17 992 €** pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED à Merckeghem

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 03 59 73 41 91), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Bien Cordialement

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024

Entre les soussignés :

le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2023/387 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024 et à l'actualisation des dossiers déposés au titre du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2024 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2024/89 des 26 et 27 mars 2024 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2024/110 du Conseil départemental du 23 septembre 2024 relative à la programmation 2024 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED à Merckeghem - projet n° AT-ADVB-001087

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2-1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public LED de diverses rue de la commune (route de Watten, route de Bollezeele) et au Hameau de Lynck (Chemin de contre halage, route de l'Hossenaere, Rue de la Nouvelle Terre)..

2-2 – Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2024, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de 17 992,00 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement.

Il est ici rappelé que le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables. Au cas où d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiés lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas communiquer le montant des dépenses non subventionnables lors de sa demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas.

En cas de subvention portant sur le volet étude, seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

Coût total (HT) du projet	35 984,00 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	35 984,00 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	35 984,00 €
Taux consolidé de subvention	50,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	17 992,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	Non concerné
Montant total plafonné de la subvention	17 992,00 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 24 septembre 2024, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2027.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2025.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2027.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2025. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024, les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation), le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6-1- Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire, s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

6-2- Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6-3- Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier indiquant le montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 3.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2025.** Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2025, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7-2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention sera versé sur présentation :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2027** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention sera versée sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement de fin des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2027.**

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 – Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné par le comptable public et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 24 septembre 2024, en deux exemplaires originaux

le Département du Nord
pour le Président, et par délégation,

le Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, Du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,
Nicolas SIEGLER

le Territoire d'Energie Flandre

territoire d'énergie FLANDRE

le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Nord
le Département est là

Engag'-Recette

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
29 OCT. 2025
Arrivé le

N° 100 020 1313 AG 306 120 000,00

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire d'Energie Flandre
Hôtel de Ville
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 14 OCT. 2025

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2025, malgré des contraintes financières fortes pesant sur le budget départemental, ce sont près de **48 millions d'euros** qui seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, notre volonté d'un soutien massif aux territoires. Il permet également de mieux accompagner les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable » et la poursuite du dispositif ADVB « Energie ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Manifestation d'Intérêt 2025-2026 des PTS, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 13 octobre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2025.

Nous avons le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **120 000 €** pour le projet suivant :

Amélioration de l'efficacité énergétique et préservation de la biodiversité à Bailleul : rénovation de l'éclairage public en LED dans diverses rues de la commune

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 06 71 28 34 74), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20250695, Direction Territoires et Transitions, ✉ projetsterritoriauxstructurants@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Projets Territoriaux Structurants 2025

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et,

le Territoire Energie de Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2024/429 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025, y compris ses volets Voirie communale et Energie, et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants 2025-2026 ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2025 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2025/4 du 22 avril 2025 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire Energie de Flandre ;
Vu la délibération DTT/2025/129 du Conseil départemental du 13 octobre 2025 relative à la programmation 2025 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Amélioration de l'efficacité énergétique et préservation de la biodiversité à Bailleul : rénovation de l'éclairage public en LED dans diverses rues de la commune - projet n°**AT-PTS-000563**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention

2.1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED de la commune de Bailleul.

2.2 - Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives au fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants et sa notice d'application 2025, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de **120 000 €**, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement. Il est rappelé que, dans tous les cas, le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables.

Si d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiées lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur le volet « travaux », les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas. De même, les avances versées aux entreprises avant le démarrage des travaux peuvent être prises en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas, à condition d'être désignées comme telles (avance) dans l'état récapitulatif des dépenses.

En cas de subvention portant sur le volet « étude » (financement d'une étude seule), seules les études de préfiguration et de faisabilité (missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage permettant d'établir la faisabilité du projet, son programme et participant à la sélection de la maîtrise d'œuvre) sont éligibles au financement départemental.

En cas de subvention portant sur des projets de production photovoltaïque, il est rappelé que seuls sont éligibles les projets d'autoconsommation individuelle ou collective. Par ailleurs, pour le respect de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021, la vente de surplus éventuelle ne devra pas bénéficier des conditions de l'obligation d'achat définies par ce même arrêté. Le Département se réserve le droit de vérifier ce point lors de la demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Coût total (HT) du projet	1 793 536,37 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	1 793 536,37 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	1 793 536,37 €
Taux consolidé de subvention	6,69 %
Montant plafonné de la subvention de base	120 000 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	*Non concerné*
Montant total plafonné de la subvention	120 000 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 14 octobre 2025, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2028**.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2026**.

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2028**.

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée de deux ans sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2026. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux (ou l'étude dans le cas du financement d'une étude seule) n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (dans le cas du financement d'une étude seule), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation). Le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde prévue à l'article 7, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6.1 - Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

6.2 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le financement départemental des projets relevant du dispositif du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants est conditionné à l'intégration par le Maître d'Ouvrage d'une démarche d'achats socialement responsables, qui se traduit en particulier par l'intégration de clauses sociales d'insertion aux marchés publics liés au projet objet de la subvention départementale.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces des marchés, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

La clause sociale d'insertion comme condition d'exécution du marché (article L. 2112-2 du code de la commande publique) se traduit pour les entreprises attributaires des marchés par un nombre d'heures de travail à réserver à des personnes éloignées de l'emploi et inscrites dans un parcours d'insertion, (allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes de moins de 26 ans sans qualification...). L'éligibilité des publics doit être validée au préalable par le facilitateur.

Il existe plusieurs modalités de réalisation de l'action d'insertion : le recrutement direct par tout contrat de travail, la mise à disposition de salariés (via un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, une association intermédiaire, une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion, ou une Entreprise de Travail Temporaire dans le respect des conditions fixées par l'arrêté du 28 novembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire), ainsi que le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance d'une partie des travaux/prestations, en partenariat avec le facilitateur, à une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA). Sur conseil du facilitateur et en fonction de l'objet du projet subventionné, le Maître d'Ouvrage peut également choisir de recourir à des marchés réservés aux structures d'insertion par l'activité économique (article L. 2113-13 du code de la commande publique)

Afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, le Département se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires afin de permettre le paiement de la subvention.

6.3 - Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 4.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux (ou son étude dans le cas du financement d'une étude seule), il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2026**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2026, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7.2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2028** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versées sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2028**.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 - Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif du projet ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution (partielle ou totale), de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et, le cas échéant, contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL) et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 14 octobre 2025, en deux exemplaires originaux

Pour le Président du Département du Nord,

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,

le Territoire Energie de Flandre

le Président

Le Président
Michel Decool .

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le 16450,00
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD
Engagt Recette
N° 101 512 1313 EP INVEST

Nord
le Département est là

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
29 OCT. 2025
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire d'Energie Flandre
Hôtel de Ville
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 14 OCT. 2025

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2025, malgré des contraintes financières fortes pesant sur le budget départemental, ce sont près de **48 millions d'euros** qui seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, notre volonté d'un soutien massif aux territoires. Il permet également de mieux accompagner les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable » et la poursuite du dispositif ADVB « Energie ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2025 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 13 octobre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2025.

Nous avons le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **16 450 €** pour le projet suivant :

Modernisation de l'éclairage public local : vers une transition énergétique durable avec l'installation de LED dans diverses rues de la commune de Broxeele

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 06 71 28 34 74), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20250695, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2024/429 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025, y compris ses volets Voirie communale et Energie, et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants 2025-2026 ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2025 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2025/4 du 22 avril 2025 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2025/129 du Conseil départemental du 13 octobre 2025 relative à la programmation 2025 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Modernisation de l'éclairage public local : vers une transition énergétique durable avec l'installation de LED dans diverses rues de la commune de Broxeele - projet n°**AT-ADVB-001459**

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2.1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED dans la rue des peupliers et la route de Rubrouck à Broxeele.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2.2 - Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2025, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de **16 450 €**, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement. Il est rappelé que, dans tous les cas, le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables.

Si d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiées lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur le volet « travaux », les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas. De même, les avances versées aux entreprises avant le démarrage des travaux peuvent être prises en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas, à condition d'être désignées comme telles (avance) dans l'état récapitulatif des dépenses.

En cas de subvention portant sur le volet « études », il est rappelé que seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

En cas de subvention portant sur des projets de production photovoltaïque, il est rappelé que seuls sont éligibles les projets d'autoconsommation individuelle ou collective. Par ailleurs, pour le respect de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021, la vente de surplus éventuelle ne devra pas bénéficier des conditions de l'obligation d'achat définies par ce même arrêté. Le Département se réserve le droit de vérifier ce point lors de la demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Coût total (HT) du projet	41 127,00 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	41 127,00 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	41 127,00 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	16 450,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	*Non concerné*
Montant total plafonné de la subvention	16 450 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 14 octobre 2025, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2028**.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2026**.

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2028**.

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2026. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux (ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques) n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation). Le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde prévue à l'article 7, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6.1 - Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

6.2 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6.3 - Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr. .

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 4.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2026**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2026, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7.2).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2028** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versées sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2028**.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 - Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif du projet ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution (partielle ou totale), de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné, le cas échéant, par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL), ainsi que les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 14 octobre 2025, en deux exemplaires originaux

Pour le Président du Département du Nord,

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,

le Territoire d'Energie Flandre

territoire d'énergie FLANDRE
Le Président
Michel Decool

le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION AIDE DEPARTEMENTALE AUX VILLAGES ET BOURGS - PROGRAMME 2025

Nord le Département est là

Commune	rue(s)	Exercice	N° Bord	N° Mandat	Tiers	N° Facture	Montant_HT	Montant_TTC	Date d'émission	Montant de la subvention demandé
WULVERDINGHE	*diverses rues*	2025	410	1175	GRPT CITEOS/FLASH ENERGIES	FA31499-3	34 795,00 €	41 754,00 €	24/11/2025	13 918,00 €
						TOTAL	34 795,00 €	41 754,00 €		13 918,00 €
									Montant du solde	13 918,00 €

Fait à Hazebrouck, le 5 décembre 2025

Vu et vérifié,
Le responsable du SGC d'Hazebrouck
Christophe PAWLAK

Certifié exact,
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

Christophe PAWLAK
Inspecteur Divisionnaire
des Finances Publiques

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
SGC D'HAZEBROUCK
60, Av.du Mal.de LATTRE de TASSIGNY
BP 30239
59524 HAZEBROUCK cedex

DEPART DU NORD N°102 512 1313 EP INVEST 306 13918,00

Ensoj Recette

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 14/12/2025 à 17:53:56 CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Territoire d'énergie FLANDRE

Monsieur Christian POIRET, Président
Conseil Départemental du Nord
Hôtel du Département
51, rue Gustave Delory
59047 LILLE Cedex

Nos réf : MD/NLN/EB
Affaire suivie par Emilie BEAUVARLET, Directrice Adjointe
Mél : ebeauvarlet@teflandre.fr

***OBJET** : Demande de solde - Appel à projet ADVB 2025 - Rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de WULVERDINGHE - Convention du 14 Octobre 2025 - Dossier AT-ADVB-001467*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, la demande de versement du solde de la subvention concernant l'Appel à Projets « Aide Départementale aux Villages et Bourgs » programme 2025 conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention en date du 14 Octobre 2025 qui nous lie pour la réalisation de travaux de rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de WULVERDINGHE.
Compte tenu du coût réel des travaux réalisés, le solde de la subvention se porte à 13 918€.

Vous trouverez en pièces jointes :

- *L'état récapitulatif des dépenses réalisées certifié*
- *Les factures correspondantes*
- *Le certificat d'achèvement des travaux*
- *Le panneau de communication*

Je vous souhaite bonne réception de cette présente et des pièces ci-attenantes.

*Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.*

Fait à Hazebrouck, le 05/12/2025
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 14/12/2025 à 17:53:56.CET
TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
29 OCT. 2025
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire d'Energie Flandre
30 rue Louis Warein
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 14 OCT. 2025

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2025, malgré des contraintes financières fortes pesant sur le budget départemental, ce sont près de **48 millions d'euros** qui seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, notre volonté d'un soutien massif aux territoires. Il permet également de mieux accompagner les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable » et la poursuite du dispositif ADVB « Energie ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2025 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 13 octobre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2025.

Nous avons le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **16 113 €** pour le projet suivant :

Installation de LED dans diverses rues de la commune de Wulverdinghe

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 06 71 28 34 74), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20250695, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025

Entre les soussignés,

Le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

Et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2024/429 du Conseil départemental du 16 décembre 2024 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2025, y compris ses volets Voirie communale et Energie, et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants 2025-2026 ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2025 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2025/4 du 22 avril 2025 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2025/129 du Conseil départemental du 13 octobre 2025 relative à la programmation 2025 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Installation de LED dans diverses rues de la commune de Wulverdinghe - projet n°**AT-ADVB-001467**

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2.1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED dans la rue principale, la rue de Jérusalem et la route de Cassel à Wulverdinghe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

2.2 - Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2025, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de **16 113 €,** déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement. Il est rappelé que, dans tous les cas, le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables.

Si d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiées lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur le volet « travaux », les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas. De même, les avances versées aux entreprises avant le démarrage des travaux peuvent être prises en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas, à condition d'être désignées comme telles (avance) dans l'état récapitulatif des dépenses.

En cas de subvention portant sur le volet « études », il est rappelé que seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

En cas de subvention portant sur des projets de production photovoltaïque, il est rappelé que seuls sont éligibles les projets d'autoconsommation individuelle ou collective. Par ailleurs, pour le respect de la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021, la vente de surplus éventuelle ne devra pas bénéficier des conditions de l'obligation d'achat définies par ce même arrêté. Le Département se réserve le droit de vérifier ce point lors de la demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Coût total (HT) du projet	40 283,00 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	40 283,00 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	40 283,00 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	16 113,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	*Non concerné*
Montant total plafonné de la subvention	16 113 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 14 octobre 2025, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2028.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2026.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2028.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2026. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux (ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques) n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation). Le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde prévue à l'article 7, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6.1 - Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

6.2 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6.3 - Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 4.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2026**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2026, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7.2).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2028** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versées sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL),
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.3.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2028**.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 - Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif du projet ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution (partielle ou totale), de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné, le cas échéant, par le comptable public (ou par le commissaire aux comptes dans le cadre d'un projet sous maîtrise d'ouvrage déléguée à une SEM ou une SPL), ainsi que les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 14 octobre 2025, en deux exemplaires originaux

Pour le Président du Département du Nord,

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,

le Territoire d'Energie Flandre

territoire d'énergie FLANDRE

Le Président
Michel Decool

le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Avenant n°1 à la convention de mandat pour la réalisation de travaux relatifs à l'installation, le raccordement et la mise en service de bornes de recharge des véhicules électriques sur le territoire de la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL)

Entre les soussignés :

- **La Communauté de Communes Flandre Lys,** 500 rue de la Lys 59253, La Gorgue, mandante, représentée par son Président, Jacques Hurlus, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n°2025D181 en date du 14 octobre 2025 déposée en Préfecture le 15 octobre 2025

D'une part,
Et

- **Le Territoire d'Energie Flandre**
Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK, mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 28 novembre 2024 déposée en sous-préfecture le 17 décembre 2024 et selon les statuts en vigueur et par délibération 16092025 / 18 en date du 16 septembre 2025.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - OBJET

Par délibérations 2021D177 en date du 28 septembre 2021 et 2022D023 en date du 24 février 2022 la CCFL a décidé de réaliser des travaux d'installation de bornes IRVE, conformément au programme et à l'enveloppe financière définie ci-après à l'article 2.

Par délibération 2025D108 du conseil communautaire le principe de la délégation de maîtrise d'ouvrage auprès du Territoire Energie Flandre à été accepté.

Compte tenu des prix des nouvelles bornes de recharge proposé par la centrale d'achat de la région haut de France, il convient de procéder à la rédaction d'un avenant afin de mettre à jours les conditions de participation financière de la CCFL.

Article 2 - Modifications :

L'article 1 est modifié comme suit : Le programme d'installation initial est modifié par le nouveau programme d'installation annexé au présent règlement (ANNEXE 1).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

L'article 2 est modifié comme suit : Le plan de financement initial mentionné est remplacé par le plan de financement annexé au présent avenant (ANNEXE 2).

L'article 6 de la convention est modifié comme suit :

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes :

- Etudes et missions préalables : au règlement de la facture à l'entreprise prestataire,
- Travaux : au règlement des factures à l'entreprise prestataire

Les frais de raccordement auprès du concessionnaire ENEDIS seront à la charge de la CCFL.

L'article 11 de la convention est modifié comme suit :

Le Territoire Energie Flandre fait son affaire de la perception des certificats d'économie d'énergie pouvant être perçu dans le cadre du projet. En contrepartie, il ne sollicitera pas de frais de gestion auprès de la Communauté de Communes Flandre Lys.

Article 3 - Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent avenant seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Hazebrouck, le - 4 DEC. 2025

Pour le Mandataire,

Le Président, PO

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

A La Gorgue, le 18 novembre 2025

Pour la CCFL,

Le Président,

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Annexe 1: Programme d'installation

COMMUNE / LOCALISATION	ADRESSE ET INFOS COMPLEMENTAIRES	MODELE IRVE	NOMBRE DE PDC
FLEURBAIX / PARKING COMPLEXE SAPUTA	Face au 10 rue du Quesne, 62840 Fleurbaix	E-PREMIUM 22/25	2
HAVERSKERQUE / PARKING RUE DE L'EGLISE	Place Augustin Vandaele, 59660 Haverskerque	E-PREMIUM 22/25	2
LA GORGUE / AIRE DE COVOITURAGE FLANDRE LYS	119 Rue de Bethune, 59253 La Gorgue	E-SMART DOUBLE + E-SMART SIMPLE LENTE EN 11kW	3
LA GORGUE / PARKING RUE DU 8 MAI	21 Rue du 8 Mai, 59253 La Gorgue	E-PREMIUM 22/25	2
LA GORGUE / SIEGE CCFL	500, rue de la lys, 59253 La Gorgue Voie publique	TOTAL G2	2
LAVENTIE / PARKING COMPLEXE SPORTIF	199 Av. Henri Puchois, 62840 Laventie	E-PREMIUM 22/25	2
LAVENTIE / FAUQUISSART	Rue du vieux moulin, 62840 Laventie	TOTAL G2	2
LESTREM / BASE EOLYS	Rue de l'opinette, 62136 Lestrem	2*TOTAL G2	4
LESTREM / PARKING SALLE POLYVALENTE DE LA FOSSE	6 Pl. de la Fossé, 62136 Lestrem	E-PREMIUM 22/25	2
LESTREM / PLACE DE PARADIS	1902 Rue Delfile, 62136 Lestrem	E-PREMIUM 22/25	2
MERVILLE / CENTRE VILLE	57 Pl. de la Libération, 59660 Merville	TOTAL G2	2
MERVILLE / PARKING SALLE DES SPORTS PIERRE SIZAIRE	RUE DE LA BLANCHISSERIE, 59660 MERVILLE	TOTAL G2	2
MERVILLE / PARKING DERRIERE CENRE SOCIAL STEPHANE HESSEL	8 Rue Abbé Warein, 59660 Merville	E-PREMIUM 22/25	2
MERVILLE / PARKING ECOLE BEZEGHER	115 Rue d'Aire, 59660 Merville	E-PREMIUM 22/25	2
MERVILLE / CAMPUS AERONAUTIQUE	Residence etudiante flandre lys, Rue du Dr Rousseau, 59660 Merville	TOTAL G2	2
SAILLY-SUR-LA-LYS / PARKING SALLE DE LA BRIQUETERIE	1 Rue de la Briqueterie, 62840 Sailly-sur-la-Lys	TOTAL G2	2
SAILLY-SUR-LA-LYS / PARKING PLACE DOLTO	Face au 3370 Rue de la Lys, 62840 Sailly-sur-la-Lys	TOTAL G2	2
SAILLY SUR LA LYS / PARKING EGLISE SAINT-VAAST	Face au 31 Rue de l'Église, 62840 Sailly-sur-la-Lys	TOTAL G2	2

Envoyé en préfecture le 10/12/2025
Reçu en préfecture le 10/12/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Annexe 2: Plan de financement

Dépenses HT		Recettes	
Bornes achetées à installer	50 154,16 €	DSIL CCFL	15 802,58 €
Bornes à acquérir et installer	202 562,95 €	DSIL TEF	40 836,69 €
Forfait raccordement ENEDIS	10 953,00 €	FNADT TEF	48 756,90 €
Total	263 670,11 €		105 396,17 €

Envoyé en préfecture le 10/12/2025
Reçu en préfecture le 10/12/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 16 septembre 2025

Délibération N° 16092025 / D18 - Compétence IRVE - Autorisation de signature d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL) pour le déploiement d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE)

Le 16 septembre 2025 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle des fêtes E. Dantin de MORBECQUE, sous la présidence de M. Michel DECOOL, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 08/09/2025
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice* au jour de la séance : 194 délégués

*Mme N. STRUYS déléguée titulaire de Pradelles, Mme D. MALESYS déléguée titulaire de Terdeghem ont démissioné. En application des Articles L 5211-8 et L 5711-1 du CGCT, le Conseil municipal des communes concernées doit pourvoir à leur remplacement dans un délai d'un mois, suivant la démission. A ce jour, l'élection des remplaçants n'a pas eu lieu.

PRESENTS : 102 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué suppléant	ARNEKE
M. Arnaud DEVILLEZ	Délégué titulaire	BAILLEUL
M. Emmanuel FURLAN	Délégué titulaire	BAILLEUL
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jean-François COLAU	Délégué titulaire	BERGUES
M. Philippe VANMERRIS	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Pascal DEBRUYNE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Délégué titulaire	BISSEZEELE
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme MAMETZ Danielle	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Pierre TITRENT	Délégué titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Jean STERCKEMAN	Délégué titulaire	BROXEELE
Mme Margareth LETURGEZ-WADOUX	Déléguée titulaire	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
Mme Géraldine DEGRAVE	Déléguée suppléant	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
Mme Bernadette BROUCKE	Déléguée titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Francis BEVE	Délégué titulaire	EBBLINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Jean-Michel DEGRAND	Délégué titulaire	ESQUELBECQ
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
M. Serge VANECLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
Mme Laurence DOUALE	Déléguée suppléant	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Francky SALON	Délégué titulaire	HAVERSKERQUE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Cédric TROLET	Délégué titulaire	HERZEELE
Mme Valérie VANHERSEL	Déléguée titulaire	HERZEELE
M. Fabrice LAMIAUX	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jean-Luc CAPPAERT	Délégué titulaire	HONDEGHEM
M. Hervé SAISON	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Patrick LESCORNEZ	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Jean-Pierre LEFEBVRE	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Pierre CAMPAGNIE	Délégué titulaire	KILLEM
M. Jean-Claude BERNARD	Délégué suppléant	KILLEM
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
Mme Sabine DEROCQ	Déléguée titulaire	LA GORGUE
M. Jean-Luc DECOSTER	Délégué titulaire	LAVENTIE
M. Michel DELFORGE	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
Mme Bernadette DELANGUE	Déléguée titulaire	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
Mme Mathilde VANGREVELYNGHE	Déléguée titulaire	LEDRINGHEM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Emile HOEDTS	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Jean-François DAUTRICOURT	Délégué titulaire	LYNDE
Mme Danielle VANMAELE	Déléguée titulaire	MERCKEGHEM
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Denis CITERNE	Délégué titulaire	MERRIS
M. Joël DUYCK	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Remi MARION	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Eric DEGRAVE	Délégué suppléant	MORBECQUE
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Régis VERBEKE	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Kevin NEFFE	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Francis MEIRLAND	Délégué titulaire	SAINTE-MARIE-CAPPEL
M. Bertrand CREPIN	Délégué titulaire	SAINTE-MARIE-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Patrick DEWINTER	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Claude BODELE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Dominique VAESKEN	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Alain DAVROUX	Délégué titulaire	STEENE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

M. Mark MAZIERES	Délégué titulaire	STEENWERCK
M. Jean-Benoît RUCKEBUSCH	Délégué titulaire	STRAZEELE
M. Daniel DESCHODT	Délégué titulaire	WATTEN
M. Marc DAMBRICOURT	Délégué titulaire	WATTEN
Mme Laurence BARROIS	Déléguée titulaire	WEMAERS-CAPPEL
M. Patrice LECLAIRE	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Anne VANPEENE	Déléguée titulaire	WINNEZEELE
Mme Myriam DECLERCK	Déléguée titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Philippe PERRIN	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER

POUVOIRS : 4

M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
Mme Anne-Sophie BAUDCHON, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Frederic VANDENBRIELLE, délégué titulaire de SAINT JANS CAPPEL a donné pouvoir à M. Thierry DEQUIDT
M. Patrice LAUWERIE, délégué titulaire de WALLON-CAPPEL a donné pouvoir à M. Hervé DELVA

VOTANTS : 106

Secrétaire de séance : M Arnaud DEVILLEZ

Délibération N° 16092025 / D18 - Compétence IRVE - Autorisation de signature d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL) pour le déploiement d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE)

Exposé et proposition de M. Christian DELASSUS – Vice-Président :

La Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL) exerce depuis plusieurs années la compétence « Développement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE) ». Dans ce cadre, elle a adopté un Schéma Directeur IRVE commun avec le Territoire d'Énergie Flandre, formalisant une collaboration renforcée pour accélérer le déploiement de ces infrastructures sur leur territoire commun.

Face à des difficultés opérationnelles rencontrées par la CCFL dans la mise en œuvre de son programme, celle-ci a sollicité l'accompagnement du TE Flandre. Une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, signée le 11 mars 2025, a ainsi confié au TE Flandre la responsabilité du déploiement des bornes IRVE sur le territoire de la CCFL, dans le respect des objectifs fixés par le Schéma Directeur commun.

Le programme initial a connu des ajustements, notamment avec l'ajout de nouvelles bornes IRVE prévues en annexe à la convention. Ces modifications, actées en concertation entre les deux parties, nécessitent la formalisation d'un avenant pour :

- Actualiser les engagements (nombre de bornes, localisations, calendrier) ;
- Préciser les modalités techniques et financières liées à ces évolutions ;
- Maintenir la cohérence avec les objectifs du Schéma Directeur IRVE
- Cette adaptation s'inscrit dans une logique de flexibilité opérationnelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Il est proposé au Comité :

- ✓ D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée le 11 mars 2025 avec la Communauté de Communes Flandre Lys, selon projet joint à la présente délibération.

- ✓ D'autoriser Monsieur le Président du Territoire d'Énergie Flandre, ou son représentant, à signer ledit avenant, ainsi que tous actes et avenants complémentaires nécessaires à sa mise en œuvre.

- ✓ De charger Monsieur le Président, ou son représentant, de procéder à l'ensemble des formalités administratives et financières liées à l'exécution de la présente délibération.

Adoption :
Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence IRVE ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus
La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Arnaud DEVILLEZ
Secrétaire de Séance

Michel DECOOL
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Flandre Lys
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DÉPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

Séance du 14 octobre 2025

L'an deux mille-vingt-cinq, le quatorze octobre, à 19 heures et 00 minutes, les membres du Conseil communautaire se sont réunis à La Gorgue, 500 rue de La Lys, sur la convocation qui leur a été adressée par Jacques HURLUS, le Président de la Communauté de communes Flandre Lys, le 8 octobre.

Nombre de conseillers en exercice le jour de la séance : 42
Nombre de présents :
Du point n°1 au point n°5 : 36
A partir du point n°6 : 37
Nombre de pouvoirs : 4
Nombre de votants :
Du point n°1 au point n°5 : 40
A partir du point n°6 : 41

Etaient présent(e)s :
Mme BERTRAND Dorothée, Mme BEURAERT Martine, M.BEZILLE Marc, M.BODART Michel, M.BOONAERT Jean-Philippe (à partir du point n°6), Mme BOULENGER Delphine, Mme BROUARD Bénédicte, Mme DE SWARTE Marie-Dominique, Mme DEBAISIEUX Nathalie, M.DELABRE Aimé, Mme DERONNE Véronique, Mme DUHAYON Monique, Mme DURUT Jocelyne, M.DUYCK Joël, Mme EVRARD Monique, M.FAIDUTTI Jean-Marc, Mme FERMENTEL Geneviève, M.FICHEUX Bruno, M.GLORIANT Stéphane ; M.HENNEON François-Xavier, Mme HERDIN Andrée, M.HURLUS Jacques, M.LABERGERIE Eric, M.LAPIERRE Julien, M.LORIDAN Bernard, Mme LORPHELIN Martine, M. MAHIEU Philippe, M.MORVAN Hervé, M.MOUQUET Denis, M.PARENT Michael, Mme PLE Sandra, M.PRUVOST Philippe, M.SÉRÉ Soarey, Mme THERON Stéphanie, M.VANECLOO Serge, Mme VERHAEGHE Marie-Thérèse, Mme VILLE Augustine.

Absents excusés ayant donné pouvoir :
M.BLERVAQUE Philippe, pouvoir donné à Mme DURUT Jocelyne
M.BROUTEELE Philippe, pouvoir donné à Mme DERONNE Véronique
Mme HIEL Anne, pouvoir donné à M. PRUVOST Philippe
M.RAVET Pierre-Luc, pouvoir donné à M.THOREZ Jean-Claude

Absents :
M.BOONAERT Jean-Philippe (jusqu'au point n°5)
M.FICHEUX Bruno

Secrétaire de séance : M. MOUQUET Denis

Délibération n°2025D181 – Finances, Mutualisation, Transferts de charges – Territoire d'Energie Flandre – Avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le déploiement de bornes de recharge électrique sur le territoire CCFL.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L2422-1 à L2422-11,
Vu les statuts du territoire énergie Flandre (TEF),
Vu les statuts de la communauté de communes Flandre Lys (CCFL),
Vu la délibération communautaire n°2021D177 du 21 septembre 2021 approuvant la réalisation d'un Schéma Directeur Mutualisé des infrastructures de recharge pour véhicules électriques en le SIECF TE (TEF) et la CCFL,
Vu la délibération communautaire n°2022D023 en date du 24 février 2022, adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques,
Vu la délibération du TEF n° 28112024/D21 en date du 28 novembre 2024 approuvant la convention avec la CCFL pour le déploiement de bornes en délégation de maîtrise d'ouvrage,
Considérant l'expertise développée par le territoire Energie Flandre en matière de procédure de raccordement électrique,
Vu la délibération n°2025D018 du conseil communautaire du 11 février 2025 adoptant le principe de délégation de la maîtrise d'ouvrage pour le déploiement des bornes de recharge de véhicules électriques,

Considérant que dans le cadre du marché porté par la région Hauts-de-France pour l'acquisition installation de bornes de recharge, le modèle des bornes a évolué, entrainant une hausse des couts,
Considérant l'attribution de subventions faites au territoire d'Energie Flandre pour le déploiement de bornes de recharge,
Considérant que le Territoire Energie Flandre fait son affaire de la recherche de financement au titre des certificats d'énergie,

Il est proposé au conseil communautaire de conclure un avenant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée de la façon suivante :

1. Programme de déploiement des bornes : tel que joint en annexe
2. Plan de financement prévisionnel :

Dépenses HT		**Recettes**	
Bornes achetées à installer	50 154,16 €	DSIL CCFL	15 802,58 €
Bornes à acquérir et installer	202 562,95 €	DSIL TEF	40 836,69 €
Forfait raccordement ENEDIS	10 953,00 €	FNADT TEF	48 756,90 €
Total	263 670,11 €		105 396,17 €

3. Frais de raccordement : les frais de raccordement seront directement pris en charge par la CCFL
4. Frais de Gestion : la CCFL cède les certificats d'économie d'énergie à venir, en contrepartie le Territoire Energie Flandre n'appliquera pas de frais de gestion.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire accepte à l'unanimité (41 voix) la proposition ci-dessus.

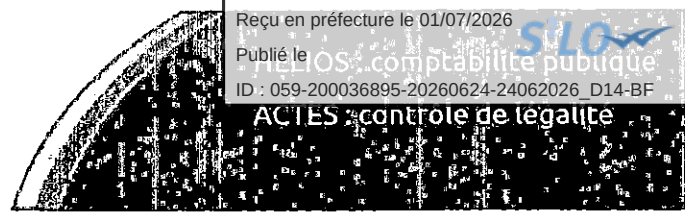
A La Gorgue le 14 octobre 2025,
Pour extrait conforme au registre,

Le Secrétaire de séance,
Denis MOUQUET

Le Président,
Jacques HURLUS

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles



Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**AV1_IRVE_CCFL**
Objet :	**Avenant N°1 à la convention de mandat pour la réalisation de travaux relatifs à l'installation, le raccordement et la mise en service de bornes de recharge des véhicules électriques sur le territoire de la Communauté de Communes Flandre Lys (CCFL)**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-12-04 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC-1-1_0.xml	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Document contractuel) Nom original : AV1 Convention IRVE CCFL.pdf Nom métier : 99_DC-059-200036895-20251204-AV1_IRVE_CCFL-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	565.2 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 décembre 2025 à 16h14min49s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 décembre 2025 à 16h21min35s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 décembre 2025 à 16h22min16s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 décembre 2025 à 16h22min29s	Reçu par le MI le 2025-12-10

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

CONVENTION DE MANDAT

POUR LA REALISATION DE TRAVAUX RELATIFS A L'INSTALLATION, LE RACCORDEMENT ET LA MISE EN SERVICE DE BORNES IRVE

SUR LE TERRITOIRE DE LA CC FLANDRE LYS (CCFL)

Entre les soussignés :

- La Communauté de Communes Flandre Lys, 500 rue de la Lys 59253, La Gorgue, mandante, représentée par son Président, Jacques Hurlus, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n°2025D018 en date du 11 février 2025 déposée en Préfecture le 14 février 2025

D'une part,

- Le **Territoire d'Energie Flandre**
Etablissement public, situé en Mairie d'Hazebrouck 59190 HAZEBROUCK, mandataire, représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération en date du 28 novembre 2024 déposée en sous-préfecture le 17 décembre 2024 et selon les statuts en vigueur.

D'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

ARTICLE 1ER - OBJET

Par délibérations 2021D177 en date du 28 septembre 2021 et 2022D0[illegible] CCFL a décidé de réaliser des travaux d'installation de bornes IRVE, conformément au programme et à l'enveloppe financière définis ci-après à l'article 2.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser une opération d'installation de bornes de recharge de véhicule électrique dont le détail est joint en annexe au nom et pour le compte de la CCFL dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – DELAIS

Le programme détaillé de l'opération est défini par le plan de financement prévisionnel joint à la présente convention.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par le plan de financement prévisionnel joint à la présente convention.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi définis, qu'il accepte.

Dans le cas où, au cours de la mission, la CCFL ou le TE Flandre estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le TE Flandre puisse mettre en œuvre ces modifications.

Le TE Flandre s'engage à mettre les ouvrages à la disposition de la CCFL au plus tard à l'expiration du délai fixé dans le marché et les ordres de service Travaux.
Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le TE Flandre ne pourra être tenu pour responsable.

ARTICLE 3. MODE DE FINANCEMENT - ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES

La CCFL s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel joint au présent contrat.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE SYNDICAT (MANDATAIRE)

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Monsieur Michel DECOOL, Président, ou son représentant qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du TE Flandre porte sur les éléments suivants :

1.- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé

2.- Le cas échéant dépôt d'une autorisation d'urbanisme notamment en périmètre ABF

- *Signature et gestion des marchés*
- *Versement de la rémunération*

3.- Préparation du choix des entrepreneurs prestataires dans le cadre des marchés de travaux, services conclus par le mandataire

- *Versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs*
- *Réception des travaux*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

4.- Gestion financière et comptable de l'opération

5.- Gestion administrative

6.- Actions en justice

et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 6. FINANCEMENT PAR LA CCFL

Le mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées au titre de sa mission selon les modalités suivantes :

- Etudes et missions préalables : au règlement de la facture à l'entreprise prestataire,
- Travaux : au règlement des factures à l'entreprise prestataire et au concessionnaire ENEDIS.

ARTICLE 7. CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

Le maître d'ouvrage pourra demander, à tout moment, au mandataire, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 8. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

La CCFL ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles du Code de la commande publique.

Approbation des avant-projets (fiches instruction)

En application de l'article L2422-6 du Code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable de la Commune sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la CCFL par le mandataire accompagné des propositions motivées de ce dernier.

La CCFL devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 21 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

Accord sur la réception des ouvrages

Le mandataire en accord avec la CCFL établira la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise.

ARTICLE 9. MISE A DISPOSITION DE LA CCFL

Les ouvrages sont mis à la disposition de la CCFL après réception des travaux à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si la CCFL demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante. Elle devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'elle occupe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé de la CCFL et du mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restantes.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l' ouvrage correspondant à la CCFL. Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 14.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; la CCFL doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence de la CCFL. Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu ci-dessus, la mise à disposition intervient à la demande du mandataire à l'occasion de la réception des travaux.

La mise à disposition prend effet immédiatement à la signature du procès-verbal de remise.

ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître de l'ouvrage ou par la résiliation du contrat dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est accordé au mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :
- réception des ouvrages et levée des réserves de réception ;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître de l'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 11. REMUNERATION DU MANDATAIRE

La présente convention est consentie moyennant des frais de gestion (ingénierie et suivi de travaux) selon les modalités fixées en annexe 1

ARTICLE 12. PENALITES.

SANS OBJET

ARTICLE 13. MESURES COERCITIVES - RESILIATION

La résiliation peut intervenir d'un commun accord entre le TE Flandre et la CCFL si le projet venait a être abandonné, à condition que l'ensemble des sommes dues soient réglées (études préalables notamment).

ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1. Durée du contrat

Le présent contrat prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

14.2. Capacité d'ester en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action demander l'accord du maître de l'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Toutefois toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à Hazebrouck, le .....11 MARS 2025.....

A La Gorgue, le 19 février 2025

Pour le Mandataire,

Le Président,

territoire d'énergie

Le Président du SIECF
Michel Decool

COMMUNAUTÉS FLANDRE LYS

Pour la CCFL
Le Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Flandre Lys
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DÉPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES FLANDRE LYS

Séance du 11 février 2025

L'an deux mille-vingt-cinq, le onze février, à 19 heures et 00 minutes, les membres du Conseil communautaire se sont réunis à La Gorgue, 500 rue de La Lys, sur la convocation qui leur a été adressée par Jacques HURLUS, le Président de la Communauté de communes Flandre Lys, le 5 février.

Nombre de conseillers en exercice le jour de la séance : 42
Nombre de présents :
Du point n°1 au point n°4 : 32
A partir du point n°5 : 33
Nombre de pouvoirs :
Du point n°1 au point n°4 : 8
A partir du point n°5 : 7
Nombre de votants : 40

Etaient présent(e)s :
Mme BERTRAND Dorothée, Mme BEURAERT Martine, M.BEZILLE Marc, M.BLERVAQUE Philippe, M.BODART Michel, M.BOONAERT Jean-Philippe, M.BROUTEELE Philippe, Mme DE SWARTE Marie-Dominique (à partir du point n°5), Mme DEBAISIEUX Nathalie, M.DEHAENE Michel, M.DELABRE Aimé, Mme DERONNE Véronique, Mme DUHAYON Monique, M.DUYCK Joël, M.FAIDUTTI Jean-Marc, Mme FERMENTEL Geneviève, M.HENNEON François-Xavier, Mme HERDIN Andrée, Mme HIEL Anne, M.HURLUS Jacques, M.LAPIERRE Julien, M.LORIDAN Bernard, Mme LORPHELIN Martine, M. MAHIEU Philippe, M.MOUQUET Denis, M.PARENT Michael, Mme PLE Sandra, M.PRUVOST Philippe, M.SÉRÉ Soarey, Mme THERON Stéphanie, M.VANECLOO Serge, Mme VERHAEGHE Marie-Thérèse.

Absents excusés ayant donné pouvoir :
Mme BOULENGER Delphine, pouvoir donné à Mme PLE Sandra
Mme BROUARD Bénédicte, pouvoir donné à M.PRUVOST Philippe
Mme DE SWARTE Marie-Dominique, pouvoir donné à Mme HERDIN Andrée (jusqu'au point n°4)
Mme DURUT Jocelyne, pouvoir donné à M.BERVAQUE Philippe
Mme EVRARD Monique, pouvoir donné à M.MAHIEU Philippe
M.LABERGERIE Eric, pouvoir donné à Mme HIEL Anne
M.MORVAN Hervé, pouvoir donné à Mme BEURAERT Martine
M.RAVET Pierre-Luc, pouvoir donné à M.THOREZ Jean-Claude

Absents :
M.FICHEUX Bruno
Mme VILLE Augustine

Secrétaire de séance : Mme HIEL Anne

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Délibération n°2025D018 – Finances, Mutualisation et Transferts de charges – Territoire d'Energie Flandre – Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le déploiement de bornes de recharge électrique sur le territoire CCFL.

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L2422-1 à L2422-11,
Vu les statuts du territoire énergie Flandre (TEF),
Vu les statuts de la communauté de communes Flandre Lys (CCFL),
Vu la délibération communautaire n°2021D177 du 21 septembre 2021 approuvant la réalisation d'un Schéma Directeur Mutualisé des Infrastructures de recharge pour véhicules électriques en le SIECF TE (TEF) et la CCFL,
Vu la délibération communautaire n°2022D023 en date du 24 février 2022, adoptant le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques,
Vu la délibération du TEF n° 28112024/D21 en date du 28 novembre 2024 approuvant la convention avec la CCFL pour le déploiement de bornes en délégation de maîtrise d'ouvrage,
Considérant l'expertise développée par le territoire Energie Flandre en matière de procédure de raccordement électrique,
Considérant le programme de déploiement de bornes établi par la CCFL,

Dans le cadre du Schéma Directeur SD IRVE commun avec le TE Flandre, la CFL sollicite l'accompagnement du TE Flandre pour le déploiement des bornes IRVE. Le TE Flandre réalisera le déploiement des bornes IRVE par maitrise d'ouvrage déléguée et selon le tableau annexé à la présente délibération.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses HT			Recettes	
Bornes achetées à installer	Reste à payer	27 803,00 €		
	Forfait raccordement Enedis	7 333,33 €		
Bornes à acquérir et installer	Acquisition installation	69 260,00 €	DSIL	30 000,00 €
	Forfait raccordement Enedis	6 666,67 €		
TOTAL		111 063,00 €		

Des frais de gestion (ingénierie et suivi de travaux) seront dus par la CCFL au TEF selon les modalités suivantes :

Frais de gestion forfaitaire calculés sur le montant HT du chantier :	
De 0 à 10 000 €	500 €
De 10 0001 € à 20 000 €	1000 €
De 20 001 € à 50 000 €	1500 €
De 50 001 € à 100 000 €	2000 €
Au-delà de 100 001 €	3000 €

Après avis favorables de la commission et du bureau, il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le projet de travaux d'installation de bornes de recharges de véhicules électriques et de demander au Territoire d'Energie Flandre de programmer et réaliser ces travaux,
- d'accepter la proposition financière du Syndicat d'Energie et d'approuve le plan de financement prévisionnel relatif aux travaux,
- d'acter que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction de l'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux,
- de s'engager à respecter les conditions fixées dans la convention notamment quant au versement de sa participation pour les travaux,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

- d'inscrire aux budgets prévisionnels de l'année 2025 et 2026, les sommes qui seront dues au Syndicat d'énergie, selon le plan de financement prévisionnel :
  - En section d'investissement, à l'article 21534, les dépenses afférentes aux travaux,
  - En section de fonctionnement, à l'article 62878 ou 21534, les dépenses relatives aux frais de gestion fixés forfaitairement,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de mandat annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Président à procéder à toutes les formalités nécessaires à l'application de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire accepte à l'unanimité (40 voix) la proposition ci-dessus.

A La Gorgue le 11 février 2025,
Pour extrait conforme au registre,

Le Secrétaire de séance,

Anne HIEL

Le Président,

Jacques HURLUS

COMMUNAUTE DE COMMUNES FLANDRE LYS

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

14/02/2025

Mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'installation d'IRVE Annexe 4 programme

Programme d'installation

Ville	Emplacement	situation juridique du terrain	adresse	Coordonnées GPS	nombre de borne(s)	Nombre de points de charge	Puissance	Inscription SDIRVE	PDL	Bornes acquises	Bornes à acquérir	Installation à payer	DSIL
La Gorgue	Aire de co voiturage, RD 122	parcelle propriété de la ville AN0077	rue du général de Gaulle, 59253 La Gorgue	50,62001°N, 2,70045°E	2	4	22 Kwa	X		2		2	
Lestrem	EOLYS	Parcelle propriété de la CCFL	Rue de l'epinette, 62136 Lestrem	50,62047°N,2683097°E	2	4	22 Kwa	X		2		2	
Merville	Centre Ville	Voie publique	Place de la libération, 59660 Merville	50,64209°N,2,63850°E	2	4	22 Kwa	X		2		2	
Laventie	Fauquissart	Voie publique	Rue du vieux moulin, 62840 Laventie	50,61051°N, 2,79535°E	1	2	22 Kwa	X		1		1	
Sailly-sur-la-Lys	Place dolto	Voie publique	Rue de la Lys, 62840 Sailly sur la Lys	50,66195°N,2,79922°E	1	2	22 Kwa	X		1		1	
Fleurbaix	complexe sportif	Parcelle propriété de la Ville AO 0285	allée des tulipes, 62840 Fleurbaix	50,651164°N,2830704°E	1	2	22 Kwa				1	1	X
Haverskerque	Mairie	Parcelle propriété de la Ville A1659	Place Albertine Perel, 59660 Haverskerque	50,641809°N,2540621°E	1	2	22 Kwa				1	1	X
Merville	Centre social	Parcelle propriété de la Ville ZE 1853	Place françois Mitterand, 59660 Merville	50,649806°N,2645207°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
La Gorgue	Centre ville	parcelle OA 491 propriété de la ville	rue du 8 mai, 59253 La Gorgue	50,636824°N270691E	1	2	22 Kwa				1	1	X
Laventie	mairie	voie publique	Place du 8 mai 1945 62840 Laventie	50,628592°N, 2771749°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Lestrem	salle polyvalente de la fosse	voie publique	2 Place de la Fosse 62136 Lestrem	50,605595 °N, 2,697765°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Lestrem	Place de Paradis	parcelle propriété de la Ville CP 0031	Rue Delfile 62136 Lestrem	50,601814°N , 2,651694°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Merville	Equipement publics	Parcelle propriété de la Ville ZR 0097	Rue d'aire, 59660 Merville	50,639542°N,2617194°E	1	2	22 Kwa	X			1	1	X
Sailly-sur-la-Lys	Salle de la Briquetterie	Parcelle propriété de la ville AN 404	Promenade saint Maur, 62840 Saillysur la Lys	50,659142°N,2,79548°E	2	4	22 Kwa	X			2	2	X
Merville	Campus aéronautique	Parcelle propriété de la CCFL	rue de l'aérodrome, 59660 Merville	50,628467°N,2,644779°E	1	2	22 Kwa	X		1		1	
La Gorgue	500 rue de la Lys	Voie publique	500, rue de la lys, 59253 La Gorgue	0	1	2	22 Kwa			1		1	

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250219-CONVMDTIRVECCFL-CC

Engag° - Recette
SIECF- N°110 020458298 ACTEE+ 102 1120,
M2023-03-LT02 BC 762

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

SIECF ACTEE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DES COMMUNES DE FLANDRE

territoire d'énergie FLANDRE

Dispositif ACTEE+ CHENE - BATIMENTS – Audit
ACTION TERRITORIALE des COLLECTIVITES pour l'EFFICACITE ENERGETIQUE
BATIMENTS EXISTANTS

DEMANDEUR

Projet porté par / Collectivité de Coeur de Flandre Agglo

Affaire suivie par : Mme /M Philippe Pilyser **Fonction :** Responsable service accompagnement stratégique

Téléphones : 07 88 60 08 40 **Courriel :** philippe.pilyser@ca-coeurdeflandre.fr

BATIMENT A AUDITER

Nom et nature du bâtiment : Future Cité de la Bière : Friche Nordlys

Adresse(s) : 19 rue Emile Hié 59270 BAILLEUL

Horaires de visite : Batiment sans activité, visite possible sur contact de Coeur de Flandre Agglo ou de la mairie de Bailleul

Autres précisions :

Surface du bâtiment (en m²) : Surface foncière : 7 754 m² / Surface bâtie : 6 354 m²

Documents à Fournir :

- **Les historiques des consommations/factures énergétiques (électricité, gaz, fioul...) sur 3 ans ;**
- **Les dates de démarrage et arrêt du chauffage sur 3 ans ;**
- **Les contrats d'entretien ou d'exploitation ;**
- **La liste des travaux énergétiques effectués sur les bâtiments ces 10 dernières années ;**
- **Les plans en votre possession ;**
- **Les DTA (Documents Techniques Amiante)**

ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COLLECTIVITE

Les modalités de cette opération sont fixées par délibération du SIECF.

Cette dernière prévoit un reste à charge pour la collectivité de 25% du montant HT global.

Les montants globaux d'audits sont variables selon les bâtiments, et sont répertoriés dans le tableau ci-annexé.

La collectivité s'engage à régler le reste à charge de 25% des audits énergétiques et de l'analyse de la qualité de l'air intérieur.

Fait le 04/09/24 **à** Hazebrouck

Le Maire / Président de Coeur de Flandre agglo

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ★ COEUR DE FLANDRE ★

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Engag'-Recette
N° 113 512 1313 EP INVEST 306
AV° 5158 F391 3112 [illegible]
= 139278,00

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
3 OCT. 2024
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire Energie Flandre
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 23 septembre 2024

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2024, près de 67 millions d'euros sont consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, une volonté forte de soutien massif aux territoires. Il permet également d'accompagner plus fortement les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable », renforcée sur les projets les plus vertueux. Il intègre, à nouveau, au sein de l'ADVB un volet spécifique « Energie » et permet l'augmentation du seuil d'éligibilité du volet « Voirie Communale ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2024 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 23 septembre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2024.

Nous avons donc le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **278 556 €** pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED sur la commune de Bergues

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 03 59 73 41 91), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Bien Cordialement

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20240627, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024

Entre les soussignés :

le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2023/387 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024 et à l'actualisation des dossiers déposés au titre du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2024 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2024/89 des 26 et 27 mars 2024 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2024/110 du Conseil départemental du 23 septembre 2024 relative à la programmation 2024 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED sur la commune de Bergues - projet n° AT-ADVB-001285

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2-1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED de diverses rues de la commune (Places de Bergues, chemin des fortifications parking stade...).

2-2 – Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2024, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de 278 556,00 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement.

Il est ici rappelé que le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables. Au cas où d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiés lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas communiquer le montant des dépenses non subventionnables lors de sa demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas.

En cas de subvention portant sur le volet étude, seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

Coût total (HT) du projet	696 390,40 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	696 390,40 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	696 390,40 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %.
Montant plafonné de la subvention de base	278 556,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	Non concerné
Montant total plafonné de la subvention	278 556,00 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 24 septembre 2024, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2027.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2025.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2027.**

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2025. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024, les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation), le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6-1- Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire, s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

6-2- Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6-3- Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier indiquant le montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 3.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2025**. Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2025, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7-2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention sera versé sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public,

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2027** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention sera versée sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement de fin des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2027.**

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 – Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation; reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

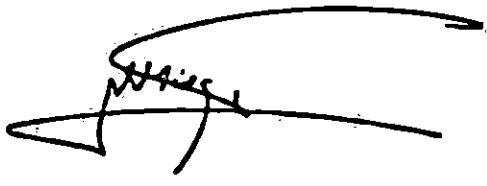
Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné par le comptable public et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 24 septembre 2024, en deux exemplaires originaux

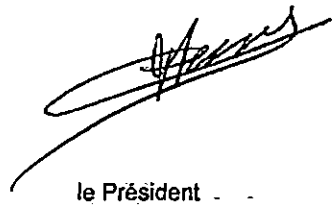
le Département du Nord
pour le Président, et par délégation,



le Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, Du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,
Nicolas SIEGLER

le Territoire d'Energie Flandre





le Président

COMMUNE ST PIERRE BROUCK

Engag° Recette
N°114 758 13148 IRVE 102 3500,00
MR82312546 BC844 Engag° Dép° N°220

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de SAINT-PIERRE-BROUCK
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 26 mai 2025.*

Et

*La **Commune de Saint-Pierre-Brouck**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 18 juin 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 26 mai 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE E-PREMIUM 22-25 kW 2 points de charge sur la commune de **Saint-Pierre-Brouck, Parking de la place, Rue de la Bistade**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°26052025/D19 du 26 mai 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Saint-Pierre-Brouck** souhaite que cette participation soit prise en charge par le budget communal de l'année.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 30/06/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Saint-Pierre-Brouck,

Le Maire
Gérard GRONDEL

MAIRIE de SAINT-PIERRE-BROUCK (Nord)

COMMUNE RUBROUCK

Engagt Recette
N° 117 758 13148 IRVE 102 3500,00

MR 62312546 BC 819

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre et la commune de RUBROUCK
Implantation de borne(s) IRVE
Programme travaux 2025

territoire d'énergie FLANDRE

Engagt Dép ≠ N° 231

Entre

*Le **Territoire d'Energie Flandre**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre en date du 26 mai 2025.*

Et

*La **Commune de Rubrouck**, représentée par son Maire, habilité aux présentes par une délibération en date du 28 mars 2025.*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

- *Vu, l'arrêté préfectoral et les statuts du TE Flandre*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 12 juin 2024 fixant les modalités financières*
- *Vu, la délibération du Comité Syndical du TE Flandre du 26 mai 2025 relative au programme prévisionnel 2025*
- *Vu, le Schéma Directeur des IRVE entré en vigueur le 21 juillet 2022*

Considérant que dans le cadre de la compétence IRVE :

- le TE Flandre réalise des travaux de pose d'une borne IRVE 22-25 kW 2 points de charge sur la Commune de **Rubrouck, Contour de l'Eglise**
- Le TE Flandre assure la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage de ce chantier

Article 1 : Financement des travaux :

Par la délibération n°26052025/D49 du 26 mai 2025, le reste à charge communal est fixé forfaitairement à 3 500€ HT pour ce chantier.

Le Territoire d'Energie Flandre bénéficie pour cette installation de subventions :

- Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL – Etat)
- Fond National d'Aménagement et Développement du Territoire (FNADT – Etat)
- Mobilités Innovantes en Milieu Rural – Programme 2022 (Département)

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune

La commune de **Rubrouck** souhaite que cette participation soit prise en charge par le budget communal de l'année.

Article 3 : Amortissement

Le TE Flandre procédera à l'amortissement du présent chantier sur une durée de 15 ans.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 27/05/2025

Pour le Territoire d'Energie Flandre,

territoire d'énergie FLANDRE

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Pour la commune de Rubrouck,

Le Maire

MAIRIE DE RUBROUCK (NORD)

Luc Everaere.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PREFECTURE

Engag[t] Recette N° 120 758 13362 IRVE 306 413000 B49 [illegible] 123 [illegible] 3 D4 A00AaHF4 041223

PRÉFET DU NORD
Liberté
Égalité
Fraternité

Sous-préfecture de Dunkerque

ARRIVÉE LE 26 DEC. 2022 SIECF

= 298100
- 40836,69 Engag[t] Recette N° 107
= 251263,31 Engag[t] Recette N° 120

Dunkerque, le 19 DEC. 2022

Bureau des relations avec les collectivités territoriales
Affaire suivie par : Christelle TERRIERE

Tél. : 03 28 20 59 78
christelle.terriere@nord.gouv.fr

Référence : BRCT – CT - 22/477

Le sous-préfet de Dunkerque

à

Monsieur le président du syndicat intercommunal
d'énergie des communes de Flandre

Objet : Dotation de soutien à l'investissement local 2022

P.J. : 1

J'ai le plaisir de vous informer que j'ai proposé, avec un avis très favorable, à Monsieur le Préfet d'accorder à votre commune un abondement de 34 055 € au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) 2022 pour votre projet « bornes de recharge pour les véhicules électriques ».

Aussi, il m'est agréable de vous faire parvenir l'avenant à l'arrêté préfectoral EJ n°2103636944, vous attribuant cette subvention, qui s'élève désormais à 413 000 €, calculée au taux de 20, 16 % sur une assiette éligible estimée à 2 048 350 € HT.

Mes services restent à votre entière disposition pour toute question que vous pourriez être amenée à vous poser.

Hervé TOURMENTE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PRÉFET
DU NORD
Liberté
Égalité
Fraternité

Sous-préfecture
de Dunkerque

ARRIVÉE LE
02 MAI 2022
SIECF

Dunkerque, le 27 AVR. 2022

Bureau des relations avec les collectivités territoriales
Affaire suivie par : Christelle TERRIERE

Tél. : 03 28 20 59 78
christelle.terriere@nord.gouv.fr

Référence : BRCT – CT - 22/177

Le Sous-préfet de Dunkerque

à

Monsieur le président du syndicat intercommunal
d'énergie des communes de Flandre

Objet : Dotation de soutien à l'investissement local 2022

P.J. : 1

Dans le cadre de la programmation 2022 de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), un appel à projet a été lancé le 9 novembre 2021 auprès de l'ensemble des communes et des EPCI à fiscalité propre du département.

De nombreux dossiers ont été déposés, témoignant à nouveau de la pertinence et de l'utilité de cette dotation et de son appui à la concrétisation d'opérations d'investissement en faveur du développement écologique des territoires et de leur attractivité.

Le préfet du Nord a souhaité soutenir en priorité en 2022 les projets stratégiques, le scolaire, le développement durable et les équipements sportifs.

Sur ma proposition, j'ai le plaisir de vous informer que votre projet « Bornes de recharge pour les véhicules électriques » a été retenu pour un montant de 378 945 € représentant 18,50 % du coût de l'opération. Je vous adresse l'arrêté attributif de subvention pris en ce sens.

J'attire votre attention sur les délais de réalisation de l'opération, qui ne doivent pas excéder ceux précisés à l'article 4 du présent arrêté et sur les modalités de paiement prévues à l'article 3 de l'arrêté. Il conviendra de rappeler le numéro d'engagement juridique (n° EJ mentionné en tête de l'arrêté) dans toute correspondance.

Ainsi que l'arrêté attributif de subvention le prescrit, en son article 7, je vous prie de bien vouloir veiller à apporter la publicité appropriée à ce financement.

Mes services restent à votre entière disposition pour toute question que vous pourriez être amenée à vous poser. Je vous invite à les contacter par voie électronique aux adresses suivantes : aurelie.dufour@nord.gouv.fr et christelle.terriere@nord.gouv.fr.

Hervé TOURMENTE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour les affaires régionales
des Hauts-de-France

ARRÊTÉ
portant attribution d'une subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement local 2022

EJ n° 2103 636 344

Le préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2334-42 ;

VU la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié ;

VU le décret n° 2018-251 du 6 avril 2018 relatif à l'utilisation d'un téléservice devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs et portant autres dispositions ;

VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, déterminant les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'instruction du 7 janvier 2022 de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

VU la demande de subvention présentée par le bénéficiaire ;

SUR proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

ARRÊTE

Préambule

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le service instructeur suivant :

Sous-préfecture de Dunkerque
Bureau des relations avec les collectivités territoriales
27 rue Thiers
59386 DUNKERQUE CEDEX
Mme Mylène VANDEWYNCKEL - 03 28 20 59 74 - mylene.vandewynckel@nord.gouv.fr

Article 1 – Objet

Une dotation de soutien à l'investissement local des communes et de leurs groupements est accordée au Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre pour la réalisation du projet suivant :

Bornes de recharge pour les véhicules électriques

Toute modification dans la nature du projet ultérieure à la demande initiale devra être communiquée au service indiqué en préambule qui prendra les dispositions appropriées.

Article 2 – Montant de l'aide de l'État

La participation de l'État à la réalisation de cette action est la suivante, conformément au plan de financement joint à la demande de subvention susvisée :

- Montant maximal prévisionnel de la subvention : 378 945 €
- Dépense subventionnable: 2 048 350,00 € HT
- Taux de subvention : 18,50 %

Dans l'hypothèse où la dépense réelle n'atteindrait pas le montant prévisionnel, l'aide serait réduite proportionnellement au prorata des dépenses réalisées et justifiées.

L'imputation budgétaire sera sur :

Programme : Concours financiers aux collectivités territoriales et leurs groupements (119)
- Ministère de l'intérieur
- Domaine activité : 0119010101A7 pour les grandes priorités d'investissement

Article 3 – Modalités de versement de la subvention

Le paiement de l'aide de l'État s'effectuera sur demande du bénéficiaire transmise au service identifié en préambule, dans les conditions suivantes, sous réserve de la disponibilité des crédits :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

– une avance de 30% maximum à la réception de l'attestation de la date de commencement d'exécution de l'action ou de l'ordre de service,

– les acomptes dans la limite de 80% du montant maximum prévisionnel de la subvention et le solde sur justification des dépenses éligibles acquittées (communication d'une copie des factures éligibles acquittées) et sur présentation d'un état récapitulatif détaillé certifié par le bénéficiaire ou par le comptable public,

La demande de versement du solde sera accompagnée d'un plan de financement définitif ainsi que du compte rendu d'exécution final précisant les résultats tant quantitatifs que qualitatifs, au plus tard trois mois après la date de fin d'exécution de l'opération.

Article 4 – Délais de commencement et d'exécution du projet

Le bénéficiaire de la subvention dispose, pour commencer l'exécution du projet, d'un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté. Ce délai pourra éventuellement être prorogé pour une durée maximale d'un an. L'autorité administrative est seule compétente pour accorder la prorogation, le cas échéant, sur demande écrite et justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service identifié en préambule de la date de commencement de l'opération et à réaliser les travaux dans un délai de 4 ans après le début d'exécution. Une prorogation de 2 ans maximum peut éventuellement être accordée sur demande écrite et justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Ces délais sont conditionnés aux évolutions réglementaires et budgétaires.

Article 5 – Suivi et contrôle de l'action

L'administration se réserve le droit de faire suivre et vérifier par toute personne de son choix, sur pièce et sur place, les dépenses effectuées au titre de l'opération aidée.
Au cas où le titulaire empêcherait l'administration de procéder aux contrôles ou ne fournirait pas dans les délais prescrits les documents demandés, le versement de la subvention serait interrompu.

Toute modification importante matérielle ou financière de l'opération doit être communiquée préalablement au service identifié en préambule et fera, le cas échéant, l'objet d'une modification de la décision de subvention initiale.

L'État peut faire apprécier l'impact de l'action dans un secteur concerné, dans le cadre du dispositif d'évaluation des projets réalisés.

L'administration se réserve le droit de diffuser les résultats de l'action entreprise.

Article 6 – Résiliation et reversement

Dans le cas de non-exécution dans les délais prévus, ou d'exécution incomplète ou non conforme à l'objet de la présente décision, sur proposition du service identifié en préambule ou du préfet de la région Hauts-de-France, après procédure contradictoire, l'annulation partielle ou totale de la subvention peut être prononcée par le préfet de région. Il pourra être exigé le reversement partiel ou total des sommes perçues.

Dans le cas où les sommes versées sont supérieures aux dépenses engagées, il doit être établi un ordre de reversement.

Le reversement total ou partiel de l'aide ou l'interruption du versement peut être décidé par l'État à la demande du titulaire lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite la résiliation de la décision.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions du décret du 14 septembre 2020 susvisé, le bénéficiaire de la subvention s'engage à faire apparaître de façon visible et explicite la participation de l'État à la réalisation du projet par une publicité appropriée, incluant la publication du plan de financement, tout au long de la réalisation de l'opération (panneau d'affichage comportant le logo de la Marianne et la mention du fonds de soutien).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 8 – Délais et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Tout litige résultant de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Lille, lequel peut être saisi via www.telerecours.fr

Article 9 - Exécution

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales et monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté attributif de subvention.

Lille, le 20 AVR. 2022

Le préfet de la région Hauts-de-France

Georges-François LECLERC

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr
Suivez-nous sur facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Engag- Recette
ETAT N°121 758 1311 IRVE 306 247037,10
(ETAT 492990.00€ - 197196.00€
BORD 93 TITRE 445 DU 25-07-22 197196.00€)

295794,00 Engag Recette N°108
⊖ 48756,90 Engag Recette N°121
= 247 037,10

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

ARRIVÉE LE
16 JUIN 2022
SIECF

Le Préfet

Lille, le 13 JUIN 2022

Monsieur le président,

Vous avez sollicité une subvention au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire pour l'action « renforcement du maillage d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques ».

J'ai le plaisir de vous informer que j'ai réservé une suite favorable à votre demande à hauteur de 492 990 €.

Je vous prie de trouver en annexe de ce courrier l'arrêté attributif de subvention accordée à votre syndicat.

Les services de la préfecture du Nord restent à votre disposition pour toute question relative à la gestion financière de votre dossier.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Georges-François LECLERC

Monsieur Michel Decool
Président du syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre
Mairie d'Hazebrouck, BP 70189
59524 Hazebrouck

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour les affaires régionales
des Hauts-de-France

Arrêté préfectoral
portant attribution d'une subvention
au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire
FNADT 2022

EJ n°2103659215

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

Vu le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 visé ci-dessus ;

Vu la circulaire n°4760/SG du 9 novembre 2000 du Premier ministre définissant les modalités de mise en place et de gestion du fonds national d'aménagement et de développement du territoire ;

Vu les crédits inscrits au BOP 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » ;

Vu le protocole d'accord pour le contrat de plan État – Région des Hauts-de-France du 19 mars 2021 ;

Vu le dossier de demande de subvention présenté par le SIECF le 3 mars 2022 ;

Considérant que l'opération objet du présent arrêté s'inscrit dans la vision plus générale de la relance de l'économie au niveau régional et local et qu'elle revêt un caractère d'intérêt général ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Considérant que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'assurer une trésorerie immédiate afin de soutenir ce projet ;

Considérant que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'alléger les démarches administratives, en réduisant les délais de mise à disposition des crédits à la région des Hauts-de-France et en limitant le nombre de demandes de paiements adressés aux services de l'État ;

Considérant que la modification du montant de l'avance ne porte ni atteinte aux intérêts de la défense ou de la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article 12 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 susvisé auxquelles il est dérogé ;

Considérant que la présente dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Préambule

Le syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre (SIECF)

Représenté par : M. Michel Decool, président

N° SIREN : 200036895
Statut : EPCI
Coordonnées : mairie d'Hazebrouck, BP 70189, 59524 Hazebrouck

ci-après dénommé le bénéficiaire,

dispose d'un correspondant unique qui est le service instructeur suivant :

Préfecture du Nord
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau de l'interface régionale
12-14, rue Jean Sans Peur
59039 LILLE Cedex
Tél. : 03.20.30.58.72
Mail : karine.gouve@nord.gouv.fr

Article 1 – Objet :

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions du soutien de l'État à la réalisation de l'opération suivante :

« Renforcement du maillage d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques »

conformément au contenu du dossier de demande de subvention.
Toute modification ultérieure concernant ces documents doit être communiquée au service indiqué en préambule qui prendra les dispositions appropriées.

Article 2 – Durée et modalité d'exécution :

- Prise d'effet de l'arrêté :

L'arrêté prend effet à compter de sa notification.
Le bénéficiaire doit commencer l'opération au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la notification de l'arrêté et en informer par écrit le service mentionné en préambule.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf prorogation d'un maximum d'un an, octroyé par l'autorité administrative indiquée en préambule, et sur demande écrite justifiée du bénéficiaire antérieurement à l'expiration de ce délai.

BBR

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- Exécution de l'opération :

La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération est fixée au 31 décembre 2025.

En cas d'abandon du projet, le bénéficiaire s'engage à informer sans délai et par écrit le service mentionné en préambule qui prendra toutes dispositions nécessaires.

Article 3 – Dispositions financières :

- Imputation budgétaire :

La subvention est imputée sur le programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire ».
Code activité : 011201020171
Domaine fonctionnel : 112-11-05

- Montant :

Le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 492 990 € (quatre cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-dix euros).

Le montant définitif est calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant prévisionnel.

- Taux :

Le montant prévisionnel correspond à un taux d'aide de 24,07 % du montant prévisionnel de l'action qui s'élève à 2 048 350,00 €.

Article 4 – Modalités de paiement :

Sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, le paiement des sommes dues au titre du présent arrêté est effectué comme suit :

- Une avance représentant 40 % du montant maximum prévisionnel de l'aide peut être versée lors du commencement d'exécution du projet, sur présentation par le bénéficiaire d'une attestation mentionnant la date de commencement d'exécution des travaux ou d'un ordre de services aux entreprises ;

- Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet, sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention, sur présentation des factures acquittées et d'un état récapitulatif détaillé, daté, certifié exact et visé ;

- Le solde, calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel de l'aide, déduction faite des acomptes versés, est payé sur production par le bénéficiaire, dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du présent arrêté fixé à l'article 2, d'une déclaration d'achèvement de l'opération, d'un rapport final d'exécution qualitatif, de la justification des dépenses encourues pour la totalité des dépenses éligibles (sous forme d'un état récapitulatif définitif daté et certifié exact, accompagné de la copie des factures acquittées non encore produites et non présentées au moment des acomptes), et d'un état des aides publiques perçues et de leur montant.

L'ensemble des factures et autres justificatifs doit être établi au nom du bénéficiaire.

Tous les versements sont effectués au vu d'un certificat administratif établi par l'ordonnateur ;

Ordonnateur : le préfet du département du Nord

Comptable assignataire : le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France

BBR

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 5 – Contrôle et tenue d'une comptabilité séparée :

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièce et sur place effectué par le service mentionné en préambule ou par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspections et de contrôle.

Il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et, le cas échéant prévu par les textes en vigueur, à désigner en qualité de commissaire aux comptes un expert comptable ou un comptable agréé.

Le service mentionné en préambule se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire au suivi et contrôle du projet.

Article 6 – Remboursement, reversement et résiliation :

Le service mentionné en préambule est habilité à mettre fin au présent arrêté et à exiger le reversement partiel ou total des sommes versées dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions du présent arrêté et en particulier non-exécution partielle ou totale des missions du bénéficiaire ;
- constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation des fonds versés par l'État ;
- utilisation des fonds pour une destination non conforme à ses attributions légales.

Article 7 – Publicité :

Conformément aux dispositions du décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 susvisé, le bénéficiaire s'engage à publier le plan de financement de l'opération, faisant apparaître la participation de l'État à sa réalisation au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (affichage au siège de la collectivité et mise en ligne sur le site internet si celui-ci existe).

Le bénéficiaire s'engage également à afficher, de façon visible et explicite, le plan de financement sur le lieu des travaux, pendant toute la réalisation de l'opération.

À l'issue de la réalisation de l'opération, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logotype de l'État au titre du FNADT, en tant que personne publique ayant subventionné le projet.

Article 8 – Litiges :

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex – lequel peut être saisi via www.telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 9 – Exécution :

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales et monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté attributif de subvention qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Lille, le 13 JUIN 2022

Georges-François LECLERC

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Nord
le Département est là

Engagt Reçu
N° 123 512 1313 EPINVEST 306
AP N° D172T359 09-12-25 8996,00
8996,00

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
03 OCT. 2024
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire Energie Flandre
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 23 septembre 2024

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2024, près de 67 millions d'euros sont consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, une volonté forte de soutien massif aux territoires. Il permet également d'accompagner plus fortement les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable », renforcée sur les projets les plus vertueux. Il intègre, à nouveau, au sein de l'ADVB un volet spécifique « Energie » et permet l'augmentation du seuil d'éligibilité du volet « Voirie Communale ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2024 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 23 septembre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2024.

Nous avons donc le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **17 992 €** pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED à Merckeghem

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 03 59 73 41 91), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Bien Cordialement

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024

Entre les soussignés :

le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2023/387 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024 et à l'actualisation des dossiers déposés au titre du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2024 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2024/89 des 26 et 27 mars 2024 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2024/110 du Conseil départemental du 23 septembre 2024 relative à la programmation 2024 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED à Merckeghem - projet n° AT-ADVB-001087

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2-1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public LED de diverses rue de la commune (route de Watten, route de Bollezeele) et au Hameau de Lynck (Chemin de contre halage, route de l'Hossenaere, Rue de la Nouvelle Terre)..

2-2 – Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2024, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de 17 992,00 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement.

Il est ici rappelé que le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables. Au cas où d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiés lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas communiquer le montant des dépenses non subventionnables lors de sa demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas.

En cas de subvention portant sur le volet étude, seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

Coût total (HT) du projet	35 984,00 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	35 984,00 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	35 984,00 €
Taux consolidé de subvention	50,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	17 992,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	Non concerné
Montant total plafonné de la subvention	17 992,00 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 24 septembre 2024, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2027.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2025.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2027.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2025. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024, les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation), le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6-1- Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire, s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

6-2- Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6-3- Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier indiquant le montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 3.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2025.** Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2025, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7-2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention sera versé sur présentation :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2027** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention sera versée sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement de fin des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2027.**

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 – Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné par le comptable public et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 24 septembre 2024, en deux exemplaires originaux

le Département du Nord
pour le Président, et par délégation,

le Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, Du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,
Nicolas SIEGLER

le Territoire d'Energie Flandre

territoire d'énergie FLANDRE

le Président

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Nord
le Département est là

Engagt Recette
N°125 S12 1313 EP INVEST 306 84745,00
⊖AN°B18T25 25025 ⊖ 42373,00
42373,00

TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
03 OCT. 2024
Arrivé le

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Territoire Energie Flandre
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

Lille, le 23 septembre 2024

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son engagement à leurs côtés pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord.

En 2024, près de 67 millions d'euros sont consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget illustre, une fois encore, une volonté forte de soutien massif aux territoires. Il permet également d'accompagner plus fortement les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec la bonification « Nord Durable », renforcée sur les projets les plus vertueux. Il intègre, à nouveau, au sein de l'ADVB un volet spécifique « Energie » et permet l'augmentation du seuil d'éligibilité du volet « Voirie Communale ».

Après examen des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2024 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 23 septembre, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2024.

Nous avons donc le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **84 745 €** pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED à Rexpoëde

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 03 59 73 41 91), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Bien Cordialement

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024

Entre les soussignés :

le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2023/1301 du 22 décembre 2023,
ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

et,

le Territoire d'Energie Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
Vu les délibérations-cadre du Conseil départemental MCT/2016/113 du 12 avril 2016 *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et MCT/2016/202 du 13 juin 2016 *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie » ;*
Vu la délibération DTT/2023/387 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative au lancement de l'Appel à Projets de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024 et à l'actualisation des dossiers déposés au titre du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;
Vu le budget primitif départemental pour l'année 2024 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2024/89 des 26 et 27 mars 2024 ;
Vu la demande de subvention présentée par le Territoire d'Energie Flandre ;
Vu la délibération DTT/2024/110 du Conseil départemental du 23 septembre 2024 relative à la programmation 2024 de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et du fonds de soutien aux Projets Territoriaux Structurants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, la participation financière départementale attribuée et ses modalités de versement pour le projet suivant :

Rénovation de l'éclairage public en LED à Rexpoëde - projet n° AT-ADVB-001090

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Article 2 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

2-1 - Caractéristiques du projet

Le projet consiste en la rénovation de l'éclairage public en LED de diverses rues : route de Bergues, rue des Frères Neuville, Rue de la Poterie, Rue de West-Cappel.

2-2 – Détermination de la subvention du Département et dépenses non subventionnables

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2024, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser le projet mentionné ci-dessus, dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de 84 745,00 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessus, sur lequel est calculé le montant de la subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement.

Il est ici rappelé que le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables. Au cas où d'autres dépenses non subventionnables ont été identifiés lors de l'instruction de la demande de subvention, elles sont indiquées ci-dessous.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas communiquer le montant des dépenses non subventionnables lors de sa demande de paiement du solde ou de la totalité de la subvention (article 7).

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 4.

Dans ce cadre, en cas de subvention portant sur des travaux, les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres études opérationnelles préalables au démarrage des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas.

En cas de subvention portant sur le volet étude, seules les études concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

Coût total (HT) du projet	169 490,50 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	169 490,50 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	169 490,50 €
Taux consolidé de subvention	50,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	84 745,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	Non concerné
Montant total plafonné de la subvention	84 745,00 €

Article 3 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 24 septembre 2024, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2027.**

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à débuter les travaux de son projet au plus tard le **31 décembre 2025.**

L'envoi au Département, avant cette date, du certificat de commencement des travaux avec la date effective de démarrage des travaux accompagné le cas échéant de l'ordre de service, prévu à l'article 4, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 50% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution. Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage. Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

Le bénéficiaire s'engage à terminer les travaux subventionnables du projet au plus tard le **31 décembre 2027.**

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

La présente convention pourra être exceptionnellement prolongée d'un an sur demande expresse et argumentée du porteur de projet, sous réserve que les travaux aient démarré avant le 31 décembre 2025. Le Président du Département appréciera souverainement et sans recours possible le bien fondé des justifications apportées par le bénéficiaire pour accepter ou refuser la demande de prorogation exceptionnelle.

Article 4 - Déroulement du projet

Il est rappelé que la subvention est attribuée pour un projet dont les travaux ou l'étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques n'ont pas démarré avant la date de la délibération accordant la subvention, sauf si le Maître d'Ouvrage a obtenu une dérogation de la part du Département pour son commencement anticipé.

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « travaux », le commencement d'exécution des travaux est constitué par le premier acte physique de l'opération (« 1er coup de pioche »).

En ce qui concerne une subvention attribuée sur le volet « études » (concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques), le commencement d'exécution est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'étude (attribution du marché d'étude).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou de l'étude avec une date effective de démarrage des travaux ou de l'étude, accompagné le cas échéant d'un ordre de service. Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif de l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2024, les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une opération de travaux et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Il est rappelé que tout abandon du projet ou de la subvention est à signaler par courrier au Président du Département.

Article 5 - Plan de financement

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département et sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation), le respect de ce seuil reste de la responsabilité pleine et entière du Maître d'Ouvrage.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement du projet prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Obligations et engagements du Maître d'Ouvrage

Pour garantir le maintien de sa subvention départementale, le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter les conditions suivantes :

6-1- Maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le bénéficiaire, s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement du projet financé. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

6-2- Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

6-3- Communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à ce projet. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal. L'affichage sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage doit être visible dès l'attribution de la subvention et pendant toute la durée du financement.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier indiquant le montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le Département se réserve la possibilité de fournir directement une plaque de communication au bénéficiaire qui s'engage, dès lors, à l'apposer sur l'équipement financé ou à l'installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente. Dans ce cas, le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

7.1 - Paiement en deux versements

7.1.1 - Avance

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 50 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service avec une date effective de démarrage des travaux, tel que mentionné à l'article 3.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé conformément aux dispositions de l'article 4 et s'il a effectivement commencé ses travaux ou son étude concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques, il peut également solliciter le versement de l'avance de 50 % sur présentation des pièces mentionnées ci-dessus et de l'accord de démarrage anticipé.

Le Département se réserve le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Cette demande d'avance ne pourra être sollicitée que jusqu'à la date de caducité de démarrage des travaux soit le **31 décembre 2025.** Au-delà de cette date, et sous réserve d'un démarrage effectif des travaux avant le 31 décembre 2025, seul le versement de la totalité de la subvention pourra être sollicité par le Maître d'Ouvrage (cf. paragraphe 7-2).

7.1.2 - Solde

Le solde de 50 % de la subvention sera versé sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement du solde indiquant la date effective de l'achèvement des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût HT, et contresigné par le comptable public,

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage doit solliciter au plus tard le **31 décembre 2027** le versement du solde de sa subvention. Dans ce cadre, le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement du solde de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Le Département, à l'occasion de la demande de versement du solde, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre du projet financé ainsi que le plan de financement définitif de ce dernier.

7.2 - Paiement en un versement unique

En cas de non versement de l'avance, si les travaux subventionnables sont achevés et les conditions d'attribution de la subvention respectées, la totalité de la subvention sera versée sur présentation :

- d'un courrier de demande de versement de la totalité de la subvention rappelant la date de démarrage effective des travaux et indiquant la date effective de l'achèvement de fin des travaux subventionnables et leurs montants HT,
- d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public,
- et d'un justificatif de communication tel que prévu à l'article 6.

Le Maître d'ouvrage peut solliciter le versement de la totalité de sa subvention dès la fin des travaux subventionnables mais au plus tard le **31 décembre 2027.**

Le Département, à l'occasion de la demande de versement de la totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 2 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée ainsi que le plan de financement définitif du projet.

7.3 - Dispositions communes à tous les types de paiement

L'ensemble de ces paiements repris ci-dessus seront exécutés par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits. Il est convenu que tous les montants des versements, y compris en cas de recalcul du montant de la subvention, sont systématiquement arrondis à l'euro inférieur.

7.4 – Ajustement éventuel du montant de la subvention

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau de l'article 2, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage.

Dans l'hypothèse où le coût définitif des travaux ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Dans le cas d'un paiement en deux versements, le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 2 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Article 8 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé à tout moment à l'initiative du Département. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution des travaux en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude seule concernant le patrimoine remarquable ou monuments historiques, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Article 9 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La demande de modification est réalisée sous la forme d'un courrier adressé au Président précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier.

En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 10 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

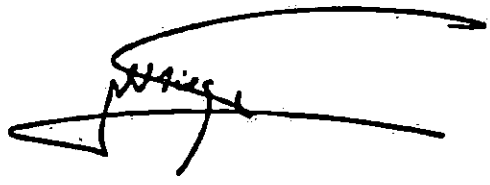
Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si les travaux subventionnés n'étaient pas réalisés dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux subventionnés réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Dans ce cadre, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire un état récapitulatif des éventuelles dépenses subventionnables attestant le paiement effectif de celles-ci, daté et signé par lui-même et contresigné par le comptable public et les éventuelles factures acquittées des dépenses subventionnables

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 24 septembre 2024, en deux exemplaires originaux

le Département du Nord
pour le Président, et par délégation,



le Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire, Du Logement
et du Canal Seine-Nord Europe,
Nicolas SIEGLER

le Territoire d'Energie Flandre



le Président

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20251203-EP2025_LAGORG-CC

COMMUNE LA GORGUE

Engagé Recette N° 128 512 13148 EP INVEST 78 333 28 30

M 2024-02-LT03 BC 875 Engagé 24 SE N° 261

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de LA GORGUE

Travaux réalisés à LA GORGUE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 05/02/2025).

Et
La Commune de LA GORGUE, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 22/09/2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,

Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **LA GORGUE**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Ensemble de la commune - Phase 1a et Phase 1b.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût des travaux phase 1a : 333 282,00 € HT, soit 399 938,40 € TTC
Financement des travaux :
Participation de la Commune : 333 282,00 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 66 656,40 €

Coût des travaux phase 1b : 366 638,00 € HT soit 439 965,60 € TTC
Financement des travaux :
Participation de la Commune : 366 638,00 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 73 327,60 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de LA GORGUE

La Commune de **LA GORGUE** souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** sur l'année 2025.
Le TE Flandre adressera un titre à la Commune de **LA GORGUE.**
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Article 3 : Fin de la convention

La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 03/12/2025.

Le TE Flandre,
Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de LA GORGUE
Philippe MARIEN

MAIRIE DE LA GORGUE 59253

N° 129 S12 13148 EP INVEST 78 67210,42 Engagt Recette
ANNEE 2025
COMMUNE BERGUES
M14-02-LT01 BC799

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de BERGUES

d'énergie FLANDRE

Engagt Dep 10326-328

Travaux réalisés à BERGUES par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre), représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 28/11/2024).

Et
La Commune de BERGUES, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 12/12/2024.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.
Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de BERGUES, Rénovation et ajout d'éclairage public,

- Ensemble de la commune, parties 1 et 2.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux : 598 141,92 € HT, soit 717 770,30 € TTC répartis comme suit :
Coût des travaux Partie 1 : 321 978,12 € HT, soit 386 373,74 € TTC
Coût des travaux Partie 2 : 276 163,80 € HT, soit 331 396,56 € TTC

Financement des travaux :
Participation de la Commune : 336 052,09 €
Participation Fonds Vert : 33 802,75 €
Participation ADVB : 228 287,08 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 119 628,38 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de BERGUES
La Commune de BERGUES souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** avec étalement sur 5 années.
Le TE Flandre adressera annuellement un titre à la Commune de BERGUES
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Année	Sommes dues en €
2025	67 210,42 €
2026	67 210,42 €
2027	67 210,42 €
2028	67 210,42 €
2029	67 210,41 €

Article 3 : Fin de la convention
La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges
Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 08/10/2025.

Le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de BERGUES,

VILLE DE BERGUES (NORD) MAIRIE

GMAUME LA GORGUE

Engag' Recette N°130 512 13148 EP INVEST 78 366638,00

M 2024-02-LT03 DC 818 Engag' Dep^se N° 357

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 10/12/2025
Reçu en préfecture le 10/12/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20251203-EP2025_LAGORG-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de LA GORGUE

Travaux réalisés à LA GORGUE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 05/02/2025).

Et
La **Commune de LA GORGUE,** représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 22/09/2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,

Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **LA GORGUE**, rénovation et ajout d'éclairage public,

- Ensemble de la commune - Phase 1a et Phase 1b.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût des travaux phase 1a : 333 282,00 € HT, soit 399 938,40 € TTC

Financement des travaux :

Participation de la Commune : 333 282,00 €

Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 66 656,40 €

Coût des travaux phase 1b : 366 638,00 € HT soit 439 965,60 € TTC

Financement des travaux :

Participation de la Commune : 366 638,00 €

Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 73 327,60 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de LA GORGUE

La Commune de **LA GORGUE** souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** sur l'année 2025.
Le TE Flandre adressera un titre à la Commune de **LA GORGUE.**
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Article 3 : Fin de la convention

La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 03/12/2025.

Le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de LA GORGUE
Philippe MARIEN

MAIRIE DE LA GORGUE
59253

Engag° - Recette

DEPARTEMENT DU NORD N° 133 758 1313 IRVE 306 3[illegible]

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

ARRIVÉE LE
26 DEC. 2022
SIECF

Patrick VALOIS
Vice-Président
délégué à la Ruralité
et à l'Environnement
Conseiller départemental
du canton de Wormhout
patrick.valois@lenord.fr
Tel 06 26 07 54 95

Anne VANPEENE
Maire de Winnezeele
Conseillère départementale
du canton de Wormhout
anne.vanpeene@lenord.fr
Tel 06 87 88 10 33

Monsieur Michel DECOOL
SIECF
30 Rue Warein
59190 HAZEBROUCK

Esquelbecq, le 12 décembre 2022

Ref. : PV/AV/RC/121222
Objet : Subvention départementale

Monsieur le Président, Cher Michel,

Nous avons le plaisir de vous transmettre la décision de la commission permanente du lundi 12 décembre 2022, au cours de laquelle le Département a délibéré au titre de la délégation « **Développement de l'espace rural, environnement, politique de l'eau et mobilités douces** » :

- Suite à l'Appel à Projets « Mobilités innovantes en milieu rural », votre projet pour l'installation de stations de recharge électrique pour vélos à assistance électrique et trottinettes électriques a été retenu. La somme de 44 100 euros a été allouée.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Amitiés

Patrick VALOIS **Anne VANPEENE**

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Engag° Recette
N° 143
avec l'engag Recette: N°86-87-88

Engag' Recette

Commune Hondschoote N°147 5121348 EP INVEST 78 2299,80€ ANNEE 2025

M 2024-02 LT01 BC 881

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Avenant 2 à la convention entre le Territoire d'Energ[illegible] (TE Flandre) et la Commune de HONDSCHOO[illegible]

Engag' Dép° N° 362

Travaux réalisés à HONDSCHOOTE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre délibération en date du 28/11/2024.

Et
La **Commune de HONDSCHOOTE,** représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 27/02/2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.
Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **HONDSCHOOTE**, Rénovation et ajout d'éclairage public,

- Diverses Rues.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût des travaux phase 1: 271 810,37 € HT, soit 326 172,44 € TTC dont 8 430,57 € HT pour l'achat de mâts solaires à UGAP et 16 645 € HT pour l'éclairage des passages piétons par NOVA.

Coût des travaux phase 2 : 12 896 € HT soit 15 475,20 € TTC.

Financement des travaux :

Pour la phase 1 :
Participation de la Commune : 271 810,37 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 54 362,07 €

Pour la phase 2 :
Participation de la Commune : 12 896 €
Participation TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 2 579,20 €

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de HONDSCHOOTE

La Commune de **HONDSCHOOTE** souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** avec étalement sur 5 années.
Le TE Flandre adressera annuellement un titre à la Commune de HONDSCHOOTE
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Pour la phase 1 :

Année	Sommes dues en €
2025	54 362,08 €
2026	54 362,08 €
2027	54 362,07 €
2028	54 362,07 €
2029	54 362,07 €

Pour la phase 2 :

Année	Sommes dues en €
2025	2 299,80 €
2026	2 649,05 €
2027	2 649,05 €
2028	2 649,05 €
2029	2 649,05 €

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 18/12/2025.

Le TE Flandre,

Le Vice-Président
Jean-Luc Creenewerck

territoire d'énergie FLANDRE

Le Maire de HONDSCHOOTE,

Le Maire.
H. SAISON

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20251022-AV1_EP2025_HOND-CC

Avenant 1 à la convention entre le Territoire d'Ener
et la Commune de HONDSCHOO

Travaux réalisés à HONDSCHOOTE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre),** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre délibération en date du 28/11/2024.

Et
La **Commune de HONDSCHOOTE,** représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 27/02/2025.

Il est convenu ce qui suit :
Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.
Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **HONDSCHOOTE**, Rénovation et ajout d'éclairage public,

- Diverses Rues.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel
Coût des travaux phase 1: 271 810,37 € HT, soit 326 172,44 € TTC dont 8 430,57 € HT pour l'achat de mâts solaires à UGAP et 8 680 € HT pour la fourniture de l'éclairage des passages piétons par NOVA et 7 965 € HT pour l'installation de l'éclairage des passages piétons par CRYZAL.

Coût des travaux phase 2 : 11 499,00 € HT soit 13 798,80 € TTC.

Financement des travaux :
Pour la phase 1 :
Participation de la Commune : 271 810,37 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 54 362,07 €
Pour la phase 2 :
Participation de la Commune : 11 499,00 €
Participation TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 2 299,80 €

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de HONDSCHOOTE
La Commune de **HONDSCHOOTE** souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** avec étalement sur 5 années.
Le TE Flandre adressera annuellement un titre à la Commune de **HONDSCHOOTE**
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.
Pour la phase 1 :

Année	Sommes dues en €
2025	54 362,08 €
2026	54 362,08 €
2027	54 362,07 €
2028	54 362,07 €
2029	54 362,07 €

Pour la phase 2 :

Année	Sommes dues en €
2025	2 299,80 €
2026	2 299,80 €
2027	2 299,80 €
2028	2 299,80 €
2029	2 299,80 €

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 22/10/2025.

Le TE Flandre,

Le Maire de HONDSCHOOTE,

Le Maire,
H. SAISON

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Envoyé en préfecture le 15/04/2025
Reçu en préfecture le 15/04/2025
Publié le
ID : 059-200036895-20250404-EP2025_HONDSCHO-CC

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre
et la Commune de HONDSCHOOTE

Travaux réalisés à HONDSCHOOTE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (Investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre)**, représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre délibération en date du 28/11/2024.

Et
La **Commune de HONDSCHOOTE**, représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 27/02/2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,
Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **HONDSCHOOTE**, Rénovation et ajout d'éclairage public,

- Diverses Rues.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût des travaux : 277 282,97 € HT, soit 332 739,56 € TTC dont 8 430,57 € HT pour l'achat de mâts solaires à UGAP et 16 645 € HT pour l'éclairage des passages piétons par NOVA.

Financement des travaux :

Participation de la Commune : 277 828,97 €
Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 55 456,59 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de HONDSCHOOTE

La Commune de **HONDSCHOOTE** souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** avec étalement sur 5 années.
Le TE Flandre adressera annuellement un titre à la Commune de **HONDSCHOOTE**
La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Année	Sommes dues en €
2025	55 565,80 €
2026	55 565,80 €
2027	55 565,79 €
2028	55 565,79 €
2029	55 565,79 €

Article 3 : Fin de la convention

La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.
La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 04/04/2025.

Le TE Flandre, Le Vice-Président du SIECF
Jean-Luc Cleenewerck

Le Maire de HONDSCHOOTE,
Le Maire,
SAISON

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-215903097-20250227-250227DE007NB-DE

Département
du Nord

Arrondissement
Dunkerque

COMMUNE D'HONDSCHOOTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DELIBERATION N°250227DE007NB

L'An Deux Mille Vingt Cinq, le Vingt-Sept Février à Dix Huit Heures Trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie de HONDSCHOOTE, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Hervé SAISON, Maire.

Date de convocation et d'affichage :
21/02/2025

Nombre de conseillers :
En exercice : 26
Présents : 15
Votants : 20

Secrétaire de Séance :
Mme DETURCK Mélanie

Etaient Présents : M. SAISON Hervé, Maire – M. VERMERSCH Jérôme – Mme DETURCK Mélanie – M. DEVOS Joël – M. BARBARY David, Adjoints - M. PERCAILLE Jean-Marie – Mme POULEYN Katia – Mme DOUILLIET Christelle - M. OUTTIER Gérard – M. COUDEREAU Claude – M. SAISON Antoine, Conseillers Municipaux Délégués - Mme DEVYS Odile – Mme MERLEVEDE Myriam – M. GARY Olivier – M. VERNIEUWE Kevin, Conseillers Municipaux.

Etaient absents : M. WILST Thierry - Mme FRANSOIS Caroline - M. BOGAERT Félix – Mme DETAVERNIER Noémie – Mme DEBRIL Laurie - M. VANDENBILCKE Thierry.

Etaient absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme POULEYN Michèle	a donné procuration à M.	VERMERSCH Jérôme,
Mme WIECZOREK Martine	a donné procuration à M.	COUDEREAU Claude,
Mme MOENECLAEY Annie	a donné procuration à M.	OUTTIER Gérard,
Mme D'HEEGER Séverine	a donné procuration à M.	DEVOS Joël,
M. MEENS Alexandre	a donné procuration à M.	BARBARY David

OBJET : TE FLANDRE – DELIBERATION DE PRINCIPE PORTANT SUR LA DEMANDE DE TRAVAUX D'INVESTISSEMENT D'ECLAIRAGE PUBLIC A HONDSCHOOTE

Rapporteur : Monsieur VERMERSCH Jérôme – Adjoint aux Grands Travaux – Voirie et Affaires Rurales,

Vu les statuts du TE FLANDRE (Arrêtés préfectoraux du 09 Avril et 02 Juillet 2019),
Vu les délibérations du Comité syndical du TE FLANDRE et notamment les délibérations du 20/10/2015, 22/02/2016,12/09/2016, 27/09/2018,

Monsieur VERMERSCH Jérôme – Adjoint aux Grands Travaux – Voirie et Affaires Rurales, rappelle que la commune est membre du TE FLANDRE,

Le TE FLANDRE est un syndicat intercommunal à vocation multiple, la commune adhère notamment à la compétence éclairage public investissement.

Ensuite, Monsieur VERMERSCH Jérôme expose que la Commune souhaite rénover l'éclairage public dans les rues et espaces suivants :

Zone 1
- Rue des Récollets,
- Chemin du Moulin,
- Le bout de la Rue du Looweg.

Zone 3
- Le bout de la Rue des Trinitaires,
- Avenue de Meersseman,
- Résidence Les Erables,
- Allées adjacentes (détection).

Zone 4
- Rue Coppens.

Eclairage passages piétons.

Zone 7
- Rue de Furnes.

Zone 8 (sous réserve d'effacement par ENEDIS)
- Rue de la Libération après les feux tricolores,
- Rue de Cassel,
- Rue des Moëres.

Zone 9
- Rue Jean Vaast Delaroyère,
- Rue Goury.

Impasse de l'Abreuvoir
- Pose de 3 mâts d'éclairage en solaire.

La maitrise d'ouvrage de ces travaux est assurée par le TE FLANDRE.

L'Assemblée, après en avoir délibéré, **à l'unanimité,** (MM. SAISON Hervé et VERMERSCH Jérôme, délégués du TE FLANDRE n'ont pas pris part au vote),

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 059-215903097-20250227-250227DE007NB-DE

- **DONNE** un accord de principe pour le projet exposé dans la présente délibération,
- La commune supportera le montant total HT des travaux, déductions des éventuelles subventions. Le TE FLANDRE supportera l'ensemble des coûts d'étude, de maitrise d'ouvrage et de maitrise d'œuvre.
- **PRECISE** que cette participation sera budgétisée pour un montant de 300 000 € HT et étalée sur 5 ans et que la somme correspondante sera inscrite sur les budgets 2025 – 2026 – 2027 – 2028 et 2029.
- **NOTE** que les aménagements en matière de voirie sont à la charge de la Communauté de Communes des Hauts de Flandre.

La Secrétaire de Séance
M. DETURCK

VILLE D'HONDSCHOOTE NORD

Pour extrait certifié conforme
Le 27/02/2025
Le Maire
H. SAISON

Certifié exécutoire
Transmise en Sous-Préfecture
et publiée le 06 MARS 2025

Engag° Recette

COMMUNE OCHTEZEELE N°148 S12 13148 EP INVEST 23 212,00

M 624-02-LT01 OC796

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
Reçu en préfecture le 30/12/2025
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20251222-CONV_EP_OCHT-CC

ENGAG. RECE N°156

Convention entre le Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre) et la Commune de OCHTEZEELE

Travaux réalisés à OCHTEZEELE par le TE Flandre dans le cadre de la compétence Eclairage public (investissement) – programme travaux 2025

Entre
Le **Territoire d'Energie Flandre (TE Flandre),** représenté par son Président, Michel Decool, habilité aux présentes par délibération du Comité Syndical du TE Flandre (délibération en date du 09/09/2024).

Et
La **Commune de OCHTEZEELE,** représentée par son Maire, habilité(e) aux présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 11/12/2025.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu, les statuts du TE Flandre,

Vu, les délibérations du Comité Syndical du TE Flandre et notamment les délibérations du 20 octobre 2015, du 22 février 2016, du 12 septembre 2016, et du 27 Septembre 2018.

Considérant que dans le cadre de la compétence éclairage public investissement, programme 2025, le TE Flandre va réaliser des travaux d'éclairage public sur la Commune de **OCHTEZEELE,** création d'un feu tricolore,

- Rue Principale.

Le TE Flandre prend en charge la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage sur ces travaux.

Article 1 : Plan de financement prévisionnel

Coût des travaux : 23 212.00 € HT, soit 27 854.40 € TTC dont 1 404.00 € HT pour le raccordement ENEDIS

Financement des travaux :

Participation de la Commune : 23 212.00 €

Participation du TE Flandre (y compris programme Maîtrise de la demande en Energie) : 4 642.40 €

Il est à noter que toute différence sur le coût des travaux entre l'étude et la réalisation, fera l'objet d'un réajustement par voie d'avenant (à la hausse ou à la baisse).

Article 2 : Récapitulatif des sommes dues par la Commune de OCHTEZEELE

La Commune de **OCHTEZEELE** souhaite que cette participation soit ***budgétisée*** sur l'année 2025.

Le TE Flandre adressera un titre à la Commune de **OCHTEZEELE.**

La Commune s'engage à mandater les sommes dans les meilleurs délais.

Article 3 : Fin de la convention

La Commune pourra dénoncer la présente convention à condition exclusive qu'elle règle la totalité des sommes restant dues. Dans ce cas, elle en informera le TE Flandre par courrier recommandé.

La Convention prendra fin dans le cas où la Commune quitterait la compétence Eclairage public du TE Flandre et/ ou quitterait le TE Flandre pour intégrer un autre Etablissement public de Coopération Intercommunale. Dans ces cas, la Commune devra régler la totalité des sommes restant dues.

Article 4 : Litiges

Tout litige relève du tribunal administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires, à Hazebrouck le 22/12/2025.

Le TE Flandre,

Michel DECOOL,
Président

Le Maire de OCHTEZEELE,

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

COMMUNE NIEPPE N° 150 020 458298 ACTEE + 102 1017 88 Engag' Recette

territoire d'énergie
FLANDRE M623-03-LT02-BC 851

ACTEE Engag' Déf° N° 363

DISPOSITIF ACTEE+ CHENE – Audit énergétique des bâtiments existants
ACTION des COLLECTIVITÉS TERRITORIALES pour l'EFFICACITÉ ENERGÉTIQUE

DEMANDEUR

Projet porté par / Collectivité de NIEPPE

Affaire suivie par : ~~Mme~~ /M. BONNIER Yann **Fonction :** Directeur des services techniques

Téléphones : 03 20 48 50 91 - 06 23 36 49 70 **Courriel :** yann.bonnier@ville-nieppe.fr

BATIMENT A AUDITER

Nom et nature du bâtiment : Complexe Sportif - Dojo

Adresse(s) : chemin Turck 59850 NIEPPE

Horaires de visite : 8h à 12h - 13h30 à 17h

Autres précisions :

Surface du bâtiment (en m²) : 450

Réalisation d'un DPE (Diagnostic de Performance Energétique) : ☒ **OUI** ☐ **NON**

Documents à Fournir :

- Les historiques des consommations/factures énergétiques (électricité, gaz, fioul…) sur 3 ans ;
- Les dates de démarrage et arrêt du chauffage sur 3 ans ;
- Les contrats d'entretien ou d'exploitation ;
- La liste des travaux énergétiques effectués sur les bâtiments ces 10 dernières années ;
- Les plans en votre possession ;
- Les DTA (Documents Techniques Amiante)

ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COLLECTIVITE

Les modalités de cette opération sont fixées par délibération du TE FLANDRE.

Cette dernière prévoit un reste à charge pour la collectivité de 25% du montant HT + 100% de la TVA.

Les montants globaux d'audits sont variables selon les bâtiments, et sont répertoriés dans le tableau ci-annexé.

Fait le 12 MAI 2025 **à** Nieppe

Le Maire/~~Président de~~ Nieppe

MAIRIE DE NIEPPE (NORD)

Le Maire,

Marie SANDRA

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Engagt Recette

EDF N°151 758 1388 EP INVEST 102 8

CEE EP - EDF		
Référence	**Nom**	**IC (€ net)**
231238	SERCUS DIVERSES RUES 2023	1 908,36 €
231240	Dossier P3E (122250) - Bénéficiaire : TERRITOIRE D ENERGIE FLANDRE du 01/04/2025	1 367,10 €
231245	LA GORGUE rue du général de Gaulle	989,52 €
231246	NIEPPE diverses rues phase 2 - 2024	10 468,08 €
231247	ST JANS CAPPEL - diverses rues 2024	4 635,12 €
231250	STEENBECQUE diverses rues	7 551,60 €
231252	NIEPPE - RUE VANUXEEM	833,28 €
231253	OOST CAPPEL - DIVERSES RUES 2024	416,64 €
231254	LOOBERGHE - diverses rues	1 197,84 €
231259	HONDSCHOOTE - DIVERSES RUES 2025	3 158,40 €
231260	WORMHOUT - rue de la résistance	134,40 €
231261	ARNEKE - DIVERSES RUES 2025	1 276,80 €
231262	WULVERDINGHE - DIVERSES RUES 2025	380,80 €
231263	STEENWERCK - RUE DE LA GARE PHASE 2	134,40 €
231264	BAILLEUL - diverses rues phase 6	674,00 €
231265	BAILLEUL - diverses rues phase 5	84,00 €
231268	Meteren diverses rues 2024	18 659,52 €
231269	OXELAERE - rue de la drève	159,03 €
234933	Dossier 234933 du 02/06/2025 - NIEPPE Phase 3	873,60 €
236250	Dossier 236250 LE DOULIEU diverses rues	2 105,60 €
239253	Dossier 239253 du 20/06/2025 - GODEWAERSVELDE PHASE 1	2 195,20 €
239274	Dossier 239274 du 20/06/2025 - GODEWAERSVELDE - diverses rues phase 2	380,80 €
239278	Dossier 239278 du 20/06/2025 - STEENVOORDE - rue de Poperinghe	112,00 €
243015	Dossier 243015 du 11/07/2025 - MERCKEGHEM diverses rues	1 052,80 €
254880	BERGUES - diverses rues 2025 - phase 1	7 324,80 €
255144	BERGUES - diverses rues 2025 - phase 2	1 769,60 €
256081	LA GORGUE diverses rues phase 1A	5 622,40 €
256086	LA GORGUE diverses rues phase 1B	5 286,40 €
		80 752,09 €

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Engag' Recette

ENEDIS N° 152 758 1328 ELEC 78 260,00

ENEDIS
Direction Régionale Nord-Pas de Calais

Monsieur Michel DECOOL
Président de Territoire d'Energie Flandre
Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

N/Réf. : 2024-1230

Interlocuteur : Majid ZIRAOUI

Objet : Compte-rendu rencontre annuelle – programme prévisionnel 2025 – article 8

La Madeleine, le 30 décembre 2024

Monsieur le Président,

Après avoir pris connaissance, lors des réunions du 07 octobre et 16 décembre 2024, des éléments chiffrés du programme prévisionnel 2025 des travaux d'enfouissement ou d'effacement sous maitrise d'ouvrage de Territoire d'Energie Flandre, nous avons identifié d'un commun accord la liste des chantiers en 2025 concernés par la contribution d'Enedis dans le cadre de l'Article 8, liste reprise dans le tableau en pièce jointe.

Ce tableau reprend les dossiers pour lesquels Enedis pourra contribuer à hauteur de 40% des coûts dans la limite de 270k€ en 2025 (260 k€ conditionnés à l'atteinte de 60% minimum de taux de fils nus déposés, et 10 k€ de bonification conditionnés à l'atteinte de 70% de taux de fils nus déposés), conformément à l'accord « article 8 » entre le Territoire d'Energie Flandre et Enedis pour la période 2025 et 2026.

Restant à votre disposition pour tout échange complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Stephane LEDEZ

Directeur territorial Nord

P.J : tableau des chantiers identifiés en 2025, éligibles à la participation d'Enedis

Enedis – Direction Territoriale Nord
174 avenue de la République
59110 LA MADELEINE
Tél. : +33 (0)3 28 53 26 00
enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

DEPARTEMENT DU NORD

Engagt Recette

N°162 512 1313 EP INVEST 306 74919,00 ⊖ AV 56189,00 = 18730,00

Nord
le Département est là

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Michel DECOOL
Président
Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre (SIECF)
Siège du SIECF - Mairie d'Hazebrouck
BP 70189
59524 HAZEBROUCK

ARRIVÉE LE
03 JUIL. 2023
SIECF

Lille, le 27 JUIN 2023

Monsieur le Président,

Le Département du Nord, partenaire historique des communes et intercommunalités, poursuit son investissement à vos côtés, pour porter des projets ambitieux au service des habitants du Nord, dans une volonté préservée d'équité territoriale.

En 2023, près de 74 millions d'euros seront consacrés aux Projets Territoriaux Structurants (PTS) et aux Aides Départementales aux Villages et Bourgs (ADVB). Ce budget, d'une ambition sans précédent depuis le lancement de ces dispositifs, illustre une volonté forte, d'une part, de continuer à soutenir massivement les territoires qui en ont le plus besoin, avec un budget additionnel sur le Bassin Minier et l'Avesnois, et, d'autre part, d'accompagner plus fortement les projets à enjeux de transition écologique et solidaire avec une bonification « Nord Durable » renforcée sur les projets les plus vertueux. Une enveloppe complémentaire a également été mise à la disposition des villages et des bourgs pour les aider à faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie.

Après un examen attentif de l'ensemble des dossiers déposés lors de l'Appel à Projets 2023 de l'ADVB, les élus du Conseil départemental, réunis en séance plénière ce 26 juin, ont délibéré pour arrêter la liste des projets retenus pour 2023.

Nous avons donc le plaisir de vous informer de l'attribution d'une subvention d'un montant de **74 919 €** pour le projet suivant :

Rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de Saint-Jans-Cappel

Vous trouverez, ci-joint, le projet de convention en deux exemplaires précisant les modalités de mise en œuvre de la subvention, sur lequel vous préciserez le calendrier de réalisation de l'opération. Un exemplaire dûment complété et revêtu de vos signature et cachet, ainsi que le plan général de financement de l'opération, sont à nous retourner **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce courrier de notification.**

Le référent territorial de votre arrondissement, Monsieur Sullivan HERBERT (Tél. : 03 59 73 44 28), se tient à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de votre projet.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire et du Canal Seine-Nord Europe

Christian POIRET

Réf. : DTT/ SAT 20230482, Direction Territoires et Transitions, ✉ villagesetbourgs@lenord.fr

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Nord
le Département est là

Direction générale adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Territoires et Transitions

Service Accompagnement des Territoires

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
dans le cadre du dispositif départemental de soutien aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie

Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2023

Entre les soussignés :

le Département du Nord, représenté par son Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire et du Canal Seine-Nord Europe, Monsieur Nicolas SIEGLER en vertu de l'arrêté de délégation de fonctions et de signature n° AR-DAJAP/2021/679 du 20 juillet 2021,
ci-après dénommé « le Département »,

et,

le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, représenté(e) par son Président,
ci-après dénommé(e) « le bénéficiaire » ou « le Maître d'Ouvrage »,

vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1 ;
vu le règlement financier du Département du Nord adopté par délibération du Conseil départemental du 12 octobre 2015 ;
vu les délibérations-cadre du Conseil départemental des 12 avril (MCT/2016/113) et 13 juin (MCT/2016/202) 2016, dénommées respectivement *« Délibération cadre relative à la politique départementale d'aménagement et de développement du territoire : solidarités territoriales et développement local »* et *« Dispositifs de soutien du Département aux projets communaux et intercommunaux en matière de développement et d'aménagement des territoires et de voirie »* ;
vu la délibération DTT/2022/454 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 relative au lancement de l'Appel à Projets de « l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2023 » ;
vu le budget primitif départemental pour l'année 2023 adopté par délibération du Conseil départemental DFCG/2023/59 des 20 et 21 mars 2023 ;
vu la demande de subvention présentée par le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre ;
vu la délibération DTT/2023/202 du Conseil départemental du 26 juin 2023 relative à la programmation 2023 de « l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs » ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de versement de la participation financière départementale, dans le cadre du dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs, pour le projet suivant :

Rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de Saint-Jans-Cappel - projet n° AT-ADVB-000705

Article 2 - Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prend effet à compter du 27 juin 2023, date de notification de l'attribution de la subvention départementale, et est conclue jusqu'au **31 décembre 2026**.

Au-delà de cette date, la convention sera réputée caduque, sans aucune formalité et ne permettra plus le versement de la subvention.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à débuter l'opération, objet de la demande de subvention, au plus tard le **30 juin 2024.**

Si les travaux n'ont pas reçu un début d'exécution avant l'échéance mentionnée immédiatement ci-dessus, la convention sera réputée caduque, sans aucune autre formalité, et ne permettra plus un quelconque versement de la subvention attribuée.

L'envoi au Département du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service, prévu à l'article 8, complété éventuellement de la demande de versement de l'avance de 75% prévue à l'article 7, fera foi de ce début d'exécution, le Département se réservant le droit d'effectuer un contrôle sur site à tout moment pour vérifier l'effectivité de ce démarrage.

Article 3 - Caractéristiques du projet et détermination de la subvention du Département

Conformément aux critères de subventionnement précisés dans les délibérations relatives à l'Aide Départementale aux Villages et Bourgs et sa notice d'application 2023, pour permettre au Maître d'Ouvrage bénéficiaire de réaliser l'opération mentionnée à l'article 1 dont il est à l'initiative, le Département du Nord lui attribue une subvention d'équipement d'un montant maximal plafonné de 74 919,00 €, déterminée selon les conditions et le calcul suivants.

Le montant des dépenses subventionnables du projet exposé ci-dessous, sur lequel est calculé le montant de cette subvention départementale, comprend l'ensemble des dépenses identifiées par les services départementaux dans la demande de subvention du Maître d'Ouvrage comme conformes aux critères de subventionnement.

Il est rappelé que le coût de l'ingénierie communale ou intercommunale, les acquisitions foncières et les travaux en régie ne sont pas subventionnables. Par ailleurs, en ce qui concerne le volet « études », seules celles concernant le patrimoine remarquable ou les monuments historiques sont éligibles au financement départemental.

Le projet consiste en la rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de Saint Jans Cappel.

Coût total (HT) du projet	187 298,30 €
Montant (HT) de la dépense subventionnable	187 298,30 €
Plafonnement du montant de la dépense subventionnable	187 298,30 €
Taux consolidé de subvention	40,00 %
Montant plafonné de la subvention de base	74 919,00 €
Montant plafonné de la bonification Nord Durable	Non concerné
Montant total plafonné de la subvention	74 919,00 €

Article 4 - Engagement de maintien dans le patrimoine de la collectivité

Le Maître d'Ouvrage, bénéficiaire de la subvention départementale, s'engage à rester propriétaire des équipements ou aménagements ayant fait l'objet du financement pendant une durée au moins de 5 ans à compter de l'achèvement de l'opération financée. Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de démontrer la réalité juridique et physique de cet engagement pendant toute sa durée.

Article 5 - Plan de financement prévisionnel

La subvention du Département du Nord est attribuée au titre du dispositif Aide Départementale aux Villages et Bourgs sous réserve du respect des règles encadrant les co-financements des collectivités prévues par la Loi NOTRe.

L'attribution de la subvention par le Département s'inscrit dans un plan général de financement prévisionnel présenté par le Maître d'Ouvrage et accepté par le Département.

Dès lors, le bénéficiaire s'engage à travailler en partenariat avec les services du Département et les autres financeurs, afin de rendre lisible avant l'engagement des travaux la manière dont les modalités de financement de cette opération prennent bien en compte les règles de financement de chacun des partenaires financiers et les règles de co-financements en vigueur. Dans ce cadre, la participation propre du Maître d'Ouvrage ne pourra être inférieure à 20 % du montant total de l'opération (hors exceptions prévues par la législation).

Le Maître d'Ouvrage tiendra le Département informé de l'issue des demandes présentées aux autres financeurs et de toute modification apportée à ce plan de financement.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement de l'avance prévue à l'article 7, la réalité des financements attendus et/ou acquis par la production d'un plan de financement actualisé et équilibré en recettes et en dépenses (et par la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

De même, le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire, lors de la demande de versement du solde, la production d'un plan de financement définitif et équilibré en recettes et en dépenses (et la production le cas échéant d'une notice explicative des modifications apportées depuis le dépôt de la demande de subvention).

Article 6 - Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

De manière à permettre une gestion prévisionnelle optimisée des crédits départementaux, le Maître d'Ouvrage propose le calendrier d'opération suivant :

Phase études	Du 2 e trimestre 2023 au 3e trimestre 2023
Phase maîtrise d'œuvre et autorisations diverses	Du ... e trimestre 20 au ....e trimestre 20
Phase travaux	Du 3 e trimestre 2023 au 4e trimestre 2026

Toute modification substantielle de ce calendrier fera l'objet d'une information auprès du Département du Nord, par voie postale ou électronique.

Article 7 - Modalités de versement de la participation départementale

Le bénéficiaire peut solliciter du Département le versement d'une avance de 75 % du montant de la subvention de base simultanément à l'envoi du certificat de commencement des travaux ou de l'ordre de service, tel que mentionné aux articles 2 et 8 des présentes. Cette avance sera versée par le Département sous réserve de la disponibilité des crédits.

Si le bénéficiaire s'est vu accorder un accord de démarrage anticipé des travaux conformément aux dispositions de l'article 8 et s'il a effectivement commencé son opération, il peut solliciter le versement de l'avance de 75 % prévue ci-dessus. A cette occasion il peut également, si son opération est achevée, et en respectant les conditions impératives fixées à l'article 2 des présentes, solliciter le versement de la totalité de la subvention.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à la date de la délibération accordant la subvention, ou à la date de l'accord de dérogation au principe de non commencement des travaux si celui-ci a été accordé préalablement à ladite délibération, conformément aux dispositions de l'article 8. Dans ce cadre, les honoraires de maîtrise d'œuvre en cas de subvention portant sur des travaux peuvent être pris en compte avant la date de délibération ou la date de l'accord de dérogation selon le cas.

Le solde (25 %) de la subvention, ou sa totalité (100 %) en cas de non versement de l'avance, et la totalité de la bonification « Nord Durable » éventuellement attribuée, seront versés sur présentation d'un certificat d'achèvement des travaux subventionnés, d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage, signé par ce dernier, attestant le paiement effectif de celles-ci en précisant leur coût, et contresigné par le comptable public et du justificatif de communication tel que prévu à l'article 11. Le Département, à l'occasion de la demande de solde ou de totalité, se réserve le droit de vérifier l'assiette des dépenses subventionnables mentionnées à l'article 3 et précisées au plan de financement prévu par l'article 5 et de solliciter la copie des factures réglées par le Maître d'Ouvrage au titre de l'opération financée.

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense réelle est inférieure au montant du plafonnement de la dépense subventionnable indiqué dans le tableau ci-dessus, soit 187 298,30 €, la subvention de base serait recalculée, sur la base du taux consolidé de subvention de 40,00 %, en fonction du montant réel des dépenses subventionnables exposées par le Maître d'Ouvrage. De même, le montant de la bonification Nord Durable serait recalculé au prorata de la nouvelle subvention de base.

De même, dans le cas où les prestations ayant donné droit à l'octroi du bonus Nord Durable ne seraient pas réalisées ou seulement partiellement réalisées, le Département se réserve le droit de ne pas verser tout ou partie de cette bonification.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'opération ferait apparaître que la dépense subventionnable est supérieure au montant prévisionnel indiqué dans le tableau ci-dessus, la subvention demeure plafonnée au montant maximal ci-dessus indiqué.

Le solde à verser sera calculé par déduction de l'avance déjà versée, en fonction de la dépense réelle, à laquelle sera appliqué le taux consolidé de subvention visé à l'article 3 avec application éventuelle de ses conditions prévues au titre du plafonnement de la subvention. Si la subvention est inférieure à l'avance déjà versée, le reversement de la somme excédant le montant réel de la subvention pourra être exigé.

Le solde pourra être versé avant la fin de la totalité de l'opération dès lors que les travaux subventionnés sont achevés et payés, même s'ils ne représentent pas obligatoirement la totalité des travaux du projet.

Article 8 - Commencement d'exécution de l'opération

Le Maître d'Ouvrage s'engage à adresser au Département un certificat de commencement des travaux ou un ordre de service.

Il est rappelé qu'aucune subvention ne peut être accordée si l'opération a connu un commencement d'exécution avant la date de la délibération accordant la subvention, ou de la dérogation accordée pour le commencement anticipé. Le commencement d'exécution de l'opération est constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation physique de l'opération (attribution du ou des marchés de travaux dans le cas de travaux ou marchés d'étude dans le cas d'études sur le patrimoine remarquable ou les monuments historiques).

Il est ici rappelé que, dans le cadre du dispositif « Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2023 », les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération et réalisées préalablement, ne constituent pas un commencement d'exécution.

Article 9 - Contrôle

Un contrôle sur place et/ou sur pièces pourra être réalisé. Le Maître d'Ouvrage s'engage à permettre l'accès au site ainsi qu'aux documents jugés utiles. Il sera préalablement averti de la date fixée pour ce contrôle.

Le Département se réserve notamment le droit de contrôler les dépenses et leurs pièces justificatives. Il peut également demander des pièces complémentaires, notamment un rapport provisoire d'exécution de l'opération en cours de réalisation et un rapport définitif à la fin de la convention.

Dans le cadre du financement d'une étude, le Département peut demander à être destinataire de l'étude produite.

Article 10 - Recours à l'insertion

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des nordistes éloignés de l'emploi, et en particulier des allocataires du RSA, le Département incite fortement le Maître d'Ouvrage à recourir à la clause d'insertion dans ses marchés publics, dès lors que se dégage un parcours d'insertion pertinent et ce quelle qu'en soit la thématique.

Le Maître d'Ouvrage est invité à s'appuyer sur l'expertise des chargés de mission des PLIE et des Maisons de l'Emploi (facilitateurs clause d'insertion), de la phase d'étude (opportunité et choix de la clause sociale), à la rédaction des pièces marché, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle et au suivi de la réalisation.

Au cas où le Maître d'Ouvrage a souhaité, à l'invitation du Département, recourir à un dispositif d'insertion et afin d'avoir une vision globale du processus d'insertion, ce dernier se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage de fournir au facilitateur les éléments de suivi permettant une évaluation de l'opération subventionnée. Dans ce cas, le facilitateur établira une attestation concernant la réalisation de l'insertion qui sera transmise au Service Accompagnement des Territoires.

Article 11 - Modalités de communication sur la participation départementale

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer explicitement sur le soutien financier du Département et à associer le Département lors de manifestations liées à cette opération. Cette communication se matérialisera notamment par la présence du logotype du Département sur tous les documents édités ou supports utilisés par le bénéficiaire et relatifs à l'objet de la présente convention. A cet égard, il est indiqué que le logo départemental est disponible sur le site internet du Département à l'adresse https://lenord.fr.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Ainsi, le Maître d'Ouvrage s'engage à afficher la participation départementale avec le logo et le montant de la subvention (montant voté, soit le montant total plafonné de la subvention) sur un panneau de chantier ou panneau d'affichage ou à une inscription dans le bulletin municipal.

La justification de la communication (photo du panneau d'affichage ou photo du panneau de chantier ou photocopie du bulletin municipal) fait partie des pièces finales à transmettre pour solliciter le versement du solde ou de la totalité de la subvention.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à apposer sur l'équipement financé ou à installer dans le voisinage immédiat de l'aménagement financé, de manière permanente, une plaque de communication fournie directement par le Département. Le Département se réserve le droit de vérifier à tout moment l'effectivité de cette communication.

Article 12 - Modification de la convention

Au cas où le bénéficiaire envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement de l'opération, il devra en avertir préalablement le Département afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées. La demande de modification est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification envisagée, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique. Il appartiendra au Département de déterminer si les modifications proposées impactent substantiellement l'économie générale du projet et doivent dès lors faire l'objet d'une nouvelle décision de l'assemblée délibérante. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage en sera informé par courrier recommandé. En tout état de cause, la présente convention ne pourra être modifiée que par avenant.

Article 13 - Résiliation, reversement et attribution de compétence

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet tacite à l'expiration d'un délai de trois mois francs.

Le Département se réserve en outre le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, sans indemnité en cas d'inexécution, de caducité ou de modification du projet, ou si l'opération subventionnée n'était pas réalisée dans des conditions satisfaisantes et en particulier s'il apparaissait que les travaux réellement entrepris ne correspondaient pas aux objectifs initiaux, définis dans les documents fournis lors de la demande de subvention, ou enfin en cas de non-respect de l'une des obligations mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la présente convention.

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le 27 juin 2023, en deux exemplaires originaux

le Département du Nord
pour le Président, et par délégation,

le Vice-Président en charge de
l'Aménagement du Territoire
et du Canal Seine-Nord Europe,
Nicolas SIEGLER

le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre

S.I. d'Energie des Communes de Flandre
S.I.E.C.F.
Hazebrouck

le Président

Le Vice-Président du SIECF
Jean-Luc Cleenewerck

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

d'énergie
FLANDRE

Monsieur Christian POIRET
Président du Conseil Départemental du Nord
Service Accompagnement des Territoires
51, rue Gustave Delory
59047 LILLE Cedex

Nos réf : MD/NLN/EB/2024/1199
Affaire suivie par Emilie BEAUVARLET, Directrice Adjointe
Mél : ebeauvarlet@teflandre.fr

***OBJET** : Demande d'avance - Appel à projet ADVB 2023 - Rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de Saint Jans Cappel - Convention du 27 juin 2023 - Dossier AT-ADVB-000705*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, la demande de versement d'un acompte de 75% de la subvention concernant l'Appel à Projets « Aide Départementale aux Villages et Bourgs » programme 2023 conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention en date du 27 juin dernier qui nous lie pour la réalisation de travaux de rénovation d'éclairage public en LED sur la commune de Saint Jans Cappel.
Le montant de l'avance de subvention se porte à 56 189€.

Vous trouverez en pièce jointe à ce courrier, l'attestation de commencement des travaux.

Je vous souhaite bonne réception de cette présente et des pièces ci-attenantes.

*Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président**, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.*

Fait à Hazebrouck,
Le Président du TE Flandre,
Michel DECOOL

Signature numérique de MICHEL DECOOL Le 19/03/2024 à 08:46:12 CET SI-D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

CEE EP 2024 EDF pour RAR

Chantier - N° dossier CEE	Chantier - Auteur	Nom du chantier	Par - Identité(s)	IC - Client
241-119-001	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE VOLCKERINCKHOVE 2024	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	104,16 €
241-108-014	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE SAINT JANS CAPPEL (mont noir)	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	260,40 €
241-108-003	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE LEDERZEELE	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	2 239,44 €
241-108-005	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE NIEPPE (phase 2 - 2024)	SATELEC	10 155,60 €
241-108-004	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE FLETRE - IMP MONT DES CATS	RAMERY RESEAUX	104,16 €
241-025-016	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE OOST CAPPEL - DIVERSES RUES 2024	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	468,72 €
241-018-014	Emilie BEAUVARLET	BAILLEUL - DIVERSES RUES PHASE 4	SATELEC	1 464,75 €
241-018-013	Emilie BEAUVARLET	BAILLEUL - DIVERSES RUES PHASE 3	SATELEC	1 367,10 €
241-018-012	Emilie BEAUVARLET	BAILLEUL - DIVERSES RUES PHASE 2	SATELEC	1 176,45 €
241-018-019	Emilie BEAUVARLET	Hondeghem - diverses rues 2024.	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	1 093,68 €
241-018-016	Emilie BEAUVARLET	SAINT JANS CAPPEL - DIVERSES RUES 2024	SATELEC	4 583,04 €
240-618-001	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE MERVILLE (rue bournoville)	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	159,03 €
240-531-004	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE WARHEM (rte de Rexpoëde)	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	477,09 €
240-517-004	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE WORMHOUT - Phase 2024-2	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	8 799,66 €
240-405-006	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE BOLLEZEELE - EP phase 2024	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	901,17 €
240-405-001	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE BAILLEUL (div rues phase 1)	SATELEC	14 948,82 €
240-405-012	Emilie BEAUVARLET	COMMUNES DE HOLQUE/WATTEN	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	848,16 €
240-329-008	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE ERINGHEM (tilleuls) - phase 1	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	530,10 €
240-116-011	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE STEENWERCK PH 1 RUE GARE	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	477,09 €
240-402-001	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE FLEURBAIX - PHASE 2	SATELEC	477,09 €
240-329-012	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE MERVILLE - phase 2	SATELEC	8 057,52 €
240-116-002	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE REXPOEDE	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	1 161,09 €
240-618-037	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE METEREN (phase 2024)	SANTERNE NORD PICARDIE INFRA	19 530,00 €
240-116-001	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE NIEPPE (phase 1 - 2024)	SATELEC	25 921,89 €
230-707-009	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE STEENVOORDE (rue des cendres)	INEO HAUTS DE FRANCE	424,08 €
230-707-006	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE ST JANS CAPPEL	SATELEC	3 127,59 €
230-630-015	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE SERCUS (phase 2023)	SATELEC	2 014,38 €
230-608-008	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE NEUF BERQUIN	SATELEC	1 643,31 €
230-404-046	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE ST SYLVESTRE CAPPEL - phase 1	RAMERY RESEAUX	531,96 €
230-313-002	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE DE METEREN (charmilles)	RAMERY RESEAUX	338,52 €
230-124-045	Emilie BEAUVARLET	COMMUNE HAZEBROUCK	INEO HAUTS DE FRANCE	2 321,28 €
				115 707,33 €

EDF N° 163 158 1388 EP INVEST 102 115707,33 @ 79945,11 = 35762,22
Engag' Recette
B engag' recette N°151

B 153 T 382 6-11-25 104,16
B 149 T 318 14-11-25 159,03
B 129 T 291 06-10-25 321,07
B 112 T 261 26-08-25 689,13
B 93 T 231 07-07-25 14948,82
B 93 T 230 07-07-25 3511,68
B 93 T 229 07-07-25 25921,89
B 74 T 205 03-06-25 106,02
B 74 T 204 03-06-25 12139,29
B 50 T 126 04-04-25 1643,31
B 50 T 125 04-04-25 8057,52
B 25 T 51 17-03-25 9435,78
B 22 T 34 13-03-25 1696,32
B 7 T 9 11-02-25 1161,09

79945,11

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le
ID : 059-200036895-20230605-05062023_B01-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT EDF – Client POUR L'UTILISATION DU PORTAIL 3E

Ci-après désigné « accord »

Entre la société : SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE
Adresse la société : PLACE DU GENERAL DE GAULLE, 59190, HAZEBROUCK
Numéro SIRET de la société : 20003689500015
Représentée par ~~Mme /~~ M. : DECOOL Michel, Président

Dûment habilité(e) à cet effet, et désignée ci-après par « le Client», **d'une part**, et

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF), Société Anonyme au capital de 1 549 961 789,50 euros, dont le siège social est situé à Paris 8ème, 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris 552 081 317,

Désignée ci-après par « EDF » **d'autre part,**
Intervenant au présent accord, EDF et le Client pouvant être désignés individuellement ou collectivement par la ou les Partie(s),

Etant préalablement exposé que :

EDF souhaite, dans le cadre de son engagement en faveur du Développement Durable, promouvoir, auprès des entreprises et des collectivités territoriales, toute action permettant la réalisation d'économies d'énergie. Pour ce faire, EDF a choisi de promouvoir directement ou indirectement auprès des clients, ses offres énergétiques performantes, économes en énergie.

Certaines de ces solutions peuvent être qualifiées d'opérations standardisées dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (« ci-après « CEE) conformément au titre II du livre II du Code de l'Energie, et ainsi donner lieu à l'attribution de CEE.

Dans ce cadre, EDF, acteur obligé, prévoit un accompagnement financier pour convaincre les clients de choisir ces solutions plus performantes, faciliter ainsi leur réalisation. Le Portail internet 3E permet ainsi aux Clients d'identifier des gisements d'économies d'énergie par la mise en œuvrede certains matériels performants. Si les Clients peuvent hésiter à acquérir ces matériels, compte tenu de leurs coûts et afin de les convaincre de l'intérêt d'un tel investissement, EDF leur propose au travers du Portail 3E une incitation commerciale. Celle-ci permet de réduire le coût de l'investissement à réaliser pour les opérations éligibles aux CEE.

En acceptant de s'inscrire sur le Portail 3E, le Client reconnaît avoir lu et accepte l'intégralité des conditions de la Convention de partenariat édictées ci-après.
Ceci étant préalablement exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit.

Article 0 – Définitions

Certificat d'Economie d'Energie (CEE) : certificat délivré par une Autorité Compétente en contrepartie d'une action permettant la réalisation d'économies d'énergie, conformément au titre II du livre II du Code de l'Energie.

Client : Consommateur d'énergie intéressé par une Opération lui permettant de réaliser des économies d'énergie dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industrie, réseaux, agricole sur un (des) site(s) situé(s) en France métropolitaine hors Corse

Convention : désigne la présente convention.

Dossier ou Dossiers CEE : désigne l'ensemble des pièces constituant le dossier à retourner à EDF tel que défini dans les Articles 3 et 4.

KWh Cumac, MWhCumac ou GWhCumac : L'unité de compte des Certificats d'Economie d'Energie.

Opération(s) : désigne les opérations définies par voie réglementaire et assorties d'une valeur forfaitaire d'économies d'énergie déterminée par rapport à la situation de référence de performance énergétique.

Programme : Programme de collecte de CEE dédié aux Clients au travers du Site.

Site : site internet www.portail3E.edf.com dédié au Programme.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le
ID : 059-200036895-20230605-05062023_B01-DE

Article 1 - Objet

La présente convention, a pour objet de fixer les conditions de mise en œuvre des dispositifs incitatifs pour l'acquisition par les clients d'un ou de plusieurs matériel(s) performant(s) ainsi que les conditions et modalités y afférents. Seules les demandes de clients postérieures à la date de prise d'effet du présent accord sont éligibles au dispositif que les Parties mettent en œuvre.
Sont exclus de la présente convention :
- les chantiers relatifs à des sites auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre.
- les actions des bailleurs sociaux dont les dossiers sont portés par un autre dispositif de production de CEE

Article 2 – Matériels concernés

- Les Matériels concernés sont ceux qui respectent les caractéristiques du dispositif CEE (telles que décrites dans les fiches opérations CEE publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie) et qui ne peuvent être associés à des installations classées visées à l'article L.229-5 du code de l'environnement, exclues du dispositif CEE. La liste des opérations éligibles au dispositif est présentée et mise à jour régulièrement sur le site internet www.portail3E.edf.com

Article 3 – Engagements d'EDF

EDF s'engage à mettre à disposition du Client le Site internet www.portail3E.edf.com et un espace personnel dédié sur ce Site délivrant au Client les fonctionnalités suivantes :

- Un module récapitulant les éléments de la présente Convention.
- Un simulateur permettant au Client de décrire le chantier et d'en déduire automatiquement la valeur en MWhcumac ainsi que le montant de l'Incitation Financière dont il pourra bénéficier, qui sera versé selon les conditions prévues à l'Article 5 – Conditions financières.
- Un espace personnel de suivi des dossiers en cours de réalisation. Le processus d'élaboration des dossiers CEE étant en grande partie dématérialisé, il sera possible au Client pour chaque chantier déclaré sur le Site de visualiser l'étape d'avancement de son dossier selon les jalons suivants :
    1. Date de la première simulation du chantier générant l'envoi automatique au Client d'un e-mail l'informant de la simulation d'accompagnement financier réalisée pour lui.
    2. Date de la conversion de la simulation en chantier générant l'Accord Commercial et sa signature
    3. Date de signature de l'Accord Commercial Client par l'envoi automatique de la proposition financière (signature électronique)
    4. Date d'achèvement des travaux estimée
    5. Date de signature de l'Attestation sur l'Honneur par le Client et l'installateur du (ou des) matériel(s) mis en place (envoi automatique de l'attestation)
    6. Date de dépôt de la facture scannée du Client (ou du PV de réception des travaux) et des pièces justificatives des travaux réalisés permettant de finaliser le montage du dossier CEE et de le passer au contrôle.
    7. Stade d'avancement du dossier du Client
- Un espace de suivi global des dossiers stipulant : le nombre de dossiers en cours de construction, le nombre de dossiers validés, le nombre de dossiers validés et payés, le montant prévisionnel à payer au Client, le montant déjà payé au Client
- Un espace communication présentant les nouvelles fonctionnalités du Site, les informations relatives à la suspension ponctuelle du site ainsi que les informations réglementaires relatives aux fiches CEE.

EDF mettra à disposition du Client une hot line lui permettant de répondre à ses questions sur l'utilisation du Site Internet « Portail 3E » et sur le traitement des dossiers.

EDF s'engage à verser au Client l'Incitation Commerciale correspondant à chacune des opérations que celui-ci aura réalisée dans le cadre du Programme et pour lesquelles le Dossier CEE constitué aura été validé par EDF (cellule qualité régionale ou sous-traitance) et les droits CEEreconnus à EDF, conformément aux dispositions précisées à l'article 4 ci-après. Le montant de l'Incitation Commerciale et ses modalités deversement sont définis à l'Article 5.

Article 4- Engagements du Client

Pour chaque chantier que le Client souhaite valoriser au travers du Site internet www.portail3E.edf.com, le Client s'engage :

- A disposer des qualifications éventuellement requises par la règlementation en vigueur pour les Opérations auxquelles il aura recours, en vue de l'éligibilité des Dossiers aux Certificats d'Economies d'Energie et à en justifier auprès d'EDF ou de toute personne mandatée à cette fin par EDF lors de l'inscription sur le Site internet www.portail3E.edf.com. Pour cela, il lui sera possible de joindre un fichier certification correspondant aux qualifications et aux types de travaux qu'il sera amené à effectuer dans son dossier à l'inscription sur le Site.
- A déclarer ses chantiers éligibles aux CEE sur le Site internet du Portail 3E selon le processus suivant :
    1. Faire une simulation du chantier permettant de connaitre le niveau d'accompagnement financier qui lui sera proposé.
    2. Après acceptation du devis et de l'accompagnement financier d'EDF défini lors de la simulation, convertir cette dernière en chantier validé (éligible) dans le Portail.
    3. Signer électroniquement l'accord commercial Client qui précise le niveau d'incitation commerciale offert par EDF.
    4. Réaliser ou s'assurer de la réalisation des travaux dans le respect des conditions d'éligibilité requises pour les fiches opérations CEE disponibles sur le Site 3E.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le
ID : 059-200036895-20230605-05062023_B01-DE

5. Valider la date d'achèvement du chantier, et, signer l'Attestation sur l'honneur.
6. S'assurer sur le tableau de bord du chantier que le partenaire installateur a lui aussi signé son Attestation sur l'honneur (envoi automatique d'un mail pour signature électronique).
7. Scanner et déposer les pièces requises pour finaliser le montage du dossier CEE (a minima : facture Client ou PV de réception des travaux, et au cas par cas plan Google, fiche technique équipement, qualification requise du partenaire installateur et tout document permettant de justifier l'éligibilité de l'action aux CEE et de sa conformité à l'opération décrite dans l'Attestation sur l'honneur) au plus tard 3 mois après la fin des travaux pour assurer le traitement du dossier.

- Afin de prouver que l'Incitation Commerciale a bien été proposée au Client en amont des travaux, et a bien été versée, ce dernier devra obligatoirement :
  - Simuler le montant de l'Incitation Commerciale EDF sur le portail 3E en indiquant son adresse mail et l'enregistrer sur son espace. Celui-ci recevra automatiquement un mail d'information permettant de tracer l'antériorité du rôle moteur d'EDF dans la réalisation des travaux.

A réaliser les travaux dans le respect des conditions d'éligibilité disponibles sur le Site www.portail3E.edf.com

A signer (sous format électronique) l'Accord Commercial Client et l'Attestation sur l'honneur relative à l'Opération,

A faire signer l'Attestation sur l'Honneur auprès du partenaire installateur relative à l'Opération,
A insérer dans son espace Partenaire au plus tard 3 mois après la fin des travaux les documents suivants :

- La copie de la facture de réalisation des travaux ou tout autre document prouvant la réalisation des travaux (pv de réception, etc...)
- Ainsi que tous les autres documents ou informations permettant de justifier de l'éligibilité de l'action aux CEE et de sa conformité à l'Opération décrite dans l'Attestation sur l'Honneur et par la réglementation en vigueur.

A produire au travers du Site 3E un volume de « 41 667 - 43 860 » MWhc avant la date d'expiration de la Convention. Dans le cas où le Client dépasserait le volume de production avant la date de clôture de cette convention, EDF informera le Client de son intention soit de procéder à une renégociation du volume, soit de suspendre la participation du Client au Programme.

A faire appel à son Interlocuteur EDF pour monter des dossiers de CEE, dans les cas suivants :

- Chantiers complexes ou multi lots
- Chantiers pour lesquels il n'existe pas de fiches opérations standardisées sur le Site www.portail3E.edf.com

A accepter les décisions d'EDF en cas de refus de validation d'un dossier CEE si le dossier se révèle douteux, ne respectant pas la chronologie ou si des pièces sont manquantes.

A garantir que les droits portant sur les Dossiers qu'il constituera et transmettra à EDF seront cédés en exclusivité à EDF, en vue de lui permettre la collecte de tous Certificats d'Economies d'Energie portant sur les travaux relatifs aux dits Dossiers.

A transmettre sans délai à EDF sur simple demande tout document complémentaire éventuellement nécessaire en vue d'obtenir des Certificats d'Economies d'Energie, tels que les documents apportant la preuve que les matériels installés correspondent aux spécifications mentionnées dans les fiches d'Opérations Standardisées.
Le contrôle des Dossiers inscrits sur le Site www.portail3E.edf.com sera effectué par EDF, conformément aux dispositions précisées sur ce même site et selon la réglementation relative au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Dans ce cadre, EDF contrôle les éléments visés à l'Article 4 permettant la validation des Dossiers et l'obtention de Certificats d'Economie d'Energie. EDF sollicite des éléments complémentaires auprès du Partenaire. Le cas échéant et dans un second temps, EDF sollicite le Client par e-mail ou appel téléphonique lorsque le Dossier transmis est incomplet ou erroné.

A suspendre l'utilisation du dispositif CEE du site www.portail3E.edf.com sur simple demande d'EDF. A l'issue des contrôles, si une irrégularité est constatée au regard de la réglementation, EDF valide ou refuse le dossier. Le CLient en est informé sur son espace dédié.

En contrepartie de l'exécution par le Client de ses engagements tels que prévus dans le présent article 4, le Client ne percevra aucune autre somme que celles prévues à l'article 5. Il ne pourra prétendre à aucun remboursement de frais, pertes, manque à gagner, etc. qu'il aura subi à l'occasion de l'exécution de ses obligations au titre de la Convention.

Article 5 – Conditions financières

En contrepartie de l'exécution par le Client de ses engagements tels que prévus à l'article 4, EDF versera au CLient une aide financière ou incitation commerciale d'un montant défini dans la fourchette ci-dessous, en fonction du volume du chantier (plus ou moins 1GWhc), sous réserve de conditions cumulatives visées aux articles 3 et 4.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le
ID : 059-200036895-20230605-05062023_B01-DE

Pour un chantier compris entre 0,02 GWhc et 5 GWhc , il sera versé au Client :

5,70 €/MWhc

Pour un chantier supérieur à 5 GWhc à , il sera versé au Client :

6,00 €/MWhc

Le paiement par EDF sera exigible à la réception des factures et justificatifs demandés au client, suite à l'accord préalable de la totalité du dossier par le Pôle National CEE. Ce montant est conditionné à la réalisation effective du Programme du présent accord pour « M » kWh Cumac (M = « X » kWh Cumac). Si le Programme permettait d'attribuer à EDF un nombre de CEE « N » inférieur au nombre susmentionné, la contribution financière d'EDF sera réduite au pro rata de l'attribution, par l'application du ratio « N/M ».

EDF mettra à disposition du Client, pour l'ensemble des dossiers répondant aux critères d'éligibilité aux CEE, un montant global d'incitations commerciales de :

250 000 €

pour une production attendue de : 41 667 - 43 860 MWh Cumac

En cours de convention, les Parties échangeront sur l'atteinte de l'objectif en cumac et en euros. En cas de non atteinte de l'objectif ou du souhait du Client de le dépasser, les Parties s'engagent à revoir ensemble les conditions du présent contrat.

Article 6 – Conditions de versement de l'incitation commerciale

L'incitation commerciale est due après validation par EDF :
- d'une part, de la conformité de l'ensemble des documents permettant de valoriser l'action de MDE au titre du dispositif des CEE, transmis par le Partenaire dans les conditions prévues à l'article 4;

- et d'autre part, du montant de l'accompagnement financier dû pour l'opération concernée pour laquelle EDF aura apporté sa contribution financière dans le cadre d'un accord commercial conclu entre EDF et le Client, calculé par EDF à partir d'une estimation du volume de GWh cumac et du nombre de CEE susceptibles d'être attribués par l'autorité administrative compétente.
Cette vérification interviendra dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'intégralité des pièces du dossier.
L'accompagnement financier sera versé par virement bancaire au plus tard le 30 du mois suivant la réception de la facture du Client validée par EDF et envoyée à l'adresse de facturation d'EDF - Direction Commerce [adresse de l'unité commerciale dans l'onglet « Contact » du site].
Les Parties conviennent expressément que le montant de l'accompagnement financier versé par EDF dans les conditions susmentionnées sera revu au moment de l'attribution définitive des CEE par l'autorité administrative compétente, au prorata du nombre de CEE effectivement attribués. Le Client s'engage à reverser à EDF les sommes indûment perçues dans les quinze (15) jours qui suivent la demande d'EDF, par virement bancaire.

Article 7 – Durée et résiliation

7.1 Durée

La convention prend effet à compter de sa date de signature par les Parties et jusqu'au « 31/03/2024 ».
A son échéance, elle sera reconduite par tacite reconduction pour une période d'une année selon les modalités financières de la convention de partenariat pour une première utilisation du Portail 3E (sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties par écrit en respectant un préavis de trois (3) mois avant le terme contractuel).
Le Client et EDF se rencontreront pour mettre en place les modalités d'une nouvelle convention personnalisée.

De même, la convention prendra fin automatiquement et sans indemnité aux échéances suivantes :
- En cas de dossier incomplet ou s'il contient une pièce ne répondant pas aux critères d'éligibilité permettant l'attribution de CEE le jour où EDF en informera le Client;
- En cas de refus de l'administration d'attribuer les CEE, le jour de la réception par EDF de la décision de l'administration de ne pas délivrer les CEE ;
A l'expiration de la Convention, le Client s'engage à collaborer avec EDF en cas de contrôles de l'administration, pendant toute la période de délivrance de certificats d'économies d'énergie et la suivante.
L'engagement des Parties est comptabilisé pour cette période et ne peut en aucun cas bénéficier d'un report. Par conséquent, seuls les Dossiers complets validés par EDF avant la date de fin de la Convention seront comptabilisés et donneront lieu à une rémunération conformément à l'article 5.

7.2 Résiliation

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

7.2.1 Résiliation pour faute de l'une des Parties : L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des Parties pourra conduire à la résiliation de la présente Convention par l'autre Partie, après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée ID : 059-200036895-20230605-05062023_B01-DEndant un délai d'un mois à compter de sa réception. En cas de résiliation, la Partie qui a manqué à ses engagements contractuels ne pourra prétendre à une quelconque indemnité sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts. La Partie victime du manquement se réserve le droit de demander le remboursement des sommes déjà engagées par cette dernière pour les besoins de l'exécution de la présente Convention à la date de résiliation, sans préjudice de toute demande de réparation du préjudice qu'elle a éventuellement subi du fait du manquement de l'autre Partie. Cependant, les actions MDE en cours à cette date pour lesquelles une attestation sur l'honneur du Client de l'opération aura été signée seront menées à leur terme.

7.2.2 Résiliation en cas de modification des textes relatifs à l'obtention des CEE incompatibles avec les dispositions de la Convention : les Parties conviennent expressément, qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la présente Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit sans possibilité pour l'une ou l'autre des Parties de prétendre à une quelconque indemnité.
Cependant, si les modifications concernent les pièces nécessaires pour la constitution d'un dossier pour l'obtention des CEE, ces dernières se substitueront aux pièces listées dans la présente Convention de plein droit et sans entraîner la résiliation de la Convention.

Article 8 - Responsabilité

Chacune des Parties est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre de la Convention.

En aucun cas la responsabilité d'EDF ne pourra être engagée en cas de préjudice causé au Client du fait de la mise en œuvre d'une action chez le Client, ou occasionné par des professionnels procédant à l'installation du matériel objet de l'action. Il est entendu que le Client reste seul responsable de sa relation commerciale avec le(s) partenaire(s) installateur(s) , EDF n'apportant le cas échéant qu'un concours financier aux actions mises enœuvre chez le Client.

Le Client engage sa responsabilité notamment sur la nature des déclarations qu'il aura pu apporter, pendant l'exécution de la présente Convention et également pendant toute la période de délivrance de Certificats d'Economies d'Energie et la suivante.

De ce fait, en cas de manquement constaté par l'autorité administrative compétente donnant lieu à l'application de pénalités par cette dernière, EDF se réserve le droit de réclamer au Client le paiement de ces pénalités.

EDF se réserve le droit de rechercher la responsabilité du Bénéficiaire en cas de pratiques avérées ayant pour objet, sans que cette liste soit limitative, la déclaration de chantiers fictifs, la falsification de documents, la fourniture non exclusive à EDF des documents liés à un dossier de demande de CEE issus des actions de MDE entrant dans le champ d'application de la Convention.
En cas de pénalités financières imposées à EDF du fait de telles pratiques, EDF demandera réparation au Bénéficiaire s'il est avéré que ce dernier a eu connaissance de ces pratiques et ne les a pas portées à la connaissance d'EDF ou y a participé. Ces éventuelles actions en réparation sontindépendantes de celles qu'EDF pourrait intenter du fait de l'atteinte à son image ou à sa crédibilité.

Article 9 – Confidentialité

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés à la présente Convention.

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer les informations et documents fournis par l'autre Partie, de quelle que nature qu'ils soient, économique, financière, commerciale ou technique, auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de la présente Convention.

En conséquence, si l'une des Parties désire divulguer à des tiers ces informations, elle s'engage à demander par écrit à l'autre Partie son autorisation préalable et écrite.

Les Parties garantissent le respect des obligations de confidentialité définies au présent article par leur personnel salarié ou préposé, ainsi que par les tiers dont les Parties solliciteraient la participation dans le cadre de la présente Convention. Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires notamment contractuelles, à cette fin.

Les Parties pourront révéler si nécessaire des informations confidentielles à leur commissaire aux comptes, à toute administration et, d'une manière générale, si elles ont une obligation légale de le faire. Dans ce dernier cas, la Partie concernée en informera l'autre Partie dans les meilleurs délais.
L'engagement de confidentialité pris par les Parties restera en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention et après l'expiration ou la résiliation, quelle qu'en soit la cause, pendant une durée de deux (2) ans.

Article 10 - Droit applicable - litiges

Le présent accord est soumis au droit français. En cas de litige, les Parties s'efforceront de parvenir à un accord à l'amiable. A défaut d'un accord, la Partie la plus diligente pourra saisir le tribunal compétent.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 03/07/2023
Reçu en préfecture le 03/07/2023
Publié le
ID : 059-200036895-20230605-05062023_B01-DE

Article 11 -Notifications

Tout courrier ou e-mail relatif à l'exécution du présent accord devra être adressé exclusivement à l'[illegible] dessous.

Pour le Client : SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE
Nom : BEAUVARLET
Prénom : Emilie
Fonction : Directrice Adjointe
Adresse :
E-mail : ebeauvarlet_siecf@ville-hazebrouck.fr

Article 12 - Ethique et conformité

Conformément à ses engagements en matière d'éthique, EDF tient tout particulièrement à respecter les principes et droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, le Pacte Mondial des Nations Unies, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et les Conventions conclues dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail.
Dans ce cadre, EDF a établi une Charte éthique accessible sur le site www.edf.fr.
Le Bénéficiaire reconnaît qu'il a pris connaissance des principes et droits fondamentaux visés ci-dessus ainsi que du contenu de cette charte. Il reconnaît y adhérer et s'engage à les respecter.
En outre, EDF respecte les lois et réglementations applicables en matière de corruption, de sanctions internationales, de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Le Bénéficiaire s'engage à s'y conformer également.
Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens matériels et humains nécessaires pour en assurer l'application par lui-même et les Sites. Il s'engage, en outre, à en justifier la mise en œuvre à EDF à la première demande de sa part.
EDF se réserve la possibilité de faire vérifier par un organisme compétent et habilité si les conditions de travail existant chez le Bénéficiaire ne sont pas en contradiction avec les lois, réglementations, droits et principes mentionnés ci-dessus. Le Bénéficiaire se porte fort de l'acceptation du présent article par les Sites. Cette vérification peut prendre la forme d'une évaluation par questionnaire RSE disponible sur une plateforme web ou d'un audit DD/RS.
En cas de persistance avérée des écarts constatés et figurant dans le rapport d'audit, EDF se réserve la possibilité de résilier l'accord commercial conclu avec le Bénéficiaire concerné.

Article 13 - Données à caractère personnel

Les données à caractère personnel collectées auprès du Bénéficiaire font l'objet d'un traitement dont EDF est le responsable. Ces données sont collectées dans le cadre de la gestion du présent accord et sont conservées pendant toute sa durée et 5 ans à compter de son échéance. Lesdestinataires sont les services d'EDF et ses sous-traitants éventuels.
Conformément à la réglementation en matière de données personnelles, les personnes concernées par ces données disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et de portabilité, en produisant un justificatif auprès de l'entité EDF qui gère le présent accord. Le droit de rectification ainsi que le droit d'opposition peuvent s'exercer par courrier électronique à l'adresse « vosdonnées@edf.fr » ou par téléphone.
Ces droits peuvent également être exercés auprès du Délégué à la protection des données d'EDF à l'adresse suivante : Tour EDF – 20, Place de la Défense – 92050 Paris – La Défense Cedex, ou par courrier électronique à l'adresse « informatique-et-libertes@edf.fr ». Enfin, les personnes concernées disposent de la possibilité d'introduire un recours auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Pour EDF

Pour le Client

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 22/04/2024
Reçu en préfecture le 22/04/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240420-EDF_CEE_200424-CC

EDF Entreprises

CONVENTION DE PARTENARIAT EDF – Client POUR L'UTILISATION DU PORTAIL 3E

Réf : CGC - 202-306-16

Ci-après désigné « accord »

Entre la société : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Adresse la société : PLACE DU GENERAL DE GAULLE, 59190, HAZEBROUCK
Numéro SIRET de la société : 20003689500015
Représentée par Mme / M. : DECOOL Michel Fonction : Président

Dûment habilité(e) à cet effet, et désignée ci-après par « le Client», **d'une part**, et

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF), Société Anonyme au capital de 1 549 961 789,50 euros, dont le siège social est situé à Paris 8ème, 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris 552 081 317,

Désignée ci-après par « EDF » **d'autre part,**
Intervenant au présent accord, EDF et le Client pouvant être désignés individuellement ou collectivement par la ou les Partie(s),

Etant préalablement exposé que :

EDF souhaite, dans le cadre de son engagement en faveur du Développement Durable, promouvoir, auprès des entreprises et des collectivités territoriales, toute action permettant la réalisation d'économies d'énergie. Pour ce faire, EDF a choisi de promouvoir directement ou indirectement auprès des clients, ses offres énergétiques performantes, économes en énergie.

Certaines de ces solutions peuvent être qualifiées d'opérations standardisées dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (« ci-après « CEE) conformément au titre II du livre II du Code de l'Energie, et ainsi donner lieu à l'attribution de CEE.

Dans ce cadre, EDF, acteur obligé, prévoit un accompagnement financier pour convaincre les clients de choisir ces solutions plus performantes, faciliter ainsi leur réalisation. Le Portail internet 3E permet ainsi aux Clients d'identifier des gisements d'économies d'énergie par la mise en œuvre de certains matériels performants. Si les Clients peuvent hésiter à acquérir ces matériels, compte tenu de leurs coûts et afin de les convaincre de l'intérêt d'un tel investissement, EDF leur propose au travers du Portail 3E une incitation commerciale. Celle-ci permet de réduire le coût de l'investissement à réaliser pour les opérations éligibles aux CEE.

En acceptant de s'inscrire sur le Portail 3E, le Client reconnaît avoir lu et accepte l'intégralité des conditions de la Convention de partenariat édictées ci-après.
Ceci étant préalablement exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit.

Article 0 – Définitions

Certificat d'Economie d'Energie (CEE) : certificat délivré par une Autorité Compétente en contrepartie d'une action permettant la réalisation d'économies d'énergie, conformément au titre II du livre II du Code de l'Energie.

Client : Consommateur d'énergie intéressé par une Opération lui permettant de réaliser des économies d'énergie dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industrie, réseaux, agricole sur un (des) site(s) situé(s) en France métropolitaine hors Corse

Convention : désigne la présente convention.

Dossier ou Dossiers CEE : désigne l'ensemble des pièces constituant le dossier à retourner à EDF tel que défini dans les Articles 3 et 4.

KWh Cumac, MWhCumac ou GWhCumac : L'unité de compte des Certificats d'Economie d'Energie.

Opération(s) : désigne les opérations définies par voie réglementaire et assorties d'une valeur forfaitaire d'économies d'énergie déterminée par rapport à la situation de référence de performance énergétique.

Programme : Programme de collecte de CEE dédié aux Clients au travers du Site.

Site : site internet www.portail3E.edf.com dédié au Programme.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
Envoyé en préfecture le 22/04/2024
Reçu en préfecture le 22/04/2024
Publié le
ID : 059-200036895-20240420-EDF_CEE_200424-CC

Article 1 - Objet

La présente convention, a pour objet de fixer les conditions de mise en œuvre des dispositifs incitatifs pour l'acquisition par les Clients d'un ou de plusieurs matériel(s) performant(s) ainsi que les conditions et modalités y afférents. Seules les demandes de Clients postérieures à la date de prise d'effet du présent accord sont éligibles au dispositif que les Parties mettent en œuvre.
Sont exclus de la présente convention :
- les chantiers relatifs à des sites auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre.
- les actions des bailleurs sociaux dont les dossiers sont portés par un autre dispositif de production de CEE

Article 2 – Matériels concernés

- Les Matériels concernés sont ceux qui respectent les caractéristiques du dispositif CEE (telles que décrites dans les fiches opérations CEE publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie) et qui ne peuvent être associés à des installations classées visées à l'article L.229-5 du code de l'environnement, exclues du dispositif CEE. La liste des opérations éligibles au dispositif est présentée et mise à jour régulièrement sur le site internet www.portail3E.edf.com

Article 3 – Engagements d'EDF

EDF s'engage à mettre à disposition du Client le Site internet www.portail3E.edf.com et un espace personnel dédié sur ce Site délivrant au Client les fonctionnalités suivantes :

- Un module récapitulant les éléments de la présente Convention.
- Un simulateur permettant au Client de décrire le chantier et d'en déduire automatiquement la valeur en MWhcumac ainsi que le montant de l'Incitation Financière dont il pourra bénéficier, qui sera versé selon les conditions prévues à l'Article 5 – Conditions financières.
- Un espace personnel de suivi des dossiers en cours de réalisation. Le processus d'élaboration des dossiers CEE étant en grande partie dématérialisé, il sera possible au Client pour chaque chantier déclaré sur le Site de visualiser l'étape d'avancement de son dossier selon les jalons suivants :
    1. Date de la première simulation du chantier générant l'envoi automatique au Client d'un e-mail l'informant de la simulation d'accompagnement financier réalisée pour lui.
    2. Date de la conversion de la simulation en chantier générant l'Accord Commercial et sa signature
    3. Date de signature de l'Accord Commercial Client par l'envoi automatique de la proposition financière (signature électronique)
    4. Date d'achèvement des travaux estimée
    5. Date de signature de l'Attestation sur l'Honneur par le Client et l'installateur du (ou des) matériel(s) mis en place (envoi automatique de l'attestation)
    6. Date de dépôt de la facture scannée du Client (ou du PV de réception des travaux) et des pièces justificatives des travaux réalisés permettant de finaliser le montage du dossier CEE et de le passer au contrôle.
    7. Stade d'avancement du dossier du Client
- Un espace de suivi global des dossiers stipulant : le nombre de dossiers en cours de construction, le nombre de dossiers validés, le nombre de dossiers validés et payés, le montant prévisionnel à payer au Client, le montant déjà payé au Client
- Un espace communication présentant les nouvelles fonctionnalités du Site, les informations relatives à la suspension ponctuelle du site ainsi que les informations réglementaires relatives aux fiches CEE.

EDF mettra à disposition du Client une hot line lui permettant de répondre à ses questions sur l'utilisation du Site Internet « Portail 3E » et sur le traitement des dossiers.

EDF s'engage à verser au Client l'Incitation Commerciale correspondant à chacune des opérations que celui-ci aura réalisée dans le cadre du Programme et pour lesquelles le Dossier CEE constitué aura été validé par EDF (cellule qualité régionale ou sous-traitance) et les droits CEEreconnus à EDF, conformément aux dispositions précisées à l'article 4 ci-après. Le montant de l'Incitation Commerciale et ses modalités deversement sont définis à l'Article 5.

Article 4- Engagements du Client

Pour chaque chantier que le Client souhaite valoriser au travers du Site internet www.portail3E.edf.com, le Client s'engage :

- A disposer des qualifications éventuellement requises par la règlementation en vigueur pour les Opérations auxquelles il aura recours, en vue de l'éligibilité des Dossiers aux Certificats d'Economies d'Energie et à en justifier auprès d'EDF ou de toute personne mandatée à cette fin par EDF lors de l'inscription sur le Site internet www.portail3E.edf.com. Pour cela, il lui sera possible de joindre un fichier certification correspondant aux qualifications et aux types de travaux qu'il sera amené à effectuer dans son dossier à l'inscription sur le Site.
- A déclarer ses chantiers éligibles aux CEE sur le Site internet du Portail 3E selon le processus suivant :
    1. Faire une simulation du chantier permettant de connaitre le niveau d'accompagnement financier qui lui sera proposé.
    2. Après acceptation du devis et de l'accompagnement financier d'EDF défini lors de la simulation, convertir cette dernière en chantier validé (éligible) dans le Portail.
    3. Signer électroniquement l'accord commercial Client qui précise le niveau d'incitation commerciale offert par EDF.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20240420-EDF_CEE_200424-CC

4. Réaliser ou s'assurer de la réalisation des travaux dans le respect des conditions d'éligibilité requises pour les fiches opérations CEE disponibles sur le Site 3E.
5. Valider la date d'achèvement du chantier, et, signer l'Attestation sur l'honneur.
6. S'assurer sur le tableau de bord du chantier que le partenaire installateur a lui aussi signé son Attestation sur l'honneur (envoi automatique d'un mail pour signature électronique).
7. Scanner et déposer les pièces requises pour finaliser le montage du dossier CEE (a minima : facture Client ou PV de réception des travaux, et au cas par cas plan Google, fiche technique équipement, qualification requise du partenaire installateur et tout document permettant de justifier l'éligibilité de l'action aux CEE et de sa conformité à l'opération décrite dans l'Attestation sur l'honneur) au plus tard 3 mois après la fin des travaux pour assurer le traitement du dossier.

- Afin de prouver que l'Incitation Commerciale a bien été proposée au Client en amont des travaux, et a bien été versée, ce dernier devra obligatoirement :
  - Simuler le montant de l'Incitation Commerciale EDF sur le portail 3E en indiquant son adresse mail et l'enregistrer sur son espace. Celui-ci recevra automatiquement un mail d'information permettant de tracer l'antériorité du rôle moteur d'EDF dans la réalisation des travaux.

A réaliser les travaux dans le respect des conditions d'éligibilité disponibles sur le Site www.portail3E.edf.com

A signer (sous format électronique) l'Accord Commercial Client et l'Attestation sur l'honneur relative à l'Opération,

A faire signer l'Attestation sur l'Honneur auprès du partenaire installateur relative à l'Opération,
A insérer dans son espace Partenaire au plus tard 3 mois après la fin des travaux les documents suivants :

- La copie de la facture de réalisation des travaux ou tout autre document prouvant la réalisation des travaux (pv de réception, etc…)
- Ainsi que tous les autres documents ou informations permettant de justifier de l'éligibilité de l'action aux CEE et de sa conformité à l'Opération décrite dans l'Attestation sur l'Honneur et par la réglementation en vigueur.

A produire au travers du Site 3E un volume de « 20 000 - 21 053 » MWhc avant la date d'expiration de la Convention. Dans le cas où le Client dépasserait le volume de production avant la date de clôture de cette convention, EDF informera le Client de son intention soit de procéder à une renégociation du volume, soit de suspendre la participation du Client au Programme.

A faire appel à son Interlocuteur EDF pour monter des dossiers de CEE, dans les cas suivants :

- Chantiers complexes ou multi lots
- Chantiers pour lesquels il n'existe pas de fiches opérations standardisées sur le Site www.portail3E.edf.com

A accepter les décisions d'EDF en cas de refus de validation d'un dossier CEE si le dossier se révèle douteux, ne respectant pas la chronologie ou si des pièces sont manquantes.

A garantir que les droits portant sur les Dossiers qu'il constituera et transmettra à EDF seront cédés en exclusivité à EDF, en vue de lui permettre la collecte de tous Certificats d'Economies d'Energie portant sur les travaux relatifs aux dits Dossiers.

A transmettre sans délai à EDF sur simple demande tout document complémentaire éventuellement nécessaire en vue d'obtenir des Certificats d'Economies d'Energie, tels que les documents apportant la preuve que les matériels installés correspondent aux spécifications mentionnées dans les fiches d'Opérations Standardisées.
Le contrôle des Dossiers inscrits sur le Site www.portail3E.edf.com sera effectué par EDF, conformément aux dispositions précisées sur ce même site et selon la réglementation relative au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Dans ce cadre, EDF contrôle les éléments visés à l'Article 4 permettant la validation des Dossiers et l'obtention de Certificats d'Economie d'Energie. EDF sollicite des éléments complémentaires auprès du Partenaire. Le cas échéant et dans un second temps, EDF sollicite le Client par e-mail ou appel téléphonique lorsque le Dossier transmis est incomplet ou erroné.

A suspendre l'utilisation du dispositif CEE du site www.portail3E.edf.com sur simple demande d'EDF. A l'issue des contrôles, si une irrégularité est constatée au regard de la réglementation, EDF valide ou refuse le dossier. Le CLient en est informé sur son espace dédié.

En contrepartie de l'exécution par le Client de ses engagements tels que prévus dans le présent article 4, le Client ne percevra aucune autre somme que celles prévues à l'article 5. Il ne pourra prétendre à aucun remboursement de frais, pertes, manque à gagner, etc. qu'il aura subi à l'occasion de l'exécution de ses obligations au titre de la Convention.

Article 5 – Conditions financières

En contrepartie de l'exécution par le Client de ses engagements tels que prévus à l'article 4, EDF versera au CLient une aide financière ou incitation commerciale d'un montant défini dans la fourchette ci-dessous, en fonction du volume du chantier (plus ou moins 1GWhc), sous réserve de conditions cumulatives visées aux articles 3 et 4.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20240420-EDF_CEE_200424-CC

Pour un chantier compris entre 0,01 GWhc et 2 GWhc , il sera versé au Client :

5,70 €/MWhc

Pour un chantier supérieur à 2 GWhc à , il sera versé au Client :

6,00 €/MWhc

Le paiement par EDF sera exigible à la réception des factures et justificatifs demandés au client, suite à l'accord préalable de la totalité du dossier par le Pôle National CEE. Ce montant est conditionné à la réalisation effective du Programme du présent accord pour « M » kWh Cumac (M = « X » kWh Cumac). Si le Programme permettait d'attribuer à EDF un nombre de CEE « N » inférieur au nombre susmentionné, la contribution financière d'EDF sera réduite au pro rata de l'attribution, par l'application du ratio « N/M ».

EDF mettra à disposition du Client, pour l'ensemble des dossiers répondant aux critères d'éligibilité aux CEE, un montant global d'incitations commerciales de :

120 000 €

pour une production attendue de : 20 000 - 21 053 MWh Cumac

En cours de convention, les Parties échangeront sur l'atteinte de l'objectif en cumac et en euros. En cas de non atteinte de l'objectif ou du souhait du Client de le dépasser, les Parties s'engagent à revoir ensemble les conditions du présent contrat.

Article 6 – Conditions de versement de l'incitation commerciale

L'incitation commerciale est due après validation par EDF :
- d'une part, de la conformité de l'ensemble des documents permettant de valoriser l'action de MDB au titre du dispositif des CEE, transmis par le Partenaire dans les conditions prévues à l'article 4;
- et d'autre part, du montant de l'accompagnement financier dû pour l'opération concernée pour laquelle EDF aura apporté sa contribution financière dans le cadre d'un accord commercial conclu entre EDF et le Client, calculé par EDF à partir d'une estimation du volume de GWh cumac et du nombre de CEE susceptibles d'être attribués par l'autorité administrative compétente.
Cette vérification interviendra dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'intégralité des pièces du dossier.

A l'issue de la validation par EDF de la conformité de l'ensemble des documents transmis par le Partenaire permettant de valoriser chaque opération au titre du dispositif des CEE dans les 30 jours de la réception desdits documents, deux situations peuvent se présenter pour chaque opération :
- En l'absence de contrôle de l'Opération au titre de l'arrêté du 28 septembre 2021, EDF notifie au Partenaire dans les plus brefs délais que l'Opération est validée par EDF. Le paiement intervient au plus tard le 30 du mois suivant la réception par EDF d'une facture adressée par le Partenaire, accompagnée d'un RIB tamponné du cachet du Partenaire et signé. Cette facture fait référence au Document Contractuel et à sa date de signature, ainsi qu'au montant dû convenu entre les Parties.
- En cas de contrôle de l'Opération au titre de l'arrêté du 28 septembre 2021, EDF prononce la validation de l'opération si le contrôle est jugé satisfaisant. EDF notifie au Partenaire dans les plus brefs délais que l'Opération est validée. Le paiement intervient au plus tard le 30 du mois suivantla réception par EDF d'une facture adressée par le Partenaire, accompagnée d'un RIB tamponné du cachet du Partenaire et signé. Cette facture fait référence au Document Contractuel et à sa date de signature, ainsi qu'au montant dû convenu entre les Parties.

Les Parties conviennent expréssement que le montant de l'accompagnement financier versé par EDF dans les conditions susmentionnées sera revu au moment de l'attribution définitive des CEE par l'autorité administrative compétente, au prorata du nombre de CEE effectivement attribués. Le Client s'engage à reverser à EDF les sommes indûment perçues dans les quinze (15) jours qui suivent la demande d'EDF, par virement bancaire.

Article 7 – Durée et résiliation

7.1 Durée

La convention prend effet à compter de sa date de signature par les Parties et jusqu'au « 30/06/2024 ».
A son échéance, elle sera reconduite par tacite reconduction pour une période d'une année selon les modalités financières de la convention de partenariat pour une première utilisation du Portail 3E (sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties par écrit en respectant un préavis de trois (3) mois avant le terme contractuel).
Le Client et EDF se rencontreront pour mettre en place les modalités d'une nouvelle convention personnalisée.

De même, la convention prendra fin automatiquement et sans indemnité aux échéances suivantes :
- En cas de dossier incomplet ou s'il contient une pièce ne répondant pas aux critères d'éligibilité permettant l'attribution de CEE le jour où EDF en informera le Client;
- En cas de refus de l'administration d'attribuer les CEE, le jour de la réception par EDF de la décision de l'administration de ne pas délivrer les CEE ;
A l'expiration de la Convention, le Client s'engage à collaborer avec EDF en cas de contrôles de l'administration, pendant toute la période de délivrance de certificats d'économies d'énergie et la suivante.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20240420-EDF_CEE_200424-CC

L'engagement des Parties est comptabilisé pour cette période et ne peut en aucun cas bénéficier d'un report. Par conséquent, seuls les Dossiers complets validés par EDF avant la date de fin de la Convention seront comptabilisés et donneront lieu à une rémunération conformément à l'article 5.

7.2 Résiliation

7.2.1 Résiliation pour faute de l'une des Parties : L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des Parties pourra conduire à la résiliation de la présente Convention par l'autre Partie, après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de un mois à compter de sa réception. En cas de résiliation, la Partie qui a manqué à ses engagements contractuels ne pourra prétendre à une quelconque indemnité sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts. La Partie victime du manquement se réserve le droit de demander le remboursement des sommes déjà engagées par cette dernière pour les besoins de l'exécution de la présente Convention à la date de résiliation, sans préjudice de toute demande de réparation du préjudice qu'elle a éventuellement subi du fait du manquement de l'autre Partie.
Cependant, les actions MDE en cours à cette date pour lesquelles une attestation sur l'honneur du Client de l'opération aura été signée seront menées à leur terme.

7.2.2 Résiliation en cas de modification des textes relatifs à l'obtention des CEE incompatibles avec les dispositions de la Convention : les Parties conviennent expressément, qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la présente Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit sans possibilité pour l'une ou l'autre des Parties de prétendre à une quelconque indemnité.
Cependant, si les modifications concernent les pièces nécessaires pour la constitution d'un dossier pour l'obtention des CEE, ces dernières se substitueront aux pièces listées dans la présente Convention de plein droit et sans entraîner la résiliation de la Convention.

Article 8 - Responsabilité

Chacune des Parties est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre de la Convention.

En aucun cas la responsabilité d'EDF ne pourra être engagée en cas de préjudice causé au Client du fait de la mise en œuvre d'une action chez le Client, ou occasionné par des professionnels procédant à l'installation du matériel objet de l'action. Il est entendu que le Client reste seul responsable de sa relation commerciale avec le(s) partenaire(s) installateur(s) , EDF n'apportant le cas échéant qu'un concours financier aux actions mises enœuvre chez le Client.

Le Client engage sa responsabilité notamment sur la nature des déclarations qu'il aura pu apporter, pendant l'exécution de la présente Convention et également pendant toute la période de délivrance de Certificats d'Economies d'Energie et la suivante.

De ce fait, en cas de manquement constaté par l'autorité administrative compétente donnant lieu à l'application de pénalités par cette dernière, EDF se réserve le droit de réclamer au Client le paiement de ces pénalités.

EDF se réserve le droit de rechercher la responsabilité du Bénéficiaire en cas de pratiques avérées ayant pour objet, sans que cette liste soit limitative, la déclaration de chantiers fictifs, la falsification de documents, la fourniture non exclusive à EDF des documents liés à un dossier de demande de CEE issus des actions de MDE entrant dans le champ d'application de la Convention.
En cas de pénalités financières imposées à EDF du fait de telles pratiques, EDF demandera réparation au Bénéficiaire s'il est avéré que ce dernier a eu connaissance de ces pratiques et ne les a pas portées à la connaissance d'EDF ou y a participé. Ces éventuelles actions en réparation sontindépendantes de celles qu'EDF pourrait intenter du fait de l'atteinte à son image ou à sa crédibilité.

Article 9 – Confidentialité

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés à la présente Convention.

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer les informations et documents fournis par l'autre Partie, de quelle que nature qu'ils soient, économique, financière, commerciale ou technique, auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de la présente Convention.

En conséquence, si l'une des Parties désire divulguer à des tiers ces informations, elle s'engage à demander par écrit à l'autre Partie son autorisation préalable et écrite.

Les Parties garantissent le respect des obligations de confidentialité définies au présent article par leur personnel salarié ou préposé, ainsi que par les tiers dont les Parties solliciteraient la participation dans le cadre de la présente Convention. Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires notamment contractuelles, à cette fin.

Les Parties pourront révéler si nécessaire des informations confidentielles à leur commissaire aux comptes, à toute administration et, d'une manière générale, si elles ont une obligation légale de le faire. Dans ce dernier cas, la Partie concernée en informera l'autre Partie dans les meilleurs délais.
L'engagement de confidentialité pris par les Parties restera en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention et après l'expiration ou la résiliation, quelle qu'en soit la cause, pendant une durée de deux (2) ans.

Article 10 - Droit applicable - litiges

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20240420-EDF_CEE_200424-CC

Le présent accord est soumis au droit français. En cas de litige, les Parties s'efforceront de parvenir à un accord à l'amiable. A défaut d'un accord, la Partie la plus diligente pourra saisir le tribunal compétent.

Article 11 -Notifications

Tout courrier ou e-mail relatif à l'exécution du présent accord devra être adressé exclusivement à l'attention des responsables opérationnels désignés ci-dessous.

Pour le Client : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Nom : BEAUVARLET
Prénom : Emilie
Fonction : Directrice Adjointe
Adresse :
E-mail : ebeauvarlet@teflandre.fr

Article 12 - Ethique et conformité

Conformément à ses engagements en matière d'éthique, EDF tient tout particulièrement à respecter les principes et droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, le Pacte Mondial des Nations Unies, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et les Conventions conclues dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail.
Dans ce cadre, EDF a établi une Charte éthique accessible sur le site www.edf.fr.
Le Bénéficiaire reconnaît qu'il a pris connaissance des principes et droits fondamentaux visés ci-dessus ainsi que du contenu de cette charte. Il reconnaît y adhérer et s'engage à les respecter.
En outre, EDF respecte les lois et réglementations applicables en matière de corruption, de sanctions internationales, de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Le Bénéficiaire s'engage à s'y conformer également.
Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens matériels et humains nécessaires pour en assurer l'application par lui-même et les Sites. Il s'engage, en outre, à en justifier la mise en œuvre à EDF à la première demande de sa part.
EDF se réserve la possibilité de faire vérifier par un organisme compétent et habilité si les conditions de travail existant chez le Bénéficiaire ne sont pas en contradiction avec les lois, réglementations, droits et principes mentionnés ci-dessus. Le Bénéficiaire se porte fort de l'acceptation du présent article par les Sites. Cette vérification peut prendre la forme d'une évaluation par questionnaire RSE disponible sur une plateforme web ou d'un audit DD/RS.
En cas de persistance avérée des écarts constatés et figurant dans le rapport d'audit, EDF se réserve la possibilité de résilier l'accord commercial conclu avec le Bénéficiaire concerné.

Article 13 - Données à caractère personnel

Les données à caractère personnel collectées auprès du Bénéficiaire font l'objet d'un traitement dont EDF est le responsable. Ces données sont collectées dans le cadre de la gestion du présent accord et sont conservées pendant toute sa durée et 5 ans à compter de son échéance. Lesdestinataires sont les services d'EDF et ses sous-traitants éventuels.
Conformément à la réglementation en matière de données personnelles, les personnes concernées par ces données disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et de portabilité, en produisant un justificatif auprès de l'entité EDF qui gère le présent accord. Le droit de rectification ainsi que le droit d'opposition peuvent s'exercer par courrier électronique à l'adresse « vosdonnées@edf.fr » ou par téléphone.
Ces droits peuvent également être exercés auprès du Délégué à la protection des données d'EDF à l'adresse suivante : Tour EDF – 20, Place de la Défense – 92050 Paris – La Défense Cedex, ou par courrier électronique à l'adresse « informatique-et-libertes@edf.fr ». Enfin, les personnes concernées disposent de la possibilité d'introduire un recours auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Pour EDF

Pour le Client

Signature numérique de MICHEL DECOOL
Le 20/04/2024 à 08:55:01 CEST
SI-D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 19/04/2024 à 11:57:14 CEST
SI.D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20241015-EDF_CEE_151024-CC

CONVENTION DE PARTENARIAT EDF – Client POUR L'UTILISATION DU PORTAIL 3E

Réf : CGC - 202-306-16

Ci-après désigné « accord »

Entre la société : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Adresse la société : PLACE DU GENERAL DE GAULLE, 59190, HAZEBROUCK
Numéro SIRET de la société : 20003689500015
Représentée par Mme / M. : DECOOL Michel Fonction : Président

Dûment habilité(e) à cet effet, et désignée ci-après par « le Client», **d'une part**, et

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF), Société Anonyme au capital de 2 084 365 041 euros, dont le siège social est situé à Paris 8ème, 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris 552 081 317,

Désignée ci-après par « EDF » **d'autre part**,
Intervenant au présent accord, EDF et le Client pouvant être désignés individuellement ou collectivement par la ou les Partie(s),

Etant préalablement exposé que :

EDF souhaite, dans le cadre de son engagement en faveur du Développement Durable, promouvoir, auprès des entreprises et des collectivités territoriales, toute action permettant la réalisation d'économies d'énergie. Pour ce faire, EDF a choisi de promouvoir directement ou indirectement auprès des clients, ses offres énergétiques performantes, économes en énergie.

Certaines de ces solutions peuvent être qualifiées d'opérations standardisées dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (« ci-après « CEE) conformément au titre II du livre II du Code de l'Energie, et ainsi donner lieu à l'attribution de CEE.

Dans ce cadre, EDF, acteur obligé, prévoit un accompagnement financier pour convaincre les clients de choisir ces solutions plus performantes, faciliter ainsi leur réalisation. Le Portail internet 3E permet ainsi aux Clients d'identifier des gisements d'économies d'énergie par la mise en œuvre de certains matériels performants. Si les Clients peuvent hésiter à acquérir ces matériels, compte tenu de leurs coûts et afin de les convaincre de l'intérêt d'un tel investissement, EDF leur propose au travers du Portail 3E une incitation commerciale. Celle-ci permet de réduire le coût de l'investissement à réaliser pour les opérations éligibles aux CEE.

En acceptant de s'inscrire sur le Portail 3E, le Client reconnaît avoir lu et accepte l'intégralité des conditions de la Convention de partenariat édictées ci-après.
Ceci étant préalablement exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit.

Article 0 – Définitions

Certificat d'Economie d'Energie (CEE) : certificat délivré par une Autorité Compétente en contrepartie d'une action permettant la réalisation d'économies d'énergie, conformément au titre II du livre II du Code de l'Energie.

Client : Consommateur d'énergie intéressé par une Opération lui permettant de réaliser des économies d'énergie dans les secteurs résidentiel, tertiaire, industrie, réseaux, agricole sur un (des) site(s) situé(s) en France métropolitaine hors Corse

Convention : désigne la présente convention.

Dossier ou Dossiers CEE : désigne l'ensemble des pièces constituant le dossier à retourner à EDF tel que défini dans les Articles 3 et 4.

KWh Cumac, MWhCumac ou GWhCumac : L'unité de compte des Certificats d'Economie d'Energie.

Opération(s) : désigne les opérations définies par voie réglementaire et assorties d'une valeur forfaitaire d'économies d'énergie déterminée par rapport à la situation de référence de performance énergétique.

Programme : Programme de collecte de CEE dédié aux Clients au travers du Site.

Site : site internet www.portail3E.edf.com dédié au Programme.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20241015-EDF_CEE_151024-CC

Article 1 - Objet

La présente convention, a pour objet de fixer les conditions de mise en œuvre des dispositifs incitatifs pour l'acquisition par les Clients d'un ou de plusieurs matériel(s) performant(s) ainsi que les conditions et modalités y afférents. Seules les demandes de Clients postérieures à la date de prise d'effet du présent accord sont éligibles au dispositif que les Parties mettent en œuvre.
Sont exclus de la présente convention :
- les chantiers relatifs à des sites auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre.
- les actions des bailleurs sociaux dont les dossiers sont portés par un autre dispositif de production de CEE

Article 2 – Matériels concernés

- Les Matériels concernés sont ceux qui respectent les caractéristiques du dispositif CEE (telles que décrites dans les fiches opérations CEE publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie) et qui ne peuvent être associés à des installations classées visées à l'article L.229-5 du code de l'environnement, exclues du dispositif CEE. La liste des opérations éligibles au dispositif est présentée et mise à jour régulièrement sur le site internet www.portail3E.edf.com

Article 3 – Engagements d'EDF

EDF s'engage à mettre à disposition du Client le Site internet www.portail3E.edf.com et un espace personnel dédié sur ce Site délivrant au Client les fonctionnalités suivantes :

- Un module récapitulant les éléments de la présente Convention.
- Un simulateur permettant au Client de décrire le chantier et d'en déduire automatiquement la valeur en MWhcumac ainsi que le montant de l'Incitation Financière dont il pourra bénéficier, qui sera versé selon les conditions prévues à l'Article 5 – Conditions financières.
- Un espace personnel de suivi des dossiers en cours de réalisation. Le processus d'élaboration des dossiers CEE étant en grande partie dématérialisé, il sera possible au Client pour chaque chantier déclaré sur le Site de visualiser l'étape d'avancement de son dossier selon les jalons suivants :
    1. Date de la première simulation du chantier générant l'envoi automatique au Client d'un e-mail l'informant de la simulation d'accompagnement financier réalisée pour lui.
    2. Date de la conversion de la simulation en chantier générant l'Accord Commercial et sa signature
    3. Date de signature de l'Accord Commercial Client par l'envoi automatique de la proposition financière (signature électronique)
    4. Date d'achèvement des travaux estimée
    5. Date de signature de l'Attestation sur l'Honneur par le Client et l'installateur du (ou des) matériel(s) mis en place (envoi automatique de l'attestation)
    6. Date de dépôt de la facture scannée du Client (ou du PV de réception des travaux) et des pièces justificatives des travaux réalisés permettant de finaliser le montage du dossier CEE et de le passer au contrôle.
    7. Stade d'avancement du dossier du Client
- Un espace de suivi global des dossiers stipulant : le nombre de dossiers en cours de construction, le nombre de dossiers validés, le nombre de dossiers validés et payés, le montant prévisionnel à payer au Client, le montant déjà payé au Client
- Un espace communication présentant les nouvelles fonctionnalités du Site, les informations relatives à la suspension ponctuelle du site ainsi que les informations réglementaires relatives aux fiches CEE.

EDF mettra à disposition du Client une hot line lui permettant de répondre à ses questions sur l'utilisation du Site Internet « Portail 3E » et sur le traitement des dossiers.

EDF s'engage à verser au Client l'Incitation Commerciale correspondant à chacune des opérations que celui-ci aura réalisée dans le cadre du Programme et pour lesquelles le Dossier CEE constitué aura été validé par EDF (cellule qualité régionale ou sous-traitance) et les droits CEE reconnus à EDF, conformément aux dispositions précisées à l'article 4 ci-après. Le montant de l'Incitation Commerciale et ses modalités de versement sont définis à l'Article 5.

Article 4- Engagements du Client

Pour chaque chantier que le Client souhaite valoriser au travers du Site internet www.portail3E.edf.com, le Client s'engage :

- A disposer des qualifications éventuellement requises par la règlementation en vigueur pour les Opérations auxquelles il aura recours, en vue de l'éligibilité des Dossiers aux Certificats d'Economies d'Energie et à en justifier auprès d'EDF ou de toute personne mandatée à cette fin par EDF lors de l'inscription sur le Site internet www.portail3E.edf.com. Pour cela, il lui sera possible de joindre un fichier certification correspondant aux qualifications et aux types de travaux qu'il sera amené à effectuer dans son dossier à l'inscription sur le Site.
- A déclarer ses chantiers éligibles aux CEE sur le Site internet du Portail 3E selon le processus suivant :
    1. Faire une simulation du chantier permettant de connaitre le niveau d'accompagnement financier qui lui sera proposé.
    2. Après acceptation du devis et de l'accompagnement financier d'EDF défini lors de la simulation, convertir cette dernière en chantier validé (éligible) dans le Portail.
    3. Signer électroniquement l'accord commercial Client qui précise le niveau d'incitation commerciale offert par EDF.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20241015-EDF_CEE_151024-CC

4. Réaliser ou s'assurer de la réalisation des travaux dans le respect des conditions d'éligibilité requises pour les fiches opérations CEE disponibles sur le Site 3E.
5. Valider la date d'achèvement du chantier, et, signer l'Attestation sur l'honneur.
6. S'assurer sur le tableau de bord du chantier que le partenaire installateur a lui aussi signé son Attestation sur l'honneur (envoi automatique d'un mail pour signature électronique).
7. Scanner et déposer les pièces requises pour finaliser le montage du dossier CEE (a minima : facture Client ou PV de réception des travaux, et au cas par cas plan Google, fiche technique équipement, qualification requise du partenaire installateur et tout document permettant de justifier l'éligibilité de l'action aux CEE et de sa conformité à l'opération décrite dans l'Attestation sur l'honneur) au plus tard 3 mois après la fin des travaux pour assurer le traitement du dossier.

- Afin de prouver que l'Incitation Commerciale a bien été proposée au Client en amont des travaux, et a bien été versée, ce dernier devra obligatoirement :
  - Simuler le montant de l'Incitation Commerciale EDF sur le portail 3E en indiquant son adresse mail et l'enregistrer sur son espace. Celui-ci recevra automatiquement un mail d'information permettant de tracer l'antériorité du rôle moteur d'EDF dans la réalisation des travaux.

A réaliser les travaux dans le respect des conditions d'éligibilité disponibles sur le Site www.portail3E.edf.com

A signer (sous format électronique) l'Accord Commercial Client et l'Attestation sur l'honneur relative à l'Opération,

A faire signer l'Attestation sur l'Honneur auprès du partenaire installateur relative à l'Opération,
A insérer dans son espace Partenaire au plus tard 3 mois après la fin des travaux les documents suivants :

- La copie de la facture de réalisation des travaux ou tout autre document prouvant la réalisation des travaux (pv de réception, etc...)
- Ainsi que tous les autres documents ou informations permettant de justifier de l'éligibilité de l'action aux CEE et de sa conformité à l'Opération décrite dans l'Attestation sur l'Honneur et par la réglementation en vigueur.

A produire au travers du Site 3E un volume de « 45 893 - 514 000 » MWhc avant la date d'expiration de la Convention. Dans le cas où le Client dépasserait le volume de production avant la date de clôture de cette convention, EDF informera le Client de son intention soit de procéder à une renégociation du volume, soit de suspendre la participation du Client au Programme.

A faire appel à son Interlocuteur EDF pour monter des dossiers de CEE, dans les cas suivants :

- Chantiers complexes ou multi lots
- Chantiers pour lesquels il n'existe pas de fiches opérations standardisées sur le Site www.portail3E.edf.com

A accepter les décisions d'EDF en cas de refus de validation d'un dossier CEE si le dossier se révèle douteux, ne respectant pas la chronologie ou si des pièces sont manquantes.

A garantir que les droits portant sur les Dossiers qu'il constituera et transmettra à EDF seront cédés en exclusivité à EDF, en vue de lui permettre la collecte de tous Certificats d'Economies d'Energie portant sur les travaux relatifs aux dits Dossiers.

A transmettre sans délai à EDF sur simple demande tout document complémentaire éventuellement nécessaire en vue d'obtenir des Certificats d'Economies d'Energie, tels que les documents apportant la preuve que les matériels installés correspondent aux spécifications mentionnées dans les fiches d'Opérations Standardisées.
Le contrôle des Dossiers inscrits sur le Site www.portail3E.edf.com sera effectué par EDF, conformément aux dispositions précisées sur ce même site et selon la réglementation relative au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Dans ce cadre, EDF contrôle les éléments visés à l'Article 4 permettant la validation des Dossiers et l'obtention de Certificats d'Economie d'Energie. EDF sollicite des éléments complémentaires auprès du Partenaire. Le cas échéant et dans un second temps, EDF sollicite le Client par e-mail ou appel téléphonique lorsque le Dossier transmis est incomplet ou erroné.

A suspendre l'utilisation du dispositif CEE du site www.portail3E.edf.com sur simple demande d'EDF. A l'issue des contrôles, si une irrégularité est constatée au regard de la réglementation, EDF valide ou refuse le dossier. Le CLient en est informé sur son espace dédié.

En contrepartie de l'exécution par le Client de ses engagements tels que prévus dans le présent article 4, le Client ne percevra aucune autre somme que celles prévues à l'article 5. Il ne pourra prétendre à aucun remboursement de frais, pertes, manque à gagner, etc. qu'il aura subi à l'occasion de l'exécution de ses obligations au titre de la Convention.

Article 5 – Conditions financières

En contrepartie de l'exécution par le Client de ses engagements tels que prévus à l'article 4, EDF versera au CLient une aide financière ou incitation commerciale d'un montant défini dans la fourchette ci-dessous, en fonction du volume du chantier (plus ou moins 1GWhc), sous réserve de conditions cumulatives visées aux articles 3 et 4.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le préfecture le 20/01/2025
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20241015-EDF_CEE_151024-CC

Pour un chantier compris entre 0,1 GWhc et 5 GWhc , il sera versé au Client :

5,60 €/MWhc

Pour un chantier supérieur à 5 GWhc à , il sera versé au Client :

0,50 €/MWhc

Le paiement par EDF sera exigible à la réception des factures et justificatifs demandés au client, suite à l'accord préalable de la totalité du dossier par le Pôle National CEE. Ce montant est conditionné à la réalisation effective du Programme du présent accord pour « M » kWh Cumac (M = « X » kWh Cumac). Si le Programme permettait d'attribuer à EDF un nombre de CEE « N » inférieur au nombre susmentionné, la contribution financière d'EDF sera réduite au pro rata de l'attribution, par l'application du ratio « N/M ».

EDF mettra à disposition du Client, pour l'ensemble des dossiers répondant aux critères d'éligibilité aux CEE, un montant global d'incitations commerciales de :

257 000 €

pour une production attendue de : 45 893 - 514 000 MWh Cumac

En cours de convention, les Parties échangeront sur l'atteinte de l'objectif en cumac et en euros. En cas de non atteinte de l'objectif ou du souhait du Client de le dépasser, les Parties s'engagent à revoir ensemble les conditions du présent contrat.

Article 6 – Conditions de versement de l'incitation commerciale

L'incitation commerciale est due après validation par EDF :
- d'une part, de la conformité de l'ensemble des documents permettant de valoriser l'action de MDE au titre du dispositif des CEE, transmis par le Partenaire dans les conditions prévues à l'article 4;
- et d'autre part, du montant de l'accompagnement financier dû pour l'opération concernée pour laquelle EDF aura apporté sa contribution financière dans le cadre d'un accord commercial conclu entre EDF et le Client, calculé par EDF à partir d'une estimation du volume de GWh cumac et du nombre de CEE susceptibles d'être attribués par l'autorité administrative compétente.
Cette vérification interviendra dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'intégralité des pièces du dossier.

A l'issue de la validation par EDF de la conformité de l'ensemble des documents transmis par le Partenaire permettant de valoriser chaque opération au titre du dispositif des CEE dans les 30 jours de la réception desdits documents, deux situations peuvent se présenter pour chaque opération :
- En l'absence de contrôle de l'Opération au titre de l'arrêté du 28 septembre 2021, EDF notifie au Partenaire dans les plus brefs délais que l'Opération est validée par EDF. Le paiement intervient au plus tard le 30 du mois suivant la réception par EDF d'une facture adressée par le Partenaire, accompagnée d'un RIB tamponné du cachet du Partenaire et signé. Cette facture fait référence au Document Contractuel et à sa date de signature, ainsi qu'au montant dû convenu entre les Parties.
- En cas de contrôle de l'Opération au titre de l'arrêté du 28 septembre 2021, EDF prononce la validation de l'opération si le contrôle est jugé satisfaisant. EDF notifie au Partenaire dans les plus brefs délais que l'Opération est validée. Le paiement intervient au plus tard le 30 du mois suivant la réception par EDF d'une facture adressée par le Partenaire, accompagnée d'un RIB tamponné du cachet du Partenaire et signé. Cette facture fait référence au Document Contractuel et à sa date de signature, ainsi qu'au montant dû convenu entre les Parties.

Les Parties conviennent expréssement que le montant de l'accompagnement financier versé par EDF dans les conditions susmentionnées sera revu au moment de l'attribution définitive des CEE par l'autorité administrative compétente, au prorata du nombre de CEE effectivement attribués. Le Client s'engage à reverser à EDF les sommes indûment perçues dans les quinze (15) jours qui suivent la demande d'EDF, par virement bancaire.

Article 7 – Durée et résiliation

7.1 Durée

La convention prend effet à compter de sa date de signature par les Parties et jusqu'au « 31/12/2025 ».
A son échéance, elle sera reconduite par tacite reconduction pour une période d'une année selon les modalités financières de la convention de partenariat pour une première utilisation du Portail 3E (sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties par écrit en respectant un préavis de trois (3) mois avant le terme contractuel).
Le Client et EDF se rencontreront pour mettre en place les modalités d'une nouvelle convention personnalisée.

De même, la convention prendra fin automatiquement et sans indemnité aux échéances suivantes :
- En cas de dossier incomplet ou s'il contient une pièce ne répondant pas aux critères d'éligibilité permettant l'attribution de CEB le jour où EDF en informera le Client;
- En cas de refus de l'administration d'attribuer les CEE, le jour de la réception par EDF de la décision de l'administration de ne pas délivrer les CEE ;
A l'expiration de la Convention, le Client s'engage à collaborer avec EDF en cas de contrôles de l'administration, pendant toute la période de délivrance de certificats d'économies d'énergie et la suivante.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20241015-EDF_CEE_151024-CC

L'engagement des Parties est comptabilisé pour cette période et ne peut en aucun cas bénéficier d'un report. Par conséquent, seuls les Dossiers complets validés par EDF avant la date de fin de la Convention seront comptabilisés et donneront lieu à une rémunération conformément à l'article 5.

7.2 Résiliation

7.2.1 Résiliation pour faute de l'une des Parties : L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des Parties pourra conduire à la résiliation de la présente Convention par l'autre Partie, après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de un mois à compter de sa réception. En cas de résiliation, la Partie qui a manqué à ses engagements contractuels ne pourra prétendre à une quelconque indemnité sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts. La Partie victime du manquement se réserve le droit de demander le remboursement des sommes déjà engagées par cette dernière pour les besoins de l'exécution de la présente Convention à la date de résiliation, sans préjudice de toute demande de réparation du préjudice qu'elle a éventuellement subi du fait du manquement de l'autre Partie.
Cependant, les actions MDB en cours à cette date pour lesquelles une attestation sur l'honneur du Client de l'opération aura été signée seront menées à leur terme.

7.2.2 Résiliation en cas de modification des textes relatifs à l'obtention des CEE incompatibles avec les dispositions de la Convention : les Parties conviennent expressément, qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la présente Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit sans possibilité pour l'une ou l'autre des Parties de prétendre à une quelconque indemnité.
Cependant, si les modifications concernent les pièces nécessaires pour la constitution d'un dossier pour l'obtention des CEE, ces dernières se substitueront aux pièces listées dans la présente Convention de plein droit et sans entraîner la résiliation de la Convention.

Article 8 - Responsabilité

Chacune des Parties est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre de la Convention.

En aucun cas la responsabilité d'EDF ne pourra être engagée en cas de préjudice causé au Client du fait de la mise en œuvre d'une action chez le Client, ou occasionné par des professionnels procédant à l'installation du matériel objet de l'action. Il est entendu que le Client reste seul responsable de sa relation commerciale avec le(s) partenaire(s) installateur(s) , EDF n'apportant le cas échéant qu'un concours financier aux actions mises en œuvre chez le Client.

Le Client engage sa responsabilité notamment sur la nature des déclarations qu'il aura pu apporter, pendant l'exécution de la présente Convention et également pendant toute la période de délivrance de Certificats d'Economies d'Energie et la suivante.

De ce fait, en cas de manquement constaté par l'autorité administrative compétente donnant lieu à l'application de pénalités par cette dernière, EDF se réserve le droit de réclamer au Client le paiement de ces pénalités.

EDF se réserve le droit de rechercher la responsabilité du Bénéficiaire en cas de pratiques avérées ayant pour objet, sans que cette liste soit limitative, la déclaration de chantiers fictifs, la falsification de documents, la fourniture non exclusive à EDF des documents liés à un dossier de demande de CEE issus des actions de MDB entrant dans le champ d'application de la Convention.
En cas de pénalités financières imposées à EDF du fait de telles pratiques, EDF demandera réparation au Bénéficiaire s'il est avéré que ce dernier a eu connaissance de ces pratiques et ne les a pas portées à la connaissance d'EDF ou y a participé. Ces éventuelles actions en réparation sont indépendantes de celles qu'EDF pourrait intenter du fait de l'atteinte à son image ou à sa crédibilité.

Article 9 – Confidentialité

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés à la présente Convention.

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer les informations et documents fournis par l'autre Partie, de quelle que nature qu'ils soient, économique, financière, commerciale ou technique, auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de la présente Convention.

En conséquence, si l'une des Parties désire divulguer à des tiers ces informations, elle s'engage à demander par écrit à l'autre Partie son autorisation préalable et écrite.

Les Parties garantissent le respect des obligations de confidentialité définies au présent article par leur personnel salarié ou préposé, ainsi que par les tiers dont les Parties solliciteraient la participation dans le cadre de la présente Convention. Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires notamment contractuelles, à cette fin.

Les Parties pourront révéler si nécessaire des informations confidentielles à leur commissaire aux comptes, à toute administration et, d'une manière générale, si elles ont une obligation légale de le faire. Dans ce dernier cas, la Partie concernée en informera l'autre Partie dans les meilleurs délais.
L'engagement de confidentialité pris par les Parties restera en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention et après l'expiration ou la résiliation, quelle qu'en soit la cause, pendant une durée de deux (2) ans.

Article 10 - Droit applicable - litiges

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF
ID : 059-200036895-20241015-EDF_CEE_151024-CC

Le présent accord est soumis au droit français. En cas de litige, les Parties s'efforceront de parvenir à un accord à l'amiable. A défaut d'un accord, la Partie la plus diligente pourra saisir le tribunal compétent.

Article 11 -Notifications

Tout courrier ou e-mail relatif à l'exécution du présent accord devra être adressé exclusivement à l'attention des responsables opérationnels désignés ci-dessous.

Pour le Client : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE
Nom : BEAUVARLET
Prénom : Emilie
Fonction : Directrice Adjointe
Adresse :
E-mail : ebeauvarlet@teflandre.fr

Article 12 - Ethique et conformité

Conformément à ses engagements en matière d'éthique, EDF tient tout particulièrement à respecter les principes et droits fondamentaux inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies, le Pacte Mondial des Nations Unies, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne et les Conventions conclues dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail.
Dans ce cadre, EDF a établi une Charte éthique accessible sur le site www.edf.fr.
Le Bénéficiaire reconnaît qu'il a pris connaissance des principes et droits fondamentaux visés ci-dessus ainsi que du contenu de cette charte. Il reconnaît y adhérer et s'engage à les respecter.
En outre, EDF respecte les lois et réglementations applicables en matière de corruption, de sanctions internationales, de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Le Bénéficiaire s'engage à s'y conformer également.
Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens matériels et humains nécessaires pour en assurer l'application par lui-même et les Sites. Il s'engage, en outre, à en justifier la mise en œuvre à EDF à la première demande de sa part.
EDF se réserve la possibilité de faire vérifier par un organisme compétent et habilité si les conditions de travail existant chez le Bénéficiaire ne sont pas en contradiction avec les lois, réglementations, droits et principes mentionnés ci-dessus. Le Bénéficiaire se porte fort de l'acceptation du présent article par les Sites. Cette vérification peut prendre la forme d'une évaluation par questionnaire RSE disponible sur une plateforme web ou d'un audit DD/RS.
En cas de persistance avérée des écarts constatés et figurant dans le rapport d'audit, EDF se réserve la possibilité de résilier l'accord commercial conclu avec le Bénéficiaire concerné.

Article 13 - Données à caractère personnel

Les données à caractère personnel collectées auprès du Bénéficiaire font l'objet d'un traitement dont EDF est le responsable. Ces données sont collectées dans le cadre de la gestion du présent accord et sont conservées pendant toute sa durée et 5 ans à compter de son échéance. Les destinataires sont les services d'EDF et ses sous-traitants éventuels.
Conformément à la réglementation en matière de données personnelles, les personnes concernées par ces données disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et de portabilité, en produisant un justificatif auprès de l'entité EDF qui gère le présent accord. Le droit de rectification ainsi que le droit d'opposition peuvent s'exercer par courrier électronique à l'adresse « vosdonnées@edf.fr » ou par téléphone.
Ces droits peuvent également être exercés auprès du Délégué à la protection des données d'EDF à l'adresse suivante : Tour EDF – 20, Place de la Défense – 92050 Paris – La Défense Cedex, ou par courrier électronique à l'adresse « informatique-et-libertes@edf.fr ». Enfin, les personnes concernées disposent de la possibilité d'introduire un recours auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Pour EDF

territoire d'énergie FLANDRE

Pour le Client

Engagt Recette

EG 62 (ADVENIR) N°164 758 1388 IRVE 102 92000,00 ⊖ 63103,00 = 28897,00

ADVENIR (CEE IRVE) - 2024

Communes (& adresses) concernées	Coût total valorisable en CEE
BAILLEIL (Outtersteene) - route de la croix (473497)	4 000,00 €
BAILLEUL - parking Natalis DUMEZ (472717)	4 000,00 €
BAILLEUL (la crèche) - rue de l'église (473509)	4 000,00 €
BAILLEUL (le steent'je) - pluymstraete (472750)	4 000,00 €
BISSEZEELE - rue de la mairie (473486)	4 000,00 €
HAZEBROUCK - PEM (474235-474268-474271)	36 400,00 €
HOYMILLE - 101 rue du zyckelin (473488)	4 000,00 €
LOOBERGHE - place de l'église (473494)	4 000,00 €
NIEPPE - parvis notre dame (473493)	8 000,00 €
QUAEDYPRE - Contour église (474217)	4 000,00 €
SERCUS - rue léon courtois (473495)	4 000,00 €
STEENVOORDE - hameau st Laurent & hameau Ryveld (473496)	2 600,00 €
VIEUX BERQUIN - Grand place (473492)	4 000,00 €
VIEUX BERQUIN (sec bois) - route d'hazebrouck (473489)	4 000,00 €
WATTEN (l'overstel) - rue pascal leuliette (472702)	1 000,00 €
TOTAL	**92 000,00 €**

B24T48 13-03-25 8000,00
B24T49 13-03-25 4000,00
B24T50 13-03-25 4000,00
B60T162 25-04-25 4000,00
B60T163 25-04-25 4000,00
B60T164 25-04-25 2600,00
B60T167 25-04-25 1000,00
B60T168 25-04-25 4000,00
B77T269 06-06-25 4000,00
B115T272 09-09-25 4000,00
B134T298 10-10-25 4000,00
B157T334 07-11-25 4000,00
B181T375 29-12-25 8613,00
B181T376 29-12-25 6890,00
= 63103,00

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Engagt Recette

PREFECTURE N°0447 512 1311 EP INVEST 306 2[illegible]
B24T42 1303-25 ©
B110T257 2907-25 © 69 000,00

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Préfecture du Nord

FRANCE NATION VERTE
Agir ; Mobiliser ; Accélérer

LE FONDS VERT
pour l'accélération de la transition écologique dans les territoires

Arrêté préfectoral
portant attribution d'une subvention
au titre du fonds d'accélération de la transition écologique
dans les territoires (BOP 380) 2023

EJ n° 2104109247

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 modifiée portant loi de finances pour 2023 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

Vu le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'État pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 visé ci-dessus ;

Vu le budget opérationnel de programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » pour l'année 2023 ;

Vu la circulaire du 14 décembre 2022 relative au déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert) ;

Vu le dossier de demande de subvention du bénéficiaire déposé sur la plateforme « Démarches simplifiées » sous la référence n° **12 236 506** ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

ARRÊTE

Préambule

Le maître d'ouvrage : S.I.E.C.F (syndicat d'énergie des communes de Flandre)

Représentée par : M. DECOOL, son Président

N° SIREN : 200 036 895 00015 .

Statut : E.P.C.I (syndicat intercommunal à vocation multiple)

Coordonnées : SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE - HOTEL DE VILLE - PL DU GENERAL DE GAULLE - 59190 HAZEBROUCK

ci-après dénommée le bénéficiaire,

dispose d'un correspondant unique qui est le service instructeur suivant :

Sous-préfecture de DUNKERQUE
27 rue Thiers
59 086 DUNKERQUE Cedex
Tél. : 03.28.20.59.41/ 03.28.20.59.90
Mail : sylvie.lucidarme@nord.gouv.fr
christelle.delepouve@nord.gouv.fr

Article 1 – Objet :

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions du soutien de l'État à la réalisation de l'opération suivante :

« rénovation de l'éclairage public en Flandres »

conformément au contenu du dossier de demande de subvention.
Toute modification ultérieure concernant ces documents doit être communiquée au service indiqué en préambule qui prend les dispositions appropriées.

Article 2 – Durée et modalité d'exécution :

- Prise d'effet de l'arrêté :

L'arrêté prend effet à compter de sa notification.

Le bénéficiaire doit commencer l'opération au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la notification de l'arrêté et en informer par écrit le service mentionné en préambule.

Le défaut de commencement de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf prorogation d'un maximum d'un an, octroyée par l'autorité administrative indiquée en préambule, et sur demande écrite justifiée du bénéficiaire antérieurement à l'expiration de ce délai.

- Exécution de l'opération :

La date prévisionnelle d'achèvement de l'opération est fixée au **31/12/24.**

En cas d'abandon du projet, le bénéficiaire s'engage à informer sans délai et par écrit le service mentionné en préambule qui prendra toutes dispositions nécessaires.

Article 3 – Dispositions financières :

- Imputation budgétaire :

La subvention est imputée sur le programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ».
Code activité : 38 001 030 101 .
Domaine fonctionnel : 0 380-01-03 rénovation éclairage public

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

- Montant :

Le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de **200 000 €** (deux cent mille euros).

Le montant définitif est calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif est plafonné au montant prévisionnel.

- Taux :

Le montant prévisionnel correspond à un taux d'aide de **8,20 %** du montant prévisionnel de l'action qui s'élève à 2 436 400 €.

Article 4 – Modalités de paiement :

Sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement, le paiement des sommes dues au titre du présent arrêté est effectué comme suit :

- Une avance représentant 30 % du montant maximum prévisionnel de l'aide peut être versée lors du commencement d'exécution du projet, sur présentation par le bénéficiaire d'une attestation mentionnant la date de commencement d'exécution des travaux ou d'un ordre de services aux entreprises ;
- Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet, sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention, sur présentation des factures acquittées et d'un état récapitulatif détaillé, daté, certifié exact et visé ;
- Le solde, calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel de l'aide, déduction faite des acomptes versés, est payé sur production par le bénéficiaire, dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du présent arrêté fixé à l'article 2, d'une déclaration d'achèvement de l'opération, d'un rapport final d'exécution qualitatif, de la justification des dépenses encourues pour la totalité des dépenses éligibles (sous forme d'un état récapitulatif définitif daté et certifié exact, accompagné de la copie des factures acquittées non encore produites et non présentées au moment des acomptes), et d'un état des aides publiques perçues et de leur montant.

L'ensemble des factures et autres justificatifs doit être établi au nom du bénéficiaire.

Tous les versements sont effectués au vu d'un certificat administratif établi par l'ordonnateur ;

Ordonnateur : le préfet du département du Nord

Comptable assignataire : le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France

Article 5 – Contrôle et tenue d'une comptabilité séparée :

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièce et sur place effectué par le service mentionné en préambule ou par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspections et de contrôle.
Il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conformé au plan comptable général révisé et, le cas échéant prévu par les textes en vigueur, à désigner en qualité de commissaire aux comptes un expert comptable ou un comptable agréé.
Le service mentionné en préambule se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire au suivi et contrôle du projet.

Article 6 – Remboursement, reversement et résiliation :

Le service mentionné en préambule est habilité à mettre fin au présent arrêté et à exiger le reversement partiel ou total des sommes versées dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions du présent arrêté et en particulier non-exécution partielle ou totale des missions du bénéficiaire ;
- constat d'un changement dans l'objet de la subvention ou dans l'affectation des fonds versés par l'État ;
- utilisation des fonds pour une destination non conforme à ses attributions légales.

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Article 7 – Publicité :

Conformément aux dispositions du décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 susvisé, le bénéficiaire s'engage à publier le plan de financement de l'opération, faisant apparaître la participation de l'État à sa réalisation au titre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (affichage au siège de la collectivité et mise en ligne sur le site internet si celui-ci existe). Le bénéficiaire s'engage également à afficher, de façon visible et explicite, le plan de financement sur le lieu des travaux, pendant toute la réalisation de l'opération.

À l'issue de la réalisation de l'opération, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logotype de l'État au titre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, en tant que personne publique ayant subventionné le projet.

Article 8 – Litiges :

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille – 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex – lequel peut être saisi via www.telerecours.fr, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 9 – Exécution :

La secrétaire générale et le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté attributif de subvention.

Lille, le 27 JUIL. 2023

Georges-François LECLERC

Envoyé en préfecture le 02/07/2026
Reçu en préfecture le 02/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D14B-BF

Engag° Recette
N° 525 020 458298 ACTEE+ 102 20 16.00
(L 4480 m x 0,25 = 1120 m)

territoire d'énergie

ACTEE

FLANDRE
M 2023-03-LT02 0805

Engag° Dép° N° 658

DISPOSITIF ACTEE1 CHENE – Audit énergétique des bâtiments existants
ACTION TERRITORIALE des COLLECTIVITES pour l'EFFICACITE ENERGETIQUE

DEMANDEUR

Projet porté par / Collectivité de Mairie de NIEPPE

Affaire suivie par : ~~Mme~~ /M BONNIER Yann Fonction : DST

Téléphones : 0320485091
06 23 36 49 70

Courriel : yann.bonnier@ville-nieppe.fr

BATIMENT A AUDITER

Nom et nature du bâtiment : Salle de Tennis - Salle de sport dédiée.

Adresse(s) : Complexe sportif Emile DEHOUCK Chemin Turck 59850 NIEPPE

Horaires de visite : 8H à 12H et 13H30 à 17H00

Autres précisions :

Surface du bâtiment (en m²) : 2105

Réalisation d'un DPE (Diagnostic de Performance Energétique) : ☒ OUI ☐ NON

Documents à Fournir :

- Les historiques des consommations/factures énergétiques (électricité, gaz, fioul...) sur 3 ans ;
- Les dates de démarrage et arrêt du chauffage sur 3 ans ;
- Les contrats d'entretien ou d'exploitation ;
- La liste des travaux énergétiques effectués sur les bâtiments ces 10 dernières années ;
- Les plans en votre possession ;
- Les DTA (Documents Techniques Amiante)

ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COLLECTIVITE

Les modalités de cette opération sont fixées par délibération du TE FLANDRE.

Cette dernière prévoit un reste à charge pour la collectivité de 25% du montant HT + 100% de la TVA.

Les montants globaux d'audits sont variables selon les bâtiments, et sont répertoriés dans le tableau ci-annexé.

La collectivité s'engage à régler le reste à charge de 25% des audits énergétiques.

Fait le 07/01/25 à NIEPPE

Le Maire/Président de .....

Marie SANDRA

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D14**
Objet :	**COMPTE ADMINISTRATIF 2025 SCELLEMENT FICHIER DOC BUDG XML**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Documents budgétaires et financiers
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D14-BF
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_0.xml	text/xml	2.6 Ko
Document principal (Document budgétaire) Nom original : DOCBUDG_20003689500015_059418_CA_2025_01072026000000.xml Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_1.xml	text/xml	586.8 Ko
Annexe (Délibération) Nom original : DELIB TE FLANDRE 24062026_D14 COMPTE ADMINISTRATIF 2025 SIGNEE.pdf Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_2.pdf	application/pdf	1.1 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : CA 2025 CS 24_06_2026.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_3.pdf	application/pdf	1.4 Mo
Annexe (Délibération) Nom original : EMARGEMENTS CS 24 06 2026.pdf	application/pdf	9.7 Mo

Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_4.pdf		
Document principal (Document budgétaire) Nom original : NOTE DE PRESENTATION DU CA 2025.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_5.pdf	application/pdf	6.3 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : ETAT DES RAR DEPENSES 2025_2026 SIGNE.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_6.pdf	application/pdf	2 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : ETAT DES RAR RECETTES 2025_2026 SIGNE.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_7.pdf	application/pdf	922.1 Ko
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR DEPENSES 2025_2026 28 A 175 NOIR ET BLANC.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_8.pdf	application/pdf	2.5 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR DEPENSES 2025_2026 176 A 217 NOIR ET BLANC.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_9.pdf	application/pdf	2 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR DEPENSES 2025_2026 220 A 298 NOIR ET BLANC.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_10.pdf	application/pdf	4.1 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR DEPENSES 2025_2026 300 A 658 NOIR ET BLANC.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_11.pdf	application/pdf	2.9 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR RECETTES 2025_2026 20 A 99 NOIR ET BLANC.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_12.pdf	application/pdf	2.5 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR RECETTES 2025_2026 100 A 123 NOIR ET BLANC.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_13.pdf	application/pdf	2.9 Mo
Document principal (Document budgétaire) Nom original : RAR RECETTES 2025_2026 100 A 123 NOIR ET BLANC.pdf	application/pdf	2.9 Mo

Nom métier :
99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D14-BF-1-1_14.pdf

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	1 juillet 2026 à 15h43min09s	Dépôt initial
En attente de transmission	1 juillet 2026 à 15h43min47s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	1 juillet 2026 à 15h43min53s	Transmis au MI
Acquittement reçu	1 juillet 2026 à 15h45min14s	Reçu par le MI le 2026-07-01

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D15-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
DELIBERATION N°24062026/D15
FINANCES PUBLIQUES : Affectation du Résultat 2025

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D15-BF

M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D15-BF

M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D15-BF

DELIBERATION N°24062026/D15 - FINANCES PUBLIQUES : Affectation du Résultat 2025

Exposé et proposition - Rapport de M David CALCOEN - Vice-Président chargé des finances

Le Comité syndical est invité à affecter le résultat 2025 comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT EXERCICE 2025

SECTION D' INVESTISSEMENT

	Résultat de l'année	-426 380,33 €
+	Résultat antérieur	1 788 422,43 €
=	Résultat cumulé	1 362 042,10 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Résultat de l'année	1 156 936,14 €
+	Résultat antérieur	1 485 634,87 €
-	Part affectée à l' investissement (c/ 1068)	816 251,88 €
=	Résultat cumulé	1 826 319,13 €

BESOIN DE FINANCEMENT

	Résultat cumulé de la section d' investissement	1 362 042,10 €
+	restes a réaliser en recettes	3 158 659,21 €
-	Dépenses engagées non mandatées	4 142 375,74 €
=	Montant à prendre en compte pour l'affectation	378 325,57 €
	BESOIN DE FINANCEMENT REEL (1068)	0,00 €

BUDGET 2026

Ligne budgétaire 001 débit	0,00 €
Ligne budgétaire 001 crédit	1 362 042,10 €
Ligne budgétaire 002 Débit	0,00 €
Ligne budgétaire 002 Crédit	1 826 319,13 €
Compte 1068 (Crédit)	0,00 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D15-BF

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance

Jean-Luc CLEENWERCK
Président du Territoire d'Energie Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 26/06/2026 à 18:31:08 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 26/06/2026 à 14:41:28 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D15**
Objet :	**AFFECTATION DU RESULTAT 2025**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Documents budgétaires et financiers
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D15-BF
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20260624-24062026_D15-BF-1-1_0.xml	text/xml	984 o
Annexe (Délibération) Nom original : DELIB TE FLANDRE 24062026_D15 AFFECTATION DU RESUTAT 2025 SIGNEE.pdf Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D15-BF-1-1_1.pdf	application/pdf	1.2 Mo
Annexe (Délibération) Nom original : EMARGEMENTS CS 24 06 2026.pdf Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D15-BF-1-1_2.pdf	application/pdf	9.7 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	1 juillet 2026 à 15h47min55s	Dépôt initial
En attente de transmission	1 juillet 2026 à 15h48min01s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	1 juillet 2026 à 15h48min04s	Transmis au MI
Acquittement reçu	1 juillet 2026 à 15h48min19s	Reçu par le MI le 2026-07-01

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
DELIBERATION N°24062026/D16
FINANCES PUBLIQUES : Budget Supplémentaire 2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DELIBERATION N°24062026/D16 - FINANCES PUBLIQUES : Budget Supplémentaire 2026

Exposé et proposition – Rapport de M David CALCOEN – Vice-Président chargé des finances

Vu les orientations budgétaires adoptées lors du comité du 4 décembre 2025,

Vu le budget primitif adopté lors du comité du 12 février 2026,

Vu l'affectation du résultat 2025,

Le Comité syndical est invité à prendre connaissance et à approuver le budget supplémentaire 2026 tel que présenté en annexe.

Il s'équilibre en dépenses et en recettes à 8 640 750,57€.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du Territoire d'Energie Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 26/06/2026 à 18:29:54 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 26/06/2026 à 12:36:37 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Syndicat intercommunal à vocation multiple : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20003689500015

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPALE D'HAZEBROUCK

M. 57

Budget supplémentaire
Voté par nature

BUDGET : TERRITOIRE D'ENERGIE FLANDRE (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 34
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 37
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 41

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 43
A1.01 - Opérations non ventilables 46
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 47
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 50
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 51
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 52
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 55
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 58
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 61
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 62
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 65
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 67
A1.908 - Fonction 8 - Transports 70
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 74
A2.01 - Opérations non ventilables 76
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 77
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 83
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 84
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 85
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 88
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 91
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 94
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 95
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 96
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 99
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 101
A2.938 - Fonction 8 - Transports 104

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 108
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 109
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 114
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 116

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 117
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 119
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 120
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 121
B3.1 - Etat des provisions constituées 122
B3.2 - Etalement des provisions 124
B4 - Etat des charges transférées 125
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 126
B6 - Prêts 168
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 169
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 170
B7.3 - Etat des emprunts garantis 171
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 173
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 174
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 175
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 176
B7.8 - Autres engagements donnés 177
B7.9 - Autres engagements reçus 178
B8 - Subventions versées 179
B9 - Etat du personnel 180
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 183
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 184
B11.2 - Liste des établissements publics créés 185
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 186

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 187
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 189
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 190

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 192
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 193
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 194
D3 - Décisions en matière de taux 196
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 197
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 199
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 201
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 202

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 203

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0,00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0,00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	20,85 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	97,22 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	171,87 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	28,75 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	21 735 279,23	22 465 835,04	2 457 805,42	A1	3 188 361,23
Investissement	14 933 086,49	14 506 706,16	(2) 1 788 422,43	A2	1 362 042,10
Fonctionnement	6 802 192,74	7 959 128,88	(3) 669 382,99	A3	1 826 319,13

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	4 142 375,74	III + IV	3 158 659,21	B1	-983 716,53
Investissement	I	4 142 375,74	III	3 158 659,21	B2	-983 716,53
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	2 204 644,70
Investissement	**A2 + B2**	378 325,57
Fonctionnement	**A3 + B3**	1 826 319,13

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **4 142 375,74**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**153 854,83**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**69 263,84**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**3 080 673,58**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**838 583,49**
4581107	OMBRIERES	223 083,37
4581108	RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE	18 416,38
4581113	TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE	83 546,40
4581701	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL	22 502,64
458177	ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER	60 204,00
458192	RESEAUX CCFL	303 260,54
458193	TERRAINS SPORTS COMMUNES	100 556,16
458198	ACTEE + CHENE 1 A 6	27 014,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**3 158 659,21**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**2 389 868,72**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**768 790,49**
4582103	ETUDE RCU CCFL	13 272,00
4582107	OMBRIERES	223 083,37
4582108	RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE	18 416,38
4582113	TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE	83 546,40
4582701	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL	22 502,64
458292	RESEAUX CCFL	303 260,54
458293	TERRAINS SPORTS COMMUNES	100 556,16
458298	ACTEE + CHENE 1 A 6	4 153,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	2 666 555,70	2 288 230,13
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	4 142 375,74	3 158 659,21
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 362 042,10
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	6 808 931,44	6 808 931,44

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	1 831 819,13	5 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 826 319,13
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	1 831 819,13	1 831 819,13

TOTAL DU BUDGET (5)	8 640 750,57	8 640 750,57

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	**Libellé**		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	177 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	197 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	100 000,00	153 854,83	0,00	0,00	253 854,83
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	668 500,00	69 263,84	76 995,70	76 995,70	814 759,54
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	4 515 938,00	3 080 673,58	2 466 560,00	2 466 560,00	10 063 171,58
Total des dépenses d'équipement		**5 461 438,00**	**3 303 792,25**	**2 563 555,70**	**2 563 555,70**	**11 328 785,95**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	969 400,00	0,00	66 000,00	66 000,00	1 035 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 106 500,00	0,00	0,00	0,00	2 106 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
Total des dépenses financières		**3 084 900,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**	**3 150 900,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	1 993 000,00	838 583,49	37 000,00	37 000,00	2 868 583,49
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 539 338,00**	**4 142 375,74**	**2 666 555,70**	**2 666 555,70**	**17 348 269,44**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*500 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***500 000,00***		***0,00***	***0,00***	***500 000,00***

TOTAL	**11 039 338,00**	**4 142 375,74**	**2 666 555,70**	**2 666 555,70**	**17 848 269,44**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 848 269,44**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 856 200,00	2 241 020,63	796 411,00	796 411,00	4 893 631,63
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 856 200,00**	**2 241 020,63**	**796 411,00**	**796 411,00**	**7 893 631,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	650 000,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	94 000,00	148 848,09	0,00	0,00	242 848,09
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**744 000,00**	**148 848,09**	**0,00**	**0,00**	**892 848,09**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	2 271 400,00	768 790,49	1 000,00	1 000,00	3 041 190,49
Total des recettes réelles d'investissement		**7 871 600,00**	**3 158 659,21**	**797 411,00**	**797 411,00**	**11 827 670,21**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*967 738,00*		*1 490 819,13*	*1 490 819,13*	*2 458 557,13*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*2 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 200 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 167 738,00***		***1 490 819,13***	***1 490 819,13***	***4 658 557,13***
TOTAL		**11 039 338,00**	**3 158 659,21**	**2 288 230,13**	**2 288 230,13**	**16 486 227,34**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**1 362 042,10**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 848 269,44**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**4 158 557,13**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II
C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	900 000,00	0,00	286 000,00	286 000,00	1 186 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	1 150 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00	1 205 000,00
014	Atténuations de produits	2 930 000,00	0,00	0,00	0,00	2 930 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 130 000,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**	**5 471 000,00**
66	Charges financières	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	19 500,00		0,00	0,00	19 500,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 439 500,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**	**5 780 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*967 738,00*		*1 490 819,13*	*1 490 819,13*	*2 458 557,13*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*2 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 200 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***3 167 738,00***		***1 490 819,13***	***1 490 819,13***	***4 658 557,13***
TOTAL		**8 607 238,00**	**0,00**	**1 831 819,13**	**1 831 819,13**	**10 439 057,13**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**10 439 057,13**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	215 000,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	225 700,00	0,00	100 000,00	100 000,00	325 700,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 137 538,00	0,00	172 000,00	172 000,00	6 309 538,00
74	Dotations et participations (4)	1 043 000,00	0,00	-272 000,00	-272 000,00	771 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	474 000,00	0,00	0,00	0,00	474 000,00
Total des recettes de gestion courante		**8 095 238,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 095 238,00**
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		5 500,00	5 500,00	5 500,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**8 107 238,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**8 112 738,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*500 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***500 000,00***		***0,00***	***0,00***	***500 000,00***

TOTAL	**8 607 238,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**8 612 738,00**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE	**1 826 319,13**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**10 439 057,13**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**4 158 557,13**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	66 000,00	*0,00*	66 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	20 000,00	*0,00*	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	153 854,83	*0,00*	*153 854,83*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	146 259,54	*0,00*	146 259,54
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	5 547 233,58	*0,00*	*5 547 233,58*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	875 583,49	*0,00*	875 583,49
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**6 808 931,44**	***0,00***	**6 808 931,44**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 808 931,44**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	286 000,00		286 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	55 000,00		55 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 490 819,13*	1 490 819,13
	Dépenses de fonctionnement – Total	**341 000,00**	***1 490 819,13***	**1 831 819,13**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 831 819,13**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	3 186 279,72	*0,00*	3 186 279,72
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	769 790,49	*0,00*	769 790,49
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*1 490 819,13*	1 490 819,13
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**3 956 070,21**	***1 490 819,13***	**5 446 889,34**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**1 362 042,10**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 808 931,44**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	100 000,00		100 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	172 000,00		172 000,00
74	Dotations et participations (8)	-272 000,00		-272 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	5 500,00	*0,00*	5 500,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**5 500,00**	***0,00***	**5 500,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
R 002 RESULTAT REPORTE			1 826 319,13
=			
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			1 831 819,13

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III
A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 039 338,00**	**4 142 375,74**	**0,00**	**2 666 555,70**	**2 666 555,70**	**0,00**	**2 666 555,70**	**6 808 931,44**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	177 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	100 000,00	153 854,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 854,83
21	Immobilisations corporelles	668 500,00	69 263,84	0,00	76 995,70	76 995,70	0,00	76 995,70	146 259,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 515 938,00	3 080 673,58	0,00	2 466 560,00	2 466 560,00	0,00	2 466 560,00	5 547 233,58
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 461 438,00**	**3 303 792,25**	**0,00**	**2 563 555,70**	**2 563 555,70**	**0,00**	**2 563 555,70**	**5 867 347,95**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	969 400,00	0,00		66 000,00	66 000,00		66 000,00	66 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 106 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 084 900,00**	**0,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 993 000,00	838 583,49	0,00	37 000,00	37 000,00	0,00	37 000,00	875 583,49
Total des dépenses réelles		**10 539 338,00**	**4 142 375,74**	**0,00**	**2 666 555,70**	**2 666 555,70**	**0,00**	**2 666 555,70**	**6 808 931,44**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**500 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**6 808 931,44**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**11 039 338,00**	**3 158 659,21**	**2 288 230,13**	**2 288 230,13**	**5 446 889,34**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 856 200,00	2 241 020,63	796 411,00	796 411,00	3 037 431,63
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 856 200,00**	**2 241 020,63**	**796 411,00**	**796 411,00**	**3 037 431,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	94 000,00	148 848,09	0,00	0,00	148 848,09
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**744 000,00**	**148 848,09**	**0,00**	**0,00**	**148 848,09**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	2 271 400,00	768 790,49	1 000,00	1 000,00	769 790,49
Total des recettes réelles		**7 871 600,00**	**3 158 659,21**	**797 411,00**	**797 411,00**	**3 956 070,21**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*967 738,00*		*1 490 819,13*	*1 490 819,13*	*1 490 819,13*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*2 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***3 167 738,00***		***1 490 819,13***	***1 490 819,13***	***1 490 819,13***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**1 362 042,10**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**6 808 931,44**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 039 338,00**	**4 142 375,74**	**0,00**	**2 666 555,70**	**2 666 555,70**	**0,00**	**2 666 555,70**	**6 808 931,44**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	177 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2031	Frais d'études	130 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	6 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	40 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	100 000,00	153 854,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 854,83
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	153 854,83		0,00	0,00	0,00	0,00	153 854,83
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	668 500,00	69 263,84	0,00	76 995,70	76 995,70	0,00	76 995,70	146 259,54
21318	Autres bâtiments publics	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	30 000,00	2 060,00		0,00	0,00	0,00	0,00	2 060,00
21538	Autres réseaux	302 000,00	64 996,20		66 995,70	66 995,70	0,00	66 995,70	131 991,90
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	15 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	5 000,00	2 207,64		0,00	0,00	0,00	0,00	2 207,64
2188	Autres immobilisations corporelles	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 515 938,00	3 080 673,58	0,00	2 466 560,00	2 466 560,00	0,00	2 466 560,00	5 547 233,58
2315	Install., matériel et outill. technique	4 515 938,00	3 080 673,58		2 466 560,00	2 466 560,00	0,00	2 466 560,00	5 547 233,58
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**5 461 438,00**	**3 303 792,25**	**0,00**	**2 563 555,70**	**2 563 555,70**	**0,00**	**2 563 555,70**	**5 867 347,95**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	969 400,00	0,00		66 000,00	66 000,00		66 000,00	66 000,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	20 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1388	Autres fonds non transférables	949 000,00	0,00		61 000,00	61 000,00		61 000,00	61 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	2 106 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 106 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	8 000,00	0,00		-8 000,00	-8 000,00	0,00	-8 000,00	-8 000,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 084 900,00**	**0,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	1 993 000,00	838 583,49	0,00	37 000,00	37 000,00	0,00	37 000,00	875 583,49
4581102	TRAVAUX MONT NOIR DEPARTEMENT	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581103	ETUDE RCU CCFL	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581104	ADDUCTION DECHETERIE SMICTOM HAZEBROUCK	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581107	OMBRIERES	300 000,00	223 083,37		0,00	0,00	0,00	0,00	223 083,37
4581108	RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE	0,00	18 416,38		0,00	0,00	0,00	0,00	18 416,38
4581113	TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE	0,00	83 546,40		0,00	0,00	0,00	0,00	83 546,40
4581502	ACTEE II PORTAGE SE 60	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581503	ACTEE II PORTAGE FDE 80	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
4581701	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL	0,00	22 502,64		0,00	0,00	0,00	0,00	22 502,64
4581702	RESEAUX CCHF	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458177	ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER	550 000,00	60 204,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	90 204,00
458179	CEE COMMUNES	5 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
458185	ACTEE I OP MAITRISE OEUVRE COMMUNES	238 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458188	RESEAUX HAZEBROUCK	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458189	AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF FIOUL GAZ	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458191	RESEAUX CACF (AVANT CCFI)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458192	RESEAUX CCFL	210 000,00	303 260,54		0,00	0,00	0,00	0,00	303 260,54
458193	TERRAINS SPORTS COMMUNES	300 000,00	100 556,16		0,00	0,00	0,00	0,00	100 556,16
458198	ACTEE + CHENE 1 A 6	280 000,00	27 014,00		0,00	0,00	0,00	0,00	27 014,00
458298	ACTEE + CHENE 1 A 6	0,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
Total des dépenses réelles		**10 539 338,00**	**4 142 375,74**	**0,00**	**2 666 555,70**	**2 666 555,70**	**0,00**	**2 666 555,70**	**6 808 931,44**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*40 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*50 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*363 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*11 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*6 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139362	*Dotation de soutien à l'invest local*	*30 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**500 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**11 039 338,00**	**3 158 659,21**	**2 288 230,13**	**2 288 230,13**	**5 446 889,34**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 856 200,00	2 241 020,63	796 411,00	796 411,00	3 037 431,63
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	40 000,00	424 859,04	0,00	0,00	424 859,04
1313	Subv. transf. Départements	30 000,00	397 677,50	91 411,00	91 411,00	489 088,50
13148	Subv. transf. Autres communes	1 496 200,00	907 220,78	705 000,00	705 000,00	1 612 220,78
13158	Subv. transf. Autres groupements	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	270 000,00	260 000,00	0,00	0,00	260 000,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	251 263,31	0,00	0,00	251 263,31
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 856 200,00**	**2 241 020,63**	**796 411,00**	**796 411,00**	**3 037 431,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	94 000,00	148 848,09	0,00	0,00	148 848,09
1388	Autres fonds non transférables	94 000,00	148 848,09	0,00	0,00	148 848,09
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**744 000,00**	**148 848,09**	**0,00**	**0,00**	**148 848,09**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	2 271 400,00	768 790,49	1 000,00	1 000,00	769 790,49
Total des recettes réelles		**7 871 600,00**	**3 158 659,21**	**797 411,00**	**797 411,00**	**3 956 070,21**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*967 738,00*		*1 490 819,13*	*1 490 819,13*	*1 490 819,13*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28031	*Frais d'études*	*15 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*6 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*120 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*2 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*210 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 430 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*1 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*82 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*20 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*25 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*8 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***3 167 738,00***		***1 490 819,13***	***1 490 819,13***	***1 490 819,13***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 607 238,00**	**0,00**	**0,00**	**1 831 819,13**	**1 831 819,13**	**0,00**	**1 831 819,13**	**1 831 819,13**
011	Charges à caractère général (4)	900 000,00	0,00	0,00	286 000,00	286 000,00	0,00	286 000,00	286 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	1 150 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
014	Atténuations de produits	2 930 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**
66	Charges financières	280 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	19 500,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**309 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5 439 500,00**	**0,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*967 738,00*			*1 490 819,13*	*1 490 819,13*		*1 490 819,13*	*1 490 819,13*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*2 200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 167 738,00**			**1 490 819,13**	**1 490 819,13**		**1 490 819,13**	**1 490 819,13**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 831 819,13**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 607 238,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**5 500,00**
013	Atténuations de charges (3)	215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	225 700,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 137 538,00	0,00	172 000,00	172 000,00	172 000,00
74	Dotations et participations (3)	1 043 000,00	0,00	-272 000,00	-272 000,00	-272 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	474 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**8 095 238,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		5 500,00	5 500,00	5 500,00
Total des recettes financières		**12 000,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**5 500,00**
Total des recettes réelles		**8 107 238,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**5 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**500 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**1 826 319,13**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 831 819,13**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 607 238,00**	**0,00**	**0,00**	**1 831 819,13**	**1 831 819,13**	**0,00**	**1 831 819,13**	**1 831 819,13**
011	Charges à caractère général (5)	900 000,00	0,00	0,00	286 000,00	286 000,00	0,00	286 000,00	286 000,00
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
61351	Matériel roulant	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	6 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	420 300,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
61551	Entretien matériel roulant	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	27 000,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
6161	Multirisques	35 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	110 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	12 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
6228	Divers	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6231	Annonces et insertions	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (BP N + Vote) III = I + II
6232	Fêtes et cérémonies	7 000,00	0,00		27 000,00	27 000,00	0,00	27 000,00	27 000,00
6234	Réceptions	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	2 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6237	Publications	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	18 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	3 000,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6288	Autres services extérieurs	1 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	1 150 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
6218	Autre personnel extérieur	30 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
6331	Versement mobilité	7 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	426 200,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	12 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	270 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	83 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	150 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	TOTAL (BP/BS) Vote) III = I + II
6454	Cotisations à l'assurance chômage	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	60 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	38 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	2 930 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	2 930 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	105 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	6 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	16 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	1 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**
66	Charges financières	280 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	250 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	19 500,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	19 500,00			0,00	0,00		0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (BP/BS) Vote) III = I + II
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**309 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5 439 500,00**	**0,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**	**0,00**	**341 000,00**	**341 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*967 738,00*			*1 490 819,13*	*1 490 819,13*		*1 490 819,13*	*1 490 819,13*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*2 200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 167 738,00**			**1 490 819,13**	**1 490 819,13**		**1 490 819,13**	**1 490 819,13**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	30 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 607 238,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**5 500,00**
013	Atténuations de charges (4)	215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	225 700,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	195 700,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
706888	Autres	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 137 538,00	0,00	172 000,00	172 000,00	172 000,00
73111	Impôts directs locaux	2 994 538,00	0,00	172 000,00	172 000,00	172 000,00
73118	Autres contributions directes	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	3 134 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	1 043 000,00	0,00	-272 000,00	-272 000,00	-272 000,00
744	FCTVA	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	572 000,00	0,00	-272 000,00	-272 000,00	-272 000,00
74748	Participation autres communes	405 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	474 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	284 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**8 095 238,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vo... l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		5 500,00	5 500,00	5 500,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		5 500,00	5 500,00	5 500,00
Total des recettes réelles		**8 107 238,00**	**0,00**	**5 500,00**	**5 500,00**	**5 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**500 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**2 912 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 029 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	163 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	296 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	1 414 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**3 940 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	134 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	1 656 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**5 058 493,70**	**0,00**	**5 235 400,00**	**0,00**		**13 205 893,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	5 000,00	0,00	1 000,00	0,00		1 035 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	2 106 500,00	0,00		2 106 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	33 900,00	0,00		197 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	100 000,00	0,00		100 000,00
21	Immobilisations corporelles	368 995,70	0,00	80 000,00	0,00		745 495,70
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 224 498,00	0,00	2 758 000,00	0,00		6 982 498,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		8 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	460 000,00	0,00	156 000,00	0,00		2 030 000,00
RECETTES		**1 008 911,00**	**0,00**	**3 719 700,00**	**0,00**		**8 669 011,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		650 000,00
13	Subventions d'investissement	548 911,00	0,00	2 063 700,00	0,00		2 746 611,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00		3 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	460 000,00	0,00	156 000,00	0,00		2 272 400,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 912 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	20 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	1 009 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	103 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	46 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	1 414 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 940 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	94 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	1 656 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 912 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 009 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 100,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 500,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 940 400,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 656 400,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 058 493,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	368 995,70	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	4 224 498,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 008 911,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	548 911,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 058 493,70**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 995,70
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 224 498,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 008 911,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 911,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 235 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 235 400,00**
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 106 500,00	0,00	0,00	0,00	2 106 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	33 900,00	0,00	0,00	0,00	33 900,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 758 000,00	0,00	0,00	0,00	2 758 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 719 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 719 700,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 793 700,00	0,00	0,00	0,00	1 793 700,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**4 777 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	463 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	2 930 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	19 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**4 168 038,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	3 175 538,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	735 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**572 700,00**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**		**5 780 500,00**
011	Charges à caractère général	0,00	572 700,00	0,00	150 000,00	0,00		1 186 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 205 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 930 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		150 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00		280 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		19 500,00
RECETTES		**0,00**	**76 000,00**	**0,00**	**3 868 700,00**	**0,00**		**8 112 738,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		215 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	300 700,00	0,00		325 700,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	3 134 000,00	0,00		6 309 538,00
74	Dotations et participations	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00		771 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	40 000,00	0,00	434 000,00	0,00		474 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 500,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**4 747 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	177 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	62 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	11 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	19 400,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	18 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	810 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	129 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	19 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	2 930 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 168 038,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
641	Rémunérations du personnel	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	3 175 538,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	031 Assemblée délibérante	03 Conseils							
			032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils							
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 777 800,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 900,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 400,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 400,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 300,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	810 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 500,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 930 000,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	CHAPITRE
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 168 038,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 175 538,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**572 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	570 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**572 700,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570 300,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 868 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 868 700,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	295 700,00	0,00	0,00	0,00	295 700,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	3 134 000,00	0,00	0,00	0,00	3 134 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	0,00	0,00	434 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**13 175 762,90**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 175 762,90									
10001980731	Ste CREDIT AGRICOLE	09/07/2021		26/10/2021	750 000,00	F		0,330	0,333		T	X Echéance constante		A-1
10003326139	Ste CREDIT AGRICOLE	20/12/2024		28/03/2025	2 000 000,00	F		2,950	2,990		T	X Echéance constante		A-1
8167572	SA CAISSE D'EPARGNE	01/11/2020		25/07/2021	56 616,90	F		5,500	7,576		A	X Echéance constante		A-1
99149085030	Ste CREDIT AGRICOLE	18/07/2012		01/10/2013	100 000,00	F		5,570	5,583		A	X Echéance constante		A-1
INTRACTING BAILLEUL T1 119561	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - BANQUE DES TERRITOIRES	26/03/2024		05/07/2025	628 936,00	F		2,000	2,959		A	X Echéance constante		A-1
INTRACTING BAILLEUL T2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - BANQUE DES TERRITOIRES	26/03/2024		01/09/2026	628 936,00	F		2,000	1,997		A	X Echéance constante		A-1
INTRACTING MERVILLE 185875	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - BANQUE DES TERRITOIRES	10/03/2026		06/06/2027	1 061 274,00	F		2,850	2,881		T	X Echéance constante		A-1
MON536687EUR (AVANT MON534868EUR)	SA CAFFIL	20/11/2020		01/04/2021	950 000,00	F		0,330	0,333		T	X Echéance constante		A-1
MON546565EUR (AVANT MON545772EUR)	SA CAFFIL	29/09/2023		01/02/2024	2 000 000,00	F		4,080	4,168		T	X Echéance constante		A-1
MON552629EUR (AVANT MON551654EUR)	SA CAFFIL	14/04/2025		01/09/2025	5 000 000,00	F		3,160	3,196		T	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Mode de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**13 175 762,90**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**8 819 213,86**					**2 010 046,74**	**247 134,54**	**0,00**	**24 887,89**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		8 819 213,86					2 010 046,74	247 134,54	0,00	24 887,89
10001980731		0,00	A-1	113 290,15	0,08	F		0,333	113 290,15	186,98	0,00	0,00
10003326139		0,00	A-1	1 623 161,27	3,50	F		2,990	388 079,06	43 616,42	0,00	303,62
8167572		0,00	A-1	18 394,06	1,08	F		7,576	8 950,89	1 011,67	0,00	223,63
99149085030		0,00	A-1	18 461,51	1,33	F		5,583	8 980,65	1 028,31	0,00	130,55
INTRACTING BAILLEUL T1 119561		0,00	A-1	586 093,92	11,08	F		2,959	43 698,92	11 721,88	0,00	5 273,28
INTRACTING BAILLEUL T2		0,00	A-1	628 936,00	11,25	F		1,997	46 893,21	12 578,72	0,00	3 847,95
INTRACTING MERVILLE 185875		0,00	A-1	0,00	13,75	F		2,881	0,00	0,00	0,00	0,00
MON536687EUR (AVANT MON534868EUR)		0,00	A-1	47 873,11	0,00	F		0,333	47 873,11	39,43	0,00	0,00
MON546565EUR (AVANT MON545772EUR)		0,00	A-1	1 248 342,76	2,42	F		4,168	399 341,63	44 874,13	0,00	5 676,99
MON552629EUR (AVANT MON551654EUR)		0,00	A-1	4 534 661,08	4,00	F		3,196	952 939,12	132 077,00	0,00	9 431,87
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**8 819 213,86**					**2 010 046,74**	**247 134,54**	**0,00**	**24 887,89**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	10	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	8 819 213,86	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV
B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		16-09-2013
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2042 Subv. d'équipement versées aux personnes de droit privé	5	16/09/2013
L	204412 Subv nature org publics - Bâtiments et installations	15	16/09/2013
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	16/09/2013
L	2182 Matériel de transport	5	16/09/2013
L	2183 Matériel de bureau et matériel informatique	3	16/09/2013
L	2184 Mobilier	5	16/09/2013
L	2188 Autres immobilisations corporelles	15	16/09/2013

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**15 711,00**	**15 711,00**	**0,00**	**15 711,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**15 711,00**	**15 711,00**	**0,00**	**15 711,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FCT COMPTE EPARGNE TEMPS	0,00	06/05/2025	15 711,00	15 711,00	0,00	15 711,00
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Mo... reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		15 711,00	15 711,00	0,00	15 711,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		15 711,00	15 711,00	0,00	15 711,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS

IV
B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

IV
B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 45801	Intitulé de l'opération : RESEAUX Cappelle Brouck			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**6 784,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458101 Dépenses nouvelles (5)	6 784,78	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 784,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45802	Intitulé de l'opération : RESEAUX Oost Cappel			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**22 096,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458102 Dépenses nouvelles (5)	22 096,26	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**22 096,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45802	Intitulé de l'opération : RESEAUX Oost Cappel			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45803	Intitulé de l'opération : RESEAUX St Momelin			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**28 235,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458103 Dépenses nouvelles (5)	28 235,50	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 235,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45804	Intitulé de l'opération : RESEAUX Renescure			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458104 Dépenses nouvelles (5)	38 511,61	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458204 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	38 511,61	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45804	Intitulé de l'opération : RESEAUX Renescure			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**38 511,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45805	Intitulé de l'opération : RESEAUX Ledringhem			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458105 Dépenses nouvelles (5)	25 933,61	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458205 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	25 933,61	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**25 933,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45806	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458106 Dépenses nouvelles (5)	27 615,23	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45806	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
458206 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	27 615,23	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**27 615,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45807	Intitulé de l'opération : RESEAUX Le Doulieu			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458107 Dépenses nouvelles (5)	24 270,71	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458207 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	24 270,71	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**24 270,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45808	Intitulé de l'opération : RESEAUX Eringhem			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458108 Dépenses nouvelles (5)	9 902,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45808	Intitulé de l'opération : RESEAUX Eringhem			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Dépenses nettes (a – c)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458208 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	9 902,24	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**9 902,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45809	Intitulé de l'opération : RESEAUX Thiennes			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458109 Dépenses nouvelles (5)	55 794,08	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458209 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	55 794,08	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**55 794,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45810	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458110 Dépenses nouvelles (5)	2 706,74	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
Date de la délibération :
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45810	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458210 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 706,74	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 706,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458100	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582100 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 200,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 4581001	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45811001 Dépenses nouvelles (5)	1 200,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 4581001	Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45821001 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458101	Intitulé de l'opération : RESEAUX HONDEGHEM			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581101 Dépenses nouvelles (5)	600,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	600,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458102	Intitulé de l'opération : TRAVAUX MONT NOIR DEPARTEMENT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 458102	Intitulé de l'opération : TRAVAUX MONT NOIR DEPARTEMENT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**79 240,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581102 (5)	72 428,40	0,00	0,00	0,00
4581102 Dépenses nouvelles (5)	6 812,40	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**79 240,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**79 240,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	79 240,80	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**79 240,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458103	Intitulé de l'opération : ETUDE RCU CCFL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**17 077,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581103 Dépenses nouvelles (5)	17 077,50	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**17 077,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 805,50**	**13 272,00**	**0,00**	**13 272,00**
4582103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 805,50	13 272,00	0,00	13 272,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 805,50**	**13 272,00**	**0,00**	**13 272,00**

N° opération : 458104	Intitulé de l'opération : ADDUCTION DECHETERIE SMICTOM HAZEBROUCK	Date de la délibération :

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581104 Dépenses nouvelles (5)	3 258,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 258,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 258,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458107 **Intitulé de l'opération : OMBRIERES** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**71 619,29**	**223 083,37**	**0,00**	**223 083,37**
4581107 Dépenses nouvelles (5)	71 619,29	223 083,37	0,00	223 083,37
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**71 619,29**	**223 083,37**	**0,00**	**223 083,37**
RECETTES (b)	**71 619,29**	**223 083,37**	**0,00**	**223 083,37**
4582107 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	71 619,29	223 083,37	0,00	223 083,37
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**71 619,29**	**223 083,37**	**0,00**	**223 083,37**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 458108	Intitulé de l'opération : RESEAUX CACF POLE GARE STRAZEELE			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**28 070,86**	**18 416,38**	**0,00**	**18 416,38**
4581108 Dépenses nouvelles (5)	28 070,86	18 416,38	0,00	18 416,38
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 070,86**	**18 416,38**	**0,00**	**18 416,38**
RECETTES (b)	**28 070,86**	**18 416,38**	**0,00**	**18 416,38**
4582108 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	28 070,86	18 416,38	0,00	18 416,38
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**28 070,86**	**18 416,38**	**0,00**	**18 416,38**

N° opération : 45811	Intitulé de l'opération : RESEAUX Bierne			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458111 Dépenses nouvelles (5)	30 676,29	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458211 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	24 541,03	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	6 135,26	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 676,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458113	Intitulé de l'opération : TRAVAUX EP ESTAIRES SOUS MAITRISE OUVRAGE DELEGUEE			Date de la délibération :
	Pour mémoire	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**0,00**	**83 546,40**	**0,00**	**83 546,40**
4581113 Dépenses nouvelles (5)	0,00	83 546,40	0,00	83 546,40
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**83 546,40**	**0,00**	**83 546,40**
RECETTES (b)	**0,00**	**83 546,40**	**0,00**	**83 546,40**
4582113 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	83 546,40	0,00	83 546,40
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**83 546,40**	**0,00**	**83 546,40**

N° opération : 45812	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Merckeghem**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458112 Dépenses nouvelles (5)	50 830,58	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458212 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	50 830,58	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**50 830,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45813	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Nieppe**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458113 Dépenses nouvelles (5)	106 802,57	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458213 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	106 802,57	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**106 802,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45814	**Intitulé de l'opération : RESEAUX St Sylvestre Cappel**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**25 383,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458114 Dépenses nouvelles (5)	25 383,51	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**25 383,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 578,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
458114 Annulations sur recettes (d) (5)	1 578,23	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458201	**Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2017**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581201 (5)	1 200,00	0,00	0,00	0,00
4581201 Dépenses nouvelles (5)	600,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 800,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458202 **Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2018** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581202 Dépenses nouvelles (5)	600,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582202 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	600,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458203 **Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF 2019** **Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581203 Dépenses nouvelles (5)	2 400,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582203 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 400,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45822 **Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem Phase2** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458122 Dépenses nouvelles (5)	23 353,83	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	23 353,83	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**23 353,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45823	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hondeghem Phase3			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458123 Dépenses nouvelles (5)	20 767,81	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	20 767,81	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**20 767,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45824	Intitulé de l'opération : RESEAUX St Sylvestre Cappel Phase3			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**56 695,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458124 Dépenses nouvelles (5)	56 695,85	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**56 695,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45825	Intitulé de l'opération : RESEAUX Hardifort La Trompe			Date de la délibération :
	Pour mémoire	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458125 Dépenses nouvelles (5)	44 342,59	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	44 342,59	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**44 342,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45826	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Rubrouck**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458126 Dépenses nouvelles (5)	40 475,65	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	40 475,65	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**40 475,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458301	**Intitulé de l'opération : AIDE CEE REVERSEE AUX COMMUNES**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581301 (5)	38 523,31	0,00	0,00	0,00
4581301 Dépenses nouvelles (5)	431 915,15	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582301 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	470 438,46	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**470 438,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458303	**Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581303 Dépenses nouvelles (5)	9 247,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582303 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	8 868,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	379,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**9 247,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45831	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Merris**	**Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 433,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458131 Dépenses nouvelles (5)	1 433,70	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 433,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45833 **Intitulé de l'opération : RESEAUX Wemaers Cappel/Zermezeele** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458133 Dépenses nouvelles (5)	43 492,86	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458233 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	43 492,86	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**43 492,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45834	Intitulé de l'opération : RESEAUX Steenvoorde Phase2			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458134 Dépenses nouvelles (5)	5 855,56	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458234 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	5 855,56	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**5 855,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45835	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458135 Dépenses nouvelles (5)	75 341,03	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458235 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	75 341,03	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**75 341,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45836	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI			Date de la délibération :
	Pour mémoire	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458136 Dépenses nouvelles (5)	355 614,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458236 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	355 614,60	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**355 614,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45837	**Intitulé de l'opération : RESEAUX BOLLEZEELE - ROUTE MERCKEGHEM**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458137 Dépenses nouvelles (5)	48 088,01	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458237 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	48 088,01	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**48 088,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45838	**Intitulé de l'opération : RESEAUX WEST CAPPEL - RUE DU RATTEKOT**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458138 Dépenses nouvelles (5)	31 668,49	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458238 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	31 668,49	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**31 668,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45839	**Intitulé de l'opération : RESEAUX WATTEN - RUES ST ANTOINE ET DE LA MONTAGNE**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458139 Dépenses nouvelles (5)	18 734,15	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458239 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	18 734,15	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 734,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458401	**Intitulé de l'opération : ACTEE**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**90 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581401 Dépenses nouvelles (5)	90 705,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**90 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**18 896,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581401 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	18 231,29	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	665,63	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 896,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458402	**Intitulé de l'opération : ACTEE PORTAGE SE 60**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581402 Dépenses nouvelles (5)	290 973,84	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582402 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	290 973,84	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**290 973,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458403	**Intitulé de l'opération : ACTEE PORTAGE FDE 80**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581403 Dépenses nouvelles (5)	194 963,33	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582403 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	194 963,33	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**194 963,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45842	**Intitulé de l'opération : RESEAUX CROCHTE - RUE DU COLLEGE**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458142 Dépenses nouvelles (5)	3 727,18	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458242 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 727,18	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 727,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45844	**Intitulé de l'opération : RESEAUX NEUF BERQUIN - RUE CHARLES CAPELLE**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458144 Dépenses nouvelles (5)	6 487,30	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458244 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	6 487,30	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**6 487,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45845	**Intitulé de l'opération : RESEAUX KILLEM - RUE DE LA BRASSERIE**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**21 507,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458145 Dépenses nouvelles (5)	21 507,89	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**21 507,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45846	**Intitulé de l'opération : RESEAUX ESQUELBECQ - RUE DU STADE**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**28 895,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458146 Dépenses nouvelles (5)	28 895,68	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 895,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458501	**Intitulé de l'opération : ACTEE II**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**173 340,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581501 Dépenses nouvelles (5)	173 340,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**173 340,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**36 112,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581501 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	36 112,69	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**36 112,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458502	**Intitulé de l'opération : ACTEE II PORTAGE SE 60**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**223 506,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581502 Dépenses nouvelles (5)	223 506,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**223 506,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**223 506,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582502 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	223 506,60	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**223 506,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458503	**Intitulé de l'opération : ACTEE II PORTAGE FDE 80**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**787 745,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581503 Dépenses nouvelles (5)	787 745,19	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**787 745,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**787 745,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582503 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	787 745,19	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**787 745,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45851	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Bambecque**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**47 941,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458151 Dépenses nouvelles (5)	47 941,21	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 941,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45852	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Cassel**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**28 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458152 (5)	28 056,00	0,00	0,00	0,00
458152 Dépenses nouvelles (5)	792,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**28 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458252 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	792,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45854	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Eringhem**	**Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458154 Dépenses nouvelles (5)	23 575,86	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458254 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	23 575,86	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**23 575,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45857 **Intitulé de l'opération : RESEAUX Hoymille** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458157 Dépenses nouvelles (5)	68 365,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458257 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	68 365,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**68 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45858	Intitulé de l'opération : RESEAUX Meteren			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458158 Dépenses nouvelles (5)	47 931,62	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458258 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	47 931,62	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**47 931,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45859	Intitulé de l'opération : RESEAUX Noordpeene			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458159 Dépenses nouvelles (5)	49 111,16	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458259 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	49 111,16	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**49 111,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458601	Intitulé de l'opération : ACTEE II PEUPLIER SEQUOIA3 ACTEE			Date de la délibération :
	Pour mémoire	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits	Total (4)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**67 505,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581601 Dépenses nouvelles (5)	67 505,69	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**67 505,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**30 110,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581601 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	30 110,12	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 110,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45861	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Oxelaere**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**18 732,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458161 Dépenses nouvelles (5)	18 732,96	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 732,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45862	**Intitulé de l'opération : RESEAUX Rexpoede**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458162 Dépenses nouvelles (5)	46 471,96	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458262 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	46 471,96	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**46 471,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45866 **Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI Pole Gare de Renescure** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**35 406,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458166 (5)	1 294,85	0,00	0,00	0,00
458166 Dépenses nouvelles (5)	34 111,69	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**35 406,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**30 889,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458266 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	30 889,74	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 889,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45869 **Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI BAILLEUL ZAC** **Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**23 348,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458169 Dépenses nouvelles (5)	23 348,48	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 348,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**19 731,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458269 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	19 731,88	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**19 731,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458701 **Intitulé de l'opération : TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 410,00**	**22 502,64**	**0,00**	**22 502,64**
4581701 Dépenses nouvelles (5)	0,00	22 502,64	0,00	22 502,64
4581701 (5)	1 410,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 410,00**	**22 502,64**	**0,00**	**22 502,64**
RECETTES (b)	**1 410,00**	**22 502,64**	**0,00**	**22 502,64**
4582701 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 410,00	22 502,64	0,00	22 502,64
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 458701	Intitulé de l'opération : TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE A CASSEL			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Recettes nettes (b - d)	**1 410,00**	**22 502,64**	**0,00**	**22 502,64**

N° opération : 458702	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581702 Dépenses nouvelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582702 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45872	Intitulé de l'opération : RESEAUX IRVE CCFI SIEGE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458172 Dépenses nouvelles (5)	4 749,03	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458272 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	4 749,03	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45872	Intitulé de l'opération : RESEAUX IRVE CCFI SIEGE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 749,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45877	Intitulé de l'opération : ACTEE II OP MO - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 ET 3 PEUPLIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**535 209,85**	**60 204,00**	**30 000,00**	**90 204,00**
458177 Dépenses nouvelles (5)	317 424,92	60 204,00	30 000,00	90 204,00
458177 (5)	217 784,93	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**535 209,85**	**60 204,00**	**30 000,00**	**90 204,00**
RECETTES (b)	**595 413,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458277 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	585 625,04	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	9 788,81	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**595 413,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45878	Intitulé de l'opération : EP SMICTOM			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458178 Dépenses nouvelles (5)	64 525,90	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45878	Intitulé de l'opération : EP SMICTOM			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
RECETTES (b)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458278 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	64 525,90	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**64 525,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45879	Intitulé de l'opération : CEE COMMUNES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**4 001,72**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
458179 Dépenses nouvelles (5)	4 001,72	0,00	1 000,00	1 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**4 001,72**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
RECETTES (b)	**4 001,72**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
458279 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	4 001,72	0,00	1 000,00	1 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 001,72**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**

N° opération : 45882	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF 2021			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458182 Dépenses nouvelles (5)	82 053,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45882	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCHF 2021			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458282 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	82 053,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**82 053,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45883	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI 2021			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458183 Dépenses nouvelles (5)	78 530,40	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458283 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	78 530,40	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**78 530,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45885	Intitulé de l'opération : ACTEE I OP MAITRISE OEUVRE COMMUNES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458185 (5)	2 200,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45885	Intitulé de l'opération : ACTEE I OP MAITRISE OEUVRE COMMUNES			
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
458185 Dépenses nouvelles (5)	234 490,54	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458285 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	236 690,54	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**236 690,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45887	Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFI 2022			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**103 302,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458187 Dépenses nouvelles (5)	103 302,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**103 302,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**82 783,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458287 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	82 783,08	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**82 783,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45888	Intitulé de l'opération : RESEAUX HAZEBROUCK			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**496 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458188 Dépenses nouvelles (5)	496 653,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**496 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**496 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458288 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	496 653,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**496 653,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45889 **Intitulé de l'opération : AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF FIOUL GAZ** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**4 485,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458189 Dépenses nouvelles (5)	4 485,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**4 485,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**4 485,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458289 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	4 485,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**4 485,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45891 **Intitulé de l'opération : RESEAUX CACF (AVANT CCFI)** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**283 801,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458191 Dépenses nouvelles (5)	283 801,51	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**283 801,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**283 801,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458291 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	283 801,51	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**283 801,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45892	**Intitulé de l'opération : RESEAUX CCFL**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**303 260,54**	**0,00**	**303 260,54**
458192 Dépenses nouvelles (5)	0,00	126 844,28	0,00	126 844,28
458192 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
458192 Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	176 416,26	0,00	176 416,26
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**126 844,28**	**0,00**	**126 844,28**
RECETTES (b)	**0,00**	**303 260,54**	**0,00**	**303 260,54**
458292 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	303 260,54	0,00	303 260,54
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**303 260,54**	**0,00**	**303 260,54**

N° opération : 45893	**Intitulé de l'opération : TERRAINS SPORTS COMMUNES**	**Date de la délibération :**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**450 855,38**	**100 556,16**	**0,00**	**100 556,16**
458193 Dépenses nouvelles (5)	450 855,38	100 556,16	0,00	100 556,16
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**450 855,38**	**100 556,16**	**0,00**	**100 556,16**
RECETTES (b)	**450 855,38**	**100 556,16**	**0,00**	**100 556,16**
458293 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	450 855,38	100 556,16	0,00	100 556,16
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**450 855,38**	**100 556,16**	**0,00**	**100 556,16**

N° opération : 45894 **Intitulé de l'opération : LUM ACTE REVERST SIDEC SE60 VILLE HAZEBROUCK** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458194 Dépenses nouvelles (5)	109 249,85	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458294 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	109 249,85	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**109 249,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

N° opération : 45896	Intitulé de l'opération : SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458196 Dépenses nouvelles (5)	70 700,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458296 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	70 700,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**70 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45897	Intitulé de l'opération : EFF'ACTE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458197 Dépenses nouvelles (5)	18 485,07	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458297 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	18 485,07	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 485,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45898	Intitulé de l'opération : ACTEE + CHENE 1 A 6			Date de la délibération :
	Pour mémoire	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits	Total (4)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

DEPENSES (a)	**157 119,37**	**27 014,00**	**6 000,00**	**33 014,00**
458198 Dépenses nouvelles (5)	157 119,37	27 014,00	6 000,00	33 014,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**157 119,37**	**27 014,00**	**6 000,00**	**33 014,00**
RECETTES (b)	**144 653,37**	**4 153,00**	**0,00**	**4 153,00**
458298 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	66 228,20	4 153,00	0,00	4 153,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	67 663,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
458198 Annulations sur recettes (d) (5)	10 762,17	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**133 891,20**	**4 153,00**	**0,00**	**4 153,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS

IV
B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	797 600,00	797 600,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**797 600,00**	**797 600,00**											**29 511,24**	**0,00**
BIOGNV WORMHOUT	2025	X Echéance constante	CONTRAT DE PRET BIO GNV WORMHOUT REPRESENTE PAR SEVEN DISTRIBUTION NANTISSEMENT TE FLANDRE	CREDIT COOPERATIF	797 600,00	797 600,00	11,50	M	F		3,700	F		3,700	-		29 511,24	0,00
TOTAL GENERAL					**797 600,00**	**797 600,00**											**29 511,24**	**0,00**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).
(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**8 112 738,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-41 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES

IV
B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**10,00**	**0,00**	**10,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
Adjoint Administratif	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif ppal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif ppal de 2e classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**13,00**	**0,00**	**13,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Adjoint technique	C	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint technique ppal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Agent de maîtrise	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise principal	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Technicien ppal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		23,00	0,00	23,00	15,00	0,00	15,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N — B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
AGENT CONTRACTUEL DE REMPLACEMENT		OTR		0,00	A NON POURVU	CDD
APPRENTI		TECH		0,00	A POURVU	A CONTRAT APPRENTI
APPRENTI		TECH		0,00	A NON POURVU	A CONTRAT APPRENTI
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
05/12/2003 - Concession en métropole légal	GRDF REGION NORD OUEST	SA GRDF REGION NORD OUEST		0,00
26/06/2009 - Concession	GRDF REGION NORD OUEST	SA GRDF REGION NORD OUEST		0,00
15/11/2018 - Concession en métropole légal	ENEDIS	ENEDIS		0,00
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

IV
B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

IV
B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV
B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**1 362 042,10**	**1 362 042,10**	**1 362 042,10**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**983 716,53**	**-983 716,53**	**-983 716,53**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**983 716,53**	**378 325,57**	**378 325,57**	**1 362 042,10**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**983 716,53**	**378 325,57**	**378 325,57**	**1 362 042,10**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**983 716,53**	**378 325,57**	**378 325,57**	**1 362 042,10**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**2 606 500,00**	**0,00**	**0,00**	**2 606 500,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**3 911 738,00**	**1 490 819,13**	**1 490 819,13**	**5 402 557,13**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 305 238,00**	**1 490 819,13**	**1 490 819,13**	**2 796 057,13**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 2 606 500,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 106 500,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 106 500,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 911 738,00**	**1 490 819,13**	**VI 1 490 819,13**
Ressources propres externes de l'année (a)		**744 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	650 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	94 000,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**3 167 738,00**	**1 490 819,13**	**1 490 819,13**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*210 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 430 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*82 000,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*967 738,00*	*1 490 819,13*	*1 490 819,13*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET

D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION — D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**
Contributions aux ECE	0,00
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**
Résultat financier	0,00
RESULTAT COURANT (5)	**0,00**
Résultat spécifique	0,00
RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».
(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.
(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.
(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.
(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.
(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
B3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

IV

D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

IV
D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT

D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES	
ARRETE ET SIGNATURES	**A**

Nombre de membres en exercice : 196
Nombre de membres présents : 139
Nombre de suffrages exprimés : 142
VOTES :
Pour : 142
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2026

Présenté par Le Président (1),
A WORMHOUT, le 24/06/2026

Délibéré par l'assemblée le Comité syndical (2), réunie en session Ordinaire
A WORMHOUT, le 24/06/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le Comité syndical (2),(3).

.

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 01/07/2026, et de la publication le 01/07/2026
A Hazebrouck, le 01/07/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D16**
Objet :	**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 SCELLEMENT FICHIER DOC BUDG XML**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Documents budgétaires et financiers
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D16-BF
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-200036895-20260624-24062026_D16-BF-1-1_0.xml	text/xml	1.3 Ko
Document principal (Document budgétaire) Nom original : DOCBUDG_20003689500015_059418_BS_2026_01072026000000.xml Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D16-BF-1-1_1.xml	text/xml	240.3 Ko
Annexe (Délibération) Nom original : DELIB TE FLANDRE 24062026_D16 BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 SIGNEE.pdf Nom métier : 70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D16-BF-1-1_2.pdf	application/pdf	593.1 Ko
Document principal (Document budgétaire) Nom original : BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 M57 CS 24_06_2026.pdf Nom métier : 99_BU-059-200036895-20260624-24062026_D16-BF-1-1_3.pdf	application/pdf	1.1 Mo
Annexe (Délibération)	application/pdf	9.7 Mo

Nom original : EMARGEMENTS CS 24 06 2026.pdf

Nom métier :

70_DE-059-200036895-20260624-24062026_D16-BF-1-1_4.pdf

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	1 juillet 2026 à 16h15min09s	Dépôt initial
En attente de transmission	1 juillet 2026 à 16h15min32s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	1 juillet 2026 à 16h15min35s	Transmis au MI
Acquittement reçu	1 juillet 2026 à 16h16min54s	Reçu par le MI le 2026-07-01

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D17-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D17 – Finances et Marchés Publics : FCTVA 2024 – Reversement aux collectivités

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D17-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D17-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D17-DE

Délibération N° 24062026 / D17 – Finances et Marchés Publics : FCTVA 2024 – Reversement aux collectivités

Exposé et proposition – Rapport de M David CALCOEN, Vice – Président :

Dans le cadre de l'automatisation du FCTVA depuis le 1er janvier 2023, les dépenses de maintenance liées à des sinistres en éclairage public sont intégrées dans les sommes perçues par le Territoire d'Energie Flandre.

Vu le titre de recettes émis à l'encontre de commune pour remboursement intégral (TTC) des sommes engagées pour les réparations,

Considérant que le FCTVA perçu sur lesdites sommes revient aux communes, il convient de reverser les montants ci-annexés par l'émission d'un mandat.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:53:42 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:16:46 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D17-DE

TITRES EMIS EN 2024 AUPRES DES COMMUNES POUR REMBOURSEMENT SUITE A SINISTRE

N__de_borde	N__de_pièce	Tiers	Objet	Compte	Montant_HT	Code analytic	**A REVERSER**	Montant_HT	Montant_TVA	Montant_TTC	Emission
34	108	COMMUNE BAILLEU	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	52,82 €	1 610,00 €	322,00 €	1 932,00 €	28/03/2024
34	107	COMMUNE BROUCKE	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	37,34 €	1 138,00 €	227,60 €	1 365,60 €	28/03/2024
59	188	COMMUNE ERINGHE	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	50,58 €	1 541,68 €	308,34 €	1 850,02 €	16/05/2024
34	106	COMMUNE HARDI	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	44,49 €	1 356,00 €	271,20 €	1 627,20 €	28/03/2024
75	216	COMMUNE HONDSCH	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	19,68 €	600,00 €	120,00 €	720,00 €	09/07/2024
101	273	COMMUNE LAVENTI	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	52,85 €	1 611,00 €	322,20 €	1 933,20 €	18/09/2024
34	109	COMMUNE MERCKEG	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	91,50 €	2 789,02 €	557,80 €	3 346,82 €	28/03/2024
91	243	COMMUNE MERVILL	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	17,49 €	533,00 €	106,60 €	639,60 €	06/08/2024
75	214	COMMUNE MERVILL	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	26,71 €	814,13 €	162,83 €	976,96 €	09/07/2024
59	187	COMMUNE MERVILL	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	53,12 €	1 619,00 €	323,80 €	1 942,80 €	16/05/2024
5	9	COMMUNE MERVILL	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	142,45 €	4 341,80 €	868,36 €	5 210,16 €	31/01/2024
76	218	COMMUNE NEUF BE	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	41,57 €	1 267,00 €	253,40 €	1 520,40 €	09/07/2024
76	217	COMMUNE NEUF BE	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	91,29 €	2 782,50 €	556,50 €	3 339,00 €	09/07/2024
75	215	COMMUNE NIEPPE	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	33,10 €	1 009,00 €	201,80 €	1 210,80 €	09/07/2024
17	37	COMMUNE REXPOED	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	19,52 €	595,00 €	119,00 €	714,00 €	07/03/2024
91	242	COMMUNE SERCUS	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	55,58 €	1 694,20 €	338,84 €	2 033,04 €	06/08/2024
91	241	COMMUNE SERCUS	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	55,58 €	1 694,20 €	338,84 €	2 033,04 €	06/08/2024
22	47	COMMUNE ST PIER	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	75,13 €	2 290,00 €	458,00 €	2 748,00 €	11/03/2024
5	10	COMMUNE STEENE	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	93,08 €	2 837,00 €	567,40 €	3 404,40 €	31/01/2024
22	48	COMMUNE WATTEN	MAINT EP FEUX IRVE PETITS T	512	75888	EP INVEST	19,52 €	595,00 €	119,00 €	714,00 €	11/03/2024
							1 073,40 €				

REVERSEMENT FCTVA PERCU PAR LE TE FLANDRE SUR MAINTENANCE SUITE SINISTRE 2024

Collectivités	Montants à reverser
COMMUNE BAILLEUL	52,82 €
COMMUNE BROUCKEQUE	37,34 €
COMMUNE ERINGHEM	50,58 €
COMMUNE HARDIFORT	44,49 €
COMMUNE HONDSCHOOTE	19,68 €
COMMUNE LAVENTIE	52,85 €
COMMUNE MERCKEGHEM	91,50 €
COMMUNE MERVILLE	239,76 €
COMMUNE NEUF BERQUIN	132,86 €
COMMUNE NIEPPE	33,10 €
COMMUNE REXPOEDE	19,52 €
COMMUNE SERCUS	111,17 €
COMMUNE ST PIERRE BROUCK	75,13 €
COMMUNE STEENE	93,08 €
COMMUNE WATTEN	19,52 €
TOTAL REVERSEMENT FCTVA	**1 073,40 €**

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:16:51 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D17**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D17 - Finances et Marchés Publics - FCTVA 2024 - reversement aux collectivités**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D17-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D17 _ FP _ FCTVA 2024.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D17-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	384.6 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D17 _ Tableau FCTVA 2024.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D17-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	169.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 10h26min24s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 10h27min41s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 10h27min53s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 10h28min11s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D18-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D18 – Finances et Marchés Publics : Contrôle des factures d'énergie – Etat de suivi de la mission au 13/06/2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D18-DE

M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D18-DE

M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D18-DE

Délibération N° 24062026 / D18 – Finances et Marchés Publics :
Contrôle des factures d'énergie – Etat de suivi de la mission au 13/06/026

Exposé et proposition – Rapport de M Rodrigue BOURNONVILLE, Vice – Président :

Dans le cadre du contrôle des factures d'énergie, mission confiée à NEW ENERGY, plusieurs collectivités vont recevoir des remboursements de la part des anciens fournisseurs. Les remboursements seront faits par lettre-chèque.

A ce jour, les collectivités concernées et les remboursements prévus sont :

CCFL : 9 163,33 €	ESTAIRES : 6 930,36 €	OXELAERE : 82,55 €
CCHF : 3482,43 €	FLETRE : 84,68 €	PITGAM : 40,30 €
4ème Section des Wateringues : 8 132,68 €	HONDEGHEM : 239,71 €	SERCUS : 3 618,83 €
BAILLEUL : 10 139,24 €	HONDSCHOOTE : 9 168,10 €	STEENBECQUE : 965,41 €
BOESCHEPE : 249,48 €	LA GORGUE : 2 407,85 €	ST PIERRE BROUCK : 63,07 €
BROUCKERQUE : 58,25 €	MERVILLE : 3 278,33 €	THIENNES : 56,69 €
CAPPELLE-BROUCK : 1 505,93 €	MILLAM : 2 260,61 €	WARHEM : 207,97 €
DRINCHAM : 1 057,01 €	NEUF-BERQUIN : 4 297,22 €	WATTEN : 5 237,74 €
EECKE : 167,93 €	NIEPPE : 1 135,91 €	WORMHOUT : 1 209,54 €

Soit un total de 75 241,15 € TTC

Il est rappelé également que les communes devront reverser 50% du remboursement au TE Flandre.

Adoption :

Le Comité prend acte de l'avancement de la mission.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:52:43 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:14:01 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D18**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D18 - Finances et Marchés Publics - Contrôle des factures d'énergie - état du suivi de la**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D18-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	979 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D18 _ FP _ Contr__le des factures d___nergie _ suivi.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D18-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	418 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 11h40min53s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 11h41min24s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 11h42min23s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 11h42min35s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D19-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D19 – Compétence IRVE – Actualisation du programme travaux 2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D19-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D19-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D19-DE

Délibération N° 24062026 / D19 – Compétence IRVE – Actualisation du programme travaux 2026

Exposé et proposition – Rapport de M Sylvain PETITPREZ, Vice – Président :

Vu le Schéma Directeur des IRVE (SD IRVE) adopté,

Vu les délibérations du Comité syndical fixant les modalités de participations des communes aux travaux d'installation de bornes IRVE,

Vu le programme prévisionnel de travaux adopté par le Comité syndical le 12/02/2026 pour l'année 2026

Considérant qu'il convient d'adopter un programme complémentaire :

Il est proposé au Comité Syndical :

- ✓ D'adopter le programme complémentaire prévisionnel de travaux, selon le tableau ci-dessous,
- ✓ D'autoriser le président ou son représentant à signer les conventions et avenants avec les communes concernées,
- ✓ D'autoriser le président ou son représentant à signer les avenants aux conventions de mandat avec les EPCI concernés,
- ✓ D'autoriser le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la bonne application de la présente délibération, notamment le dépôt des dossiers CEE pour l'ensemble des bornes IRVE posées par le TE Flandre.

	COMMUNE / LOCALISATION	MODELE IRVE	NOMBRE DE PDC	MONTANT PREVISIONNEL HT	RESTE A CHARGE HT
	LE DOULIEU – PARKING DE LA SALLE DES FÊTES	1 E-PREMIUM 22/33 KW AC/DC	2	27 000 €	5 500 €
	MORBECQUE – RUE DE LA FONTAINE	1 E-PREMIUM 60 KW DC/DC	2	45 000 €	17 000 €
	CASSEL – CHEMIN D'AIRE	1 E-SMART DOUBLE 22 KW AC	2	15 000 €	4 500 €
	ZEGERSCAPPEL	A définir			
	CCHF – AIRE DE COVOITURAGE DE HOLQUE	1 E-SMART DOUBLE 11 KW AC	2	15 000 €	Totalité*
POUR LA CCFL	ESTAIRES – PARKING COUPE	1 E-SMART DOUBLE 11 KW AC 1 E-SMART SIMPLE 11 KW AC 1 E-PREMIUM 22/33 KW AC/DC	5	50 000 €	Totalité*
	SAILLY-SUR-LA-LYS – ZA MOULIN MADAME	1 E-SMART DOUBLE 22 KW AC	2	15 000 €	Totalité*

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D19-DE

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence IRVE ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:51:34 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:10:21 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D19**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D19 - Compétence IRVE - Actualisation du programme des travaux 2026**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D19-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	949 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D19 _ Comp IRVE _ Actualisation Prog Trvx 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D19-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	446.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 11h43min12s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 11h43min25s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 11h43min30s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 11h43min55s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D20-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D20 – Compétence Eclairage Public – Actualisation du programme travaux EP et Feux tricolores2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D20-DE

M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D20-DE

M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D20-DE

Délibération N° 24062026 / D20 – Compétence Eclairage Public - Actualisation du programme travaux EP et Feux tricolores2026

Exposé et proposition – Rapport de M Sylvain PETITPREZ, Vice – Président :

Vu les délibérations du Comité syndical fixant les modalités de participations des communes aux travaux de rénovation et création d'éclairage public et signalisation lumineuse tricolore (SLT),

Vu le programme prévisionnel de travaux présenté lors du Comité du 4 décembre 2025,
Vu la proposition d'actualisation,

Il est proposé au Comité syndical :

- ✓ d'adopter l'actualisation du programme prévisionnel de travaux pour l'année 2026, selon les tableaux en annexe,
- ✓ d'autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions avec les Communes concernées,
- ✓ d'autoriser le Président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la bonne application de la présente délibération, notamment le dépôt des dossiers CEE.

Adoption :
Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Eclairage Public ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:50:21 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:06:35 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D20-DE

Commune	Adresse et travaux SLT	Délibération commune	Prévision de démarrage travaux	Montants actualisés HT
BAVINCHOVE	Passage piéton	Définitive	**sept-26**	**17 000,00 €**
CAESTRE	Route de Strazeele	Définitive	**2026/2027**	**21 808,00 €**
NEUF BERQUIN	Feu tricolore Rue Ferdinand Cappel	attente de la commune	**2026/2027**	**6 000,00 €**
STEENWERCK	Feu tricolore rue de la Gare	Définitive	**sept-26**	**28 000,00 €**
STEENVOORDE	Feux tricolores Avenue des Cygnes	attente de la commune	**2026/2027**	**27 000,00 €**
WATTEN	Feu tricolore rue Saint-Antoine/ rue de Dunekrque	attente de la commune	**2026/2027**	**44 000,00 €**
WINNEZEELE	Feu récompense route de Cassel/ lotissement	Définitive	**oct-26**	**32 791,00 €**
LA GORGUE	Carrefour du Nouveau Monde	Définitive	**juin-26**	**40 000,00 €**
HAVERSKERQUE	1 feux tricolore micro-régulé route du 8 mai RD 916 mise en sécurité	attente de la commune	**2026/2027**	**60 000,00 €**
OUDEZEELE	Route des 3 Rois et Route de Cassel	attente de la commune	**2026/2027**	**29 000,00 €**
STAPLE	Rue de Bailleul Vert recompense	attente de la commune	**2026/2027**	**20 000,00 €**
MERVILLE	Rénovation feu tricolore place de la Libération	attente de la commune	**2026/2027**	**95 000,00 €**
MERVILLE	Rue gambetta rue des pretre rue faidherbe			**en cours**
TOTAL				**420 599,00 €**

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:06:46 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Commune	Adresse et travaux EP	délibération commune	Prévision de démarrage travaux	Montants actualisés HT
BAVINCHOVE	Installation de plots solaire et d'un ensemble solaire - Hameaux des trois rois	Définitive	sept-26	17 000,00 €
BOLLEZEELE	Espace DEHAENE et Grand Place et rue Dezitter	Définitive	juil-26	19 917,00 €
BROXEELE	Rue des Peupliers, Rajout EP rue de Rubrouck	Définitive	juin-26	40 780,00 €
CROCHTE	Rénovation de l'éclairage public sur l'ensemble de la commune	attente de la commune	2026/2027	170 000,00 €
CAPPELLE-BROUCK	Rue des Annelles, rue Verte, rue de la Colme, Speve Straete, Basilic Straete et passage piéton aux abords de la mairie	attente de la commune	2026/2027	33 000,00 €
ESQUELBECQ	Parking de la Gare	attente de la commune	2026/2027	15 000,00 €
HARDIFORT	Impasse Route de la place (mât solaire)	attente de la commune	2026/2027	8 000,00 €
HARDIFORT	Création d'éclairage public impsasse du mini stade	attente de la commune	2026/2027	16 000,00 €
HAVERSKERQUE	Rénovation de l'éclairage public sur l'ensemble de la commune	attente de la commune	2026/2027	291 000,00 €
HERZEELE	Extension EP Route de Wylder	attente de la commune	2026/2027	12 840,00 €
HERZEELE	Extension et rénovation Lotissement Saint Crépin, Parking Restaurant	attente de la commune	2026/2027	21 600,00 €
HONDSCHOOTE	Rénovation de l'éclairage public dans diverses rues	attente de la commune	2026/2027	230 000,00 €
HONDSCHOOTE	Rénovation Domaine de la Saye, rue Trinitaires, rue d'Osterburkende, Avenue de l'Europe, Rue Maréchal Juin	attente de la commune	2026/2027	en cours
LA GORGUE	Ensemble de la commune - PHASE 2	Définitive	juil-26	700 000,00 €
LE DOULIEU	Ajout d'éclairage public et installation d'éclairage public provisoire	Définitive	juin-26	11 480,00 €
LOOBERGHE	Rénovation EP Lotissement rue de la Chappelle des roses, Chemin du Halage, rue de la Mairie, Armoire AR 01 rue de Bourbourg	Définitive	juil-26	14 413,00 €
LOOBERGHE	Mât solaire route de l'Hossenaere RD 110	Définitive	juil-26	3 567,00 €
MERVILLE	Rénovation de l'éclairage public sur l'ensemble de la commune	Définitive	oct-26	1 400 000,00 €
NEUF BERQUIN	Contour de l'Eglise et Rue de Cassel	attente de la commune	2026/2027	en cours
NOORDPEENE	Ajout d'éclairage public Chemin du Couvent	Définitive	mai-26	1 521,50 €
RUBROUCK	Rénovation/ renouvellement des installations Chemin de la Procession	Définitive	juil-26	7 900,50 €
SAINT JANS CAPPEL	Rénovation de l'éclairage sur le reste de la commune - phase 3	Définitive	juil-26	35 000,00 €
SM SIROM	Rénovation de l'éclairage public sur les différents sites	en cours	2026/2027	en cours
STEENVOORDE	Ajout EP Route d'Hondschoote	Définitive	juin-26	13 826,00 €
STEENWERCK	Extension de l'éclairage public Serpentine, Arboretum et rénovation de l'éclairage public du hameau le mortier	Définitive	sept-26	25 000,00 €
TERDEGHEM	Rénovation de l'éclairage public sur l'ensemble de la commune	attente de la commune	2026/2027	78 000,00 €
WATTEN	Rénovation/ renouvellement des installations rue Pascal LEUILLETTE, allée des roses, Allée des Lilas	attente de la commune	2026/2027	73 000,00 €
WATTEN	Rénovation et extension éclairage public rue de la Montagne	attente de la commune	2026/2027	30 000,00 €
ZERMEZEELE	Eclairage Chemin du lotissement et projecteur Eglise	Définitive	sept-26	9 990,00 €
TOTAL				**3 278 835,00 €**

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D20-DE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:06:44 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D20**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D20 - Compétence Eclairage Public - Actualisation du programme des travaux EP et Feux tricolores 2026**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D20-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.2 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D20 _ Comp EP _ Actualisation Prog trvx EP et Feux 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D20-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	407.4 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D20 _ Tableau EP 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D20-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	241.9 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D20 _ Tableau SLT 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D20-DE-1-1_3.pdf	application/pdf	244.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 11h47min51s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 11h49min24s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 11h49min29s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 11h49min43s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D21-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D21 – Compétence Eclairage Terrains de Sports extérieurs – Actualisation du programme travaux 2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D21-DE

M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D21-DE

M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D21-DE

Délibération N° 24062026 / D21 – Compétence Eclairage Terrains de Sports extérieurs – Actualisation du programme travaux 2026

Exposé et proposition – Rapport de M Sylvain PETITPREZ, Vice – Président :

Vu la délibération du 13 octobre 2022 et la délibération du 15 février 2024 relative à la maitrise d'ouvrage déléguée concernant l'éclairage des terrains de sports extérieurs,

Vu les demandes des communes,

Il est proposé au Comité de :

- ✓ Actualiser le programme prévisionnel 2026 repris dans le tableau annexé,
- ✓ Autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions avec les communes concernées,
- ✓ Préciser qu'en matière de travaux d'investissement ou de maintenance, relatifs à l'éclairage des terrains de sports extérieurs, la commune demandeuse prend en charge 100% du montant TTC du chantier, ainsi que les frais de gestion.

Adoption :
Les délégués des communes qui n'adhèrent pas à la compétence Eclairage Pubic ne prennent pas part au vote.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:48:02 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:01:54 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D21-DE

Actualisation programme travaux ES

Commune	Adresse	Délibération commune	Prévision de démarrage travaux	Estimation (HT)	Estimation (TTC)
EECKE	Terrain de football	attente de la commune	**2026/2027**	en cours	en cours
ZEGERSCAPPEL	Rénovation éclairage du stade de football	attente de la commune	**2026/2027**	40 855,00 €	49 026,00 €
WATTEN	Stade de foot Decreton	attente de la commune	**2026/2027**	48 000,00 €	57 600,00 €
ESTAIRES	ComPlexe Henri Durez (travaux 2027)	attente de la commune	**2027**	en cours	en cours
TOTAL					**106 626,00 €**

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 11:02:00 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D21**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D21 - Compétence Eclairage Terrains de Sports extérieurs - Actualisation du programme de**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D21-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D21 _ Eclairage Terrains de Sports _ Actualisation prog trvx 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D21-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	408.6 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D21 _ Tableau ES 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D21-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	189.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 11h57min31s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 11h57min34s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 11h57min35s	Transmis au MI

Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 11h57min48s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D22-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24062026 / D22 – Transition Energétique – Suivi et projets des opérations d'Auto Consommation Collective (ACC) 2026

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D22-DE

M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D22-DE

M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D22-DE

Délibération N° 24062026 / D22 - Transition Energétique - Suivi et projets des opérations d'Auto-Consommation Collective (ACC) 2026

Exposé et proposition – Rapport de M Christian DELASSUS, Vice – Président :

Le Territoire d'Energie Flandre développe des projets d'autoconsommation collective solaire, en partenariat avec les collectivités, afin de valoriser les énergies renouvelables, réduire les coûts et renforcer l'autonomie énergétique.

Ces projets reposent sur l'installation de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments publics et la consommation locale de l'électricité produite, notamment pour les équipements publics, les bornes de recharge et les réseaux d'eau.
Ils sont encadrés par l'association TE Flandre Solaire, agissant comme Personne Morale Organisatrice.

Il est proposé au Comité de :

- ✓ De prendre acte des installations déjà en service dans le tableau annexé
- ✓ De valider les projets en cours dans le tableau annexé
- ✓ D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires, dont la signature des conventions d'autoconsommation collective

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:47:06 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 10:58:34 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D22-DE

SUIVI DES OPERATIONS DACC		
ACC EN SERVICE	NEUF-BERQUIN	HANGAR TECHNIQUE + SALLE D'ÉVOLUTION
	FLEURBAIX	ECOLE + OMBRIERE
	LE DOULIEU	ECOLE + HANGAR COMMUNAL
	MERRIS	SALLE DES SPORTS
	BERTHEN	ATELIER MUNICIPAL
	CŒUR DE FLANDRE AGGLO	SIEGE +LOCAL VELO
PROJETS ACC EN COURS DE CONVENTION	CCFL	HANGAR AERODROME
	BOESCHEPPE	MAISON DU STEENACKER
	BAVINCHOVE	SALLE DES FETES / MAIRIE
ACC A VENIR	BLARINGHEM	OMBRIERES SOLAIRES
	LA GORGUE	COMPLEXE DE L4ABBAYE DE BEAUPRE
	CROCHTE	NOUVELLE SALLE POLYVALENTE
	VIEUX-BERQUIN	SALLE DE MUSIQUE
	BUYSSCHEURE	SALLE DE PSYCHOMOTRICITE
	SPL DESTINATION CŒUR DE FLANDRE	OFFICE DE TOURISME DE CASSEL

ACC EN PROJET / ETUDE	SERUCS	ECOLE
	NIEURLET	SALLE DES FETES
	RUBROUCK	ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE
	WORMHOUT	STEP NOREADE
	PITGAM	MAIRIE
	LEDERZEELE	HANGAR MUNICIPAL
	RENESCURE	ECOLE PHILIPPE DE COMMYNES
	OCHTEZEELE	MAIRIE / SALLE DES FETES
	OUDEZEELE	SALLE DES FETES
	STAPLE	A DEFINIR
ACC PATRIMONIAL POUVANT ÉVOLUER	HOYMILLE	OMBRIERE + BATIMENT ASSOCIATIF
	WALLON-CAPPEL	SALLE DES FETES

LES PROJETS A DELIBERER		
ACC A VENIR	BUYSSCHEURE	SALLE DE PSYCHOMOTRICITE
	SPL DESTINATION CŒUR DE FLANDRE	OFFICE DE TOURISME DE CASSEL
ACC EN PROJET / ETUDE	RUBROUCK	ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE
	PITGAM	MAIRIE
	LEDERZEELE	HANGAR MUNICIPAL
	RENESCURE	ECOLE PHILIPPE DE COMMYNES
	OUDEZEELE	SALLE DES FETES
	STAPLE	A DEFINIR
ACC PATRIMONIAL POUVANT EVOLUER	HOYMILLE	OMBRIERE + BATIMENT ASSOCIATIF
	WALLON-CAPPEL	SALLE DES FETES

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 10:58:41 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D22**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D22 - Transition Energétique - Suivi et projets des opérations d'Auto Consommation Collective (ACC) 2026**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D22-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D22 _ TE MDE _ Suivi et projet ACC 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D22-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	407.2 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Annexe D22 _ Tableau Suivi et projets ACC 2026.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D22-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	223.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 14h45min30s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 14h46min01s	Accepté par le TdT : validation OK

Transmis	21 juillet 2026 à 14h46min08s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 14h46min25s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D23-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026

Délibération N° 24062026 / D23 – Transition Energétique et Maitrise de la Demande en Energie – Programme ACTEE : Actualisation déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne saisons 1 à 6 –Aide spécifique pour les frais de Maitrise d'œuvre et Assistance

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D23-DE

Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D23-DE

M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D23-DE

Délibération N° 24062026 / D23 - Transition Energétique et Maitrise de la Demande en Energie - Programme ACTEE : Actualisation déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne saisons 1 à 6 -Aide spécifique pour les frais de Maitrise d'œuvre et Assistance

Exposé et proposition – Rapport de M Hervé DELVA, Vice – Président :

Le Territoire d'Énergie Flandre s'inscrit depuis plusieurs années dans une démarche active de transition énergétique, notamment à travers sa participation au programme ACTEE+ (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique), porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Ce programme, qui vise à accompagner les collectivités dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments publics, permet de mutualiser les actions, de planifier des travaux durables et de réduire significativement les consommations d'énergie, en cohérence avec les objectifs du décret tertiaire (décret n°2019-771 du 23 juillet 2019).

Par délibérations en date du 20/01/2023, 09/09/2024, 05/02/2025, 26/05/2025 et 04/12/2025, le Comité syndical a arrêté les modalités opérationnelles de déclinaison du programme ACTEE+ et de ses sous-programmes Chêne 1 à 4.

Ces aides, octroyées par convention signée avec la FNCCR (SASU ACTEE), ont permis au TE Flandre de bénéficier de fonds destinés à couvrir une partie des dépenses liées à l'accompagnement technique des communes membres dans leurs projets de rénovation énergétique.

Vu le Contexte réglementaire : Le programme ACTEE+, financé par les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), s'inscrit dans le cadre des articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie, qui encouragent les collectivités à engager des actions d'efficacité énergétique.

Les dépenses éligibles du lot 4 (missions de maîtrise d'œuvre) et du lot 5 (missions d'assistance à maitrise d'œuvre et prestations intellectuelles), sont explicitement reconnues par la FNCCR (SASU ACTEE) comme en attestent les conventions citées en visas.

Vu l'Intérêt général et mutualisation : Le reversement partiel des aides aux communes permet de rééquilibrer les efforts financiers tout en maintenant une contribution au fonctionnement du service énergétique du TE Flandre, conformément à l'article L. 5211-5 III du CGCT sur la solidarité territoriale.
Considérant la Sécurité juridique : La formalisation des reversements par convention signée avec chaque maire garantit la traçabilité des flux financiers et le respect des articles R. 2221-1 et suivants du CGCT relatifs aux actes des collectivités.

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D23-DE

La participation communale de 25 % est proportionnée aux coûts de gestion et d'animation du dispositif, comme le prévoient les clauses types des conventions ACTEE.

Considérant qu'il convient d'actualiser les délibérations sus-visées afin de garantir les flux financiers perçus par le TE Flandre et reversés aux communes pour le programme ACTEE+ chêne saison 1 à 6.

Dans ce cadre, il est proposé au Comité Syndical de :

- ✓ De valider le principe de reversement à 100% aux communes bénéficiaires des aides ACTEE+ Chêne Saisons 1 à 6 allouées pour le lot 4 « Frais de Maitrise d'œuvre » et le lot 5 « Assistance à Maîtrise d'œuvre et prestations intellectuelles » après réception de fonds par la FNCCR ;

- ✓ De fixer la participation communale à 25% du montant total de l'aide perçue, afin de contribuer au financement du fonctionnement du service transition énergétique du TE Flandre ;

- ✓ D'autoriser le Président du TE Flandre ou son représentant à signer, avec les Maires des communes/collectivités concernées par le Lots 4 et 5 , une convention de partenariat précisant les modalités de reversement ;

- ✓ De noter que cette démarche s'inscrit dans une logique de transparence financière et de soutien aux communes, tout en assurant la pérennité des actions menées par le TE Flandre en matière d'efficacité énergétique.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:46:01 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 19:03:04 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D23**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D23 - Transition Energétique et Maitrise de la Demande en Energie - Programme ACTEE - Actualisation déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Saisons 1 à 6 - Aide spécifique pour les frais de Maitrise d'oeuvre et Assistance**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.6 - Contributions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D23-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D23 _ TE MDE _ ACTEE Ch__ne 1 __ 6 Aides Spec MOE AMO et API.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D23-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	420 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 15h09min25s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 15h09min36s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 15h10min17s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 15h10min31s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D24-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026

Délibération N° 24062026 / D24 – Transition Energétique et Maitrise de la Demande en Energie – Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les Conseils en Orientation Énergétique de la Commune d'Estaires

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D24-DE

Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK
M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D24-DE

M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D24-DE

Délibération N° 24062026 / D24 – Transition Energétique et Maitrise de la Demande en Energie – Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les Conseils en Orientation Énergétique de la Commune d'Estaires

Exposé et proposition – Rapport de M Hervé DELVA, Vice – Président :

Le Territoire d'Énergie Flandre s'inscrit depuis plusieurs années dans une démarche active de transition énergétique, notamment à travers sa participation au programme ACTEE+ (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique), porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Ce programme, qui vise à accompagner les collectivités dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments publics, permet de mutualiser les actions, de planifier des travaux durables et de réduire significativement les consommations d'énergie, en cohérence avec les objectifs du décret tertiaire (décret n°2019-771 du 23 juillet 2019).

Par délibérations en date du 20/1/2023, 09/09/2024, 05/02/2025, 26/05/2025 et 04/12/2025 le Comité syndical a arrêté les modalités opérationnelles de déclinaison du programme ACTEE+ et de ses sous-programmes Chêne 1 à 4.

Ces aides, octroyées par convention signée avec la FNCCR (SASU ACTEE), ont permis au TE Flandre de bénéficier de fonds destinés à couvrir une partie des dépenses liées à l'accompagnement technique des communes membres dans leurs projets de rénovation énergétique.

Vu le Contexte réglementaire : Le programme ACTEE+, financé par les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), s'inscrit dans le cadre des articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie, qui encouragent les collectivités à engager des actions d'efficacité énergétique.

Considérant qu'il est opportun de signer une convention avec la commune d'Estaires pour autoriser le versement des aides obtenues par le TE Flandre pour études « Conseils en Orientations Energétiques » réalisées et mandatées par la commune d'Estaires.

Dans ce cadre, il est proposé au Comité syndical d'autoriser le Président du TE Flandre ou son représentant à signer, avec Madame le Maire de la commune d'Estaires, une convention de partenariat précisant les modalités de reversement des aides obtenues pour les études techniques réalisés et mandatés par la commune,

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D24-DE

SAISON 1 : Conseils en Orientations Énergétiques par réalisé par la commune d'Estaires

Action	Commune	N° facture reglée par la commune	Date facture	Dépense acquittée HT	Aide sollicitée à la FNCCR	Somme à reverser à la commune d'Estaires
COE	ESTAIRES	2022/09-21	06/10/2023	13 846,95 €	5 950€	5 950€
					Total à reverser à ESTAIRES	5 950€

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:43:58 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 19:00:51 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D24**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D24 - Transition Energétique et Maitrise de la Demande en Energie - Programme ACTEE : Déclinaison opérationnelle financière ACTEE+ Chêne Aide spécifique pour les Conseils en Orientation Energétique de la commune d'Estaires**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.6 - Contributions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D24-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__24062026 D24 _ TE MDE _ Prg ACTEE D__clinaison financi__re ESTAIRES.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D24-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	396.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 15h18min00s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 15h19min52s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 15h19min56s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 15h20min24s	Reçu par le MI le 2026-07-21

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D25-DE

territoire d'énergie FLANDRE

Siège du TE Flandre en Mairie d'Hazebrouck - BP 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Bureaux du TE Flandre 30 rue Louis Warein - 59190 HAZEBROUCK
contact@teflandre.fr / 03 28 50 99 78 / 03 28 43 44 45
www.teflandre.fr

COMITE SYNDICAL DU 24 JUIN 2026
Délibération N° 24042026 / D25 – Administration générale – Informations sur les décisions

Le 24 juin 2026 à dix-huit heure trente, le Comité Syndical du Territoire d'Energie Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de la Briqueterie Route de Steenvoorde à WORMHOUT sous la présidence de M. Jean-Luc CLEENEWERCK, Président du TE Flandre.
.

Date de la convocation : 16/06/2026
Nombre de Communes adhérentes : 98
Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 139 délégués

M. Michel PICOTIN	Délégué titulaire	ARNEKE
M. Bruno DELASSUS	Délégué titulaire	ARNEKE
Mme Laure DOBIGNY	Déléguée titulaire	BAILLEUL
M. Victor NOTTEAU	Délégué suppléant	BAILLEUL
M. Cédric NEUVILLE	Délégué titulaire	BAMBECQUE
M. Samuel PAUWELS	Délégué suppléant	BAMBECQUE
M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Jonathan QUEVAL	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Julien CLYTI	Délégué titulaire	BERGUES
M Michel VERLANDE	Délégué suppléant	BERGUES
M. Didier CLEENEWERCK	Délégué titulaire	BERTHEN
M. Jean-Jacques VERHAEGHE	Délégué titulaire	BIERNE
Mme Claudine DELASSUS	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Géry BOGAERT	Déléguée titulaire	BISSEZEELE
M. Régis DUQUENOY	Délégué titulaire	BLARINGHEM
M. Alain DEVAUX	Délégué titulaire	BLARINGHEM
Mme Danielle MAMETZ	Déléguée titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent DENIS	Délégué titulaire	BOESEGHEM
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
M. Michel DIACRE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Délégué titulaire	BORRE
Mme Anne-Sophie BAUDCHON	Déléguée titulaire	BROUCKERQUE
M. Christian SANSON	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Vincent PAUWELS	Délégué titulaire	BROXEELE
M. Richard JOHNSON	Délégué titulaire	BUYSSCHEURE
M. Emmanuel SCHRYVE	Délégué suppléant	BUYSSCHEURE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Olivier LOEWENGUTH	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Simon JACQUES	Délégué suppléant	CAPPELLEBROUCK
Mme Françoise DECROOCQ-FERRANT	Déléguée suppléante	CAPPELLEBROUCK

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D25-DE

M. Fédérik POTISEK	Délégué titulaire	CASSEL
M. Stéphane DECAD	Délégué suppléant	CROCHTE
M. Frédéric PAUWELS	Délégué titulaire	EBBLINGHEM
M. Francis BEVE	Délégué suppléant	EBBLINGHEM
M. Laurent FONTAINE	Délégué titulaire	EECKE
Mme Murielle FERYN	Déléguée titulaire	ERINGHEM
M. Paul JANSSEN	Délégué titulaire	ERINGHEM
M. Yann NORMAND	Délégué titulaire	ESTAIRES
M. Philippe MASQUELIER	Délégué titulaire	FLETRE
M. Paul DE CIECHI	Délégué titulaire	FLETRE
Mme Christelle POILLON	Déléguée titulaire	FLEURBAIX
M. Aurélien ROYAL	Délégué titulaire	GODEWAERSVELDE
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Fabrice DELOSIERES	Délégué titulaire	HERZEELE
M. Dominique THERY	Délégué suppléant	HERZEELE
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Patricio LA DELFA	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. François DELATTRE	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Stéphane POUCHELE	Délégué titulaire	HOUTKERQUE
M. Didier LAREAL	Délégué suppléant	HOUTKERQUE
M. François DIDIER	Délégué titulaire	HOYMILLE
M. Etienne FOSSAERT	Délégué suppléant	KILLEM
M. Bruno NORO	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Philippe MAHIEU	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Éric DEMONT	Délégué titulaire	LAVENTIE
Mme Catherine DEKEISTER	Déléguée titulaire	LEDERZEELE
M. Sébastien LUCHET	Délégué titulaire	LEDERZEELE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Julien MATHIS	Délégué suppléant	LE DOULIEU
M. Christian DELASSUS	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Alain KERCKHOVE	Délégué titulaire	LEDRINGHEM
M. Nicolas LOISEE	Délégué titulaire	LESTREM
M. Christophe DELAVAL	Délégué suppléant	LESTREM
M. Didier DEHORTER	Délégué titulaire	LOOBERGHE
M. Roland ROLLAND	Délégué suppléant	LOOBERGHE
M. Grégory CARTON	Délégué titulaire	LYNDE
M. François CLEENEWERCK	Délégué titulaire	LYNDE
M. Joël LEURS	Délégué titulaire	MERCKEGHEM
M. Thierry WATERLOT	Délégué titulaire	MERRIS
M. Philippe MABRIEZ	Délégué titulaire	MERVILLE
M. François DUPOND	Délégué suppléant	MERVILLE
Mme Elizabeth BOULET	Déléguée titulaire	METEREN
M. Guillaume LEMORT	Délégué titulaire	METEREN
M. Fabrice GREBET	Délégué titulaire	MILLAM
M. Rodrigue BOURNONVILLE	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Arnaud GUERIN	Délégué titulaire	MORBECQUE
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Christian HELE	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Jean-Michel STIENNE	Délégué suppléant	NIEPPE
M. Thomas BERNARDO	Délégué titulaire	NIEURLET
M. Clément VERLET	Délégué titulaire	OCHTEZEELE
Mme Stéphanie PORREYE	Déléguée titulaire	OOST-CAPPEL
M. Moïse ROELS	Délégué titulaire	OOST-CAPPEL
M. Jean-Luc DEBERT	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Fabien MILLOIS	Délégué titulaire	OUDEZEELE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Romain DUCATEAU	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Grégory TEITE	Délégué titulaire	PRADELLES
M. Jean-Michel ROPITAL	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Clément CLEENEWERCK	Délégué titulaire	QUAEDYPRE
M. Loïc DAUCHEL	Délégué titulaire	RENESCURE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D25-DE

M. Alexandre LEPERE	Délégué titulaire	RENESCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Philippe TERNOY	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Didier DEWYNTER	Délégué titulaire	RUBROUCK
M. Bruno DUPONT	Délégué titulaire	SAILLY-SUR-LA-LYS
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Thierry DEQUIDT	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Christian BAYART	Délégué titulaire	SAINT MOMELIN
M. Xavier BECQUART	Délégué titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
Mme Marie-Pierre LEMAIRE	Déléguée titulaire	SAINT-PIERRE-BROUCK
M. Franck DELIGNE	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Benoît BAILLEUL	Délégué titulaire	SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL
M. Laurent BEGUIN	Délégué titulaire	SERCUS
M. Régis DECOUVELAERE	Délégué titulaire	SERCUS
M. Alexandre ROMMELAERE	Délégué titulaire	SOCX
M. Laurent BERNARD	Délégué titulaire	SOCX
M. Narciso DA PONTE	Délégué titulaire	STAPLE
M. Jean-Jacques DEWYNTER	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Emmanuel JACQUET	Délégué titulaire	STEENBECQUE
M. Samuel DEGEZELLE	Délégué titulaire	STEENE
Mme Edith STAELEN	Déléguée titulaire	STEENVOORDE
Mme Sandrine RAMON	Déléguée titulaire	STEENWERCK
M. Pascal DELEMOTTE	Délégué suppléant	STEENWERCK
Mme Chantal FUMERY	Déléguée titulaire	THIENNES
M. Alain NOEL	Délégué titulaire	UXEM
M. Albert PROTIN	Délégué titulaire	VIEUX-BERQUIN
M. Jules MONSTERLEET	Délégué titulaire	VOLCKERINCKHOVE
Mme Camille VERRIELE	Déléguée titulaire	WARHEM
M. David ATTELEYN	Délégué titulaire	WARHEM
M. Matthieu BERTHELEMY	Délégué titulaire	WATTEN
M. Éric BLIN	Délégué titulaire	WATTEN
M. Thierry LUTTUN	Délégué suppléant	WEMAERS-CAPPEL
M. Jean-Michel CARDINAEL	Délégué titulaire	WEST-CAPPEL
Mme Jennifer DEZOUTTER	Déléguée suppléante	WEST-CAPPEL
M. Jérôme CANTONNET	Délégué titulaire	WINNEZEELE
M. David CALCOEN	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Vincent DELMOTTE	Délégué titulaire	WORMHOUT
M. Gaël RECOURT	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
M. François-Xavier SANTOLALLA	Délégué titulaire	WULVERDINGHE
Mme Catherine CLICTEUR	Déléguée titulaire	WYLDER
Mme Martine NOEL	Déléguée titulaire	WYLDER
M. Christophe PLESSIET	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
M. Benoit DESTEIRDT	Délégué titulaire	ZEGERSCAPPEL
Mme Patricia MOCKELYN	Déléguée titulaire	ZERMEZEELE
M. Marc LEPORCQ	Délégué titulaire	ZERMEZEELE
M. César DESCAMPS	Délégué titulaire	ZUYTPEENE
M. Augustin BAUDENS	Délégué suppléant	ZUYTPEENE

POUVOIRS : 3

M. Gérard BELLENGIER, délégué titulaire de ESTAIRES a donné pouvoir à M. Yann NORMAND
M. François-Xavier COTTIGNY, délégué titulaire de FLEURBAIX a donné pouvoir à Mme Christelle POILLON
M. Alain DAVROUX, délégué titulaire de STEENE a donné pouvoir à M. Samuel DEGEZELLE

VOTANTS : 142

Présence de Monsieur Jordan DEHEEGHER, délégué suppléant de ZERMEZEELE.

Secrétaire de séance : M. Sylvain PETITPREZ et Secrétaire adjoint : M. Rodrigue BOURNONVILLE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D25-DE

Délibération N° 24062026 / D25 – Administration générale – Informations sur les décisions

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Président :

En application de la délibération du Comité en date du 24 avril 2026, le Président rend compte des décisions du Président et du Bureau du TE Flandre.

Date	Nature	Objet
27/02/2026	Marchés Publics	Décision du Président : Contrat d'entretien pour la chaudière Gaz du bureau du TE Flandre
08/04/2026	Marchés Publics	Décision du Président : Signature d'un avenant ayant pour objet la maintenance des bornes IRVE pour les Bus de la Communauté d'Agglomération Cœur de Flandre
04/05/2026	Subventions	Décision du Président : Demande de subvention auprès de la FNCCR – Programme ACTEE – AAP LUM'ACTEE + Saison 5
13/05/2026	Administration Générale	Délibération du Bureau : désignation du secrétaire de séance
13/05/2026	Administration Générale	Délibération du Bureau : Adoption du compte-rendu de la séance précédente
13/05/2026	Ressources Humaines	Délibération du Bureau : Modification du tableau des effectifs – Création d'un poste d'Adjoint Administratif
13/05/2026	Administration Générale	Délibération du Bureau : Désignation des représentants associatifs de la CCSPL
19/05/2026	Subventions	Décision du Président : demande d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2026 (ADVB) pour la commune de LOOBERGHE
19/05/2026	Subventions	Décision du Président : demande d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2026 (ADVB) pour la commune de HONDSCHOOTE

Envoyé en préfecture le 21/07/2026
Reçu en préfecture le 21/07/2026
Publié le
ID : 059-200036895-20260624-24062026_D25-DE

19/05/2026	Subventions	Décision du Président : demande d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2026 (ADVB) pour la commune de HAVERSKERQUE
19/05/2026	Subventions	Décision du Président : demande d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2026 (ADVB) pour la commune de CROCHTE
19/05/2026	Subvention	Décision du Président : demande d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs 2026 (ADVB) pour la commune de BOLLEZEELE
26/05/2026	Marchés Publics	Décision du Président : Avenant N°1 Marché de travaux pour une ombrière photovoltaïque à HOYMILLE – Société BLOT Electricité – Report de la date de fin de travaux au 17/07/2026
27/05/2026	Marchés Publics	Décision du Président : Avenant N°1 au lot 2 du marché de travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte avec les sociétés Satelec et Ramery Réseaux pour la modification des coordonnées de l'agence Satelec.
27/05/2026	Marchés Publics	Décision du Président : Avenant N°1 au lot 3 du marché de travaux sur les réseaux en vue d'améliorer la qualité et l'esthétique de la desserte avec les sociétés Satelec et Ramery Réseaux pour la modification des coordonnées de l'agence Satelec.
02/06/2026	Marchés Publics	Décision du Président : AMO pour l'impact du nouveau mécanisme de capacité sur le marché actuel avec la société NALDEO.

Adoption

Le comité prend acte de ces décisions.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance

Jean-Luc CLEENEWERCK
Président du TE Flandre

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Signature numérique de JEAN-LUC CLEENEWERCK
Le 15/07/2026 à 23:42:58 CEST
TERRITOIRE DENERGIE FLANDRE

Signature numérique de SYLVAIN PETITPREZ
Le 10/07/2026 à 18:56:21 CEST
SI D ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Territoire d'Energie Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**24062026_D25**
Objet :	**Comité Syndical du 24/06/2026 : Délibération N°24062026/D25 - Administration Générale - Informations sur les décisions**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2026-06-24 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.4 - Delegation de fonctions
Identifiant unique :	059-200036895-20260624-24062026_D25-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier	text/xml	944 o
Nom métier :		
Document principal (Délibération)	application/pdf	496.3 Ko
Nom original : Delib N__24062026 D25_Informations sur decisions.pdf		
Nom métier : 99_DE-059-200036895-20260624-24062026_D25-DE-1-1_1.pdf		

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	21 juillet 2026 à 15h25min40s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2026 à 15h25min47s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2026 à 15h25min50s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2026 à 15h26min07s	Reçu par le MI le 2026-07-21